

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Montréal, le mardi 15 janvier 1991

No 25

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Ville de Montréal	1835
M. Panayotis Soldatos	1848
M. Rodrigue Tremblay	1860
Standard Life	1872
Mme Andrée Lajoie	1879
M. Morton Weinfeld	1887
M. Thomas J. Courchene	1896
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ)	1907
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux	1914
Congrès national des Italo-Canadiens	1918
Comité tripartite sur la constitution	1928
Centre maghrébin de recherche et d'information	1933
Front commun des personnes assistées sociales du Québec	1940

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Gil Rémillard
 Mme Louise Harel
 M. Jacques Parizeau
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Marcel Beaudry
 M. Ghislain Dufour
 M. André Ouellet
 M. Serge Turgeon
 Mme Jeanne L. Blackburn
 Mme Rosette Côté
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Guy d'Anjou
 M. Gabriel Desjardins
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Roger Nicolet
 M. Gérald Larose
 M. Christos Sirros
 M. Jacques Brassard
 M. Robert Benoit
 M. Jacques Léonard
 M. Claude Béland
 M. Gabriel Desjardins
 M. Guy Chevette
 M. Jacques Proulx
 M. Robert Libman
 Mme Louise Bégin
 M. Guy Bélanger
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Russell Williams
 M. Cosmo Maciocia
 M. Claude Dauphin
 Mme Pauline Marois
 M. Louis Laberge
 Mme Christiane Pelchat
 M. Normand Cherry

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Jean Doré, ville de Montréal
- * M. Claude García, Standard Life
- * M. André Ménard, ADISQ
- * M. Michel Sabourin, idem
- * M. Robert Pilon, idem
- * M. Gaétan Morency, idem
- * M. Pascual Delgado, Alliance des communautés culturelles pour l'égalité
dans la santé et les services sociaux
- * Mme Nancy William, idem
- * Mme Luciana Soave, idem
- * M. Alfredo Folco, Congrès national des Italo-Canadiens
- * M. Raphaël Delli Gatti, idem
- * M. Lucien Benarroch, Comité tripartite sur la constitution
- * M. Joel Pinsky, idem
- * M. Victor Goldbloom, idem
- * Mme Fatima Houda-Pepin, Centre maghrébin de recherche et d'information
- * Mme Kenza Noufi, idem
- * M. Jean-Yves Desgagnés, Front commun des personnes assistées sociales du Québec
- * Mme Diane Denault, idem
- * Mme Linda Gagné, idem
- * M. Pierre Quenneville, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Montréal, le mardi 15 janvier 1991

Audition d'organismes et d'experts

(Neuf heures dix-sept minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je rappelle le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, la séance est entièrement consacrée aux mémoires d'individus et d'organismes.

Comme premier intervenant ce matin, nous recevons la ville de Montréal, représentée par le maire Jean Doré. Alors, M. Doré, si vous voulez bien nous présenter vos collègues.

Ville de Montréal

M. Doré (Jean): M. le Président, M. le coprésident, m'accompagnent ce matin, à ma droite immédiate, le directeur du cabinet du comité exécutif de la ville de Montréal, Jean-Robert Choquette, et le directeur adjoint responsable des communications, Benoît Gignac, qui est également à sa droite.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. M. Doré, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Doré: Merci, M. le Président. MM. les coprésidents, Mmes et MM. les commissaires, il nous est toujours apparu clairement que ce n'était pas le rôle d'une institution comme la ville de Montréal de prendre position sur un éventuel changement de statut constitutionnel pour le Québec. De plus, sortant à peine d'une campagne électorale, je n'ai reçu et je n'ai pas sollicité non plus, devrais-je dire, aucun mandat de la population de Montréal pour me prononcer en son nom à cet effet. Cela étant dit, il nous est apparu tout aussi évident que la ville de Montréal, compte tenu de son importance intrinsèque et de son rôle historique dans le développement du Québec et du Canada, se devait de participer à la réflexion sur les questions étudiées par votre Commission. Ce mémoire constitue donc une contribution, que l'on souhaite significative, à la fois pour mettre en lumière la nécessité de prendre en compte dans votre réflexion et dans vos délibérations les responsabilités assumées par Montréal et les exigences de son développement, mais aussi, et plus largement, les outils dont le Québec doit se doter pour assumer son avenir. Et comme c'est souvent le cas, certaines des clés de cet avenir se trouvent dans notre passé.

En effet, au moment de sa formation, en

1987, le Canada fédéral reposait sur une vision qu'a incarnée 12 ans plus tard la National Policy. Cette politique était composée de trois volets complémentaires destinés à constituer un espace économique autonome au nord du 45^e parallèle: une politique d'immigration, la construction, devrais-je dire, d'un réseau transcontinental de chemin de fer, l'érection de barrières douanières élevées. Ce projet réussit à créer et à assurer la croissance d'un marché intérieur dynamique sous la direction de l'État fédéral jusqu'au moment de la grande dépression économique du début des années trente.

Au lendemain de cette crise, il était devenu évident qu'il fallait doter l'État fédéral des pouvoirs nécessaires à la stabilisation de ce marché et à la redistribution de la richesse entre les individus et les régions du pays. C'est ainsi qu'on vit apparaître, graduellement, les grands outils des politiques macroéconomique et redistributive canadiennes que sont la Banque du Canada en 1935, le régime d'assurance-chômage en 1940 et les autres programmes de transfert vers les individus puis, enfin, les programmes conditionnels et inconditionnels de transfert de l'État fédéral vers les provinces. En quelque sorte, le Canada keynésien était né.

La récession du début des années quatre-vingt accéléra la remise en question de l'ensemble de ce dispositif économique et politique devant la double nécessité d'adapter le Canada à la globalisation des marchés et de trouver des solutions à la crise financière de l'État canadien. La National Policy ne correspondait plus aux priorités de l'heure depuis plusieurs années, alors que les politiques macroéconomiques héritées des années d'après-guerre s'avéraient de moins en moins capables de juguler les récessions. Depuis 10 ans, donc, les institutions politiques canadiennes ont de plus en plus de difficultés à refléter la nouvelle vision d'un Canada ouvert sur le monde. Le Québec et le Canada doivent donc aujourd'hui chercher à identifier un cadre politique capable de faire face à ces nouvelles réalités sans perdre leurs acquis et sans renier ce qui fait leur originalité.

Selon nous, le contexte politique actuel impose donc au Québec de définir un nouveau projet qui tienne compte non seulement du fait que notre société est distincte de celle du reste du Canada, mais qu'elle est également très différente de ce qu'elle était à la fin du siècle dernier. Pour ce faire, le Québec doit se doter d'une véritable politique nationale dont l'objectif central ne doit plus être de créer, de protéger et de gérer un marché intérieur, mais plutôt d'adapter notre société à un monde où les obstacles aux échanges économiques et culturels

s'amenuisent rapidement et ce, à l'échelle du continent comme à l'échelle de la planète.

Cette politique nationale doit reposer sur trois grands volets: une politique de population, une stratégie d'adaptation à la globalisation des marchés et le développement des réseaux d'infrastructures stratégiques.

La politique de population doit permettre d'articuler les unes aux autres, dans une perspective stratégique, les interventions publiques en matière d'éducation, de main-d'oeuvre, de formation professionnelle, d'immigration, de langue, de culture, de santé et de services sociaux, d'environnement et de développement urbain.

La stratégie d'adaptation à la globalisation des marchés doit viser à diversifier les partenaires commerciaux du Québec et le contenu de ses exportations tout en maintenant ses acquis sur le marché nord-américain et, de ce fait, augmenter l'impact de son commerce extérieur sur sa richesse collective. Pour atteindre cet objectif, il nous faut accroître le niveau de compétence de notre main-d'oeuvre et développer la capacité d'innovation de l'ensemble de notre société.

Enfin, le développement de nos grands réseaux d'infrastructures doit, quant à lui, tenir compte de la place croissante que prend l'économie informationnelle et contribuer à l'amélioration de notre capacité d'innovation. Pour ce faire, les infrastructures de communication et de télécommunication, les équipements de soutien à la recherche et au développement, ainsi que les grands équipements culturels doivent figurer au premier plan de nos priorités collectives d'investissements.

Au fond, en proposant une telle politique nationale plutôt que de nouveaux modèles de fonctionnement, nous, de Montréal, affirmons que les structures politiques ne sont pas des fins en soi. Elles doivent surtout faciliter la mobilisation de nos ressources pour la réalisation d'un projet commun. Et pour le Québec, ce projet doit s'incarner dans ce que nous définissons comme étant sa nouvelle politique nationale. Et de la même façon que la Constitution de 1867 ne prévoyait pas de chevauchement de juridictions pour la mise en oeuvre de la National Policy, il ne devrait pas y avoir de chevauchement dans les volets stratégiques de la nouvelle politique nationale du Québec. En particulier, et quel que soit le régime politique qui sera éventuellement retenu, l'ensemble des outils que nous appelons la politique de population devraient revenir en propre et de façon exclusive à l'État du Québec.

Nous proposons aussi que le Québec définisse un espace politique clair pour ses collectivités locales et régionales. De façon générale, les administrations locales devraient avoir la mission de gérer les milieux de vie qui composent la société québécoise, dans le respect, bien sûr, des grandes priorités et des politiques

sectorielles établies par l'État. L'État québécois devrait élaborer ses politiques et, je dirais, définir ses propres modes d'intervention de façon à permettre aux collectivités locales de les coordonner, de les gérer, de les moduler, en fonction de leurs propres besoins et de leurs particularités. Les mécanismes d'interaction qu'il faudra définir entre, disons-le, l'action verticale de l'État et l'action horizontale des administrations locales pourraient alors permettre à ces dernières de contribuer, nous en sommes convaincus, efficacement à la réalisation des grandes priorités de la politique nationale.

Montréal sait ce dont elle a besoin pour son développement et pour participer à celui du Québec et du Canada. Quand le Canada de la National Policy et le Canada keynésien étaient porteurs d'un véritable projet de société mobilisateur, Montréal y contribuait de façon efficace et en tirait profit. Au fur et à mesure que ce projet a perdu de son actualité et de sa pertinence, Montréal a éprouvé de plus en plus de difficultés à apporter sa contribution à l'essor du Canada et du Québec. On a donc besoin, de façon prioritaire, que se clarifient les enjeux et que se mobilisent les ressources de notre société vers la réalisation d'un nouveau défi commun.

La dynamique particulière de Montréal doit se comprendre comme la résultante de quatre grandes vocations qu'on explique assez largement dans le mémoire: les vocations internationale, métropolitaine, régionale et locale. Et sur la base de ces quatre vocations, il importe de développer un véritable partenariat entre le Québec et sa métropole pour réaliser les grandes priorités de la politique nationale. Montréal a eu, au cours des dernières décennies, à contribuer, devrais-je dire, de façon extrêmement dynamique à la diversification des échanges du Québec avec le reste du monde, et cette contribution pourrait, on en est convaincu, s'améliorer si le maillage entre l'économie métropolitaine et celle des autres régions du Québec se resserrait davantage.

Mmes, MM. les commissaires, après ce que nous avons énoncé, je crois que vous avez compris que nous sommes de ceux qui croient que le statu quo constitutionnel ne répond plus aux exigences ni du Québec ni du reste du Canada. Il est devenu désuet, incapable de mobiliser les ressources des deux sociétés dans la poursuite d'un projet commun. À l'exclusion de ce statu quo, la ville de Montréal ne rejette donc, a priori, aucune alternative politique et constitutionnelle, y compris la souveraineté du Québec, dans la mesure où elle sera démocratiquement et explicitement approuvée par une majorité de Québécois et de Québécoises, à l'initiative de l'Assemblée nationale. Mais plus que la simple remise en question du statu quo, nous soutenons que le Québec, dans sa démarche, devra s'assurer que les structures politiques dont il se dotera lui permettront de poursuivre efficacement et démocratiquement les grandes

priorités d'une politique nationale telle que nous l'avons proposée, et cette politique pourrait donner à Montréal les moyens de contribuer pleinement, en tant que grande ville et métropole du Québec, à la réalisation des grandes priorités que poursuit l'ensemble de notre société.

D'autre part, quel que soit le régime politique auquel choisira d'adhérer le Québec, il devra se fonder sur une constitution québécoise qui consacrera ses institutions politiques, les droits et libertés, les valeurs démocratiques et les principes fondamentaux que devront respecter ses lois et sa justice. Cette constitution devrait également prévoir l'espace politique que seront appelées à occuper les collectivités locales et régionales.

La définition québécoise des droits et libertés devrait reconnaître les droits individuels autant que les droits collectifs, en consacrant la volonté du Québec d'être et de demeurer une société non raciste, non sexiste et non violente. Tout en respectant le caractère et le visage français du Québec, elle devrait consacrer le droit des citoyens et citoyennes de toute origine à participer au développement d'une société pluraliste. Cette définition devrait également intégrer les principes d'équité découlant du concept de développement viable en reconnaissant le droit des générations futures à hériter d'un environnement sain.

Mesdames, messieurs, pour conclure, je dirai enfin qu'il est urgent, particulièrement pour Montréal, que le Québec et le Canada mettent fin le plus rapidement possible à l'incertitude quant à leur avenir politique. La ville de Montréal souhaite que le reste du Canada, qui fait face, à sa façon, aux mêmes grands enjeux que la société québécoise, clarifie, lui également, ses grandes options sociétales. De cette manière, il serait possible de voir dans quelle mesure les visions de l'avenir des deux sociétés sont conciliables, et de déterminer, sur la base de leurs intérêts communs, les éventuels mécanismes de coopération qu'elles pourront développer dans le nouveau régime politique qu'elles doivent, de toute manière, définir. Mais, entre-temps, le Québec se doit d'approfondir et d'accélérer sa réflexion. En conséquence, nous, de Montréal, souhaitons que l'Assemblée nationale, inspirée en cela par les recommandations de cette Commission, se fixe un échéancier relativement rapide pour compléter la révision de vos options politiques et constitutionnelles, pour les soumettre explicitement à la population selon les formes démocratiques appropriées et, enfin, pour amorcer et compléter le processus de transition vers le nouvel équilibre et les nouveaux défis communs dont nous avons un urgent besoin. Merci de votre attention, M. le Président.

(9 h 30)

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. le maire. Avant de débiter la période de questions, je vous rappelle la répartition des temps

de parole entre les membres de la Commission, pour une audience d'une durée d'une heure: 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes également pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits, chacun des membres de cette catégorie disposant de 5 minutes, et 5 minutes pour la présidence.

Nous débutons la période de questions avec M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. le maire, au nom du gouvernement, je vous accueille avec beaucoup de plaisir et je vous souhaite la bienvenue à cette Commission pour débiter nos travaux de 1991. Je dois dire que nous les commençons bien avec votre mémoire parce que vous nous apportez, avec ce mémoire, une contribution substantielle très intéressante à nos travaux, et je vous en remercie. Votre mémoire est très bien fait. Il y a beaucoup de choses dans ce mémoire. Mais tout d'abord, pour moi, ce qui m'est apparu un apport important à nos travaux, c'est cette perspective historique, au départ, dans laquelle vous situez notre travail à trouver ce nouveau statut politique et constitutionnel pour le Québec. C'est important parce que vous établissez l'évolution du fédéralisme en fonction de ses axes de développement qui se sont reliés très souvent à des périodes économiques difficiles, et vous en faites part dans votre mémoire.

Entre autres, à la page 55, vous accordez beaucoup d'importance, et à juste titre, à ce que vous appelez l'ère des chevauchements. C'est-à-dire qu'à partir des années trente, il y a eu des interventions de plus en plus nombreuses de la part du gouvernement fédéral dans des domaines de juridiction réservés aux provinces de par le pacte de 1867. Et c'est comme ça que vous nous démontrez fort bien que ce dédoublement de juridictions qui ne respectait pas, au départ, la Constitution amène des difficultés administratives très sérieuses.

Si je vais à la page 68 de votre mémoire, je lis dans le paragraphe du centre, vous nous dites: "Par exemple, les dernières années ont permis de constater à quel point nos politiques de main-d'oeuvre et nos efforts en matière de formation professionnelle sont devenus inefficaces. On a, à raison, attribué la plus grande part de leur échec à l'invraisemblable contentieux fédéral-provincial en cette matière. Mais on a, ce faisant, grandement négligé l'importance croissante que prennent les dimensions locales et régionales de l'adaptation de la main-d'oeuvre."

Mais aussi, M. le maire, vous plaidez pour de nouvelles structures politiques, une constitution du Québec, et c'est aussi un apport important parce qu'on le situe dans un contexte, peu importe - parce que vous ne prenez pas une option constitutionnelle définitive - que ce soit dans un fédéralisme renouvelé, que ce soit dans

un cadre souverain, mais vous parlez d'une constitution du Québec, et vous aimeriez qu'on définisse, dans cette constitution, le pouvoir régional de même que le pouvoir municipal. Ma question est celle-ci: Ce que vous appelez un espace politique à définir pour les municipalités dans une constitution du Québec, quel serait cet espace politique? Qu'est-ce que vous verriez dans une constitution du Québec susceptible de garantir les pouvoirs que vous recherchez?

M. Doré: M. le ministre, ce qu'on a tenté de faire dans ce document en ce qui concerne la question qui vous préoccupe, c'est tenter peut-être, comment dirais-je? de réconcilier ce que, historiquement, on a trop longtemps opposé, c'est-à-dire le développement de la métropole et de ses régions, en faisant, dans bien des cas, le fait que, quand on développait la métropole, ça devait se faire nécessairement au détriment des régions et vice versa.

On plaide. On plaide d'abord et avant tout pour un maillage plus serré entre l'économie de Montréal et celle des régions, mais on plaide aussi dans ce document pour le fait que, quand on regarde la façon dont l'État, que ce soit l'État fédéral, que ce soit l'État du Québec, a toujours et normalement analysé les problématiques définies des politiques normées des choses, forcément et par définition, il le fait à partir de secteurs d'intervention verticaux; on aborde les questions d'éducation, on aborde les questions de formation de main-d'œuvre, les questions d'immigration. Chacun des ministères offre ses politiques et très souvent ces politiques sont élaborées à partir de l'État central et se retrouvent, à l'échelle locale, administrées localement par les bureaux régionaux ou locaux des mêmes ministères.

Ce que l'on dit, c'est que la réalité du Québec de 1990 est d'abord et avant tout une réalité urbaine. Plus de 80 % de notre population vivent dans des villes, que ce soit la métropole et sa région, que ce soit l'ensemble des pôles urbains régionaux; c'est là une donnée de fait.

Or, ce que l'on dit, c'est qu'il faut fournir aux collectivités locales la capacité de moduler, de gérer des politiques élaborées nationalement en fonction des réalités et des besoins locaux. Quand vous faites référence aux politiques de main-d'œuvre, quand vous faites référence au chevauchement, il n'y aurait pas de chevauchement et, tel que l'on le préconise, ça reviendrait en exclusivité à l'État du Québec, au gouvernement du Québec, qu'on n'aurait pas complètement réglé les problèmes, les défis que pose l'adaptation de notre main-d'œuvre dans le contexte de la globalisation des marchés et dans la nécessité d'assurer une meilleure qualité de la formation de notre main-d'œuvre et de mettre fin au gaspillage des ressources.

Je vous donne un exemple à partir de Montréal pour me faire bien comprendre et je

pense que, dans le mémoire, on donne cet exemple aussi. Lorsqu'on a des problèmes sociaux à l'intérieur de certains quartiers, vus dans la lunette de l'État, ces problèmes peuvent être perçus comme étant des jeunes qui décrochent du réseau scolaire; du point de vue du ministère de la Sécurité publique, on voit une augmentation de la criminalité reliée à la délinquance et/ou au trafic des stupéfiants; vus du point de vue du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, il y a là un taux de chômage inacceptable chez les jeunes, mais le fait est que tous ces problèmes se vivent à l'échelle généralement d'un quartier ou d'une région, sont interconnectés et pour y faire face, il faut mettre autour de la table inévitablement les gens qui se préoccupent du réseau de l'éducation, des gens qui se préoccupent des milieux de vie à l'échelle des villes, il faut mettre autour de la table des gens qui se préoccupent des questions de formation, dans certains cas, ou de rattrapage scolaire ou, dans certains cas, de formation professionnelle.

Ce que l'on souhaite, c'est que sans pour autant reproduire à l'échelle du Québec les chevauchements, et c'est là le danger... J'ai vu des mémoires qui préconisaient la Constitution au sens strict de gouvernements régionaux. Nous ne parlons pas de gouvernements régionaux. Nous parlons d'un espace politique permettant aux collectivités régionales et locales de gérer et de moduler les politiques sectorielles nationales. À notre point de vue, il ne faut pas reproduire, à l'intérieur du gouvernement du Québec, les conflits de juridiction fédéraux provinciaux entre les régions et l'État national. Ce serait une catastrophe. Mais il faut, je pense, très clairement s'assurer que les collectivités régionales et locales qui sont des lieux de concertation importante, qui sont des lieux capables de mobiliser des ressources puissent être outillées pour le faire.

Je vais vous donner un dernier exemple pour peut-être illustrer ce que je veux dire. Le gouvernement du Québec commence à évoluer dans ce sens-là. Quand j'examine un peu ce que sous-tend l'esprit de la réforme proposée par le ministre Marc-Yvan Côté en matière de santé et services sociaux, c'est un début de remise en question de la stratégie traditionnelle de tout régler à partir d'une intervention, qui est celui du ministère de la Santé et des Services sociaux, et de dire à l'échelle des régions et à l'échelle locale: on va moduler l'offre, la nature des services et les priorités en fonction des besoins.

Je pense que si on le fait pour un secteur, on devrait peut-être réfléchir ensemble pour le faire globalement pour reconnaître cette réalité et, à mon point de vue, c'est la meilleure façon dont le Québec pourrait se doter d'instruments capables de répondre aux besoins des régions et de ceux de Montréal qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires et, dans bien des

cas, se rejoignent, mais surtout de mobiliser les ressources en fonction des défis que nous avons à relever, et d'être plus efficaces dans la gestion des ressources publiques qu'on met à la disposition des collectivités.

M. Rémillard: M. le maire, pour revenir justement à ces instruments que le Québec devrait avoir pour son développement économique régional, parce que le discours que vous nous tenez avait des nuances, des nuances importantes, vous venez de le faire. Par exemple, vous n'êtes pas en faveur d'un pouvoir, d'un gouvernement régional. Vous n'êtes pas en faveur non plus d'une décentralisation qui pourrait aller jusqu'à des pouvoirs déterminés par une constitution québécoise aux régions. Ce sont les nuances que je crois comprendre de votre mémoire et de l'explication que vous venez de nous donner. Mais est-ce qu'il y a présentement des juridictions que le Québec n'a pas et qu'il devrait avoir pour faire ce que vous nous suggérez de faire dans ce développement au niveau des municipalités et au niveau des régions?

M. Doré: Bien, quand on préconise – et je pense que là-dessus on est assez clairs en ce qui concerne les politiques de population – quand on préconise que le Québec devrait exercer de façon exclusive l'ensemble des pouvoirs nécessaires pour gérer les défis que comporte l'ouverture sur le monde pour la société québécoise en fonction des intérêts de sa population, bien sûr, quand on dit que ça doit être de façon exclusive, le gouvernement du Québec, qui gère des politiques en matière d'éducation, en matière de formation professionnelle et de main-d'œuvre... Là, c'est clair que dans le contexte politique actuel il y a de multiples chevauchements, et je ne pense pas que le gouvernement fédéral soit en mesure de répondre aux besoins et aux particularismes, non seulement des régions, mais en particulier du Québec.

Quand on parle de culture, quand on parle de langue, quand on parle d'immigration, par exemple, l'article 95 en fait – évidemment, la constitution actuelle – en fait en quelque sorte un pouvoir qui confère aux provinces certaines responsabilités du point de vue de l'immigration, mais c'est d'abord et avant tout l'État fédéral qui a les responsabilités primordiales. Il ne peut pas y avoir de loi provinciale qui vienne en contradiction avec les lois du Parlement fédéral. Je pense que l'on vient d'identifier... Quand on parle de développement urbain, donc des politiques qui y sont reliées, y compris l'habitation, quand on parle d'environnement, on parle là, je pense, d'instrument de pouvoir dont le Québec a besoin pour faire face aux enjeux que l'on a définis dans ce document, qui doivent lui revenir en propre, qui nous manquent actuellement et qui nous font défaut de façon très claire en ce qui nous concerne quand j'examine la réalité de

Montréal et celle des régions.

Le Président (M. Jean Campeau): Un court commentaire, monsieur.

M. Rémillard: Oui. Je posais la question justement parce que je me référais à toutes ces compétences que vous venez d'énumérer, M. le maire: habitation, environnement, éducation, main-d'œuvre, culture et immigration – immigration qu'on vient de régler d'une façon très intéressante – et je me demandais si, en plus du pouvoir de dépenser d'Ottawa qui a permis ces chevauchements, il y avait d'autres difficultés qui apparaissaient d'une façon plus évidente pour nous empêcher de réaliser ce que vous voulez réaliser.

M. Doré: Je vais vous donner un autre exemple, M. le Président, si vous le permettez.

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, M. Doré.

M. Doré: Très rapidement. C'est le secteur des communications et des télécommunications. On le dit dans le document. Ce ne sont pas des choix politiques et des discussions politiques qui ont amené l'évolution de l'État fédéral, c'a été souvent des décisions de jurisprudence, soit du conseil privé ou de la Cour suprême du Canada. Le secteur des communications et des télécommunications est, en 1990, ce qu'étaient les chemins de fer en 1867 pour le Canada, ce qu'il est pour le Québec. Et, à mon point de vue, si le Québec, encore une fois, veut faire face aux défis qui sont les siens comme société distincte pour l'avenir, ce sont des secteurs stratégiques qu'il doit pouvoir contrôler de façon claire et, encore une fois, sans conflits avec l'État fédéral tels qu'on les vit actuellement. À mon point de vue, il s'agit là d'un enjeu d'avenir et stratégique pour le Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): À vous, Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Me permettez-vous de vous demander de réserver également du temps au chef de l'Opposition sur le temps qui nous est imparti?

Le Président (M. Jean Campeau): Pourvu que vous n'en preniez pas trop.

Mme Harel: Oui et pourvu...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Harel: Je connais la capacité oratoire assez phénoménale du maire, alors nous allons faire ça tous les trois. Votre mémoire est très inspiré, d'autres diraient très songé, et je ne

sais pas si je le résume bien en énonçant trois, disons, propositions qui sont retenues, à savoir, à la page 66 notamment, le constat que "l'administration provinciale québécoise en est arrivée à se considérer elle-même comme porteuse d'un authentique projet de société et à se comporter comme un véritable État national. Dès lors — nous dites-vous — le conflit devenait inévitable, tout comme apparaît aujourd'hui, après trente ans de querelles incessantes, la nécessité d'y mettre fin." Premier constat. Deuxième constat, à la page 58, vous nous dites: Il faut un nouveau contrat social. Vous proposez la politique nationale mais, cette fois, québécoise plutôt que canadienne. Et, troisième constat, vous dites: Il faut que ce projet national québécois ait primauté sur la redéfinition des mécanismes constitutionnels. Donc, la proposition que vous faites, c'est que Montréal devienne la métropole du Québec.

(9 h 45)

En fait, il y a là une sorte de perspective historique et vous expliquez très bien cette mutation profonde et ce rôle absolument stratégique que Montréal a joué comme métropole du Canada, vouée au déploiement de l'économie canadienne plutôt qu'à celui de l'économie québécoise. Je me demande finalement si ce n'est pas là qu'ont pris source les malentendus, pourrions-nous dire, parfois l'opposition larvée qui s'est souvent manifestée entre le Québec des régions et sa ville centrale qui n'était pas sa métropole.

Ceci dit, vous nous dites: Maintenant, nous voulons jouer un rôle comme métropole du Québec. Évidemment, un fédéraliste chercherait vainement dans votre mémoire une vocation canadienne aux quatre vocations que vous attribuez à Montréal. C'est proprement des vocations québécoises. Il y a là, finalement, quelque chose qui ressemble beaucoup à ce qu'on s'est fait dire dans les régions, lors de la tournée de la Commission, à savoir que la redéfinition du statut politique du Québec permet une formidable occasion de redistribuer du pouvoir au Québec, et rapatrier des pouvoirs au Québec, ce n'est pas les rapatrier seulement à Québec, mais c'est aussi au Québec et ça peut permettre une alliance nouvelle. Ceci dit, comment Montréal peut-elle être une métropole sans que le Québec devienne un pays?

M. Doré: Mais Montréal est déjà une métropole.

Mme Harel: De qui?

M. Doré: Montréal est la métropole, vous dites du Québec, mais je dis que le rayonnement, de fait, de Montréal dépasse largement le cadre du Québec. À l'est de Kingston, que je sache, jusqu'aux Maritimes, la principale ville, c'est Montréal. À mon point de vue, Montréal, sa

ferme influence se fait sentir aussi bien dans l'Est ontarien, aux frontières des États limitrophes du Nord-Est des États-Unis que dans les Maritimes. Cela, c'est une réalité. Ce que l'on dit dans ce document, c'est que, lorsque le Québec et le Canada avaient un projet de société clair et, en 1867, le projet de société était de constituer au nord du 45° parallèle un espace économique important dans l'axe est-ouest, dans le contexte qu'on rappelle à la fois du fait que les Américains ont renié leur traité de réciprocité, que la Grande-Bretagne est devenue libre-échangiste et que le Canada n'avait plus les moyens de continuer à exister, sinon de se développer, Montréal a toujours profité, lorsque les enjeux ont été clairs et que les projets mobilisateurs y ont été, de ce courant. Et Montréal a profité, dans l'époque qui a suivi l'après-guerre, des politiques dites keynésiennes de redistribution au moment où l'essentiel de l'économie s'est développé dans l'axe du bassin des Grands Lacs.

Ce que l'on dit maintenant, c'est que, pour que Montréal puisse continuer à se développer, pour que Montréal puisse aussi résorber des problèmes lancinants qui l'affligent depuis beaucoup trop longtemps... Il y a quand même une honte à ce que plus de 100 000 Montréalais dans une ville de 1 000 000 d'habitants vivent en situation de dépendance sociale. C'est une honte du point de vue de ne pas pouvoir utiliser ces ressources humaines, les mettre en situation de production. Ça crée un poids important pour la métropole comme pour l'ensemble du Québec. On dit que pour être capable de réaliser cela, il faut définir les enjeux importants. Ce qu'on dit, c'est qu'une politique nationale, une nouvelle politique nationale, telle qu'on la définit dans le document, fournirait à notre métropole, je dirais, le cadre approprié pour que cette ville puisse continuer à jouer pleinement non seulement son rôle de contribuer à l'ouverture du Québec sur le monde, ce qu'elle fait déjà, mais aussi au progrès économique et à l'épanouissement culturel du Québec.

Montréal a besoin, je dirais, que ces enjeux-là soient clairs, d'un projet de société mobilisateur et aussi que cessent des problèmes importants qui sont liés à une politique de population de chevauchement et, dans certains cas, d'inefficacité, pour qu'elle puisse continuer d'assumer son rôle, de se développer avec encore, je dirais, davantage d'énergie et, dans le fond, de contribuer à l'essor du Québec. C'est ça qu'on dit dans ce document et il me semble que, de ce point de vue, la proposition qui est faite est assez claire.

Mme Harel: Définitivement, Montréal est une ville internationale. Ceci dit, vous nous dites maintenant que le Québec doit se doter d'une politique nationale québécoise et Montréal va en être un instrument de réalisation. Cette politique nationale québécoise — vous êtes très clair à la

page 17 – elle est d'autant plus importante. Vous dites: "Le Québec doit définir son projet de société, sa propre politique nationale" compte tenu de l'échec de la politique canadienne. Là, je ne sais pas si c'est une formule oratoire, mais vous nous dites: "Nous n'avons plus à rejeter le statu quo, il est disparu de lui-même, victime de sa propre désuétude." J'aimerais bien. Mais s'il n'existe plus comme projet futur, le statu quo, il est toujours le carcan qui asphyxie les 100 000 Montréalais qui sont en attente de formation professionnelle. Il est toujours le carcan qui fait qu'il y a 100 000 assistés sociaux de plus au Québec qu'en Ontario avec 2 000 000 de moins de population. Alors, comment se débarrasser de ce statu quo constitutionnel et quelle initiative faut-il prendre justement pour ne pas y rester dans ce statu quo?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Doré.

M. Doré: M. le Président, j'aurais tendance à dire que nous sommes au cœur de cette démarche. Ma participation aujourd'hui à la Commission, au nom de la ville de Montréal, comme institution politique importante de cette société distincte qui est celle du Québec, les travaux mêmes de la Commission, cette décision unanime de l'Assemblée nationale de confier un mandat large, non seulement à des élus politiques, mais aussi à des gens représentatifs de l'ensemble des milieux, de le faire dans un délai relativement rapide, compte tenu de l'importance des questions qui sont en jeu et de l'importance des travaux, on est dans cette démarche actuellement et c'est pour ça qu'on s'y associe et qu'on veut contribuer. On dit dans le document et on plaide pour une certaine urgence de régler ces questions.

On souhaite que tout cela se fasse dans un délai relativement rapide et on dit que ça doit éventuellement, pour se résoudre, se faire, et on dit que le choix du Québec sera celui de Montréal, si ce choix est un choix démocratique et explicitement exprimé par des Québécois et Québécoises à l'initiative de l'Assemblée nationale. On souhaite que le Québec se dote d'un projet mobilisateur de société, aux fins duquel Montréal peut jouer pleinement son rôle et on souhaite très ardemment que cette question puisse se régler le plus rapidement possible et je dirais que la démarche dans laquelle l'ensemble des membres, les hommes et les femmes qui sont représentés autour de cette table, s'inscrit précisément, je pense, dans la façon dont on doit, pour le présent et pour l'avenir, résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Parizeau.

M. Parizeau: M. le maire, j'ai été très impressionné par la description que votre mé-

moire fait de la politique nationale canadienne. On a trop souvent l'habitude au Québec d'oublier l'importance de la National Policy pour construire le Canada. Les chemins de fer et le tarif douanier ont créé le Canada comme entité politique et pas seulement comme espace économique. C'est tellement vrai, par exemple, qu'au moment où la Colombie-Britannique voudra entrer dans le Canada, la Colombie-Britannique exigera la réalisation d'un chemin de fer transcontinental avant une certaine date comme condition d'entrée dans le Canada. La National Policy a créé un Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui, aussi bien politiquement qu'économiquement. Le résultat évidemment, c'est quand on vous voit développer tout autant, au point où nous en sommes aujourd'hui dans le déroulement de l'histoire, le besoin d'une politique nationale du Québec, très clairement définie dans votre mémoire, définie avec une précision remarquable, ce que vous appelez une politique de population, vous indiquez exactement jusqu'où ça va. Et ça va jusqu'à l'environnement, sans compter tous les services publics habituels, d'éducation, de santé et de culture, etc.

Quand vous parlez de globalisation des marchés qui doit viser à diversifier les partenaires commerciaux du Québec, vous embarquez là le Québec dans le contrôle de son commerce extérieur. Quand vous parlez, comme troisième volet de la politique nationale, des grands réseaux d'infrastructures, pour vous, les infrastructures de communication et de télécommunication, les équipements de soutien à la recherche et au développement, les grands équipements culturels, les grands réseaux de transport de personnes et de biens doivent être, sans chevauchement, établis comme priorité de cette politique nationale. Je me permets de conclure, M. le maire – mais j'aimerais vous entendre expliciter ça, si c'est aussi clair dans votre esprit – que votre politique nationale québécoise que vous proposez, que vous suggérez, est en fait la politique de la construction d'un pays du Québec exactement comme la politique nationale canadienne a été la politique de construction du pays qui s'appelle le Canada. Est-ce que je me trompe?

M. Doré: M. le Président, je pense que l'effort que nous avons tenté de faire, c'est de faire une analyse des forces qui façonnent finalement les structures politiques. On dit: Les structures politiques ne sont pas une fin en soi. On s'est souvent accroché, par nostalgie ou autrement, à des images, à des structures, et on s'est dit: Il faut peut-être revenir à ces perspectives historiques pour mieux comprendre. Il est toujours mieux de savoir, si on veut savoir où on s'en va, d'où on part et quelles conclusions l'on tire. Premier élément, les structures politiques telles qu'elles existent actuellement, en 1991 – je dis souvent 1990 mais on s'est tous souhaité la

bonne année, donc, on est maintenant en 1991 – aussi bien pour le Canada que pour le Québec, sont inadéquates. Elles le sont pour le Québec comme société distincte, mais elles le sont pour le reste du Canada, je dois le dire. Et je suis peut-être dans une position un peu privilégiée. J'ai des contacts réguliers, pour ne pas dire hebdomadaires, avec mes collègues du Canada anglais, que ce soit ceux de grandes villes du Canada, de l'Ouest, du centre ou de l'Ontario. Leurs préoccupations, les problèmes que l'on vit à Montréal, ils se vivent de façon différente mais ils se vivent aussi dans d'autres régions du Canada. Et je dois dire que leurs préoccupations et certaines des interrogations qui font jour, notamment au sein de la Fédération canadienne des municipalités, vont dans le sens d'une remise en question des structures politiques de 1867, telles qu'on en a hérité, parce que les enjeux de la globalisation des marchés, de l'adaptation de nos ressources, de l'économie informationnelle, de cette espèce d'économie fondée non pas sur des critères géographiques mais sur les compétences, de l'ensemble de ce que l'on doit disposer comme outils pour y faire face, ces problèmes-là se posent aussi du côté du Canada anglais. La démarche, qui est celle actuellement du Québec, c'est de savoir, comme société distincte, ce que nous devons faire. Et je souhaite qu'il y ait une démarche parallèle du côté du Canada anglais pour qu'il puisse y avoir des arrimages.

Mais lorsque vous me dites: Est-ce que vous proposez que cette politique nationale et que l'ensemble des éléments que contient notre mémoire façonnent le Québec de demain? Je le souhaite bien. Je souhaite bien que la proposition que l'on a tenté de faire devant cette Commission, la contribution, du point de vue de l'analyse des enjeux, de la problématique et de ce qu'il faut pour la résoudre, sans pour autant nous prononcer sur l'arrimage définitif et le statut constitutionnel que tout cela pourra représenter, j'ose croire qu'il s'agit là d'une analyse qui est juste, qui correspond aux besoins et à la réalité du Québec de 1991 et qui va nous permettre de nous doter de ce qu'il nous faut pour continuer à nous développer comme société, mais surtout d'assurer l'épanouissement des Québécois et des Québécoises, leur droit non seulement à leur épanouissement culturel mais aussi et surtout, à leur épanouissement économique et à une meilleure redistribution de la richesse de notre société. C'est le sens, je pense, de notre contribution aujourd'hui.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Jean-Claude Beaumier, qui sera suivi de M. Beaudry et de M. Dufour.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Bonjour, M. le maire. Ma première question, vous y avez partiellement répondu quand M. le

ministre Rémillard a posé sa question, mais je voudrais la répéter parce qu'il y a une partie où on n'a pas eu de réponse. C'est la suivante: Dans un nouveau contexte politique... D'abord, je prends votre affirmation de la page 13. Dans votre mémoire, vous dites: La crise du pouvoir central, inévitablement, va se traduire par une mutation qui s'annonce radicale de la place et des contraintes des pouvoirs locaux de notre société. Ma question, ce serait la suivante: Dans un nouveau contexte politique, quelle place et quelles contraintes anticipez-vous pour les pouvoirs locaux?

M. Doré: Quelle place et quelles contraintes, vous dites?

M. Beaumier: Oui.

M. Doré: J'ai bien compris votre question. La place des pouvoirs locaux. Écoutez, le Québec de 1991 est un Québec urbain; les gens vivent dans des villes. Même quand on parle des régions du Québec, l'essentiel des populations est d'abord concentré autour d'un certain nombre de pôles urbains qui sont des pôles régionaux importants de développement économique, de services et mêmes des pôles de services culturels. Ce que l'on dit, quand on regarde globalement ce qui se passe, au fur et à mesure que les frontières économiques s'estompent, au fur et à mesure qu'on parle de globalisation des marchés, d'internationalisation des échanges, le rôle des États nationaux a été radicalement transformé.

Dans le fond, c'est plus complexe, d'une certaine façon, de gérer le libre-échange que de gérer une politique traditionnelle de protectionnisme. À la limite, une politique protectionniste se gère à partir d'outils macroéconomiques et de barrières tarifaires. Lorsqu'on s'ouvre sur le monde, lorsqu'on veut s'adapter, lorsqu'on veut assurer notre développement dans un contexte compétitif beaucoup plus large, on pose des problèmes qui touchent, qui sont au cœur de là où les gens vivent et autour des populations, autour de leur capacité de s'adapter, autour de la capacité de se former, autour, dans certains cas, de leur capacité de se mobiliser, de créer de l'emploi, de soutenir l'emploi. Tout cela se vit à l'échelle des villes et des collectivités locales. (10 heures)

Si on regarde l'Europe, par exemple, en Europe, on assiste actuellement au développement de ce qu'on appelle l'Europe des régions qui transcende, dans bien des cas, les frontières nationales. On assiste, par exemple, à des alignements entre des villes comme Milan, Lyon, Barcelone, dans l'axe, le vieux triangle presque de la Renaissance qui est en train de se recréer maintenant. Pourquoi? Parce que c'est autour des pôles urbains que l'économie se développe. C'est là aussi que sont concentrés les instruments de recherche. C'est là que sont concentrés les

instruments, je dirais, de développement de la nouvelle économie informationnelle. Et, conséquemment, ce que l'on dit, c'est que si on veut faire face aux défis de 1991, on ne peut plus le faire uniquement à partir d'un État central, centralisé, qu'il soit fédéral ou qu'il soit celui du Québec, avec la totalité ou une partie des pouvoirs de l'État fédéral; il faut trouver un nouvel arrimage.

Pour mobiliser des ressources en fonction de ces objectifs, il faut doter les collectivités régionales et locales de la capacité, je dirais à la limite, financière et de décision pour moduler, gérer, adapter les politiques sectorielles en fonction des besoins de ces diverses régions. Et je considère que la région de Montréal est une partie d'une des régions du Québec. De ce point de vue là, quand on dit que la constitution du Québec doit prévoir cet espace politique à définir, c'est le sens dans lequel on va. On ne souhaite pas, dans le document... On pense que des élus locaux qui travaillent à l'échelle régionale...

On n'a pas besoin de créer de nouvelles structures du type gouvernement régional. On pense qu'il y a là une légitimité démocratique à l'action des élus. On pourrait citer, de ce point de vue là, les commissions scolaires — je vois M. d'Anjou qui est à côté de vous, qui doit sûrement se sentir aussi concerné — il faut donc créer l'espace pour harmoniser à l'échelle locale ces politiques centrales, et c'est ça le sens, je pense, de ce qu'on affirme dans ce document.

M. Beaumier: Une autre question, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, vous avez le temps.

M. Beaumier: M. le maire, croyez-vous qu'il est essentiel que dans les propositions que la Commission fera, on mentionne sans équivoque le rôle et la place que les villes et les régions devront jouer ou occuper?

M. Doré: Voulez-vous reprendre, M. Beaumier? Je m'excuse.

M. Beaumier: La Commission aura des recommandations à faire.

M. Doré: Oui.

M. Beaumier: Croyez-vous qu'il est essentiel que dans ces recommandations, on mentionne d'une façon sans équivoque la place que les villes et les régions devront...

M. Doré: Oui, je pense que la Commission aurait avantage à le faire, et je vais vous dire pourquoi. Si on veut que les recommandations de la Commission constituent ce que je souhaite-

rais... Je pense que la Commission aura tous les outils nécessaires, compte tenu de l'abondance des mémoires dont j'ai pris connaissance comme observateur, disons, intéressé aux travaux de la Commission. La Commission aura à proposer à l'Assemblée nationale un nouveau projet de société. Ce projet de société, pour qu'il puisse obtenir l'adhésion des Québécois, les Québécois doivent pouvoir s'y identifier, doivent pouvoir être capables d'y adhérer. Pour qu'ils puissent y adhérer, je pense qu'il est important que l'on fasse place, effectivement, aux collectivités régionales et locales.

La Commission a entendu abondamment des préoccupations des régions du Québec, que ce soient celles du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi, de l'ensemble des régions qui sont venues dire souvent des choses qui rejoignent les préoccupations de la région de Montréal que je dis que je représente au niveau du maire de la ville centrale. Il faut réconcilier ce qui a souvent été perçu comme des contradictions, la métropole et les régions. Montréal a besoin des régions et les régions ont besoin de Montréal. Et cette nouvelle réalité du Québec urbain de 1991 doit faire partie des préoccupations de la Commission parce que c'est là que se vivent les enjeux dans les milieux de vie et c'est là que, d'une certaine façon, l'avenir du Québec aussi, du point de vue des défis que nous avons à relever comme microsociété à l'échelle internationale, va pouvoir être capable de se résoudre. Alors, je pense que la Commission devrait, oui...

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Beaumier. Nous allons maintenant à M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. le maire, dans les remarques que vous venez de faire à M. Beaumier relativement au fait que Montréal a besoin des régions et les régions ont besoin de Montréal, je remarque, dans votre rapport, à la page 21, que vous parlez de la politique de population. Vous faites le constat que quatre personnes sur cinq, au Québec, vivent dans les villes. Et vous dites, par la suite: "Il faut donc que la politique québécoise de population s'appuie sur une conception dynamique de l'urbanité, sur une véritable politique "horizontale" de la ville qui intègre ses aspects environnementaux, sociaux, culturels et démographiques. Le Québec a longtemps négligé cet aspect central de sa réalité, ce qui n'est pas étranger, notamment, au malaise qu'il ressent hélas trop souvent face à sa métropole."

J'ai réalisé, dans votre rapport également — en tout cas, c'est l'impression qui m'est laissée — vous faites également un constat que, quant à vous, vous semblez dire que le Québec ne fait pas tout à fait autant qu'il devrait faire pour la métropole de sorte que la métropole pourrait s'épanouir davantage, se développer davantage, être mieux reconnue mondialement,

avoir une meilleure vision sur le plan mondial. Nous sommes allés en province – en province, je dis bien – et les régions se sont plaintes que, trop souvent, les politiques du Québec sont axées vers Montréal et que, trop souvent, les régions sont négligées à tous points de vue, de sorte qu'il y a un exode continu des régions vers la ville de Montréal, et eux nous disent: Bien, il va falloir changer cette politique-là du Québec pour faire en sorte qu'on puisse décentraliser non seulement de Québec dans l'organisme gouvernemental, mais décentraliser également au niveau industriel, au niveau commercial et autres, de Montréal vers les régions. De quelle façon peut-on réconcilier ça, nous ici, à la Commission, pour faire en sorte qu'on puisse à la fois vous donner satisfaction à vous et vous en donner plus et donner satisfaction aux régions en vous en enlevant?

M. Doré: Non. Alors, voilà, je pense, l'erreur. Il n'est pas question d'enlever quoi que ce soit à qui que ce soit. Là-dessus, je pense qu'il faut être clair. Ce qui, souvent, est... Vous savez, pour une bonne partie, les problèmes de Montréal sont ceux du Québec. Beaucoup des problèmes vécus à Montréal, Montréal les assume au nom de la société québécoise. Prenez le problème de l'intégration des nouveaux arrivants, par exemple, c'est un problème qui n'est pas un problème montréalais, c'est un problème québécois qui se vit à Montréal, et je dis, oui, que nous ne sommes pas outillés, comme ville et comme région, toujours pour y faire face. C'est une réalité. On ne peut pas demander au système d'enseignement... Je vais vous donner un exemple. Quand je parle de moduler des politiques nationales en fonction des besoins des régions, prenons l'exemple de l'éducation. Comment peut-on demander, avec une norme fixée, rigide de tant d'élèves par maître à l'échelle des classes, à une enseignante ou à un enseignant de Montréal qui, dans une classe de 28 élèves, en a 16, 17, 20 qui sont des nouveaux arrivants et qui, dans certains cas, ne comprennent pas les rudiments de la langue de la majorité, d'être capable de faire ce travail d'intégration? On demande beaucoup à l'école, on demande une tâche surhumaine, dans certains cas, aux enseignants. Il va peut-être falloir reconnaître qu'il faille ajouter des ressources, pas dans la ville de Montréal, mais dans ce qui se vit à Montréal, pour qu'on puisse jouer ce rôle, au nom du Québec, d'une meilleure intégration des nouveaux arrivants et ça supposera peut-être que, dans ces cas-là, ce ne soit pas 1 élève par 28 ou par 30, mais peut-être, pour des classes, pendant une ou deux années, 1 par 15 ou 1 par 16 pour que les enseignants puissent faire ce travail-là.

Je ferme la parenthèse pour dire: L'exode vers Montréal est souvent un exode... Oui, il y a des gens qui quittent les régions parce qu'ils ne trouvent pas en région la capacité de se déve-

lopper. Pourquoi? Parce que, dans bien des cas, aussi les politiques sectorielles de l'État du Québec ou de l'État fédéral ne sont pas adaptées à leurs besoins. D'où l'importance de donner aux régions, aux collectivités locales, la capacité de les moduler et de les adapter en fonction des besoins, de créer des milieux de vie et de gérer des milieux de vie. Ça éviterait peut-être effectivement que des gens mal outillés, mal préparés, dans certains cas, avec une faible formation technique, viennent chercher à Montréal l'espoir de trouver de l'emploi qu'ils ne trouvent pas, dans bien des cas parce qu'ils ne sont pas outillés pour faire face à ce que sont les emplois qui se créent à Montréal, souvent dans la technologie, enfin les industries de moyenne et de haute technologie.

Je comprends très bien la préoccupation des régions de ne pas se voir saigner de leurs éléments dynamiques, je ne souhaite pas que ce phénomène s'amplifie, mais pour qu'il cesse, il faut doter la métropole des instruments dont elle a besoin, il faut doter les régions de politiques, de la capacité qu'elles ont de gérer des politiques nationales en fonction de leurs besoins, il faut surtout s'assurer – et ça, le mémoire le fait de façon très claire, il y a une dichotomie, enfin une séparation assez nette souvent entre l'économie de Montréal et celle des régions, une économie axée sur les ressources en région, une économie axée sur l'industrie manufacturière, les services tertiaires moteurs à Montréal. Mais on se rend compte, dans bien des cas, qu'on pourrait ajouter beaucoup à la production québécoise s'il y avait un meilleur maillage entre l'économie de Montréal et celle des régions, si on misait, je dirais, sur une stratégie systématique de la sous-traitance au Québec, si on diminuait nos besoins en importation.

L'un des tableaux significatifs dans ce document, notamment, fait état que, dans la périphérie de la région de Montréal, Sorel, Joliette, Tracy et autour, quand on regarde d'où viennent les biens, les intrants, dans les industries manufacturières de ces régions, ils viennent, pour l'essentiel, à plus de 55 %, de l'extérieur du Québec. Si on était capable de s'assurer qu'une partie de ces biens soient d'abord et avant tout produits par sous-traitance au Québec et dans les régions, si on fait ce maillage, je pense qu'on est capable de résoudre ce qui apparaît être des contradictions actuellement et qui n'en sont pas.

Je termine en disant que le Québec aurait avantage à mieux utiliser sa métropole. C'est un outil extraordinaire, cette ville, pour le développement économique et l'épanouissement culturel du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je

voudrais d'abord signaler à M. le maire qu'il s'agit d'un mémoire très étoffé. Nous, nous avons surtout apprécié les préoccupations d'ordre économique que vous campez bien dans ce mémoire, notamment aux pages 44 à 50. On dit souvent que lorsque la construction va, tout va. Je pense qu'on peut dire aussi que lorsque Montréal va économiquement, il y a une bonne partie de la province qui va.

Nous apprécions aussi cette affirmation que vous faites qu'il faut tenter de régler le problème de la population. Je pense qu'on pourrait joindre facilement la ville de Montréal pour parler éventuellement d'un ministère de la population.

J'aurais deux questions. La première, à la page 112 et là je m'adresse carrément à l'homme politique. Vous dites: "Dans la mesure où le choix du Québec sera démocratiquement et explicitement approuvé par la majorité de sa population, ce choix-là deviendra le choix de Montréal." Je répète que ma question s'adresse à l'homme politique. C'est quoi, pour vous, une majorité dans ce cas-là?

M. Doré: Si je reprends la phrase. On dit: "Dans la mesure où le choix du Québec sera démocratiquement et explicitement approuvé par la majorité de sa population, à l'initiative de l'Assemblée nationale, Montréal y adhèrera sans réserve." Je pense que si l'on veut se comprendre, on souhaite et je souhaite que les travaux de cette Commission, une assez large convergence, devrais-je dire, de ce que j'ai pu lire jusqu'à maintenant des mémoires qui vous ont été présentés, ceux qui ont été présentés à ce jour, sur un certain nombre de préoccupations et, je dirais, d'enjeux autour desquels le Québec doit se doter d'outils pour y faire face. Je pense qu'il est possible de présenter à l'ensemble des Québécois et Québécoises, quelles que soient leurs origines, un projet de société qui soit à la fois emballant, à la fois mobilisateur, à la fois capable de faire face aux défis qui sont ceux d'une micro société à l'échelle internationale qui est celle du Québec et aussi, devrais-je dire, à la fois une société pluraliste et ouverte sur le monde où tous et toutes y trouvent leur place.

Il me semble que si l'on fait cet effort, je pense que la Commission est en mesure de le faire et l'Assemblée nationale pourrait y donner suite et quand on parle, bien sûr, d'un choix démocratiquement et explicitement approuvé à l'initiative de l'Assemblée nationale, on parle bien sûr vraisemblablement de ce qui découle naturellement d'un référendum à l'initiative de l'Assemblée. On ne parle pas de l'initiative d'un gouvernement. De la même façon que la Commission est une créature de l'Assemblée, je pense qu'il serait normal que, dans le prolongement, l'Assemblée puisse consulter la population du Québec. Moi, je suis convaincu qu'on aurait un choix explicite et largement approuvé par la

population du Québec. Et de ce point de vue, je pense, qu'à ce moment-là, on pourrait faire avancer des choses pour la suite des choses. Et la suite des choses, c'est un peu plus loin, si vous avez noté, la nécessité pour nous d'une certaine urgence de régler ces questions.

M. Dufour: M. le maire, que vous ayez utilisé explicitement le mot "explicite", vous ne m'avez pas répondu quant à la majorité. Donc, je vais vous mettre dans une situation...

M. Doré: Là-dessus, je vais vous dire, une majorité c'est une majorité. Une majorité commence généralement à 51 %. Je n'ai pas parlé d'une majorité absolue ou d'une majorité simple. Quand je dis que je souhaite que ce consensus soit le plus large possible, je pense que si la Commission fait les recommandations qui vont dans le sens des grands consensus qui semblent émerger, ça recevra une adhésion très large des Québécois, qui sera au-delà d'une simple majorité. On pourrait même penser à une majorité absolue. Je pense qu'il est important qu'on puisse avoir cette adhésion d'un ensemble des Québécois et Québécoises pour aller en avant et résoudre, je pense, les enjeux importants qui sont les nôtres.

M. Dufour: Supposons qu'on se donne une majorité qui serait de 60-40, c'est les sondages ou à peu près, actuellement. — Gérard, voyons donc! Tu n'as pas vu les derniers sondages — Supposons 65-35, enfin! Comment le maire de Montréal vivrait une situation où 35-40 % de sa population auraient dit être en désaccord avec le projet?

(10 h 15)

M. Doré: Puis-je me permettre de vous dire que j'ai dit d'entrée de jeu que, comme maire de la métropole, je n'avais pas l'intention et ce n'est pas mon mandat de me prononcer sur le statut constitutionnel du Québec.

Cela dit, je me sentirais très confortable. J'ai été élu récemment avec 60 % des voix et je considère avoir un mandat très large de la population de Montréal de la représenter devant vous aujourd'hui et de faire part de notre contribution.

M. Dufour: Mais je pense, quand on décide de l'avenir d'un pays, M. Doré, je pense qu'on ne peut pas faire le genre de comparaison que l'on fait avec une élection municipale. Je vous amène à la page 58 de votre mémoire...

Le Président (M. Jean Campeau): Une courte question, M. Dufour.

M. Dufour: Oui. Vous parlez d'un projet de société. C'est Mme Harel, je pense, qui y a touché un peu. Vous dites: Il faut que l'intégrité du projet de société québécois ait primauté sur

la redéfinition des mécanismes constitutionnels. J'aimerais vous entendre parler rapidement là-dessus.

Le Président (M. Jean Campeau): Très rapidement, M. le maire.

M. Doré: Bon, écoutez, c'est toujours la même chose, hein? Les structures politiques ne sont pas une fin en soi. Elles ne sont qu'un moyen d'atteindre des objectifs. Ce que l'on pense, c'est qu'il faut d'abord et avant tout définir un projet de société et adapter en fonction de ce projet, les structures en fonction des outils dont on devra disposer pour y faire face. C'est ça le sens de la recommandation que l'on fait.

Alors, quand on dit: Il faut que l'intégrité du projet de société ait primauté sur la redéfinition des mécanismes, on dit n'essayons pas de nous enfermer actuellement à régler d'avance quels seront les arrimages. Commençons par faire l'exercice de définir les enjeux. C'est ce qu'on a tenté de faire. On a fait vraiment un effort, je pense. Certains diraient peut-être que le mémoire est un peu trop économique ou macroéconomique. Je pense qu'il a le mérite d'apporter une contribution à cette Commission parce qu'il l'est précisément. Je dis qu'il faut donc définir ce projet de société, et normalement, les mécanismes d'arrimage du point de vue politique et constitutionnel devraient en découler. C'est le sens de la phrase que vous avez lue.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant avoir deux autres interventions pour terminer, soit M. Ouellet qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Ouellet, c'est à vous.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je voudrais, moi aussi, féliciter le maire et ses collaborateurs pour la qualité et l'excellence de leur mémoire. Je pense que ce document a été fait d'une façon très sérieuse et très constructive. Certains aspects portent un jugement, peut-être un peu sévère mais objectif je crois, sur l'ensemble des politiques canadiennes qui ont parfois favorisé, parfois défavorisé la ville de Montréal.

Je voudrais attirer votre attention à la page 59 où vous faites une affirmation qui me paraît très importante. Vous dites: Les querelles fédérales-provinciales d'aujourd'hui seront-elles appelées, demain, à se transformer en affrontements nationaux régionaux? Et, à la page 68, vous dites qu'il faut, de façon très importante, identifier des mécanismes efficaces d'interaction entre l'État québécois et les administrations locales.

J'aimerais vous demander de préciser un peu davantage ces mécanismes que vous avez à l'esprit. Je pense que c'est là une suggestion

fort importante, mais je présume que vous n'avez pas eu le temps d'élaborer beaucoup sur cet aspect-là. Je crois qu'il serait peut-être intéressant que vous nous disiez quels mécanismes vous avez à l'esprit et qui devraient être mis en application pour éviter ces querelles inutiles.

M. Doré: Si je me permets, M. le député... J'ai eu l'occasion, bien sûr, en réponse à M. le ministre tantôt et à M. Beaumier aussi, de tenter d'amorcer une réponse autour de cette préoccupation. J'ai dit clairement: D'une part, nous ne préconisons pas la création de gouvernements régionaux. Donc, clairement, on parle de gouvernement avec la plénitude de ce que comporte le terme "gouvernement".

Ce qu'on souhaite, par contre, c'est qu'on ne peut plus non plus gérer les collectivités locales comme des simples créatures de l'Assemblée nationale, comme traditionnellement ça a été fait. Je souligne que de ce point de vue là, dans mon esprit, et je pense dans l'esprit de beaucoup de mes collègues du monde municipal au Québec, la démarche que l'on souhaiterait, celle qui devait normalement s'amorcer avec le gouvernement du Québec, qui a été malheureusement un peu mise de côté lors d'une intervention récente du nouveau ministre des Affaires municipales, cette démarche, elle était quoi? Elle était de tenter d'identifier comment, dans un contexte de rareté de ressources, mieux gérer le dollar public affecté aux services publics, comment réduire idéalement le coût des services publics dans un contexte de compétitivité à l'échelle internationale, parce que ces coûts-là ont une importance sur notre capacité de compétitionner et donc sur les coûts fiscaux qui en découlent, comment le faire en faisant un examen, un réexamen devrais-je dire, de la réalité de 1991, du Québec de 1991 au niveau des collectivités régionales et locales en ce qui concerne l'organisation telle qu'on l'a toujours conçue?

Les villes, généralement, ont été conçues comme étant essentiellement des gestionnaires du béton, des rues, des chaussées, du déneigement et des déchets. De plus en plus, les villes, qu'elles le veuillent ou non – et Montréal est un bel exemple – son impliquées dans toutes sortes de problématiques importantes au plan social et sociétal, que ce soit le phénomène des jeunes délinquants, le phénomène de la drogue et ainsi de suite. C'est vrai pour Montréal comme c'est vrai aussi dans les régions. On ne peut plus y faire face uniquement à partir d'une stratégie sectorielle et nationale. Il faut le faire à partir de stratégies modulées localement en fonction de ces besoins. Ça suppose une relecture et une réorganisation. Je n'ai pas la formule. Je dis bien: Il faut développer un espace politique.

Comment tout cela, en définitive, devrait-il être articulé? Je pense qu'il nous faudrait faire l'effort de faire cette relecture. Le mémoire n'a

pas la prétention de le faire. J'ose croire qu'avec le gouvernement du Québec, nonobstant les préoccupations immédiates qui sont celles d'avantage budgétaires que de revoir l'organisation des services, elle puisse se faire. Il y a une porte qui est ouverte, je l'ai dit, avec la proposition de réforme dans le domaine de la santé et des services sociaux, il faudrait aller plus loin. Parce que c'est clair que dans le contexte actuel, ni l'État du Québec ou l'État fédéral ni les villes ne sont outillées pour faire face aux défis qui se posent dans la réalité urbaine de 1991 et, de ce point de vue là, il y a un coût à payer à ça et ce coût-là est un coût qui, finalement, finit par coûter cher du point de vue des services sociaux et mine notre compétitivité comme société à l'échelle internationale.

M. Ouellet: Spécifiquement ce que vous avez à l'esprit, ce sont de nouvelles responsabilités avec des pouvoirs financiers pour y faire face...

M. Doré: Oui...

M. Ouellet: ...dans le domaine du bien-être social, par exemple...

M. Doré: ...et qui ne seraient pas...

M. Ouellet: ...dans le domaine de l'habitation, dans le domaine...

M. Doré: Exactement. Dans le domaine de l'aménagement urbain au même titre que, dans certains cas, dans le domaine de l'environnement. Mais, en même temps, je le souligne, qu'ils ne soient pas soumis aux aléas de la conjoncture, aux besoins de financer ou de régler un budget, à la veille d'un discours sur le budget; qu'ils ne soient pas soumis non plus, pour l'essentiel, je dirais, à des changements de gouvernement. D'où l'importance pour nous de trouver moyen de faire une place à cette réalité. Et ça répondrait non seulement aux besoins de Montréal mais, je le dis, aux besoins des régions. Mes collègues des régions avec lesquels je suis en contact quotidien me disent qu'ils n'ont pas plus qu'à Montréal les instruments pour faire face à ces défis. Il me semble que c'est important qu'on se dote... Si on fait l'effort de savoir ce dont on a besoin en 1991, il faut qu'on...

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière intervention pour M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Plus je vous écoute, M. le maire, et plus je me demande comment on peut réaliser les objectifs que vous proposez autrement que par la souveraineté. Mais ça, c'est ma lecture à moi des événements. C'est une bonne lecture? Merci.

M. le maire, le maire de Montréal dit que dans une constitution que le Québec devra se

donner, quel que soit son statut, on devra reconnaître autant les droits collectifs que les droits individuels. Moi, je vous demande comment, sur le plan pratique, on peut concilier ça. Comment, par exemple, faire qu'on protège par une loi la collectivité francophone sans sabrer un peu dans les droits individuels, disons, des anglophones?

M. Doré: Puis-je me permettre de vous citer le texte? Et vous allez voir qu'on dit, en fait, un peu l'inverse. On dit: "La définition québécoise des droits et des libertés devrait reconnaître les droits individuels autant que les droits collectifs." Généralement, dans une constitution, on définit ce que sont les droits collectifs, l'organisation de l'État. On parlait tantôt de l'espace politique aménagé au niveau des collectivités locales et régionales. Ce que l'on souhaite, c'est que les droits individuels y soient reconnus, mais que l'on puisse aussi y insérer – comment dirais-je? – un certain nombre de droits collectifs.

Spontanément, je vais vous donner trois ou quatre exemples que j'ai en tête. Je pense que le droit d'association est un droit fondamental qui doit être inséré dans une constitution. Je pense que le droit des nations autochtones et le respect des traités pourraient l'être. Je crois, personnellement, que le droit de la minorité anglophone de pouvoir garder le contrôle de ses institutions ne doit pas uniquement dépendre d'une loi de l'Assemblée nationale, mais devrait normalement être reconnu dans la constitution. Mais je crois, et c'est ce qu'on ajoute, on pense qu'on peut peut-être innover même. Pourquoi ne pas reconnaître, au moins en principe, le droit aux générations futures à un environnement... Je dirais non seulement à un environnement, mais globalement... Oui, à un environnement et à un habitat viable.

Pourquoi ne nous ferions-nous pas l'obligation comme société, dans une constitution, de pouvoir être capables de nous assurer que lorsque nous consommons nos ressources – particulièrement lorsqu'elles sont renouvelables – nous nous assurons pour les générations qu'il continuera d'y en avoir, que les décisions économiques que nous faisons, qu'on en examine l'impact environnemental de façon à assurer que l'habitat et ce qu'on léguera aux générations futures, ce sera une société en meilleur état que celle dont on a hérité, et qu'on laissera aux générations futures le choix de faire leurs propres choix et leur propre développement? C'est ce que j'appelle des droits collectifs que, généralement, on ne retrouve pas dans les constitutions et que, personnellement, je souhaiterais qu'on puisse retrouver dans une constitution québécoise.

M. Turgeon: Une dernière chose. Pour Montréal, M. le maire, quelle différence faites-

vous entre multiculturalisme et interculturalisme?

M. Doré: C'est fondamental. L'interculturalisme, tel qu'on le pratique et qu'on le vit dans la métropole, c'est vraiment une volonté d'amener l'ensemble des communautés culturelles, les 80 communautés culturelles de Montréal, à partager des préoccupations, des échanges à caractère culturel, à s'enrichir mutuellement, mais cela, autour d'un espace linguistique, d'un espace culturel, qui est celui de la majorité. On souhaite, bien sûr, le développement et le maintien de traditions au sein des diverses communautés culturelles, mais on souhaite surtout le rapprochement entre les diverses communautés, l'enrichissement de la communauté francophone par l'apport des communautés qui nous viennent de l'extérieur, et pas juste culturel, économique également. Je vous souligne qu'on a souvent sous-estimé, pour Montréal comme pour le Québec, l'importance des communautés culturelles, les liens que ces communautés maintiennent avec leur pays d'origine, le développement de ces liens-là. On pourrait même les amplifier non seulement du point de vue culturel, mais économique. Alors, pour nous, l'interculturalisme, c'est, en respectant les droits et l'espace culturel et linguistique de la majorité, enrichir la collectivité québécoise par l'apport, dans un contexte de pluralisme, des diverses communautés qui composent la société québécoise.

Le Président (M. Jean Campeau): M. le maire, M. Choquette, M. Gignac, merci.

M. Doré: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci d'être venus nous rencontrer ici ce matin, merci de votre contribution aux travaux de cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Si vous voulez nous rendre service, vous sortez rapidement.

(Suspension de la séance à 10 h 27)

(Reprise à 10 h 32)

Le Président (M. Jean Campeau): Si on veut bien reprendre son siège.

Nous recevons maintenant le professeur Soldatos qui vient devant cette Commission à titre d'expert. L'audience est d'une durée d'une heure. M. le professeur, vous avez 10 minutes pour faire votre présentation et, par la suite, répondre aux questions des membres de cette Commission. À vous, M. le professeur Soldatos.

M. Panayotis Soldatos

M. Soldatos (Panayotis): M. le Président, mesdames et messieurs, membres de cette com-

mission, c'est avec grand plaisir et honneur que je prends cette occasion de m'adresser à vous, suite au mémoire qui a été sollicité et présenté. Le temps fait que je serai très bref, donc obligé d'être bref. Deux axes que je vois dans ce mémoire: le premier, c'est de répondre à cette invitation pour démystifier ou préciser – si on n'aime pas toujours le mot "démystifier" – les concepts qui sont au cœur du débat sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec: souveraineté, fédéralisme, association, pour voir s'il n'y a pas convergence de contenu et éviter ce que j'appelle la guerre des concepts ou des appellations. Deuxième objectif, c'est ce que j'appelle l'intelligence comparative, de voir un peu ce qui se passe ailleurs. Nous sommes différents comme société, mais nous sommes une société industrielle avancée, occidentale et démocratique. Donc, on peut se situer dans un certain contexte d'autres expériences et d'autres creusets d'enseignement.

Premier aspect donc: démystifier les concepts. Ce n'est pas pour les faire disparaître, mais pour dire que si on prend la souveraineté, nous ne sommes pas tournés vers la souveraineté des siècles antérieurs, nous sommes tournés vers la souveraineté de cette deuxième moitié du siècle, tournés vers le troisième millénaire. Qu'est-ce qu'on voit? On voit que la souveraineté éclate comme l'État nation éclate, du fait qu'elle est perforée d'abord. Elle est perforée par quoi? Ça a été dit souvent. Par l'interdépendance internationale qui fait que les prix économiques circulent de plus en plus et pénètrent et rendent la frontière économique poreuse, qui est une frontière de souveraineté. Deuxième élément dans cet aspect perforé, c'est le décalage de plus en plus grand qui existe entre la frontière politique et la frontière économique. Nous le vivons dans le libre-échange, nous avons cherché à élargir un espace économique, tout en étant dans un espace politique qui peut être en décalage effectivement. Et on voit aussi que la souveraineté manifeste une incapacité fonctionnelle de répondre à des besoins, parce qu'on est souverain pour légiférer et surtout pour faire ce qu'on appelle des législations programmes. Quand l'État nation est endettée au niveau interne et international, il n'arrive pas toujours à faire les législations programmes. Voyez ce que M. Reagan avait fait à un moment donné, il a dit: Voilà, prenez des compétences, prenez des fonctions, des programmes. "Mandating without compensating". Comme on disait, on vous transmet ça à d'autres niveaux de gouvernement, ce qui n'a pas fait plaisir. Donc il y a une perforation de la souveraineté dans une évolution d'une économie globalisée.

Deuxième aspect. Il y a une "fonctionnalisation" de la souveraineté. Il y a ce qu'on appelle la souveraineté fonctionnelle. Il y a des niveaux de gouvernement qui prennent les souverainetés en termes de fonctions: les États fédérés, les villes internationales. Je regardais l'autre jour

des statistiques. La Californie se situerait, si on tenait compte du produit intérieur brut de la Californie, en huitième position parmi 170 États souverains, bien avant le Canada, la Chine, le Brésil, l'Espagne et les Indes. Donc, il y a quand même une évolution, de nouveaux acteurs dont on accepte qu'ils exercent des fonctions qui sont économiquement souhaitables même si, politiquement ou sur le plan constitutionnel, elles ne sont pas inscrites dans les textes.

Donc, si la souveraineté est perforée et fonctionnalisée, il y a un troisième phénomène qui arrive avec elle, c'est la division de la souveraineté. La souveraineté est divisée. Dans la Communauté européenne, la cour de justice l'a bien dit, c'est ce qu'on a fait, on n'a pas transféré des compétences à la Communauté, on a transféré des droits souverains dans certains domaines. Donc, il y a là une divisibilité de la souveraineté qui permet de mettre en commun des souverainetés qui, sur le plan national, ne seraient que formelles, ne pouvant pas s'exercer. Et dans l'interdépendance intégrative, elles arrivent à s'exercer.

Je prends le cas du GATT. Pensez-vous que le Portugal, la Grèce ou l'Irlande pourraient défendre – ou même la France – leur dossier agricole si cette défense ne se faisait pas par l'intermédiaire de la Communauté européenne, seule responsable de la politique commerciale? Donc, il y a une mise en commun qui n'est pas une perte de souveraineté. Il y a un élargissement parce qu'on s'occupe des affaires des autres ou des États membres et, en même temps, on a une voix plus forte, ce que Jacques Delors disait, le président de la commission: D'être parmi les grands du monde, il faut aussi avoir l'espace et le nombre pour le faire. Donc, ça, c'est le premier élément sur la souveraineté.

Deuxième élément, sur le fédéralisme et l'association. Ce n'est pas moi, c'est la pratique intégrative internationale, et la théorie est d'accord là-dessus sans équivoque, que le fédéralisme et l'association se situent dans un continuum où vous avez, à une extrémité, l'État unitaire hypercentralisé et, à l'autre extrémité, l'organisation internationale. Les deux systèmes, fédéralisme et association, font un dosage de la diversité de l'unité mais à un degré différent, et ce sont ces changements de dosage qui nous font glisser sur le continuum de l'un à l'autre. La Communauté européenne, on l'appelle supranationale, mais il y a des formes de fédéralisme, d'abord normatif. Il ne faut pas oublier que, dans la Communauté européenne, les législations communautaires priment les législations nationales, et leur adoption a des effets directs immédiats sur les individus et les personnes morales. Donc, c'est la Communauté qui légifère dans ces domaines pour l'ensemble des citoyens, des firmes, des institutions, des pays membres.

Il y a aussi une supranationalité, un fédéralisme décisionnel. On décide de plus en

plus à la majorité qualifiée: deux tiers des décisions, pour l'Europe de 1992, sont pris et seront pris à la majorité qualifiée. Et dans cette majorité qualifiée et pondérée, les quatre puissances européennes les plus importantes n'ont que 40 voix, tandis que ça en nécessite 54 pour l'avoir. Donc, même les quatre puissances importantes ne peuvent pas l'emporter dans la prise de décisions.

Il y a aussi une souveraineté institutionnelle, une supranationalité, un fédéralisme institutionnel. Toutes les législations de la Communauté émanent de la commission. Sans la proposition de la commission, il n'y a pas de projet de législation. Et la commission est un organe indépendant des gouvernements et des États membres. Et puis, il y a un fédéralisme ou une supranationalité ou un préfédéralisme de compétences. La commission, après 1992 – Jacques Delors a peut-être exagéré un peu – aura à s'occuper de 80 % des questions socio-économiques des États membres. Il y a donc un transfert dans des domaines importants des compétences à ce niveau-là.

Donc, voyez-vous quels sont ces concepts? Si on change le dosage, on change et on évolue sur le continuum de l'un à l'autre. Ce que je prétends, c'est qu'il faut voir quel est le dosage qui nous intéresse et dans quel contexte institutionnel, pour faire ce que j'ai dit: Faire prendre la mayonnaise constitutionnelle. Parce qu'une mayonnaise, ce n'est pas des ingrédients; c'est leur articulation, leur dosage et leur brassage adéquats qui feront ça.

Deuxième point dans mon mémoire, c'est la question de l'intelligence comparative. Si on regarde, par exemple, la Communauté européenne, qu'est-ce qu'on voit comme enseignement? Premier enseignement, c'est le besoin de pouvoir arriver ensemble à créer un nouvel espace économique pour être parmi, comme on l'a dit tout à l'heure et Jacques Delors l'a dit, les grands du monde. C'est la raison pour laquelle ils ont fait le Marché commun. C'est la raison pour laquelle ils ont accepté les marchés intérieurs de 1992. C'est la raison pour laquelle ils s'avancent vers l'union économique et monétaire. Donc, l'idée d'un regroupement dans un monde hostile, en termes de compétition économique, c'est le premier enseignement. Et je pense qu'il y a ici, dans notre société, un consensus sur l'importance de l'espace économique.

Le deuxième enseignement, c'est ce que j'appelle la proportionnalité entre le contenu économique d'une intégration et les institutions politiques qui l'encadrent. On ne peut pas faire le Marché commun avec les institutions de l'Association européenne de libre-échange ou du Benelux ou d'autres organismes. Pourquoi faut-il une proportionnalité, des institutions fortes dans une intégration économique importante, soutenue?

La première raison, c'est la rationalité décisionnelle. On ne peut pas prendre des

décisions selon le consensus et l'intergouvernementalisme. Si les Européens avaient fait ça, ils n'auraient pas pu prendre les deux tiers, déjà, des législations pour l'Europe de 1992, ils n'auraient pas pu réussir. Ce n'est pas de gaieté de cœur que les élites politiques ont accepté de renforcer le mécanisme institutionnel dans l'acte unique de 1986-1987. Et ce n'est pas de gaieté de cœur que beaucoup de gouvernements ont signé, en décembre dernier – les chefs d'État des gouvernements – une déclaration pour les deux conférences intergouvernementales qui soulignent l'importance de renforcer encore plus le système institutionnel décisionnel de la Communauté européenne. Sinon, ils auraient un lac Meech par semaine, une conférence fédérale-provinciale par semaine pour décider de l'économique, du monétaire et de la libre circulation des facteurs de production.

La deuxième raison pour la proportionnalité, c'est la raison que j'appelle de la rationalité institutionnelle. Qui va penser à articuler et agréger les intérêts des 12 États membres – de 2, de 4, ou de 6 ici, je ne sais pas quel sera le coupage que vous allez préférer ou suggérer – Qui va agréger les intérêts? Qui va faciliter les compromis? Qui va faire des propositions de législations qui répondront à un consensus de départ? S'il n'y avait pas la commission, dans la Communauté européenne, qui a le pouvoir, étant forte, de proposer, elle seule, des législations, comment voyez-vous, dans le Conseil de ministres, 12 États membres arriver ensemble sur un texte de projet de loi? Ce serait impossible. Donc, il y a la rationalité institutionnelle qui est fondamentale.

Dernier point, non moins important, c'est le point de la démocratie. La communauté a connu un déficit démocratique du fait que, au fond, il y a législation – je vous ai dit 80 % de législation au niveau communautaire – mais il n'y a pas encore une démocratisation des institutions. Le Parlement n'a pas encore tous les pouvoirs. Il y a un déficit. Ce qui est plus grave, c'est que ce déficit est accompagné du fait que les Parlements nationaux ont perdu leur compétence dans ce domaine. Alors, le transfert, soit à un exécutif technocratique, soit à un conseil intergouvernemental, donc, c'est l'absence de démocratie, dans le sens d'avoir soit un Parlement commun, soit des Parlements nationaux qui s'en occupent. Donc, il est nécessaire d'envisager une proportionnalité entre la gestion des questions économiques vitales et les types d'institutions qui doivent être efficaces, rationnelles et démocratiques pour pouvoir décider de tout ça. Voilà tout.

Le Président (M. Jean Campeau): Vu que le temps fuit, est-ce que vous pourriez conclure rapidement?

M. Soldatos: Alors, ma conclusion, en deux mots, c'est que je propose qu'il faut évidem-

ment – et sur ça je pense qu'il y a un consensus – arriver à un espace économique, à garder un espace économique suffisamment vaste et suffisamment cohérent. Pour le faire, il faut accepter, au sein d'institutions communes, fortes et démocratiques, de pouvoir partager, mettre en commun des souverainetés; il ne s'agit pas de les perdre, les mettre en commun. Et il faut faire attention que le rapport de force institutionnel dans ce système ne nous soit pas défavorable. Donc, il faut regarder le monde. Parce que si le Québec est une société distincte et différente du Canada anglais, le Québec n'est pas plus différent du Canada anglais que n'est le Portugal du Danemark, que la Grèce de la Grande-Bretagne et l'Italie de l'Allemagne. Donc, si deux sociétés aussi différentes, mais quand même industrielles, avancées et démocratiques, ont réussi à arriver à des choses... du partage en commun, je crois qu'il faut regarder le monde. Sinon, on entendra ce que Mirabeau disait à son roi: Sire, vous ne marchez pas assez sur la mappemonde.

(10 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. le professeur. Mme Blackburn, vous avez la première intervention.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. le professeur, je voudrais vous remercier d'avoir accepté de participer à nos travaux. Je viens rapidement à ce qui a retenu mon attention dans votre mémoire: d'abord, il est très structuré, il est rigoureux également, mais il est axé essentiellement sur une réforme du fédéralisme qui comprendrait un Canada à quatre, chapeauté par un gouvernement de l'union. Ce Canada à quatre suppose la disparition de six Parlements dans les provinces et, évidemment, d'un territoire en plus. En même temps, si j'ai bien compris, le poids du Québec demeurerait le même qu'il est actuellement parce qu'il serait proportionnel à sa population. Vous faites un peu comme si l'essentiel du problème qui confrontait le Canada et le Québec était relié à des structures et non pas à un problème plus vaste lié à la société distincte. Alors, j'aimerais vous entendre et avoir un peu plus de détails sur les pouvoirs que conférerait votre nouvelle structure au Québec, et ça serait dans quel domaine, et comment ces pouvoirs pourraient-ils permettre de répondre aux aspirations des Québécois et des Québécoises qui réclament plus de marge de manoeuvre pour assurer ce qu'on appelle le caractère distinct du Québec?

M. Soldatos: Je pense que ce que je proposais, c'étaient les deux choses que j'ai dites tout à l'heure, c'est-à-dire, d'une part, qu'il y a un besoin de mise en commun pour des raisons économiques, d'un espace économique et, d'autre part, si on fait ça, on ne peut pas s'esquiver au niveau institutionnel, on ne peut pas gérer,

comme j'ai dit, de façon fédérale-provinciale pratiquement, Intergouvernementale, consensus, un système d'union économique et monétaire à ce niveau-là. Je répète ce que les Européens ont pu comprendre – ce qui n'était pas facile – c'est que, dès le début de la création du marché commun, les travaux préparatoires l'indiquent, mais aussi lors de l'acte unique, le seul élément qui a fait pencher la balance pour un renforcement des institutions communautaires dans l'acte unique, vote à la majorité qualifiée renforcée, plus de pouvoirs pour le Parlement européen, c'était le besoin d'être efficace dans l'adoption de toutes les décisions, à peu près 300, pour le marché intérieur. Donc, eux, ils se sont rendu compte – des vieilles nations – qu'ils ne pourraient pas décider de réaliser un marché commun intérieur sans renforcement des institutions. Alors, si on prend ces deux principes, quoi faire? Ce que j'ai dit dans mon texte, le découpage que je propose, je trouve qu'il est difficile. Moi, je vous présente les deux faces de Janus, mais je ne choisis pas; c'est à la Commission, c'est au Parlement, c'est au gouvernement, c'est au peuple de choisir. Moi, je vous présente et j'attire l'attention sur tel ou tel aspect, pour ne pas réinventer des choses.

Pour répondre à votre question, moi, j'ai du mal à comprendre – et ça a été dit ici – comment une union économique et monétaire fonctionnerait sur le plan décisionnel à deux. Si on dit une majorité qualifiée, si on donne une majorité qualifiée au Canada anglais, on sera toujours minoritaire à deux, et toutes les décisions seront prises; dans la communauté, il y en a 12. S'il y en avait 3, 4 ou 5, on pourrait dégager des majorités qui ne seraient pas toujours hostiles, contraires aux intérêts du Québec. Il y a des dossiers sur lesquels nous nous entendons avec l'Ouest, le libre-échange; il y a des dossiers sur lesquels nous nous entendons avec les Maritimes, sur des questions de développement régional, etc. S'il y avait une souplesse au niveau des partenaires, je crois que ce serait plus possible. Je vois mal en termes décisionnels, d'abord – il y a d'autres difficultés, mais décisionnels – une union économique, une union canadienne à deux et, en plus, lorsque l'autre moitié est un système fédéral qui doit s'entendre à 10, 9 plus 1. Alors, là, il y a une difficulté fondamentale. C'est pourquoi je dis: Il faut un nouveau découpage...

Mme Blackburn: Oui.

M. Soldatos: ...qui permettrait de redistribuer les choses, de retrouver la majorité qualifiée, les pondérations, selon nos intérêts.

Mme Blackburn: Oui. M. le Président, le Québec serait donc minoritaire. Ce serait un Canada à quatre, un gouvernement de l'union. Alors, en somme, ça ne change pas beaucoup la

situation qui fait l'objet de nombreuses revendications de la part du Québec. Mais j'aimerais juste voir un autre aspect de votre projet, sa faisabilité. Est-ce qu'on a du Canada anglais des informations nous permettant de croire que six provinces et six Parlements accepteraient de se saborder? Première question. Deuxième question: Est-ce que le Canada anglais est capable d'envisager ce problème-là dans une perspective telle qu'ils disent que le problème québécois est assez grand pour qu'on abolisse leur Parlement, ça c'est de... Est-ce que les populations des autres provinces sont ouvertes à cette hypothèse? On a l'impression que c'est un peu né dans la tête – c'est heureux, parce qu'il faut que les penseurs pensent – mais davantage dans la tête de penseurs que dans la réalité. Alors, si tel était votre projet de créer un Canada à quatre, est-ce que c'est faisable, est-ce que c'est souhaité par les autres provinces? Vous parlez beaucoup de provinces très éclatées, fragmentées, pour utiliser votre terme, et qu'il serait difficile de parler en leur nom. Alors, comment ces provinces vont-elles accepter de se saborder? Et est-ce que c'est faisable? Et si tant est que c'était négociable parce qu'il faudrait modifier la formule d'amendement – vous connaissez mieux que moi cette histoire – dans votre hypothèse la plus optimiste, à combien d'années évaluez-vous la durée de telles négociations?

M. Soldatos: Sur le dernier aspect, je pense que ce serait une spéculation qui n'aurait aucune valeur de rigueur; donc, je ne la ferais pas sur le nombre d'années. La Communauté s'est négociée pendant des années, elle se négocie depuis 40 ans, la Communauté européenne. Donc, elle négocie constamment. Elle change en termes de contenu, d'institution et de structure. C'est une négociation constante; et dans la vie des États, des individus et des collectivités, c'est normal.

La question que vous m'avez posée, c'est un peu cette idée: Est-ce qu'ils accepteraient ça lorsqu'on a vu qu'au niveau du lac Meech, ils n'ont pas accepté le minimum? Ça revient à ça. Ma réponse a plusieurs éléments, de nombreux éléments. D'abord, si on pense qu'ils n'accepteraient pas un réaménagement du découpage, je vois mal pourquoi ils accepteraient une union économique à deux parce que évidemment à deux il y a plus d'efforts à faire pour eux d'accepter de partager à 50-50 cette... Donc, si on espère qu'une union économique et monétaire est possible, c'est quand même en filigrane dans l'idée de beaucoup de gens que le Québec réussirait sur le plan économique à maintenir l'espace. Si on pense à ça, a fortiori, je peux dire que l'idée d'un nouveau découpage est possible. D'autant plus qu'il y a un régionalisme au Canada anglais qui fait qu'en dehors de l'Ontario, il y en a beaucoup qui souhaitent avoir un profil plus élevé. Nous ne sommes pas les seuls à ce niveau-là. Nous sommes les seuls

parce que nous avons l'aspect national, distinct. Mais sur le plan économique et social, il y en a beaucoup qui se réjouiraient d'être des partenaires à caractère égal par de nouveaux découpages.

Autre élément de considération, c'est que le Canada anglais, je pense que la crise que nous vivons, la création d'une Commission, le consensus que la Commission créerait et ce que les gens diraient lors d'une consultation serait un élément déterminant. À moins de penser que le Canada anglais ou anglophone, comme je le préfère dans mon texte parce que le Canada anglais indique une homogénéité qui n'est pas là, si le Canada anglophone se rend compte d'une volonté autour d'un projet de société consensuel qui sortirait d'abord d'ici et aux autres niveaux, Assemblée et population, je pense qu'il faut négocier. Il faut négocier. Si on espère négocier l'association, on peut espérer aussi négocier cette association mais pas à deux parce que je trouve qu'il y aura une rigidité. Je ne trouve pas de juristes qui seraient capables de vous dire comment ils vont dégager des majorités à deux, je ne suis pas capable. Donc, c'est le même problème. Je le facilite en trouvant de nouveaux découpages qui répondent aux aspirations de beaucoup de régions du Canada et qui nous permettent de faire des majorités changeantes. Dans la Communauté européenne, on n'a pas toujours les mêmes États membres qui sont du même bord. On a des majorités changeantes en fonction des problèmes. Nous trouverons des alliés, mais si le découpage est à 10, notre rapport de force – je le soulignais dans le rapport – le fédéralisme, c'est le dosage diversité et unité. Mais il y a aussi le rapport de force dans le fédéralisme. Si on modifie, on améliore le rapport de force dans les institutions et par les institutions communes, nous avons un plus grand contrôle sur le processus décisionnel.

Mme Blackburn: Votre proposition vise essentiellement à modifier le fédéralisme et l'impression qui s'en dégage, c'est pour répondre à des besoins du Canada anglophone, pour utiliser votre expression, davantage que pour des besoins plus spécifiques qui ont été ici exprimés en cette Commission des Québécois et Québécoises. Le modèle que vous proposez et pour lequel vous êtes un expert reconnu, c'est la Communauté économique européenne. Dans la Communauté économique européenne, les sujets ou les objets de compétence sont prévus dans un traité. Alors, vous êtes d'accord avec ça. Ce sont des pays souverains qui peuvent, lorsqu'ils le décident, se soustraire. On est d'accord avec ça?

M. Soldatos: Non, pas tout à fait.

Mme Blackburn: C'est-à-dire qu'il y a un délai, il y a un temps pour le faire, mais ils conservent leur souveraineté, le statut d'État

souverain, sauf pour les matières qu'ils ont exclues, pour lesquelles ils limitent leur souveraineté entre les associations.

M. Soldatos: Je vous laisse continuer.

Mme Blackburn: Alors, pourquoi n'avez-vous pas envisagé davantage ou examiné davantage les pays nordiques qui ont une intégration moins administrative, moins contraignante et tout autant efficace, et qui correspondent davantage à notre culture au plan des relations économiques?

M. Soldatos: Vous avez dit quelque chose. Je pense que j'aimerais y réagir tout de suite. Vous avez dit que mon rapport ne visait pas à accommoder le Canada anglais ou anglophone. Loin de là. Mon rapport visait à dire: Si vous êtes d'accord sur l'union économique et monétaire, avec quel partenaire allez-vous le faire et selon quel mécanisme institutionnel et décisionnel? Je trouve cette rigidité de la dualité.

Maintenant, concernant le cas de la Communauté européenne, le partage des compétences est considéré, la Cour de justice l'a dit, les États n'ont pas réagi, il est irréversible dans le sens que le transfert de compétence des droits souverains dans ce domaine n'est pas récupéré. Politiquement, évidemment, on peut tout faire, on peut se retirer. Mais, l'interdépendance économique d'une part, il a été admis juridiquement et unanimement que le transfert est irréversible. Donc, dans le domaine qui relève de la Communauté, les États ne peuvent pas entrer dans ce même champ de compétences, et lorsque la Communauté légifère on a dit: Elle est superposée à cette législation comme une législation fédérale. C'est pourquoi j'essaie de voir le contenu plutôt que le concept, l'appellation.

Concernant le Conseil nordique, j'ai pensé qu'il fallait aller vers ceux qui réussissent plutôt que vers ceux qui échouent; les mourants et les perdants, ça ne m'intéresse pas. Le Conseil nordique, les membres du Conseil nordique, économiquement, sont le Danemark dans la Communauté européenne et les autres membres de l'Association européenne de libre-échange. L'Association européenne de libre-échange essaie maintenant de s'articuler. Elle a des accords de libre-échange avec la Communauté et des pays de cette Association veulent s'en aller. La Suède s'intéresse à l'adhésion au Marché commun, l'Autriche a déjà fait sa demande et la Norvège a déjà signé un accord d'adhésion à la Communauté qui a été rejeté. Mais on pense que si la Suède adhère, la Norvège suivra, les prochains pays seront la Norvège, la Suède et l'Autriche après 1992.

Donc, si ces pays sont pris dans l'attraction d'un marché intérieur, je n'irai pas vers des coopérations plus culturelles et sociales qui sont importantes en pays nordique. Mais l'économie, au niveau des pays nordiques, se fait dans

l'Association européenne de libre-échange et ces pays sont candidats à l'adhésion à la Communauté européenne. C'est la preuve qu'ils n'ont pas, sur le plan économique, votre cadre vital d'alternatives.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. le professeur. Nous passons maintenant au prochain bloc de questions. Mme Côté, M. Charles-Albert Poissant, M. d'Anjou, M. Gabriel Desjardins et M. Marcel Beaudry. Mme Côté, c'est à vous.

Mme Côté: Oui. Merci, M. le Président. M. Soldatos, je pense que vous invitez, à juste titre, la Commission à analyser la problématique du statut constitutionnel futur du Québec sous quatre angles: l'expérience du fédéralisme canadien, les aspirations à la réalité du Québec, celles du Canada anglais et l'environnement international. Et là, vous indiquez certains éléments de réponse et, conséquemment, vous proposez un cadre de fédéralisme renouvelé dans un Canada de quatre régions. Vous...

Une voix: ...

Mme Côté: En tout cas, vous me laissez terminer et vous pourrez répondre, il n'y a pas de problème, je vais vous écouter, c'est sûr.

Vous vous inspirez des structures de la Communauté européenne parce que vous avez aussi une expérience et une expertise sur cette question-là.

Tenant compte de cela, mais surtout tenant compte de l'ensemble des messages qui ont été livrés par les gens qui sont intervenus aux audiences publiques, qu'est-ce qui vous fait croire vraiment que le Québec pourrait se contenter de minces pouvoirs puisque les groupes sont venus dire ici qu'il fallait un rapatriement de plusieurs pouvoirs et, quand on fait la liste, on se rend compte qu'il en reste très peu au gouvernement central, premièrement? Puis, en quoi le Québec pourrait-il être habilité à trouver sa réponse en exigeant que les autres posent la question, en ce sens qu'on sait actuellement, de par les contacts qu'on a que, notamment, la Colombie-Britannique ou le Nouveau-Brunswick ne seraient peut-être pas nécessairement intéressés à entrer dans un découpage tel que vous le proposez?

Je trouve ça un peu spécial que vous disiez: Le Québec est dans une impasse constitutionnelle, il a à définir son statut. Pour y répondre, demandons aux autres provinces de poser leurs questions et de se regrouper. J'aimerais que vous me disiez ce qui justifie ça par rapport aux quatre angles que je trouve extrêmement intéressants. Je pense qu'il faut les poser sous ces quatre angles-là.

(11 heures)

M. Soldatos: Je pense que c'est la réalité.

Si le Québec pense qu'il faut essayer - c'est l'idée - d'avoir un cadre économique, une union économique et monétaire et un marché commun ou intérieur, si c'est l'idée qu'il faut essayer, ce n'est pas sûr qu'on aura telle ou telle chose, que vous l'appeliez, vous, fédéralisme. Moi, j'ai expliqué qu'il faut démystifier le concept. La communauté est une forme de fédéralisme parce qu'il y a quatre formes de fédéralisme. J'ai donné tout ça au début de mon exposé. Bon. Oublions les appellations. Si c'est l'idée de mettre en commun un certain nombre d'activités économiques et monétaires - et on sait à quoi on se réfère - s'il faut le faire de façon rationnelle en termes de décisions, la question se pose: Avec qui? Et quand on dit: Avec qui, il faut négocier. On ne peut pas établir une liste de compétences et la présenter à l'autre en lui disant: Vous faites l'union économique et monétaire selon ce schéma-là. La communauté ne négociera pas dans 2 ans; elle négocie depuis 40 ans pour modifier la répartition des compétences, dans un sens ou dans l'autre. Donc, il faut négocier. Il faut avoir un projet, mais cette liste est une liste à négocier. C'est ma première réponse.

La deuxième réponse, je ne vois pas comment l'idée d'un espace économique ne paraîtrait pas rationnelle au reste du Canada parce qu'on défend déjà le coût du non-Canada comme le coût de la non-Europe, du non-marché intérieur si vous voulez. On appelle ça ainsi. Il faut dire aussi que les positions changent. Il y a des positions de négociation et des positions, par la suite, de réalisme devant la fermeté et l'attitude de la partie qui est de l'autre côté de la table. L'exemple le plus frappant qu'on a, c'est la Grande-Bretagne. Elle a rejeté l'idée d'une intégration européenne. Elle a créé l'Association européenne de libre-échange pour concurrencer la Communauté européenne et elle a fait deux fois sa demande. On lui a dit non. Elle ne s'est pas vexée. Elle est retournée une troisième fois. On lui a dit oui. Donc, si on voit des pays comme la Grande-Bretagne qui était hostile, si on voit la Suède qui n'envisageait nullement l'idée d'une négociation d'adhésion, et même en Suisse... On en parle même en Suisse, aujourd'hui. On sait qu'il y a des problèmes, mais on en parle. On voit qu'il y a des réalités économiques. Comme Delors disait: Être parmi les grands du monde. Le Canada est la seule société industrielle avancée parmi les sept pays membres des sept grands qui n'a que 25 000 000 de marché. C'était l'argument qui était donné pour l'Accord de libre-échange, etc. Les autres - il y en a des plus petits, comme le Portugal, la Grèce et l'Irlande, mais ils sont dans un marché de 340 000 000. Cette réalité, elle force des élites comme l'élite britannique, l'élite française et autres qui n'étaient pas prêtes à sacrifier des droits souverains, à transférer, comme la Cour de justice l'a dit à la Communauté européenne - ont accepté cette réalité.

Est-ce que les Canadiens, les Québécois sont plus irréalistes que le reste du monde? Si on l'est, on en subira le coût. Mais je pense qu'on est réalistes. Ce qu'on cherche, c'est de s'assurer que l'espace économique ne puisse pas aller à l'encontre de ce qu'on appelait l'aspiration à maintenir une société linguistique et culturelle distincte dans une partie du monde qui, par l'environnement culturel et linguistique, fait que ça crée un rapport de force difficile. C'est pourquoi je dis: Mais on ne peut pas le faire à l'encontre de toute rationalité économique, institutionnelle, décisionnelle, parce que ça va échouer. Ça va échouer comme l'association qu'on appelle de libre-échange qui cherche à aller ailleurs, comme des organismes qui n'ont plus de vie réelle sur le plan international, qui ne sont plus les grands acteurs des relations économiques internationales. Et nous devons aspirer au Québec, comme société industrielle avancée, à rester parmi les acteurs importants du monde, non pas pour nous, pour notre collectivité, pour nos populations.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. le professeur. Madame, votre temps est écoulé. Nous allons maintenant à M. Poissant.

M. Poissant: Merci. M. Soldatos, en fait, notre problème qu'on va avoir à décider... Les questions que Mme Blackburn a posées tout à l'heure, ce sont des questions que je m'attendais de poser à M. Tremblay qui va vous suivre. Le problème c'est: Quel sera le meilleur moyen, d'après vous, pour négocier avec le reste du Canada? Je ne peux pas m'exprimer plus précisément que ça. Je ne sais pas si ce sera avec le gouvernement fédéral, ou le fédéral et les autres provinces, ou les autres provinces et le fédéral. C'est là que se situe le problème. C'est qu'on veut guérir une soi-disant situation et notre problème à nous... Et c'est pour ça que je suis surpris qu'à l'occasion il y ait tant de souverainistes au Québec parce que, à l'heure actuelle, on est quand même aujourd'hui en janvier 1991, on essaie de se faire expliquer comment on va négocier toute cette question de souveraineté-association, s'il y en a une. Mais il y a des gens, à moins que les communications ne soient peut-être biaisées... Je suis un peu surpris. Alors, moi-même, aujourd'hui, je vous pose la question que je vais poser peut-être à M. Tremblay tout à l'heure: Comment va-t-on réussir à négocier soit un fédéralisme décentralisé ou une souveraineté, mais association? Les deux, à mon avis, c'est pas mal synonyme. Quel est le meilleur moyen, à votre avis, qu'on peut, nous, les commissaires, recommander aux Québécois, c'est-à-dire d'abord, nous, avoir une solution à cela?

M. Soldatos: Oui, deux choses préliminaires. D'abord, la souveraineté n'est pas – je l'ai dit dans mon rapport, je crois, en tout cas, je l'ai

écrit souvent – une anomalie de l'histoire. Il y a 170 États souverains et ce n'est pas là... La question se pose: Comment faire, comme les États souverains l'ont fait en Europe, pour ne pas compromettre l'avenir socio-économique de la population, et de l'Europe en tant que telle, nous, de ce continent, de notre partie du continent que nous partageons? Donc, la question n'est pas souveraineté ou fédéralisme ou association, c'est de trouver un système qui pourrait répondre concrètement à ces besoins. D'ailleurs, en Europe, il y a toutes sortes de concepts de supranational, de préfédéralisme, de quasi-fédéralisme, de communauté et tout ça. Mais le fait, c'est qu'il y ait des choses qui se fassent. Il y a des partages qui se font, il y a des institutions qui se créent, qui se renforcent et qui se développent. Ça, c'est préliminaire.

En ce qui concerne maintenant le comment faire ça, moi, je pense qu'il y a deux faces de Janus, comme je l'ai dit déjà. L'une, c'est la face qui nous donne l'avantage juridique. La souveraineté d'abord, l'union économique ou monétaire, le nouveau fédéralisme, comme vous voulez l'appeler, ou préfédéralisme après. Il y a un avantage juridique; on est d'égal à égal et on négocie. C'est une face de Janus et il faut admettre cette réalité; cette réalité juridique a son poids. Par contre – j'essaie de montrer les deux faces; c'est à vous de choisir – il faut être prudent dans le scénario. Il y a ce scénario qui a son avantage, mais il y a les inconvénients de ce scénario.

D'abord, la notion d'égal à égal n'est qu'en partie juridique, parce que n'oubliez pas que le Portugal ou la Grèce ont négocié d'égal à égal avec les autres de la Communauté européenne. Le poids économique de celui qui négocie est important. Donc, on n'est pas sur une égalité démographique économique pour dire qu'on a le même poids. On l'aura juridiquement, mais les autres savent ce que nous sommes exactement.

La deuxième difficulté qu'on voit ici, c'est qu'il faut négocier une indépendance. Il y a une longue période à négocier l'indépendance et si on négocie séparément les deux, tout ce qui se passe, c'est qu'il y a du temps qu'on pourrait mettre à négocier simultanément, parce que le "package deal" sur ce qu'on va séparer, sur ce qu'on va prendre, etc. Si on le sépare dans le temps, c'est très bien sur le plan rationnel, mais sur le plan fonctionnel, c'est qu'il faut revenir sur des choses. Si on dit: On va se séparer, mais nous sommes prêts à, etc., au fond, vous négociez en même temps, implicitement, deux choses à la fois. Donc, l'attitude du Canada anglais, si on dit qu'on négocie pour se séparer et s'arrêter là, elle sera différente que si on dit: On négocie. Donc, la négociation qui permet une souplesse de donner et de recevoir si on négocie sur deux tableaux me semble intéressante.

L'autre question, c'est l'incertitude économique. Si on négocie à deux faces, si vous

voulez, la durée de l'incertitude se prolonge. L'autre problème que je vois, c'est la balkanisation du Canada anglais. Il est certain que si on dit: On négocie un nouveau partage de mise en commun, comme les communautés, d'autres le font, je pense que le choc est moins grand, logiquement, que si on dit: Nous voulons nous en aller et peut-être que plus tard... On ne sait pas dans quelles conditions, parce qu'on ne va pas négocier en même temps l'association et la séparation. On ne leur dit pas exactement, on ne commence pas à négocier l'après-séparation en même temps. Donc, le choc du Canada est très grand, pas le choc psychologique, je ne suis pas psychologue, mais le choc économique qui va se produire sur le plan national et international, le choc politique. On a vu le lac Meech. Le lac Meech n'a pas seulement été le rejet du Québec. Ça a été en même temps la preuve et l'illustration de la fragmentation du Canada anglais, la difficulté pour un gouvernement fédéral et pour une majorité de gouvernements provinciaux qui se sont engagés en faveur de cela de mener à bien cet accord. Donc, il y a une fragmentation. Il faut savoir avec qui on va négocier. On doit ménager cet élément, parce que, si on pense que c'est important d'avoir une union économique et monétaire... Si on pense que ce n'est pas important, très bien, on peut lui donner un bon coup, le déséquilibrer, s'en aller après et ne plus revenir.

Alors, c'est ma réponse, à savoir comment le faire. Moi, je crois qu'il faut arriver à démystifier ces éléments de concept, arriver à proposer un schéma de société qui comporte des partages des compétences et des institutions en s'inspirant de choses qui se passent ailleurs, arriver à un consensus ici très fort, arriver à l'Assemblée nationale et négocier. Avec qui négocier? Moi, je ne pense pas qu'il faille absolument négocier dans un cadre constitutionnel avec le Canada anglais. On peut négocier avec le gouvernement fédéral actuel et c'est à lui de vendre à sa partie ses documents. Si ça ne réussit pas, parce que personne ne nous dit si ce partage va réussir ou si même une union économique et monétaire va réussir non plus, à ce moment-là, évidemment on aura fait la négociation. Tout le monde accepte qu'il faut négocier sur un certain nombre de choses. Moi, je pense qu'il faut voir l'interdépendance de ces choses à négocier et négocier avec le fédéral. S'il n'est pas capable de convaincre l'autre partie et de vendre et de livrer la marchandise, comme c'était le cas du lac Meech, évidemment, mais on est pris à négocier sur un espace économique.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette beaucoup, M. Soldatos, le temps s'écoule. M. d'Anjou.

M. d'Anjou: M. le Président, vous devez être heureux ce matin de constater que, pour

une fois, les questions sont moins longues que les réponses.

M. Soldatos: J'ai cru comprendre dans votre mémoire que plus l'union monétaire et l'union économique sont importantes, plus il serait nécessaire de maintenir un lien politique avec le reste du Canada. Est-ce que j'ai bien compris? Et avant que vous répondiez, je vais vous poser tout de suite ma deuxième question: Face au traité de libre-échange avec les États-Unis, vous semblez indiquer dans votre mémoire que le Québec aurait avantage à faire front commun avec le reste du Canada pour avoir une plus grande force de négociation face à ces partenaires éventuels, disons le partenaire américain, mais aussi le partenaire éventuel mexicain. Alors, c'est ça les deux questions, M. Soldatos.

M. Soldatos: Vous dites que l'union économique et monétaire nécessite le maintien d'un lien politique. Vous voyez, c'est toujours un problème conceptuel - et je ne vais pas rentrer - qui devient politique. Je ne dis pas maintenir un lien politique, je dis de créer un lien politique. Il faut créer un lien politique, il faut des institutions proportionnelles au contenu de l'union économique et monétaire. Si vous, vous dites maintenir, d'autres disent craindre. Ce qui est important, c'est qu'il faut qu'il y en ait un lien politique. Il peut être nouveau, il peut être différent, mais il faut qu'il y en ait un. On ne peut pas avoir le Conseil nordique et l'union économique et monétaire, parce qu'ils ne sont pas économiquement, ils entrent dans autre chose. Ça, c'est la première question. Donc, maintenir ou créer? Moi, je dis qu'il faut créer, parce que tout ce que je propose, c'est quand même une restructuration profonde. Vous dites de fédéralisme, moi je dis de restructuration profonde des réalités. C'est tout ce que j'ai dit. Je ne veux pas dire restructuration d'un système. C'est un chambardement complet d'une situation, mais en s'inspirant d'une logique. Moi, je ne vais pas prendre la promblerie européenne et la plaquer ici, je vais tout simplement m'inspirer des principes qui les guident, pas de leur quinquennat institutionnelle. C'est le principe de la proportionnalité. Ça fait 40 ans qu'il est là. Il faut en tenir compte, ils ne sont pas hors de la réalité, ces 12 élites politiques qui acceptent un lien économique et politique à la fois fort.

La deuxième question, le libre-échange. Oui, effectivement, il faut se rendre compte que la situation pour le Québec a changé. Donc, par le libre-échange, du fait que le Canada, c'était est-ouest. La politique nationale des MacDonald du siècle dernier, tout ça, c'était ériger des barrières pour créer un pays: faire le Canada d'abord et faire les Canadiens après, comme j'ai dit dans mon rapport. On n'a pas fait les Canadiens après, mais on a fait le Canada. Le libre-échange enlève ces barrières est-ouest, ce blocage, cette diversion de commerce qu'on

voulait créer en faveur de l'horizontal. La verticalité déjà décentralise économiquement l'espace canadien. Déjà, on est dans un espace beaucoup plus vaste qu'on ne l'était avant l'accord du libre-échange. Mais, être dans cet espace plus vaste, sortir de cette contrainte absolue horizontale que le protectionnisme de la frontière canadienne crée, faire disparaître la frontière économique nous donne des responsabilités, c'est-à-dire que nous avons la seule zone du libre-échange qui est plus qu'une zone de libre-échange, je le dis souvent dans ce que j'écris, il y a un marché commun énergétique là-dedans, il y a les services qui sont en partie, il y a l'investissement. Ce n'est pas un libre-échange à l'européenne, traditionnel, c'est un marché commun elliptique qui est en train de se créer. Ça nous donne une responsabilité de pouvoir mener ce dossier, mener les négociations sur les barrières non tarifaires qui vont affecter des intérêts vitaux du Québec et du Canada anglais. Nous sommes les plus petits. Moi, je dis l'exemple du Benelux. Ils ont fait le Benelux, mais dans l'idée d'aller plus loin. Ils ont été, à l'origine, les pays membres du Benelux, de la création de la communauté européenne. Mais pourquoi gardent-ils le Benelux? C'est parce qu'à l'intérieur de la Communauté européenne, ces trois petits pays réussissent à harmoniser les choses entre eux avant de pouvoir dialoguer avec les autres. Le Benelux pourrait disparaître sur le plan du contenu parce que la Communauté européenne, pour l'essentiel, a pris en main les choses. Mais ils sont là, ils restent. Ils ont même enrichi le Benelux. Ils ont créé une cour de justice, il y a quelques années. Il y a un besoin de se concerter. Le Canada anglophone et le Québec doivent arriver à certaines convergences dans leur espace économique face à une relation de libre-échange qui est unique au monde parce qu'elle est asymétrique, asymétrique avec une superpuissance et dyadique, elle est à deux. Il n'y a pas de modèle dans le monde où vous faites un marché commun avec une superpuissance multidimensionnelle et à deux. Donc, il faut pouvoir garder une cohésion au nord de la frontière américaine pour pouvoir dialoguer sur tous ces dossiers qui vont être de plus en plus complexes, surtout si le Mexique entre où croyez-vous... Si on n'arrive pas à savoir ce qu'on veut face à ce triangle et qu'on ne le fait pas de façon convergente. Autonomes, on est convergents; il faut trouver des convergences.

(11 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Je comprends. Est-ce que ça répond à votre question, M. d'Anjou?

M. d'Anjou: Oui. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons à M. Gabriel Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Soldatos, à la page 4 de votre mémoire, vous nous dites, aux deux dernières lignes: "Il est impératif de pouvoir, au Québec, arriver rapidement à un modèle consensuel de changement à faire approuver par la population." Je vais vous poser ma première question et j'aimerais que vous y répondiez par un oui ou par un non parce que j'ai une séquence. Est-ce que vous, personnellement, vous aimeriez que, dans un futur référendum, la population du Québec soit consultée sur cette proposition du Canada des régions, qui est véhiculée par d'autres également au Québec et au pays? Est-ce que vous aimeriez, personnellement, que les Québécois soient sondés, qu'on leur pose la question sur cette structure, cette nouvelle structure politique des quatre régions, oui ou non?

M. Soldatos: Essayez de ne pas me poser une question référendaire, oui ou non, parce qu'il ne s'agit pas de voter, aujourd'hui, il s'agit de répondre à ça.

M. Desjardins: Oui, mais est-ce que vous êtes d'accord avec la tenue d'un référendum à la suite des audiences de la Commission et de la décision du gouvernement du Québec? Oui. Allez.

M. Soldatos: La notion de référendum... Je vous répondrai, mais ma réponse ce n'est pas... Elle n'a aucune importance, ce qui est important, c'est le contenu.

M. Desjardins: Dans le contenu du référendum, est-ce que vous aimeriez que votre option de ce nouveau Canada des régions soit présentée à la population du Québec, oui ou non?

M. Soldatos: Les référendums, dans les cas d'association économique, existent. Le Danemark en a fait, la Grande-Bretagne en a fait. Il est normal qu'on demande à la population ce qu'elle pense d'une forme de société qu'on veut créer. Ça, c'est normal.

M. Desjardins: Donc, vous seriez d'accord avec...

M. Soldatos: L'idée d'une consultation...

M. Desjardins: ...la consultation sur cette option-là.

M. Soldatos: Sur quelle option?

M. Desjardins: Celle que vous... Le Canada des quatre régions, du Québec, de l'Ontario, des Maritimes...

M. Soldatos: Voilà. Je réponds à ça. Il y a un danger. Si vous dites à la population: Étes-vous... Si, disons, le Danemark ou la Norvège,

lorsqu'elle a signé l'accord du Marché commun, elle a fait un référendum en disant: Voilà notre entente, voulez-vous l'avoir? Les Norvégiens ont dit: Non. Mais il y avait un contenu précis.

Quand on dit qu'on veut faire une association, on ne sait pas si c'est une association de libre-échange, marché commun, union monétaire, union économique. On ne sait pas ce qui va sortir des négociations. Moi, je suis pour l'idée de dire à la population: Voilà un contenu de proposition précis, il y a un consensus, voulez-vous l'avoir? Mais faut-il encore qu'il soit un peu négocié avec les autres, parce que...

M. Desjardins: Alors, vous allez convenir que présenter une proposition comme celle-là aux gens du Québec, en arriver rapidement à un modèle comme celui-là, il faut également savoir ce que le Canada anglais va en penser de cette proposition-là, puisqu'il s'y retrouve dans cette proposition-là. Donc, on peut difficilement imaginer comment on peut arriver rapidement à présenter à la population du Québec un modèle de structure politique comme celui que vous nous proposez. Je ne suis pas tout à fait sûr que le Québec, actuellement, soit mûr pour bien comprendre et bien saisir cette nouvelle structure-là, pas plus que le Canada anglais. L'idée est louable, comme je vous l'ai dit, elle est véhiculée par d'autres, mais ça prendrait un certain temps avant d'être capable de soumettre la population du Québec à une question aussi importante et de façon très lucide.

M. Soldatos: Les peuples qui sont pressés, l'histoire indique qu'ils n'arrivent pas à leur but. Les peuples qui sont motivés et galvanisés arrivent à leur but. Donc, pour moi, négocier un projet de société avec celui avec lequel on veut le réaliser, ça ne me gêne pas. Ce qui est dangereux, c'est comme ce qui s'est passé il y a plus d'une dizaine d'années. Vous dites: L'association? Les autres, même pour des raisons stratégiques, n'ont qu'à vous dire: Non, on n'en veut pas de ça, vous coupez l'herbe sous les pieds, votre option, votre référendum n'a aucune importance. Je crois que ce qui est important, surtout qu'il y a cette complexité, j'essayais de le démontrer, l'union économique et monétaire, institutions, tout ça, il faut préciser les choses davantage. Si la Commission réussit à préciser les choses, il faudrait encore... On peut consulter la population comme on peut, plus tard, lui demander de ratifier un choix de négociation. Il peut y avoir deux étapes. En Italie, lors des dernières élections, il y a eu une consultation, un référendum, parallèlement aux élections sur l'union monétaire économique. Et les Italiens ont dit, en grande majorité, qu'ils sont pour. C'était un référendum de consultation. Il peut y avoir un référendum de ratification d'un accord qui serait conclu avec les autres.

Qu'il y ait un référendum de consultation

sur une option qui est consensuelle à cette Commission et à l'Assemblée nationale, je ne vois pas pourquoi on pourrait dire non. Si, par contre, on veut et il faut arriver à un référendum de ratification, à un moment donné, de ce qu'on a à donner à la population concrètement parce qu'on pense qu'on pourrait négocier et que les autres accepteraient ou pas, etc., ça n'a aucune importance. Si on a un contenu, il faut arriver à demander à la population de se prononcer sur cette question-là parce qu'elle est fondamentale.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à M. Beaudry.

M. Beaudry: M. Soldatos, à la page 20 de votre mémoire, vous parlez d'une possible fragmentation du Canada, dans le contexte d'une séparation du Québec. Vous dites également, dans ce même chapitre, qu'on sous-estime possiblement la capacité d'Ottawa de négocier ou de livrer la marchandise au Québec, en ce sens que vous vous questionnez à savoir si Ottawa aurait la capacité juridique de négocier avec le Québec une fois l'indépendance proclamée. J'aimerais vous entendre là-dessus. Et pourquoi nous dites-vous ça?

M. Soldatos: J'ai écrit là-dessus, et ça a fait un peu fortune, l'idée qu'une des variables fondamentales d'une intégration fédérale internationale, c'est la capacité d'adaptation et de réponse des dirigeants. Si vous avez des gouvernements instables, des gouvernements sans leadership, des élites sans orientation, il n'y aurait pas d'Europe communautaire, par exemple. Ça a toujours pris des élites capables de mener, de surmonter les difficultés. Nous parlons du Canada anglais et Québec. Regardez les communautés européennes après une guerre mondiale. Elles ont surmonté, j'imagine, sûrement plus de choses qui les séparaient que nous. Il y a eu des cadavres entre elles. Donc, il faut une capacité d'adaptation et de réponse.

Il est certain qu'on remarque, depuis l'histoire du lac Meech, qu'il y a une fragmentation non seulement culturelle ou autre, au Canada anglais. Il y a un problème au niveau de la capacité d'un gouvernement central fédéral de délivrer une marchandise sur laquelle il s'est engagé, et d'autre élites provinciales, à certains niveaux, on s'en est rendu compte aussi dans les autres provinces.

Donc, cette réalité est là, elle va rester. Ceux qui pensent qu'il faut un espace économique et monétaire – et il y a, je crois, un vaste consensus ici – doivent tenir compte que, pour négocier ça, ce ne sera pas facile parce qu'il y a une fragmentation de l'autre côté. Ce qu'il faut faire, c'est essayer justement de ne pas attiser les passions, mais essayer de dire froidement: Voilà un contenu d'un système proposé. Plutôt

que ça s'appelle comme ça, ça s'appelle autrement. Il y a toute une "idéologisation" du débat qui s'est faite et qui ne crée pas...

M. Beaudry: Moi, je ne vous parle pas, M. Soldatos, au niveau de la difficulté de la négociation. Je vous parle au niveau de la juridiction, du droit qu'Ottawa a ou n'a pas de négocier la séparation avec le Québec ou les pouvoirs que Québec voudrait possiblement rapatrier. Dans votre opinion, est-ce que je saisis bien votre mémoire à l'effet qu'Ottawa, possiblement, du fait que le Canada serait disloqué ou serait démantelé de la province de Québec... Est-ce que, dans votre opinion, Ottawa a toujours cette juridiction de négocier par la suite avec Québec des différentes compétences ou d'autres choses, sans que la part des autres provinces parvienne à participer à cette négociation-là?

M. Soldatos: Moi, je ne suis pas très optimiste sur l'idée de négociation à plusieurs. Je pense qu'en marge du système constitutionnel, on peut toujours, rien n'empêche des élites politiques de négocier sur certaines choses. Je pense qu'en marge des procédures existantes, il y a un pouvoir central qui a une responsabilité. Est-ce qu'il est prêt à voir si ce que nous proposons lui convient pour qu'il puisse le véhiculer? Qu'il le véhicule à sa façon, d'abord politiquement et, après, juridiquement. Je crois qu'il faut véhiculer les choses sur le plan politique avant de les véhiculer sur le plan juridique.

M. Beaudry: Mais est-ce que vous nous dites qu'il doit le véhiculer sur les plans politique et juridique avant de donner une réponse ou si ce n'est pas nécessaire de le véhiculer? C'est ça qu'est la question.

Le Président (M. Jean Campeau): Ce sera votre dernière intervention, M. Beaudry.

M. Beaudry: Oui, je comprends, mais j'essaie d'arriver à ma réponse. Ha, ha, ha!

M. Soldatos: Il doit le faire d'abord pour comprendre ce que le Québec veut. Il faut qu'il puisse négocier avec le Québec pour comprendre avant de parler aux autres. S'il ne le fait pas – je ne peux pas vous dire qu'il le fera ou qu'il pourra le faire – je vois difficilement ce type de restructuration profonde se faire dans un contexte d'une fragmentation à plusieurs acteurs. C'est ça que je dis. Je ne dis pas... Je n'ai pas une boule de cristal. Je crois que si on a ici un projet, il faut pouvoir le présenter. S'il n'y a personne pour le recevoir, on en tire les conclusions. S'il n'y a personne pour le recevoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Professeur Soldatos, il me fait plaisir, au nom du gouvernement, de vous souhaiter la bienvenue à cette Commission. Merci d'avoir accepté de témoigner devant nous. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. Vous êtes un spécialiste de l'étude de notre fédéralisme, en particulier en ce qui regarde les relations internationales. Vous avez beaucoup étudié, enseigné et vous nous proposez, comme nouveau modèle, un fédéralisme de quatre régions: les provinces de l'Ouest, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Alberta et le Manitoba; l'Ontario, une autre région; le Québec, une autre région; et les provinces de l'Atlantique, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve, une quatrième région. C'est une idée qui n'est pas nouvelle, c'est une idée qu'on discute depuis très longtemps, qui est même, je dirais, dans la Constitution canadienne, si on se réfère au Sénat. Le Sénat a été pensé, a été articulé dans son évolution même en fonction d'une représentation régionale de quatre grandes régions canadiennes.

Professeur Soldatos, je veux vous confier quelque chose. Lorsqu'on a voulu récupérer le droit de veto du Québec, qui avait été perdu en 1982, lorsqu'on a voulu le récupérer avec l'entente du lac Meech, on a voulu proposer une formule d'amendement un petit peu semblable à la formule qu'on appelle de Victoria, c'est-à-dire avec des droits de veto fondés sur les quatre régions canadiennes. Je vais vous dire que la réaction que nous avons eue, de toutes les provinces, a été très vive, très catégorique: Non, ce genre de fédéralisme, nous n'en voulons plus. L'Alberta n'est pas intéressée à ce que des décisions soient imposées par ses trois autres partenaires de la région de l'Ouest; la Nouvelle-Écosse ou une autre province de l'Atlantique, pas plus, et c'est comme ça qu'on est arrivé à la situation de Meech, avec des droits de veto au niveau des institutions pour chacune des provinces.

Quand je me réfère à votre mémoire, en particulier à la page 21, lorsque vous dites: "Pour ce qui est des compétences de l'union – donc, l'union canadienne avec ces quatre régions – elle hériterait de celles du système fédéral actuel", alors, là, j'ai un petit peu de difficultés à vous suivre. Qu'est-ce que vous nous proposez? Est-ce que vous nous proposez une formule de statu quo légèrement retouchée?

M. Soldatos: À quelle page, M. le ministre?

M. Rémillard: Page 21. Ou si, vraiment, vous nous proposez une structure politique nouvelle susceptible d'apporter ce renouveau au fédéralisme, qui serait capable de satisfaire le Québec?

M. Soldatos: Je commence par le dernier

point. Quand je dis "hériterait du système fédéral actuel moins des compétences à transférer aux membres de l'union", ça voudrait dire, évidemment, que les compétences existent. On sait que les États s'occupent de tel ou tel aspect. Ce que je veux dire: Le fédéral s'occupe d'un certain nombre de choses, les provinces s'occupent d'un certain nombre de choses. Dans un système d'union, d'un lien politique à créer, on prendra des compétences qui existent, on va les décentraliser, on va les répartir, on va les mettre en commun, on va les articuler, mais on ne va pas imaginer des compétences qui n'existent pas dans le système fédéral actuel. Quand je dis "fédéral", ce n'est pas au niveau central. Un système fédéral, c'est les deux niveaux de gouvernement, j'entends. Donc, il faudrait prendre l'ensemble des compétences qui existent ici comme en Europe ou comme ailleurs — on n'invente pas des compétences en politique économique, monétaire, etc. — et les répartir. C'est ce que je voulais dire. Donc, ce n'était pas de prendre ce qui est donné à Ottawa, etc., et de le remettre en tant que tel, sans changement.

Deuxième point. Je ne veux pas être le parrain du système. Je l'appelle l'union économique canadienne. Vous dites "fédéralisme", d'autres disent... Je dis un système supranational où l'union économique et monétaire est assise sur des institutions fortes, rationnelles et démocratiques. Mais non! Vous l'appellez comme vous voulez, moi, je l'appelle supranational et c'est justement pourquoi, en Europe, ils ont dit "règlement" plutôt que "loi", à Bruxelles, pour ne pas heurter la sensibilité nationale des pays membres. Mais, en effet, les règlements sont des lois. C'est un "understatement", comme disent nos amis anglais. Donc, si vous l'appellez... Moi, je l'appelle supranational.

Autre point: le veto, etc. Moi, je crois que la difficulté, c'est quand vous essayez de rentrer dans la même dynamique. Il y a une difficulté à pouvoir convaincre les autres, parce que, après tout, le veto, ce qu'ils appellent les réformes à la pièce, "piecemeal", et l'Europe a refusé. L'Europe a été tentée dernièrement de faire l'union monétaire sans la Grande-Bretagne, elle a été tentée de faire l'Europe à deux vitesses, à géométrie variable. Mais on a résisté à la tentation du fait qu'il ne faut pas faire à la pièce les changements.

S'il y a un ensemble de projets, c'est cet ensemble de projets dans sa logique qui pourrait s'imposer. Je ne pense pas que les sociétés soient suicidaires, dont la société canadienne anglaise, pour dire la politique du tout au rien. Si le Québec a un projet cohérent, rationnel et démocratique à proposer, il faut là-dessus se battre pour le négocier. Si les autres n'en veulent pas, il est plus facile d'accepter un projet qui a une logique, qui est nouveau, qui est innovant, qui est porteur vers le troisième millénaire, que de revenir à des choses à la

pièce sur lesquelles le contexte actuel et constitutionnel permet de riposter, de traîner, etc.

Je crois que si c'est une volonté innovatrice et innovante, c'est là-dessus que la bataille se fera plutôt que sur des aspects sectoriels. Alors, le sectoriel est parfois beaucoup plus difficile à négocier que le global. Si votre système est logique... On a accepté le libre-échange ici majoritairement après plus d'un siècle de réponses basées sur la crainte politique essentiellement. On n'a pas toujours regardé l'aspect économique. Il y a des évolutions dans les sociétés. La nôtre aussi, on a brisée, il y a eu rupture. Je ne me prononce pas sur le bien-fondé de la rupture, mais je dis que la société québécoise comme canadienne dans l'ensemble a accepté quelque chose qui était inadmissible dans l'histoire du pays par rapport aux relations canado-américaines, ce continentalisme. Donc, si on acceptait le continentalisme, je pense que, mais c'est ma réponse.

M. Rémillard: Vous recherchez un espace économique solide pour le développement économique canadien des Québécois. Dans tous les sondages, c'est une donnée qui apparaît. Les Québécois, les Québécoises veulent une garantie de leur évolution économique. Et vous avez parfaitement raison de rechercher cet espace économique qui nous permettrait de nous développer. Mais j'essais de voir l'ampleur des changements que vous nous proposez et, en particulier, je me réfère toujours à votre mémoire à la page 10, vous posez une question. J'ai un peu de difficultés à voir la réponse. La question que vous nous posez est celle-ci: à la page 10, au milieu de la page, vous écrivez ceci: "Fédéralisme et souveraineté-association: Aux antipodes ou à l'intersection?" Quelle est la réponse à la question que vous nous posez?

M. Soldatos: À l'intersection. J'ai essayé longuement et ça fait une dizaine de volumes que j'ai eu à écrire sur ces réalités quasi fédérales du système de la Communauté européenne. J'ai dit que les lois communautaires priment les lois des États membres dans le domaine de la Communauté. J'ai dit qu'on décide à la majorité. J'ai dit qu'il y a une cour de justice qui peut condamner les États membres pour désobéissance. Il y a une cour de justice qui a déclaré qu'il y a primauté du droit communautaire sur les droits nationaux. J'ai dit qu'il y a une commission qui, seule, légifère, la commission des 17 experts qui n'est nullement contrôlée par les gouvernements des États membres. C'est celle qui peut légiférer en termes de proposition. Le Conseil ne peut rien faire de gouvernements souverains, le Conseil des représentants des États membres.

Pour moi, il y a une intersection. L'Europe est une mise en commun de droits souverains dans certains domaines avec des institutions à

caractère fédéral au niveau de la gestion de ces droits souverains. Mais il y a des choses qui restent au niveau des États. Il y a une dynamique, il y a des enseignements, il y a une intersection. On ne peut pas dire que c'est de la souveraineté ou c'est de l'association, la Communauté européenne. Il y a un mélange innovant qui, malgré les difficultés, progresse, on le voit, progresse vers... on a élu un Parlement au suffrage universel tandis que le Traité de Rome ne parlait que d'assemblée, même pas d'assemblée parlementaire, on utilisait le terme "assemblée", même le mot. Et puis on l'a rebaptisé par le mot "européen" dans les faits, mais formellement, c'est l'Acte unique de 1986 qui l'appelle Parlement européen et il n'est élu que depuis 1979.

Voyez le chemin. Le terme faisait peur d'une Assemblée ou d'un Parlement. Le terme d'une loi plutôt que règlement. Donc, moi, je crois aux intersections. 12 pays quand même importants du monde industriel ont fait des choses. Et je remarque aussi que ce n'est pas une question d'élite politique, d'élite sociale. Je regarde le groupement socialiste, le groupe parlementaire socialiste du Parlement européen, qui est le plus important Parlement européen. Jean-Pierre Cot, qui est son chef, a dit: Il faut l'Europe communautaire en termes d'union économique et monétaire, en termes d'institutions fortes pour qu'il y ait des politiques sociales qui soient prises parce que la libre circulation des facteurs de production sans politique d'accompagnement social et régional, c'est la catastrophe pour la PME, c'est la catastrophe pour les régions faibles, c'est la catastrophe pour les travailleurs. Donc, il faut des gens qui légifèrent par des politiques d'accompagnement de l'ouverture des espaces et il faut des institutions qui le fassent et qu'elles soient fortes pour le faire.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette beaucoup, M. Rémillard. Le temps est malheureusement écoulé. Alors, M. le professeur, merci de l'éclairage apporté aux membres de cette Commission.

M. Soldatos: Merci.

(Suspension de la séance à 11 h 36)

(Reprise à 11 h 38)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant le professeur Rodrigue Tremblay, à titre d'expert. Je pense que M. Tremblay n'a pas besoin d'introduction. La durée de l'audience sera, tout comme la précédente, d'une heure et, M. Tremblay, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire. C'est à vous.

M. Rodrigue Tremblay

M. Tremblay (Rodrigue): Merci beaucoup, M. le Président. M. le Président, M. le coprésident, MM. les ministres, Mmes et MM. membres de la Commission, j'avais préparé des notes qui auraient pu s'étendre sur au moins une demi-heure. Puisque vous êtes assez généreux pour me donner quand même 10 minutes, je vais essayer de résumer les deux documents que j'ai déposés devant la Commission: un document mémoire qui a été déposé au mois d'octobre et un rapport d'experts qui a été déposé au mois de novembre. Mes raisonnements seront, par nécessité, assez sommaires, mais j'espère avoir l'occasion d'élaborer davantage sur divers points que vous aurez l'amabilité de soulever lors de la période de questions.

Je dois dire tout d'abord que 1991, si on se situe un peu au plan historique, est une année historique au plan politique et constitutionnel pour le Québec. C'est en 1791, en effet, que nous avons eu notre premier gouvernement responsable avec l'Acte constitutionnel, lequel Acte constitutionnel complétait l'Acte de Québec de 1774 qui avait accordé aux Canadiens français du temps des droits civils au niveau de la langue et de la religion, mais ce n'est qu'en 1791 que nous avons obtenu des droits politiques d'accepter les taxes et les lois passées par un Conseil exécutif, colonial à l'époque, évidemment. Cet Acte constitutionnel s'était produit, assez curieusement, après une vaste consultation que le gouverneur du temps, le gouverneur Carleton, appelé Lord Rochester, avait faite pour aboutir à un changement politique majeur pour l'époque.

Rapidement en ce qui concerne les régimes politiques parce qu'on a tendance à regarder les régimes politiques courants comme étant fixés dans le ciment, le Québec a traversé au moins quatre régimes politiques depuis son existence, depuis que nous sommes sur cette vallée du Saint-Laurent. Nous avons vécu sous le régime de la colonie française pendant au-delà de deux siècles, nous avons été une colonie britannique pendant au moins un siècle et nous sommes, depuis 1867, dans le cadre d'un système confédéral ou fédéral, depuis l'Acte de la Constitution de 1867. Depuis 1982, eh bien, nous sommes un peu dans les limbes constitutionnels, étant donné que nous avons une Constitution qui a été rapatriée de la Grande-Bretagne, qui a été modifiée et qui a réduit les pouvoirs du Québec dans certains domaines, mais qui n'a pas été entérinée par le gouvernement qui devait négocier ce rapatriement et ces réaménagements.

J'en viens rapidement à la question fondamentale ou aux questions fondamentales qui confrontent la Commission. Quel est le problème politique du Québec? Quel est le problème constitutionnel? Et quelles sont les solutions que j'appelle légitimes, réalistes et exclusives entre lesquelles la population devrait trancher dans une

éventuelle consultation? Le problème politique se résume assez rapidement. Je crois que dans le système politique canadien actuel, il y a deux nations, mais le système est construit comme s'il n'y en avait qu'une seule. De là la confusion, de là les perceptions différentes que l'on a, selon que l'on est au Canada anglais ou au Québec, de ce système politique. Au Canada anglais, on parle de moins en moins de la Fédération canadienne, mais on parle plutôt de "the Nation", la nation, comme aux États-Unis on parle de la nation, comme on parle, en France, de la nation. Au Québec, on utilise aussi le mot, on a l'Assemblée nationale. Le réseau CBC parle de "national" pour désigner son émission. De toute évidence, on parle de deux nations bien différentes. Lorsque Jean Lesage parlait de l'État du Québec, de la nation du Québec, c'était, évidemment, la nation du Québec, alors qu'au Canada anglais, "the Nation" se définit comme étant le Canada dans sa totalité.

Or, la composition démographique du Canada a beaucoup changé depuis 1864 et depuis 1867. Ceci me fait sourire quand certains membres de la communauté universitaire viennent vous proposer de revenir à cet état d'esprit qui existait en 1864. C'est que la composition démographique, maintenant, fait en sorte que les Anglo-Saxons au Canada anglais sont très fortement minoritaires. Le Canada anglais, maintenant, comprend des gens qui viennent de toutes les parties du monde et comment voulez-vous qu'un Ukrainien canadien, qu'un Hindou canadien, qu'un Italo-Canadien, que quelqu'un qui vient de la Jamaïque accepte qu'une société distincte francophone puisse exister, alors que lui-même se considère parfaitement distinct à l'intérieur de cette grande mosaïque ou de ce grand melting-pot qu'est devenu le Canada?

Donc, il y a ce défaut de perception qui est fondamental et qui a émergé lors du débat sur l'entente du lac Meech. Le peuple canadien-anglais, dans les groupes de discussion, disait: Ils veulent être distincts, mais nous aussi, on est distincts à Terre-Neuve; nous aussi, on est distincts au Manitoba. Pourquoi seraient-ils plus distincts que nous? Et à juste titre, puisque l'anglais, pour bien des gens du Canada anglais, est devenu la deuxième langue, est une deuxième langue.

Parlant de cette mosaïque qui a changé beaucoup au Canada anglais, je vous cite un chiffre que le démographe Jacques Henripin me mentionnait récemment: 37 % de la population de la ville de Toronto est née à l'extérieur du Canada. Or, nous avons un Canada anglais, maintenant, qui est beaucoup différent de celui qui existait en 1864 et en 1867. Dans ce système canadien, évidemment, les francophones, les gens du Québec ou les francophones de l'extérieur du Québec sont considérés comme une minorité parmi d'autres. Il y a peut-être quelques droits historiques un peu plus précisés dans un texte,

l'Acte de 1867 et celui de 1982, mais, dans le fond, c'est une minorité comme les autres qui, avec le temps, gardera, évidemment, certaines de ses caractéristiques, mais qui devrait normalement fusionner dans ce tout canadien.

J'ai reçu il y a quelques jours un texte d'un de mes collègues les plus éclairés du Canada anglais, l'économiste Richard Lipsey. Dans une conférence qu'il prononçait à Vancouver, le 13 décembre, je crois qu'il résume beaucoup le fond du problème pour les Canadiens anglais face au Québec. Il disait, dans cette conférence, et je vais vous citer le texte en anglais: "In my view, the battle of Québec to preserve the French language and culture will probably be lost over the next 50 to 100 years." C'est un peu le sentiment que des gens éclairés au Canada anglais ont. Ils se disent qu'avec la globalisation des marchés, avec la continentalisation de l'économie, avec ce pouvoir des médias maintenant qui pénètrent dans les foyers quotidiennement, avec les vagues d'immigration qui vont continuer de se faire et de s'accélérer probablement à cause des troubles qui existent à travers le monde, le Canada va devenir un grand pays de 50 000 000 ou 60 000 000 d'habitants dans trois quarts de siècle et, évidemment, ça va être très difficile pour les Québécois de vouloir continuer d'être une société distincte francophone en Amérique du Nord.

J'avoue, M. le Président, MM. les membres de la Commission, que je suis passablement d'accord avec cela. Je crois que lorsque les Québécois atteindront un seuil minimal dans le tout canadien, que je situe environ à 20 %, qui devrait se poursuivre, être atteint aux environs de l'an 2050, 2060, il y aura une pression énorme pour que les Québécois s'associent au tout nord-américain et c'est un tout anglophone. Je vous donne simplement une remarque en passant. À l'Université de Montréal, qui est la plus grande université québécoise et une des plus grandes universités francophones au monde, dans mon département, 95 % de tout ce qui se publie présentement se publient en anglais et c'est la même chose dans les autres départements scientifiques: la chimie, la physique. Donc, imaginez-vous ce que ce sera en l'an 2025 ou en l'an 2030.

Donc, c'est ce problème d'être une société distincte en Amérique du Nord, qui est posé au plan politique, à savoir si on doit demeurer distinct en étant une province, dans un système pancanadien de 10 provinces et bientôt de 12 provinces, ou si le Québec doit devenir un État souverain sur son territoire avec toutes les interrelations évidemment du tissu économique, commercial, financier et monétaire qui sont nécessaires.

Maintenant, le problème constitutionnel, je ne veux pas m'étendre beaucoup sur cela. Nous vivons dans une situation absolument inacceptable, c'est-à-dire que nous sommes parmi les

peuples du monde civilisé un des seuls qui vit sous une Constitution qui lui a été imposée. La Constitution de 1982 ressemble un peu à ce qui s'est produit en 1840 lorsque le Québec avait été fusionné de force avec l'Ontario et la langue anglaise imposée dans les textes légaux pendant 27 ans: de 1840 à 1867. Donc, nous sommes devant une situation qui n'est pas acceptable et je pense que personne n'est venu vous dire devant cette Commission que le statu quo actuel, le statu quo constitutionnel était acceptable.

Le Président (M. Jean Campeau): Je comprends que votre texte est intéressant, mais les membres voudraient bien vous poser des questions. Alors, est-ce que vous pourriez conclure pour donner le temps?

M. Tremblay: Je conclus finalement en disant... Et il va falloir, si on refuse le statu quo, et je crois qu'il faut refuser aussi l'indépendance immédiate et unilatérale pour toutes sortes de raisons que j'élabore dans les deux textes, mais, finalement, il n'y a que deux options réalistes légitimes et exclusives. Ou on décide de négocier dans le cadre de la Constitution actuelle de 1982 qui établit des paramètres, c'est-à-dire qu'il y a 10 gouvernements provinciaux et un gouvernement central et les articles 48 et 38 de la Constitution établissent quand on peut changer cette Constitution et comment. Il s'agirait d'avoir une liste de pouvoirs à transférer, ou à échanger, ou à réaménager avec le gouvernement central et avec ceux des autres provinces et c'est tout à fait légitime de le faire. Le problème avec cela, c'est qu'on a l'expérience des négociations du lac Meech qui montrent qu'il y a très peu d'appétit au Canada anglais pour faire un bouleversement politique majeur, du moins en ce qui concerne le Canada anglais.

L'autre option fondamentale finalement, c'est qu'étant donné que nous ne sommes pas, entre guillemets, politiquement dans cette Constitution, même si, légalement, elle s'applique au Québec, c'est de refuser de vouloir y rentrer, de plutôt établir le principe que le gouvernement du Québec, un des plus vieux Parlements au monde avec celui de l'Islande, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, est le Parlement souverain du Québec sur le territoire, en ce qui concerne les lois, les taxes et les traités, et établir avec le Canada anglais une solution logique pour le maintien et le renforcement du tissu économique, commercial, financier et monétaire qui lie toutes les régions du Canada.

Ce choix doit être fait par la population. Je ne crois pas que vous, comme Commission, 36 membres bipartisans et bicorporatistes, deviez faire des efforts particuliers pour trouver une formule magique entre ces deux options. Les intérêts sont divergents dans la population. Nous ne vivons pas dans une société totalitaire. Ce

serait très dangereux, à mon avis, qu'une commission comme la vôtre arrive à une unanimité de décision sur un sujet aussi fondamental que l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Tout ce que vous pouvez faire, c'est de trouver des consensus dans quatre domaines, c'est-à-dire sur la problématique, sur les problèmes du Québec au plan politique et constitutionnel, sur les grandes options que j'appelle légitimes, réalistes et exclusives, comment la population souveraine doit trancher entre ces grandes options, entre ces grands cheminements qui sont, évidemment, exclusifs l'un par rapport à l'autre et, finalement, vous devez aussi vous mettre d'accord sur l'urgence ou non de se prononcer. Sur ces derniers points, je ne crois pas que l'on puisse faire durer ce genre de réflexion trois ou quatre ans. L'incertitude, ce pourrissement qui peut se produire, ne bénéficierait à personne, ni au Québec ni au Canada anglais. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, nous allons à la période d'interventions. J'ai plusieurs interventions dans le groupe des membres. Si chacun pose des questions rapides et claires et si je peux demander votre aide pour répondre d'une façon assez courte, nous pourrons passer tout le monde. Première intervention, Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. M. Tremblay, j'ai trouvé votre mémoire très révélateur, ainsi que les commissaires, et ça me fait penser que c'est dommage de ne pas avoir porté plus d'attention quand j'ai suivi mon cours d'économie au deuxième cycle, étant donné que je suis ici.

Québec a beaucoup réussi en matière économique mais je voudrais savoir, à la page 25, vous dites que l'identité québécoise et le niveau de vie québécois peuvent être consolidés et garantis, si le gouvernement du Québec assume la plénitude des pouvoirs d'un État politiquement souverain. Est-ce que nous pouvons vraiment garantir quelque chose comme ça? Selon moi, c'est un souhait et, moi, je le souhaite aussi, mais garantir, ça me semble un peu fort.

M. Tremblay: Vous avez sans doute raison que rien n'est garanti dans ce bas monde. Sauf que, comme je le développe dans ce rapport d'expert, la notion que la prospérité et le niveau de vie des citoyens dépendent des gouvernements est une notion très socialiste et très socialisante qui ne tient pas dans les faits. Le niveau de vie de la population dépend des unités de production sur un territoire. Et il est évident, que l'on change quelques virgules dans des textes constitutionnels ou qu'on change des ententes politiques et constitutionnelles, que ceci ne change rien au stock de ressources naturelles dont on dispose, au stock de capitaux dont on

dispose et au stock de technologies dont on dispose. Ce qui est dangereux, c'est que souvent les gouvernements sont... S'ils ne sont pas source de richesse, ils peuvent être source de pauvreté. Et ma plus grande préoccupation – et je suis certain que mes collègues économistes vous en ont fait part lorsqu'ils sont venus témoigner – c'est cette énorme dette maintenant que le gouvernement fédéral a accumulée, avec un service de la dette qui est en train de gruger le budget annuel et qui risque de mettre en péril, dans les prochaines années, les services sociaux auxquels la population s'attend.

Je regardais récemment les chiffres des années trente. J'ai été frappé par le fait qu'en France, en 1935, 40 % du budget des dépenses était consacré au service de la dette. Or, le gouvernement canadien se dirige rapidement vers ce pourcentage, et c'est étonnant que...

Mme Campbell Steer: Je suis d'accord avec vous que le niveau de la dette est vraiment...

M. Tremblay: J'ai beaucoup de difficulté à entendre parce qu'il y a beaucoup de réverbération. Pourriez-vous parler un peu plus fort, madame?

Mme Campbell Steer: J'ai dit que vous avez vraiment raison quand vous parlez du niveau de la dette, du déficit et de l'effet que ça a sur l'économie québécoise et nationale. Mais je voulais aussi revenir à la page 12 de votre mémoire où vous dites: En autant que l'économie du Québec est compétitive et intégrée commercialement... Je voulais peut-être juste mettre un peu plus d'emphasis ou vous demander de mettre un peu plus d'emphasis sur votre idée de concurrence ou de compétitivité parce que, selon moi, vous nous laissez avec un "big if". Parce que nos niveaux de salaire sont assez hauts, selon moi, nos bénéfices marginaux devraient continuer à être aussi hauts qu'ils le sont à ce moment-ci; mais ils sont plus hauts qu'aux États-Unis. Notre coût de financement est plus élevé. Selon moi, la seule chose qu'il nous reste à ce moment-ci à améliorer, c'est notre productivité québécoise.

M. Tremblay: Je suis tout à fait d'accord avec vous.

Mme Campbell Steer: Pourquoi pensez-vous que notre taux de productivité va s'améliorer ou est-ce qu'il y a des possibilités que vous aimeriez mettre de l'avant pour nous? Parce que, selon moi, c'est presque le seul outil qu'il nous reste.

M. Tremblay: C'est une très bonne question que vous soulevez. Évidemment, je viens juste de terminer la rédaction d'un chapitre d'un livre qui sera publié au mois de mars sur ce sujet, sur le sujet de la productivité. Dans le cas du Québec,

nous avons fait beaucoup de progrès au niveau de la productivité, par conséquent au niveau du niveau de vie. Nous avons un écart entre le Québec et l'Ontario qui s'approchait de 20 %, au désavantage du Québec, il y a 25 ans. Maintenant, l'écart entre le Québec et l'Ontario n'est plus que de 6 %. Donc, au niveau industriel, au niveau du secteur privé de la production, nous avons fait des progrès énormes. Ma prédiction, c'est qu'en l'an 2000, avec le traité de libre-échange nord-américain qui nous force à devenir plus compétitifs, la fusion d'entreprises, l'allongement des lignes de production à l'intérieur des entreprises, nous devrions atteindre un niveau de productivité qui va se rapprocher de celui de l'Ontario et de celui des États-Unis.

Par contre, la productivité, ça ne comprend pas uniquement les coûts de production privée, mais ça comprend aussi les coûts des services publics fournis par les gouvernements. À ce chapitre, c'est là, je pense, que le bât blesse. Nos secteurs publics, à Ottawa comme à Québec, ont besoin d'augmenter leur productivité afin de fournir des services à l'économie qui coûtent moins cher en termes de taxes et d'impôt parce que, finalement, ceci pénalise, ça devient des coûts de production pour nos producteurs, nos entreprises. Ces deux paliers de gouvernement, lorsqu'il y a deux patrons au-dessus d'un même système, le danger, c'est que... Il y a diviser pour régner et, finalement, le statu quo a tendance à se perpétuer. Il va falloir, au Québec comme dans les autres régions du Canada, mais au Québec en particulier parce que l'économie québécoise est très dynamique présentement, que le secteur public devienne, lui aussi, très efficace afin que l'ensemble de l'économie soit elle-même efficace.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous allons maintenant à M. Dufour, qui sera suivi de M. Nicolet.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Louis Bernard, un expert, s'est présenté devant nous avant Noël et, dans ses réflexions, nous a dit s'inquiéter qu'éventuellement le Canada se disloque, suite à une éventuelle déclaration d'indépendance du Québec. Pour être honnête avec sa franchise, il disait: Ça ne nous empêche pas, quand même, d'aller selon notre voie. Mais il avait quand même cette préoccupation importante. Comment réagissez-vous à cette préoccupation de Louis Bernard?

M. Tremblay: J'ai reçu le texte de M. Louis Bernard; il a eu l'amabilité de m'en faire parvenir une copie. Je ne suis pas aussi pessimiste que lui, en ce sens qu'au Canada anglais les sondages démontrent que moins de 10 % de la population souhaiteraient joindre politiquement les États-Unis d'Amérique. C'est que les États-Unis d'Amérique sont impliqués dans des guerres

partout à travers le monde. Ils ont beaucoup de responsabilités. Je ne crois que les jeunes Canadiens anglais voudraient être soumis à la conscription américaine. Je crois que ce sentiment est assez profond, que même un parti assez indépendantiste, entre guillemets, comme le Reform Party de l'Alberta, ne propose pas que le Canada anglais se disloque. Par contre, je crois que pour autant que le Canada anglais veuille demeurer distinct des États-Unis – et je crois que c'est tout à fait légitime même si on a des collaborations très étroites avec les États-Unis – le Canada anglais a intérêt à collaborer avec le Québec, un peu comme le disait le professeur Soldatos tout à l'heure, comme les pays du Benelux collaborent les uns avec les autres en plus de collaborer à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

M. Dufour: Vous allez beaucoup moins loin que M. Bernard, si je vous comprends bien. Mais dans l'hypothèse où ce serait une possibilité, est-ce que vous avez abandonné complètement vos prévisions des années soixante-dix, lorsque vous parliez d'une troisième voie qui serait l'hypothèse d'intégration aux États-Unis? (12 heures)

M. Tremblay: Non. Mon livre de 1980 s'appelait "La troisième option", c'était une option confédérale qui ne parlait pas d'intégration aux États-Unis. Vous faites allusion sans doute à mon autre livre, en 1970, celui-là dans lequel on parlait d'un marché commun nord-américain avec un statut de souveraineté politique pour le Québec. Je ne sais pas auquel des deux vous faites allusion, je pourrais parler des deux.

M. Dufour: Je me réfère à celui sur les États-Unis.

M. Tremblay: Sur le marché commun.

M. Dufour: Oui.

M. Tremblay: Oui. Le marché commun est en train de se réaliser. Je crois que, sans le Québec, le traité de libre-échange nord-américain n'aurait jamais vu le jour. Nous aurions pu avoir la même situation qu'en 1911, quand un traité avait été négocié, mais avait été défilé aux élections de septembre 1911; le régime Laurier, le régime libéral Laurier avait perdu les élections à ce moment-là. S'il n'y avait pas eu en 1988, lors des élections de 1988, un appui massif du Québec derrière ce traité, il ne se serait pas produit. Ça, c'est un fait historique qui est bien documenté et qui est bien perçu à Washington, comme à Ottawa d'ailleurs.

Donc, ceci est en marche. Je crois que le Mexique va joindre le traité, que les négociations vont commencer après Pâques et ce traité devrait élargir pour tenir compte du Mexique, devrait être en vigueur le 1er janvier 1993. Et, par là

suite, il y aura une évolution parce qu'il y a des problèmes qui vont devoir être harmonisés, des soumissions harmonisées au niveau du continent. On se dirige sans doute vers un renforcement des liens économiques, monétaires et financiers à l'intérieur de l'Amérique.

M. Dufour: Ça me satisfait comme réponse. Si j'ai encore un peu de temps, je voudrais vous faire commenter rapidement. Je ne sais pas si vous êtes membre de l'Association des économistes québécois.

M. Tremblay: Je participe beaucoup à leurs travaux. C'est une association surtout d'économistes non universitaires, surtout...

M. Dufour: Bon. Alors, leur conclusion...

M. Tremblay: ...dans le secteur privé et gouvernemental.

M. Dufour: ...était la suivante: Sans doute, le Québec, si sa population y est déterminée, peut imposer unilatéralement son option. Mais je dois également être conscient que cette façon de procéder en fixera simultanément le coût et, dans ce contexte, le coût pourrait être élevé. Est-ce que vous partagez cette conclusion?

M. Tremblay: Encore là, ils ont eu l'amabilité de m'en envoyer une copie. J'ai parlé à Claude Forget et j'ai parlé à Pierre Fortin qui avaient contribué à ce rapport. Finalement, lorsqu'on parle des chocs sur l'économie, tout influence l'économie: les guerres, les changements de gouvernement, évidemment les négociations constitutionnelles et politiques. Il est vrai qu'on doit limiter le plus possible les coûts venant d'une transition entre un régime politique et un autre. J'ajouterais qu'il faut limiter aussi la durée. On a eu l'expérience en Allemagne, l'année dernière, que l'on peut faire deux élections et un référendum en dedans d'une année, lorsque c'est nécessaire et que, parfois, il faut faire avancer les choses assez rapidement. Je ne crois pas, par contre, que le coût de transition soit très élevé si le Québec voulait changer son statut politique et constitutionnel pour la raison suivante: c'est qu'on ne parle pas ici de créer un nouvel arrangement économique, financier, commercial et monétaire. C'est un tissu qui existe déjà, qui est très fort, qui comporte des contrats à long terme et qui ne peut donc pas être brisé, même si les politiciens essayaient de le faire.

Ce qui est important, c'est que les choses soient claires, que les choix de la population du Québec soient clairs et solennels et qu'on ait un état de fait au lieu de souhaits et de menaces, surtout pas de menaces. Je crois, et je l'évoque dans mes rapports, dans mes documents, il est absolument essentiel que ce soit la population du

Québec qui se prononce sur cela. Évidemment, il paraît...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse. Peut-être que vous pourriez continuer sur l'autre question.

M. Tremblay: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, à ce moment-là, j'irais à M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Trois brèves questions. D'abord, en suivi, avec ce que vous avez abordé avec Mme Campbell Steer, est-ce que vous croyez qu'une plus grande efficacité du secteur public peut être atteinte par une décentralisation accrue au Québec?

M. Tremblay: Oui. Je crois qu'il y a beaucoup de programmes. Quand j'étais ministre du Commerce et de l'Industrie, j'étais aussi ministre des Pêcheries et nous avons pris la décision à ce moment-là, étant donné que les poissons et les pêcheurs étaient à Gaspé, que ce serait plus efficace si les fonctionnaires se rapprochaient de leurs mandataires. Donc, dans bien des domaines, je crois, oui, qu'il est souhaitable de décentraliser. On a essayé la même chose en France. Dans la plupart des pays, on essaie de décentraliser.

M. Nicolet: Bien sûr, en tenant compte de l'existence du palier municipal; c'est, bien sûr, à ça que je faisais allusion.

M. Tremblay: Et des unités administratives régionales évidemment qui existent maintenant?

M. Nicolet: En reconnaissant que les unités administratives gouvernementales ne peuvent pas véritablement descendre plus bas que la région administrative.

M. Tremblay: Mais ce qui serait important pour le Québec, c'est que dans le système de décisions politiques, que les régions aient un input, un intrant qui soit plus fort que maintenant. Dans l'éventualité où le Québec reprendrait tous ses pouvoirs politiques sur le territoire québécois, je verrais, par exemple, au-delà de l'Assemblée nationale, une chambre des régions où la représentation des régions serait davantage renforcée par rapport à la grande métropole de Montréal, comme ça existe dans bien d'autres pays, afin d'avoir dans le processus de décision une prise en considération constante de l'intérêt des régions.

M. Nicolet: Je vous remercie. Une deuxième petite question, l'accord de libre-échange. Selon vous, quelle serait la situation suite à une déclaration de l'indépendance du Québec face au traité du libre-échange et ce qui continuerait à

lier le Québec? Est-ce que les États-Unis continueraient à être liés par le...

M. Tremblay: Premièrement, je mentionne dans mes textes que le Québec ne peut pas et ne doit pas déclarer l'indépendance unilatéralement immédiatement, pour toutes sortes de raisons. Donc, il y a une période de transition, c'est-à-dire qu'il peut y avoir une proclamation du résultat d'un référendum avec promulgation suspendue pendant une période de deux ans par exemple, ça pourrait être trois ans et ça pourrait être plus court aussi. Je crois qu'une période de deux ans serait raisonnable. Suite à un référendum sur le principe, une loi de l'Assemblée nationale devrait être nécessairement passée dans laquelle, entre autres, il serait précisé que tous les traités signés par le Canada – parce qu'il y en a des milliers de traités, le traité de libre-échange, c'en est un parmi plusieurs, le traité de la Voie maritime, NORAD, l'OTAN, etc, il y en a des milliers – sont automatiquement acceptés et reconduits par le gouvernement du Québec.

Maintenant, en ce qui concerne les États-Unis, ils auront terminé les négociations avec le Mexique, selon ce que l'on appelle le "fast track" c'est-à-dire l'acceptation rapide par la Chambre des représentants et par le Sénat américain. Dans le cas des États-Unis, en toute probabilité, parce que le Québec est très important pour les États-Unis au plan stratégique, la vallée du Saint-Laurent représente, dans le continent, un point névralgique et les États-Unis ne feraient que changer dans les textes le mot "Canada", ajouter le mot "Québec". Je ne vois aucune difficulté à ce chapitre.

M. Nicolet: La dernière question, à la page 10 de votre texte, vous vous référez à un certain nombre de juridictions partagées entre Québec et le Canada. Je vous demanderais d'élaborer brièvement sur les mécanismes administratifs qui seraient appelés à gérer cette mise en commun, surtout compte tenu de l'exposé de votre collègue, M. Soldatos tout à l'heure qui exprimait des réserves quant au fonctionnement d'entités communes à deux mais débalancées compte tenu de l'importance relative des parties.

M. Tremblay: Tout est débalancé au plan international, de toute façon, parce qu'il n'y a aucun pays qui est de la même importance. L'Allemagne est probablement 25 fois plus grande que le Portugal et plus grande que le Danemark, bien sûr, aussi.

Je pense qu'à ce chapitre, les institutions sont des institutions qui portent le nom de commissions ministérielles mixtes. On peut avoir une grande commission. Par exemple, l'organisme qui chapeaute le traité de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, les États-Unis étant 10 fois plus gros que le Canada, c'est un organisme qui est présidé par les deux ministres du Com-

merce, Mme Hills et M. Crosbie, assistés de fonctionnaires qui administrent des pouvoirs qui sont prévus dans le traité. Entre le Québec et le Canada anglais, ce serait le même mécanisme. J'ai une annexe qui porte sur l'union monétaire, si vous l'avez feuilletée. C'est la même chose pour le système monétaire. Le système monétaire peut fonctionner avec une commission, une commission mixte surtout au niveau du conseil d'administration, mais, même là, au niveau monétaire, il n'est même pas nécessaire d'avoir des politiciens. J'ai été conseiller d'une union monétaire en Afrique pendant quatre ans. Il y avait un Conseil des ministres représentant les sept pays, mais l'administration, le conseil exécutif était formé uniquement des sous-ministres et des fonctionnaires. Je crois qu'en Europe, c'est vers ça qu'on se dirige. Ce ne seront que les gouverneurs des banques centrales qui seront au conseil d'administration de la Banque européenne. Les ministres n'y seront pas même s'ils pourront avoir le dernier mot pour la nomination sur le comité monétaire ou le conseil monétaire.

Donc, ce sont des mécanismes semblables de commissions mixtes qui sont reconnus au plan international et qui existent présentement au Canada et aux États-Unis entre autres, même si le Canada est 10 fois plus petit que les États-Unis.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. J'ai bien pris compte, dans votre rapport, des pages 22 et 23, et ça m'a fait bien plaisir, quand vous dites que le Québec se situe au troisième rang au monde pour le standard de vie. Franchement, après avoir lu cette page-là et la page 22, vous l'encadrez même pour bien attirer l'attention du lecteur. Je me pose la question: Ça ne doit pas aller si mal que ça? Il ne reste pas grands pièges à gagner parce qu'il en reste juste deux en avant de nous.

Ceci étant dit, j'aime beaucoup l'observation que vous faites et ça, pour moi, c'est très important, quand vous dites, à la page 26, que les options qu'on va poser dans le référendum devront être claires. Et vous allez plus loin que ça, vous dites qu'il n'y aura pas simplement qu'une question simple, à savoir: Êtes-vous prêts à faire un voyage? sans donner les détails. On apprend ça aujourd'hui. On dit que les gens sont pour la souveraineté, mais on ne leur donne pas plus de détails que ça, on prend des sondages et on dit: 70 % sont pour la souveraineté.

Ceci étant dit, quand vous dites, et ça, je pense que c'est essentiel pour la Commission, vous dites "clairement figurer", mais vous parlez des deux options possibles, je pense. À cette occasion, les deux grandes options principales, légitimes et réalistes qui confrontent les Québécois devraient clairement figurer sur le bulletin

référendaire. Et ça, pour moi, c'est excessivement important, mais d'arriver à poser clairement ces deux questions-là, ça va prendre pour la Commission, c'est-à-dire pas nous, mais la recommandation qui sera faite au gouvernement et le gouvernement de poser la question sur le bulletin, ça va prendre un assez bon temps.

Vous donnez beaucoup de statistiques et je pense qu'elles sont importantes. Maintenant, jusqu'où allez-vous dans la question des deux options qui vont être sur le même bulletin, à savoir, votez-vous pour A ou B? C'est ça en fait.

M. Tremblay: Merci beaucoup, M. Poissant. Premièrement, je vous remercie de faire allusion au tableau 4 de mon rapport d'expert concernant les niveaux de vie. Vous remarquerez que sur les 10 pays avec les niveaux de vie les plus élevés — ça, ce sont les chiffres de l'OCDE pour 1987 — 6 des 10 pays sont des pays de 10 000 000 d'habitants ou moins. Mon collègue, Pierre Fortin, a calculé aussi des corrélations entre la dimension démographique des pays et le niveau de vie. La corrélation est négative, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de corrélation positive entre la grandeur d'un pays et son niveau de vie. Je crois qu'il faut dire que dans chaque cas, il y a des circonstances particulières et on ne peut pas trop généraliser.

Concernant la question d'un référendum, parce que c'est de cela dont il s'agit, sur les grands choix politiques, j'ai mentionné tout à l'heure que vous ne devriez même pas essayer, vous, comme commissaires, de vous entendre sur le fond des questions, sur la fin. Vous pouvez vous entendre sur les moyens, sur les modalités, sur les conséquences, les implications, sur tout ce qui entoure une décision et c'est ce que la population attend de vous, que vous l'éclairiez et que ce soit bien précisé parce que la Commission, évidemment, a beaucoup plus de crédibilité qu'un parti politique qui lui, évidemment, a des objectifs qui transcendent le choix référendaire comme tel.

Alors, il est important qu'il n'y ait pas qu'une seule option, premièrement, sur un bulletin de vote parce qu'une seule option, ça devient un plébiscite. Un gouvernement propose une option, demande un mandat. Comme en 1980, c'est un plébiscite que nous avons eu, ce n'était pas un référendum. En 1949, à Terre-Neuve, ils avaient eu un référendum parce qu'il y avait trois choix et, finalement, il y a eu un deuxième référendum pour choisir entre les deux premiers choix qui avaient été retenus.

Ce qui est important, donc, c'est que les choix des options soient sur le bulletin de vote. Je dis qu'il y en a deux. Peut-être que vous, vous arriverez à dire qu'il y en a trois, mais j'en doute. Ce qui est important, finalement, c'est qu'il n'y ait pas une option qui soit une boîte vide, une boîte magique, qui prend beaucoup de formes selon les intervenants. En 1980, par

exemple, la boîte du fédéralisme renouvelé n'était pas sur le bulletin de vote même si moi-même, comme député, et M. Ryan avions proposé un amendement à la question référendaire, qui avait été refusé. Avec la conséquence que M. Ryan et le Parti libéral avaient le livre beige et le fédéralisme renouvelé qui y était défini, M. Chrétien et M. Trudeau avaient leur idée, eux, de ce que c'était le fédéralisme renouvelé et, finalement, tout le monde mettait dans cette boîte ce qu'il voulait, un peu comme une auberge espagnole, ce qui était très injuste pour l'autre option qui était seule sur le bulletin et qui, par conséquent, était étudiée à la loupe, avec toutes ses vertues et toutes ses faiblesses.

(12 h 15)

Donc, il faut avoir un référendum et non pas un plébiscite – ça, c'est un point important – et avoir toutes les options légitimes, réalistes et exclusives parce qu'on ne peut pas avoir deux options qui se recoupent, sans quoi la population, évidemment, ne peut pas trancher clairement et le message qui est envoyé à nos interlocuteurs n'est pas clair. Il faut qu'il y ait un message clair. Il ne peut pas y avoir non plus de négociations à l'intérieur de la Constitution actuelle comme à l'extérieur sans qu'il y ait eu ce mandat clair de la population. Sans ça, nos négociateurs, notre gouvernement s'en va avec une position très faible et on peut se dire: Bien, il "bluff", comme on a fait avec l'accord du lac Meech. Je pense que Clyde Wells l'a bien dit: Ah! Ils vont s'écrouler, ils "bluffent", on va leur refuser la société distincte et ils vont prendre leur trou. Il faut éviter cela. Il faut aller de façon solennelle parce que ça fait quand même 457 ans qu'on est ici, au Québec. On ne peut pas jouer un jeu puéril où on dit: Si vous ne faites pas ci, on va faire ça, etc. On y va. On établit un état de fait et on progresse à partir de là.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, pour terminer et rapidement.

M. Larose: M. Tremblay, dans votre rapport d'experts, à partir des pages 12, 13, vous rappelez que le fédéralisme, par essence, est distributif. Alors, j'aimerais savoir qui paie qui dans le fédéralisme canadien. Et deuxièmement, dans un Québec souverain, qui va payer les pensions de vieillesse? Qui va payer les pensions des anciens combattants? Qui va payer les allocations familiales? Avec quel argent?

M. Tremblay: Je vois que vous posez des questions très simples, M. Larose. Un premier commentaire, c'est que je suis d'accord avec tous mes collègues économistes que les grandes décisions politiques et constitutionnelles ne se prennent pas sur une question de piastre ou de cent. Mais heureusement pour le Québec présentement, c'est que depuis quatre ou cinq ans, les

comptes du gouvernement fédéral au Québec s'équilibrent – depuis qu'on a cessé de subventionner le pétrole – de sorte que nous sommes dans une situation fiscale relativement solide présentement. Je le dis dans mon texte. Je pense que la population du Québec, en 457 ans d'histoire, n'a jamais été aussi bien préparée, aux plans économique, politique et social, à s'assumer elle-même. C'est que les contribuables du Québec ne vivent pas de la charité des autres contribuables canadiens. Les comptes sont équilibrés. J'ai calculé pour 1986, par exemple, que si on avait fusionné les deux budgets, c'est-à-dire que si on avait fusionné les dépenses, les rentrées fiscales et les emprunts, nous aurions eu au Québec, à ce moment-là, un budget de l'ordre de 55 000 000 000 \$. Les rentrées fiscales auraient été de l'ordre d'à peu près 46 000 000 000 \$ et nous aurions eu un déficit des emprunts d'environ 9 000 000 000 \$. Donc, il ne fait pas de doute qu'au plan purement fiscal les choses sont passablement intégrées.

Maintenant, le système canadien, présentement – c'est ça qui est intéressant et ça ressort du document qui a été préparé par le Conseil des premiers ministres des Maritimes – c'est que les transferts qui se font par le truchement du gouvernement fédéral présentement se font, d'une part, surtout entre deux provinces riches et, jusqu'à un certain point, une troisième, mais surtout à partir de l'Alberta, de l'Ontario et un peu de la Colombie-Britannique, vers les six provinces anglo-canadiennes les plus pauvres qui reçoivent de l'ordre de 1 000 000 000 \$ à 2 000 000 000 \$, 2 500 000 000 \$ par année de transferts fiscaux: Terre-Neuve, toutes les provinces maritimes reçoivent de l'ordre de 2 000 000 000 \$, 2 500 000 000 \$ et 1 000 000 000 \$ chacune, à chaque année, de transferts. Il y a deux provinces de l'Ouest, le Manitoba et la Saskatchewan, qui reçoivent aussi à peu près cet ordre de grandeur de transferts annuels, ce qui fait que le gouvernement fédéral transfère, sur une base nette, environ 10 000 000 000 \$ à 11 000 000 000 \$ par année, mais ceci se fait entre les provinces anglophones elles-mêmes, c'est-à-dire entre les provinces anglophones riches et les provinces anglophones pauvres.

Pour le Québec maintenant, depuis quatre ou cinq ans, nous sommes à peu près équilibrés. Dans les années soixante, on recevait beaucoup moins du fédéral. Dans les années soixante-dix, nous avons reçu beaucoup plus parce qu'il y avait ces subventions du pétrole, mais maintenant, depuis 1985, les choses s'équilibrent, c'est une question de 200 000 000 \$, 300 000 000 \$, de part et d'autre. Je ne sais pas si ça répond à votre question.

M. Larose: Oui. Ça veut dire...

Le Président (M. Jean Campeau): Un très

court commentaire.

M. Larose: ...qu'on génère les mêmes fonds pour alimenter les mêmes prestations, si je comprends bien.

M. Tremblay: Bien, selon le principe, les gouvernements ne créent rien. Les gouvernements prennent des taxes, des impôts, empruntent au nom de la population et fournissent soit des services, soit des transferts, et il faut que les choses s'équilibrent à la fin. Le danger, c'est lorsqu'on fait ces transferts avec trop d'emprunts. Ça, c'est le problème du Canada présentement et c'est le problème du Québec aussi. On ne pourra pas avoir des déficits annuels de 30 000 000 000 \$ par année au-delà des recettes fiscales, année après année, lorsque la dette va atteindre les 500 000 000 000 \$ et 600 000 000 000 \$. Ça, c'est une impossibilité financière. Il n'y a aucun pays au monde qui l'a fait et le Canada ne le fera pas non plus.

M. Larose: Pourquoi dites-vous que le poids de la dette est tel que ça va obliger le gouvernement canadien à négocier avec le Québec indépendant?

M. Tremblay: Le problème avec les dettes, c'est la hausse...

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez répondre rapidement?

M. Tremblay: Je ne le dirai pas aux banquiers et aux hommes d'affaires qui président cette Commission, le problème avec les dettes, c'est qu'il y a un service de la dette qui suit, voyez-vous. Si vous avez 400 000 000 000 \$ de dettes, comme on aura au mois de juin ou au mois de mai l'an prochain, bien, à 10 % d'intérêt, c'est 40 000 000 000 \$ d'intérêt par année. Or, la proportion des dépenses d'intérêt dans le budget total des dépenses du gouvernement va atteindre des pourcentages qui vont en croissant si la dette continue de s'accroître. J'ai fait des calculs, ici, et on se dirige vers 40 % du budget des dépenses qui iraient à des fins improductives, parce que, finalement, les intérêts ne produisent rien en termes de services publics. J'ai mentionné que pour un pays comme la France, en 1935, c'était exactement ce pourcentage, mais la France a dû dévaluer continuellement sa monnaie par la suite, et ça n'a pas été une situation très jolie.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, nous allons maintenant aller à M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. Dans les quelques minutes, j'aimerais poursuivre, avec M. Tremblay, sur toute la question du processus de

mise en application, en quelque sorte, de ce que vous dites. À la page 9, vous dites qu'une fois souverain politiquement et seulement une fois souverain politiquement, le Québec négocierait, etc. Donc, je décèle là une décision dès le départ que c'est la voie de la souveraineté et le reste, ce sont des ententes entre deux pays finalement indépendants, souverains, qu'on pourrait s'entendre. Et vous avez dit tout à l'heure, dans votre présentation orale aussi, que vous êtes contre la déclaration unilatérale d'indépendance, tout au moins dans l'immédiat. Peut-être que dans une période de deux ou trois ans, si nécessaire. Donc, j'en conclus qu'il va y avoir une période de négociations après une certaine déclaration d'application d'une indépendance unilatérale éventuelle et on va déclencher un processus de négociations avant de l'appliquer, cette déclaration d'indépendance unilatérale. Donc, au départ, un message de menace en quelque sorte. Si vous ne vous entendez pas avec nous sur une entente économique, parce qu'il ne s'agit pas dans votre cas d'une renégociation du pays... Si on ne s'entend pas, on va de toute façon, déclarer l'indépendance unilatérale dans deux ou trois ans. Comment presagez-vous, à ce moment-là, cette période de négociations de deux ou trois ans et comment pouvez-vous concilier ça avec votre déclaration tout à l'heure que cette période de transition serait un genre de non-événement économique?

M. Tremblay: Merci de votre question. Premièrement, il faut éviter ce genre de menace: Si vous faites ceci, si vous ne faites pas ceci, on fera cela. Je pense que les peuples ne sont pas des enfants. Il faut cesser d'avoir recours à ces procédés puérils. Je crois qu'il faut se comporter en adultes ici, sans récrimination réciproque et sans menace du tout. Ce qui est important par contre, c'est qu'il y ait des choix de faits. Ce n'est pas à moi et ce n'est pas à vous de faire ces choix. Ces choix appartiennent à la population du Québec, en fonction de son droit international à l'autodétermination. Elle doit choisir la forme de négociations que nous devons avoir avec nos partenaires du Canada anglais, puisque nous sommes dans une situation de limbes inconstitutionnelle qui est inacceptable. Cette situation est inacceptable, tout le monde est d'accord. Dépendant du choix évidemment, il y aura un type de négociation qui sera retenu plutôt qu'un autre. Si la population décide de vouloir demeurer une province parmi les 10 et bientôt parmi 12, ces négociations devront se faire dans le cadre de la Constitution actuelle puisque, et le premier ministre Mulroney l'a dit récemment, il n'a pas le pouvoir de changer la Constitution de façon unilatérale. C'est un politicien qui est là temporairement et qui ne peut pas changer la Constitution; même si on a créé un comité sénatorial, ceci est pour la réflexion uniquement.

Si la décision du Québec est plutôt d'aller vers la récupération des pouvoirs politiques et constitutionnels sur le territoire du Québec, là, il y a une négociation de toute autre nature qui va se produire, et il va falloir que le Canada anglais pose certains gestes après un choc initial. Il est évident que, si le Québec décide de s'assumer, comme vous l'a proposé Mme Phyllis Bronfman Lambert, il y aura un certain choc. On a toujours un choc devant un changement mais on en revient. Et la période doit être assez longue pour qu'ils en reviennent. Il y aura nécessité d'élection au fédéral. Après un référendum, au Québec, il y a une nécessité d'avoir des élections au fédéral, c'est évident. Et la présomption, c'est que les Canadiens anglais vont devoir se trouver des politiciens pour les représenter et non pas se baser uniquement sur les exportations qu'on leur fait du Québec. Je ne crois pas qu'on puisse uniquement entretenir le Canada anglais d'une offre illimitée de politiciens pour exprimer leurs intérêts. Ils vont devoir les exprimer eux-mêmes. Ça, c'est une donnée fondamentale.

Après un référendum, il est évident que l'Assemblée nationale va devoir en prendre note et passer une loi, laquelle loi, si vous me le permettez, va devoir comporter cinq items. Premièrement, proclamer le résultat du référendum, mais avec la promulgation de l'état de fait que souhaite la population uniquement à la fin d'un processus de négociation qui est nécessaire et qui est inévitable. Mais il est important qu'il y ait un échéancier bien précis, sans quoi le Québec se placerait dans une position de négociation d'une extrême vulnérabilité. L'interlocuteur n'a qu'à dire: Moi, je regrette, je ne négocierai pas. Évidemment, après le référendum, il va négocier, mais avant, comme stratégie, il va soumettre sa position afin d'influencer la décision. Donc, il faut un échéancier. Ceci est absolument nécessaire.

D'autre part, le mandat de négociation doit être précisé. Qu'est-ce que le gouvernement du Québec va devoir négocier? Il y a des négociations de transfert de pouvoirs, de pouvoirs d'impôts, etc., de fonctionnaires, mais il y a des négociations aussi concernant l'union économique canadienne et les mécanismes. Après cela, il faut que ce texte de loi établisse que, pendant la période de transition, et ça, c'est un point important, pendant la période de transition, ce sont les lois du Parlement du Québec qui ont priorité sur le territoire du Québec et non pas les lois du Parlement fédéral. Et je vous mets en garde contre le fait que la Constitution de 1867 prévoit que les gouvernements provinciaux sont des gouvernements juniors dans le cadre canadien, et c'est le gouvernement fédéral qui est le gouvernement senior. Et il y a l'article 56 et l'article 90 qui permettent au gouvernement fédéral d'annuler ou de suspendre toute loi passée par un Parlement provincial en dedans d'une année. Ceci a été appliqué par le gouver-

nement fédéral environ 120 fois depuis 1867, surtout avant le tournant du siècle. Ce ne sont pas des articles qui n'ont pas été appliqués. Donc, ceci est très important. Il y a le fait aussi qu'une loi doit préciser, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, que tous les traités signés par le gouvernement canadien impliquant le Québec sont assumés intégralement par le Québec. Il faut aussi préciser que tous les statuts politiques et juridiques qui ont cours présentement, donc la constitution plus ou moins écrite du Québec, se poursuivent, continuent jusqu'à ce qu'il y ait éventuellement une constitution plus formelle pour le Québec. Donc, ce n'est pas sorcier, il n'y a rien de magique dans tout cela. Après cela, il y aura des négociations à deux et non pas à 11 parce qu'on se situerait à l'extérieur de la Constitution, dont nous sommes, de toute façon, à moitié exclus.

M. Sirros: Je crois, M. le Président, que ma question a provoqué beaucoup d'explications. Mais j'aimerais poursuivre juste un petit peu. Le référendum dont vous parlez... Celui qui vous a précédé a parlé de la possibilité de faire un référendum de consultation ou un référendum de ratification. Pour un référendum de ratification, il faudrait dire que le peuple, finalement, choisirait en pleine connaissance de cause. Vous, vous dites finalement, si je comprends bien, que ce serait sur la base d'un référendum de consultation. Aimerez-vous qu'on devienne un pays souverain, qu'on négocie, par après, notre association en tant que pays souverain avec le reste du Canada - oui ou non, ou quelque chose du genre - et, après ça, vous passeriez à l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale, etc., et tout ça avec votre déclaration au préalable que cette période de transition va être non-événement économique? Moi, j'ai de la difficulté.

(12 h 30)

M. Tremblay: Premièrement, lors d'un référendum, je vous le dis et je l'ai dit tout à l'heure à M. Poissant, il faut qu'il y ait les grandes options et non pas seulement une option. Je ne peux pas présumer, moi, du choix que fera la population. D'autre part, vous parlez de référendums subséquents. Évidemment, le gouvernement du Québec pourra toujours tenir autant de référendums qu'il le veut; ce qui est important, c'est qu'il y en ait un au départ parce que, de toute façon, si le Québec ne bouge pas, rien ne va bouger au Canada présentement parce que personne n'est intéressé à bouger au Canada. Le statu quo est très acceptable pour la plupart des Canadiens anglais, présentement. Maintenant, ça dépend du leadership et du "statesmanship" des politiciens en place. À la suite d'un référendum au Québec, il va falloir que des Canadiens anglais avec une tête sur les épaules, par exemple, les banquiers qui ont un système bancaire partout au Canada, les hommes d'affaires,

faibles qui ont des succursales partout au Canada se prononcent ouvertement en faveur de l'union économique canadienne et on ne doit pas commencer à avoir des récriminations et des menaces de bambins. Il faut que les marchés financiers soient sécurisés. Il faut que le financement des dettes soit assuré. Il faut donc que toutes les relations commerciales, économiques, financières et monétaires continuent. Si ceci est fait dans un contexte de compréhension mutuelle, une fois que les choix ont été faits, mais il faut qu'il y ait une situation de fait, il faut qu'on connaisse les choix véritables, alors, je pense que ce serait un non-avènement, comme ça a été le cas en Norvège quand la Norvège s'est séparée de la Suède en 1905.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous allons à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Tremblay, il y en a beaucoup maintenant et de plus en plus qui recommencent à affirmer, comme c'était le cas en 1980, que le Québec, en devenant souverain, ça aurait des conséquences assez graves sur le niveau de vie des Québécois, qu'il y aurait une baisse du niveau de vie des Québécois. Vous qui êtes un économiste, je regroupe trois de vos conclusions que vous encadrez dans votre texte, je les lis rapidement: "Le niveau de vie actuel des résidents du Québec n'est nullement tributaire des dépenses et des taxes du gouvernement fédéral puisque ce dernier a des comptes relativement équilibrés avec le Québec." Vous en avez parlé tantôt. "Cependant, puisque les dépenses fédérales créatrices d'emplois au Québec sont les plus basses parmi toutes les provinces, le gouvernement fédéral est en partie responsable du fait que le niveau de vie au Québec est plus bas qu'en Ontario."

Deuxième encadré: "La situation fiscale du gouvernement fédéral est très mauvaise et laisse craindre que ce palier de gouvernement aura de la difficulté à assumer ses engagements envers la population canadienne et québécoise sans recourir à l'inflation." C'est à la page 7.

Troisième encadré: "Le lourd fardeau fiscal imposé par le gouvernement fédéral et le gaspillage des dédoublements de juridictions et de dépenses représentent des freins à la croissance économique du Québec." Et vous en arrivez à la conclusion, à la page 12: "En autant que l'économie du Québec est compétitive et intégrée commercialement et financièrement au reste de l'Amérique du Nord, le niveau de vie au Québec, non seulement se maintiendra, mais ira en s'accroissant."

Au fond, ce que vous nous dites, c'est que le danger d'une baisse du niveau de vie, si je vous comprends bien, c'est maintenant qu'il existe, c'est dans le cadre du régime fédéral canadien, c'est dans le cadre du Canada actuel. Si je vous comprends bien, et je tire les con-

clusions de vos énoncés, est-ce que j'ai une bonne conclusion?

M. Tremblay: Certainement, mais c'est plus complexe que cela, évidemment.

M. Brassard: J'imagine.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Tremblay: Vous ne vous attendez pas à ce qu'un économiste vous simplifie les choses?

M. Brassard: Sûrement pas.

M. Tremblay: J'ai dit tout à l'heure que les gouvernements pouvaient difficilement créer de la richesse en eux-mêmes, que la richesse était créée par les individus et les entreprises. Ça a été démontré énormément dans les pays où on a voulu faire autrement. Le système communiste s'est effondré parce que les magasins étaient vides. On ne payait pas les gens pour produire, et c'est la dislocation dans ces économies.

Une voix: Ils le sont encore.

M. Tremblay: La liberté économique, la liberté d'entreprise, les vertus de l'économie, de l'épargne, de l'investissement sont à la base de la prospérité. Et un pays comme le Japon, qui n'a aucune ressource naturelle, qui vit sur un volcan avec 120 000 000 de personnes, a un des niveaux de vie les plus élevés, alors que d'autres pays qui ont des ressources naturelles, qui ne savent pas les utiliser, ont des niveaux de vie très bas. Or, le Québec est favorisé à ce double point de vue. C'est que nous avons passablement de ressources naturelles - nous ne les avons pas toutes, mais nous en avons passablement - et nous avons de plus en plus une classe d'affaires, une classe d'entrepreneurs qui a été la première à s'ouvrir à la globalisation des échanges. C'est elle qui a poussé le plus en faveur du traité de libre-échange nord-américain. C'est elle qui est prête à exporter, à concurrencer. On est un peu des joueurs de hockey, non pas dans les ligues mineures, mais dans la Ligue nationale au Québec.

Et ceci va continuer. Mais ça exige une discipline à l'intérieur du Québec qui devra être renforcée surtout au niveau des services publics. Nous avons des services publics qui coûtent trop cher. Il va falloir économiser tout en les maintenant, tout en en augmentant la qualité. Il va falloir abaisser les coûts. Et ceci ne nous sera pas donné par quiconque. Maintenant, en ce qui concerne le gouvernement fédéral, le gouvernement fédéral présentement... Et je mets en annexe de mon rapport d'expert un article de mon collègue de l'Université de Chicago, Gary Becker qui est un économiste de réputation internationale, qui dit: Faites attention aux

grandes machines politiques. Ce sont des grandes machines qui dépensent et qui gaspillent énormément parce que personne ne les surveille.

Le gouvernement fédéral récemment voulait donner une subvention de quelque 60 000 000 \$ pour construire un palais, une salle de concert à Toronto. On distribue l'argent à Ottawa dans toutes les directions. Je dirais que dès qu'Ottawa voit quelque chose bouger, il lance de l'argent. Ça coûte très cher et, maintenant, on est rendu au bout du rouleau pour cela. On ne peut plus continuer à avoir cette dette, cette accumulation de dettes et c'est ce fardeau fiscal du fédéral qui est la plus grande menace à la prospérité de tous les Canadiens, y compris la prospérité des Québécois, évidemment, puisqu'il prend les décisions en notre nom présentement.

Et si j'avais à choisir entre la qualité des hommes politiques et des femmes politiques que nous avons présentement à Québec, à comparer avec la qualité que nous avons à Ottawa, je choiserais rapidement la qualité que nous avons à Québec. Je pense que nous avons assaini les finances publiques à Québec, alors qu'à Ottawa tout est en débandade.

M. Brassard: Ne soyez pas trop dur, quand même, M. Tremblay.

M. Tremblay: Étant donné qu'ils ne sont pas ici, il faut en profiter, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: C'est peut-être parce que, comme vous venez de le dire, la machine est tellement lourde, la bureaucratie et la technocratie sont tellement lourdes, que même avec une grande qualité d'hommes et de femmes politiques, il y aurait quand même ce caractère incontrôlable de la machine.

Mais enfin, vous avez fait un long détour pour finalement confirmer ma conclusion. J'avais raison dans ma conclusion.

M. Tremblay: Ce n'est pas mon but ici M. Brassard...

M. Brassard: Non, non, non, mais quand même...

M. Tremblay: ...de confirmer vos conclusions.

M. Brassard: ...l'autre question porte sur votre annexe. L'annexe, je l'ai trouvée extrêmement intéressante. On n'en a pas beaucoup parlé.

M. Tremblay: L'annexe sur l'union monétaire?

M. Brassard: L'annexe sur l'union monétaire. Je pense que vous avez là un document extrême-

ment intéressant qui démystifie toute la question monétaire parce que, évidemment, pour beaucoup de monde, puis je m'inclus là-dedans moi qui ne suis pas un spécialiste, pour beaucoup de monde, bien la question de la monnaie, c'est rempli de mystère, c'est très mystérieux. Et là, vous avez un document très clair, très limpide, qui démystifie toute cette question-là, qui simplifie cette question-là, et puis finalement, ce ne serait pas très compliqué de créer une union monétaire.

Puis surtout ce qui m'apparaît important, c'est que ce que vous dites - j'aimerais vous entendre parler là-dessus - c'est que celui qui a le plus grand intérêt à maintenir l'union monétaire, puis à conclure une union monétaire, c'est le Québec oui sans doute, mais c'est le Canada. Au fond, c'est le Canada qui a le plus grand intérêt à ce que, très rapidement, on maintienne, on en arrive à conclure une union monétaire, et puis qu'on maintienne le système monétaire tel qu'il existe présentement.

Pourquoi justement le Canada aurait-il tant intérêt, très rapidement, de façon très rapide, dès le départ, à s'entendre avec le Québec, à partir du moment où le Québec a pris une décision là quant à son statut de s'engager sur la voie de la souveraineté? Pourquoi le Canada a-t-il vraiment intérêt, peut-être plus que le Québec, à conclure rapidement, et à mettre en place, ou à conserver l'union monétaire telle qu'elle existe présentement?

M. Tremblay: Je vous remercie M. Brassard de vos remarques. La raison pour laquelle cette question ne m'est pas étrangère, c'est que ça fait 25 ans que je l'étudie. J'ai été conseiller de l'Union monétaire ouest-africaine, j'ai contribué à la rédaction des statuts de cette union monétaire de 1970 à 1974, et j'enseigne les finances internationales, donc la question monétaire ne m'est pas étrangère.

Premièrement, la Banque du Canada n'a existé, n'existe que depuis 1935. Ce ne sont pas les gouvernements qui créent de la monnaie. La monnaie est créée par la production. Ce sont les banques - parlez-en à M. Bélanger, un de vos coprésidents - ce sont les banques qui créent la monnaie par les prêts. Ce ne sont pas les gouvernements qui créent de la monnaie. Ils vont transformer une forme de monnaie en une autre, des monnaies de papier etc., mais avant 1935, c'étaient les banques. 47 % des billets de banque en circulation au 31 décembre 1934 étaient des billets des banques privées qui circulaient dans le pays.

Maintenant, j'en viens rapidement à la dernière portion de votre question. Toronto est la capitale financière du Canada. Les grandes banques canadiennes, y compris les banques étrangères, parce que nous avons une cinquantaine de banques étrangères, ont surtout leurs sièges sociaux à Toronto. Nous avons évidemment à Montréal certaines banques très importantes,

dont la Banque Nationale, évidemment, mais les grosses banques, la Banque Nationale, la Banque Royale, la Banque de Montréal, la Banque Toronto-Dominion, etc., ont leur siège social à Toronto et elles ont des succursales, contrairement au système américain qui est plutôt fragmenté au plan régional, partout à travers le Canada. Personne n'a intérêt à bouleverser ce système bancaire qui fait des transferts entre régions. Certaines années, une région est positive; certaines autres années, elle est négative. Donc, c'est la première raison: maintenir un système financier solide au Canada, qui profite énormément aux institutions financières, localisées présentement surtout à Toronto.

D'autre part, j'ai mentionné la dette énorme de 400 000 000 000 \$ que le gouvernement canadien a. Une bonne partie de cette dette est détenue par des étrangers — les Japonais en détiennent une bonne partie — et c'est une des raisons pour lesquelles il faut avoir des taux d'intérêt tellement élevés au Canada, pour financer nos déficits, surtout les déficits gouvernementaux. Il faut attirer ces capitaux par des taux d'intérêt très élevés. On n'a pas intérêt au Canada anglais à se mettre une camisole de plomb sur le dos en laissant hausser les taux d'intérêt par une période d'instabilité financière. Personne n'a intérêt à ajouter à ces coûts de financement qui sont déjà, merci beaucoup, très élevés. Nous avons des taux d'intérêt à long terme de deux points de pourcentage plus élevés que les taux américains, et sur le court terme c'est de 4,5 % à 5 % plus élevé que les Américains.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, ça va. Merci, M. Brassard, de votre question. Alors, M. Tremblay, merci de nous avoir consacré ce temps...

M. Tremblay: Déjà terminé.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, déjà terminé... d'avoir consacré ce temps à l'avancement de nos travaux.

M. Tremblay: Merci, M. le Président.

(Suspension de la séance à 12 h 42)

(Reprise à 12 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames et messieurs, si vous voulez bien reprendre vos sièges. Nous recevons maintenant les représentants de la Standard Life, M. Claude Garcia et Mme France Desjardins. M. Garcia, l'audience est d'une durée d'une demi-heure. Vous avez donc cinq minutes pour la présentation de votre rapport et, par la suite, si vous êtes disposé à répondre à nos questions, ça ira.

Standard Life

M. Garcia (Claude): Merci, M. le Président. Bonjour, Mmes et MM. les commissaires.

Alors, la Standard Life est une compagnie d'assurance mutuelle établie au Canada depuis 1833. En termes de retombées économiques, notre entreprise emploie de façon directe 1200 personnes au Canada et 72 % de cet effectif, soit 863 personnes, se retrouvent au Québec. Nous réalisons les trois quarts de notre chiffre d'affaires à l'extérieur du Québec sur le marché canadien.

Nous sommes la seule compagnie d'assurance-vie à servir le marché canadien à partir d'un siège social situé au Québec. Nous créons ainsi, par nos activités canadiennes hors Québec, environ 550 emplois de plus au Québec que ne le justifieraient nos seules activités québécoises.

Le libre accès au marché canadien constitue une condition essentielle pour assurer la rentabilité et le développement des entreprises dont le rayonnement dépasse le cadre du Québec. En fait, dans le contexte actuel de la mondialisation des échanges, le Québec devrait s'opposer à toute restriction visant à limiter la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et de l'information sur l'ensemble du territoire canadien. Dans le cas des entreprises financières comme la nôtre, toute entrave au mouvement de capitaux au Canada conduirait à une dislocation de nos activités sur le territoire canadien.

De façon générale, tous les agents économiques du Québec ont avantage à continuer d'appartenir à un système monétaire unique. Le système monétaire canadien est stable et jouit de la confiance de la communauté financière internationale. Par le biais des institutions financières, les entreprises québécoises, qu'elles soient privées ou publiques, ont accès à l'ensemble du réservoir de capitaux mondial en dollars canadiens, ici ou à l'étranger, sans avoir à se soucier des risques et des coûts de transactions associés aux opérations de change.

Déjà, les entreprises du Québec ont contracté des dettes importantes libellées en dollars canadiens. Même si notre entreprise n'emprunte pas d'argent, nous sommes dans une situation similaire vis-à-vis nos détenteurs de contrats d'assurances. Le fait de continuer d'appartenir au système financier canadien élimine les incertitudes associées aux fluctuations de devises qui se poseraient si le Québec optait pour sa propre monnaie. Plusieurs de nos détenteurs de contrats d'assurances, autant du Québec que de l'extérieur du Québec, ont manifesté le désir, au cours des dernières années, de recevoir l'assurance que les sommes versées en vertu de leurs contrats le seraient en dollars canadiens, que le Québec décide ou pas, à un moment donné, d'avoir sa propre monnaie.

Le fonctionnement du fédéralisme canadien comporte présentement des coûts encourus à la

fois par les citoyens et par les entreprises faisant affaire au Canada. L'une des causes fondamentales de ces coûts est l'actuel chevauchement des juridictions entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces. Il existe, en fait, plusieurs domaines où l'on retrouve une duplication des pouvoirs des gouvernements fédéral et provinciaux et, en conséquence, un dédoublement des ministères et des organismes publics. C'est pourquoi nous recommandons, premièrement, à la Commission de promouvoir une révision de la Constitution canadienne qui viendrait redéfinir clairement les responsabilités de chaque palier de gouvernement de façon à éliminer autant que possible le chevauchement des responsabilités entre les deux paliers.

Pour augmenter l'efficacité et la compétitivité des entreprises opérant sur l'ensemble du marché canadien et assurer ainsi une meilleure croissance de l'économie, nous recommandons également à la Commission que le renouvellement de la Constitution s'accompagne d'une procédure pour assurer une harmonisation des règles d'affaires entre les différentes provinces du Canada. Il faut décloisonner au niveau provincial le marché canadien et faire également en sorte que les législations du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux en matière de commerce de biens et de services soient harmonisées.

Le Canada, en révisant ses mécanismes de réglementation du commerce et des affaires, devrait s'inspirer du marché de l'Europe de 1992 où les marchés de pays souverains seront plus décloisonnés que les marchés de nos provinces ici même au Canada.

Ainsi, à cause de certaines des législations provinciales régissant le secteur financier, notre entreprise est limitée lorsqu'elle veut faire certaines transactions financières dans l'ensemble du pays. Une telle situation ne sera pas possible dans l'Europe de 1992. À travers toute l'Europe, on est en train de créer un marché unique des services financiers, harmonisé et pratiquement sans restriction, grâce à l'application du principe de la reconnaissance mutuelle ou de réciprocité par lequel l'autorité législative du pays où le siège social d'une compagnie est situé est reconnue par tous les autres pays. Cela signifie, par exemple, que si une compagnie est autorisée par son propre gouvernement à mener des affaires, cette autorisation est reconnue par le gouvernement de tous les autres pays. De plus, il existe un certain nombre de règlements minimums communs à tous les pays et le respect de ces règlements par les gouvernements nationaux est supervisé par la Cour européenne de justice. Ce principe pourra également être retenu par le Canada afin d'harmoniser les règles du jeu de l'ensemble de l'économie canadienne. Avec une harmonisation et en même temps une libéralisation du marché canadien, nos entreprises seraient

en meilleure position pour faire face à la concurrence internationale.

Voilà l'essentiel de notre propos. Je serai heureux maintenant de répondre à vos questions.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Garcia. Nous débutons les interventions avec M. Robert Benoit.

M. Benoit: Merci, M. le Président. M. Garcia, merci d'être ici et à Mme Desjardins. C'est impressionnant de vous avoir avec nous aujourd'hui. Votre réputation d'actuaire et d'homme d'affaires dans l'industrie de l'assurance-vie a dépassé depuis longtemps les barrières du Québec et du Canada. Votre compétence et votre leadership sont reconnus mondialement dans cette industrie et certainement au-delà de nos frontières. C'est aussi impressionnant qu'une compagnie européenne en 1833 s'installe ici dans la ville de Québec et, de là, contribue à l'épanouissement économique du Québec et du Canada.

À la page 5 de votre mémoire, M. Garcia, j'aimerais que vous apportiez un peu de précisions. Vous dites, et je vous lis dans le texte: "Dans le contexte actuel de la mondialisation des échanges, le Québec devrait s'opposer – et j'insiste sur s'opposer – à toute restriction visant à limiter la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et de l'information sur l'ensemble du territoire canadien." Advenant la décision qui sera prise, comment voulez-vous que le Québec s'oppose? Vous nous dites être le plus ouvert possible. C'est ça qu'est le message que vous nous dites ici aujourd'hui?

M. Garcia: Oui. Je pense que ce message-là a été très bien donné par les Québécois. On a souligné dans les interventions précédentes, les personnes qui m'ont précédé à cette table ce matin en tout cas, que les Québécois, évidemment, ont donné un très gros coup en faveur du libre-échange avec les États-Unis. Les Québécois, la classe d'affaires québécoise souhaite l'ouverture des marchés. À l'heure actuelle, au Canada, effectivement, dans toutes les provinces et même au gouvernement fédéral, il y a des restrictions, au moins, sur la libre circulation des biens. Les provinces et le fédéral ont des politiques d'achat préférentielles. Ce sont des politiques qui limitent la libre circulation des biens. Alors, évidemment, ce genre de politique-là nuit à l'efficacité du commerce. Nous, on pense que, quoi qu'il arrive, dans ce contexte de mondialisation des échanges, il est important que l'on mette fin le plus rapidement possible à ces pratiques-là.

M. Benoit: Est-ce que toutes les parties du Canada y trouveraient leur compte? Je pense à la libre circulation des personnes, par exemple. Nous savons que, dans certaines parties de notre pays, il y a des taux de chômage, je pense à

Terre-Neuve, par exemple, des taux de chômage beaucoup plus élevés que d'autres. Est-ce que tout le monde y trouve son compte dans une libre circulation des individus comme c'est le cas présentement au Canada?

M. Garcia: Écoutez, vous commencez à me poser des questions qui sortent un peu de mon champ de compétence, mais je vais me permettre quand même, avec ce préambule, d'essayer de répondre du mieux que je peux. On me dit que la Charte des droits et libertés de la personne au Canada assure, effectivement, la libre circulation des personnes dans le moment. Alors, je ne pense pas qu'il y ait de problème à ce niveau-là, à l'heure actuelle, au Canada, au niveau des personnes en tout cas, mais je ne suis pas vraiment un expert. Je suis vraiment plus capable de vous parler des choses qui sont dans le domaine économique, dans le domaine des affaires.

M. Benoit: Je vais aller sur le terrain que vous connaissez le mieux. À la page 7 de votre mémoire, vous nous dites: "L'utilisation d'une nouvelle monnaie pour le Québec viendrait singulièrement compliquer la gestion de nos affaires avec le reste du Canada." Ça, c'est le point de vue d'un assureur, d'un directeur général, président d'une compagnie qui opère avec le reste du pays. Vous savez que d'autres entreprises, le Mouvement Desjardins, la Chambre de commerce du Québec, d'autres sont venus nous dire, finalement, un dollar québécois ne serait pas la fin du monde, ce ne serait pas si terrible que ça et, ultimement, ce serait peut-être même souhaitable, parce qu'à la Banque du Canada on n'a pas eu une écoute si attentive que ça. Qu'est-ce que vous avez à répondre? Vous avez lu, comme nous, dans les journaux, ces points de vue-là.

M. Garcia: Écoutez, c'est certain que le Québec peut se payer une monnaie distincte. Il y a des pays dans le monde qui ont des monnaies distinctes, qui sont de la taille du Québec et qui sont même plus petits que le Québec. Mais, quand on entend la plupart des gens qui interviennent, on parle ici de modifier, d'en arriver à une nouvelle entente avec le Canada et la plupart des intervenants favorisent le maintien de l'union monétaire, le maintien de la monnaie. Alors je pense... Et surtout j'entendais celui qui m'a précédé parler d'un scénario en vertu duquel on déclarerait d'abord l'indépendance, et ensuite on essaierait de négocier une nouvelle entente avec le Canada dans laquelle on inclurait l'union monétaire.

Ce n'est pas clair dans mon esprit, en tout cas, quelle est la monnaie qui s'appliquerait entre la période où le Québec déclare son indépendance et la période où le Québec conclut une nouvelle entente – supposons qu'il est capable de le

faire – qui inclut l'union monétaire. En Europe, je tiens à faire remarquer que ça fait quand même un certain nombre d'années qu'on parle d'union monétaire et ce n'est pas encore fait. Et ça se peut que ça prenne encore un petit bout de temps. Mais, à court terme, il va y avoir des problèmes considérables pour les entreprises.

Je vais vous donner un exemple. Prenons Hydro-Québec, par exemple. O.K. Hydro-Québec a... Prenons la situation d'Hydro-Québec et la situation d'Hydro-Ontario et mettons-les en parallèle. Vous avez, d'une part, Hydro-Québec. Les deux entreprises ont des dettes considérables. O.K.? Ils ont aussi des actifs, mais ils ont des dettes considérables. Un des principes dans le monde de la finance veut qu'on essaie de minimiser les risques. On minimise les risques dans le domaine financier par un appariement entre les sources de fonds et les sorties de fonds. Alors, dans toute la mesure du possible, Hydro-Québec par exemple emprunte à l'étranger, emprunte en dollars américains, mais évidemment on vend de l'électricité aux Américains, donc, on va recevoir des revenus en dollars américains qui vont permettre, normalement, de payer la dette américaine.

Dans la mesure où on ne fait pas cet appariement, Hydro-Québec assume, à ce moment-là, un risque de change. Si on déclare l'indépendance du Québec, et qu'on en arrive à une période de transition comme celle dont on parle, Hydro-Québec va avoir des dettes en dollars canadiens, mais elle l'aura si la monnaie qui s'applique au Québec est une monnaie québécoise, elle n'aura pas de revenus en dollars canadiens. Donc, la dette d'Hydro-Québec, je ne dis pas que le dollar québécois va valoir moins ou va valoir plus, je ne sais pas. Ce n'est pas moi qui vais déterminer ça. Ce sont les marchés financiers qui vont déterminer ça.

Mais quelle qu'elle soit, Hydro-Québec va encourir, à ce moment-là, un risque de change considérable par rapport à sa consœur Hydro-Ontario, qui elle, va continuer de recevoir des dollars canadiens pour payer sa dette en dollars canadiens. Ça, c'est le genre de risque à court terme et quand on est dans le domaine de la finance, comme le mien, où finalement la solvabilité de notre entreprise dépend de s'assurer qu'on minimise nos risques, parce qu'on veut survivre... Vous savez, des entreprises financières, il n'y en a pas à tous les jours, mais il y en a souvent qui font faillite, il y en a encore une cette semaine, importante aux États-Unis, qui a été fermée. Alors, ces choses-là, c'est une préoccupation constante.

Chez nous, on a un peu le même problème. Nous avons des polices, des contrats d'assurances. De façon systématique dans tous les contrats, c'est bien écrit que les sommes dues en vertu de ces contrats sont payables en dollars canadiens. On n'est pas les seuls. C'est standard dans les entreprises d'assurances, et je pense que

c'est probablement le cas, des banques aussi, et des fiducies, mais je m'y connais moins dans ce domaine-là. Alors, évidemment, nous avons des actifs en dollars canadiens pour être en mesure de faire face à nos obligations. O.K.? Nous essayons d'appareiller nos risques, surtout dans le cas d'une multinationale. On fait ça également par pays. À chacun des pays on est présent. On essaie d'appareiller ce qu'on appelle, excusez, des "cash flow", c'est-à-dire s'assurer qu'on va avoir suffisamment d'argent à chaque année pour payer ce qu'on pense devoir payer à nos détenteurs de police. Tout ça, si on change les monnaies, eh bien...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Garcia.

M. Garcia: ...à court terme, ça peut créer un certain nombre de problèmes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous allons maintenant à M. Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Bonjour, M. Garcia. Je voudrais tout d'abord vous féliciter de venir présenter un mémoire et je suppose que n'ayant pas pris la même décision que la Sun Life, vous ne le regrettez pas. J'aimerais avoir des assurances là-dessus, 10 ans ou 15 ans après.

M. Garcia: Comme c'est mon métier de vendre de l'assurance, je suis bien prêt à vous en donner.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Garcia: Non, nous ne regrettons pas d'être au Québec. Nous sommes... D'ailleurs, je me fais un titre de gloire de le mentionner le plus souvent possible que nous sommes la seule entreprise d'assurance-vie qui est en mesure de servir le marché canadien à partir de Montréal, à partir du Québec. Nous croyons que c'est un avantage compétitif pour nous parce que nos collègues de Toronto sont plusieurs à se partager. Vous savez, dans notre métier, même si on dit qu'on aime bien la concurrence et tout ça, on essaie de temps en temps d'avoir des contrats par affiliation. Alors, nous on calcule qu'on a tout le marché de Montréal à notre disposition et à Toronto, nous sommes plusieurs à se battre dans le même marché.

Alors, pour nous c'est un avantage compétitif, et on souhaite bien maintenir notre présence ici.

M. Léonard: Très bien. Merci. Autre remarque que je voulais faire. Vous affirmez très nettement qu'il faut assurer la libre circulation des capitaux. J'ai toujours en tête l'image que nous a laissée le gouvernement fédéral lorsqu'il a empêché la Caisse de dépôt et placement d'ac-

quérir avec Power Corporation le contrôle de l'entreprise Canadien Pacifique. Et je pense que ça, c'en était un empêchement à la libre circulation des capitaux, en l'occurrence.

(13 heures)

Je voudrais, compte tenu de ces remarques, revenir à ce que vous en dites sur la monnaie. Je comprends votre point de vue. Sur le plan de l'administration d'une compagnie d'assurances, il est important que les unités monétaires soient faciles à administrer et je pense, en l'occurrence, que c'est un des sujets sur lesquels la Commission discute beaucoup. Maintenant, il nous a été dit par des experts que le Québec souverain pourrait adopter, garder la monnaie canadienne comme monnaie, au moins pour un certain temps. J'imagine que durant la période de transition, il serait même indiqué que le Québec passe une loi affirmant que la monnaie qu'il aurait durant une période de transition, à tout le moins, serait le dollar canadien. Donc, je suppose que vous seriez d'accord avec une telle démarche, quitte à ce qu'on négocie par la suite autre chose, qu'on négocie une union monétaire plus articulée. Qu'est-ce que vous en pensez?

M. Garcia: On est certainement en faveur du maintien de la monnaie canadienne, de la même monnaie. On est contre le changement dans ce secteur-là parce que c'est certain qu'il y a des avantages considérables à opérer. Je ne dis pas que ce n'est pas possible d'opérer avec deux monnaies parce que notre entreprise opère déjà, dans plusieurs pays, avec des monnaies différentes. Alors, ça...

M. Léonard: Oui.

M. Garcia: ...je ne vous dirai pas ça, ça ne serait pas exact. Mais il est certain qu'au moment où, en Europe, on parle d'intégration, d'avoir une monnaie commune en Europe, tout le monde y trouve son avantage. On n'est pas en train d'essayer de compter pour savoir si ça va donner un avantage plus à l'un qu'à l'autre, mais tout le monde y trouve son avantage. J'ai lu quelque part que si, en Europe, on part d'un pays, qu'on fait les 12 pays et qu'on fait le change d'un dollar – on commence avec un dollar – on va finir, après avoir fait les 12 pays, en ayant de bons taux de change, avec 0,51 \$. Alors, voyez-vous, on perd 0,49 \$ seulement dans des opérations de change qui n'ajoutent absolument rien à la richesse des Européens. Un des objectifs des Européens, c'est d'en arriver à avoir une seule monnaie pour éviter ces coûts-là qui n'ajoutent pas du tout à la richesse nationale. Alors, nous, on dit: Écoutez, une seule monnaie est essentielle parce que, d'abord, elle va éviter ces coûts reliés aux opérations de change. Dans le moment, elle permet également à l'épargne, qui est disponible dans une région du Canada, d'aller là où les besoins de capitaux sont

les plus grands. Si on a des besoins de capitaux plus grands au Québec, à un moment donné, parce que l'économie québécoise est dynamique et a une meilleure expansion, eh bien, l'épargne peut venir de l'extérieur du Québec, parce que c'est dans la même monnaie, facilement, sans problème. Le système monétaire, le système financier canadien permet ces échanges-là. Dans le moment, l'économie de l'Ouest est un peu plus forte, l'économie de l'Ontario et du Québec est en déclin. Il est possible qu'une partie des épargnes des Ontariens et des Québécois se retrouve recyclée par le système financier dans l'Ouest et l'inverse a pu arriver auparavant. Alors, vous voyez! Ça, je pense que c'est important de maintenir les avantages de la monnaie. Moi, ce qui m'inquiète, c'est que dans un chambardement constitutionnel on perde cet avantage-là, surtout au moment où on voit d'autres pays essayer de se regrouper pour le faire.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Même si le temps presse, j'aurais une question à vous poser avant d'aller à l'autre bloc de questions. En page 8, au bas de la page, vous dites bien: "Même si le gouverneur de la Banque du Canada est indépendant - il est chanceux. Mon collègue Bélanger dirait qu'il est très chanceux. Il n'a même pas à répondre à un conseil d'administration; il est seul - il n'en reste pas moins soumis à l'autorité formelle du ministre des Finances du Canada." Après ça, de l'autre côté de la page, vous dites: "Compte tenu des structures actuelles et de l'habilité des Québécois à envoyer à Ottawa une majorité de députés du parti au pouvoir, le Québec a probablement plus d'influence sur la politique..." et ça continue. Est-ce que ça veut dire que quand on n'aime pas la politique monétaire, il faudrait blâmer nos députés du Québec et, quand on l'aime, il faudrait féliciter nos représentants? Je trouve ça... J'ai toujours pensé que le gouverneur de la Banque du Canada était complètement indépendant. Vous, vous dites qu'il dépend de l'autorité du ministre des Finances.

M. Garcia: Je dis qu'il dépend de l'autorité formelle. Maintenant, M. le Président, votre intervention me permet de corriger une petite imprécision dans notre mémoire. Quand on dit: Une majorité de députés, ce qu'on voulait dire, c'est que la majorité des députés du Québec faisait partie du parti au pouvoir. D'accord? Le texte ne rend pas tout à fait notre pensée. Je pense que ce qu'on veut dire par là, c'est que même s'il y a cette habilité-là, c'est que, d'après nous, dans le système actuel, le Québec a plus d'influence sur la politique monétaire du gouvernement canadien qu'il n'en aurait dans le cadre d'une entente à deux parce que dans une entente à deux, c'est le poids économique seulement qui jouerait. Et dans la mesure où le Québec a réussi, a été peut-être un peu plus habile que les

autres provinces à envoyer des députés du parti au pouvoir, il obtient, selon moi, à la marge, un peu plus de pouvoirs sur la politique monétaire du gouvernement fédéral que ce ne serait le cas autrement.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie. Nous passons maintenant à M. Béland.

M. Béland: M. Garcia, comme beaucoup d'autres, vous êtes venu plaider, ici, en faveur de la préservation de l'intégrité du marché canadien. Ce qui m'a surpris et ce que j'ai apprécié, c'est que vous êtes un des rares, quand même, à nous dire que ce marché canadien n'est pas aussi ouvert, aussi libre qu'on pourrait le laisser croire. Vous êtes un des rares à dire: Bien, il y a des barrières qui existent actuellement. Il y en a. Vous dites même qu'il y a des barrières à la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Ça, je pense qu'on n'a pas souvent souligné cette question-là et ce, malgré l'existence d'une union économique, d'une union politique et toutes les unions que vous pouvez imaginer. J'aimerais que vous me disiez comment... d'abord que vous me donniez des exemples précis, à part le décloisonnement - je sais que ça vous intéresse beaucoup, le décloisonnement des services financiers - mais d'autres exemples parce que vous vous référez à la circulation des capitaux et des personnes. Je voudrais que vous donniez des exemples de ça et, deuxièmement, que vous nous disiez comment on pourrait réussir à négocier une plus grande ouverture dans le statut constitutionnel actuel.

M. Garcia: Des exemples, M. Béland, vous me permettrez. Par exemple, en fin de semaine, je lisais dans les journaux des appels d'offres - et je ne veux pas faire le procès du gouvernement du Québec - qui émanaient du gouvernement du Québec, qui disaient carrément que seules les entreprises ayant leur principale place d'affaires au Québec pouvaient soumissionner. Toutes les provinces le font; il n'y a pas que le Québec qui le fait. Ce sont des entraves à la libre circulation. Étant une entreprise multinationale, nous sommes plus souvent victimes de ces choses-là que d'autres entreprises. On est un peu plus sensibilisés à ça. Ça, c'est le premier exemple.

Vous avez les problèmes que le Canada a eus avec le GATT. Souvent, ça découle de pratiques restrictives dans les provinces. La chicane qu'il y a, par exemple, au sujet du vin - je ne sais pas si elle est réglée, parce que ce n'est pas un dossier que je suis continuellement - c'est un dossier où ce n'est pas le Québec qui est en cause; au Québec, on commence à peine à faire du vin. Mais ce sont des exemples de pratiques restrictives des provinces qui nuisent à la libre circulation. Vous demandez comment on peut y arriver. Bien, je pense qu'il

faut accepter les règles du jeu du commerce international, du commerce qui veut que c'est le meilleur qui gagne. Et ce genre d'entraves nuit à l'efficacité économique; elles nuisent à l'efficacité des entreprises; elles ne permettent pas... Si une entreprise n'est pas capable de se mesurer sur son propre marché avec la compétition la plus féroce possible, comment cette entreprise sera-t-elle capable d'aller à l'étranger se battre contre les entreprises?

M. Béland: Non, mais je pense que vous m'avez mal compris. Même compétente, même très excellente comme entreprise, elle ne fera pas tomber les barrières si elles existent.

M. Garcia: Pardon? Je n'ai pas compris.

M. Béland: Si les barrières existent, vous dites qu'il y a des barrières dans les faits...

M. Garcia: Oui.

M. Béland: ...qu'il y a des barrières dans les règlements, dans les lois actuelles, alors, ce n'est pas parce qu'on va être performants, parce qu'on en est des victimes, nous, comme Mouvement Desjardins, comme vous...

M. Garcia: Oui.

M. Béland: ...et je pense qu'on est performants; mais il y a des barrières qui existent dans le système actuel. Comment, politiquement ou constitutionnellement, peut-on régler ça?

M. Garcia: Je pense qu'il faut qu'il y ait une volonté politique que ça se fasse. Je pense que la technique que les Européens utilisent, une des techniques que les Européens sont en train d'utiliser, c'est le grand principe de la réciprocité, de la reconnaissance mutuelle. Je vais vous donner un exemple dans le domaine des régimes de retraite. Il y a eu, au Canada, dans le domaine des régimes de retraite, une entente entre les provinces pour réglementer tout ce secteur-là. Il y a eu un accord. On s'est entendu sur un consensus. On a dégagé un consensus. Malgré ce consensus, il y a des dispositions mineures, vous allez me dire, mais quand même assez importantes, des dispositions de la législation dans certaines provinces qui sont différentes. Or, nous, on a des employés dans toutes les provinces du Canada. On est obligés d'avoir plusieurs versions différentes d'un régime de retraite. Même si on a 72 % de nos employés au Québec, on est obligés d'avoir des prescriptions dans notre régime qui s'appliquent uniquement en Ontario, d'autres qui s'appliquent uniquement au Manitoba, d'autres qui s'appliquent uniquement en Alberta. Ça, je considère ça... C'est une entrave.

On ajoute des coûts aux entreprises qui

sont absolument incroyables. Mais pour arriver à ça, il faut que les provinces acceptent. Il faut que les provinces acceptent le principe de réciprocité, c'est-à-dire que dans notre cas, nous, on serait très heureux de se satisfaire de la législation du Québec. Pensez-vous que ça fait mon affaire d'expliquer à mes employés de l'Alberta que leur régime est différent de leurs collègues de la même entreprise qui travaillent au Québec ou qui travaillent en Ontario? C'est ce genre de problème que le cloisonnement du marché nous cause dans le moment et je pense que c'est très important que votre commission se penche là-dessus, parce que c'est quelque chose qu'il faut absolument... Il faut que ça change.

M. Béland: Mais quand vous plaidez pour la préservation, ce n'est certainement pas ça que vous voulez préserver. Vous voulez des changements.

M. Garcia: On veut que ça change ça, oui.

M. Béland: Oui, c'est ça, d'accord.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord féliciter M. Garcia et sa collègue d'être devant nous. En fait, et le secrétaire me corrigera, je pense qu'on n'a eu que deux mémoires d'entreprises, celui de la Standard Life et celui de Seagram. Effectivement, Standard Life est la seule compagnie qui ait accepté de venir débattre son dossier et j'ajoute simplement, avec la qualité du témoignage qui est fait ce matin, qu'on a perdu beaucoup de matériel par le fait qu'il n'y ait eu qu'une seule entreprise. Je pose justement la question. Qu'est-ce qui a décidé une compagnie comme la vôtre à vous présenter devant nous?

M. Garcia: Si vous me permettez, M. Dufour, je pense qu'il y a aussi le Mouvement Desjardins. C'est peut-être un mouvement pour vous, mais c'est un compétiteur pour nous.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: Non, je ne parlais ni des mouvements ni des associations patronales, parce qu'il y a eu l'association minière, il y en a eu un certain nombre, mais au niveau des entreprises.

M. Garcia: De temps en temps, on s'accroche. Qu'est-ce qui nous a décidés? Écoutez, je pense que ça fait, comme on l'a souligné, depuis 1833 que nous sommes au Québec. En fait, notre entreprise a ouvert une succursale au Québec avant d'ouvrir une succursale en Angleterre. Ça peut paraître surprenant, mais les Écossais de l'époque étaient audacieux et ça reflète peut-être aussi un peu l'histoire de notre pays, mais je

pense que, nous, on a intérêt et on a choisi de rester au Québec dans les problèmes des années soixante-dix. Évidemment, on est un peu préoccupés par tout ce débat et on pensait qu'on avait quelque chose à dire d'important pour les membres de la commission et de profiter également de l'occasion pour essayer de régler... Si vos travaux en arrivent à régler un certain nombre de problèmes économiques, je pense qu'il est temps qu'on se penche sur la constitution canadienne. C'est une vieille constitution. En Europe, il y a des choses intéressantes qui se passent et on peut certainement s'inspirer de ce qu'ils font au point de vue économique, en tout cas, pour nous aider.

M. Dufour: De plus, dans l'intervention de M. Béland, je pense que vous êtes tous les deux d'accord sur le fait que l'absence d'harmonisation crée des problèmes. S'il y avait l'indépendance du Québec, est-ce que vous auriez plus de problèmes?

M. Garcia: Plus de problèmes qu'on en a dans le moment?

M. Dufour: Oui.

M. Garcia: Écoutez, on dit dans notre mémoire que ça pourrait disloquer nos opérations canadiennes. Alors, nous gérons dans le moment nos opérations canadiennes à partir de Montréal. Il est certain que si on en arrive... Dans le domaine de l'assurance, l'expérience de notre entreprise, c'est qu'on a du succès dans un pays en autant qu'on a un management qui est familier avec ce qui se passe vraiment dans ce pays-là. Il y a deux grandes variables dont on doit tenir compte et, avant de dire ça, peut-être que je devrais dire que l'assurance-vie n'est pas un marché global, c'est un marché de multinationales, c'est-à-dire qu'il faut avoir des marchés nationaux... L'expertise est mondiale, mais les marchés eux sont nationaux. Je veux dire par là que nous avons deux grandes variables: les régimes de sécurité sociale et les régimes fiscaux qui ont des conséquences importantes sur le marché qui nous est disponible ou le type de marché que nous avons.

Il est certain que, si le Québec devenait indépendant, on présume que le régime fiscal, que le régime de sécurité sociale pourrait évoluer de façon différente de celui du reste du Canada et, à ce moment-là, ça pourrait être difficile pour nous de continuer à gérer l'ensemble de nos opérations canadiennes à partir de Montréal.

M. Dufour: Et vous avez mentionné tout à l'heure que, durant la période de transition qui pourrait être longue ou relativement longue, vous auriez énormément de problèmes.

M. Garcia: Oui, on aurait des problèmes. Je

vais vous donner un exemple. Nous dépendons énormément de la confiance du public, parce qu'une institution financière, quel que soit le chapeau qu'elle porte, qu'elle soit une banque, une compagnie d'assurances ou une fiducie, une institution financière n'agit que comme intermédiaire entre le public emprunteur et le public prêteur. Nous avons des prétextes pour aller emprunter l'argent du public et, évidemment, ces prétextes-là, on les appelle des contrats, des polices d'assurance. Alors, ces contrats-là, les gens sont prêts à nous les donner en autant qu'ils ont confiance en nous, en autant qu'ils ont confiance qu'on va être en mesure de leur retourner leur argent.

C'est sûr que nous dépendons énormément de la confiance du public dans la qualité des promesses que nous faisons et c'est ce qui fait qu'une institution financière, c'est si fragile, et que la confiance est un de nos actifs les plus importants. Alors cette confiance-là, il faut la maintenir. Dans une période de transition, il est certain qu'on aurait des problèmes à vendre, pas parce qu'on ne veut pas vendre, mais parce que le public ne voudrait pas acheter. Dans la période qui a mené à l'échec du lac Meech, j'ai passé beaucoup de mon temps à rassurer des gens qui nous écrivaient, qui avaient des craintes sur nos possibilités de livrer nos promesses. Et je peux vous dire que nous avons perdu des ventes, et en même temps, nous en avons gagné. Il y a des personnes au Québec qui préfèrent faire affaire avec une multinationale parce qu'ils se disent qu'ils ont déjà vu ça. Mais on pense qu'on en a perdu un peu plus qu'on n'en a gagné. Je ne veux pas dramatiser la situation mais effectivement, c'est un problème majeur.

Si on ne peut pas vendre, les vendeurs que nous avons risquent d'être pénalisés puisqu'ils vont faire moins d'argent. Alors on peut perdre nos vendeurs.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Je vous en veux, vous avez pris ma question, d'autant plus qu'il y avait lieu pour moi d'être réconforté avec mon rôle de député au pouvoir à Ottawa, mais j'en ai deux autres brèves.

M. Garcia, conséquemment à ce que, aux réponses que vous avez données à M. Dufour, si on fait une lecture très respectueuse de votre document, c'est un plaidoyer en faveur d'un fédéralisme renouvelé, ou d'une renégociation constitutionnelle, qui devra voir à faire cesser le chevauchement de plusieurs juridictions qui paralysent et qui coûtent cher, si je traduis bien là le fond de votre mémoire.

Vous n'avez pas réussi en affaires sans être obligé de faire des projections ou d'élaborer des scénarios. Et j'aimerais vous demander comme question: Est-ce que vous avez, concernant une

possibilité d'indépendance du Québec, élaboré des scénarios vis-à-vis votre compagnie sur ce que ça pourrait amener ou modifier au niveau de votre compagnie?

M. Garcia: Non, on n'a pas élaboré de scénario sur cette chose-là. Nous cherchons... par nature nous sommes... notre métier c'est de réduire les risques. Nous, ce que nous vendons, ce sont des polices de réduction de risques, ce sont des contrats de réduction de risques, parce que les gens viennent nous voir pour qu'on leur donne une assurance, qu'en temps et lieux, selon tel et tel événement, il y aura de l'argent qui sera disponible. Évidemment, cela nous amène à essayer de réduire les risques.

Nous avons préféré, plutôt que d'élaborer des scénarios comme ça, comparaître devant vous ce matin.

M. Desjardins: Merci, ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Garcia, Mme Desjardins, merci d'être venus faire avancer les travaux de notre Commission.

M. Garcia: Je vous remercie d'avoir été entendu.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon appétit, à tantôt.

(Suspension de la séance à 13 h 18)

(Reprise à 14 h 16)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous continuons nos travaux. Mesdames, messieurs, si vous voulez bien prendre votre siège. Nous recevons maintenant Mme Andrée Lajoie. L'audition est d'une durée d'une heure. Mme Lajoie, vous avez 10 minutes pour présenter le sommaire de votre rapport. À vous.

Mme Andrée Lajoie

Mme Lajoie (Andrée): Je vous remercie. M. le Président, M. le coprésident, Mmes, MM. les ministres et les autres membres de la Commission, c'est avec un grand plaisir et un sens aigu de nos responsabilités collectives que j'ai accepté votre invitation à répondre aux questions qui m'ont été adressées et à venir en discuter aujourd'hui. Dans ce mémoire que je présentais à la Commission, j'ai d'abord posé deux mises en garde, toutes les deux relatives au titre d'expert que la Commission m'a attribué - j'allais dire dont elle m'a affublée - c'était d'abord pour souligner que personne, en fait, je crois, ne peut être expert dans toutes les questions, dans tous les domaines que soulèvent les questions de la Commission, qui vont du partage des compétences

aux politiques monétaires, en passant par le commerce international, même l'anthropologie culturelle de l'identité nationale.

L'autre élément de ma mise en garde vient du fait que ce titre d'expert connote, d'une certaine façon, la scientificité. Je voudrais nous mettre collectivement en garde contre l'illusion de tenir ici un discours scientifique alors que, je crois, nous sommes dans un processus qui est politique. Ce n'est ni meilleur ni moins bien, mais c'est autre chose; c'est un discours qui relève d'une autre logique. Je crois que ma contribution, comme d'ailleurs celle de mes collègues experts, entre guillemets, est, au fond, une contribution rhétorique qui propose des arguments raisonnés pour des solutions politiques. Cela dit, "politique" ne veut pas dire partisan, et je tiens à souligner, comme je le fais toujours dans des occasions analogues, que je n'ai jamais fait partie d'un parti politique, au Québec ou ailleurs.

Cela étant dit, je vais d'abord résumer très grossièrement ma position et en développer certains points, dans la mesure où le temps me le permettra, quitte à continuer ensuite à la faveur de vos questions.

Pour me résumer, donc, je dirai que les problèmes politiques liés à l'identité nationale du Québec que lui pose la Constitution canadienne sont tellement nombreux et si fortement liés à la forme fédérale de cette Constitution qu'il ne me paraît pas possible de les régler dans ce cadre-là. D'autre part, les liens indissociables pour un peuple entre le maintien de son identité et la maîtrise totale de son économie me font opter pour l'indépendance du Québec dans un État souverain, indépendant et unitaire et, en même temps, pour une intensification des relations internationales, économiques du Québec avec le conseil d'administration, bien sûr, et d'autres pays du monde de la même manière. Relations qui devraient, à mon avis, être intégrées non pas dans une structure constitutionnelle ferme, permanente, difficile à modifier, mais dans des traités respectueux de la souveraineté et qui ne comprennent pas de délégation législative, ce qui, en fait, exclut des superstructures du type de celles de la Communauté européenne, même si elles sont intégrées dans des traités.

Pour revenir un peu sur les éléments de cette position, si j'en ai le temps - vous m'arrêterez, M. le Président - les domaines dans lesquels le Québec ne peut affirmer son identité à cause de la forme fédérale de notre Constitution et non pas seulement du texte constitutionnel, mais de l'interprétation qu'en ont faite les tribunaux et des pratiques constitutionnelles qui l'accompagnent. Je les énumère rapide: l'immigration, la langue et le développement culturel, l'environnement, l'aménagement du territoire, les politiques sociales, l'enseignement, surtout l'enseignement universitaire, les droits collectifs, surtout les droits syndicaux, les politiques écono-

miques, surtout en matière de main-d'oeuvre, l'exportation, surtout en ce qui concerne les richesses naturelles, et les politiques monétaires, notamment en matière de taux d'intérêt. Alors, je pense que, dans tous ces domaines, le Québec n'a pas, dans sa situation constitutionnelle actuelle, ce qu'il lui faut pour maintenir et faire progresser son identité culturelle. Cela m'amène à dire que, dans le principe même du fédéralisme qui aura toujours un avenir centralisateur, il y a quelque chose qui n'est pas compatible avec notre situation politique.

Si j'ai encore quelques minutes, je voudrais parler des impacts sur le niveau de vie des Québécois, à propos desquels on nous a, à tous, je crois, posé des questions. Je dirai qu'à mon avis, ces impacts sont imprévisibles. Je ne suis pas économiste, mais j'ai assez pratiqué la critique des sciences sociales en général et du droit en particulier pour savoir qu'il existe une frontière entre la science économique et la science-fiction, et, à mon avis, elle se situe en deçà, bien en deçà de ce genre de prédiction ou même d'une appréciation globalement juste de ce que pourrait devenir le niveau de vie des Québécois dans l'avenir, dans l'hypothèse de la séparation, comme d'ailleurs dans l'hypothèse du maintien du Québec à l'intérieur du Canada.

Il est probable, à mon avis, qu'à moyen terme, au Canada, les désaccords politiques cesseront de passer avant les intérêts économiques, et cela parce que le marché aura le même attrait et parce que nos compatriotes canadiens ont un sens assez clair du réalisme. Mais s'il arrivait que cela ne soit pas, s'il arrivait que de telles relations fussent impossibles à rétablir, je pense qu'il faudrait considérer que ce marché du Canada en dehors du Québec représente 19 000 000 d'habitants, alors que se trouvent, à la même proximité sinon bien davantage, en Nouvelle-Angleterre et en comprenant l'État de New York, 55 000 000 d'habitants, que les États-Unis tout entiers comprennent 246 000 000 d'habitants et la Communauté européenne 324 000 000. C'est dire que des marchés qui ne sont pas plus éloignés que celui de Vancouver sont beaucoup plus peuplés que celui du Canada. Et rien ne prouve que les discussions ne seraient pas plus faciles avec des pays comme ceux-là ou des groupes de pays comme ceux-là. Je vois assez bien qu'il y ait une possibilité que le Québec soit une tête de pont en Amérique pour la Communauté européenne, avec laquelle, au lieu de la copier, on pourrait tenter d'entretenir des liens originaux.

Pour parler très rapidement de la Communauté européenne et des raisons pour lesquelles il ne me semble pas que ce soit la façon vers laquelle nous devons évoluer, c'est à cause non pas de la forme qu'a prise l'engagement de ces pays qui est en effet dans un traité, le Traité de Rome, comme chacun le sait, mais parce que, dans ce traité, on a prévu la possibilité d'une

perte de souveraineté pour les États qui y appartiennent, dans la mesure où le Conseil de l'Europe se trouve à pouvoir adopter des règlements, règlements qui ont une application immédiate dans les pays membres de la Communauté et qui peuvent porter sur le Marché commun, la libre circulation des biens et des services, les douanes, l'agriculture et les transports. C'est une perte de souveraineté qui est déjà sérieuse en elle-même. Il faut aussi prendre en compte le fait que les pouvoirs du Parlement européen qui étaient minimes au départ vont croissant. Ils ont été augmentés au moment de l'introduction du Portugal dans la Communauté, et maintenant, le Parlement peut voter la non-confiance. Il y a aussi un tribunal dont la jurisprudence pourrait très bien évoluer dans le sens de la jurisprudence des tribunaux constitutionnels de tous les pays fédéraux, c'est-à-dire d'une façon très centralisatrice. Et il y a aussi une évolution vers une banque centrale et une véritable monnaie commune, ce que n'est pas encore l'écu. Alors, ce sont toutes ces raisons qui me font dire qu'il vaut mieux des traités temporaires, des traités sans délégation de pouvoirs et vraiment des instruments de droit international. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Alors, nous débutons la période des interventions avec M. Guy Chevrete.

M. Chevrete: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous remercier, Madame, pour la clarté de votre mémoire. S'il y a des mémoires qu'on doit questionner quant à l'orientation désirée par la personne qui le présente, ce n'est pas votre cas. C'est clair, c'est précis, c'est sans équivoque. Et je pense qu'une argumentation également serrée et cohérente appuie vos énoncés.

Ce qui m'a plu également, c'est que vous avez contré, à l'intérieur de votre mémoire, ceux qui ont tendance à brandir les peurs, par exemple, les mêmes arguments qu'on retrouvait en 1980: le niveau de vie va peut-être baisser. Vous y touchez carrément, en disant que vous n'êtes pas devin, mais qu'il n'y a pas de vérité absolue dans ça et que c'est souvent au niveau psychologique qu'existent ces choses sur le plan pratique, dépendant du dynamisme économique qui peut exister. Donc, dans ce cadre-là, je vous félicite pour la clarté de vos propos.

Je voudrais cependant que vous m'expliquiez davantage ce que vous entendez par le fait que vous ne voulez surtout pas voir constitutionnaliser quelque type d'association que ce soit.

Mme Lajoie: Bien voilà. Je pense que la différence entre constitutionnaliser les échanges que l'on veut établir avec d'autres pays et les mettre dans des traités, c'est celle qui consiste à garder ou à se départir de certains éléments de

la souveraineté. Quand on entre dans une constitution, on y entre pour un délai indéterminé, on se lie à des modes de modifications constitutionnelles comme ceux qui régissent celle du Canada et dont on n'est pas les seuls à avoir le contrôle. On crée, si on parle de véritable superstructure, des organismes législatifs centraux qui ont, soit un pouvoir de préséance, soit un pouvoir d'application directe sur le territoire et toutes ces particularités, cette lourdeur, cette difficulté de modification des traités et cette perte de souveraineté me paraissent incompatibles avec le maintien et le développement d'une identité spécifique pour le Québec.

Je ne crois pas qu'on puisse scinder les compétences culturelles d'une part et les compétences économiques de l'autre. Je crois que c'est tout à fait indissociable et que ce n'est pas dans la contrainte d'une autre collectivité sur des éléments de nos politiques économiques que l'on peut chercher la liberté dont on a besoin pour maintenir son identité. Je donnerai des exemples simples: La seule politique monétaire, le simple contrôle du taux d'intérêt, du taux de change ont des effets secondaires et ces effets secondaires peuvent s'appeler récession, comme on l'a vu récemment. De choisir de maintenir le taux du dollar à un certain niveau par ce type de politiques plutôt que par d'autres, si on cède des pouvoirs de cette nature ne serait-ce qu'à une banque centrale, c'est, je crois, s'éloigner de la marge de manoeuvre dont nous avons besoin pour choisir les politiques que nous voulons mettre en oeuvre dans le domaine culturel, dans le domaine de l'enseignement, dans le domaine des arts, aussi bien que dans le domaine industriel, et c'est affecter nos exportations et c'est ne pas pouvoir choisir son destin.

(14 h 30)

M. Chevette: Vous avez, quelques-uns des chercheurs et quelques groupes à peine, touché la démarche complète: Comment procéder après la Commission? D'abord un référendum sur les recommandations de la Commission, etc., et vous parlez de la création d'une constituante. Vous parlez même de la passation à l'Assemblée nationale, de l'adoption de deux législations. Et vous dites ceci, en page 10 de votre mémoire: "Une loi qui pourrait maintenir en vigueur le droit positif existant". J'aimerais vous entendre sur cette expression.

Mme Lajoie: Oui, j'ai répondu à cette question dans mon mémoire, mais je n'en ai pas fait état dans mon résumé, faute de temps. Je propose, en effet, d'abord un référendum pour respecter les principes démocratiques. Et puis après un référendum, une déclaration unilatérale d'indépendance qui, quoique non légale, est légitime. Et à partir de la reconnaissance de certains pays ou d'un certain nombre de pays étrangers de cette déclaration d'indépendance, un nouvel ordre juridique est créé au Québec,

un nouvel ordre juridique dont je crois qu'il devrait adopter deux lois en priorité. L'une pour créer une constituante qui va réfléchir et définir une constitution interne pour le Québec dans les mois qui suivent, avec un délai à fixer, mais que je verrais autour d'un an. L'autre loi, c'est une loi pour parer à ce problème qui se pose toujours dans des situations comme celles-là, le problème du droit transitoire, c'est-à-dire qu'on se retrouve un matin dans un autre ordre juridique. Il y a ce que l'on pourrait appeler, et pour une fois c'est vrai, alors que ça ne l'était pas dans le cas où cette expression a tellement été utilisée dans le cas du débat sur l'avortement, il y aurait là un vrai *vacuum juridique*, il y aurait là un vrai vide. Alors, pour éviter qu'il y ait ce vide, je propose qu'on abolisse immédiatement les éléments de la Constitution qui la font fédérale, c'est-à-dire qu'on rapatrie tous les pouvoirs et toute la compétence législative à l'Assemblée nationale, mais que les lois qui régissent le Québec et qui ont déjà été adoptées, soit par les instances fédérales soit par les instances québécoises dans le passé, soient pour l'instant, et sauf modification immédiate, maintenues en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient, à la suite de l'adoption d'une nouvelle constitution ou même dans l'intervalle pour ce qui concerne le droit positif – je parle de droit positif à propos de droit interne non constitutionnel et de droit qui a déjà été adopté et qui est en vigueur – je voudrais qu'on le maintienne en vigueur pour éviter un chaos. Pour éviter un chaos à court terme et nous permettre de prendre ces décisions-là les unes après les autres.

M. Chevette: Mais pour bien se comprendre, il y a un référendum sur l'option à prendre par le Québec, il y a une déclaration unilatérale par l'Assemblée nationale, il y a par la suite une législation créant une constituante pour élaborer une constitution du Québec. Mais pour se donner peut-être des bretelles avec une ceinture, on passe une législation qui incorporerait toutes les lois qui sont de nature fédérale, qui protègent les droits individuels des Québécois dans une seule législation québécoise.

Mme Lajoie: Pas uniquement. Je ne pense pas seulement aux lois constitutionnelles comme la Charte, je pense au contenu des lois qui portent sur des matières maintenant fédérales et dès lors québécoises. Par exemple, des lois que le Parlement... le droit criminel, par exemple. Bon. Je ne voudrais pas qu'il y ait de *vacuum* le lendemain matin sur le plan du droit criminel, alors je dis: On maintient en vigueur, par un acte d'adoption en bloc, le droit criminel tel qu'il a été adopté par le Parlement fédéral jusque-là, et on fait ensuite les modifications qu'on veut. Bon! Et ça, ça s'applique à tous les domaines où le Parlement fédéral a légiféré dans le passé. C'est un mode simple et presque grossier de maintenir

de façon transitoire le droit en vigueur avant qu'on ait besoin, avant qu'on ait le temps de répondre au besoin de le modifier selon nos vœux.

M. Chevette: Vous avez beaucoup d'expérience dans les négociations constitutionnelles antérieures, vous avez vu ce qui s'est passé, que répondez-vous à ceux qui croient encore au père Noël et qui pensent que le fédéralisme peut être renouvelé, dans le cadre de la conjoncture actuelle ou de la formule d'amendement actuelle?

Mme Lajoie: Mon Dieu, je leur souhaite bonne chance!

M. Chevette: Merci, madame.

Le Président (M. Jean Campeau): Sur ces mots, nous passons à M. Jacques Proulx, qui sera suivi de M. Beaudry et de M. Larose.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Alors, s'il y a une chose qu'on ne peut pas vous reprocher, c'est celle de ne pas avoir été claire sur votre option constitutionnelle, comme ça vous a été dit.

J'ai deux questions. La première porte sur ça, justement. Vous dites, en page 4: "...j'estime que le Québec doit jouir à titre de pays indépendant de la plénitude des compétences qui constituent la souveraineté des États reconnus comme tels par la communauté internationale et n'en partager aucune avec d'autres pays." Je sais que vous l'avez abordée là, une question de... que vous venez de l'aborder un peu, mais je voudrais que vous poussiez un peu plus loin. Est-ce que je peux considérer que quand vous dites ça, pour vous, un pays souverain ne doit faire aucune association, doit se limiter à passer des traités ou des accords tels les accords du GATT ou d'autres accords internationaux? Est-ce que c'est une bonne interprétation de votre vision?

Mme Lajoie: Je pense qu'un pays indépendant sur le plan politique reste interdépendant du monde entier dans le domaine économique et qu'il doit entériner des ententes avec d'autres pays. Je dis que ces ententes-là doivent être sous la forme de traité et non sous la forme constitutionnelle, et qu'elles doivent être exemptes de délégation législative, de délégation de compétences législatives.

On peut penser que, par exemple, bon, on puisse établir un tribunal international auquel le Québec soumettrait les conflits qui résulteraient pour lui de ces ententes faites par traité sur le plan économique, soit avec le Canada, soit avec d'autres pays. On peut penser à des organismes très étroits de gestion de certains biens, quoique je ne voudrais pas aller très, très loin là-dedans non plus, parce qu'on sait qu'on a tôt fait d'interpréter la gestion comme de la législation.

M. Proulx: Alors, c'est ça que vous...

Mme Lajoie: Mais je pensais à, bon, la canalisation du Saint-Laurent et des choses comme ça.

M. Proulx: Alors, c'est un peu ces reproches-là que vous faites vis-à-vis de la Communauté économique européenne.

Mme Lajoie: Bien, le seul... La Communauté économique européenne, elle a été conclue par traité et, dans ce sens-là, elle est dans le bon type d'instrument. Mais ce qui me paraît inadéquat, c'est que, pour nous s'entend, je pense qu'en Europe la situation est différente, les pays ont eu beaucoup de siècles pour affirmer leur identité, elle est moins menacée, ils sont dans un état d'esprit où il y a un grand mouvement pour l'unité européenne. Bon. Je ne discerne absolument rien de semblable ici, ai-je besoin de le dire, de sorte que... mais encore qu'en Europe, j'ai bien hâte de voir ce que ça va donner à moyen terme. Ils n'ont pas, sauf en Allemagne où ce n'est pas un véritable fédéralisme mais plutôt une décentralisation très accentuée, et en Suisse là, mais je veux dire qu'ils ont des notions assez livresques et des souvenirs de voyage de ce que c'est que le fédéralisme. Quand ils y seront le nez le premier là, on verra ce que ça donne.

Donc, ce qui me paraît inadéquat pour nous, dans cette formule, c'est le fait qu'elle comporte une délégation de compétence législative. Ça s'appelle des règlements. Il y a trois sortes de décisions qui sont prises par les divers organes de la Communauté, mais il y en a une d'entre elles qui s'appelle les règlements et qui est prise par le Conseil de l'Europe. Elle est prise à la majorité sans que les pays membres ne puissent s'y opposer de façon... comme, par exemple, par un droit de veto. Et ça s'applique d'emblée dans le pays et ça porte sur les domaines que j'ai énumérés: la libre circulation des biens et des services, les douanes, l'agriculture, le transport, je crois. Le transport, je ne suis pas tout à fait sûre, mais les trois autres, je le suis.

Donc, à partir du moment où on peut prendre des décisions sur des domaines comme ceux-là, imaginons deux minutes que le tribunal qui interprète la frontière entre les décisions de la Communauté et celles des pays souverains qui en sont membres et qu'il lise pour s'en inspirer la jurisprudence de notre Cour suprême et qu'on se retrouve devant des théories comme celles de la compétence implicite et du pouvoir ancillaire; et pourquoi pas de l'intérêt? Ici, on parle de l'intérêt national du Canada. Alors, on pourrait parler de l'intérêt de la Communauté; et pourquoi pas du pouvoir de dépenser? Il y a là une pente savonneuse pour augmenter encore, centraliser encore des pouvoirs décisionnels directs qui sont déjà en eux-mêmes et dès avant une telle interprétation judiciaire, trop importants pour

permettre le maintien d'une identité nationale à un pays comme le Québec qui n'a pas eu le passé des pays membres de la Communauté européenne.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien madame. Nous allons à M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, madame, à la page 9, après nous avoir parlé de l'économie, vous dites: "En résumé, la presque totalité des changements que l'indépendance du Québec pourrait provoquer dans la réalité économique sont d'ordre psychologique et politique et se rangent parmi les facteurs les moins susceptibles de prévision." Quand vous nous parlez d'ordre psychologique, est-ce que je vous saisis bien, dans le contexte où un référendum favoriserait l'indépendance, par exemple, et que 40 % des gens du Québec déclaraient qu'ils votent contre, qu'ils aimeraient mieux rester à l'intérieur du fédéralisme actuel, que ces 40 % et d'autres, possiblement - parce que vous reliez également le domaine politique à ça - est-ce que je vous saisis bien quand vous nous dites ça, que ça voudrait dire que le Québec, à ce moment-là, se verrait probablement affecté au point de vue économique par des gens qui pourraient craindre les lendemains d'une indépendance sans connaître exactement quel sera le régime en place? Quelles seront les réactions ou quelle sera la réaction du gouvernement par rapport à ce qu'ils connaissent actuellement? Que ce ne soit pas bon ou bon, ils le savent dans quoi ils sont. Est-ce dans ce sens-là que vous me parlez de psychologique, vous?

Mme Lajoie: Ce que je voudrais dire d'abord, c'est que je n'ai pas voulu insulter les économistes quand je dis qu'ils sont incapables de prévoir ce qui va se produire sur le niveau de vie. Nous, les juristes, sommes dans le même bain parce que chacun sait que, sur 100 avocats qui rentrent au palais de justice le matin, il y en a 50 qui sortent en ayant perdu leurs mathématiques. Et à moins de croire qu'ils ont voulu insulter...

M. Beaudry: Jusque là, on s'accorde!

Mme Lajoie: Oui, voilà! Qu'ils ont voulu tromper leur client, bon, il faut bien admettre qu'ils n'ont pas pu prévoir ce que le juge allait dire parce qu'il y a trop de facteurs qui entrent dans ce genre de décisions. C'est pareil pour l'avenir de l'indépendance. Il y a des facteurs psychologiques, politiques et économiques qui vont dans les deux sens. Oui, il y a des gens qui pourraient être craintifs et leur crainte pourrait avoir un effet sur ce qui va se passer. Et en même temps, qui est-ce qui va l'emporter? On n'en sait rien. La clarté qui se dégagerait et l'énergie créatrice qui serait libérée au Québec

par l'avènement de l'indépendance pourraient entraîner, au contraire, des effets tout à fait bénéfiques. Il y a d'autres types de facteurs qu'on ne peut absolument pas prévoir. Au moment où j'ai écrit ça, quelque part en novembre, on n'imaginait pas qu'aujourd'hui on se demanderait si, ce soir, nous serons en guerre. Tous ces facteurs-là, ils sont imprévisibles et je pourrais vous donner un exemple amusant.

Au milieu des années soixante-dix, on avait tenté de faire une étude des besoins en matière de services juridiques au Québec pour essayer d'adapter les programmes des facultés de droit dans ce sens. Ce qu'on avait trouvé dans les tendances lourdes du droit, on avait demandé à trois personnes dont Daniel Latouche et Yvan Lamonde de le projeter sur des scénarios alternatifs de l'avenir du Québec. Ils ont élaboré quatre scénarios et puis on s'est revus au mois de juin pour discuter d'un mémoire à cette Commission, Daniel et moi. J'avais apporté les quatre scénarios et il n'y en avait aucun, mais aucun, qui s'était réalisé. Pourtant, ce n'est pas un imbécile, Daniel Latouche, hein? Bon.
(14 h 45)

M. Beaudry: Ça veut dire en d'autres mots que ce n'est pas nécessairement négatif, votre facteur psychologique ou politique.

Mme Lajoie: Absolument pas! Ça veut dire que, quand on est modeste et qu'on est réaliste par rapport à la science, ça permet bien plus d'expliquer des choses qui ont eu lieu que de prévoir des choses qui vont venir. Moi, je fais de la recherche depuis beaucoup plus d'années que je ne voudrais l'admettre en droit constitutionnel et quand je fais cette recherche, chaque fois je mesure l'abîme de mon ignorance je ne présume pas que pour les autres ce soit bien différent.

M. Beaudry: Non, non, mais je voulais...

Le Président (M. Jean Campeau): Là-dessus, nous passons à M. Larose.

M. Larose: Je vais prolonger ce questionnaire, parce que je trouve qu'il est éclairant pour la phase dans laquelle on est à la Commission. J'ai pris quelques jours de repos. J'ai lu 51 mémoires dont le vôtre.

Mme Lajoie: Vous appelez ça du repos.

M. Larose: Non. Je vous dirai qu'il y a beaucoup de connaissance dans ces mémoires, de profondeur, d'information. Quelques mémoires ont un peu d'imagination, j'allais dire plutôt d'imaginaire. Plusieurs se laissent guider par les contraintes de la réalité et du politique. Et une de mes observations, j'aime beaucoup votre expression quand vous dites: Si les économistes pouvaient prédire l'avenir, ça se serait su. On ne

serait peut-être pas réuni...

Mme Lajoie: Depuis le temps qu'ils s'y essaient, ça se serait su.

M. Larose: Bon. Mais je voudrais que vous, qui pratiquez ces gens aller et retour, vous nous disiez, dans les choix que le Québec a à faire présentement, où il y a une question d'espace, il y a une question de temps, mais il y a aussi une question, je dirais, d'avenir, c'est-à-dire de risque... On met ses volontés populaires pour réaliser quelque chose. C'est quoi, la part du vérifiable et la part du non vérifiable? Je pose la question autrement. C'est-u vrai que les sociétés qui marchent, qui évoluent, le font toujours sur la corde raide?

Mme Lajoie: Je suppose que oui. En tout cas, ce que je sais, c'est que, moi, je ne crois pas qu'on puisse prédire ce qui va arriver si le Québec se sépare du Canada, mais on ne peut pas non plus, pas une once de plus, prédire ce qui va se passer si on y reste. Ça me paraît de l'ordre de la sorcellerie que de vouloir, 10 ans d'avance, savoir comment va évoluer notre niveau de vie. Je pense que ce qu'il faut faire, c'est prendre des décisions en fonction de nos intérêts actuels et faire ce qu'il faut pour que ces intérêts se réalisent, prendre les tournants un par un et, chaque fois, aller au meilleur. Je pense qu'il faut se faire confiance et rien ne me permet de dire que l'option de rester dans le Canada est moins dangereuse que celle d'en sortir. Il n'y a qu'à regarder la récession actuelle qui, de l'avis même du Conseil économique du Canada, qui n'est pas dans le PQ que je sache, résulte des politiques monétaires de la Banque du Canada et des taux d'intérêt qui ont toujours été décidés dans l'intérêt plus de l'Ontario que du Québec, comme d'ailleurs les politiques tarifaires depuis le début de la Confédération.

M. Larose: À lire votre mémoire, il me semble que ce que vous proposez pour le Québec, c'est de se concevoir comme pays souverain, capable de définir des traités ou de signer des traités avec plusieurs pays sans privilégier le Canada. Est-ce que je fais une bonne lecture?

Mme Lajoie: Oh! Sans privilégier, je ne sais pas. Peut-être qu'on peut commencer par le Canada. Mais, il m'apparaît que... Écoutez, il ne faut pas se braquer sur les relations économiques avec le Canada, parce que c'est celles qui ont été les plus importantes dans le passé. C'est à l'avenir qu'on pense. Dans un rayon beaucoup plus proche de nous que Vancouver, par exemple, il y a un marché de 55 000 000 d'habitants où on devrait bien trouver quelque chose à faire, un marché qui est là sans décalage horaire, sans distances plus grandes, un marché qui comprend

une population qui est finalement assez proche de la nôtre, comme chacun peut le constater quand on va en vacances en Nouvelle-Angleterre ou à New York. Il m'apparaît que les relations Nord-Sud, c'est connu au Canada, ont toujours été plus simples que les relations Est-Ouest. Le Canada, c'est un défi à la géographie. Et ça me paraît que, bon... et ce n'est pas tout. Ça c'est en ce qui concerne les États-Unis. En ce qui concerne l'Europe, le Québec joue un rôle très important de plaque tournante, sur les plans scientifique et artistique. Beaucoup d'oeuvres de sociologues américains, par exemple, ont fait leur chemin en Europe à partir d'interprétations données par les Québécois qui ont plus facilement accès à cette littérature. L'inverse est vrai aussi. C'est la même chose dans les transferts de technologie. Je pense qu'on pourrait là se définir un rôle pour l'avenir qui serait celui de tête de pont de l'Europe en Amérique. La géographie le permet. Les échanges ne sont pas plus longs. Ce n'est pas plus long aller à Paris qu'aller à Vancouver, je le répète.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous allons à M. Rémillard.

M. Rémillard: M. le Président, je vous remercie. Mme Lajoie, ça me fait plaisir de vous accueillir à cette Commission parlementaire. La dernière fois que je vous ai accueillie à une commission parlementaire c'était pour étudier l'entente du lac Meech. Vous vous en souvenez.

Mme Lajoie: Nous nous en souvenons tous les deux, M. le ministre.

M. Rémillard: Au mois de mai 1987. Et votre témoignage nous avait beaucoup aidé à améliorer Meech, en ce qui regarde le pouvoir de dépenser. On avait même proposé, à ce moment-là, à la rencontre du 3 juin, à l'édifice Langevin, 1987 toujours, des modifications en fonction de ce que vous nous aviez dit sur la proposition concernant le pouvoir de dépenser. Et...

Mme Lajoie: ...qui ont reçu l'accueil que l'on sait, M. le ministre.

M. Rémillard: Ça avait été accepté, finalement, à la suite de discussions ardues à 4 heures du matin. Mais ç'avait été fait. Alors, grâce à votre intervention, on avait amélioré Meech.

Mme Lajoie: Pas vraiment à mon goût. Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Vous nous proposez un rapport très intéressant dans le sens qu'il est clair. Ce n'est pas l'indépendance qui serait floue et molle, mais une indépendance dure et pure. Vous nous proposez même une monnaie québécoise et vous faites à plusieurs endroits dans votre

mémoire cette distinction entre l'indépendance et la souveraineté. On sent que, pour vous, il y a une connotation différente que vous voulez bien qu'on puisse vérifier dans votre mémoire. Et vous nous dites, au début de votre mémoire, que vous ne croyez pas qu'on puisse modifier le fédéralisme canadien, qu'on puisse le renouveler parce qu'il ne peut pas y avoir, entre autres, de garantie contre la centralisation judiciaire.

Vous dites que la centralisation judiciaire semble inévitable dans un fédéralisme tel que le Canada. Et je vous cite. Mais si on regarde l'histoire, ou l'interprétation judiciaire au Canada, entre autres celle du comité judiciaire du Conseil privé, dans cette première partie, au moment où c'était le tribunal de dernière instance au Canada — ce n'était pas la Cour suprême, c'était le Comité du Conseil privé anglais — l'interprétation a favorisé les provinces à plusieurs reprises. Je pense, par exemple, au domaine des assurances, aux relations du travail, au commerce intraprovincial, et on pourrait en nommer d'autres qui n'étaient pas expressément mentionnés dans la Constitution et qui ont été attribués aux provinces par l'interprétation judiciaire.

Ma question est celle-ci: Vous ne croyez pas que si on faisait notre travail de politicien et qu'on laissait moins de zones grises, donc, par le fait même, on laisserait moins de latitude aux tribunaux qui, eux, ne demandent pas mieux qu'interpréter la loi ou la Constitution telle qu'elle est. Si on faisait notre travail plus précisément, vous ne croyez pas qu'on pourrait avoir cette garantie d'une interprétation judiciaire en fonction du genre de fédéralisme que nous voulons créer?

Mme Lajoie: Sûrement, M. le ministre, vous ne voulez pas dire que nous sommes dans le même contexte qu'on était au moment des interprétations du Conseil privé qui, lui, au surplus, n'était pas juge et partie dans sa propre cause. C'était un tribunal d'un pays étranger, qui se penchait avec, dirons-nous, pour utiliser un bel anglicisme, "bénévolence" sur l'état d'une colonie lointaine dont les remous ne l'atteignaient pas. Un tribunal fédéral, situé dans un pays fédéral, dont les membres sont nommés par le gouvernement fédéral. Nous avons tous expérimenté que c'est autre chose.

Sur la deuxième partie de votre question, à savoir: Est-ce qu'on pourrait inventer un partage qui soit étanche? J'ai deux remarques. La première, c'est que serait-il étanche et bien adapté, pour un certain nombre d'années au départ, à la situation qui l'a fait naître qu'il serait rapidement dépassé par l'évolution de nos intérêts et je préfère pour cela, de beaucoup, des traités à terme qui peuvent être renouvelés et modifiés. Il n'y a pas de raison de se priver de cette marge de manoeuvre dont disposent tous les pays qui dénoncent des traités quand ils ne font plus leur

affaire. La conjoncture évolue, nos intérêts évoluent et les moyens de les défendre doivent évoluer en même temps. Je ne voudrais pas entrer ici dans de longues théories sur l'interprétation du droit. J'aimerais que Pierre-André Côté soit ici et qu'il puisse mieux et plus succinctement que moi vous expliquer ce que vous connaissez d'ailleurs et que, sans doute, vous voulez me voir répéter pour les gens parmi nous qui ne sont pas juristes. Ce corpus de connaissances qui se développe aujourd'hui dans le domaine de l'interprétation, de la rhétorique notamment, et qui fait bien voir que les mots que l'on met dans les lois et qui sont interprétés par les juges prennent le sens qu'on veut bien leur donner et que la marge de création du pouvoir judiciaire est beaucoup plus grande qu'ils ne veulent l'admettre. Évidemment, la charte nous a permis de voir ça de beaucoup plus près parce qu'il y avait là beaucoup de flou. Mais même quand il n'y en a pas, même quand il semble ne pas y en avoir, les tribunaux donnent aux mots le sens qu'ils peuvent leur donner, avec la marge de manoeuvre qu'ils ont pour maintenir la crédibilité de leur tribunal. De sorte que je dirais que le sens des mots dans une constitution, c'est le résultat d'un échange entre des magistrats nommés par le pouvoir central et deux collectivités qui le reçoivent: le public et les juristes. Je ne veux pas me lancer dans toutes ces théories-là, mais, non, je ne crois pas qu'on puisse jamais arriver à faire une loi constitutionnelle avec un partage des compétences étanche.

Je vous comprends, M. le ministre. Personne ne vous comprend mieux que moi. Nous avons tous les deux beaucoup publié dans le domaine du partage et vous l'avez enseigné longtemps. Ce n'est pas agréable de voir que notre sujet, pour une part, pour une bonne moitié, s'en va dans l'histoire du droit et, pour l'autre moitié, dans le droit international commercial. Mais, écoutez, ce n'est pas tragique, surtout dans votre cas. Si vous vous dépêchez de faire l'indépendance avant M. Parizeau, vous n'aurez jamais besoin de vous recycler.

M. Rémillard: Surtout, si vous me permettez, j'ai peut-être aussi une autre possibilité. C'est que j'ai la réforme du Code civil...

Mme Lajoie: Ah oui! Bien sûr.

M. Rémillard: ...que je veux compléter cette année, en 1991. Donc, je pourrai enseigner le Code civil.

Mme Lajoie: Voilà! Donc, vous allez dans le même sens que moi. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la disparition du partage.

M. Rémillard: Ce n'est pas pour rien que j'accélère les choses, soyez certaine de ça.

Mme Lajoie: Bien. J'en suis heureuse.

M. Rémillard: Mais revenons à notre Constitution. De la façon que vous nous proposez qu'on pourrait fonctionner, vous nous proposez, à la suite des travaux de la Commission, qu'il y ait un référendum sur l'indépendance du Québec et advenant, donc, que ce référendum serait positif, que l'Assemblée nationale du Québec déclare l'indépendance. C'est ce que vous nous proposez?

Mme Lajoie: Oui, qu'elle fasse une déclaration unilatérale d'indépendance, oui.

M. Rémillard: Unilatérale, oui.

Mme Lajoie: Et suite à un référendum positif, oui.

M. Rémillard: Et vous citez le professeur Jacques Brassard dans son livre, très intéressant d'ailleurs, que plusieurs ont ici autour de la table, l'Accession à la souveraineté et le cas du Québec, où il étudie beaucoup de questions de droit. Le professeur Brassard, qui est votre collègue à l'Université de Montréal, écrit ceci à la page 272: Le gouvernement d'un Québec souverain aurait d'autant plus de chances d'être accepté sur le plan international qu'il se serait entendu avec le gouvernement canadien, parce que, évidemment, on s'entend tous pour dire que la déclaration unilatérale d'indépendance serait, sur le plan du droit interne, illégale puisque la Constitution canadienne...

Mme Lajoie: On est d'accord. Elle serait illégale, mais légitime.

M. Rémillard: ...ne le prévoit pas. Elle serait illégale, mais cette illégalité qui serait légitime deviendrait légalité sur le plan international dans la mesure où les pays reconnaîtraient le Québec comme un État souverain. Mais le professeur Brassard dit: Est-il besoin de préciser que nous préférons, pour notre part, les solutions légales, démocratiques, négociées et pacifiques aux solutions de force? Est-ce que ce n'est pas une solution de force que vous nous proposez? Pourquoi aller si loin que ce moyen que vous nous proposez dans votre scénario?

Mme Lajoie: Non, je ne crois pas que ce soit une solution de force. Je crois que c'est une solution pleinement légitime, comme celle qui se produit à chaque fois qu'un peuple s'autodétermine. Je ne suis pas certaine que la reconnaissance soit plus simple par d'autres pays si le Canada l'a reconnue d'abord. Ça dépend des rapports de ces pays-là, à ce moment-là, avec le Canada. C'est une question de conjoncture internationale. C'est difficile à prévoir. Il n'est pas nécessaire que tous les pays ou même qu'une majorité d'entre eux reconnaissent le Québec

comme pays indépendant pour qu'il le soit. Il suffit qu'un nombre suffisant de pays importants avec lesquels nous entretiendrons ensuite des relations, nous reconnaissent. La France, les États-Unis, le Japon et quelques autres, ce serait suffisant.

M. Rémillard: Vous mentionnez la France et ça me réfère à un aspect de votre mémoire concernant la Communauté européenne. Vous nous donnez en exemple, à quelques reprises, la Communauté européenne avec des réserves que vous mentionnez fort bien. Mais si je compare la solution que vous nous proposez, qui est l'indépendance pure et dure, définitive du Québec et le mouvement d'intégration économique, sociale et politique de la Communauté européenne où le traité de Rome a tellement évolué et a tellement été complété qu'on prévoit même que, dans quelques années, peut-être dans un avenir prochain, à la suite de l'expérience de 1992-1993 où l'Europe sera très intégrée, que ce traité aura abouti à une véritable constitution interne. Alors, eux sont partis de pays complètement indépendants et ils ont construit cette confédération, c'est-à-dire cette association d'États souverains et ensuite de plus en plus intégrés, qui pourrait aboutir à une union d'États basée sur une véritable constitution de droit interne. Et nous, pourquoi faudrait-il tout détruire pour ensuite essayer de reconstruire petit à petit, péniblement, ce qui a été, de fait, très difficile à construire pendant toute l'histoire du Canada? Qu'est-ce qu'on a à gagner à tout détruire comme ça?

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Lajoie, je suis sûr que vous pouvez donner une réponse rapide.

Mme Lajoie: Oui. Écoutez, je ne pense pas que nous soyons dans la même situation que l'Europe, loin de là. Je crois que ces pays-là ont mis le temps qu'il fallait pour arriver où ils en sont. C'est Schiller je crois, qui a dit: "Le temps ne pardonne pas ce que l'on fait sans lui." Le Québec n'en est pas dans sa maturité politique au point d'avoir une identité si bien cristallisée qu'il puisse la jouer dans une structure politique où sa souveraineté serait entamée. C'est faire un anachronisme politique et constitutionnel que de proposer, pour le Canada et le Québec, des solutions dont je ne suis d'ailleurs absolument pas sûre qu'à moyen terme, en Europe de l'Ouest, dans la Communauté, elles vont très bien réussir. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé avec l'URSS et la désintégration actuelle de l'Europe de l'Est, pour voir que les nationalismes meurent moins vite qu'on ne l'imagine quand on les structure dans une entité politique trop contraignante.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme

Lajole, il ne me reste plus qu'à vous remercier. Merci pour votre simplicité, merci pour votre présentation sans détour et merci pour avoir travaillé à l'avancement de nos travaux.

Mme Lajole: Merci, M. le Président.

(Suspension de la séance à 15 h 6)

(Reprise à 15 h 8)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous continuons nos travaux. Nous recevons maintenant M. Morton Weinfeld. Pour les membres de la Commission, juste par souci de perfection, il y aurait lieu de corriger le nom de M. Weinfeld. Vous voudrez bien l'écrire en omettant le "d" au centre du nom. L'audience est d'une heure. Vous avez dix minutes, monsieur, pour présenter votre rapport.

M. Morton Weinfeld

M. Weinfeld: Merci, M. le coprésident, membres de la Commission, avant que je commence, j'espère que vous allez excuser mon français qui est pénible. Je suis le produit du système d'éducation au Québec des années cinquante et soixante, où l'enseignement du français aux allophones et aux anglophones n'était pas couronné de succès.

C'est un honneur pour moi de participer aux réflexions communes sur l'avenir du Québec. Je vais lire des extraits de mon mémoire. On m'a demandé de répondre à huit questions spécifiques posées par la Commission. Je vais essayer de le faire en tant que sociologue spécialisé dans l'étude des relations ethniques. Mais les huit questions me mettent un peu mal à l'aise. Je ne peux être très précis sur les dispositions spécifiques, les compétences, les mécanismes de règlement des différends et des dissidences précises que les grandes mutations politiques auront sur l'avenir économique et culturel du Québec. Ces prédictions dépassent mes compétences et celles de la plupart des autres soi-disant experts. Je donnerai donc une réponse générale.

La crise constitutionnelle qui traverse le Québec et le Canada a une saveur quelque peu artificielle. L'échec de l'accord du lac Meech ne va pas abaisser la qualité de vie quotidienne dont jouissent les Québécois. Or, la ratification de l'accord du lac Meech n'aurait pas résolu ipso facto toutes les questions litigieuses du gouvernement, ni garanti la survie du fait français au Québec. Inversement, le rejet de l'accord du lac Meech ne signifie pas que l'expérience québécoise dans la fédération canadienne soit un échec et doive en être un.

Depuis les années soixante, la situation économique et culturelle du Québec s'est améliorée de manière notoire et indéniable. La culture

française au Québec, dans son sens le plus large, qui va de la littérature et des arts aux sciences, aux recherches et à la technologie, a atteint un statut véritablement international. Les différences de revenu entre anglophones et francophones ont pratiquement disparu, et la représentation des francophones dans le secteur privé du Québec a enregistré des gains encore plus spectaculaires. Le pourcentage de la population qui parle français est passé de 88,5 % en 1971, jusqu'à 93,5 % en 1986. Mais l'impasse constitutionnelle manque d'élégance et doit être résolue. Cette impasse est en grande partie alimentée par la rhétorique et l'imagerie plutôt que par de nouveaux problèmes concrets éprouvés par les Québécois après l'échec du lac Meech. C'est ainsi que cet échec est souvent dépeint comme un rejet du Québec par le Canada anglais. Mais en fait, l'accord a bien failli être ratifié. Et pour tout résident de Brockville — il y a une erreur ici, ce n'est pas Belleville, c'est Brockville — assez bête pour fouler le drapeau québécois, il y a des milliers d'enfants canadiens en dehors du Québec qui suivent des cours d'immersion en français, mais ça n'attire pas les médias.

À mon avis, le Québec possède déjà pratiquement, mais pas totalement, tous les instruments législatifs pour sauvegarder l'avenir de la langue et de la culture française et maximiser le bien-être matériel de sa population. Pour ce qui est de la qualité de la vie quotidienne dont nous jouissons, le Québec bénéficie d'une bonne dose de souveraineté culturelle de facto depuis déjà quelque temps. En outre, le Québec et ses organismes et sociétés privées peuvent déjà passer des accords économiques avec des partenaires politiques et économiques étrangers. Toute tentative d'étendre de manière spectaculaire les pouvoirs unilatéraux du Québec et toute manifestation ou déclaration de jure de souveraineté sont des options extrêmement risquées. Et c'est précisément parce que mon évaluation de la situation actuelle est moins pessimiste que celle qui prévaut parmi de nombreuses personnalités politiques et culturelles du Québec qu'il me semble important de souligner ces risques.

En premier lieu, toute mesure visant à accroître l'autonomie ou la souveraineté du Québec ne fera qu'accroître le sentiment nationaliste français dans la province. Or, l'histoire nous met en garde contre les mouvements nationalistes qui, en dépit des intentions et des exhortations louables de leurs dirigeants, développent une dynamique propre qui risque de nuire aux minorités. Le problème n'est pas de savoir si, à l'heure actuelle, les minorités du Québec, y compris la minorité anglophone, sont en plus mauvaise posture qu'ailleurs au Canada. La réponse est non. En revanche, dans une situation volatile de mutations politiques et d'incertitude, la protection des minorités ne constitue pas toujours une priorité absolue. Les événements de

cet été à Oka et Kahnawake et les incidents isolés du racisme ont amené de nombreux Québécois à réfléchir à la question générale de la situation des minorités non francophones du Québec.

En deuxième lieu, la seule certitude qui existe sur les changements politiques majeurs est précisément l'incertitude et les erreurs de prévision. Pratiquement aucun expert n'avait prévu la date ni la vitesse à laquelle s'effriterait l'hégémonie de l'Union soviétique et du communisme à la soviétique en Europe de l'Est. En outre, même maintenant, personne ne peut prédire avec certitude quelle sera l'issue de ces changements profonds. De nombreux exposés présentés à la Commission partent de l'hypothèse que d'importantes mutations politiques vont intervenir entre le Québec et le reste du Canada, basées sur une rationalité et un bon vouloir réciproques, mais cela reste une hypothèse. La dynamique de changements fondamentaux peut entraîner des réactions négatives, lesquelles risquent, à leur tour, d'aboutir à des réactions hostiles dans une spirale ascendante de ressentiment et de vengeance. L'historienne Barbara Tuchman a écrit un livre "La Marche folle de l'histoire de Troie au Vietnam". Sa thèse est que les crises se déroulent souvent sans raison et sans planification, mais contrôlées par l'émotion, la mauvaise perception, le manque d'information et même contre les intérêts et le bien-être des acteurs.

Certes, il est possible que la souveraineté du Québec connaisse une issue aussi sereine que la sécession pacifique de la Norvège et de la Suède au début du siècle, mais cet exemple ne s'applique pas, à mon avis, à celui du Québec qui, en tout cas, est exceptionnel. Les épisodes historiques et actuels de sécession sont généralement accompagnés par des graves tensions – il faut le dire – et de la violence. Lorsque les citoyens d'un pays ne jouissent d'aucune liberté, prospérité ou expression culturelle authentique, les risques de mutation sociopolitique majeurs valent sans doute la peine d'être pris, mais cela n'est absolument pas le cas du Québec. L'on peut, dès lors, se demander s'il vaut vraiment la peine de mettre notre relative tranquillité en péril, laquelle incidemment, suscite l'envie de la plupart des sociétés hétérogènes et des experts internationaux par des actions et des réactions internationales. Compte tenu des preuves de la vitalité culturelle et économique du Québec et des risques socio-économiques inhérents à un processus de changement politique constitutionnel, ma réponse est négative.

Sur la question des compétences, un point. N'oublions pas qu'en cas de compétences partagées avec le gouvernement fédéral, il est faux de présumer une position entièrement hostile de la part d'Ottawa. Les Québécois qui sont représentés au Parlement, au Conseil des ministres et même dans la fonction publique fédérale, défendent

eux-mêmes les intérêts du Québec qui fait partie du Canada. Cette route se perdrait dans les compétences partagées avec d'autres entités politiques non canadiennes, comme les Américains.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que je peux vous demander d'arriver à la conclusion vu que le temps passe?

M. Weinfeld: O.K. Il semble que le Québec soit désormais prêt à assumer un rôle de leader dans le processus de réforme constitutionnelle. Le Canada anglais semble manifestement en désarroi, toujours en quête d'une vision et d'une identité nationale cohérente, en butte aux tensions régionales. Le débat du Québec sur son avenir constitutionnel, par la vigueur de son esprit de construction et de sa créativité intellectuelle, peut donner le ton pour des nouvelles définitions. Mais la réforme constitutionnelle doit se faire avec le Canada, pas contre le Canada, et dans un esprit de conciliation où le Québec doit éviter de faire preuve d'un unilatéralisme agressif. Merci, M. le coprésident.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Première intervention, Mme Côté, qui sera suivie de M. Libman.

Mme Côté: Merci, M. le Président. D'abord, un commentaire. Vous qualifiez l'impasse constitutionnelle de rhétorique, d'imagerie du domaine de l'artifice, de manque d'élégance. Il me semble que vous avez un jugement qui est assez radical parce que ça fait l'unanimité autour de la table ici et même dans la population que l'impasse est claire, elle est constatée. Peut-être que l'argumentation peut être soit rhétorique ou artificielle, mais il me semble que ce jugement-là, toutes les personnes qui sont venues nous voir ici, quelle que soit l'option constitutionnelle privilégiée, ont dit le contraire. J'aimerais vous entendre, si j'ai mal interprété votre texte, mais le cœur de ma question n'est pas autour de ça, il est autour de votre appréciation de l'évolution de la culture française au Québec, du statut de l'identité linguistique, de la place qu'on fait à la langue québécoise, à la culture. Vous dites en page 1 et en page 3 qu'on a fait des progrès importants et que maintenant ce n'est plus un danger, alors que s'il est une chose qui a été dite ici par bon nombre de personnes, c'est d'abord une menace à l'identité culturelle et linguistique. Mais c'est plus que ça, c'est une volonté de rapatrier certains pouvoirs, justement, pour faire en sorte que l'identité du Québec soit une identité qui soit à la fois distincte et en vie avec le reste du Canada.

Alors, comment pensez-vous qu'on devrait interpréter, nous, ici, autour de la table, ces mises en garde qui ont été faites par beaucoup, beaucoup, beaucoup de groupes, d'individus et

d'experts, et cette demande de rapatriement de pouvoirs au moins, si on n'allait pas jusqu'à un statut de souveraineté? Il me semble que, là, vous êtes vraiment, honnêtement, à contrecourant de tout ce qui a pu être dit ici, quelle que soit la position affichée par le groupe ou la personne qui a témoigné.

M. Weinfeld: O.K. Je vais commencer par vos premiers commentaires. Bien sûr qu'on a une impasse constitutionnelle, c'est bien évident. Mais il faut admettre que ce n'est pas quelque chose de nouveau pour le Canada. On a à vivre avec ce manque constitutionnel pour beaucoup de temps, pour longtemps, et aussi j'ai fait une distinction entre la vie quotidienne des gens, chaque jour, la vie qu'on a ici au Québec, et les débats constitutionnels, le cadre constitutionnel. J'ai fait cette distinction-là et j'ai posé la question: Est-ce qu'il y a une crise pour la personne de la rue dans sa vie quotidienne? Ça, c'est la distinction que j'ai faite.

Deuxièmement, à votre question sur la menace pour l'avenir, etc., il y a beaucoup là-dessus et je ne veux pas devenir trop sociologue, mais ça commence peut-être avec la question démographique qui inquiète beaucoup et ça implique aussi la question de l'immigration, si on parle de survie à long terme. Peut-être il y a ces deux choses-là qui posent des problèmes.

Sur la question démographique, il y a la question: Est-ce que les Québécois sont en train de se suicider ou de disparaître? Je dirais non, pas du tout. Je m'explique. S'il y a une collectivité qui veut survivre à long terme, une collectivité qui se sent minoritaire dans un certain contexte, on a deux stratégies démographiques qu'on peut employer. L'une, c'est une stratégie quantitative et l'autre, c'est une stratégie qualitative. Et le comportement démographique s'est toujours lié avec les besoins socio-culturels de la collectivité et son orientation. Alors, quand le Québec était une société très différente, il y a 70 ans, etc., on a vu de grandes familles, un taux de natalité très élevé. Après la Deuxième guerre mondiale et après la révolution tranquille, il y a eu un changement total dans la société québécoise et le comportement démographique faisait partie de ce changement. Qu'est-ce qui s'est passé? On a opté, si on peut employer le "on" pour une société, pour une stratégie collective qualitative, c'est-à-dire moins d'enfants, mieux investir dans chaque enfant, plus d'éducation pour chaque enfant. Alors, quels sont les résultats? D'après les trois dernières décennies, je peux dire, je pense, qu'il y a eu un épanouissement culturel dans tous les secteurs de la vie québécoise. Alors le Québec, dans un certain sens, est beaucoup plus fort après cette chute démographique, parce qu'on a choisi un comportement démographique lié fonctionnellement aux autres besoins.

Alors la question de l'immigration, ça, c'est

une autre question que j'ai touchée. Si on veut faire quelque chose pour accroître la population, on discute beaucoup de l'option Immigration, pas nécessairement ici, mais partout au Québec. Il y a des gens qui pensent, des Québécois qui pensent qu'il y a une menace là-dedans. Il y a des sondages là-dessus, sur la question: Est-ce que les immigrants posent un danger à la culture canadienne-française? Et si on fait la comparaison avec les Canadiens anglais, sur la même question, on voit que la réponse de 59 % des Québécois disons, c'est oui. Alors, c'est la perception. Et si c'est la perception, alors bien sûr beaucoup de monde va voir, bon, c'est une crise, parce que l'immigration ce n'est pas une solution.

Moi, je suis beaucoup plus optimiste sur la solution de l'immigration. Si vous voulez, je peux expliquer pourquoi je suis optimiste et faire des comparaisons avec les États-Unis, etc.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être que vous pourriez en profiter... O.K.

M. Weinfeld: Si vous voulez, je peux entrer là-dedans.

Le Président (M. Jean Campeau): Le problème que nous avons, c'est qu'il y a un temps limité pour chaque membre. Alors, peut-être que vous pourriez y répondre sur une autre question.

Alors maintenant, au tour de M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. It is an honour to welcome Mr. Weinfeld here. Needless to say I appreciated and I read with interest your mémoire and I found it very pertinent, very important and very realistic. The first reference I would like to make is to a couple of passages on page 3. Je veux citer d'abord deux phrases à la page 3: "...le Québec bénéficie d'une bonne dose de souveraineté culturelle de facto depuis déjà quelque temps." Et le paragraphe après: "...toute manifestation ou déclaration de jure de souveraineté sont des options extrêmement risquées." Je pense que ces deux phrases sont très pertinentes et font réfléchir tout le monde autour de cette table. Je suis d'accord avec vous et je pense qu'avant de sauter en faveur d'un réaménagement, d'une autre vie, d'une autre politique, d'un autre avenir constitutionnel, il faut y réfléchir très profondément.

My first question is a reference to what you referred to at the bottom of page 6. You speak about a period of economic instability, social economic instability which will certainly follow the accession of Québec to sovereignty. Pierre-Paul Proulx, who is appearing before the Commission tomorrow morning, speaks in his memoir of a "transition coûteuse". I would like you to elaborate on that a little bit. Is there any way of predicting? Is there any way of

having an idea of what the duration of this type of period of economic instability is?

M. Weinfeld: Comme j'ai dit et comme d'autres ont dit: C'est impossible à prédire. Moi, je ne le peux pas. Mais ce qu'on peut faire c'est de peut-être prendre d'autres événements historiques où il y avait des épisodes de sécession, ou dans le passé ou à l'heure actuelle ou au Tiers-Monde ou en Europe et voir si ces changements, si ces processus-là passent par la bonne volonté ou la rationalité ou avec beaucoup de changements. Il faut dire, j'ai une longue liste ici, et je peux faire un tour du monde et un peu d'histoire, si l'on veut. Dans chacun des cas, on avait eu des tensions et, même aujourd'hui, si l'on pense peut-être à l'Europe de l'Est, à la Yougoslavie, surtout à l'Union soviétique, on passe par les tensions et les coûts et en quelque part par de la violence. C'est ça le record historique. Sauf peut-être la Norvège et la Suède. Je suis prêt à parler de ce cas-là pour essayer de compléter cette part. Ce n'était pas appliqué, ça ne s'applique pas du tout à nos conditions au Québec. Alors, pour prédire, je ne peux pas prédire. Mais, c'est ça que nous donne l'histoire, dans les cas de sécession d'un pays fait par une partie ou un morceau de ce pays.

M. Libman: Inévitablement, il y aura une durée qui va être substantielle. Ma deuxième question, finalement, pour faire référence à une phrase à la page 5. Vous dites: "Il est possible que la souveraineté du Québec connaisse une issue aussi sereine que la sécession pacifique de la Norvège et de la Suède au début du siècle. Mais il ne faut pas écarter d'autres scénarios possibles." You can possibly elaborate on that as well a little bit. Do you see the possibility of other collectivities, other minority groups, representing certain territories possibly demanding their own sovereignty within the accession of the sovereignty of Québec? Is that a hypothetical situation that should be studied?

M. Weinfeld: Je ne suis pas un expert des lois des Amérindiens par exemple. Il y a quelques personnes qui disent: Bon, si la souveraineté ça va pour le Québec, pourquoi pas pour les Cris, les Mohawks? Alors, ça pourrait ouvrir – il faut être francs – une boîte de Pandore. Où cela va-t-il se terminer? À l'autre question de la Norvège ou de la Suède. Bon, c'est bien clair qu'en 1905, la Norvège s'est séparée de la Suède et on dit beaucoup de cet exemple pour le Québec. Mais il faut être très clair sur cet exemple. La Norvège n'était jamais une partie intégrante de la Suède ou de l'histoire suédoise. La Suède a assumé le contrôle de la Norvège en 1815, mais déjà la Suède existait comme pays autonome depuis 200 ou 300 ans. Il n'y avait jamais de député norvégien sur la Suède et des députés

suédois sur la Norvège. Il n'y avait pas de minorité suédoise en Norvège et de minorité norvégienne en Suède. Il n'existait jamais de Norvégiens comme Georges-Étienne Cartier, Laurier, Saint-Laurent, Trudeau qui s'occupaient des affaires suédoises.

(15 h 30)

Les échanges étaient très faibles entre la Norvège et la Suède à l'époque. Les liens économiques étaient très peu à l'époque. Alors, il y avait une indépendance de facto pour la Norvège avant la séparation et on peut expliquer ça. La Norvège avait sa monnaie, sa banque centrale, sauf les relations extérieures. C'est le seul endroit où il y avait le pouvoir suédois sur la Norvège. Et finalement, la séparation de la Norvège n'a pas coupé en deux la Suède. C'est peut-être pour toutes ces raisons que la Suède n'a pas fait grand-chose quand la Norvège a déclaré l'indépendance totale.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant... Je m'excuse, M. Libman, le temps est écoulé. Bien, il est déjà pas mal écoulé et on est déjà en retard et la journée va être longue. M. Gabriel Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. D'abord, M. Weinfeld, votre français est de belle qualité. Je tiens à vous dire que je partage ce que vous dites pour l'ensemble. Deux grandes réserves. Une sur une crise artificielle. Je pense que les gens qui sont autour de cette table et l'ensemble des Québécois croient vraiment qu'on a une crise aiguë au pays et qu'on doit trouver une solution.

Également, même si je ne suis pas un tenant de l'indépendance, je n'accepterai jamais qu'on prenne les minorités au Québec en otage en leur disant que leurs droits pourraient être bafoués dans un Québec indépendant. Ça, je ne suis pas acheteur du tout de concepts comme ceux-là.

La question que j'aimerais vous poser, puisque vous vous dites en accord avec une nouvelle constitution ou une nouvelle négociation constitutionnelle, vous semblez privilégier une approche bilatérale Québec-Ottawa. J'aimerais peut-être que vous m'entretenez quelque peu là-dessus et comment penser que le Canada anglais pourrait accepter facilement une négociation à deux?

M. Weinfeld: Bon. On a vu il y a quelques semaines déjà qu'il y avait une entente dans le domaine de l'immigration entre le Québec et le Canada. Alors, je pense que cette idée d'un bilatéralisme, pas seulement pour le Québec mais pour chaque autre province, puisse donner peut-être une solution démocratique. Par exemple, on sait très bien que toutes les régions du Canada n'ont pas les mêmes intérêts, n'ont pas les mêmes besoins. L'exportation agricole s'occupe

beaucoup plus de la Saskatchewan, les pêcheries s'occupent beaucoup plus de Terre-Neuve, etc. Il y a tous les domaines où les régions ont leurs besoins à elles et le domaine culturel est peut-être celui du Québec.

Alors, je peux voir cette sorte de bilatéralisme. Je ne suis pas avocat, je ne suis pas expert constitutionnel, mais je ne vois aucune prohibition contre cette sorte d'évolution.

M. Desjardins: À la page 3, vous dites que Meech a bien failli être ratifié et nous sommes bien d'accord parce que si ça avait été ratifié, on ne serait pas ici aujourd'hui. Vous nous dites que cet échec est souvent dépeint comme un rejet du Québec par le Canada anglais. Est-ce que je pourrais avoir votre interprétation de l'échec de Meech?

M. Weinfeld: Ah!...

M. Desjardins: Bien, rapidement, en quelques mots.

M. Weinfeld: Il y a des livres qui vont paraître là-dessus et peut-être qu'il faut les lire pour savoir ce qui s'est passé derrière les portes fermées.

M. Desjardins: Mais seriez-vous d'accord pour dire que le Canada anglais a été victime d'une manipulation?

M. Weinfeld: Non, non, non. Je ne dirais pas ça. Il y a toute cette thèse de Barbara Tuchman... ne pas chercher la criminalité et la mauvaise foi. Il y avait peut-être la mauvaise compréhension, le manque d'information, les perceptions fausses, toutes les émotions. J'ai donné l'exemple avec les gens de Brockville qui ont foulé le drapeau québécois. Comme je l'ai dit, les médias se font une bonne soirée pour les nouvelles de voir ça plutôt que d'entrer dans une classe en Alberta où on apprend le français.

M. Desjardins: Alors, pensez-vous vraiment que le Canada anglais, quand le Québec sera prêt à négocier des demandes qui sont autrement plus importantes que ne l'était Meech, va être prêt à négocier des choses plus substantielles?

M. Weinfeld: O.K. C'est une bonne question.

M. Desjardins: Et quel est l'environnement où quel est le climat? Est-ce que le climat est propice et qu'est-ce qu'il faut faire pour le créer, ce climat?

M. Weinfeld: C'est exactement ça, le climat. Il y a des gens qui viennent ici avec des plans finis et moi, je n'ai aucun plan. Mais j'ai quelques idées sur les processus et je veux les exprimer. Premièrement, chercher les alliés

partout à Ottawa, dans toutes les autres régions du Canada. Quand je suis les débats ici, devant la Commission, l'atmosphère est que c'est maintenant nous, les Québécois, qui allons décider ce que nous voulons faire; nous allons tenir un référendum, nous allons établir un consensus et c'est nous qui allons présenter ça comme un fait accompli au Canada: "Take it or leave it". C'est ça, notre position à nous. Qu'est-ce que vous allez faire?

À mon avis, ce n'est pas la stratégie optimale. Je dirais: Écoutez, ce sont nos voisins sur le continent; ils ne sont pas des ennemis. Si on commence en pensant que le Canada anglais sera l'ennemi et que ce que nous faisons maintenant c'est un jeu d'échecs où chaque chose qu'on va faire est une tactique dans ce jeu d'échecs, dans un affrontement avec le Canada, ça va finir mal.

M. Desjardins: Mais quel délai donneriez-vous à ce processus, dans le temps?

M. Weinfeld: Pardon?

M. Desjardins: Quel délai accorderiez-vous à ce processus-là?

M. Weinfeld: O.K. Si on pense que nous sommes vraiment dans une crise, alors il faut agir tout de suite.

M. Desjardins: Est-ce que le Canada anglais est prêt à agir tout de suite?

M. Weinfeld: À mon avis, la crise constitutionnelle, elle, a 20 ans au minimum. On a du temps pour éviter des actions trop hâtives, pour avoir peut-être plus de prudence, pour rétablir les ponts avec les autres provinces. Écoutez, on va avoir des changements gouvernementaux dans les autres provinces, et peut-être même à Ottawa; on ne sait pas. Alors, on va avoir d'autres partenaires. Peut-être qu'il faut commencer les discussions et, franchement, je suis certain qu'elles ont déjà commencé. Ça m'étonnerait beaucoup...

M. Desjardins: Donc, pour vous, les leaders politiques vont jouer un rôle important dans le débat actuel au Canada anglais.

M. Weinfeld: Bien sûr. Soyons francs. Ce n'est pas la Commission Spicer et ce n'est peut-être même pas toute la population québécoise et toute la population canadienne qui vont résoudre cette question. Même si on a un référendum. Et, si on a du temps, je peux parler un peu de la question du référendum, en tant que sociologue, et de la nature de nos réactions avec ce référendum.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être

sur une autre question, monsieur.

M. Weinfeld: Peut-être.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que ça épuise vos... Vous avez eu la réponse ou pas de réponse?

M. Desjardins: Ça va. Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. M. Weinfeld, vous dites finalement que le grand problème, c'est souvent un problème de perception, de compréhension. Moi, j'ai un sérieux problème de compréhension et de perception quand je lis votre texte. Je voudrais savoir pourquoi vous dites que, par exemple, toute déclaration de souveraineté est risquée à ce point que vous allez jusqu'à associer nationalisme et fascisme. Pourquoi ça, dans un Québec souverain? Pourquoi dites-vous que la situation de l'anglais, des anglophones, des Institutions anglophones pourrait se détériorer dans un Québec souverain alors que vous voyez la façon dont le Québec se comporte avec sa minorité anglophone en ce moment, comparativement à la façon dont le reste du Canada se comporte avec sa minorité francophone?

Pourquoi dites-vous que les universités, les hôpitaux, les instituts de recherche ne pourraient pas préserver leur niveau d'excellence? Et plus que ça, M. Weinfeld. Vous dites que les Canadiens, les Nordiques, les Expos, l'Orchestre symphonique de Montréal et l'Opéra ne pourront peut-être pas demeurer compétitifs. Moi, je vous demande: Est-ce que ça veut dire que vous croyez qu'un Québec souverain deviendrait tout à coup un pays sous-développé, une espèce de tribu arriérée?

M. Weinfeld: O.K. Absolument, non. Mais comme je l'ai dit clairement, premièrement, on ne peut pas prédire les réactions des minorités québécoises. Alors, j'ai dit clairement qu'à l'heure actuelle, les conditions des minorités au Québec sont absolument les mêmes que partout au Canada et peut-être, dans quelques domaines, beaucoup plus avantageux. O.K.? Il ne s'agit pas de maintenant. Mais on pense à l'avenir. Qu'est-ce qui va arriver si on a une déclaration souverainiste? Comment vont réagir les Québécois? Comment vont réagir les minorités? Moi, je n'ai aucun sondage là-dessus. Je ne sais pas s'il y a une étude sur: Comment vont réagir toutes les minorités, les anglophones et les allophones au Québec?

Mais si on a une période d'instabilité? Je n'aime pas que vous ayez employé le mot "fascisme", parce que, moi, je n'ai jamais employé ce mot-là. C'est une espèce de provocation de votre

part. Mais si on a une période d'instabilité, on ne pourra pas faire autrement – et je pense que les minorités vont le faire – que de regarder l'histoire quand il y a de l'instabilité. Pourquoi les immigrants sont-ils venus ici? Pourquoi sont-ils venus? C'est pour fuir l'instabilité, c'est pour fuir tous ces "ismes" dont on peut parler, peut-être le nationalisme, ou le socialisme, ou tous les "ismes", toutes les idéologies. Pourquoi recherchent-ils le Nouveau Monde? C'est pour ça qu'ils sont venus ici. Ils n'aiment pas l'instabilité, parce qu'ils ont vécu l'instabilité ailleurs. Alors, je pense qu'ils ont cette crainte-là.

Quand on a un processus d'accession à la souveraineté, on ne peut pas le planifier. On peut en faire l'effort, mais l'histoire nous enseigne qu'on ne peut pas prédire ni même planifier. Regardons l'Union soviétique, par exemple. Des changements majeurs! C'est un processus dynamique. Il y a des actions, il y a des réactions, il y a d'autres réactions et c'est ça que j'ai essayé de décrire dans mon mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, une toute petite.

M. Turgeon: Une toute petite. Vous craignez qu'on fasse preuve d'un "unilatéralisme" agressif. Moi, je voudrais savoir de votre part si vous croyez que la loi constitutionnelle de 1982, si on prend rien que cet exemple-là, avait quelque chose d'unilatéral et d'agressif.

M. Weinfeld: Oui. C'est dommage, mais oui. La Constitution canadienne?

M. Turgeon: Oui.

M. Weinfeld: Oui. Elle est faite pour soi. On a fait l'effort. Le gouvernement, disons Mulroney, a fait l'effort d'inclure le Québec dans ce processus.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: Tout d'abord, M. Weinfeld, j'aimerais, au nom de ma formation, vous remercier de votre présence à cette Commission. À la lecture de votre mémoire, M. Weinfeld, vous dites que la crise constitutionnelle est un peu artificielle, puisque l'échec du lac Meech n'a pas amené une baisse de la qualité de vie des Québécois. À ce stade-ci, M. Weinfeld, je ne partage pas tout à fait votre point de vue, parce que, selon moi, si on avait ratifié l'accord du lac Meech, on aurait eu tout de même une paix constitutionnelle.

À la page 4 de votre mémoire, si vous me permettez, vous dites que le Québec possède déjà tous les instruments pour sauvegarder sa culture et maximiser le bien-être de sa population. Ce n'est pas tout à fait le message que la Commis-

sion a entendu jusqu'à ce jour, où les témoins viennent réclamer beaucoup plus de pouvoirs pour le Québec, entre autres au niveau de la main-d'œuvre, au niveau des communications. Par contre, si je fais référence à la page 7 de votre mémoire, vous dites, et je vais vous citer: "Il est important de reconnaître que les provinces ou les régions du Canada doivent être en mesure de répondre aux préoccupations locales avec plus de flexibilité que ce n'est actuellement le cas." On semble comprendre, aux premières pages de votre mémoire, que vous êtes un peu pour le statu quo. Par contre, vers les dernières pages, vous semblez dire: On ne met pas fin au fédéralisme, mais il faut y apporter certaines modifications. Là-dessus, j'aimerais vous entendre un peu plus clairement.

M. Weinfeld: Sur ce mot, ce mot sale, "fédéralisme", ça me rappelle le proverbe de Churchill. Il disait: La démocratie, c'est le pire système du monde, à l'exception de tous les autres. Alors, je peux dire un fédéralisme – pas le nôtre, mais un système fédéral pour le Canada et pour le Québec – c'est le pire système du monde. Il faut faire beaucoup pour l'améliorer. Le pire système du monde, sauf tous les autres...

Alors, je suis contre le statu quo et j'ai expliqué que les secteurs comme l'éducation, la santé, les services sociaux, les loisirs et le développement économique, dans tous ces sens-là, doivent être plus les compétences du Québec et peut-être des autres provinces. Mais, de l'autre côté, j'ai dit qu'il y a des compétences, à mon avis, comme le transport, comme l'environnement et comme d'autres, même comme les communications... On ne peut pas dire que dans les communications, c'est totalement le Québec parce que le transport, les communications et aussi, bien sûr, l'environnement ne respectent pas les frontières politiques. Alors, c'est bien évident pour moi qu'on doit avoir des compétences partagées là-dessus. Alors, je regrette si, à la première page, j'ai commencé comme "statu quoiste", ce n'est pas moi. On doit avoir des chances que j'explique plus loin, mais ce à quoi je m'oppose, ce que je veux éviter, c'est l'unilatéralisme des deux côtés, Québec et Canada, où les événements peuvent mal se dérouler.
(15 h 45)

Mme Bégin: Vous dites également, M. Weinfeld, que le Québec doit pouvoir entamer des négociations bilatérales avec Ottawa. Mais quelle est la nature de vos négociations? Est-ce que ce sont simplement – parce qu'à la lecture de votre texte, c'est ce que je croyais comprendre – des négociations administratives ou si ce sont plutôt des négociations d'ordre constitutionnel?

M. Weinfeld: J'aimerais qu'elles soient administratives, franchement. Si ça ne peut pas marcher, alors peut-être une sorte de révision constitutionnelle, mais j'aimerais bien si on

pouvait employer, dans le premier cas, des négociations administratives.

Mme Bégin: Mais pourquoi alors, M. le professeur, dites-vous, au tout dernier paragraphe de la page 7, qu'il s'agit d'une réforme constitutionnelle? "Mais la réforme constitutionnelle doit se faire dans un esprit de conciliation..." alors, si vous parlez de réforme administrative, pourquoi dites-vous, au paragraphe suivant, que c'est une réforme constitutionnelle?

M. Weinfeld: Il y a deux échelles. Ce qui presse pour nous, c'est peut-être des négociations bilatérales. C'est une échelle, mais pour l'autre, il faut recommencer tout ce processus de renégociation de la Constitution. Dans cette échelle, ça, c'est la réforme constitutionnelle. Alors, la réforme constitutionnelle, pour moi, ce n'est pas la même chose que des négociations administratives comme, par exemple, nous l'avons vu à la question de l'immigration. On peut avoir les deux à la fois, en même temps.

Mme Bégin: Si je comprends bien, M. le professeur, vous nous dites tout simplement: Dans un premier temps, passons des ententes administratives avec Ottawa en ce qui concerne, entre autres, l'immigration, la main-d'œuvre et la santé...

M. Weinfeld: Exactement.

Mme Bégin: ...et, par la suite, allons-y pour des modifications constitutionnelles. C'est ça?

M. Weinfeld: On a eu la lutte constitutionnelle pendant 20 ans. On va l'avoir encore peut-être, mais on ne peut pas rester sans bouger. On peut commencer dans ce bilatéralisme, à mon avis.

Mme Bégin: Si vous me le permettez, je vais vous ramener aux pages 4 et 5. C'est surtout en tant que sociologue que je vais m'adresser à vous. Je sais que la question a été posée, mais vous dites qu'en premier lieu, si le Québec accédait à sa souveraineté, ça accentuerait le sentiment nationaliste français et ça risquerait de nuire aux minorités. Vous avez laissé sous-entendre tantôt si on aimait avoir des exemples et j'aimerais, M. le professeur, que vous nous donniez des exemples qui illustreraient ce qui s'est passé dans l'histoire en rapport avec votre affirmation.

M. Weinfeld: D'autres exemples de l'histoire où des mouvements nationalistes ont maltraité des minorités? Ils sont assez nombreux. On en a quelques-uns dans le tiers monde. Il y a des minorités comme les Asiatiques en Ouganda, les Chinois en Malaisie. Passons vite en Europe de nos jours, maintenant. Alors, prenons par

exemple la Yougoslavie. On a six républiques là-dedans, six nationalités. Maintenant, chacune veut peut-être devenir plus indépendante. Alors, ce qu'on voit là-dedans, dans chacune de ces républiques, on a une minorité. Il y a beaucoup de minorités. Par exemple, en Serbie, on a la minorité croate et en Croatie, il y a des minorités serbes. En Serbie, il y a une province, Kosovo, où il y a des Albanais. Si on lit les journaux, il y a beaucoup de tensions là-dessus parce qu'à la montée de chacune de ces républiques vers l'indépendance, quoi faire avec les minorités? Il y a des tensions graves.

Prenons un autre exemple qui est moins sérieux, d'ailleurs, la Tchécoslovaquie. À la fin du régime communiste, il y avait deux groupes, les Tchèques et les Slovaques, qui ont commencé à exprimer leur nationalisme avec des tensions pour les minorités de chacun dans le pays de l'autre. En Union soviétique même, on a une quinzaine de républiques et chacune exprime son nationalisme maintenant. Alors, par exemple, en Arménie, on a des régions qui sont des Azéris, des Azerbaïdjan, qui sont là-dessus, il y a des combats. Même dans les pays baltes aujourd'hui, on a de grandes minorités russes qui ont été importées par les gouvernements à l'époque pour nourrir le nationalisme des pays baltes. Maintenant, ce sont des minorités qui vont souffrir, bien sûr, si on a ce mouvement nationaliste dans les pays baltes que tout le monde soutient. Dans d'autres cas, par exemple, il y avait le nationalisme... On ne va parler de l'Allemagne et tout ça, mais même Franco, par exemple, le nationalisme espagnol, il a nui aux Catalans et aux Basques dans les années vingt et trente.

Mme Bégin: Mais, M. le professeur, est-ce que vous trouvez que... O.K., vous avez cité beaucoup d'exemples, mais qu'est-ce qui vous laisse sous-entendre que ça pourrait se produire ici au Québec? Parce qu'il me semble qu'on est une société ouverte...

M. Weinfeld: Absolument.

Mme Bégin: ...et démocratique. Je trouve un petit peu curieux que vous... Je ne dis pas que je ne partage pas votre point de vue – vous êtes l'expert et c'est à ce sujet-là que j'aimerais vous entendre – mais qu'est-ce qui vous laisse sous-entendre que ça pourrait se produire ici, chez nous?

M. Weinfeld: C'est un pays libéral, démocratique. Nous avons bon espoir de pouvoir peut-être éviter tous ces problèmes-là qui sont apparus dans divers pays du monde. C'est possible que nous puissions les éviter. Comme je l'ai dit: Ici, notre histoire est assez paisible. Notre histoire, les relations Anglais-Français, si on fait une analyse comparative, sont très harmonieuses. Alors, ça donne un peu d'espoir,

bien sûr. Les relations étaient assez tranquilles dans la rue partout au Canada. Même qu'on a maltraité les francophones hors Québec et c'est vrai, mais en somme, si on fait l'analyse comparative, c'est un paradis. C'est un jardin d'Eden, si je peux employer le mot. Alors, j'ai dit: C'est ça que nous avons dans un sens historique et comparatif, même s'il y a beaucoup de Québécois qui ne vont pas accepter cette description. Parlez à d'autres experts internationaux qui étudient le Canada de l'extérieur et qui étudient le Québec de l'extérieur. Parlez à d'autres experts qui ne sont ni anglais ni français, ils vont vous décrire un vrai paradis, un vrai jardin d'Eden, même dans le domaine des relations ethniques. Alors, c'est pour ça qu'on doit peut-être avoir un peu de prudence dans nos actions à l'avenir.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, madame?

Mme Bégin: Je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous allons maintenant à M. Jacques Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Je voudrais quand même relever les déclarations de M. Weinfeld. Je pense que vous dites que l'échec du lac Meech a quelque chose de quelque peu artificiel, et j'ai l'impression aussi que votre mémoire en vient à la conclusion que ce qu'on peut souhaiter de mieux, c'est un statu quo amélioré. C'est à peu près cela. Tout ce qui risquerait de faire quelque changement un peu brusque, c'est qualifié en termes...

Je vais prendre un certain nombre de vos termes parce qu'il me semble qu'ils font image. À la page 3, vous parlez de la rhétorique et de l'imagerie en l'associant, évidemment, à une option qui ne serait pas le statu quo amélioré. Et au bas de la page 3 aussi, ça a été relevé par d'autres, où il ne faut pas accroître l'autonomie ou la souveraineté du Québec parce que ça ne ferait qu'accentuer le sentiment nationaliste français dans la province qui est, évidemment, le mal absolu, si je comprends bien. Et puis, à la page 5, vous parlez des négociations négatives, notamment en haut, qui pourraient engendrer une spirale ascendante de ressentiment et de vengeance et qu'il ne faudrait pas tout briser par des actions et des réactions intempestives, etc. C'est un peu... Je pense que ça donne... C'est votre opinion, je vais la respecter. Mais je voudrais quand même vous rappeler, par exemple, qu'il y a un certain nombre de choses qui se sont passées aussi au Canada et qui ne sont pas d'une aussi excellente veine qu'on pourrait le suggérer ou qu'on pourrait le croire à la lecture de votre texte. Ça a été rappelé ici, devant la Commission: la Loi sur les mesures de guerre – c'est encore assez récent, merci – et puis

le traitement qu'on a fait à certaines minorités durant la guerre aussi; l'unilatéralisme du Canada, lors du rapatriement de la Constitution en 1982, ça aussi, c'est un fait.

M. Weinfeld: Bien sûr.

M. Léonard: Alors là, je pense qu'on pourrait utiliser d'autres termes aussi. Mais ce que je voudrais vous dire... J'ai été huit ans au gouvernement et j'ai eu...

M. Weinfeld: Pardon?

M. Léonard: J'ai été huit ans comme ministre au gouvernement et j'ai eu à traiter personnellement un certain nombre de dossiers, par exemple dans le développement régional. Et des collègues ont eu à traiter la politique de développement de la main-d'œuvre, les politiques linguistique, culturelle, de communication, de recherche et de développement. Nous avons eu à négocier avec le fédéral alors que nous avions des objectifs très clairs qui étaient acceptés, je pense, par l'ensemble des gens parce que, aujourd'hui, le gouvernement qui nous a succédé a les mêmes revendications. Alors, comment pouvez-vous dire qu'il n'y a pas de problème, qu'on peut simplement en venir ou se contenter d'un statu quo amélioré? Comment pouvez-vous l'améliorer ou penser l'améliorer après, justement, l'échec de l'accord du lac Meech? Parce que là, c'est quand même fondamental. À moins de nier qu'il y a vraiment un problème, je pense qu'il faut que vous répondiez à cette question-là.

M. Weinfeld: O.K. Il y a des problèmes. Mais est-ce qu'il y a une crise et est-ce que la solution de cette crise doit nous acheminer vers des actions, des changements profonds et peut-être risqués? C'est ça, la question. Bien sûr, on a des problèmes. Et moi, j'ai dit clairement que les facteurs du développement économique, y compris la main-d'œuvre, doivent être décentralisés. Alors, c'est bien sûr, c'est un peu comme un fédéralisme renouvelé. Je ne veux pas jouer les "sémantiques" parce qu'on peut avoir... Et moi, je ne suis expert de ce que veut dire exactement la souveraineté-association mais je dis dans mon mémoire: On peut employer le terme "souveraineté-association", déclarer la souveraineté, avoir une période de transition, d'instabilité, et après 10 ans de ça, renégocier toutes les ententes avec Ottawa, avec l'Ontario, avec tout autre partenaire et, comme je l'ai décrit, on peut réinventer la roue mais sous un autre nom. Mais on peut employer le nom "souveraineté-association", par exemple. Alors, je ne veux pas jouer avec les mots, les termes qu'on emploie. Je disais: On doit absolument décentraliser le fédéralisme et un moyen pour le faire, c'est de commencer les négociations bilatérales, comme on l'a déjà fait avec l'im-

migration, et en même temps, commencer le processus de renégociation. Mais, comme je l'ai dit tantôt, il faut chercher des alliés. Pas seulement le Québec seul, mais pourquoi ne pas chercher des alliés partout dans le Canada?

M. Léonard: En tout cas, disons qu'à négocier comme cela, ça va prendre du temps. Parce que tout à l'heure, en réponse à la question de Mme Bégin, vous avez évoqué des ententes administratives. Simplement pour négocier des ententes administratives, ça peut prendre 10 ans. Et puis, lorsqu'on s'entend, finalement, on se demande si le problème n'a pas tellement évolué que le concept qui a été à la base des négociations, au départ, n'est plus valable, n'est plus applicable. C'est ça, la réalité. En réalité, le Canada continue et ne règle pas ses problèmes internes. Le temps passe par-dessus et les enterre. Mais c'est très aussi frustrant pour les populations. Et c'est ça, je pense, qui frustre les Québécois. Parce que ceux qui sont venus ici sont venus nous dire qu'il y en avait, des problèmes. Je pense que vous, vous pouvez peut-être dire – et ça peut être votre opinion – qu'il ne sont pas graves, qu'on peut simplement améliorer la Constitution canadienne. Mais même pour vous, quand vous dites que vous seriez d'accord pour une plus grande décentralisation, j'imagine que ce serait très difficile au fédéralisme de se maintenir comme système s'il fallait aller plus loin dans le sens de la décentralisation, parce que lui-même a des contraintes internes majeures sur le plan géographique et sur le plan financier notamment, qui font qu'elles auront beaucoup de difficultés à se matérialiser.

M. le professeur, je voudrais aussi... Je ne peux pas m'empêcher de ne pas relever le fait que vous associez nationalisme et, disons, un danger. En disant que si on renforce le sentiment nationaliste québécois, donc un peu le sentiment d'une société – parce que c'est plus comme ça que je le perçois, que simplement du nationalisme à la XIXe siècle, où vous craignez énormément – il me semble qu'il y aurait aussi des preuves à faire du côté fédéraliste. Et ce pourquoi, justement, il y en a au Québec, c'est parce que, sur le plan fédéral, il y a eu des carences. Et il y a encore des carences majeures dont certains témoins sont venus parler ici, devant la Commission. Quelqu'un a évoqué aussi le statut des francophones hors Québec. Ça existe, même si vous ne tenez pas à en parler. Les problèmes sont là, aussi. Je pense que les traitements des minorités... Je pense qu'il faut qu'ils soient corrects partout, il ne faut pas les négocier l'un contre l'autre...

M. Weinfeld: Bien sûr. Alors, on...

M. Léonard: ...ou l'une contre l'autre, mais il faut qu'ils soient corrects partout.

M. Weinfeld: Si je peux répondre à...

M. Léonard: Lorsque vous parlez, juste en terminant avant de répondre à la question, lorsque vous parlez du statut en Union soviétique, eh bien! Staline, justement pour noyer les nationalistes en Union Soviétique, a fait des bouleversements majeurs dans la population. Et je pense qu'on ne doit absolument pas répéter ici.

M. Weinfeld: O.K. Si je peux répondre. Je ne parle pas de Staline, je parle de Gorbatchev qui avait une bonne volonté. Mais peut-être avait-il un plan? Peut-être que non? Je ne sais pas, mais il a maintenant des problèmes.

M. Léonard: Oui.

M. Weinfeld: C'est ça que j'ai dit. Mais à part ça, vous avez relevé la condition des francophones hors du Québec. Alors, s'il y a une poussée vers la souveraineté, on doit y penser aussi. Quel sera le statut des francophones hors du Québec? Est-ce que c'est égal pour les Québécois? Est-ce que c'est un problème ou non?

M. Léonard: Je fais l'hypothèse qu'ils pourront être aussi bien en dehors du Québec que les anglophones ici au Québec. C'est ça notre hypothèse. Et je pense que nous y allons de ce pas. Quant aux intérêts économiques, parce que peut-être qu'il faudra en glisser un mot, il me semble qu'ils nous poussent vers une bonne négociation avec le Canada. Autant d'une part que d'autre, parce que le Canada anglais aussi aura intérêt à bien négocier et à préserver ses intérêts avec le Québec. Je pense qu'ils ont des intérêts.

M. Weinfeld: Peut-être que vous avez raison, mais comme j'ai dit: C'est une hypothèse. Et on ne peut pas prévoir ce qui va se passer. Et peut-être, pour mieux répondre à ça, pourquoi pas, comme j'ai dit tantôt, chercher des alliés? faire des négociations? Commencer pas seulement avec Ottawa mais avec les autres provinces.

M. Léonard: Mais ça fait longtemps qu'on l'a fait. On a fait certaines négociations en 1981, dont je me souviens fort bien.

M. Weinfeld: Oui, mais ça fait plus de 20 ans qu'on est dans ce jeu constitutionnel. Plus de 20 ans. Peut-être qu'on peut dire: C'est ça notre problème, les Québécois et les Canadiens. Chaque pays a des problèmes pour lui. Oui, chaque pays dans le monde... En Angleterre, il y a le problème irlandais qui reste toujours. Chaque pays a quelque chose. Pour nous, c'est un problème constitutionnel. Alors, on va toujours l'avoir. Et même après une souveraineté, on va avoir des négociations et on va avoir... Ça va

revenir et revenir dans un autre nombre, dans une autre forme. C'est ça, notre problème à nous, comme dans un vieux mariage peut-être.

M. Léonard: Mais il sera plus facile de renégocier des traités que de renégocier la Constitution, que nous avons actuellement, qui exige l'unanimité sur des questions importantes et au moins des majorités très substantielles.

Le Président (M. Jean Campeau): Ce dernier commentaire termine l'audience. Alors, M. Weinfeld, merci pour votre façon franche de répondre aux questions des membres et pour votre apport aux travaux de cette Commission sur l'avenir du Québec.

M. Weinfeld: Merci.

(Suspension de la séance à 16 h 5)

(Reprise à 16 h 6)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Courchene, bienvenu à cette Commission. Alors M. Thomas Courchene est un expert sur invitation à la Commission, et vous avez, M. Courchene, 10 minutes pour la présentation de votre mémoire. Et après ça, les membres vous attendent de pied ferme, ils ont beaucoup de questions à vous poser.

M. Thomas J. Courchene

M. Courchene: Merci. First of all I want to express my appreciation to the Commission for providing me, an outsider to Québec society, with an opportunity to present my views of the optimal evolution of Canada and Québec. I have earlier submitted my memoir to the Committee in both English and French.

In the brief remarks that follow, I should focus on what I consider to be the salient points of this submission. En guise d'introduction, je tiens à signaler très précisément quelle est ma perspective dans cette analyse, et comment j'ai abordé cet important défi.

D'après moi, deux objectifs sont primordiaux pour le Québec et les Québécois. Premièrement, les Québécois doivent avoir la liberté d'aménager leur société de manière à jouir du niveau de vie nord-américain, dans un contexte français. Deuxièmement, ces arrangements doivent avoir une certaine permanence et être acceptables politiquement, culturellement et symboliquement par les Québécois. Sur cette toile de fond, je voudrais faire part de quelques observations.

First, over the last thirty years, Québec has undergone at least two, and perhaps three, impressive societal transformations, much to the envy of the other provinces. In the area of financial institutions deregulation, in aspects of

social and health policies including the latest report, in the kindling of an entrepreneurial environment, in the enhancing of domestic ownership of enterprises and the development of a mentality consistent with "mondialisation" and in other areas as well, Québec is clearly in the forefront in Canada. There is no evidence that this "épanouissement" has been slowing down in the last few years, and no reason why it should do so in the future. More to the point, this has all been accomplished under the existing constitutional framework.

Second, contrary to the views of many Quebecers, English Canada has been very, indeed incredibly, accommodating to Québec's aspirations. For example, not only did we accept Bill 101, and official bilingualism, albeit "à la Trudeau" but thousands of our children are graduating from French immersion and are now pressuring universities to offer core courses in French. And we are doing these things not because we are trying to be nice to Quebecers, but because this is what Canada is all about.

Third, Meech is, of course, quite another matter. Yet, it would be a very grave error on Québec's part to associate the defeat of Meech solely with "anti-Québec" sentiment in the rest of Canada. Meech was a lightning rod for all sorts of problems and all sorts of frustrations in English Canada. However, it would be equally a grave error for English Canada to fail to realize that the nature of the Confederation game has now been permanently and radically altered. Meech type symbolism will no longer do. English Canadians have to be ready, as Charles Taylor told you earlier, to rethink and rework much of 1867 and 1982, that is: We must reconstitute the Confederation deal if English Canadians want a chance to maintain the political integrity of Canada.

Fourth. In terms of the nature of this rethinking and reworking, I should focus on only two areas. The first has to do with the profound changes assured in 1982. Changes which, as I note in my submission, were largely inimical to Québec. It is clear to me that aspects of the Charter and the Constitution leading to language and culture are unacceptable to Québec and must be addressed. In my view, Québec will exercise control over language and culture. The only choice English Canada has is whether Québec will do this inside of Canada or outside of Canada. An obvious solution here and one that I recommend in my proposal is to draw upon the experience of Switzerland or - closer to home - the recommendations of the Pépin-Robart's report and to adopt a more territorial approach to language: have federal institutions remain bilingual, but then allow the provinces power over language and culture. However, if English Canadians are intent on forcing a full-blown charter on Québec, then, I think Québec has no choice but to pursue sovereignty. This

would be tragically ironic. English Canadians are utilizing an American and an americanizing instrument, the Charter, to destroy Canada, which in turn will leave them at the mercy of the Americans.

Fifth. The second issue relates to the forces of globalization. As I note in my paper, globalization or "mondialisation" is permanently altering the role of nation States. Sovereignty is being passed upwards to transnational corporations and to supranational political bodies and downwards to citizens and international cities. Two implications derive from this: First, greater decentralization within nation States, particularly within the First Nation states, is, in my view, inevitable. And second, there is no longer much glory or even much symbolism attached to sovereignty beyond that which relates to our society besides to live, to work and to play. And this, I believe, can be best achieved by a radical reworking of our existing Constitutional fabric.

Sixth. Given all of this, it seems to me that the worst case scenario for Québec and for Canada is an early unilateral declaration of independence by Québec. This would introduce dramatic uncertainties and irreversibilities for the very Québec society that over the last 30 years has arguably made more progress economically and culturally than any other nation or society anywhere on the globe. Moreover, reassociation with the rest of Canada on anything but GATT-like terms will be most difficult. Thus, I find this approach to be in the nature of a massive gamble - if I counterphrase - a social rolling of the dice, as it were, and quite out of character with the marvelously planned and orchestrated social economic evolution that one associates with Québec.

Seventh. If a creative reworking of the federation is the preferred option, then those of us who recommend this should at least attempt to sketch what we have in mind. Accordingly, the rest of my comments will relate to one such reworking that I call "the community of the Canada's." I have time to focus on only one or two key features. The most important relates to the division of powers. My proposal will have only two general provisions. The first would be to outline those community powers or Ottawa powers. The second would say that all other powers in the Federation, section 91, section 92, etc., would be joint or concurrent but with - and this is very important - provincial paramountcy.

The second general feature would be the replacing of the Senate by a Federal or a Community Council along the lines of the belge paper or the Community line, or a C-line with equal representation by what I call the five communities or Canadian Nations: Canada West, Canada East, Ontario, Québec, and the First Nations Territories. While the Federal Council would be structured around nation lines there

would be no requirement for the provinces of Canada West, for example, to unite politically. Members of the Community Council would be elected or appointed depending on provincial preferences. I would assume that Québec would appoint its members; this would lend a Confederal nature to the community since Québec could have direct representation on the Federal Council.

Eighth. The inclusion of the First Nations as part of the community reflects the reality that more than Québec issues must be on the constitutional table this time around.

Ninth. What are the likely implications of the community of the Canada's? What are the implications? First of all, Québec would presumably exercise provincial paramountcy and take over all or most of its powers. Obviously, language, culture would be among those repatriated. But the attraction of the proposal to English Canada in this approach will accommodate Québec without forcing any immediate decisions on English Canada. For example, Canada West may eventually want to acquire the same powers as Québec. But this would presumably mean some fuller economic or political integration across the Canada West provinces. More likely, English Canada would probably want to rebalance some powers. Greater centralisation in some areas, greater decentralisation in others. This is a luxury that is not allowed under the existing constitutional framework. In this sense, the community of the Canada's may be highly appealing to English Canadians.

It is, I think, also an appealing proposal on several other aspects. I think it would be impossible to attempt to sit down and rewrite the entire division of powers and so-called watertight departments. It is much easier to designate those powers that by their very nature should reside at the upper level or the community level.

I spent this past weekend in Brussels at the European Commission. This is essentially their approach. They call it the principle of subsidiarity and, in my version of my opening comments - I do not think in yours - I have an appended one page statement of what this principle of subsidiarity is. But it means that unless there is a clear-cut case that can be made, powers should rest with the various nations and not with the community. The proposal should also be appealing because, at base, it embodies equality of the provinces. In terms of the current jargon used at least in English Canada, it is a symmetric approach. Most of my English-speaking colleagues argue for an asymmetric approach, some special status for Québec.

At least in my view, I do not think special status will wash with the Canadian Premiers other than Québec. My proposal may end up being asymmetrical. Québec may end up with different powers than the rest of Canada has but

that will be because the other provinces choose not to use the powers that they have under the proposal and, therefore, it's symmetry in principle and perhaps asymmetry de facto.

My overall conclusion, then, is that a reformed federalism is the first best option for Québec and for Canada as well. My particular model may turn out to be unacceptable, but I hope it is annunciative of the range of viable alternatives that would ensure that the dramatic advances culturally and economically that Quebecers have fashioned over the past 30 years can continue well into... well beyond the millennium.

Finally, English Canada is awake. We are deeply concerned about our country. Our mentality has moved well beyond the Meech mentality, thank God! If Quebecers decide to move quickly to go it alone and to force a rending of the political union, we sure won't respond in kind and with thing but kindness. However, if Québec engages the rest of Canada in a creative reworking of our political reality, expect our cooperation and, for my vantage point, at least, our enthusiasm and our excitement.

J'espère donc que les Québécois commenceront à se poser la question suivante: Nous savons que nous avons la volonté et la capacité pour devenir un pays, mais y a-t-il, à l'intérieur du Canada, des aménagements non seulement moins risqués mais pouvant mener à un plus grand épanouissement de la langue, de la culture et du niveau de vie du Québec? Je crois qu'il y en a. Merci, monsieur.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Courchene. Nous commençons avec M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vais laisser M. le ministre Rémillard poser une question ou deux. Je reviendrai par la suite.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez des chances de ne pas parler.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Je vous remercie, M. Courchene, d'avoir accepté notre invitation à venir témoigner devant nous. Merci beaucoup. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire, qui est très intéressant, qui propose un fédéralisme très décentralisé sur le principe de cinq nations, cinq communautés plutôt, une première communauté étant les quatre provinces de l'Ouest, une autre communauté, l'Ontario, une autre, le Québec, une autre, les provinces de l'Atlantique et finalement, une cinquième communauté qui est nos autochtones. C'est tout à fait original qu'on puisse ainsi décrire les nations autochtones comme une communauté. C'est un fédéralisme très décentra-

lisé, donc, que vous nous proposez. Mais vous ne parlez pas beaucoup des moyens qu'on pourrait avoir pour négocier avec succès ce fédéralisme renouvelé. Vous nous dites qu'il faut de la bonne volonté. Il faut du temps. Et vous ajoutez même qu'il faut de la chance.

Et ce matin, je lisais dans *The Globe and Mail* l'article de M. Robert Sheppard, un article très intéressant. Et la conclusion de cet article de M. Sheppard, qui est un "columnist" très bien connu, je le cite. Il se réfère à votre mémoire, à votre proposition et il termine son article comme suit: "But Quebecers might be advised to ask for a little more validation before they look on this as an example of what the rest of this country is thinking." Qu'est-ce que vous pensez de ça?

M. Courchene: Well, I have two answers to that question. One of them, and before that, I dearly wish he had not got a hold of the paper ahead of time. But apart from that, it seems to me first of all that my role – and I will get to your question – was to dig down in my experience and in my knowledge of English Canada and Québec, and in my workings in the area of federalisms both in Canada and outside Canada, and come up with what I thought was the first best solution for Québec. And I think that to the best of my ability, I have encapsulated that in my proposals. So my first answer is: I do not know what Quebecers will think of it. I do not know what English Canadians will think of it. It is my version of the ultimate evolution for Québec society.

Having said that, it seems to me that Sheppard is wrong here. Wrong in a very major way. I have read with interest Léon Dion's recent paper, and what one of the important messages Dion gives is: First of all, he is also in the same general mode as a proposal as I have. But then, he mentions that it is really important that English Canada will be forced, that the system can accommodate Québec's appropriate aspirations in a way that minimizes the turmoil initially at least in English Canada. And I think this proposal, whatever its other problems or merits, allows English Canada to essentially remain the same for a decade if it wants. Because as all of you know by now, there is no way in English Canada... Well, we may be awake... We do not know who to turn to now that we are awake.

We do not have any legal group or constitutional allies process that represents all of us, unlike the Quebecers. You have your own government that clearly recognizes, that you look forward to making decisions for you. So we are going to need some time and I think this proposal gives us the time. But, more generally, I want to get back to the issue I stressed earlier. My colleagues in English Canada, and they are enormous, even those that were against

Meech Lake, are now coming up with a quite creative proposal relating to Québec. And, Alan Cairns, for example, a well-respected political scientist from British Columbia, is proposing that Québec have a status within Canada that is somewhat above the level of a province. He does not have a name for this. I was going to say it is called the Commonwealth of Québec. You people like to maintain some ties with Britain at some points, don't you?

I do not know what he would call it. But it would be a province above the other provinces, a special status, so that the Charter would obviously be asymmetric. The Parliament would be asymmetric. But it is a full asymmetric solution and so all of these things are coming at my own personal view is that it is going to be a very top sell in English Canada to have a symmetry in principle to decide that some part of the country is legally and constitutionally different in privilege, compared to the rest. So, what my proposal does is give everybody equal powers. I think that is an incredibly important feature of it. It turns out that everybody will not be able to use those powers. I mean to the extent that Canada West wants to use the same powers that Québec will immediately use from my proposal, it is going to have to unite, in some way or another. Now, it is moving in that direction, as you recall or may recall, the Finance Ministers of Canada West and Lord-Minister, this July, are now proposing a personal income tax along Québec lines for Canada West. That may be just talk but, in a week or two, the government of British Columbia is bringing another white paper on its own personal income tax. Well, if you start integrating some of your economic things by region, like Canada West, then, you can think seriously about acquiring extra powers. It does not make any sense for Alberta to have its own human capital policy, but it may make some sense for Canada West to have such a policy. But we need time to do this, and my proposal gives it time.

Likewise, in Canada, there has been enormous movement, by the two Premiers who caused so much problems with Meech Lake, namely Wells and McKenna. Both of them have talked, and maybe it is just talk, about greater economic association in Atlantic Canada and in Maritime Canada and, in fact, from both their mouths came the words economic union, at one point. Again, I do not know how seriously. But things are changing and there is a recognition that greater decentralisation is likely and, in order to prepare for greater decentralisation, you probably need bigger units than some of the existing provinces.

So, in that sense, I think that the rest of Canada is moving along the lines of being ready to prepare itself for what your Commission and the government position paper will be. We will not be there at the time, but there is an

incredible amount of thinking going on, and I leave by plane this evening for a BCNI, Business Council National Issues, a major conference in Toronto, tomorrow, where there are 13 papers on the Constitution. So, we are beginning to conference, we are beginning to become very serious about what our alternatives are, because one of the clear things that you have an advantage on is you know what you are going to do or you probably know what you are going to be ten years from now. We have no idea what English Canada might be ten years from now. O.K. I am sorry.

M. Rémillard: Please, Mr. Courchene, because my colleague would like to ask you a question.

M. Courchene: O.K.

M. Rémillard: My question was short.

M. Courchene: I will try to be more brief, Mr. Chairman, I am sorry.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): O.K. On sait que, depuis quelques mois, il s'est mis sur pied de nombreuses commissions semblables à celle-ci à travers le Canada: Spicer, d'autres, puis certaines provinces ont leur petit comité de réflexion, etc. D'autre part, un certain nombre d'intervenants qui sont venus ici nous ont dit: Le reste du Canada n'est pas prêt à recevoir le choc que constituera l'ensemble des demandes du Québec. Si on prend tout ça ensemble, là, ils font des comités d'un côté et d'un autre côté on nous dit qu'ils ne sont pas prêts. Quel est votre "feeling" vis-à-vis de ça? Comment vous réagissez devant le reste du Canada, eu égard aux demandes que le Québec pourra éventuellement formuler? Parce que j'aime beaucoup l'approche que vous avez, mais supposons qu'on arrive demain avec une position qui soit analogue à celle de votre document, comment le reste du Canada réagirait-il?

M. Courchene: Well, I can answer by saying that at the end of the conference that I am going to tomorrow, there will be great shock in the room because it will be quite clear. Those of us who are in this game in English Canada, we know exactly the basic parameters. Not exactly, but we have a general idea of the basic parameters that are likely to come down from this Commission and maybe from the Government as well. So, there is nothing to catch us up by surprise and that is why we are so concerned.
(16 h 30)

Now, it is true that, probably as you go down the ladder to the local level, there is going to be a shock, but the shock would be much less. It seems to me if all the American reporters were not in the Gulf right now and

some of them were here, and we would be... I mean, once this gets on the first page of the **New York Times**, or the **Washington Post**, or **The Economist**, that would be a big enough shock for English Canada to recognize what is going on, and I think for Québec. International capital markets will eventually bring us to our senses - I do not mean that in a negative sense - bring us to the realization that something very serious is occurring in Canada. So there is a sense in which we are not fully awake, but there is a sense also that the elites and the people that follow this issue know full well the full seriousness of it and once the Gulf crisis is over, hopefully, the number one issue will again be the future of the country.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): O.K.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette, monsieur, on a déjà pas mal dépassé. Alors, nous allons maintenant à M. Proulx, qui sera suivi de M. Beaudry et M. d'Anjou.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Vous affirmez en page 14 que les facteurs nombreux qui ont entraîné l'échec de l'accord du lac Meech sont structurels et qu'ils condamnent toute négociation future à l'échec. Alors, quand je regarde vos propositions, je considère que ce sont des propositions qui... je ne vois pas comment ça va... la question a été abordée un peu tout à l'heure, mais comment vous pouvez considérer que si l'échec du lac Meech a amené comme une espèce de blocage systématique, comment on peut accepter de la part du Canada anglais vos propositions. Je comprends que ce sont des propositions qui sont là... Vous dites vous-même que ça va prendre une dose de chance énorme, en tout cas. Moi, la première question serait de savoir quel volume de chance pensez-vous que ça prend pour qu'il accepte vos propositions? Et ma deuxième question, c'est: Une fois qu'on va avoir mis toutes les chances de notre côté, combien de temps prévoyez-vous que ça prendrait, justement, pour pouvoir négocier vos propositions?

M. Courchene: Well, as I mentioned in my introduction, in my comments, that...

M. Proulx: M. le Président, je ne veux pas être impoli là, mais mon anglais est très mauvais, et je sais que monsieur parle un peu français. Pourriez-vous me répondre en français, si c'est possible? Ou bien je demanderais que ce soit traduit. Et je ne veux pas créer un incident, là, mais...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Courchene, tout dépend de la langue que vous voulez utiliser, et si vous utilisez l'anglais, on fournira à M. Proulx la traduction par la suite.

M. Proulx: O.K.

M. Courchene: C'est pour moi un peu... ce n'est pas un problème, mais comme vous dites, j'ai un nom français...

M. Proulx: Non, mais écoutez, si on me fournit la traduction par la suite, il n'y a pas de problème avec ça. Je veux très bien respecter... vous pouvez répondre en anglais. On me fournira la traduction.

M. Courchene: Merci, monsieur. In terms of the first question, I have argued that Meech was a lightning rod for all sorts of issues, and it got completely tangled in English Canada in a very peculiar set of circumstances. I mean, it involved the role of Mulroney himself and his low level at the polls. It involved free trade. I mean, it was not against Québec per se, but there was a feeling that Meech Lake plus free trade would be a bit too much and some people were angry at Québec for voting "en bloc", as it were, for the Free Trade Agreement. But that was not directed against Quebecers, that is directed against the policy. There was Via Rail, the defence cuts, the FCF-18, and also there were many elites in English Canada who did not like Meech because of what it did to English Canada, not what it did to Québec, that they thought it forced too much of a decentralization on English Canada, and while, as you may know, I was a very strong supporter of Meech Lake and, in terms of Québec at least, I had an interview in *L'actualité* il y a un an, and I had a very, very difficult time explaining to my colleagues what I thought the spending power clause was going to be.

I mean I found that I could not convince anyone apart from people in Québec that, if anything, this was likely to be somewhat centralizing. Everybody thought that was a giveaway to the provinces and there are aspects of that. I have never seen a discussion so confused in my life, in terms of English Canada. But I am not denying there was some anti-Québec feeling. There was Brockville, there was Sault-Sainte-Marie and it is foolish to ignore this. Another final thing that occurred and relates to 1982 is that the Constitution in English Canada is viewed now as organic that you have got to tackle all the things together; this makes tackling Québec other issues very difficult. So, I think that to argue that Meech was a deliberate attempt to say no to Québec as Québec, as I recognized, had said yes to Canada twice, in 1987 first or in 1980 and then in 1987, is taking it a bit too far. And I think that the attitudes in Canada have changed dramatically. I personally came and witnessed the Saint-Jean-Baptiste Day Parade and I think many other Acadians saw it on television and something twiggged and the country is no longer the

same.

We recognize the status quo is no longer viable – not everybody but enough of English Canada – so that the status quo is not an issue anymore. And I think that, if English Canadians want to save the country that takes all Canada and its political integrity, they have to go back and start rethinking 1967. They have to reconstruct the "donation", the founding things and I think we are up to that task once we realize and are coming to realize that that is what is really on the table.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry.

M. Beaudry: Mr Courchene, on the page 25 of your brief, you are saying of all the strategies that Québec and Quebecers might adopt, the one most forthwith risk is an early unilateral declaration of independence. My first question is: What do you foresee in the future to make such a declaration for Québec and for the rest of Canada? But we are mostly concerned with Québec at this point in time. Why are you saying this?

M. Courchene: Because we will not be able to put it back together and...

M. Beaudry: I know. But it does not necessarily mean that Québec would suffer from a declaration of sovereignty. You are talking about great risk by us taking this option. What do you foresee for Québec in the future if such a risk was to be taken by the Quebecers?

M. Courchene: Well. First of all, the other international capital markets issues. And if I believe Quebecers that they are going to take their share of the federal debt, whatever it is 20 % to 25 %; the number right here is not important that debt ideally would be taken down over time. It is very difficult to place 80 000 000 000 \$ of debt and current global situation with the Japanese and the Germans are now turning in with their surplus funds. You are going to need great cooperation and so us Canada will need great cooperation to be able to place these debts. One of my colleagues have called this the "bounds that tie". I tried to translate that into French, the closest I came was: "Les obligations qui enchaînent"; but may are me not be to play on words that is in English.

M. Beaudry: Just to stop you there. I might understand that you are answering this question by referring to what you are saying on page 27: "It will take something like a decade for Québec to flow..."

M. Courchene: Right.

M. Beaudry: ...its share.

M. Courchene: That is one of the...

M. Beaudry: Yes. O.K.

M. Courchene: The others are that once you... There are enormous numbers of policies that affect Québec that we never even think about. For example, the subsidies to the dairy farmers, the subsidies to textile, they are in this common tariff that we have. We broke the legal and political fabric of Canada and what is in it for B.C. to put that back together again? Why would want to reconstitute and keep these subsidies going? Now, over the long run, as an economist, I would argue that once the adjustment is made, everybody might be better off because these subsidies are gone. But over this short period of time, Québec is going to have to look after some farmers who are suddenly stuck. And that is not impossible, but there is going to be a series of decisions like this that are going to be very difficult to take in a short time frame, that is going to be forced on Québec because the anger in English Canada will be such: Here is a decision that has destroyed us as a country. We have to rethink ourselves very quickly. And the notion that one hears from Québec is: Why does not English Canada get together? Well, I will tell you why we cannot get together: Because we do not agree on very much. It will be relatively easy for Ontario and Québec to come to some agreement economically, because they are quite close. They need each other. For Ontario, to try to strike an agreement with British Columbia and then take it to Québec is very difficult because B.C. has no interest in striking out. B.C. is specifically reoriented. So, once you rend this legal and constitutional fabric, once you become outside the boundaries of the traditional Canadian Constitution, then I think it is very difficult to put it back together again, except on very divisive terms. I do not know how the world will react to that. But if international capital markets do as I think they are going to do, we are going to have to make some very very quick decisions. And I do not think those quick decisions will necessarily maintain, as I have argued, the previous ability of Québec and the rest of Canada to evolve.

M. Beaudry: So, what you are saying, in fact, is that, if separation takes place, if independence is declared, the economy of Québec would be jeopardized, for one. But the economy of Canada would also be jeopardized and...

M. Courchene: Certainly, certainly.

M. Beaudry: ...and, at that point in time, there could be a backlash from the rest of Canada towards Québec.

M. Courchene: And vice versa Québec will start getting angry as well.

M. Beaudry: And then, an emotional debate would incur from then on.

M. Courchene: I do not know.

M. Beaudry: That is what you are saying in other words.

M. Courchene: That is what I am saying. I am not arguing that Québec, at some point, may have to declare itself independent. But that should be well negotiated in advance to try minimize the irreversibilities and the risks. My argument here was against an early, as the first strike, or the first move in this direction. I think it is the wrong one to go for that particular option. But I see in the paper... Eventually, it may be the only option that you have. But...

M. Beaudry: At the end.

M. Courchene: At the end.

M. Beaudry: At the end, it could be the only option.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons...

M. Beaudry: But, at this point in time, you say negotiation would be advisable to foresee whatever is possible for the best of Canada. And if nothing is possible then, at that point in time, you will go to independence because that would be the only alternative.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant passer, si vous le voulez bien, à M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. M. Courchene, je veux vous féliciter pour votre excellent mémoire. Je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt naturellement. En page 3 de votre sommaire, vous dites: "English Canadians are utilizing an americanizing instrument to destroy Canada, which, in turn, will leave them at the mercy of the Americans." Je suis tenté d'ajouter que les fédéralistes et le gouvernement fédéral, en abusant de son pouvoir de dépenser pour légiférer dans les matières de juridiction provinciale, ce serait très ironique que les fédéralistes et le gouvernement canadien détruisent le Canada.

En page 13, vous dites: "The declaration of sovereignty, as a prelude to reassociation, may be an extremely risky strategy for Québec." And on page 14, you say: "Québec is now back into a corner, where it apparently cannot counter

English Canada as a distinct society. If, ultimately confronted with a full-blown Charter, replete with the removal of the notwithstanding clause, Québec will really have no choice but to go it alone." So what will happen if English Canada does not follow you?
(16 h 45)

M. Courchene: Well, in my view, the Québec society has come the distance as a society, such that it is totally unacceptable for them in terms of language and culture to have the key determinants determined by others and then to have the use of a notwithstanding clause where the rest of the province can pretty criticize Québec. That just does not seem to me to be consistent with the... what I see happening in Québec. So, I have argued that that part of the Charter relating to language should revert to the Pepin-Robarts approach, which is that language and culture should become territorial, or at least the option should become territorial as in Switzerland, where all rights are national but when you hit language rights, language and culture, they become more territorial. And my own view is that this will not change very much the language issue in the country. I think it will... I think we will find that the province of Saskatchewan will probably get rid of French, but I have read somewhere that the largest group, the most French village in Saskatchewan has 325 out of 500 people speaking French, it is my wife's hometown, Ponteix. So that is what we are talking about. French in the rest of Canada largely is a cultural language. French in Québec is a working language, and there is a big difference.

But I think that in parts of Ontario and certainly in parts of New-Brunswick, French will be maintained. I know that you have very little choice, but if you want to work in North America, I think you have to maintain English. So, I think that this is important, symbolically and to some extent substantially, but I don't see this generating mass of changes in how language policy develops across the system.

M. d'Anjou: You agree we must get out from the corner.

M. Courchene: I agree you must get out from the corner. And I think that is the most difficult thing for English Canada to accept right now.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci M. le Président. I would like to address the issue of motivation, because we have turned around the problem for a while, and you have indicated what you felt the approach should be in terms of renegotiations, motivations for renegotiations. But what you have not, I think, addressed sufficiently, and this

is what I would like to hear you on, is the matter of motivation of English Canada. Why would English Canada subject itself to a modification in depth to the very concept and fabric of the country as it is now perceived by the rest of Canada? I would like to refer you to the briefs submitted to us by Mr. Bernard, Mr. Louis Bernard, who did very clearly make the point that he felt that the very substance of Canada, as a concept, hinged amongst other things, on the Charter now. And you are rendering a very severe judgment on the Charter and on its impact. How do you reconcile these two views?

M. Courchene: I agree with Mr. Bernard that English Canadians have, and many Quebecers as well, English and French, have taken to the Charter in a way that is really astonishing, and in some instances exciting, because English Canada is really finding itself along Charter lines. And this process is very deep seated and it is very pervasive. And I basically like aspects of the Charter, because I think it is inherently decentralizing. But what I would tell English Canadians, is that Canada has never... Canada has always been asymmetric in a sense. Québec has always have certainly different powers. Québec has had different language powers. Québec has opted out, it has its own personal income tax. These are major differences in the way Québec conducts life from English Canada.

And right now, Québec has a problem, namely with what I call demolinguistic, the relationship between language, culture and population. And for French to survive, it is going to have to take, it is going to have some control. And so what English Canada will be losing, will be that aspect of the Charter that argues that all that Québec is a society of individuals whose rights are determined by Supreme Court. I think that Québec is more than that. I think, you think that Québec is more than that. I think English Canada has to recognize that Québec is more than that, and I think that they will. And what I have in my own, what my proposal allows, is that for English Canadians themselves, once Québec takes its power on the ready side, they can have a full-blown charter they can take the notwithstanding clause out for English Canada if they want. They can have the full Charter if they want. It is just that it is unacceptable in my view if we want to maintain our political integrity for English Canadians to attempt, to force Quebecers to be defined as a group of individuals whose rights on language and culture are to be outlined by Supreme Court.

M. Nicolet: This brings up two other lines of questioning which I think are important within this respect. One has to do with the make-up of the electorate in the rest of Canada

which we have heard about on many instances and I do not need to go into this to make my point clear. The balance shifted from the Anglo-Saxon versus, French origin into much more multicultural version of the Canadian fabric which brings me back to my original question of motivation. How do you go about selling this concept such as yours to that new make-up of the electorate? And the other issue, that I would like to hear you on is the matter of the judiciary in your model. Because we have not really addressed, I think, in depth, how you saw the arbitration between the two entities and between the central power and the provinces?

M. Courchene: Yes. It is true that both founding nations are declining proportion of total Canadian population and that is going to continue. I have suddenly forgot aspects of the question.

M. Nicolet: My initial point was: How do you foresee being able to convince this electorate that what you perceive at your level is really conveyed and translated into very concrete steps leading towards reorganization of Canada inasmuch as what you are suggesting?

M. Courchene: Let me get back to my initial statement. This is a part from the Constitution of the Senate and changing it to a federal body and maybe getting rid of the Governor General, or whatever I mean are those of things that you in there would... There is not much change that has to occur in English Canada. They can just stay as they are if they want. But, then, they have the freedom to become as they wish with respect to multiculturalism. I would have thought that the most difficult question was that Québec appears to be desiring a one-on-one relationship with the rest of Canada. This is what Léon Dion has in his presentation that the House of Commons would become English Canada Assembly and there be something above that where English Canada in Québec would have equal representation in another House of Representatives.

So, while I am maintaining the two founding nations in my proposal, what I am saying is that there are probably more economic units in the country than only two. And I think that should appease English Canada. Québec may not like it, because from my point of view, two decades from now, British Columbia is going to be a distinct society. Maybe it is going to involve Alberta as well and maybe Saskatchewan, but it is going to be Pacific Rim-oriented. It may will be Pacific Rim-populated but in any event it is not going to be related very much to Ontario or Québec, it is going to be entirely Pacific Rim. And if Québec can become a distinct society... If we cannot solve the Québec issue in 1991, we will never solve the British Columbia

issue in 2010. These are the same issues. They are not a founding nation but they are going to have their own distinctiveness, economic and perhaps cultural and so what I am arguing for is that we are such a big country that we are going to have to allow other groups to come in and we are going to have to allow for pluralism of some sort and what is important is that we allow for this pluralism in a way that each of the societies, and right now the Québec society, has a maximum freedom to decide how it lives and works and plays.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, il reste au bloc deux minutes. Est-ce que vous les prenez?

M. Larose: Oui. Simplement, je suis un peu surpris de la grosseur de la chirurgie que vous voudriez imposer au Canada, compte tenu que le problème est quand même assez bien circonscrit au Québec. Vous proposez d'abolir le Sénat pour le remplacer par un conseil fédéral, d'abolir le poste du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs, de modifier le partage des pouvoirs, de modifier la Charte pour qu'elle s'applique de façon différenciée et puis, sur la question de la langue, on y va par territoire. Disons que c'est une proposition très importante.

Je voudrais savoir selon quelles règles on va faire ces modifications-là? Est-ce qu'on les fait dans le cadre de la règle de l'unanimité – parce qu'il y a des points qui touchent la règle de l'unanimité – et le reste, c'est 7-50 %? Est-ce qu'on fait la réforme dans les règles actuelles?

M. Courchene: I missed the last... Is there...

M. Larose: Pour abolir le Sénat...

M. Courchene: Oui. Oui.

M. Larose: On a besoin de l'unanimité.

M. Courchene: Oui.

M. Larose: Est-ce qu'on va faire ça en tenant compte de la règle de l'unanimité? Pour les autres aspects, il nous faut sept provinces et 50 % de la population.

M. Courchene: Oui.

M. Larose: Autrement dit, on va le faire dans les règles actuelles?

M. Courchene: Oui. Remember that one of the things that English Canada wants to do is also to rethink its relationship with the center, namely a triple-E Senate and things like that. This is not quite Alberta's view of a triple-E Senate. This is equality but it is not equality by

provinces. It is equality by regions. So, I think that once that... I mean I have no idea where this will get to, that is the correct answer. Maybe it is that the unanimity will be a stumbling block. But, at some point, Québec is going to force the issue on English Canada. They are going to say: Here are our minimum demands and this time we are going to back it up by referendum; and if you give a look at the votes, you know what is going to pass. It could pass, if you say no, we will pass if you say no. I think English Canada is then put on the spot. If we knew, I think that we could survive and maintain our own culture and our own value system and remain non-Americans, then we might want to try other sort of things. But I am just afraid that we cannot and that English Canada will eventually realize that these are tremendous choices for them, in some sense, much bigger choices than you have because, as I said, You know, for example... I think, anyway, that by the year 2000 we will have control of our language and culture. You may be on your own, you may be within Canada, but English Canada has got this enormous uncertainty but there will be. I think this is going the way on us very quickly. Remember that Meech Lake was very unpopular in English Canada and yet, with a few changes in the last ten minutes of the process, we maybe even passed it with the existing amending formula. I think too much emphasis can be put on the particular rules about amending things. If there is a will, there is going to be a way.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous allons maintenant à M. Parizeau.
(17 heures)

M. Parizeau: Mr. Courchene, I would like to start by saying that I know no English Canadian that more than you have followed the developments in Québec, particularly as far as economic has concerned... as you have, with more insight. And I would also say with as much sympathy as you have shown over the last several years. We have been in agreement on a number of things in the past and I must say, however, that this time around I find it much more difficult to follow your reasoning, not mainly with respect to Québec, but with respect to Canada's hope. You base fundamentally the new political structure of Canada on a concept of asymmetry. All regions could have similar powers. But some would probably exercise all of those powers and others not, which raises right away a problem that is not new in political discussions in Canada: What happens to MPs? And you discuss that.

There must be a Parliament elected on the basis of representation, a popular representation, and these MPs must vote in Parliament. If the area, the territory, the region where they come from have decided to exercise powers that others have not, will they vote in the new House of Commons? They might not. They might be

prevented from voting on something that does not concern them. But because of the structure you put together, we now have... We would have five regions. One could imagine that Québec exercises all the powers it can. That the First Nations, the representatives of the First Nations, exercise half of these powers. And that, for the time being, the West exercises one third of these powers, and Ontario, none because it still feels that it is the basis of the Federal Government.

We might find something like that. With the result that we would inevitably bring, not only a problem of equity in the system, but a problem of simple stability of the Government in Ottawa. In other words, I mean, after all, in the largest parties in Ottawa, regional representation is never equal. So, a Government could fall simply because, on a given piece of legislation, Quebecers, members of that party, do not vote. They are not concerned. Québec exercises these powers. The representatives of the First Nations do not vote either and those of the West do not vote. And the Government falls. That structure would be... Canada is already a very difficult country to govern. It would probably be the last straw.

I am surprised by your allusions to the European Community. All the institutions of the European Community are based on perfect symmetry. They might not give to their Parliament at the present time a great deal of power. In fact, very little. But it is the same for all members of the European Parliament. The Council of Ministers that administers so many programs set all countries of Western Europe in perfect symmetry. In fact, I submit that what you suggest for Canada is, in fact, quite the opposite of what is now being built gradually in Western Europe.

I know that somewhere European countries are given some time to abide by the rules of the community. There are transition periods. But the objective is quite clear: perfect symmetry. In fact, I think, quite the opposite of what you are suggesting for Canada. I would like to have a few comments from you on this idea. Are you not creating an incredible degree of stability...

Mr. Courchene: Instability.

M. Parizeau: ...instability within the Canadian Government? Or the new Canadian Government, as you see it?

M. Courchene: Perhaps. After reading Léon Dion's piece, I came back, as you know, in this particular issue. I have a footnote saying that maybe they should not vote where they have taken down the powers themselves. So, I guess I have two answers to this. The first one is a rather trivial answer and it will not reflect the depth of the question, namely that we do have some asymmetry now. Québec, for example, can

vote on a Canada Pension Plan, even though its provisions do not apply to it. So, we could tolerate some small degree of asymmetry. But, what you are talking about and what likely is a much bigger degree, in which case I have a problem with my proposal. So, on the plane here, I thought: How am I going to get around this problem? And maybe I cannot. But one alternative is to have the members of the Parliament only operate at the community level, in terms of the community powers, that are given to the overall community. And if English Canada or some group of English Canadians wants to leave health policy at the federal level, that the bureaucracy will be set up and it will be responsible to the Ministers of Health in the English Canadian Provinces, and it will not appear as an issue in the Assembly, in the House of Commons. So, one could have a various secretariats where the provinces decide that they want to run these areas in conjunction with each other and not take them down to their provincial level, but have them run centrally, and they could approach it that way. That is, maybe, not a very satisfactory answer. It allows me, however, to respond a little bit better than saying: You put an arrow through part of the proposal that I had. But that might or may not be workable. After all, that is the way the European Commission works, on delegation, in some sense, from their respective government. So, if I would modify the proposal that way, then you would end up with symmetry for members of Parliament, and those things that Québec decide to take down, and another province leave to the federal level, they would have to be supervised by a secretary of Health Ministers or Welfare Ministers or whatever, from the various other provinces or regions.

M. Parizeau: I would like to move, now, to more economic or financial matters. I am somewhat surprised by your insistence that, suddenly, the international press is going to realize that something is cooking in Canada and that, by then, all kind of financial instabilities will be brought there. I am kind of surprised about this because, I mean, after all, the main media you are talking about are now being discussing for the last several months, repeatedly, about the political situation in Canada. I have never seen, over 20 years, articles as specific as those that one has found in the *Washington Post* or the *New York Times* or the *Wallstreet Journal*, as the last five or six months. I mean, even *Time Magazine*, this week, discusses that in conjunction with all kind of Eastern European problems. And if *Time Magazine* starts on this, I mean, my God, that becomes really notorious.

Is there a single day where the editorial page or the page facing the editorial page, in the *Globe and Mail*, does not have an article about the possibility of Québec secession?

Hardly. In the reaction of the financial markets, well, we have seen some movement, in Canada, not much in the U.S., not at all in Western Europe. The first explicit comment we have had about the possibility of Québec becoming a sovereign country was what? The Merrill Lynch, assessment of its credit rating. And the sort of conclusion was business, as usual.

Obviously, you raise some problem in assuming that if Québec shoulders, say 20 % or 25 % of the cost of the Canadian public debt, it would inevitably have to float bonds to replace federal bonds. But is it necessary that it takes that shape? Obviously, Québec, in such circumstances, would agree, would have to agree to pay the interest charges. But why assume floating the bonds in such massive...? It is only when one assumes that, that real financial problems can be discussed. But without that, why do you put such an emphasis that, suddenly, it will dawn on the rest of the world that Quebecers are serious that something might be cooking and then that the financial situation might be very difficult? Where do you get that from in relation to what we hear, see, and read, just about every week these days?

M. Courchene: Well, I agree that I remain surprised that the international community has not reacted more than they have, and maybe that fits into your view, and I also read the Merrill Lynch view that said: Not much will change. On the other hand, in speaking to a group of economists over the weekend in Brussels – and mind you economists are necessarily the ones that are the most aware of things all the time – none of them had heard or read, and maybe that is their fault, of anything about Canada since the failure of Meech, since the Meech debacle. So, I do think that this is not out there yet, in a way that is reaching at least my friends in Europe, but it could well be that it is out to influencing financial people already. But the issue, the article yesterday by the Bank Credit Monitor from Montréal, I think that what it is called, argued that the Europeans and global communities generally were willfully – I do not know exact quotes, you can perhaps help me out – were willfully uninformed about the potential severity of what is going on. So they seem to imply that this is quite serious.

On your second issue, I agree. The issue becomes much more easy to digest when you recognize that Canadian bonds are already out there, so all that Québec has to do is pay the interests on them. But even that is a fair chunk of funds and one of the intriguing things that Québec has been going for it in some sense in this argument is, that in any event, these are Canada's liabilities, they are not Québec's liabilities, and Canada cannot tell insurance companies in the United States to collect your one quart of the share from Québec. It is

Canada's obligations and, in that sense, that is probably a bargaining chip in Québec's arsenal, in the case it ever comes to that. So, I recognize that I probably overdid aspects of the bond problem. But nonetheless, it was just my general view that... Well, I think Québec has to make some very very strong statements to English Canada, initially. By my view, and I still believe it strongly, is that to have the first shot be a unilateral declaration of independence, say, in the next June, is the wrong way to go about it, because it may wake us up, but it could lead to substantial irreversibilities and uncertainties that, I just do not think, are worth the risks on the part of either side. That is not saying how it will eventually come out, in any event, but I am just saying that it is the wrong way, in my view, to begin the process.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Courchene, le mémoire que vous nous avez présenté est exceptionnel, et votre témoignage a été, je pense, très enrichissant pour tous les membres de cette Commission. Je voudrais vous remercier pour votre contribution, pour avoir pris la peine de venir nous rencontrer aujourd'hui et aussi pour votre grand courage. Merci monsieur.

M. Courchene: Merci.

(Suspension de la séance à 17 h 15)

(Reprise à 17 h 18)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo. Je comprends que le porte-parole est M. Cloutier?

M. Ménard (André): André Ménard.

Le Président (M. Jean Campeau): André Ménard. Alors, vous voulez bien nous présenter vos collègues, M. Ménard?

Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo

M. Ménard: M. le Président, Mmes et MM. de la Commission, l'ADISQ, l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo est représentée ici aujourd'hui par son directeur général, M. Gaétan Morency, à mon extrême droite, son vice-président, M. Michel Sabourin, M. Robert Pilon, économiste-conseil à l'ADISQ, spécialiste dans les médias et les industries culturelles et par le président, moi-même, André Ménard.

L'ADISQ regroupe les entrepreneurs et les professionnels des industries du disque, du spectacle et de la vidéo. L'Association est

composée de producteurs, de distributeurs, d'éditeurs, de gérants, d'agents, de studios d'enregistrement, etc. Au total, l'ADISQ compte plus de 180 entreprises membres et près de 500 personnes, soit la quasi-totalité des entreprises québécoises de production et de mise en marché de la chanson, de la musique populaire et de l'humour.

Nous avons été extrêmement déçus du peu de place faite aux entrepreneurs des milieux culturels et aux artistes au sein de la Commission. On veut saluer M. Turgeon qui a représenté un très large secteur d'activité de notre société. Merci.

S'il faut que la culture entre au sein de la Commission par la porte d'en arrière, si c'est à cette enseigne que loge l'avenir culturel du Québec, nous nous posons de sérieuses questions sur l'avenir politique et constitutionnel. En effet, l'imagination, la création et la production artistique s'inscrivent dans les fondements mêmes de l'identité culturelle et politique d'un pays. Depuis le début des années quatre-vingt, le Québec a vu se développer une véritable industrie nationale de la musique. Cette industrie indépendante est née, entre autres, du vacuum laissé par les entreprises multinationales qui se sont retirées au moment de la récession économique de 1981-1982, qui a coïncidé avec une période très difficile dans l'industrie internationale du disque.

Au cours des cinq dernières années, les producteurs indépendants du Québec ont assumé plus de 85 % de la production et de la mise en marché des artistes d'ici, ce qui représente un renversement radical de la situation par rapport aux années soixante-dix. À l'opposé, dans le reste du Canada, une part significative de la production et la quasi-totalité de la mise en marché des artistes canadiens anglais sont encore dominées par les entreprises multinationales. De plus, il existe une séparation de facto entre nos deux marchés qui se manifeste, entre autres, par une ignorance de nos succès sur les palmarès du Canada anglais, de même que lors d'événements comme la remise des prix Juno.

L'industrie québécoise du disque, du spectacle et de la vidéo ne s'est pas contentée de prendre en main la presque totalité de la production et de la diffusion de nos talents. Ce qui est déjà exceptionnel par rapport à n'importe quel pays de taille comparable. En effet, le dynamisme et l'ingéniosité de nos entrepreneurs et le talent de nos artistes et de nos professionnels a permis la réalisation de succès tout aussi exceptionnels.

En effet, au début des années quatre-vingt, la part des disques québécois vendus au Québec représentait moins de 10 % du marché, alors que la moyenne des disques canadiens vendus au Canada se chiffrait à 15 %. Aujourd'hui, environ 30 % des disques vendus au Québec sont québécois. Le disque québécois a donc triplé sa part de marché en cinq ans. La moyenne canadienne

est toujours d'environ 15 %. Par ailleurs, les artistes québécois atteignent des niveaux de vente de disques sur leur petit marché qui, toutes proportions gardées, dépassent de loin les résultats obtenus par les Français en France, par exemple. Alors que plusieurs albums d'artistes québécois ont atteint 100 000, 150 000 et même au-delà de 200 000 copies vendues au Québec, les artistes français dépassent rarement 1 000 000 d'albums vendus sur leur marché. Un marché pourtant dix fois plus grand.

Nos résultats tranchent encore davantage par rapport au reste du Canada. En effet, les standards pour un disque d'or (50 000 copies vendues) ou pour un disque de platine (100 000 copies vendues) sont les mêmes au Québec qu'au Canada alors que nous ne représentons que le quart de la population canadienne. Malgré tout, le nombre de disques d'or et de platine décernés à des artistes québécois est de loin supérieur à ceux décernés aux artistes canadiens.

Au chapitre du spectacle, la situation est semblable. Et du côté des émissions de variétés télévisées, la quantité et la popularité des émissions québécoises ne trouvent aucune comparaison par rapport au reste du Canada où elles n'existent pratiquement pas. C'est donc dire la spécificité de notre industrie au Québec. On ne peut absolument pas parler d'une réalité de marché commune à tout le Canada.

Notre industrie est une industrie qui, par définition, est internationale. L'évolution de cette industrie et son contexte se caractérise, au cours de la dernière décennie, par les phénomènes suivants: Au chapitre de l'industrie mondiale du domaine média-divertissement, il y a une mondialisation croissante des marchés et une internationalisation accélérée des grandes entreprises dans les secteurs du disque, du film et du livre. Il y a la formation d'immenses conglomerats multi-secteurs (Time Warner, Bertelsman, News Corp., Hachette), par exemple, et une présence croissante des géants de l'électronique dans l'industrie du disque. En effet, Phillips, Sony, Matsushita ou, si vous préférez, Panasonic ont tous acquis de grandes compagnies de disques de disques multinationales ces dernières années.

Au chapitre de l'industrie mondiale du disque, la polarisation croissante du secteur entre un nombre limité de multinationales, à un pôle, et une multitude d'entreprises indépendantes, à l'autre pôle, est de plus en plus présente. Il y a une intégration de la quasi-totalité des multinationales de disques dans de grands conglomerats multimédias ou encore de type "hardware-software".

Il y a une évolution fulgurante de la technologie sur le point de provoquer des changements majeurs quant à l'organisation de la fabrication et la distribution. Au terme de la présente décennie, les supports mécaniques seront de plus en plus remplacés par des bases de données numériques et la distribution à domicile

s'effectuera par satellite ou par câble ou par fibre optique.

Il y aura un remplacement des revenus de vente des supports mécaniques par des revenus de droits d'utilisation; une constitution des tables internationales de négociations pour les droits d'utilisation et de diffusion transfrontières. C'est tout l'environnement de l'industrie du disque et de la chanson, par extension, qui va se trouver transformé.

Dans ce contexte, la survie et la poursuite des succès réalisés au cours de la dernière décennie posent des défis d'envergure à l'industrie québécoise constituée essentiellement de petites entreprises indépendantes. La continuité de la production et de la diffusion des artistes du Québec passe nécessairement par la survie et le développement de ces entreprises. En effet, au chapitre de la production et de la mise en marché des contenus, les grands conglomerats qui dominent l'industrie privilégient la concentration de leurs activités autour d'un petit nombre de grandes vedettes internationales d'expression anglaise, car ils ne sont pas structurés pour la recherche et le développement de nouveaux talents dans chacun des marchés nationaux, mais plutôt pour vendre de gros volumes partout à travers le monde.

De plus, les entreprises multinationales du disque qui sont intégrées au sein de géants de l'électronique, se préoccupent maintenant davantage de la mise en marché de nouvelles technologies et de nouveaux appareils. Ceux-ci comptent effectivement pour une portion beaucoup plus grande de leurs revenus comparative-ment à la mise en marché des contenus.

Dans ce contexte...

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que je peux vous demander d'arriver aux conclusions?

M. Ménard: Oui, on y arrive. Dans ce contexte, le développement de l'industrie québécoise et la continuité de la production culturelle nationale posent des défis immenses au cours de la prochaine décennie, d'autant plus que celle-ci s'amorce dans un contexte de récession économique.

Pour relever les défis de la concurrence, tant sur notre marché domestique que sur le marché international, notre industrie a besoin d'une politique énergique de capitalisation et d'exportation. Actuellement, la majeure partie du soutien dont nous disposons provient du gouvernement fédéral, alors qu'il sera de plus en plus difficile de répondre à nos besoins spécifiques dans le cadre d'une politique devant englober l'ensemble des réalités du marché canadien. Quel que soit le cadre constitutionnel qui prévaudra pour le Québec, il existe un besoin pressant d'une politique québécoise cohérente de soutien à la capitalisation de nos entreprises et à l'exportation de nos produits qui tienne compte de la

spécificité et du dynamisme de notre industrie. Ceci implique nécessairement que le gouvernement du Québec reprenne le leadership à ce chapitre, leadership qu'il ne pourra reprendre sans une volonté politique ferme. Ça implique aussi un statut politique qui permettra à l'État québécois de prendre part, à plein titre, aux négociations internationales qui s'amorcent déjà dans le domaine des droits d'utilisation et de diffusion trans-frontières. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Ménard. Première intervention, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci M. le Président, M. Ménard, messieurs, je voudrais vous souhaiter la bienvenue, et vous remercier d'avoir bien voulu participer aux travaux de cette Commission.

Dans votre mémoire, vous soulignez avec raison et beaucoup de justesse, l'importance et le rôle des artistes dans le renforcement de l'identité québécoise et également de la transmission de cette culture. Vous rappelez les succès absolument phénoménaux de la musique, du disque et de sa mise en marché et de sa production au Québec comparativement à ce qui se fait au Canada, et j'irais jusqu'à dire que vous situez là, vous expliquez là dans votre secteur d'activité, ce qui constitue le caractère un peu spécifique ou distinct du Québec.

Dans votre mémoire cependant, vous ne prenez pas position en faveur d'un statut constitutionnel. Et vous faites deux recommandations qui touchent à la fois une politique en ce qui a trait à la production du disque, à l'industrie du disque, des spectacles et de la vidéo, et vous demandez également un statut politique qui permettra à l'État québécois de prendre une part à plein titre aux négociations internationales qui s'amorcent dans le domaine des droits d'utilisation et de diffusion trans-frontières.

Alors, une première question. Est-ce que, par rapport au dynamisme de votre secteur d'activité, de votre industrie, est-ce que vous estimez que l'appauvrissement des moyens mis à la disposition des sociétés d'État, radio et télévision, pourra avoir des impacts sur votre industrie?

M. Ménard: C'est certain que notre industrie vit ici dans un contexte interventionniste assez présent je pense, dont on ne veut pas se cacher, et si un État doit rapatrier tous les pouvoirs dans le domaine, il va aussi rapatrier tous les devoirs. Et je pense que ça, on ne pourra pas s'y soustraire.

L'idée de notre mémoire n'était pas de diaboliser un système politique et puis d'en angéliser un autre, mais c'était plutôt de bien faire valoir qu'effectivement, au Québec, on fonctionne dans un marché vraiment séparé de celui du Canada, mais que les deux niveaux de gouvernement ont eu des responsabilités qu'ils

ont prises à divers titres, et avec divers résultats à travers les 20 dernières années face à l'industrie du disque. Ce qu'on dit là-dedans c'est que de toute façon, nous, notre pratique, notre façon de travailler, c'est une profession de foi quotidienne. On continue à opérer dans un marché qui est plutôt restreint, qui nous condamne à une excellence permanente. On ne peut à peu près pas se tromper ici, alors que les grandes multinationales du disque peuvent procéder par essais et erreurs autant qu'elles veulent. Les Québécois n'ont pas ce privilège-là. Il faut absolument toujours bien faire.
(17 h 30)

Mme Blackburn: Dans votre recommandation à la page 5, vous affirmez qu'actuellement la majeure partie du soutien dont nous disposons provient du gouvernement fédéral, alors qu'il sera de plus en plus difficile de répondre à nos besoins spécifiques dans le cadre d'une politique devant englober l'ensemble des réalités du marché canadien. Est-ce que vous pourriez nous expliquer? Quand vous dites que la majorité du soutien vient du gouvernement fédéral et qu'il est difficile de répondre à des besoins spécifiques, est-ce que c'est en regard d'une politique qui est pancanadienne et qui ne prend pas en compte les réalités québécoises?

M. Ménard: Il reste que les artistes canadiens sont en majorité diffusés par des compagnies multinationales qui, elles, n'ont pas recours au soutien de l'État. Mais il faut voir que la grande ambition d'un artiste canadien, c'est d'aller faire carrière ailleurs, ce qui n'est pas tout à fait la même démarche pour les artistes québécois. Alors, ce qu'on se demande, c'est jusqu'à quel point l'État fédéral pourra continuer de répondre à la spécificité du Québec, aux besoins du Québec en matière de développement culturel, quand le reste de l'ensemble canadien ne suit absolument pas le même patron de travail et la même façon de fonctionner. C'est préoccupant.

Mme Blackburn: D'accord. Est-ce que je vais trop loin si j'estime... Je lis dans votre mémoire que vos deux recommandations ne peuvent se réaliser que dans la mesure où le Québec a tous les pouvoirs. Et un Québec souverain devrait se donner – je dois dire que je suis tout à fait de cet avis, là – un ministère des arts, de la culture et des communications. Mais est-ce qu'il devrait aussi se donner un conseil des arts? Parce que c'est une des grandes inquiétudes qui a été exprimée ici en disant: Finalement, le Conseil des arts, même s'il est à Ottawa, il a beaucoup aidé au développement des artistes de chez nous. Alors, est-ce qu'on devrait avoir ces deux institutions au Québec?

M. Ménard: On n'a pas poussé le travail de prospection jusqu'à proposer des modèles d'agen-

ce gouvernementale. Ce n'est pas une chose qu'on a cru nécessaire de faire à ce stade-ci de la discussion. Mais ce qui est sûr, c'est que toutes les initiatives qui sont prises par le fédéral à l'égard de la culture québécoise doivent demeurer. Ça, ça tient de l'évidence.

Mme Blackburn: Ma question demeure. Est-ce que vos recommandations sont réalisables au sein de la Confédération actuelle?

M. Ménard: Je pense qu'il y a un consensus sur des changements à venir. Sur la hauteur et sur le degré des changements, ça reste à voir, mais je ne pense pas que dans le système actuel, avec ce qui s'en vient comme nouvelle réalité internationale, les intérêts des artistes québécois et le développement de la culture québécoise puissent être servis par une représentation pancanadienne.

Mme Blackburn: Je vous remercie infiniment.

Le Président (M. Jean Campeau): Dans le prochain bloc de 10 minutes, il y a 3 questions. Alors, si on pouvait faire diligence, les trois pourraient être posées. D'abord, M. Desjardins, ensuite M. Turgeon et, en terminant, M. Dufour.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Ménard et l'ADISQ, bienvenue devant notre Commission. J'ai bien noté que vous disiez que l'aide fédérale était importante et, quand on le mentionne, je trouve ça important de le dire, sauf que je comprends bien que ça se termine bientôt aussi et que c'est quelque chose qui est important pour vous qu'il soit renégocié et qu'il vous soit redonné au niveau de Musicaction, par exemple. La question que j'aurais à vous poser: Pour quelle raison vous n'avez pas voulu... Vous savez, on a laissé souvent flotter l'impression que des organismes qui recevaient des subventions ne voulaient pas se prononcer. Je n'ai pas l'impression que c'est votre cas. Ce n'est pas parce qu'il y a des subventions fédérales qui sont là que vous n'avez pas voulu vous prononcer. Alors, pour quelle raison vous n'avez pas voulu prendre position sur l'avenir constitutionnel du Québec? Est-ce qu'il y a une raison claire?

M. Ménard: On considère que, dans la pratique de notre métier, les gens qu'on représente et dont on fait la promotion auprès de la population québécoise comme telle, le message est assez clair.

M. Desjardins: Ce que vous nous apportez aujourd'hui, c'est une sonnette d'alarme, finalement. Vous nous dites: L'année 1990 - j'ai pris connaissance du rapport annuel de Musicaction - a été une année exceptionnelle dans le monde du disque et du spectacle au Québec. Mais

le défi qui s'en vient est de taille au niveau de la conquête de nouveaux marchés, au niveau de la production de disques. Ce que vous nous dites, c'est: Quel que soit l'État constitutionnel avec lequel on aura affaire, que ce soit avec deux paliers de gouvernements, on veut que les deux nous aident; et, s'il y a un Québec indépendant, il devra tenir compte de nos revendications pour nous aider. C'est finalement le sens du message que vous nous livrez: quel que soit l'avenir constitutionnel qui sera choisi ou établi, vous voulez que les gouvernements en place vous aident.

M. Ménard: Il est évident qu'avec le contexte de mondialisation et la poussée très forte de la culture anglophone sur à peu près toutes les cultures nationales les cultures minoritaires sont menacées.

M. Desjardins: À quoi...

M. Ménard: Ce n'est pas faire de l'alarmisme, je pense, que de dire ça. Il y a des mesures à prendre, je pense. Il faut garder, je pense...

M. Desjardins: À quoi attribuez-vous ce rendement exceptionnel qu'on a au niveau du disque au Québec vis-à-vis du disque canadien? Vous dites que le disque québécois a triplé sa part du marché en cinq ans alors que ça stagne du côté du Canada anglais. J'imagine que le talent est en cause et qu'un dynamisme extraordinaire est au Québec.

M. Ménard: Je vais laisser M. Sabourin répondre, ici. C'est le gérant et producteur de Marjo, entre autres. Il a peut-être certains éléments de réponse pour vous.

M. Sabourin (Michel): Bon, on assiste peut-être ici, plus qu'au Canada anglais, à une adéquation de l'artiste avec son public. Je pense que les Québécois... Et c'est sans doute, quand on dit et qu'on pense que nos actions quotidiennes sont déjà un acte de foi dans l'avenir du Québec, parce qu'on vit constamment cet amour-là, du public pour nos artistes. Il est évident que c'est un moyen d'identification culturelle et un moyen... C'est une culture dont les Québécois ont besoin et qui se manifeste à travers ça. Je pense que la popularité de nos artistes et le succès de notre industrie signifient cela.

M. Desjardins: Une dernière, très vite. En termes d'argent, ça veut dire combien, en millions, ces 30 % du marché?

M. Pilon (Robert): Vous parlez de l'aide gouvernementale, de l'ensemble...

M. Desjardins: Non, non. En termes de

ventes, de recettes, de disques vendus, de vidéos.

M. Pilon: En termes de recettes, au prix de détail à l'heure actuelle, c'est une estimation d'environ 150 000 000 \$, le marché du disque au Québec. C'est quand même assez considérable. On dit 30 % mais, en fait, ça se rapproche peut-être cette année, en 1990, plus de 40 %, la part du disque de langue française. Et mettez-en là-dessus 30 % pour le disque québécois, 10 % pour la langue française étrangère.

M. Desjardins: Ça va. Merci. Je vais laisser la parole...

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Moi, je voudrais essayer de comprendre un petit peu la portée de votre message cet après-midi, devant cette Commission, parce qu'il y a des choses qui peuvent sembler un petit peu paradoxales dans la foulée de ce que M. Desjardins disait. Vous l'affirmez bien, présentement, jusqu'à maintenant en tout cas, depuis les cinq dernières années, cette industrie-là, qui a besoin d'être subventionnée, a surtout été soutenue par le gouvernement fédéral. Mais vous dites: Là, on a besoin d'une politique énergique de capitalisation et d'exportation et pour réaliser ça, il faut que Québec reprenne le leadership à ce chapitre, donc qu'il affirme une volonté politique à ce sujet-là.

En même temps, vous dites: Notre industrie est une industrie internationale, surtout. On renégocie, vous le savez, les droits d'auteur. On s'entend sur le plan international avec les droits des pays voisins et pour tout ça, il va falloir qu'on signe des traités internationaux. Vous ne vous prononcez pas clairement mais avez-vous quand même une idée? Vous ne pensez pas qu'il y a un cadre constitutionnel plus propice pour réaliser ces objectifs-là, qui sont fondamentaux pour l'industrie dans les années à venir?

M. Ménard: Ce qu'on demande, c'est que le Québec puisse faire lui-même ses propres traités en termes de droits. Le cadre juridique dont il va avoir besoin pour le faire, je ne le connais pas, je ne suis pas constitutionnaliste. Mais je crois que c'est à cette Commission de le suggérer. Je ne voudrais pas...

M. Sabourin: On veut très clairement, M. Turgeon, que la spécificité de notre industrie soit défendue par des gens qui la comprennent et qui la soutiennent et non pas être à la remorque de qui est à Ottawa ou pas. On sait très bien actuellement que toute la section du droit d'auteur et la participation du Canada à des traités internationaux ou pas dépendent d'Ottawa. On est très soucieux du vacuum qui risquerait de

se produire parce que ce ne serait certainement pas une priorité d'un Québec indépendant de s'occuper de droits d'auteur, etc. Mais il reste que, pour nous, spécialement dans le contexte d'évolution internationale, c'est une urgence et on veut s'assurer que c'est une priorité du gouvernement et de l'État québécois.

De là à dire qu'on fait un acte de foi aveugle, je ne dirais pas qu'on est très impressionnés par la performance des différents gouvernements québécois à travers le ministère de la Culture ou des Affaires culturelles, appelons-le comme on voudra. La petite part des budgets qui revient au théâtre, à la chanson, à la musique et aux différents arts de la scène et d'expression, n'est pas, quant à nous, satisfaisante. Et c'est évident qu'on est préoccupés par la place qu'aura le développement culturel dans un État québécois autonome.

M. Turgeon: O.K. Expliquez-nous brièvement ce qui se passe, la différence entre le Canada anglais et le Québec. Avec les fonds fédéraux, depuis cinq ans, vous dites que l'industrie du disque au Québec a triplé. Avec les mêmes fonds fédéraux, parce que le gouvernement fédéral subventionne aussi l'industrie anglophone du disque, comment se fait-il que ça n'ait pas bougé depuis cinq ans?

M. Ménard: Il y a une question, je pense, d'adhésion des Québécois aux modèles culturels qu'on peut leur proposer mais il faut voir que les fonds fédéraux, il faut être très relatif à ce sujet. Ils mettent 500 000 \$ dans Musicaction. C'est très, très loin de ce qu'ils peuvent mettre dans le cinéma, par exemple. Ça demeure des contributions qui sont quand même minimales. Mais, ici, on fait mieux avec moins, je pense. Sans vouloir se flatter là-dessus, je pense que c'est assez évident qu'on obtient de meilleurs résultats en étant piégés mieux. Ça, c'est évident.

M. Turgeon: On a appris à créer, ce qui est: faire à partir de rien.

M. Ménard: À partir de peu, effectivement.

M. Morency (Gaétan): Sur le plan international, aussi, dans le domaine de la chanson, il faut bien se rendre compte qu'une politique pancanadienne où la majorité des artistes et des producteurs visent le marché américain n'est pas propice au développement des artistes québécois qui visent, pour la majorité, le marché français. Or, ça illustre en tout cas un endroit où on pourrait achopper sur une politique pancanadienne d'exportation, par exemple.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord souligner le dynamisme de l'industrie, un certain nombre de statistiques que je ne reprendrai pas mais qui confirment bien l'esprit d'entrepreneuriat de ce secteur-là et qu'il faut l'appuyer. Vous êtes axés sur le futur. Il y a un certain nombre de problèmes à régler. Je prendrais la première proposition où vous dites que le gouvernement du Québec doit reprendre le leadership à ce chapitre, etc. Pour le reprendre, il faut qu'il l'ait déjà eu. Qu'est-ce qu'il devrait faire? Ou, si c'est un mauvais choix de mots, pour justement... vous dites: Reprendre le leadership à ce chapitre. Vous voulez dire quoi, exactement?

M. Ménard: Bien, entre la volonté exprimée par le gouvernement lors de la fondation du ministère des Affaires culturelles, lors de la création du ministère des Affaires culturelles, et le genre de moyens qu'il lui a donnés depuis qu'il existe, il y a une certaine distorsion. Alors, reprendre le leadership, c'est peut-être revenir à l'esprit original...

M. Dufour: O.K.

M. Ménard: ...de la création d'un ministère de la culture.

M. Dufour: De réaliser le mandat que s'était donné, à ce moment-là, le ministère.

M. Ménard: Oui.

M. Dufour: Je reviens aussi à la question des fonds qui vous viennent du gouvernement fédéral. Vous dites qu'il sera de plus en plus difficile de répondre à nos besoins spécifiques dans le cadre d'une politique devant englober l'ensemble des réalités du marché canadien. J'imagine que vous vous référez aux réalités relatives au secteur du disque. Mais quand vous dites: De plus en plus difficile, c'est une hypothèse ou vous êtes à peu près sûr que ça va se produire?

M. Ménard: Ça tient à l'évidence. Les artistes canadiens sont de plus en plus produits et représentés par des gens dont les intérêts sont très divergents. Et nous croyons que l'industrie du disque québécois, quand la compagnie Sony, par exemple, va acquérir CBS, et de ce fait le catalogue des artistes canadiens qui enregistrent sur CBS, et que, du même coup, Sony ne se soucie pas autant de vendre ses contenus que de vendre ses machines à reproduire, etc. Je ne crois pas que Sony va mener les mêmes luttes que nous, pour les nouveaux droits par exemple. Pour le droit voisin, Sony va être désavantagé si le droit est instauré et si les gens, par contre, eh bien... Si, par exemple, il faut faire payer une redevance spéciale pour les

cassettes vierges, etc., on ne croit pas qu'une compagnie comme Sony va mettre la même énergie à aller chercher ces nouveaux droits-là que les indépendants québécois qui, eux, en ont besoin.

M. Dufour: Pour resituer tout ça – et c'est ma dernière question – dans le contexte constitutionnel, et votre dernière recommandation, dans le cadre actuel, renouvelé, qu'est-ce qu'il serait nécessaire au gouvernement du Québec pour justement participer à ces négociations où vous voulez être présents?

M. Ménard: On conserve le contexte.

M. Dufour: C'est quoi qu'il faut faire?

M. Ménard: Il faut se doter de structures de représentation dans les organismes internationaux de droits d'auteurs. C'est sûr. Tout est à faire dans ce domaine-là.

M. Dufour: Ça, ce n'est pas possible dans le contexte actuel.

M. Sabourin: Il faut dire qu'au Québec on est beaucoup plus attaché à la philosophie du droit d'auteur européen qu'à la philosophie nord-américaine, qui est plus une philosophie de "copyright" qu'une philosophie d'appartenance à l'artiste de ses droits. Nous, de coeur, nous penchons beaucoup plus vers la philosophie européenne. Et le cadre, l'industrie nord-américaine hésite beaucoup à aller et à participer aux conventions internationales. Donc, le Canada se retrouve un peu partagé. Et nous qui faisons pression pour le droit voisin, par exemple, pour la reconnaissance de la propriété intellectuelle des oeuvres, et les Canadiens anglais qui participent beaucoup plus à la philosophie américaine, dans ce sens-là.

(17 h 45)

M. Dufour: En fait, le problème que vous posez est exactement le même que celui des chansonniers, l'autre soir, sur la question du droit d'auteur.

M. Sabourin: Voilà. On se rejoint. Dans le discours sur le droit d'auteur, effectivement, des gens de la SPACQ, on rejoint exactement leurs préoccupations. Effectivement, Michel parle d'une dispense quant à la vision canadienne du droit d'auteur et celle qu'on veut développer ici. La vision canadienne est subordonnée à la vision nord-américaine, américaine en fait. Dans ce sens-là, il y a sûrement des rapprochements. On n'a pas assisté, malheureusement, à la présentation de la SPACQ.

M. Dufour: Mais c'était dans la même perspective. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Claire-Hélène Hovington, vous avez la dernière intervention.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir, au nom du gouvernement, sur le mémoire de l'ADISQ parce que, toute la semaine dernière, pendant que je lisais votre mémoire, j'avais des souvenirs extraordinaires qui me revenaient. Des souvenirs dans le sens où j'ai perdu un très grand ami qui était Gilles Talbot, que vous avez connu, j'en suis sûre, et qui était le fondateur de Québec Disque, ce qui a été au tout début de l'ADISQ, et qui était le gérant de nos grands artistes comme Diane Juster, Jean-Pierre Ferland, Fabienne Thibault, pour n'en nommer que quelques-uns. Gilles Talbot nous parlait toujours de Guy Latraverse, maintenant votre président dans le secteur vidéo, qui n'est pas avec vous présentement mais qui a été un précurseur et un pionnier dans l'industrie du disque du Québec; il a tout fait pour promouvoir la chanson française au Québec. Je pense qu'on leur doit beaucoup à ces grands de l'industrie du disque au Québec. Alors, c'étaient tous ces souvenirs-là que j'avais et c'était très agréable. Mais, en même temps, en lisant votre mémoire, je suis restée aussi sur mon appétit parce qu'il est intéressant mais je trouve qu'il ne répond pas beaucoup aux questions qui nous préoccupent, nous, en tant que commissaires, sur l'avenir constitutionnel du Québec. Vous ne prenez pas position.

Par exemple, vous faites une recommandation et j'aimerais que vous éclairciez votre position là-dessus. Quand vous demandez que le Québec prenne part aux négociations internationales dans le domaine des droits d'utilisation et de diffusion transfrontières, quelle position, selon vous, le Québec devrait-il privilégier lors de ces négociations? Vous parlez de philosophie européenne par rapport à la philosophie américaine. J'aimerais que vous nous expliquiez vraiment quelle position le Québec devrait privilégier lors de ces négociations, s'il prenait part à ces négociations.

M. Ménard: On a parlé de l'instauration de nouveaux droits et de la mentalité qu'ils sous-entendent. Tout ceci en particulier est soutenu par la notion de l'utilisateur-payeur. C'est une chose qui n'est pas inscrite vraiment dans l'esprit du droit nord-américain et, en Europe, ça l'est de plus en plus.

Mme Hovington: Excusez-moi, de l'utilisateur...

M. Ménard: De l'utilisateur-payeur.

Mme Hovington: ...payeur.

M. Ménard: C'est comme le pollueur-payeur.

Pour tous ceux qui se servent de produits culturels, il y a forcément un prix à payer parce que la culture est de plus en plus diffusée; c'est de plus en plus facile d'avoir accès à la culture, les moyens de communication sont multiples, mais paradoxalement, les artistes sont de moins en moins payés pour leur travail. Plus ils sont utilisés, moins ils sont payés. Il y a là-dedans un contraste condamnable sur lequel il faut absolument revenir. Il faut faire marche arrière là-dessus et instaurer un contexte de droit qui va nous permettre de survivre dans ce contexte-là, parce que, nous, on ne peut pas avoir accès à des marchés comparables à ceux que les Américains occupent en ce moment. C'est comme ça. C'est une réalité avec laquelle on a appris à vivre, à se débrouiller, mais il reste qu'il faut voir à instaurer des droits qui vont faire au moins que tous ceux qui travaillent dans le domaine de la culture soient compensés pour leur travail. C'est une chose que le Québec, je crois, va devoir pousser au premier chef, encore plus que pour les artistes canadiens qui eux ont, d'une certaine façon, accès, et l'ambition unique de toute façon, de sortir du Canada. C'est leur seule ambition. Nous, on a la prétention de dire qu'on veut faire exister ici une culture forte. On a mis l'épaule à la roue du pays imaginaire depuis très longtemps, à même nos jobs, à même le risque qu'on prend tous les jours de le faire. Là, maintenant, on aimerait bien que la structure politique qui aura à négocier pour nous les nouveaux droits soit conséquente avec ces choix-là et nous aide là-dedans.

Mme Hovington: Quel cadre constitutionnel, selon vous, serait le plus propice à parler pour vous dans le domaine international?

M. Ménard: Eh bien, c'est comme on le disait tantôt. Nous ne sommes pas des constitutionnalistes. Si le Québec doit avoir sa propre unité de représentation dans les organismes de droit internationaux, j'imagine que ça suppose un cadre constitutionnel modifié de celui qu'on connaît actuellement.

Mme Hovington: D'accord.

M. Ménard: Mais la réponse très exacte à cette question-là, je ne la connais pas. Ce qui est sûr, c'est que, nous, on fonctionne depuis très longtemps en état de séparation de fait. L'industrie de la musique, au Québec, est complètement autonome. Nos succès ne se reflètent pas au Canada. La seule spécificité qu'on aurait, c'est l'accueil qu'on fait aux artistes canadiens-anglais par contre, parce qu'au Québec on produit et on apprécie beaucoup les artistes canadiens-anglais. Si on avait pu, à travers les années, développer une espèce de miroir de cette espèce d'accueil qu'on fait aux Canadiens anglais, ça aurait été agréable. C'est une chose sur

laquelle on doit faire un constat d'échec. Il n'y a pas d'échanges avec le Canada là-dessus, c'est regrettable.

Le Président (M. Jean Campeau): Un court commentaire, madame.

Mme Hovington: Oui, juste un petit commentaire, vous savez, je suis une fille de la région et, en région, on entend souvent que l'activité culturelle se concentre à Montréal, que les artistes des régions pour se faire connaître il faut absolument qu'ils viennent à Montréal. Est-ce que vous pensez que c'est une réalité que l'on vit au Québec et quel serait votre apport, vous les grands de l'industrie du disque, pour corriger cet état de fait?

M. Sabourin: Au niveau du marché, peut-être que l'activité économique et industrielle est concentrée à Montréal, mais il est évident, actuellement, et les chiffres de vente que ce soit dans le domaine du spectacle ou du disque le prouvent, que c'est en région que l'attrait et la coïncidence entre le public et l'artiste sont les plus forts. Montréal a accès à beaucoup plus de produits, donc, peut-être que le public y est plus divisé. Et je pense que, de plus en plus, il est possible à un artiste qui s'est fait connaître à l'intérieur de sa région... Je vais donner un exemple qui n'est pas "francophone", mais qui est réel, celui de Kashtin, qui a effectué une tournée, à un moment donné, sur la Côte-Nord, pas seulement auprès des Indiens mais auprès de la population francophone qui vivait là... Bon, les exemples sont multiples. C'est faux de dire maintenant que l'artiste qui vit en région n'a pas accès; pas avec les moyens de communication qui se développent et de la façon dont le marché est structuré.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, MM. Morency, Sabourin, M. Ménard, M. Pilon, merci de votre intervention.

M. Ménard: Merci à la Commission.

(Suspension de la séance à 17 h 50)

(Reprise à 17 h 53)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous poursuivons nos travaux. Prochain intervenant: L'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux. Je comprends que le porte-parole est M. Delgado.

Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux

M. Delgado (Pascual): Nous avons des allocutions... Chacun de nous a des petits mots à

dire dans la période de cinq minutes.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Est-ce que vous pourriez présenter vos collègues?

M. Delgado: Oui. À ma gauche, Mme Nancy William, la coordonnatrice générale de l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux et notre présidente, à ma droite, Mme Luciana Soave.

Le Président (M. Jean Campeau): Je comprends qu'au total vous avez une présentation de cinq minutes, à trois.

Des voix: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est ça? Allez-y.

Mme William (Nancy): Notre coalition existe déjà depuis 1984. Auparavant, elle portait le nom de CTASSCC, Comité de travail sur l'activité des services sociaux et de santé aux communautés culturelles, et en 1987, elle s'est incorporée. Elle représente 55 organismes communautaires. Vous avez la liste des organismes. Il y a une erreur qui s'est glissée, ce n'est pas 54, mais 55. Ces organismes représentent différentes communautés culturelles. Pourquoi est-elle née? Elle est née justement du besoin que les services sociaux soient accessibles aux communautés culturelles parce qu'elles font partie intégrante de la société québécoise et que, par exemple, les CLSC et les CSS devaient répondre aux besoins de la clientèle qui demeure sur leur territoire. Les communautés culturelles sont des citoyens à part entière. C'est compte tenu de cela qu'on vous présente aujourd'hui notre mémoire.

Mme Soave (Luciana): On ne vous l'ira pas le mémoire, vous l'avez sûrement déjà lu. Ce qu'on veut souligner aujourd'hui, c'est une couple de recommandations qu'on avait faites au moment de la rédaction, qui ne sont plus d'actualité. On ne peut plus demander d'avoir des représentants des communautés culturelles qui siègent à la Commission, c'est évidemment trop tard. Et l'organisation d'un forum, on sait que le fait que vous consultiez toutes les communautés culturelles, ça a enlevé la possibilité d'un forum. Il y a deux recommandations qui vont rester, dont la reconnaissance pratique de la réalité multiculturelle de la société québécoise. Et c'est sur cela qu'on voudrait aujourd'hui mettre l'accent dans la période des questions. Le Québec est un Québec nouveau qui se développe et qui devient de plus en plus pluriculturel. Et les personnes, les citoyens issus de différentes communautés veulent s'intégrer dans un Québec renouvelé qui a accepté les nouveaux arrivants. On est prêts à s'intégrer complètement, à le faire en français, à

apprécier la langue du pays. On est prêts à travailler côte à côte, mais on veut être côte à côte. Alors, c'est juste pour regretter une dernière fois qu'on est ici seulement à titre de consultants à la fin. Je ne parle pas de nous en tant qu'ACCESSS, mais les communautés culturelles auraient dû représenter proportionnellement la composition de ce comité.

M. Delgado: Nous nous référons principalement à une seule partie du mémoire: C'est à la page 6 où nous parlons de la question des droits. On avait eu des assemblées l'année passée parmi nos membres, les 55 membres de la coalition que vous avez devant vous, dans la liste. Malheureusement, à ce moment-là, à la question d'une option constitutionnelle, on n'était pas vraiment arrivés à un consensus. Chacun des organismes et associations a un point de vue différent; donc on est très partagés. D'ailleurs, ça reflète la situation actuelle, dans la population en général, de la province de Québec. Donc, si la communauté culturelle ne peut pas prétendre d'avoir un seul choix, c'est clair aussi que, dans le cas de la plupart des communautés, les communautés autochtones et la majorité aussi, il n'y a pas vraiment de consensus là-dessus non plus.

La page 6 nous parle principalement de la seule chose que nous voulons souligner: c'est la question des droits. ACCESSS recommande que le texte de la Charte canadienne des droits et libertés soit intégré dans sa totalité et au corps de ladite constitution. S'il y a un changement constitutionnel ou quoi que ce soit, qu'il y ait une incorporation du texte de la Charte canadienne et que la Charte soit prépondérante et suprême à toute autre législation. Notamment, nous soulignons l'importance des deux articles de la loi canadienne de la Charte. Ce sont l'article 15 et l'article 27 qui sont cités à la page 7 de notre mémoire. L'article 27 enchâsse, dans la Constitution canadienne, les caractères multiculturels du Canada et l'interprétation des lois canadiennes, le respect des caractères multiculturels. Peut-être que nous n'utilisons pas le mot "multiculturels", parce que c'est déjà nuancé, ici, au Québec. Mais pourtant nous croyons que l'idée, c'est très important d'enchâsser, de constitutionnaliser les droits et libertés des minorités ethniques et raciales dans le pays. Là-dessus, on fait écho à la position de la Commission des droits de la personne du Québec. Là-dessus, je cite encore le mémoire de la Commission des droits: La Commission des droits croit qu'il devrait examiner la possibilité et l'opportunité d'aller plus loin encore dans la protection des droits et libertés des Québécois et Québécoises en constitutionnalisant certains droits et libertés que la Charte québécoise énonce, de même que certains principes fondamentaux concernant les droits des autochtones au Québec, les droits linguistiques et ceux des

minorités ethniques de notre société. La constitutionnalisation des droits que la Commission des droits du Québec avait énoncée, nous sommes pour cette sorte de principe. C'est la chose principale que nous aimerions dire aujourd'hui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Merci, monsieur. Première intervention, M. Larose.
(18 heures)

M. Larose: Merci, M. le Président. Précisément, sur la question de la charte, qu'est-ce qui vous amène à privilégier la Charte canadienne par rapport à la Charte québécoise, alors qu'on sait que dans la Charte québécoise, notamment au chapitre des droits économiques, disons ça comme ça, c'est un peu plus large, il y a un peu plus de prise. Plusieurs groupes nous ont présenté des revendications pour élargir ces aspects-là, la base sur laquelle on peut travailler, j'aimerais ça que vous nous précisiez.

M. Delgado: Je suis content que vous posiez la question, M. Larose. En effet, nous ne privilégions pas nécessairement la Charte canadienne par rapport à la Charte québécoise. Si la Charte québécoise, est enchâssée telle quelle, et constitutionnalisée à l'intérieur de la nouvelle constitution, s'il y a une nouvelle constitution pour le Québec, ça serait un document parfait. La situation actuelle, malheureusement, est que la Charte québécoise est une loi comme n'importe quelle autre loi et que ça n'engage pas le gouvernement. Par exemple, les programmes d'accès à l'égalité pour les communautés culturelles n'ont pas vraiment, n'engagent pas... La Charte québécoise n'engage pas le gouvernement à faire avancer l'égalité d'emploi, tandis qu'au niveau de la Charte canadienne ça fait partie de la Constitution, c'est le préambule, si vous voulez, de la Constitution; c'est enchâssé et ça engage toutes les institutions du gouvernement fédéral.

Donc, dans n'importe quel changement de l'avenir, on ne fait pas un choix pour l'une ou l'autre, mais on dit que la même sorte de principe qui s'applique doit s'appliquer à tout le monde, et que ça doit être constitutionnalisé et enchâssé dans n'importe quel projet constitutionnel.

M. Larose: Alors, si je vous lis bien, par exemple, à la page 6, au lieu de lire "recommande que le texte de la Charte canadienne", ça pourrait être que le texte d'une charte des droits et libertés soit enchâssé. Votre préoccupation c'est que la charte soit enchâssée dans la constitution. Mais on pourrait fort bien travailler à partir de la Charte québécoise.

M. Delgado: C'est exact, c'est l'esprit de la charte que nous voulons protéger plutôt que la charte même ou les articles mêmes. C'est l'esprit

de l'article 15 et de l'article 27 qui est déjà d'ailleurs bien représenté dans les articles de la Charte québécoise. Donc, c'est vraiment une question de nuance, mais c'est l'esprit même que nous voulons protéger.

M. Larose: O.K. Ça va, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Russell Williams.

M. Williams: Merci beaucoup. Au nom de notre formation, je voudrais vous remercier pour votre mémoire, mais aussi pour tout le travail que vous avez fait, comme groupe représentant les minorités, les communautés culturelles dans le secteur de la santé et des services sociaux. Les présentations, les mémoires, le lobbying, les pressions que l'ACCESSS a mises sur le gouvernement québécois nous aident beaucoup, je pense, à améliorer le système de santé, à être plus flexible, plus ouvert, plus égal pour tous les Québécois. Et franchement je voudrais vous féliciter publiquement pour tout votre travail.

Une deuxième chose: je voudrais juste faire un commentaire sur un autre point dans le mémoire que vous n'avez pas discuté aujourd'hui, c'est juste la question de la présentation des communautés culturelles ici. Et moi aussi j'ai partagé votre point de vue que nous avons besoin de plus de participation des communautés culturelles à la Commission Bélanger-Campeau, et nous avons discuté de ça un peu, et nous avons, je pense, commencé à corriger ça. Aujourd'hui et demain nous allons avoir huit groupes comme le vôtre qui représentent les regroupements des communautés culturelles. Avec ça, c'est une étape, c'est commencer à répondre à cette question. Mais ma question, ce n'est peut-être pas la question que vous voulez discuter, mais c'est de revenir un peu à votre raison d'être, sur les questions de santé et de services sociaux. Et maintenant nous avons un pouvoir partagé sur cette question. Nous avons une loi fédérale, mais nous gérons notre système de santé, ici à Québec. Il y a certainement un désengagement de la part du gouvernement fédéral depuis 1982, et il n'y a aucun doute que nous avons besoin d'améliorer cette situation. Mais ma question est: Pour vos membres, les membres que vous représentez, est-ce que vos besoins vont être mieux protégés dans un système partagé avec le gouvernement fédéral ou si ce sera dans un système de santé et de services sociaux dans un Québec souverain?

Mme Soave: Bien, je pense que toutes les fois qu'on se lance la balle quand il s'agit d'offrir des services, on est toujours perdants. Pour nous c'est important d'avoir un système qui fonctionne et qui répond bien aux besoins de la population en général et de notre population en particulier. Or, on s'est retrouvés, dans le cas de

l'immigration, qui heureusement a été solutionné partiellement tout récemment par l'entente Québec-Canada, on s'est retrouvés avec des cas humanitaires ou avec des cas de personnes qui avaient des besoins spécifiques où on s'est renvoyé la balle: Ça va être au provincial de décider, et on va voir le provincial, mais ça, c'est la juridiction fédérale. Mis à part l'exemple de l'immigration qu'on a vécu, et dans la santé et les services sociaux ou dans tout autre domaine, on est toujours perdants quand il n'y a pas un ministère qui est capable de dire: Oui ou non, vous avez droit à ce service ou vous n'y avez pas droit. Ce qu'on souhaite, c'est qu'il y ait un système où on peut s'adresser à une place pour avoir un service qui répond aux besoins.

M. Williams: Pour votre communauté, il n'y a aucune différence entre un programme partagé et un système de santé dans un Québec souverain? Est-ce que j'ai bien compris votre réponse?

Mme Soave: Bien, ce n'est pas qu'il n'y a pas de différence. C'est qu'actuellement le système de santé est géré par le Québec. Le contexte fédéral fait plutôt la promotion de la santé; ce n'est pas des services directs. C'est dans ce sens-là qu'à ce moment-ci, pour nous, en tant qu'organisme subventionné, le problème est relativement réglé. On demande des subventions au fédéral pour des projets de recherche ou tout autre besoin et on a des subventions du provincial pour le fonctionnement et le soutien à l'organisme, pour améliorer le service à la clientèle. Cependant, il peut être compliqué parfois, quand on pourrait avoir des actions à l'intérieur de notre organisme, qui comprend les dons. Et puis là, c'est un demi-projet d'un côté et un demi-projet de l'autre.

M. Delgado: J'aimerais ajouter quelque chose aussi, si possible. J'aimerais ajouter un point. C'est aussi, dans un certain sens, relié à la question des droits. Pourquoi? Parce que, à ce moment-là, il n'y a aucune garantie, fédérale ou provinciale, pour garantir les droits socio-économiques dont parlait M. Larose, les droits à l'assistance à un groupe cible, à une minorité ethnique. Ni du fédéral, ni du provincial. Donc, c'est une question de qui a droit, qui a accès à ces services-là. Moi, je ne crois pas que ce soit nécessairement une question qui peut se résoudre en ayant seulement un gouvernement qui s'en occupe. C'est plutôt une question qui va se résoudre quand il y aura une sorte de norme des droits, que les citoyens et citoyennes auront le droit de recevoir vraiment des services de qualité et que ce sera enchâssé dans la loi. À ce moment-là, ce sera beaucoup plus facile pour nous de revendiquer nos droits.

M. Williams: Merci. Vous avez déjà mentionné l'entente bilatérale que nous venons de

signer concernant l'immigration et aussi la politique des communautés culturelles que nous venons de publier. Si j'ai bien compris votre intervention, cela répond à vos besoins. Vous êtes satisfaite, en tant que représentante des communautés culturelles, dans cette affaire?

Mme Soave: Disons qu'on ne nous laisse pas tellement de temps pour lire les documents et y réfléchir. On a reçu les documents juste avant les Fêtes et on nous a dit... On a reçu la lettre nous demandant un mémoire le 7 janvier, en nous demandant le mémoire pour le 21, la semaine prochaine, cette semaine. Ça va être très difficile de pouvoir analyser à fond les documents et de prendre une position, de consulter nos membres. On va faire ce qu'on peut, dans la limite du possible, ça ne sera pas une analyse qu'on va faire, ça va simplement dire: On est là, on est intéressés, on a quelque chose à dire, si vous avez plus de temps à nous donner, donnez-le.

Ce que je trouve quand même intéressant, positif, dans la politique d'immigration, c'est là que je veux revenir pour le sujet d'aujourd'hui, aux pages 16 et 17, c'est exactement ce que, nous, on vous demande et qu'on a demandé au moment du dépôt du mémoire. Et je cite, page 16: "En effet, en favorisant un accès équitable aux ressources, services et instances décisionnelles, notre société veut permettre à tous les citoyens du Québec d'apporter leur pleine contribution à son développement." Page 17: "De plus, il est également en droit de s'attendre que la collectivité d'accueil lui permette, comme à l'ensemble des Québécois, de participer à la définition des grandes orientations de notre société." C'est pour ça qu'on est là aujourd'hui et on remercie le gouvernement de nous appuyer dans notre demande. On espère donc qu'à partir de cette Commission ça sera la dernière fois qu'on doit venir protester, parce qu'on n'était pas partie prenante du pouvoir décisionnel.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors nous allons, si vous le voulez bien, à Mme Marois. Allez, M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Nous avons inversé pour ce soir. Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue à des gens que je connais, que j'ai eu la chance de connaître, puisque je pense que c'est en 1985 ou au début de 1985 qu'on subventionnait pour la première fois le groupe pour qu'il puisse s'organiser un peu. Je me souviens que ce n'était pas beaucoup, mais c'était un début, à l'époque, d'organisation du regroupement.

J'aurais voulu vous poser la question que M. Larose vous a posée, mais je voudrais m'en tenir exclusivement aux propos de votre mémoire à ce moment-là sur la santé. Est-ce que vous avez réussi, au niveau du travail qui se fait dans les

différentes communautés ethniques, à faire en sorte que les gens soient plus conscients des services qui sont à leur disposition, parce que c'était un problème à l'époque de faire comprendre aux gens d'abord qu'il y avait des services qui existaient, même s'il manquait du personnel pouvant parler leur langue, pour certains des aînés en particulier? Est-ce que ça s'est amélioré concrètement ce fait-là?

Mme Soave: On peut dire qu'il y a eu des progrès suite à la rencontre quand vous étiez encore ministre de la Santé et des Services sociaux. Par la suite, il y a eu la création du comité Sirros auquel on a activement participé pour s'assurer justement qu'il n'y ait pas seulement des travaux mais que ça aboutisse à quelque chose. Avec les bureaux des communautés culturelles, les plans d'accessibilité, on peut dire qu'il y a un pas en avant. D'autre part, nous avons accès à ceux-ci; à ce moment-là on était un petit organisme, un comité de travail. Actuellement, on est une fédération qui regroupe 55 organismes. On a un peu plus de force. Les membres sont plus au courant.

Mais sûrement qu'on est bien loin de parler d'une accessibilité. On est bien loin de parler que les personnes issues des communautés culturelles qui arrivent et qui se rendent dans un CLSC ou un hôpital ont accès aux services comme tout autre citoyen. On a encore un énorme pourcentage où la plupart des personnes des communautés culturelles n'utilisent pas les services courants des CLSC. Ils utilisent plutôt les urgences des hôpitaux pour des raisons diverses. On peut dire qu'il y a eu des sensibilisations au niveau des organismes, au niveau du pouvoir décisionnel des partis politiques. Il reste encore beaucoup à faire pour toucher la population et là les organismes vont avoir énormément besoin de support. Et on souhaite qu'avec la nouvelle réforme, il va y avoir peut-être une meilleure contribution pour permettre à nos membres de continuer ce travail pour faciliter l'accessibilité aux services.

M. Chevette: Mais, au niveau de certains CLSC, n'est-il pas exact présentement qu'on peut répondre, je ne me souviens pas duquel de ces CLSC, mais on peut répondre dans une trentaine de langues dans certains CLSC? Dans d'autres, dans des quartiers, on répond maintenant dans la presque majorité des langues des gens qui s'y présentent. Est-ce que de ce côté-là il n'y a pas eu un effort d'embauche de personnel pouvant répondre véritablement aux besoins des communautés ethniques?

M. Delgado: Actuellement, M. Chevette, le gouvernement, le ministère a mis sur pied un plan d'action. Ça existe depuis à peu près un an. Et ça touche 41 établissements de la région de Montréal et de la rive sud. Parmi les 41

établissements, il y a une douzaine de CLSC, c'est à peu près un tiers de tous les CLSC de la région qui sont supposés soumettre des plans d'accessibilité pour les communautés culturelles. Donc, il y a maintenant une opérationnalisation des principes d'accès pour lesquels nous avons lutté longtemps afin de les obtenir. Mais malgré ce fait-là, il y a des problèmes en termes d'enchâsser encore une fois dans les lois la nouvelle réforme de M. Côté. Nous luttons fortement pour enchâsser les droits aux services pour les communautés culturelles. Malheureusement, semble-t-il, dans le nouveau projet de loi, ce n'est pas inclus. Nous avons demandé ça depuis deux ans, et nous avons demandé la même sorte de droits pour les communautés culturelles que pour les personnes d'expression anglaise. Il y a dans la loi une garantie des services pour les personnes d'expression anglaise, dans le cadre de la loi 142, mais, aujourd'hui, il n'existe pas encore d'article qui protège les communautés culturelles. Donc, nous aimerions voir ça dans le projet de loi. Il y a une volonté, une opérationnalisation, il y a un changement, mais, encore une fois, au niveau législatif, on est des citoyens de deuxième catégorie.

Le Président (M. Jean Campeau): Un dernier commentaire, M. Chevette.

M. Chevette: Un dernier commentaire...

Mme William: Excusez-moi.

M. Chevette: Oui.

Mme William: Nous voulons aussi qu'il y ait un véritable partenariat entre le réseau de la santé et des services sociaux et les organismes communautaires pour répondre vraiment aux besoins des communautés culturelles, par exemple une banque d'interprètes professionnels qui répondent aux besoins.

M. Chevette: Je sais qu'il y a une question de ressources, mais je dois vous dire qu'à compter de janvier 1991, on a un manque à gagner, au niveau des transferts fiscaux, de 1 200 000 000 \$ en santé. Souhaitons qu'on clarifie les choses sur le plan constitutionnel et qu'on puisse accorder les ressources financières qui s'imposent pour le domaine de la santé et des services sociaux. Je vous remercie beaucoup de votre présence et de votre mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, au nom de tous les membres de la Commission, j'aimerais, moi aussi, vous remercier, Mme Soave, M. Delgado, et Mme William, de votre présence ici parmi nous et de votre apport à la Commission. Merci.

Les membres voudront bien prendre note

que nous recommençons nos travaux à 19 h 30.

(Suspension de la séance à 18 h 16)

(Reprise à 19 h 36)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons le Congrès national des Italo-Canadiens. M. Alfredo Folco en est le président national. Bienvenue, M. Folco. Si vous voulez bien nous présenter vos collègues, vous aurez par la suite 10 minutes pour la présentation de votre mémoire, l'audience étant d'une durée d'une heure.

Congrès national des Italo-Canadiens

M. Folco (Alfredo): Bonsoir. MM. les coprésidents, Mmes et MM. membres de la Commission, je désire avant tout vous remercier de bien avoir voulu nous recevoir ce soir. Je suis accompagné de Me Antonio Sciascia, de M. Giuseppe Manno, président du Congrès national des Italo-Canadiens pour la région de Québec et de M. Raphael Delli Gatti, président de la FILEF, l'Association italienne des travailleurs immigrés et familles.

MM. les coprésidents, mesdames et messieurs, le Congrès national des Italo-Canadiens, région de Québec et la FILEF ont voulu s'associer à la présentation du présent mémoire pour assurer que le continuum des opinions que l'on retrouve dans la communauté italo-québécoise quant aux projets de réforme constitutionnelle soit fidèlement représenté.

En tant qu'organisme regroupant les principales associations à caractère culturel, social ou communautaire, le Congrès national des Italo-Canadiens a déjà fait connaître son appui à la position du Québec lors des négociations portant sur le lac Meech. La FILEF, pour sa part, association offrant des services directs aux travailleurs de notre communauté, a déjà affirmé par le passé son adhésion au mouvement d'affirmation nationale des Québécois.

Le Congrès a été et demeure l'interlocuteur privilégié des instances gouvernementales quant aux principales problématiques pertinentes à la communauté italo-québécoise, et son association circonstancielle à la FILEF, dans le cadre de cette présentation, est une preuve de l'importance que les deux groupes accordent au présent mémoire.

Nous considérons essentiel d'affirmer, dès le départ, que la communauté italienne du Québec fait partie intégrante de la société québécoise. Elle est, sans équivoque, la communauté culturelle la mieux intégrée au Québec.

Nous avons en commun avec la majorité francophone nos origines latines, l'influence historique de la religion catholique et des réalités socioculturelles partagées. En effet, quotidiennement, nous constatons que nous

vivons dans les mêmes quartiers, fréquentons les mêmes lieux, travaillons côte à côte. Les mariages mixtes ne se comptent plus ni le nombre d'activités culturelles, sportives ou ludiques auxquelles nous participons conjointement.

Durant les vingt dernières années, comme la majorité francophone, notre communauté a évolué et subi de profonds changements, la rendant encore plus ouverte et plus attentive aux aspirations des Franco-Québécois de souche. Certains Italo-Québécois sont venus au Québec en provenance d'autres rivages alors que d'autres y sont nés et, à maintes reprises, nous avons affirmé fortement que c'est ici, au Québec, que nous avons choisi de vivre et d'évoluer amicalement avec nos concitoyens de toutes origines et que, peu importe le résultat du débat constitutionnel, notre communauté continuera à faire partie intégrante du Québec.

Notre communauté a toujours participé activement au développement social, culturel et économique et, par le présent mémoire, nous voulons apporter notre contribution aux travaux indispensables de cette Commission qui, sans doute, aura un impact marquant pour l'avenir de notre société.

Dans ce mémoire, à cause de nos fonctions de représentation, nous aborderons principalement des considérations d'ordre culturel et social. Dans ces domaines, nous entendons présenter un point de vue communautaire, puisque les Québécois d'origine italienne ne sont pas simplement un certain nombre d'individus transplantés au Québec, mais plutôt une communauté au sens sociologique du terme, intégrée certes à la société qui nous est commune, mais ayant aussi conservé une identité et une existence propres.

Les membres de notre communauté peuvent être répartis en quatre groupes d'importance numérique variable: les immigrants d'avant-guerre, en fait, d'avant 1935-1936; les enfants de ces immigrants nés au Québec et même leurs petits-enfants; les immigrants venus au Québec lors des vagues massives d'immigration de l'après-guerre. Cette immigration a pris de l'ampleur au début des années cinquante, a connu une montée graduelle importante dans les années cinquante et soixante pour, finalement, se tarir dans les années soixante-dix; les enfants nés au Québec d'immigrants de l'après-guerre.

Le premier groupe est arrivé au moment où aucune politique d'accueil n'existait et nombre de personnes ont vécu les années sombres de la crise économique et même le rejet lié à la peur de l'étranger.

La vague d'immigration de l'après-guerre s'engagera dans les voies déjà tracées par les parents et amis originaires des mêmes villages. Ces nouveaux arrivants venus par dizaines de milliers s'installent au Québec au moment même où s'amorcent les bouleversements économiques qui vont mener le Québec vers la modernité. Leur contribution à ce mouvement a certes été

importante et mérite d'être reconnue par tous. Aujourd'hui, l'ensemble de ces personnes et leurs descendants forment la très grande majorité des membres de la plus importante communauté culturelle du Québec.

Les Italo-Québécois ne forment donc pas un tout homogène. Certains voient dans ce fractionnement apparent une faiblesse. Au contraire, nous sommes convaincus que cette hétérogénéité a permis aux Italo-Québécois de s'insérer harmonieusement dans la société québécoise. Cette hétérogénéité se manifeste à tous les niveaux, y compris dans le choix du quartier de résidence. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur une carte du grand Montréal pour se rendre compte que notre communauté est présente partout, avec cependant des zones de concentration évidentes, ce qui, au lieu de l'isoler, lui confère une grande mobilité et une force d'intégration peu commune.

Cet éclatement se manifeste aussi dans la vie économique et professionnelle. Aujourd'hui, nous pouvons voir que les premiers petits établissements de service ont provoqué l'émergence d'un fort esprit d'entrepreneuriat qui a marqué l'industrie de la construction, l'agroalimentaire, la restauration, ainsi de suite. La majorité des Italo-Québécois nés à l'extérieur du Québec et ne possédant pas leur propre entreprise se sont concentrés dans trois secteurs: la construction, les industries du textile et les services. Mais cette constatation n'est valable que pour cette première génération. Aujourd'hui, 39 % des Italo-Québécois de 15 ans et plus ont une scolarité de niveau postsecondaire et les emplois occupés par la population active sont fort différents de ceux des années soixante et soixante-dix.

Près de 19 % des Italo-Québécois sont des employés de bureau; 17,9 % occupent des postes spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation; 10,8 % occupent des postes de directeur, de gérant ou d'administrateur; au-delà de 10 % sont spécialisés dans le secteur de la vente; et un fort pourcentage d'entre eux sont membres de professions libérales. Seulement 8 % se retrouvent dans le secteur plus traditionnel du bâtiment. Les fils et les filles de manoeuvres et des ouvriers spécialisés sont aujourd'hui avocats, médecins et techniciens, cols blancs, enseignants. Nombre d'entre eux prennent une place importante dans la vie artistique et culturelle du Québec, en particulier dans les domaines de la musique, de la peinture et du théâtre. Bien que la communauté italo-québécoise ne puisse être circonscrite de façon réductive, elle s'est dotée au fil des ans d'un nombre impressionnant d'associations diverses. Cependant, parmi ces associations, quelques-unes seulement ont réussi à devenir fiduciaires de vastes courants d'opinion ou d'intérêts communautaires clairement définis.

Nous considérons que le Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec, la FILEF,

l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens et la Fondation communautaire italo-canadienne ont tissé des liens profonds avec la communauté et sont les interprètes des diverses nuances de l'opinion de ses membres. (19 h 45)

Avant les années soixante-dix, la communauté italienne s'était distinguée dans le débat constitutionnel par une neutralité déferente qui occultait le fait que la majorité considérait que ce débat n'avait pas d'importance véritable. Lors d'un sondage du début des années soixante-dix, à la question: Advenant l'indépendance du Québec, que feriez-vous? 31 % n'y avaient pas réfléchi. Chez les immigrants, c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas nés au Québec, 71 % déclarèrent qu'ils resteraient, 21 % qu'ils s'installeraient dans une autre province et 9 % qu'ils retourneraient en Italie. Les opinions de ceux nés au Québec se ventilaient dans les mêmes proportions: 77 %, 15 % et 8 %. Essentiellement, les membres de la communauté italienne, durant les années soixante-dix, souhaitaient demeurer libres de tout engagement politique. Ils étaient assez favorables à des pouvoirs accrus pour le Québec dans la mesure où ce réaménagement de pouvoirs ne signifiait pas une adhésion à l'idée de l'indépendance. S'ils inscrivaient leurs enfants à l'école anglaise, cela ne signifiait nullement que l'anglais déterminait leur rapport avec la société. Pour la majorité, l'anglais n'était qu'un instrument de promotion économique. Pourtant, dès le début des années soixante-dix, la communauté italo-québécoise est perçue comme la communauté stratégique par les communautés francophones et anglophones. Une pression croissante s'exerce sur ses membres pour les amener à opter nettement pour l'un ou l'autre des deux groupes prédominants. Cette rétrospective nous a semblé importante dans la mesure où elle permet d'ancrer l'évolution des Italo-Québécois au seuil des années quatre-vingt-dix.

La communauté italo-québécoise dans son ensemble n'est plus celle des années cinquante, soixante et soixante-dix. Cette évolution marquée par la francisation de nombre de nos institutions communautaires aussi bien que par un souci de participer activement à toutes les discussions, à tous les débats, à tous les choix de société qui s'imposent, ne peut être ignorée par les membres de cette Commission. Aujourd'hui, nous n'hésitons pas à affirmer l'ouverture inconditionnelle de notre communauté quant aux choix qui devront être faits par cette Commission. Nous reconnaissons explicitement les caractéristiques fondamentales de la société québécoise et les considérations et souhaits que nous exprimons dans ce mémoire pourraient s'appliquer tout aussi bien dans le cadre d'un nouveau pacte confédéral que dans le cadre de mesures établissant de nouvelles formes de rapports économiques et politiques entre le Québec et le reste du Canada.

La majorité des membres de notre com-

munauté souscrivent à l'idée qu'il demeure important de maintenir des liens économiques et politiques avec les autres composantes de l'actuelle fédération canadienne. Mais, comme tous les Québécois, il s'interroge sur le degré, le type, les champs de juridiction où ces liens s'appliqueront et sur la portée exacte des nouveaux accords à négocier. Il ne nous semble pas téméraire d'affirmer que la majorité des Italo-Québécois souscrivent aussi à l'axiome suivant: Le Québec doit disposer des pouvoirs permettant de favoriser adéquatement et efficacement ses intérêts économiques, politiques et sociaux, et d'atteindre les objectifs suscités par ses aspirations particulières, sa culture, son histoire et sa géographie.

Comme on peut le voir, la marge de manœuvre que souhaitent laisser les membres de notre communauté aux négociateurs d'un futur pacte constitutionnel est fort importante. En contrepartie, comme pour l'ensemble des Québécois, les membres de notre communauté entendent participer activement et passionnément aux grandes rondes de consultation qui suivront nécessairement le dépôt du rapport de la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Comme tous les Québécois, ils entendent faire valoir leurs croyances, leur perception de la situation politique et économique, leurs attentes et leurs aspirations. Mais nul ne peut voir dans le souci de participation, basé sur l'ouverture au Québec contemporain, autre chose qu'un choix délibéré de participer à la construction d'une société prospère, dynamique et ouverte à tous. Les Italo-Québécois refusent la mentalité d'assiégés ou toute position basée sur le refus de reconnaître l'évolution normale d'une société québécoise et canadienne qui cherche à se définir. En tant que communauté, nous souhaitons cependant annoncer immédiatement que nous espérons voir un certain nombre de grands principes mis de l'avant dans toute négociation constitutionnelle. Ces principes fondamentaux s'articulent autour d'un second axiome qui fait consensus chez les Italo-Québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pourriez passer aux conclusions, s'il vous plaît?

M. Folco: Certainement. En fait, nos conclusions sont simplement basées... À ce stade-ci, je ne peux pas vraiment parler de conclusions mais des cinq axiomes et des éléments: Le Québec, une société où le pluralisme est irréversible; le Québec, une société assurant pleinement la promotion des objectifs d'intégration; le Québec, une société à caractère interculturel; le Québec, une société assurant la promotion des droits à l'égalité des groupes ethnoculturels et des minorités visibles. Ce que nous souhaitons, en fait, c'est voir ces principes de base enchâssés

sés dans tout texte constitutionnel. En conclusion, nous souhaitons réaffirmer que les Italo-Québécois souhaitent participer activement au grand débat qui anime le Québec en s'associant à la réflexion collective et qu'ils entendent participer au développement d'un consensus tout en faisant valoir avec vigueur des points de vue qui méritent d'être pris en considération. Seulement ainsi pourra-t-on bâtir une société dont nul ne se sentira exclu. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Folco. Alors, le premier intervenant, comme il se doit, M. Cosmo Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. C'est avec plaisir que j'ai accueilli la communauté italienne et particulièrement le Congrès des Italo-Canadiens et la FILEF pour participer au débat très important, que la Commission a déterminé tantôt, sur les plans constitutionnel et politique du Québec. On connaît l'importance de la communauté italienne. C'est, comme il est dit dans le mémoire, la plus importante des communautés culturelles ici au Québec. On connaît l'importance de la communauté sur les plans social, politique et économique, et ça n'aurait été vraiment, disons, pas tout à fait normal qu'une communauté comme la communauté italienne ne puisse pas exprimer ses vues sur la position constitutionnelle et politique du Québec. Alors, au nom du gouvernement du Québec, je vous souhaite la plus cordiale des bienvenues.

Je m'en vais tout droit au fait de votre mémoire, M. Folco. Vous faites état, dans votre mémoire, de l'évolution importante de la pensée des Italo-Québécois, qui amène aujourd'hui la communauté à adopter une attitude ouverte et positive à l'égard d'un éventuel changement de statut politique et constitutionnel. Mais vous prenez la précaution, et je la comprends, "qu'aucun de ces changements ne mette en péril les liens économiques et politiques avec les autres provinces du Canada". Dans votre esprit, le Québec a-t-il besoin d'un nouveau statut politique et constitutionnel pour continuer à se développer à l'intérieur du Canada? Le cas échéant, comment le Québec pourrait-il concilier ce besoin d'une plus grande autonomie avec le maintien de relations politiques avec le reste du Canada?

M. Folco: Je pense que, dans la dynamique même du mémoire que nous avons présenté, nous avons fait un certain nombre d'affirmations de départ. Il y en a trois que je voudrais rappeler avant même d'aborder la question. Premièrement, c'est que nous sommes ici pour y rester. Nous avons clairement dit que nous sommes ici pour y rester, quelles que soient les orientations constitutionnelles que prendra le Québec.

Nous disons aussi dans ce document que la majorité des Italo-Québécois souhaite actuelle-

ment, semble souhaiter le maintien de liens à caractère économique et à caractère politique avec les autres constituants du Canada actuel. Je pense qu'en disant ça nous tentons de représenter le plus fidèlement possible la perception de l'opinion que nous avons.

Nous avons aussi affirmé, cependant, comme troisième élément, que la marge de négociation que nous avons perçue au niveau de notre communauté est très vaste, c'est-à-dire que le maintien des liens pourrait se faire à l'intérieur de modèles qui pourraient avoir des caractéristiques fort différentes de ce que nous connaissons actuellement. Il nous a semblé risqué, parce que nous savons qu'il y a énormément d'intervenants au niveau de la Commission qui ont présenté des modèles théoriques, il nous a semblé risqué de nous lancer dans un modèle défini. Ce que nous disons dans le document, et nous croyons être clairs en disant cela, c'est que des changements s'imposent, que ces changements doivent s'établir à l'intérieur d'un consensus des populations - je ne dis pas de la population, je dis bien des populations qui forment le Québec - et que le grand principe, au niveau de notre communauté du moins, c'est une ouverture à ces changements. Nous avons résisté à la tentation de faire une liste d'achats ou de ventes. Nous avons résisté à la tentation de dire qu'il fallait rapatrier les dossiers dans tel ou tel champ.

Il est évident qu'il y a un certain consensus qui se dégage. Dans le domaine de l'immigration, je pense que le consensus est clair. Dans certains autres secteurs aussi le consensus est extrêmement clair. Mais ce que nous prétendons, c'est qu'une partie du débat se fera une fois les travaux de la Commission terminés. Une partie du débat se fera une fois que l'ensemble des partenaires dans la société québécoise aura aussi déposé ses intentions. Et, actuellement, les modèles... On pourrait vous parler d'un modèle confédéral, on pourrait vous parler d'un modèle du Canada basé sur quatre régions. On a préféré laisser ces hypothèses plus théoriques à des personnes qui sont peut-être beaucoup plus spécialisées.

Nous, ce qu'on vous dit, c'est que basé sur une ouverture au changement, nous participerons activement... Une fois que l'ensemble des positions, dont la position de la Commission constitutionnelle, une fois que ces positions vont être connues, je pense que les individus et les organismes de la communauté feront des choix plus définitifs. Nous ne pouvons pas annoncer des choix qui ne font pas encore consensus à l'intérieur de notre communauté.

M. Maciocia: Vous comprendrez, M. Folco, que la Commission justement est ici pour savoir un peu des différents organismes quelle est l'opinion de ces organismes vis-à-vis d'un changement - s'il n'est pas en profondeur - constitutionnel et politique du Québec,

mais des changements quand même, parce que tout le monde est d'accord que, sur le statu quo, il n'est plus possible de rester. L'indépendance pure et dure, ce n'est pas non plus la solution aux problèmes du Québec.

Il y a eu beaucoup d'organismes, par exemple le Conseil du patronat, par exemple la Chambre de commerce, l'Association des économistes québécois, etc., qui ont proposé le rapatriement d'un certain nombre de pouvoirs exclusifs au Québec, par exemple l'immigration, la main-d'œuvre, la formation professionnelle et autres choses. Est-ce que d'après vous, avec le rapatriement de certains pouvoirs au Québec, en exclusivité au Québec, du ressort du gouvernement du Québec, est-ce que le Québec, à ce moment-là, pourrait s'épanouir quand même à l'intérieur de la fédération ou confédération canadienne?

M. Folco: Nous affirmons dans le document qui vous a été présenté que la majorité des Italo-Québécois souhaite maintenir des liens. Vous venez de nous donner une liste des principaux dossiers à rapatrier. C'est une liste qui est relativement connue parce que c'est une liste qui semble faire consensus actuellement. Je pourrais en ajouter d'autres. D'autres intervenants pourraient en ajouter d'autres. Ce qui nous semble évident, c'est que s'il y a possibilité d'en arriver à une entente constitutionnelle où les principales préoccupations du Québec, et nous les avons résumées par une phrase dans ce document, qui sont des préoccupations à caractère social, à caractère culturel, à caractère linguistique, s'il était possible de répondre à ces préoccupations dans le cadre d'un réaménagement des pouvoirs, il est évident que je ne peux que répondre, compte tenu du rôle de représentativité des gens qui sont ici ce soir, que la majorité des Italo-Québécois serait fort satisfait d'un tel contexte.

M. Maciocia: M. le Président, vous avez parlé dans votre mémoire aussi d'une participation très active de la communauté italienne au processus constitutionnel, du développement constitutionnel de la politique du Québec. Pourriez-vous nous expliquer, au moins, de quelle manière la communauté voudrait participer à ces changements constitutionnels des politiques du Québec?

M. Folco: Je pense que tout membre d'une communauté culturelle participe à l'option, en fait, participe de deux façons directes, à tout changement dans une société. La première, c'est à titre d'individu. En tant que personne d'origine italienne, je suis associé à un certain nombre d'organismes, de mouvements ou d'autres choses et je tente de véhiculer à un tel de ces organismes des perceptions, des opinions personnelles qui sont évidemment teintées par ma coloration

culturelle, à titre strictement individuel. Il y a aussi le fait que – et nous en avons l'exemple ce soir – quand deux associations dont les objectifs sont différenciés optent de présenter un mémoire conjoint, c'est nécessairement parce que nous voulons nous faire entendre.
(20 heures)

Et il est évident que nous nous attendons dans les prochains mois à ce que d'autres associations, à ce que d'autres groupes s'associent de façon très directe. Ce mémoire n'a pas été réalisé en vase clos. C'est un mémoire qui a été réalisé suite, quand même, à des contacts communautaires. Je pense que nous tous en tant qu'individus ici, nous allons tenter d'influencer les débats et je pense qu'à l'intérieur de nos organismes, de nos associations, nous ferons exactement la même chose. Maintenant, les procédures, je ne peux pas annoncer aujourd'hui que nous allons tenir des États généraux de la communauté italienne. Mais, je peux certainement vous dire que nous allons, dans les prochains mois, nous assurer que notre prise de position fera tache d'huile. Que les gens soient d'accord ou en désaccord, elle fera tache d'huile et les gens réagiront.

M. Maciocia: Je crois aussi, M. le Président, que c'est très, très important que vous ayez exprimé dans votre mémoire que la communauté italienne, quel que soit le changement constitutionnel et politique du Québec, elle est là pour rester au Québec parce qu'elle est là pour s'épanouir. Elle est là depuis longtemps et elle ne serait pas, disons, à cause des changements constitutionnels éventuels, pour quitter le Québec. Si vous me permettez, M. le Président, est-ce que je pourrais laisser seulement 30 secondes à mon collègue, M. Dauphin, de Marquette, parce qu'il aurait une petite question à poser?

Le Président (M. Jean Campeau): S'il est aussi discipliné que vous, ça va.

M. Maciocia: Oui, merci.

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président, de votre souplesse. À mon tour, j'aimerais évidemment souhaiter la bienvenue au Congrès national des Italo-Canadiens, à M. Folco et à son équipe. Vous avez mentionné tantôt que la communauté québécoise d'origine italienne était même prête à envisager ou à étudier la possibilité d'un nouveau pacte confédéral. En utilisant le mot "confédéral", est-ce que vous allez aussi loin que la définition du mot "confédération" qu'on véhicule depuis déjà deux mois, ici, à la Commission, c'est-à-dire, par exemple, un ensemble d'États souverains qui pourraient décider de nommer des délégués dans une institution commune? Est-ce que vous seriez prêts à aller jusqu'à une forme... une vraie

confédération pour le Canada qui existe actuellement?

M. Folco: Il y a divers modèles. Notre interprétation est celle que vous venez de donner. En fait, en théorie, la Fédération canadienne, qu'on appelle parfois la Confédération, originellement, était formée non pas d'États, mais de colonies ayant des gouvernements à caractère autonome. Cette tradition s'est perdue au fil des années. C'est une des hypothèses, il nous semble, qu'il faudrait regarder d'extrêmement près. C'est une hypothèse qui est plausible. C'est une hypothèse qui est intéressante. C'est une hypothèse qu'il faut cependant évaluer.

M. Dauphin: En dernière question, M. le Président, est-ce qu'il serait réaliste de penser que le reste du Canada, suite à l'échec de l'entente du lac Meech, puisse s'avancer aussi loin que de penser à une vraie confédération dans le contexte actuel?

M. Folco: Je n'ose pas interpréter l'opinion du reste du Canada. Je peux vous conter une anecdote. C'est une anecdote extrêmement récente que j'ai vécue dimanche. J'étais à Ottawa, à une réunion qui regroupait des représentants d'environ 25 groupes ethno-culturels à travers le Canada. Quand je parle d'à travers le Canada, c'est vraiment de Vancouver à Terre-Neuve. C'étaient des représentants de groupes depuis la communauté coréenne jusqu'à la communauté polonaise. Une des choses que j'ai constatée, c'est que... et l'intervention m'a peut-être, un peu, surpris moi-même. C'est quand il y a eu une espèce de consensus, un leitmotiv, où les gens disaient que le Québec était l'allié naturel des communautés culturelles à travers le reste du Canada. Ça m'a d'autant plus surpris que c'est le genre de message qui n'est pas souvent véhiculé, ni dans l'ensemble du Canada, ni au Québec. Je pense, quand on parle d'éléments de négociation, d'avenir, je ne suis pas naïf au point de miser uniquement sur la bonne volonté des gens, mais je suis peut-être suffisamment optimiste pour dire qu'il y a eu une évolution considérable dans beaucoup de régions canadiennes et que le pouls de cette évolution n'est peut-être pas toujours présent, parce qu'on a peut-être, parfois, fait ressortir les aspects négatifs des rapports intergroupes. J'émet l'hypothèse que le reste du Canada est aussi prêt que le Québec à modifier substantiellement les rapports constitutionnels puisque les mêmes besoins de changement semblent exister à l'extérieur du Québec.

M. Dauphin: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Nous allons maintenant passer à Mme Pauline

Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, bonsoir et bienvenue à notre Commission. Effectivement, votre mémoire, tout en étant succinct, est bien fait et très intéressant. J'ai particulièrement apprécié, je dois dire, la rétrospective historique que vous faites de l'implication de votre communauté dans l'ensemble de la collectivité québécoise.

À cet égard-là, je partage aussi votre point de vue quant à l'intégration de vos membres à cette société que nous formons, à ce peuple que nous formons. C'est vrai sur les plans social, culturel et économique; vous mentionniez aussi le plan sportif et je pense que c'est vrai, nous sommes particulièrement d'accord. D'ailleurs, il y a aussi des membres de votre communauté qui, par l'intermédiaire d'une association économique, sont venus – dont certains d'entre vous – présenter un mémoire ici avant Noël. On a eu l'occasion à ce moment-là d'échanger ensemble sur cette implication.

Je souscris particulièrement au principe que vous énoncez à la fin de votre mémoire et que vous souhaiteriez voir respecter dans une éventuelle discussion ou négociation – j'y reviendrai – avec le reste du Canada. J'aimerais vous faire préciser, entre autres, le quatrième principe. Il y a le premier, évidemment, et M. Maciocia l'a bien souligné, qui est tout à fait intéressant. Vous dites: Une société où le pluralisme est irréversible mais vous ajoutez aussi que le retour au pays d'origine de cette population est un mythe dont il importe de se défaire. Je pense que c'est important que des gens qui sont significatifs comme vous l'êtes dans la société québécoise viennent le dire devant les membres de cette Commission. Le quatrième principe auquel j'aimerais qu'on s'arrête un peu, vous dites: Le Québec, une société assurant la promotion des droits à l'égalité des groupes ethnoculturels et des minorités visibles. Vous dites: Un traitement égalitaire ne signifie pas un traitement identique. Bon, j'aime bien cette approche parce que je crois qu'elle fait référence, entre autres, à des mesures d'accès à l'égalité. Est-ce que c'est à cela que vous pensez? Et si c'est à cela que vous pensez, quel type de mesures pourrait permettre d'appliquer un tel principe, concrètement, dans la vie quotidienne?

M. Folco: Nous avons tenu à inclure ce principe qui, pour nous, est un principe général qui doit s'adresser à toutes les communautés culturelles. J'avoue que dans le cas de la communauté italo-québécoise, c'est peut-être un principe d'application moins directe. Je pense que les personnes d'origine italienne sont quand même, en général, installées au Québec depuis plusieurs années, ne sont certainement pas inscrites... ne peuvent être perçues comme des minorités visibles. Ce principe nous semble

s'adresser plus à des communautés plus récentes et faisant l'objet de discrimination plus directe. Nous tenions cependant à l'affirmer. L'une des choses que nous avons constatée... Je vais utiliser un exemple: Pendant longtemps, on a justifié le fait que les enfants autochtones quittaient les réserves, étaient enlevés à leur culture d'origine sous prétexte de les scolariser. En théorie, ça apparaissait comme étant quelque chose de juste et d'équitable. On leur donnait la possibilité d'une éducation traditionnelle. Nous prétendons que ce genre de choses là n'est pas normal, que dans certains cas, le traitement d'apparence égalitaire est un traitement en réalité inéquitable. J'ai utilisé cet exemple et j'aurais pu utiliser la problématique d'accès des minorités visibles à la fonction publique ou à d'autres organismes. Je pense aussi que, de façon indirecte, ça s'applique à la communauté italo-phone.

Mme Marois: D'accord. Vous êtes bien conscients que le principe de l'accès à l'égalité, de la possibilité d'appliquer des mesures d'accès à l'égalité est introduit depuis déjà un bon nombre d'années dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. C'est un principe qui est déjà accepté chez nous, qui fait l'objet d'application particulièrement auprès de groupes assez importants, dont les minorités visibles, dont les femmes, mais je pense que c'est intéressant de savoir que c'est déjà un principe qu'on a reconnu dans notre Charte.

Revenons maintenant à des choses un petit peu plus précises et autour du statut constitutionnel et politique du Québec. À la page 9 de votre mémoire, vous nous dites: "Aujourd'hui, nous n'hésitons pas à affirmer l'ouverture inconditionnelle de notre communauté quant aux choix qui devront être faits par cette Commission." Vous précisez un peu plus loin que vous reconnaissez les caractéristiques fondamentales de la société québécoise et vous dites que votre communauté souscrit au fait que l'on préserve des liens économiques et politiques avec le reste du Canada.

Revenons à la première phrase que je citais. Ça peut aller aussi loin, évidemment, qu'une possibilité d'une proposition qui recommanderait la souveraineté politique, juridique du Québec, tout en préservant un espace économique avec le reste du Canada, par exemple. À ce moment-là, vous nous dites: Si ce scénario-là est plausible, imaginable ou même proposé par la Commission, nous sommes prêts à vivre avec les résultats de cette réalité-là.

M. Folco: Sans vouloir viser la quadrature du cercle, je pense que ce que nous avons tenté de faire dans ce mémoire, c'est d'établir une équation. Nous disons, au départ, que notre communauté est ici pour rester. En disant qu'elle est ici pour rester et en ne qualifiant pas cet

énoncé, nous disons aussi que nous acceptons les diverses options constitutionnelles possibles, non pas en termes de choix, mais en termes de potentialité.

Mme Marois: D'accord.

M. Folco: Nous disons que nous sommes ici pour rester, mais nous disons aussi, cependant, que la majorité des Italo-Québécois souhaite maintenir des liens politiques et économiques avec l'ensemble du Canada. Les deux éléments, les deux points de l'équation ne sont pas contradictoires, parce qu'ils reflètent la réalité de notre communauté. Nous ne pouvons pas vous dire et jouer – et c'est justement ce que j'appelle la mentalité d'assiégés – nous ne pouvons pas vous dire: Si telle chose se passe, nous allons prendre nos valises et nous allons quitter. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas ce qu'on perçoit. Nous vous disons cependant: Voici ce que nous souhaiterions à certaines conditions. Nous avons même dit qu'à ces conditions la marge de manoeuvre est considérable. Nous sommes obligés de nous situer entre ces deux axes parce que ce sont les deux axes de notre réalité.

Mme Marois: D'accord. Je ne reviendrai pas sur la notion de pouvoir, vous avez déjà répondu à cette question-là. On sait cependant qu'on a connu un échec des négociations, malgré un appui que vous aviez donné. D'ailleurs, votre communauté, à ce projet d'accord du lac Meech... On a connu un échec dans les négociations, pourtant, où les demandes du Québec étaient minimales. Est-ce que vous imaginez un scénario pour nous permettre de reprendre le débat quant au fait que nous puissions aller rechercher un certain nombre de pouvoirs? Vous mentionnez dans votre mémoire, sans les préciser, que le Québec devrait avoir les pouvoirs nécessaires à son épanouissement, à son progrès, à sa modernité, si on veut. Est-ce que vous croyez qu'il est imaginable et faisable surtout que l'on puisse envisager une négociation nous permettant d'aller rechercher ces pouvoirs-là dans le contexte de l'échec du lac Meech ou est-ce qu'on ne devrait pas choisir une autre avenue, si on veut, qui nous permettrait d'aller chercher, par exemple, un mandat auprès de la population?

M. Folco: Nous espérons qu'il y a encore une marge, que la marge existe, c'est-à-dire que la possibilité de négociation existe. Pour nous, le lac Meech, c'est le passé. Depuis le lac Meech, il y a un certain nombre de choses qui se sont passées. Entre autres, c'est l'émergence de consensus régionaux ailleurs au Canada. Il y a une dynamique qui nous semble une dynamique nouvelle. Est-ce qu'elle va être concluante ou est-ce qu'elle ne sera pas concluante? On ne le sait pas. Mais ce qui nous semble évident, c'est qu'aujourd'hui dans l'Ouest, en Ontario, dans les

Maritimes il y a des dynamiques locales où il semble, dans un certain nombre de cas, y avoir des points de recoupement avec les demandes de la population québécoise. Je ne peux certainement pas vous dire si ça va être concluant. Ce que je peux vous dire, c'est qu'à ce stade-ci, du moins, ça nous semble une voie qu'il faudrait au moins tenter de suivre.

(20 h 15)

Mme Marois: Avant de s'engager dans un processus de négociation, est-ce que vous ne croyez pas qu'il serait pertinent de poser une question claire à l'ensemble de la population québécoise pour avoir, à cet égard-là, un rapport de force un tant soit peu solide pour nous permettre que ce soit de négocier un espace économique ou autre chose?

M. Folco: Sans vouloir esquiver la question, je pense que c'est, sur certains côtés, le rôle de cette Commission d'établir un consensus qui sera validé par la population de toute façon. Je veux dire que le genre de démarche qui va être suggéré, le genre de modèle ou le genre de positionnement qui va être suggéré par la Commission, dans les mois à venir, dans les mois suivant le dépôt du rapport de la Commission, va certainement être validé. Il y aura acceptation ou rejet de la position. Évidemment, votre question, et je ne veux pas l'esquiver, se situe beaucoup plus au niveau d'un référendum, je présume.

Mme Marois: Ça pourrait être une forme de consultation, effectivement.

M. Folco: Il me semble que le référendum... Encore là, nulle part nous n'avons rejeté une hypothèse quelconque, mais il nous semble qu'un référendum se situe dans un continuum, dans une poursuite d'activités. Il nous semble qu'avant de parler de référendum il y a de multiples positionnements à aller valider sur le terrain, à aller valider auprès de la population. C'est loin d'être fini.

Mme Marois: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous voulez bien, Mme Marois, nous allons maintenant passer à M. Louis Laberge.

M. Laberge: Je vous salue bien. Je suis bien heureux de voir votre première déclaration: Nous sommes ici au Québec pour y rester. S'il fallait que vous vous en alliez avec toutes vos affaires, il y aurait des trous à plusieurs endroits.

M. Folco: Il y a même beaucoup de vos affiliés, M. Laberge, qui quitteraient.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Je ne me réfère pas à ça.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Vous êtes très ouverts, vous voulez participer au débat, vous souhaitez qu'il se garde des liens particulièrement économiques avec le reste du Canada. Je pense qu'un peu tout le monde souhaite ça. La question que tout le monde se pose: Comment fait-on ça? Comment fait-on ça après le lac Meech, avec une couple de demandes très, très, très minimales? Et puis, ça a été quand même un non assez... On peut dire: Oui, mais c'est un gars, au Manitoba, qui a bloqué ça. On sait que ce n'est pas le cas. Les sondages donnaient une majorité de Canadiens contre l'accord du lac Meech. Moi-même, je fais partie du Congrès du travail du Canada et tout l'exécutif au complet, sauf nous du Québec, était contre l'accord du lac Meech. Bon, enfin! Nous autres aussi, mais pas pour les mêmes raisons. Comment fait-on ça?

M. Folco: M. Laberge, vous venez de dire une chose importante: Vous aussi, mais pas pour les mêmes raisons. Encore une fois, pour nous le lac Meech est derrière, mais je me demande si, quand on regarde les non – parce que ce n'est pas le non, mais les non au lac Meech – je me demande s'il n'y avait pas beaucoup de raisons très différentes pour dire non.

M. Laberge: Oui.

M. Folco: Dans certains cas, c'étaient peut-être des réactions antiquébécoises, peut-être. Dans d'autres cas, il y avait toute une série de considérations.

M. Laberge: Ma perception de ce que les Canadiens, en tout cas les Canadiens avec qui je fais affaire au Congrès du travail du Canada... Leur raison pour dire non, c'est qu'ils trouvaient qu'en accordant certaines affaires au Québec, ça brimait les autres Canadiens des autres provinces. C'est pour ça. Ils ont dit: On n'aura plus de gouvernement central. Alors, vous voyez qu'on est loin en "mautadit". C'est comme le gars qui commence la construction par le toit. Il n'y a qu'un édifice au Canada qui s'est fait comme ça et c'est le vélodrome; on a été obligé de le changer. Accrocher le plancher après le toit... Il n'y en a pas d'autres.

M. Folco: Nous ne pouvons pas prédire les résultats, certainement pas nous. Fort modestement, ici, on ne peut certainement pas prédire les résultats des futures rondes constitutionnelles, pas plus qu'on pourrait prédire quel va être le rapport de cette Commission. Ce que nous espérons, et nous croyons aussi que c'est possible, c'est que des dynamiques différentes soient mises en commun à travers les diverses régions canadiennes. Peut-être que ça ne se produira pas, mais il nous semble que c'est encore une étape

importante à franchir. Je ne vous dis pas que les résultats sont évidents. Ce que je peux vous dire, c'est qu'au niveau de notre communauté, du moins, avant de franchir le Rubicon, il y a encore un long chemin à parcourir.

M. Laberge: Mais un peu tous nous autres, je pense bien, on souhaite garder des liens avec le reste du Canada, sauf qu'il va falloir que notre méthode de négociation soit quelque peu différente. Quand ça fait des mois, des mois et des mois qu'on négocie avec un employeur et qu'il refuse de bouger, des fois on va se chercher un mandat de grève et on l'a. C'est peut-être la façon de les aborder. De toute façon, moi, je suis très heureux de voir... Vous dites: Quelle que soit l'issue, nous autres, on est ici pour y rester et on veut participer à ça. Bravo!

Le Président (M. Jean Campeau): ...M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Folco, à mon tour, je voudrais souhaiter la bienvenue à votre délégation. Votre document nous démontre à quel point votre communauté est bien enracinée et bien impliquée au Québec et s'est bien développée dans les secteurs d'activités économiques, sociales, communautaires et même sur le plan politique. Vous avez un de vos compatriotes qui siège sur cette Commission, vous avez des élus à Ottawa depuis deux ou trois décennies qui vous représentent, ça montre à quel point vous êtes bien enracinés. Ma question: Votre communauté a jugé bon, en 1970, faire un sondage sur la question de l'indépendance et, à l'époque, le sondage nous révèle qu'il y avait quand même... Chez les immigrants, 71 % déclaraient qu'ils resteraient, mais 21 % s'installeraient dans une autre province et 9 % retourneraient en Italie. C'est quand même 30 % de votre communauté qui, à l'époque, était de combien? Si on retourne il y a 20 ans, en 1970, elle était de combien à peu près?

M. Folco: En 1970. Écoutez, les chiffres varient parce que les problèmes d'identification des communautés sont toujours...

M. Desjardins: Grosso modo.

M. Folco: ...mais certainement d'environ 170 000 personnes.

M. Desjardins: Bon. Alors 30 % sur ce groupe-là, c'est quand même un trou important et je comprends bien que ceux qui étaient nés au Québec, la proportion passait à 23 % de ceux qui quitteraient, c'est quand même quelque chose d'important. C'est pour ça que j'aurais trouvé bien si nous avions eu un sondage ponctuel aujourd'hui, de votre communauté, à savoir l'évolution de la communauté italienne vis-à-vis

de l'idée de l'indépendance. Est-ce que c'est un projet que vous dessinez ou que vous vous apprêtez à faire ou s'il n'y a rien actuellement de ce côté-là qui se décide?

M. Folco: C'est-à-dire que ce sera une possibilité à moyen terme. Nous n'avons pas vraiment nécessairement les moyens de faire un sondage scientifique. J'avoue qu'en termes strictement de perception, nous croyons que l'enracinement de la communauté est beaucoup plus fort aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années soixante-dix.

M. Desjardins: Alors, ça veut dire que, très possiblement, la proportion des 30 % ou des 23 % serait diluée...

M. Folco: Nous croyons qu'elle serait moindre, oui.

M. Desjardins: ...en 1990. Mais ce n'est pas votre intention de faire un sondage ou de retourner consulter la communauté italienne.

M. Folco: Si vous le permettez, je vais laisser M. Delli Gatti peut-être intervenir.

Une voix: Ça va.

M. Delli Gatti (Raphael): Merci, M. Folco. Moi, je voudrais... On a parlé de 1970 parce qu'on voulait laisser un espace-temps nécessaire. Tout notre mémoire démontre l'évolution. Je voudrais aussi préciser que l'idée d'être partie intégrante de la société, du débat actuel était tellement importante et qu'il était nécessaire de présenter le vrai visage de la communauté italienne qui n'apparaît pas toujours à travers le prisme de l'information qu'il y a. Il nous a semblé important de faire tomber un certain nombre de préjugés qui sont véhiculés, qui ont été véhiculés, et nous espérons que notre présence devant cette Commission fera tomber d'autres préjugés qui peuvent exister. Quant au sondage de 1970, on aurait pu traiter d'un sondage qui a été fait dans le cadre d'une étude payée par le Secrétariat d'État au multiculturalisme en 1980, où déjà la proportion était tombée à 15 % seulement. Il y avait 85 % des répondants qui disaient: Quels que soient l'avenue et les choix que ferait un Québec dans le futur, nous sommes ici et nous resterons. Il n'y avait plus que 15 % qui auraient changé. Alors, ceci nous démontre pourquoi notre mémoire a fait ce cheminement. Il est évident qu'on aurait pu, si nous avions eu les moyens économiques, se payer un sondage aujourd'hui pour venir se faire peut-être confirmer ou infirmer, mais je crois que notre expérience, en tant qu'intervenants dans notre communauté, nous démontre qu'il y a une grande ouverture d'esprit de la part de la communauté italienne en général. Comment elle

se situera, je crois que M. Folco, à travers la présentation de notre mémoire, a bien dit la marge que nous laissons à la Commission. Nous aurions pu, effectivement, faire de la technicité, mais je crois que l'exercice n'est pas nécessaire à ce moment-ci. Notre communauté se définira à travers ses organisations, à travers les individus qui vont prendre part au débat.

M. Desjardins: Si vous le permettez, je posais la question parce que vous souhaitez, vous l'avez bien dit, vous souhaitez et vous le dites à la page 9: La majorité des membres souhaite maintenir des liens économiques et politiques aussi.

M. Delli Gatti: Bien sûr.

M. Desjardins: Alors votre communauté est confrontée à deux choix: l'indépendance et un nouveau pacte constitutionnel dont vous parlez à la page 10. Est-ce que c'est si clair que ça, la lecture que vous feriez de l'option qui serait favorisée?

M. Folco: La lecture est claire. Elle est claire dans la mesure où nos perceptions sont des perceptions bien enracinées. Évidemment nous parlons de perceptions, nous parlons d'échanges, nous parlons de contacts. Nous ne l'avons pas validée sous des hypothèses scientifiques. Nous croyons que la lecture est claire. Nous croyons vraiment que la majorité souhaite le maintien de tels liens. Tout, cependant, et c'est là l'équation qui est un peu complexe, tout en disant: Nous sommes ici et nous y resterons.

M. Desjardins: Ça va, merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à M. Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, merci. Messieurs, je veux féliciter le Congresso et la FILEF pour leur mémoire qui me paraît fort important dans le contexte des travaux de cette Commission. Ce n'est pas un texte très volumineux, mais c'est précis, c'est concis et je pense que c'est très réaliste. Vous nous dites que vos membres souhaitent garder des liens politiques et économiques avec le Canada, mais vous reconnaissez que le Canada de demain peut prendre différentes formes, et la marge de manoeuvre de ce nouveau Canada qui accommoderait les aspirations du Québec est assez large et, même chez vos membres, est une marge substantielle. Je ne reviendrai pas là-dessus, je pense que c'est un point qui me satisfait pleinement, et je vous en félicite.

Je voudrais vous inviter, peut-être, à élaborer davantage sur les recommandations, les quatre considérations que vous soulevez à la fin de votre mémoire, qui m'apparaissent être des

considérations tout aussi importantes dans le cadre d'un Québec actuel, sous une forme ou sous une autre, quel que soit le régime constitutionnel et politique du Québec. Je pense que les objectifs que vous recherchez dans ces quatre considérations peuvent très bien s'accommoder à l'intérieur du Canada. Est-ce que la troisième considération, le Québec: une société à caractère interculturel... Pour vous, comment peut-il mieux s'articuler? J'aimerais que vous élaboriez un peu davantage sur cet aspect que vous nous suggérez.

M. Folco: Nous sommes fermement convaincus qu'il va être nécessaire de passer dans les prochains mois, les prochaines années, à une nouvelle étape de la perception des communautés culturelles. Il s'est fait énormément de choses au Québec au niveau de la protection des droits, au niveau de l'offre des services aux communautés culturelles. Mais nous croyons peut-être qu'il va falloir passer à l'étape suivante, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas nécessairement de s'adresser uniquement aux communautés culturelles, il s'agit de s'adresser à l'ensemble des Québécois. Pour nous, la problématique interculturelle s'applique aussi bien à Jonquière qu'elle s'applique à Montréal.
(20 h 30)

Nous percevons la société québécoise comme une société formée de populations ayant un certain nombre de choses en commun. La langue: je pense qu'il y a un consensus qui s'établit sur l'importance du français au Québec, des éléments culturels qui sont communs. Mais nous sommes aussi convaincus qu'il y a une nouvelle dynamique sociale, il y a un nouveau Québec qui se crée. Ne pas reconnaître que le Québec de la région métropolitaine ce n'est plus le Québec d'il y a 20 ans, c'est nier la réalité. Il y a de nouveaux phénomènes culturels, il y a de nouveaux phénomènes sociologiques. Il y a une nouvelle réalité québécoise, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, qui est très loin du Québec de 1912. "Le temps d'une pax" c'est beau, mais à Montréal ça ne veut plus rien dire. Je veux dire, la nostalgie, c'est beau, mais dans la région métropolitaine ça ne veut rien dire.

Et quand je dis la région métropolitaine, tout à l'heure j'ai parlé de Jonquière, je pense que, tôt ou tard, cette nouvelle convergence qui est une convergence qui est positive, parce qu'elle peut se faire autour de projets communs, elle peut se faire autour de questions linguistiques communes, elle peut se faire en français... Mais tant et aussi longtemps que cette nouvelle convergence n'est pas reconnue et qu'on ne développe pas un véritable dialogue, on va parler des communautés culturelles et des Québécois. La journée où on va s'adresser à moi en me disant que je suis un Italien, je suis très fier de mes racines italiennes, je suis très fier d'une culture immigrée qui s'est développée ici, mais je suis aussi conscient que j'ai participé, comme des

centaines de milliers d'autres, pas seulement comme personne d'origine italienne, de toutes les origines, à des modifications sociales et culturelles importantes dans ce coin, dans cette région.

Et quand on parle d'"interculturel", c'est que nous avons hâte qu'on cesse de nous parquer dans un certain type de folklore et qu'on commence à prendre conscience des changements qui se sont produits au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Ouellet.

M. Ouellet: Je pense que c'est un message très important et je souhaite que tous les Québécois vous aient bien entendu et surtout compris.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, il ne me reste presque plus rien à ajouter. Alors M. Sciascia, M. Manno, M. Folco, M. Delli Gatti, merci pour votre présentation, et je pense qu'on a tous appris un peu.

(Suspension de la séance à 20 h 33)

(Reprise à 20 h 36)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous continuons nos travaux. Nous en sommes maintenant au Comité tripartite sur la constitution. M. Joel Pinsky, président de ce Comité tripartite sur la constitution, si vous voulez bien nous présenter vos collègues.

M. Benarroch (Lucien): On doit se présenter...

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous nous présenter vos collègues, s'il vous plaît?

Comité tripartite sur la constitution

M. Pinsky (Joel): Oui, merci, M. Campeau. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, permettez-moi tout d'abord de vous présenter les membres de notre délégation: Dr Victor Goldbloom, vice-président du Comité tripartite sur la constitution; M. Lucien Benarroch, également vice-président du Comité tripartite sur la constitution; Mme Goldie Hershon, présidente du Congrès juif canadien, région du Québec; Mme Maxine Sigman, présidente des Services communautaires juifs de Montréal; M. Salomon Oziel, président de la Communauté sépharade du Québec; et votre obligé, Joel Pinsky, président du Comité tripartite sur la constitution.

Ce mémoire est présenté par les trois organismes majeurs de la communauté juive. Le Congrès juif canadien (région du Québec), les Services communautaires juifs de Montréal et la

Communauté sépharade du Québec ont mis en commun leurs efforts afin de produire un mémoire représentant et reflétant les tendances dominantes, les préoccupations, ainsi que les espoirs des membres de notre communauté. Le Comité tripartite sur la constitution regroupe 55 hommes et femmes issus de différents milieux, religieux, culturels, professionnels, organisationnels, financiers et autres.

Outre les réunions auxquelles participèrent les membres de ce comité, des consultations parallèles eurent lieu avec différentes organisations majeures de la communauté et du milieu des affaires, afin d'établir le plus justement possible un consensus communautaire quant au contenu de ce mémoire. La communauté juive est depuis quelque 230 ans présente à la vie de la société québécoise. Nous nous sommes épanouis au Québec et entendons continuer de participer à la vie de la société québécoise.

Whatever happens, whatever be the Constitutional framework in which Québec will function in the future, the Jewish community will remain a vigorous component of this society and expects to continue to play a constructive role in the evolution and future of Québec.

Je passe maintenant la parole à M. Lucien Benarroch, qui soulignera les grandes lignes de notre mémoire.

M. Benarroch: M. le Président, MM., Mmes les commissaires, nous sommes confiants que la réflexion que nous avons entamée sur notre destin collectif se déroulera dans un esprit de modération le plus complet. Il est évident que, quelle que soit la future entente constitutionnelle négociée entre notre province et le reste du Canada, celle-ci se fera dans un cadre démocratique propice à ce genre de processus. Notre attachement indéfectible aux valeurs des sociétés occidentales, démocratiques et libérales, et plus particulièrement aux valeurs de liberté individuelle et d'égalité de tous devant la loi, constitue le thème central de notre mémoire et soutient l'ensemble de nos réflexions et de nos commentaires. Nous entendons être partie prenante dans le façonnement d'un Québec en devenir.

Même si la communauté juive n'est pas politiquement monolithique, la grande majorité de ses membres est en faveur d'une entente constitutionnelle où des liens importants et significatifs lieraient le Québec avec le reste du Canada. Il est évident que nous sommes ouverts au changement et à des réformes du système fédéral actuel. Mais l'élimination totale de liens constitutionnels avec le reste du pays ne trouverait que très peu de soutien au sein de la communauté juive.

Nous, Juifs québécois, comprenons et sympathisons au désir des Québécois francophones de préserver et développer leur identité, leur langue et leur héritage culturel. Il nous semble

cependant capital que toute action entreprise pour le renforcement de la langue française n'empiète aucunement sur la liberté d'expression reconnue à tous. Dans cet esprit, nous exprimons notre désaccord avec la notion même d'une clause "nonobstant" enchâssée dans une Charte des droits et libertés. Notre société est pluraliste et la réalité démographique actuelle fera en sorte qu'elle le deviendra de plus en plus. Cette pluralité des composantes ethniques doit être clairement définie dans le cas d'un Québec en devenir. Le gouvernement devrait prendre l'initiative de proclamer les avantages et les bienfaits de la diversité culturelle québécoise et assurer un rôle plus vigoureux et plus visible dans son opposition au racisme, là où il se présente.

Le processus de globalisation et d'interdépendance économique mondiale ainsi que les avantages de la diversité culturelle constituent deux concepts fondamentaux dont il est nécessaire de tenir compte lorsqu'on engage une réflexion sur l'avenir de notre province. Dans cette veine, la promotion des programmes d'échanges interculturels constitue une façon efficace d'assurer une meilleure connaissance et l'harmonie entre les différentes composantes de notre société.

Voici, MM. les Présidents, mesdames et messieurs les commissaires, un bref et très succinct aperçu de notre mémoire, vu le temps alloué. Les porte-parole désignés de notre délégation sont le Dr Victor Goldbloom et moi-même. Nous serons heureux de répondre à vos questions. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, première intervention, M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous saluer et vous souhaiter la bienvenue à cette Commission. Je pense que d'abord, d'entrée de jeu, vous avez bien raison de signaler l'enracinement de la communauté juive dans la société québécoise depuis, on peut dire, des siècles. Vous parlez de 250 ans. C'est vrai. Et je pense que tout le monde reconnaît, au Québec, la qualité de cet enracinement et de cette implication de la communauté juive dans la société québécoise.

Ceci étant dit, je dois vous dire que dans votre mémoire il y a des éléments qui font consensus autour de cette table. Par exemple, assurer la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux dans l'espace économique Canada-Québec, quel que soit le statut constitutionnel qu'on choisisse, il n'y a personne qui va à l'encontre de ça. Tout le monde souhaite et veut que cette libre circulation des biens, des personnes et des capitaux soit assurée, conservée, préservée et même encouragée. Deuxièmement, c'est évident que tout changement majeur devra se faire par la voie démocratique, vous

avez raison et là-dessus il y a unanimité, non seulement, je pense, autour de cette Commission mais partout au Québec.

Mais je vois que pour ce qui est des changements constitutionnels, vous dites qu'il faut conserver une structure fédérale. Vous n'êtes pas très loquace cependant là-dessus. Vous souhaitez des changements, des amendements constitutionnels mais sans plus de précision. J'aimerais vous entendre très brièvement. Qu'est-ce que vous souhaitez comme amendement ou comme changement constitutionnel tout en admettant - c'est votre droit le plus légitime - que vous souhaitez qu'on conserve une structure fédérale?

M. Goldbloom (Victor): M. le Président, on souhaite évidemment conserver ce qui est connu. Et on croit que même si l'espace est grand, c'est un espace que nous allons continuer de partager et que des liens vont continuer d'exister d'une manière ou d'une autre. Nous ne nous sommes pas sentis la compétence pour offrir une formule constitutionnelle. Nous avons voulu présenter ce mémoire sous le signe de la continuité regardant les deux siècles et quart de notre vie au Québec, de notre enracinement au Québec et regardant en même temps l'avenir. Personne ici ne saura quelle sera la condition du Québec et de sa communauté juive d'ici deux siècles et quart. Mais nous avons, nous, la confiance qu'au 23^e siècle, il y aura toujours une communauté juive ici. Pour cette raison, nous avons voulu exprimer la confiance que les processus démocratiques nous mèneront à une conclusion valable, quelle qu'elle soit. Nous avons voulu dire tout simplement que nous souhaitons que des gens de bonne volonté puissent s'asseoir, discuter et se dire ouvertement qu'est-ce qui ne va pas, qu'est-ce qui ne plaît pas, qu'est-ce qui rend la vie difficile. En examinant en un dialogue respectueux et en réciprocité respectueuse, quelle serait la formule qui permettrait de continuer des relations valables, utiles et constructives?

Ce n'est pas la réponse précise que vous auriez souhaitée, mais nous suivons les travaux de cette Commission et nous observons la répétition des questions essayant de tirer les vers du nez des répondants pour que soit offerte une formule magique. Nous ne l'avons pas. Nous avons l'intention de continuer d'être une communauté enracinée ici. Nous allons continuer d'espérer que cette Commission puisse produire un consensus. Nous continuerons d'espérer que des personnes de bonne volonté puissent se parler et arriver à des conclusions qui permettront que l'harmonie règne sur tout le territoire de cet actuel pays.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant, je regrette... Un commentaire bref ou une question.

M. Brassard: Oui. Je reconnais bien là le Dr Goldbloom.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que c'est ça, le commentaire?

M. Brassard: Non. On s'est côtoyé à l'Assemblée nationale. La question précise... Tout à l'heure, les Italiens sont venus nous dire: Quoi qu'il arrive, quel que soit le choix que les Québécois fassent, nous sommes au Québec pour y rester. À supposer que les Québécois choisissent de s'engager sur la voie de la souveraineté, tout en étant très ouverts à des associations économiques avec le reste du Canada, à supposer que ce soit le choix des Québécois, est-ce que vous avez la même réaction que les Italiens qui vous ont précédés?

M. Goldbloom: Tout simplement, oui, M. le Président. Nous sommes ici pour rester. Vous avez devant vous six personnes physiques, mais vous avez devant vous une personne morale qui s'appelle la communauté juive du Québec et elle est ici pour rester.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous allons maintenant à Mme Côté.

Mme Côté: Merci, M. le Président. Je crois que le plaidoyer que vous faites en faveur de la langue française mérite d'être dit tout haut lorsque vous dites qu'il est important que tout immigrant au Québec puisse fonctionner en français pour être en mesure de participer pleinement à la vie en société, et vous ajoutez: Nous acquiesçons au rôle que le Québec s'est donné dans la défense et la promotion de la langue et de la culture françaises. Je pense que c'est important, ce message-là, et, c'est important qu'il soit dit tout haut parce que circulent toutes sortes de préjugés, toutes sortes de phrases qui disent que l'ensemble des communautés culturelles veulent plus ou moins adhérer à la langue française. Cependant, là où j'ai une interrogation, c'est autour de la clause "nonobstant", tout en acceptant que vous la refusiez. Quels seraient les moyens que le Québec pourrait se donner, si on exclut ce moyen-là, pour faire la promotion ou la protection de la langue française, surtout en tenant compte de l'ensemble des groupes qui sont venus parler et qui nous ont dit qu'il y avait une tendance à l'anglicisation? Et, tout à l'heure, les gens de la musique et de l'art venaient nous dire qu'il y avait toute une pression pour la culture anglaise partout à travers le monde, à cause de la mondialisation de l'économie. Alors, quels seraient les moyens que le Québec pourrait se donner pour adhérer à l'orientation que vous mettez de l'avant et pour faire en sorte que le Québec soit vraiment un Québec francophone?

M. Benarroch: Il semble que le Québec francophone ne pourra se faire pleinement que par le système de l'éducation. On a beaucoup reproché à la communauté juive d'être une communauté anglaise. Vous dites aujourd'hui que certaines ethnies s'orientent vers l'anglophonie. Pour notre exemple propre, si notre communauté s'est retrouvée anglaise, c'est parce que la communauté française, l'éducation, le système scolaire français a rejeté ou a refusé l'accès de ses écoles à notre communauté. C'est comme ça qu'elle s'est retrouvée anglaise. Donc, le problème de la francisation – et je parle de notre communauté – n'est pas un problème. Notre problème, c'est le problème de l'accès de nos enfants au système scolaire francophone, aujourd'hui, qui tend à être plus facilité, mais il semble qu'il serait nécessaire de le développer davantage.

La protection de la langue ne va pas obligatoirement par une révolution. Nous l'avons vécue, cette expérience, à travers 5000 ans. On a pu protéger notre langue et notre culture en tant que Juifs par un système d'éducation interne dans nos maisons, par un système scolaire adéquat par nos écoles, et ce type d'éducation "self"-éducation, notre propre éducation, a pu préserver notre langue, qui est une langue morte, sans pays. Le Québec a un pays, a une langue, et c'est à lui à mettre la structure nécessaire pour favoriser l'accès de la langue française à tout le monde.

Il y a un autre point, c'est le problème de l'immigration. On peut le dire franchement, l'immigration au Québec n'est pas très ouverte aux pays de langue française, et je pense qu'il serait temps que le Québec puisse orienter davantage son immigration vers une immigration plus francophone, ce qui favorisera le français dans notre province.

Mme Côté: Une autre sous-question, s'il vous plaît. Est-ce que je comprends bien que vous dites qu'advenant une mutation profonde du système d'éducation qui reconnaît la pluriethnicité ou le pluriculturalisme et la diversité culturelle, à ce moment-là, vous ne réclameriez plus un réseau d'institutions propre, mais vous comprendriez que le Québec s'inscrive à l'intérieur d'une vraie reconnaissance, dans les faits, de la pluriethnicité et du pluriculturalisme et que, donc, la communauté juive serait d'accord pour s'inscrire à l'intérieur du système d'éducation tel qu'il est?

M. Benarroch: Si notre héritage religieux est protégé, oui.

Mme Côté: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Libman, qui sera suivi de M. Poissant.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'accueille chaleureusement la présence devant notre Commission des représentants du Congrès juif canadien, des Services communautaires juifs de Montréal, de la Communauté sépharade du Québec. C'est important de souligner aux membres de cette Commission que le projet de collaboration de ces trois organisations est très significatif pour la communauté juive du Québec.

My first question is to make reference to the painful exodus, for the past 15 years, of young members of the Jewish community. I think one or two Jewish families in Québec has had a son or a daughter leave this province to go to Ontario or elsewhere for specific reasons. Mr. Goldbloom, you mentioned very clearly that we are here to stay and I hope that that affirmation is correct. How can we impress upon the majority the painful loss over the past 15 years of so many of our youth? Is there a way to stop that exodus? Can we point our finger at the principal reasons? We have to make recommendations to the National Assembly by March 28th. What is the best strategy to somehow slow that tide of an exodus of our young Jewish professionals?

M. Pinsky: First of all, I think, Mr Libman, you will find that without belittling the exodus obviously has occurred, I think the young people of many urban areas throughout North America have been more flexible in their movement over the last several years. However, there certainly has been an exodus of youth, not only Jewish youth, but let us call it the minority youth for the moment, from the province of Québec. And I think one of the strong measures that should be taken and that obviously has to be taken by the Government and by other organizations within Québec is to make the minorities... I think that the underlined trust of this was made clear by the earlier representatives from the Italian community, and I think this is a consistent theme, and I hope it is understood by all of Québec, that the consistent theme of all the so called minority groups within Québec is that we are here and we want very much to form part of the society, but we want to feel welcome. And the message has to go out, not only in some proclamations from day to day, but in concrete examples, in representation within the civil services, in representation throughout the breath and throughout the constituent parts of this society. So, the answer to you, clearly, would be that if something has to be done, yes, that, I believe, would stop the reduction of our brightest and the best, as you call.

M. Libman: Merci, M. le Président. Ma deuxième question est seulement pour continuer un peu dans l'optique de Mme Côté sur la question de la clause "nonobstant". Je suis d'accord avec vous que la présence de la clause "nonobstant" dans la Constitution est un problè-

me. Où est-ce que vous pouvez réconcilier cette... Où est cette ligne d'équilibre pour vous entre les aspirations de la majorité, d'un côté, et le respect des droits individuels, d'un autre côté? Où est la ligne d'équilibre? Comment pouvons-nous réconcilier ces deux divergences?

M. Goldbloom: M. le Président, pour nous, c'est une question de principe fondamentale. S'il existe une charte, cette charte étant enchâssée dans une constitution, elle devrait jouir d'une intégrité et d'une application absolue et générale. Il faut que l'on trouve d'autres moyens de tenir compte de situations particulières. Mais si l'on énonce dans une charte des principes qui doivent s'appliquer à tous les citoyens, à tous les organismes et à tous les groupes qui existent au sein d'une société, cette charte devrait être rediscutée s'il le faut, si l'on constate que son application crée des difficultés. Ayons un débat ouvert là-dessus, mais ayant d'un côté, une charte et, d'un autre côté, une clause "nonobstant" qui peut être invoquée par simple majorité à l'Assemblée nationale, et faire en sorte que l'on dise: Oui, il y a une charte, mais d'un autre côté, elle ne s'applique pas à cause d'une situation particulière. Il y a quelque chose qui manque dans cette situation et nous croyons qu'il faudrait qu'il y ait une application générale d'un principe d'équité et de droits et libertés par l'existence d'une charte.

(21 heures)

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Libman, je regrette beaucoup. Même à M. Poissant, je vais donner une ou deux minutes pas plus, parce qu'il faut finir le bloc.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Je vous félicite d'abord. Je dis souvent à des anglophones comme vous: Il n'y aurait pas de bill 101 au Québec ni de loi 176 si les gens comme vous parlaient français. Et ça, ça nous fait chaud au coeur d'avoir des gens comme vous. Cette fameuse clause "nonobstant" que les deux intervenants avant moi ont signalée, elle est là et c'est gênant pour nous d'avoir appliqué cette loi-là. Mais vous devriez peut-être comprendre... C'est irritant pour vous de voir que vous ne pouvez pas afficher en français, mais permettez-moi de vous donner un exemple récent. Il y a eu une inondation à Florence il y a à peu près une dizaine d'années et le *Time Magazine* a sollicité les Américains pour venir aider la ville de Florence, pour sauver les arts et la culture à Florence. Je pense qu'il y a eu une collaboration des Américains. C'est difficile de penser maintenant que c'est les anglophones qui auraient dû penser au Québec, pas simplement vous les anglophones, mais tout le Canada. Ils auraient dû penser: il faut sauver le Québec, la culture française au Québec, et non pas vous l'imposer. C'est difficile pour nous, mais veuillez accepter que c'est indispensable pour vous que le Québec,

qui est une société distincte, qui est une culture distincte, c'est vous qui devriez venir à notre rescousse et dire: Ne nous l'imposez pas, nous allons afficher en français dorénavant pour que les anglophones qui apprennent le français en Amérique viennent ici au Québec et disent: Ah! Si on arrive et on voit "The Bank of Canada", "The Outremont Plumbing Company", pourquoi nos enfants ont-ils appris le français, alors qu'au Québec, ça n'a pas sa raison d'être, on s'exprime en anglais partout? Alors, est-ce qu'il serait pensable que vous puissiez dorénavant accepter que cette clause "nonobstant", surtout pour l'affichage, ait été faite dans le but de tous les Québécois, pas simplement pour les francophones, mais dans le but économique peut-être des Québécois?

M. Goldbloom: M. le Président, permettez-moi de souligner tout d'abord, en remerciant M. Poissant de ses mots agréables à l'endroit des anglophones qui ont pris la parole, que nous sommes une délégation en partie anglophone en partie francophone: deux sur six sont des francophones. Si ceux qui sont de langue maternelle anglaise s'expriment convenablement en français, c'est, si je peux oser le dire, par cœur et c'est parce qu'on reconnaît que cette société va faire son avenir en français. Nous espérons toutefois – permettez-moi une certaine franchise – que l'héritage que nous allons laisser collectivement à nos enfants ne soit pas l'héritage d'une seule langue, parce que pour vivre dans le monde, il faut pouvoir parler avec beaucoup de gens dans diverses langues.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Madame, Messieurs, j'aimerais aussi vous souhaiter la bienvenue à notre Commission. J'aimerais d'abord essayer d'identifier avec vous ce que le Comité tripartite a pu identifier comme problèmes principaux pour lesquels on se retrouve ici, vous et moi, ce soir. Selon vous, quels sont les principaux problèmes qui font en sorte que nous sommes ici?

M. Goldbloom: Les problèmes sont des problèmes, je dirais, de perception. Il y a des gens qui perçoivent dans l'actuelle structure du pays, le Canada, une situation satisfaisante. Il y en a d'autres qui trouvent que cette structure et la façon dont on vit au sein de cette structure ne répondent pas à leurs aspirations, ne leur donnent pas le sentiment de pouvoir vivre aussi pleinement qu'ils voudraient vivre.

Mme Pelchat: Dr Goldbloom, je vous arrête. En tant que Québécois, vous êtes au Québec depuis très longtemps, vous avez dit tout à l'heure, et j'en suis, que la communauté juive est

implantée au Québec depuis plus longtemps que la communauté italienne presque – mon collègue et moi-même issus de cette communauté-là on vous envie bien, 250 ans, c'est beaucoup – mais en tant que Québécois, M. Goldbloom, vous-même, est-ce que vous avez pu identifier les problèmes qu'un Québécois peut identifier lui-même concernant les relations avec la Fédération canadienne?

M. Goldbloom: Percevoir oui, il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas percevoir des problèmes dans la vie des gens qui habitent le Québec et qui habitent en même temps le Canada dans les circonstances actuelles. En tant que communauté juive, c'est une communauté, nous le disons à répétition depuis le début de cette présentation, enracinée depuis longtemps et heureusement, donc, en tant que communauté juive, et c'est à ce titre que nous sommes ici, nous n'avons pas de raison de nous plaindre. Il y a eu dans le passé, M. Benarroch y a fait allusion brièvement, il y a eu des situations qui ont fait mal, des contraintes qui ont été imposées qui ont restreint la liberté et la plénitude de la participation des membres de la communauté juive à la vie du Québec. Tel n'est essentiellement pas le cas aujourd'hui. Pourtant, et je dois en toute franchise ajouter ce pourtant, il y a des perceptions parmi des gens, non seulement de la communauté juive, mais d'autres minorités au sein de la société québécoise, et ces perceptions sont peut-être un peu plus prononcées chez des jeunes, que l'égalité des débouchés, l'égalité de l'acceptation n'est pas tout à fait parfaite, et c'est une préoccupation que nous avons, ayant déclaré notre intention de demeurer enracinés ici, de participer à l'avenir de la province. Nous voulons sentir et pouvoir dire à nos jeunes: Sentez-vous à l'aise ici, sentez-vous pleinement acceptés ici, sentez-vous sur un pied d'égalité avec ceux qui postulent des emplois et des avancements.

Mme Pelchat: Est-ce que, étant donné que la majorité des membres ici, et je pense que c'est un consensus partagé dans toute la population que le statu quo ne saurait survivre, est-ce que pour vous un modèle qui nous a été présenté aujourd'hui par le professeur Thomas Courchene ou encore qui a été évoqué par M. Dion, qui le sera par Patrice Garant après-demain, un modèle confédératif, est-ce que pour vous ça se situerait dans ce que vous appelez à la page 2 des liens importants et significatifs qui lieraient le reste du Canada au Québec? Est-ce que ce modèle-là pourrait être acceptable pour les membres de la communauté juive?

M. Goldbloom: Il nous semble que toute formule qui est conclue par entente entre personnes de bonne volonté, et qui continue de faire du Québec une société ouverte avec égalité des chances, toute formule devrait être accep-

table à une communauté comme la nôtre. Il ne nous incombe pas d'accepter. Il nous incombe de participer à un processus.

Mme Pelchat: Une dernière question, M. Goldbloom. Vous qui avez été député et ministre à l'Assemblée nationale, au gouvernement du Québec, est-ce que vous ne croyez pas qu'à la page 8, quand vous affirmez que le recours au pouvoir judiciaire est l'ultime garantie de nos droits et libertés, c'est un petit peu dangereux de laisser au seul pouvoir judiciaire la liberté de redéfinir et de définir ce que c'est que les droits et libertés des personnes, et que ce n'est pas justement le rôle du Parlement, des élus de faire cela.

M. Goldbloom: Je dois vous prier de m'excuser, Madame, mais je n'ai pas réussi à vous suivre.

Mme Pelchat: À la page 8 de votre mémoire...

M. Goldbloom: Oui.

Mme Pelchat: ...vous dites, vous affirmez que le recours au pouvoir judiciaire est l'ultime garantie de nos droits et libertés. Vous semblez par là dire qu'il est important que les tribunaux aient à se prononcer, et j'en suis, sauf que je ne voudrais pas... en tout cas, j'espère que le fond de votre pensée n'est pas de dire qu'on devrait enlever le pouvoir au Parlement de définir ce que c'est que les droits et libertés et laisser ce pouvoir-là aux tribunaux.

M. Goldbloom: Absolument pas, madame. Vous avez souligné mon expérience personnelle, il est clair dans mon esprit... Je pense que c'est un point sur lequel je n'ai pas eu la possibilité de consulter mes collègues, mais je prends le risque de répondre un peu à titre personnel.

Je crois que l'Assemblée nationale doit avoir la continuité des pouvoirs, doit pouvoir légiférer. Vous savez comme moi ce qui se produit. C'est que par la suite, une fois les lois adoptées par le législateur, les tribunaux sont appelés à les interpréter et à interpréter l'intention du législateur. Alors, c'est un rôle qui est complémentaire et qui est important dans une société comme la nôtre.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça vous va, madame?

Mme Pelchat: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, c'est terminé. Mme Sigman, M. Goldbloom, M. Pinsky, M. Benarroch, Mme Hershon et M. Oziel, merci de votre présence parmi nous ce soir, et merci de votre apport à nos travaux sur l'avenir

du Québec.

(Suspension de la séance à 21 h 12)

(Reprise à 21 h 16)

Le Président (M. Jean Campeau): Mesdames, messieurs, si vous voulez prendre vos sièges. Alors, chacun reprend son siège. Nous recevons maintenant le Centre maghrébin de recherche et d'information. Mme Fatima Houda-Pepin, bienvenue parmi nous.

Centre maghrébin de recherche et d'information

Mme Houda-Pepin (Fatima): Bonsoir.

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous nous présenter vos collègues, s'il vous plaît?

Mme Noufi (Kenza): Bonsoir, messieurs, dames. Je commencerai par Mme Fatima Houda-Pepin, consultante en éducation interculturelle, chargée de cours et présidente du Centre maghrébin de recherche et d'information. À ma droite, M. Kamel Khalifa, cinéaste, responsable du dossier de l'éducation et des communications. J'avais dit à ma droite, mais c'est à ma gauche, je m'excuse. À ma droite, Mme Lilia Selhi, professeure en administration, consultante en gestion, personne-ressource dans le dossier de l'"entrepreneurship". Moi-même, Kenza Noufi, travailleuse communautaire. Je m'occupe des nouveaux arrivants.

Permettez-moi de céder la parole à Mme Fatima Houda-Pepin, qui va présenter une version abrégée de notre mémoire et qui se fera un plaisir de répondre à vos questions.

Mme Houda-Pepin: MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, (s'exprime en arabe) que la paix soit avec vous. Quand nous avons demandé de nous faire entendre, nous étions loin de nous douter que nous allions nous présenter devant vous dans un contexte aussi chargé de tension, de haine et d'intolérance exprimée vertement à l'égard de la communauté arabo-musulmane du Québec et du Canada. Hier, les journaux nous ont rapporté les déclarations du général Allard qui a associé les Arabes aux fanatiques et aux bandits. Il y a deux jours, un groupe de "skin heads" se sont attaqués à des citoyens issus de communautés culturelles, dont un Maghrébin qui a eu les poumons perforés.

La guerre verbale est déjà commencée dans les médias. À quelques heures de l'échéance d'une éventuelle apocalypse, l'inquiétude est grande au sein de la communauté arabo-musulmane et maghrébine du Québec et du Canada et les effets de cette tension se font déjà sentir.

Ceci dit, permettez-moi, avant de me

référer directement au mémoire du Centre maghrébin de recherche et d'information, de rappeler que celui-ci s'inscrit dans la suite logique du mémoire du Comité de coordination sur la place des minorités ethniques et raciales du Québec qui sera présenté devant vous demain. Nous faisons donc nôtres le contenu et les recommandations de ce mémoire sur lequel nous ne reviendrons pas ce soir.

La communauté maghrébine musulmane se distingue par sa religion, l'Islam, et par sa culture propre. À l'intérieur de cette communauté, on rencontre deux groupes ethniques principaux, les Arabes et les Berbères, de leur vrai nom, Imazighen. Elle représente des traits caractéristiques intéressants. C'est une communauté largement francophone non seulement au sens linguistique, mais au sens culturel du terme. Le Maghreb, qui est un concept géopolitique incluant l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, fait d'ailleurs partie de la francophonie mondiale et présente un bassin de population significatif pour l'avenir de l'immigration francophone du Québec; 80 % des immigrants maghrébins choisissent le Québec comme lieu de résidence. La connaissance préalable du français est un élément déterminant dans le choix du Québec; c'est une population jeune, hautement scolarisée, où l'on rencontre des diplômés universitaires, des techniciens et des titulaires de métiers; de plus en plus de maghrébins apportent avec eux une expérience de travail très pertinente et facilement transférable au marché du travail québécois.

À prime abord, avec un profil aussi favorable, on serait logiquement tenté de penser que les maghrébins ont toutes les chances de s'intégrer à la société québécoise et de travailler en français. Or, s'il est vrai que certains maghrébins, une minorité, réussissent à se trouver des emplois à la hauteur de leurs compétences, la plupart d'entre eux rencontrent de sérieuses difficultés quant à l'accès au marché du travail et à la reconnaissance équitable de leurs qualifications.

Le plus dur à accepter, c'est que plusieurs maghrébins qui font le tour du marché du travail francophone finissent par comprendre qu'ils sont handicapés du fait qu'ils ne parlent pas l'anglais. Ils se mettent donc à l'apprentissage de cette langue. Ceux qui la maîtrisent assez bien prennent le chemin de l'Ontario, les autres poussent leur prospection dans toutes les régions du Québec et finissent par atterrir de nouveau à Montréal.

Vue dans cette perspective, la situation de la communauté maghrébine est largement comparable à celle des autres immigrants. Elle a fait, cependant, deux remarques. Premièrement, le discours sur l'immigration entretient une double ambiguïté, faisant une association automatique entre immigrants et allophones, d'une part, et entre allophones et anglophones, d'autre part. En plus d'entretenir les peurs de l'immigration, ce

discours nous fait oublier que 30 % des communautés culturelles au Québec sont francophones et qu'elles ne sont pas intégrées pour autant.

Au moment où le Québec cherche à définir son avenir politique et constitutionnel, il serait impératif qu'il prenne ses responsabilités vis-à-vis des immigrants francophones et des autres minorités. Sinon, comment peut-on valoriser le projet de francisation aux yeux des allophones si la société québécoise n'est pas en mesure de développer les structures d'intégration des communautés culturelles francophones? Comment peut-on continuer à prioriser l'immigration francophone dans le discours, alors que, dans la pratique, un nombre significatif d'immigrants francophones quittent le Québec? Dernièrement, les médias nous ont appris que la moitié des immigrants français, depuis 1986, ont choisi de retourner en France ou de partir pour d'autres destinations.

Deuxièmement, les structures d'intégration existantes ne répondent pas aux besoins de l'immigration francophone. Les programmes de francisation, de formation professionnelle et d'intégration au marché du travail ont été conçus en fonction de l'immigration allophone principalement. Ce décalage entre le discours et la pratique est dû essentiellement au fait que le gouvernement conçoit l'intégration en termes exclusivement linguistiques. Mais que fait-on pour les communautés et les immigrants qui ont déjà cette compétence linguistique doublée d'une compétence professionnelle tout en français?

L'un des enjeux majeurs de la société québécoise dont il faut tenir compte dans la définition de son avenir politique et constitutionnel, c'est l'intégration des minorités ethniques et raciales. Au Centre maghrébin, nous sommes confiants en la maturité politique du Québec et en sa capacité de définir son avenir constitutionnel dans le respect de la démocratie et des droits fondamentaux de ses citoyens. Nous croyons fortement en la viabilité d'un Québec francophone interculturel, interracial, interethnique et interconfessionnel, et nous travaillons avec d'autres organismes du milieu à promouvoir son caractère distinct.

Nous pensons que l'objectif du gouvernement du Québec de consacrer un certain pourcentage à l'immigration francophone est légitime; il ne faut cependant pas que cet objectif devienne un alibi pour fermer la porte à l'immigration non francophone. De plus, il est nécessaire de savoir que la francophonie mondiale, qui est le principal bassin de l'immigration francophone, est par définition une réalité multiraciale, multiculturelle, multiethnique et multiconfessionnelle.

Il faut donc préparer la société et les institutions à concevoir et à reconnaître le pluralisme non seulement en fonction de la dichotomie allophone-anglophone, mais à l'intérieur même de la communauté francophone du Québec, d'où la nécessité d'une véritable politi-

que de l'intégration qui tiendrait compte d'un partenariat tripartite impliquant le monde des affaires, le gouvernement et les organismes communautaires. Une telle politique n'a de chance de réussir que si elle est déclarée officiellement objectif national. L'intégration n'est pas l'affaire des seuls immigrants; c'est l'affaire de tous les Québécois et de toutes les Québécoises.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez en venir aux conclusions?

Mme Houda-Pepin: Aux recommandations, M. le Président. Premièrement, si le Québec reste à l'intérieur de la structure fédérale, il est impératif qu'un certain nombre de pouvoirs soient rapatriés en vue de rationaliser les ressources et d'offrir aux citoyens et aux citoyennes des services adaptés.

Deuxièmement, si le Québec opte pour le projet de l'indépendance, il faut mettre sur pied une assemblée constituante non partisane et représentative qui aura pour mandat de rédiger la constitution du Québec. Cette constitution doit être soumise à la population pour approbation.

Troisièmement, en attendant que la population du Québec décide de son option politique et constitutionnelle, le gouvernement doit déclarer l'intégration comme priorité nationale et créer, dès le présent mandat, un secrétariat à l'intégration rattaché au Conseil exécutif.

Quatrièmement, le gouvernement du Québec devrait profiter du leadership du monde des affaires et des syndicats au sein de la commission Bélanger-Campeau pour mettre sur pied un comité de suivi ayant pour mandat de sensibiliser les institutions publiques et privées à leurs responsabilités sociales vis-à-vis des Québécois issus des communautés culturelles. Le français ne peut exercer d'attraction sur les immigrants que lorsqu'ils travailleront en français avec les francophones. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Première intervention, M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je veux d'abord remercier le Centre maghrébin de recherche et d'information pour cette présentation. J'aurai deux questions. La première réfère à votre première recommandation: Si le Québec reste à l'intérieur de la structure fédérale, il est impératif qu'un certain nombre de pouvoirs soient rapatriés. Est-ce que je pourrais connaître ces principaux pouvoirs que vous souhaiteriez rapatrier?

Mme Houda-Pepin: Oui. Le pouvoir de l'immigration, je crois qu'il faudrait que le Québec puisse avoir tous les pouvoirs en matière non seulement de sélection, mais aussi d'intégration des immigrants. Il y a également la forma-

tion professionnelle, toute la politique relative à la main-d'œuvre qui touche aussi les communautés culturelles, mais la société en général. Je crois qu'il y a une juridiction qui n'est pas tout à fait rapatriée complètement, celle de l'éducation. Avec ces trois pouvoirs, il me semble que le Québec pourrait décider de son destin.

M. Dufour: Et la nouvelle politique, justement, d'immigration annoncée par Mme Gagnon-Tremblay qui est, justement, une politique d'intégration nationale à laquelle je sais que, pour l'essentiel, les groupes ethniques souscrivent, est-ce que c'est le cas aussi de votre groupe?

Mme Houda-Pepin: Nous appuyons l'énoncé de politique qui a été rendu public par Mme Gagnon-Tremblay il y a quelques semaines. Cependant, cet énoncé met l'accent davantage sur l'immigration que sur l'intégration. Deuxièmement, pour faire référence aussi à une autre recommandation que nous avons présentée, celle de créer un secrétariat à l'intégration, l'intégration n'est pas l'affaire des ministères sectoriels. Tant et aussi longtemps qu'on la laisse au niveau sectoriel, la société ne s'en préoccupera pas. Il faut que ceci soit une priorité pour tous les ministères, d'où la nécessité d'en faire un objectif national et non pas une politique rattachée à un ministère en particulier.

(21 h 30)

M. Dufour: Est-ce qu'on peut conclure en fait que, dans le cadre fédéral actuel, on peut justement régler le genre de problème que vous soulevez, dont celui de l'immigration?

Mme Houda-Pepin: Si le Québec choisit démocratiquement de rester dans la Confédération, je crois que je trouverais ça tout à fait normal. Si le Québec choisit une autre option et qu'il trouve que ces pouvoirs-là sont insuffisants, je me rallierai à la majorité.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Gérald Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Mme Houda-Pepin, je voudrais d'abord faire un relais à votre déclaration d'ouverture quand vous rappelez le contexte de tension dans lequel nous sommes pour rappeler que c'est habituellement dans la culture de guerre, dans la culture d'exploitation, dans la culture de domination que les phénomènes de discrimination, le racisme en particulier, le sexisme aussi, dans d'autres contextes, sont propulsés avec une violence extrême. Ça peut aussi emprunter le vocabulaire religieux, et je pense que les généraux qui sont montés au front, que ce soit M. Hussein ou M. Bush et les autres, vont certainement exploiter

au maximum tous ces atouts.

Je rappellerai que, dans la société nord-américaine, les Noirs pour une part, les autochtones pour une autre, ont été particulièrement victimes, tantôt de la culture guerrière mais ensuite de la culture d'exploitation et de domination. Dans votre mémoire, vous identifiez, en fait, un phénomène qui est particulier aux Maghrébins, qui est le fait que la discrimination ne peut certainement pas reposer sur la distinction linguistique: vous parlez français massivement, mais il y a des problèmes d'intégration. Donc, le défi qu'on a, comme société, c'est vrai au Québec, c'est vrai dans toutes les sociétés. Et dans ce sens-là, j'aime parfois non pas qu'on se culpabilise collectivement parce que, pour voyager un peu, je me rends compte qu'on a fait d'assez bonnes choses. Je suis fier de ce qu'on a fait. Il nous reste beaucoup de choses à faire. Ça devient le mandat que vous identifiez, la priorité nationale.

Le défi qu'on a, c'est d'intégrer la différence, que ce soit la couleur de la peau, que ce soit... C'est un défi de toutes nos sociétés. Quand vous dites que vous parlez français mais que vous avez des problèmes d'intégration, vous qui êtes dans ce trafic, je dirais, à l'année longue, le fait, par ailleurs, que c'est ambigu au Québec, y compris au plan linguistique, il me semble que ça me complique la job. Ce n'est pas un peu votre impression? Donc, une option claire, le défi qu'on a comme société, d'intégrer la différence, il me semble qu'on ne s'éliminerait que de difficultés si, pour les nouveaux arrivants, on était très clair par rapport à ça. Je ne sais pas ce que vous en pensez.

Mme Houda-Pepin: C'est une opinion qui est largement exprimée. Je peux vous dire que la position des minorités, y compris celle de la communauté maghrébine est de dire: Nous avons une priorité, c'est celle de savoir quel projet de société nous propose l'indépendance. Si ce projet de société nous inclut, nous laisse un espace et nous dit: Vous êtes des Québécois comme nous autres, et on n'aura pas ce "nous autres" et "vous autres", et on n'aura pas à demander à un Québécois ici, d'une minorité, d'où tu viens, parce que ça se peut qu'il soit né à Montréal ou à Chicoutimi. Le jour où on aura atteint ce niveau d'identification et d'auto-identification, à ce moment-là, les gens vont réagir comme des citoyens à part entière qui savent qu'ils sont considérés comme des citoyens à part entière.

Maintenant, en attendant que cette option aboutisse, si elle aboutit, en attendant, qu'est-ce qu'on fait? En attendant, le gouvernement du Québec dispose d'un certain nombre de pouvoirs et de juridictions et, à l'intérieur de ces pouvoirs et de ces juridictions, il faut faire la preuve aux minorités que le gouvernement du Québec donne un espace à ces minorités.

Par exemple, les programmes d'accès à

l'égalité. Le gouvernement du Québec, dans le cadre de la fédération actuelle, a mis sur pied et a fait connaître un programme d'accès à l'égalité. C'est très positif. Ça a été accueilli et applaudi de la part des minorités. Mais quand vous regardez les réalisations, pas seulement les réalisations, mais les empêchements à la réalisation de ce programme d'accès à l'égalité, c'est là qu'il y a ambiguïté. Qu'est-ce qu'on veut? Est-ce qu'on veut réellement intégrer les immigrants et les communautés culturelles? Parce que, à un moment donné, il faut cesser d'être immigrant et être un citoyen à part entière. On ne perd jamais sa culture, mais on peut perdre son statut de ressortissant, parce qu'on est né dans un pays ou on a grandi dans un pays, mais on a choisi un autre pays. Et je crois que la plupart des immigrants qui choisissent le Québec veulent être considérés comme des citoyens à part entière, les Maghrébins en tête. Alors, voilà.

Pour répondre à votre question, la question de l'indépendance, il ne faut pas la prendre comme une solution miracle qui va régler tous nos problèmes. Si on ne met pas un contenu à cette indépendance, elle serait difficile, ce serait difficile de la vendre au groupe des minorités. L'autre commentaire que j'ajouterai, M. Larose, c'est qu'il existe une certaine conception qui, à mon avis, n'est pas bien fondée, qui consiste à mettre en question l'allégeance des minorités vis-à-vis du gouvernement du Québec, parce que les minorités ont toujours été associées au fédéral, au multiculturalisme, à une certaine idée de la société. Je crois que la société québécoise doit évoluer dans ce sens, parce que les minorités n'ont pas de préjugés défavorables à l'égard du gouvernement du Québec ou de la classe politique du Québec. Les minorités ont des inquiétudes face au nationalisme ethnocentrique; elles en ont peur parce qu'elles ont peur d'être exclues. Mais si la société majoritaire est en mesure de fournir la démonstration qu'elle est capable de les accueillir et de les considérer comme des citoyens à part entière, ces gens-là n'hésiteront pas ou ne se s'opposeront pas nécessairement et, je dirai, dans certains cas défendront le projet d'indépendance du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Un court commentaire, M. Larose.

M. Larose: Oui. Là-dessus, Mme Pepin, j'ai prêté attention à peu près à tous les mémoires des groupes et je ne généraliserai pas au point où vous le faites. Je pense qu'objectivement plusieurs groupes ont une allégeance préférentielle au Canada et je pense que c'est normal, dans le contexte, qu'il en soit ainsi. Ils ne sont pas venus au Québec, ils sont venus au Canada. Qui les a sollicités? Qui les a accueillis? Qui a mis à leur disposition un certain nombre, je dirais, de facilités? C'est le Canada. Le Québec, c'est le foyer d'accueil dans ces circonstances-là.

Et moi, j'en veux, par ailleurs, quand on veut culpabiliser ces groupes-là pour le fait qu'ils auraient une allégeance ambiguë. Mais à mon avis, ce n'est pas tout à fait exact de dire que tous les groupes sont vraiment clairs sur cette question-là.

Mme Houda-Pepin: Je m'excuse. Si c'est ça que vous avez retenu de mon message, je crois qu'il y a incompréhension. Ce que j'ai dit, c'est que la tendance générale, justement, à considérer les groupes dans leur ensemble comme étant défavorables à l'option de la souveraineté ou de l'indépendance est à remettre en cause, parce qu'il y a de plus en plus de citoyens issus des minorités qui ne voient pas cette option-là comme une menace. Donc, la nuance est à faire à ce niveau-là. Nous n'avons pas les moyens de faire des sondages auprès des minorités pour savoir où elles se situent. Mais une chose est sûre. Pour avoir circulé — et je circule tous les jours — dans les milieux des communautés culturelles, les gens n'ont pas peur. On ne fera pas le coup de la Brink's avec les minorités qui vont quitter le Québec, parce qu'il y a un projet d'indépendance qui s'en vient. S'il y a une indépendance, on va y participer, mais il faut nous donner de la place.

M. Larose: C'est ça.

Mme Houda-Pepin: S'il n'y a pas de place, les gens vont se sentir exclus et, bien sûr, ils vont aller chercher des refuges là où ils pourraient les trouver.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Mme Pepin, vous parlez, dans votre mémoire, de l'intégration des communautés culturelles. Il y a beaucoup de nationalistes qui, quand ils parlent de l'intégration, veulent dire l'assimilation. Ceci étant dit, j'aimerais bien si vous pouviez élaborer sur le point 5, à la cinquième page de votre mémoire, où vous dites: "Un éclaircissement du concept de l'identité québécoise à la lumière de la réalité plurielle de la société d'aujourd'hui et de demain." Je pense que c'est un point très important que vous soulignez. Est-ce que vous pouvez élaborer un peu là-dessus?

Mme Houda-Pepin: Bien. Vous savez, il y a, à mon point de vue, ambiguïté autour du concept de l'intégration dès lors qu'on l'associe à l'assimilation. Je suis effectivement sensible au fait que beaucoup de Québécois et surtout des gens qui participent à l'élaboration du discours sur l'immigration font une sorte d'association automatique entre intégration et assimilation, entre parler français et ne pas avoir d'autre culture que celle de la société majoritaire. Ceci est

dangereux parce que je crois que l'assimilation, c'est l'échec de l'intégration. C'est la preuve qu'on n'a pas été capables de vivre avec la différence des autres. D'un autre côté, il y a le modèle du multiculturalisme qui consiste à juxtaposer les cultures les unes à côté des autres, sans aucune interaction. Pour schématiser, je dirais que la monoculture, c'est quand vous dansez vos danses à l'intérieur de votre communauté et le multiculturalisme, c'est quand vous dansez vos danses avec les autres. Ce n'est pas avec ça qu'on va vraiment partager et se rapprocher.

Le troisième modèle, celui en lequel moi je crois, c'est celui du modèle de l'intercultural que je défends depuis 12 ans au Québec. Je vous dis que, depuis le début, j'ai rencontré énormément de résistance à tous les niveaux, mais je suis ravie de voir que ce discours, que le concept de l'éducation interculturel a fait son chemin au point de devenir un langage officiel dans l'administration québécoise. Il y a eu évolution. Donc, quand on vient d'un autre pays et qu'on choisit le Québec ou le Canada, on ne peut pas s'attendre à maintenir sa culture intacte, parce que c'est vivre en dehors de son milieu. D'un autre côté, la culture québécoise, elle aussi, s'enrichit et évolue. Ce que nous faisons dans un modèle interculturel, c'est que nous sauvegardons certains traits caractéristiques et fondamentaux de nos cultures mais, en même temps, nous allons vers les autres cultures et nous devenons nous-mêmes ce que moi j'appelle un produit synthèse. Moi, si je retourne dans mon pays d'origine, je ne suis plus celle qui y était il y a 15 ou 16 ans. De la même façon, les Québécois de vieille souche avec lesquels je travaille et que je connais, à mon contact, ils se sont ouverts à d'autres réalités qui, autrement peut-être, ne les auraient pas touchés dans leur vie de tous les jours.

M. Libman: O.K. Merci. Deuxièmement, vous ne vous prononcez pas en faveur d'une option constitutionnelle. Vous dites, dans vos recommandations: "Si le Québec reste à l'intérieur de la structure fédérale...", première recommandation. Deuxième recommandation: "Si le Québec opte pour le projet de l'indépendance..." Alors, vous ne vous prononcez pas. Ce soir, le Congrès national des Italo-Canadiens est venu devant cette Commission; eux non plus ne se sont pas prononcés en faveur d'une option constitutionnelle, mais ils ont dit qu'il y a un grand consensus parmi cette communauté en faveur du lien fédéral. Est-ce que c'est la même chose pour votre communauté?

Mme Houda-Pepin: Bien. Nous n'avons pas, nous, les moyens de faire un sondage scientifique auprès de notre communauté pour vous donner vraiment une réponse qui a de l'allure.

(21 h 45)

M. Libman: Scientifique, oui.

Mme Houda-Pepin: Mais ce que je peux vous dire, par ailleurs, c'est qu'à partir du portrait que je vous ai dressé très succinctement de la communauté maghrébine, nous sommes francophones, donc nous vivons au Québec et notre interaction est beaucoup plus forte avec le gouvernement du Québec qu'avec le gouvernement du Canada. Est-ce que vous allez traduire cette relation en termes de, disons, sentiment favorable à l'indépendance ou autrement? Je ne saurais vous dire honnêtement. Moi-même, j'aurais bien aimé le savoir, mais la réalité, c'est que nous vivons au Québec. Nous sommes ici pour nous enraciner au Québec, pour contribuer à la société québécoise, partager avec les autres Québécois, mais je n'ai pas les moyens de vous dire aujourd'hui si la communauté maghrébine dans son ensemble est plutôt favorable au fédéralisme ou à un certain fédéralisme renouvelé ou à l'indépendance.

M. Libman: Mais une fidélité au Québec et au Canada peut être très compatible. La question est parmi...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur, oui, mais ça c'est fini.

M. Libman: Ah non!

Le Président (M. Jean Campeau): Écoutez, vous allez la torturer et lui faire répondre autre chose.

M. Libman: Je vais faire le sondage moi-même.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Cherry.

M. Cherry: Merci, M. le Président. Madame, vous me permettrez en tout premier lieu de me référer à l'introduction que vous avez notée concernant une déclaration qu'au moment où vous et votre organisme avez accepté de paraître devant cette commission ignorez sans doute que celui qui vous parle et votre organisme seriez côte à côte dans les médias de la journée prenant position identique sur quelque chose que je pense que l'ensemble de la collectivité québécoise déplore.

Mme Houda-Pepin: Je vous remercie.

M. Cherry: Votre organisme en est un qui a été fondé en 1978, mais les qualités, et quand on se réfère au Centre maghrébin de recherche et d'information - vous me permettrez de me référer à quelques notes que j'ai prises pour bien cerner ce que vous êtes et la qualité du travail que vous faites - le principal mandat de votre organisme consiste en l'éducation et la sen-

sibilisation du public et des institutions à l'égard des communautés maghrébines, les communautés africaines et musulmanes, évidemment dans le contexte. Votre organisme a mis sur pied des services et développé des ressources documentaires et humaines pour combler les besoins du milieu en matière d'information et d'éducation interculturelles. Votre organisme a également développé une expertise et des ressources dans de nombreux domaines interculturels, et permettez-moi d'en citer quelques-uns: la condition féminine, les droits des minorités, le dialogue interculturel et interconfessionnel et l'intégration des musulmans, pour n'en citer que quelques-uns. Dans votre mémoire, Madame, vous demandez une reconnaissance officielle et une valorisation des organismes non gouvernementaux des communautés culturelles qui travaillent à la francisation et à la formation professionnelle, à l'équité en matière d'emploi et au rapprochement interculturel. Croyez-vous que la récupération par le Québec des pouvoirs dans le domaine de l'intégration, ainsi que les sommes d'argent s'y rattachant, permettra une politique plus cohérente et plus adaptée aux besoins des organismes des communautés culturelles? C'est ma première question, Madame.

Mme Houda-Pepin: Oui, fondamentalement, oui, nous croyons que si on avait à traiter avec un niveau de gouvernement dans le dossier de l'immigration, ça serait plus facile. Moi, je dirais que ça éviterait ce que j'appelle "La rue Dorchester et la rue McGill". Ça réglerait le problème parce que l'ambiguïté à laquelle se référait M. Larose tantôt, elle vient de là: dédoublement de services, messages contradictoires, et pour notre communauté en tout cas, qui est francophone, ça faciliterait énormément les choses en termes d'accès aux services. Maintenant, le fait que le gouvernement du Québec, en l'occurrence le ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, récupère ses pouvoirs ainsi que les budgets s'y rattachant, nous y sommes favorables, mais à condition que le ministère développe des mécanismes de consultation et de concertation avec les ONG des communautés culturelles. Ce n'est pas dans les habitudes du MCCI d'aller consulter et de se concerter. C'est une tendance qui se dessine maintenant. Je trouve que c'est très favorable. C'est très positif. Il faut continuer dans cette direction, M. Cherry.

M. Cherry: Merci madame. Une deuxième question, c'est, évidemment je me réfère toujours à des parties de votre mémoire, vous dites: Le Québec devient une société de plus en plus diversifiée du point de vue culturel, du point de vue racial, ethnique et confessionnel. Comment définissez-vous, Madame, une nouvelle identité québécoise qui tiendrait compte de ces facteurs?

M. Houda-Pepin: Bien, alors l'identité

québécoise, ce serait une identité plurielle, est Québécois qui veut. C'est à nous de porter cette identité, mais il faut que la société majoritaire l'accepte. Permettez-moi de vous donner quelques exemples. J'ai reçu un téléphone d'une télévision d'État qui fait une émission sur les mariages avec les étrangers. J'ai demandé: Qu'est-ce que vous voulez dire par étrangers? Bien on m'a dit quelqu'un qui est un immigrant.

Tant et aussi longtemps qu'on continuera de nous voir comme des étrangers, il y aura un problème au niveau de l'identité québécoise. Je peux vous en citer plusieurs. J'ai assisté à une conférence sur l'éducation. La conférencière présentait le problème de la francisation chez les allophones, chez les enfants allophones, et elle tenait un discours qui est tout à fait dans la logique du discours dominant, le français se porte mal à cause des immigrants et des enfants allophones. Et, bien sûr, elle a cité l'exemple très éloquent de l'école Saint-Luc. Ça fait fureur cet exemple. À un moment donné, j'ai posé une question. J'ai dit: Pourriez-vous me dire quelle est la qualité, l'état de la qualité du français dans les écoles à forte concentration francophone de souche? Et savez-vous ce que j'ai eu comme réponse? Le silence. Pendant quelques minutes, on a réalisé qu'il y avait une question fondamentale qui venait d'être posée.

C'est très facile de culpabiliser les immigrants parce qu'ils ne parlent pas français, mais la qualité du français ne se porte pas mieux pour autant. Alors si on veut vraiment promouvoir le français, il faut promouvoir la qualité du français, de l'éducation du français pour tous les enfants sans distinction, en tenant compte de la spécificité, bien sûr, des enfants allophones qui ont des difficultés particulières. Mais, le plus intéressant, c'est que quelques jours plus tard, j'ai rencontré un des participants qui était assis à côté de moi à cette conférence, et qui est reconnu pour être un nationaliste très sympathique. Je lui ai dit: Comment avez-vous réagi à la question que j'ai posée? Il me semblait que j'avais embarrassé du monde. Et il m'a dit ceci, il m'a dit: Savez-vous, c'est un peu comme lorsque vous avez un enfant qui est mal élevé, quand c'est vous qui dites que votre enfant est mal élevé ça passe, mais quand c'est un étranger qui vous dit que votre enfant est mal élevé, là ce n'est pas acceptable. Alors nous y sommes, c'est un réflexe automatique, des fois ce n'est même pas voulu, c'est que c'est dans nos schémas de référence. Nous, ça réfère quelque part à la notion de Canadiens français catholiques, et tout ce qui ne rentre pas dans cette trilogie, ça ne peut être qu'un étranger.

Alors vous voyez que nous avons du chemin à faire, nous faisons notre part, de grâce faites la vôtre.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant aller, je regrette beaucoup, la

réponse était trop belle, ça vous a enlevé, hein...
Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Merci de votre présence à la Commission, je vais aussi, à l'instar d'autres collègues autour de cette table, dénoncer avec vous toute espèce de manifestation de violence ou d'expression de racisme, ou à saveur raciste qui, je pense, dans toute société, peu importe son statut d'ailleurs, doit être bannie. Et à cet égard-là, je suis persuadée que je représente le point de vue aussi de mes collègues.

J'avais un professeur de psychologie à l'université qui disait: Vous savez, pour faire confiance aux gens, il faut d'abord se faire confiance à soi. Pour aimer, il faut d'abord s'aimer un peu. Et moi, je dirais que pour savoir qui on reçoit, pour être accueillants, il faut savoir qui on est. Et une des premières ambiguïtés à lever, à mon point de vue, au Québec, c'est de savoir si nous sommes effectivement Québécois, de nouvelle souche ou de souche...

Mme Houda-Pepin: ... de moyenne et de nouvelle souche.

Mme Marois: ...de moyenne, peu importe, si nous sommes Québécois ou si nous sommes Canadiens ou Canadiens français. Et, à partir d'une clarification, ça rejoint un peu ce que disait M. Larose tout à l'heure, à partir d'une clarification de ce que nous sommes, là aussi lorsque nous inviterons des personnes à venir au Québec, ils sauront qu'ils viennent au Québec et non pas au Canada, alors qu'actuellement il y a une ambiguïté chez nous pour Québécois de souche, ou de nouvelle ou de moyenne, peu importe, mais il y a aussi une ambiguïté que l'on projette pour les nouveaux arrivants. Ce n'est pas juste à nous. Donc, c'est une forme d'insécurité qui explique peut-être – et c'est là-dessus que je voudrais avoir un peu votre commentaire – le fait qu'on n'ait pas l'air d'être très accueillants et surtout qu'on ne mette pas en oeuvre tous les moyens pour intégrer, par exemple, les membres de la communauté maghrébine qui parlent pourtant français et qui, à cet égard, devraient être les premiers à participer à la société québécoise dans la mesure de leurs talents, de leur formation, alors que vous le dénoncez dans votre mémoire. J'aimerais un petit peu vous entendre sur cet aspect-là.

Mme Houda-Pepin: Eh bien, j'ai déjà répondu à M. Larose sur certains aspects de cette question. Ce que je peux vous dire, c'est que les ambiguïtés auxquelles vous vous référez sont vécues dans le quotidien par les membres de la communauté maghrébine et par les autres communautés culturelles comme autant de difficultés réelles. Ce n'est pas juste conceptuel.

C'est dans le quotidien. Cependant, tant et aussi longtemps que le Québec, tant dans le cadre de la structure actuelle et à l'intérieur des pouvoirs dont il dispose en ce moment, que dans le cadre d'un Québec indépendant, ne donne pas le ton et ne dit pas clairement aux communautés culturelles: Vous êtes des nôtres; cette société, nous allons la faire ensemble... Et permettez-moi, Mme Marois, de citer un autre exemple.

J'ai été contactée par un média pour trouver des gens qui participeraient à une émission qui porterait sur les groupes ethniques: Vont-ils suivre les Québécois dans leur projet d'indépendance? Alors, lisez avec moi, il y a deux choses. Il y a les groupes ethniques et les Québécois. Déjà en partant. Et, deuxièmement, on va suivre. On est juste des "suxeux". Et on est comme une visite puisqu'on va suivre les gens, n'est-ce pas, tout poliment. J'ai dit comme ça au journaliste qui me parlait: Qu'est-ce que vous diriez si c'étaient les minorités qui faisaient l'indépendance? Ça se peut, j'ai dit. Elles sont tellement concentrées à Montréal, vous pourriez avoir des surprises. Montréal peut devenir indépendant avant le Québec.

Je dis ça en vous le rapportant, mais c'est assez intéressant de voir le discours. Alors, j'ai dit, pour essayer d'expliquer mon point de vue: il faut corriger la formulation, parce que comme ça, moi, je ne collabore pas. Alors, il m'a dit: Mais vous savez, les minorités au référendum, elles ont voté contre et le Parti québécois dispose de statistiques, parce qu'il a fait des sondages et il sait que les minorités étaient contre le référendum. En tout cas, moi, je ne suis pas dans ces statistiques, parce que j'étais pour le référendum. Et alors j'ai dit: Qu'est-ce que le Parti québécois, le sachant depuis 1980, a fait pour aller chercher les minorités et les rapprocher de lui, de ce projet d'indépendance? Ça fait 10 ans qu'on a fait le référendum et savez-vous ce qu'il m'a répondu? Il m'a dit: Il va organiser un colloque en fin de semaine sur les communautés culturelles...

Mme Marois: Il devait être bien mal informé de tout ce qui s'est fait, vous le savez vous même. Je pense que c'est intéressant quand même ce que vous soulevez. Effectivement, je pense que vous savez qu'il y a eu des gestes posés, d'une part, quand on était au gouvernement et tout ça. On n'est pas là pour défendre ça. Je veux plutôt revenir sur votre intervention. Je pense que c'est très significatif, effectivement, de toute la démarche qu'on a à faire ensemble pour se dire que...

Mme Houda-Pépin: Voilà.

Mme Marois: ...c'est ensemble qu'on va bâtir le Québec et non pas en demandant à quelqu'un qui serait de l'extérieur de le faire pour nous. Je vous remercie de votre participation.

Mme Houda-Pépin: C'est moi qui vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Marois. Alors, Mme Selhi, Mme Nousi, Mme Houda-Pépin et M. Khalifa, c'est une intervention auprès de la commission qui va sûrement influencer cette dernière. Votre intervention a été très pertinente et aussi je pense que vous vous êtes exprimés avec grande éloquence, mais, surtout, merci de nous avoir instruits et fait réfléchir.

Mme Houda-Pépin: Merci beaucoup. Merci.

(Suspension de la séance à 22 heures)

(Reprise à 22 h 2)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous voilà maintenant au Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Bienvenue, M. Jean-Yves Desgagnés. Si vous voulez bien nous présenter les personnes qui vous accompagnent.

Front commun des personnes assistées sociales du Québec

M. Desgagnés (Jean-Yves): Merci. Alors, MM. les Présidents, Mmes et MM. les membres de cette Commission, au nom du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, il nous fait plaisir de participer aux audiences de la présente Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Au cours des quelques minutes qui vont suivre, nous serons cinq porte-parole pour présenter le mémoire du Front commun. Mme Linda Gagné, ici à ma droite, personne assistée sociale du Témiscouata, mère de famille monoparentale de trois jeunes enfants; M. Pierre Quenneville, ici à ma gauche, du nord de la ville de Montréal, célibataire, personne assistée sociale, sans emploi depuis la récession de 1981-1982; Mme Diane Denault, ici présente, personne assistée sociale de Sherbrooke, mariée, mère de deux jeunes adultes de 18 à 20 ans; M. Gilles Fournier, personne assistée sociale, ex-travailleur pendant 20 ans à la Simmons Bed de Pointe-Saint-Charles, qui est victime d'une fermeture d'usine, père de famille de deux jeunes enfants; et moi-même, Jean-Yves Desgagnés.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous tenons, à quelques heures de la fin du délai fixé à l'Irak par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour se retirer du Koweït, à exprimer notre inquiétude face à la possibilité d'un conflit armé dans la région du Golfe. Nous tenons à nous associer à la voix de tous les pacifistes du monde entier et à toutes les personnes qui réclament une solution négociée à la crise du Golfe et que, à la fin de la présentation de notre mémoire et des audiences, il y ait une

minute de silence pour que la paix triomphe de la guerre dans la région du Golfe.

Alors, revenons maintenant à l'objet même de cette Commission et je cède maintenant la parole à Mme Diane Denault.

Mme Denault (Diane): Bonsoir. Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, c'est 40 groupes locaux répartis aux quatre coins de la province qui luttent pour les intérêts des personnes assistées sociales. Le Front commun existe par et pour des personnes assistées sociales qui sont les plus défavorisées de notre société. Nous regroupons les appauvris qui veulent s'attaquer aux causes de la pauvreté en luttant contre toute forme d'oppression et d'exploitation qui crée et engendre la pauvreté. De plus, dans plusieurs groupes, des services tels dépannage, linge, aide alimentaire, etc., ainsi qu'une aide directe face à des problèmes d'aide sociale sont offerts par des personnes assistées sociales à leurs confrères et consœurs.

Depuis décembre 1987, avec une coalition de plus de 1700 groupes représentant l'ensemble des forces sociales et progressives, le Front commun lutte contre l'ignoble réforme de l'aide sociale et pour une réforme juste et équitable.

Mme Gagné (Linda): En novembre dernier, nous avons dénoncé la non-représentativité de cette Commission, parce que, ce n'est qu'on doute des compétences des gens qui sont ici, mais les gens de ce qu'on appelle "la basse classe" n'étaient pas représentés, le "petit peuple", comme on l'appelle. Il n'y a personne qui représentait les sans-emploi, les appauvris, les groupes de femmes, les jeunes, les nations autochtones et les communautés ethniques. Aussi, on avait un malaise à se présenter à cause de l'expérience vécue en 1988, en commission parlementaire, où il y avait 90 % des mémoires qui étaient contre le projet de loi 37, la nouvelle Loi sur l'aide sociale, qui a quand même été adoptée. Mais, quand même, on s'est dit: On représente 550 000 hommes, dames et enfants qui sont assistés sociaux, on prend la liberté de parole en leur nom. C'est pour ça qu'on a décidé de venir. Puis aussi nous refusons que l'avenir du Québec se fasse sans nous, les personnes assistées sociales.

On est venus dire nos conditions de vie, le bilan que nous faisons du fédéralisme canadien, aussi parler des solutions que nous voyons à l'impasse constitutionnelle actuelle, puis parler de comment nous voyons l'avenir du Québec.

Mme Denault: Qui sont les personnes assistées sociales? Ce sont des victimes de plus en plus nombreuses. Depuis un an, le taux de personnes assistées sociales a beaucoup augmenté, soit 12 000 ménages de plus, ou 3,6 %, qu'en 1989. Ce sont aussi des personnes exclues du marché du travail. Ce sont des gens aussi qui

veulent travailler et qui ne sont pas des paresseux. Ils ont perdu leur emploi à la suite de fermetures d'usine, de mises à pied suite à la réorganisation de l'entreprise qui s'informatise ou se robotise, au détriment des personnes, pour augmenter leurs profits.

Les personnes assistées sociales sont, comme des chômeurs, chômeuses, une armée d'exclus du marché du travail victimes de la dictature des lois du marché. Ce sont des personnes qui s'appauvrissent davantage avec la nouvelle réforme de l'aide sociale, à cause de toutes les coupures qu'il y a présentement à l'aide sociale. Plus de 70 000 ménages ont subi des coupures mensuelles de 63 \$ à 150 \$. Présentement, avant la nouvelle réforme, on vivait à 55 % du seuil de pauvreté. Maintenant, avec toutes les coupures, on vit à 50 % et moins du seuil de pauvreté.

En plus de constituer une importante armée de main-d'oeuvre de réserve, les personnes assistées sociales sont, avec les travailleurs et travailleuses au salaire minimum, les chômeurs et chômeuses, les femmes, les jeunes, les handicapés et les personnes âgées, les immigrants et immigrantes, les autochtones et les citoyens et citoyennes des régions, une composante importante de ce Québec qui s'enfoncé dans la pauvreté. Ce Québec qui vogue à la dérive, c'est plus de 1 000 000 d'hommes, de femmes et d'enfants; ce Québec, que certains appellent le quart monde et dont on découvre de plus en plus l'ampleur, est un véritable scandale pour une société riche comme le Québec.

Comment en sommes-nous arrivés là comme société? Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Le désengagement de l'État et de son rôle de régulateur de l'économie et de redistributeur de la richesse collective pour s'engager aveuglément du côté des classes dominantes est pour nous l'un des principaux facteurs explicatifs de cette situation. Sous prétexte de combattre l'inflation et de réduire le déficit, le gouvernement a fait des coupures dans différents secteurs. En même temps, il fallait revoir la fiscalité et la rendre plus concurrentielle. Il fallait diminuer l'impôt des hauts salariés et des sociétés pour favoriser l'investissement, la croissance économique et la création d'emploi.

Que nous ont apporté toutes ces recettes miracles? La croissance des inégalités, du chômage, du déficit, de la pauvreté, de la faim, de la violence, de l'intolérance, etc. La société civile québécoise est au bord de l'écroulement, de la rupture. Un virage social et les nouvelles révolutions tranquilles s'imposent au Québec. Un nouveau contrat social doit être redéfini entre la société civile et la société politique sur la base d'une plus grande justice sociale et d'une plus grande démocratie. L'avenir du Québec ne peut se redéfinir et se décider sans tenir compte de ces éléments.

M. Quenneville (Pierre): Pour nous, le fédéralisme canadien est un carcan oppressé vis-à-vis du peuple québécois. Depuis 1867, la Confédération canadienne, elle-même héritière du colonialisme britannique, a mis le Québec dans une situation d'infériorité et d'oppression vis-à-vis de la majorité anglo-canadienne. Ce n'est pas un hasard si le Québec a une économie plus faible que l'Ontario, qu'on retrouve un plus grand nombre de chômeurs, chômeuses, plus de personnes assistées sociales, plus de pauvres en général, sans compter, en particulier, aussi, un nombre plus grand de faillites que partout ailleurs au Canada, en proportion. Naturellement, depuis 1960, la situation s'est grandement améliorée, mais c'est grâce à nos propres efforts, en particulier au moment de la Révolution tranquille, où l'État québécois a mis en place les grandes réformes qui ont amélioré notre sort, comme la réforme de l'éducation, la nationalisation de l'électricité, auxquelles il faut joindre aussi la croissance du mouvement coopératif. Mais le point de rupture, pour nous, très important, c'est le rejet du lac Meech par la majorité du Canada qui a montré clairement le refus clair et net du Canada anglais de nous reconnaître comme peuple distinct, et c'a fait ressortir clairement qu'il n'y a plus d'avenir pour nous dans la Confédération canadienne. Ce qui fait que, maintenant, le Québec est à la croisée des chemins.

Lors de notre dernière assemblée générale du Front commun des personnes assistées sociales, si on avait écouté nos tripes, on aurait voté oui à l'indépendance, sans hésiter, mais le choix d'un pays n'est pas qu'un choix émotif, ni même uniquement un choix économique. L'indépendance, c'est un choix lié à un projet de société dont les seules personnes aptes à décider sont la population du Québec. Le processus de décision démocratique doit s'inspirer de la démarche proposée par la CSN, c'est-à-dire un référendum, en juin 1991, la création d'une constituante élue démocratiquement suivie d'une négociation avec Ottawa sur la question de la succession d'État et les diverses ententes économiques qu'il faut conclure. En plus, le gouvernement du Québec devrait prendre contact avec l'ONU et les gouvernements étrangers. Quatrièmement, l'adoption de la nouvelle constitution, en juin 1992. C'est un choix qui ne doit pas être laissé aux seuls hommes d'affaires, politiciens ou experts de tout poil.

Le Président (M. Jean Campeau): On passe aux questions.

Mme Gagné: On conclut. Encore un peu, ça ne sera pas long.

Le Président (M. Jean Campeau): Pardon?

Mme Gagné: On va conclure. Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Mais il faudrait conclure rapidement.

Mme Gagné: Oui. La deuxième condition pour qu'on puisse se prononcer sur l'indépendance du Québec, ce serait que le projet de société soit en rupture avec le modèle de développement productiviste actuel et qu'il mette de l'avant un modèle qui pré suppose un souci d'équité sociale entre les générations pour un avenir beaucoup plus prometteur du Québec. Un Québec indépendant, il faut qu'il se fasse avec les personnes assistées sociales, avec des idées de partage, d'égalité et de justice sociale. Il faut que ce Québec indépendant respecte nos quatre grands principes au Front commun: une meilleure répartition des richesses, une lutte à la pauvreté, le plein emploi, la reconnaissance de l'autonomie des personnes. Aussi, ça doit assurer une protection des droits et libertés de tout citoyen. C'est pour ça que nous faisons nôtres les recommandations de la Commission des droits de la personne. Pour conclure, c'est qu'un Québec indépendant doit être un Québec juste et équitable pour tous.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Nous allons donc aller pour les interventions à M. Claude Dauphin.
(22 h 15)

M. Dauphin: Merci, M. le Président. D'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue au Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Après lecture de votre mémoire, évidemment, j'ai pris acte de votre maintien d'opposition à la loi 37. J'ai également pris acte lorsque vous dites que la Commission n'est pas représentative, même si celle-ci est l'aboutissement d'une loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec. La dite loi permet à cette Commission d'entendre différents groupes et individus s'exprimer principalement, évidemment, sur ce qui est l'objet de notre Commission, sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. À propos du projet de société, je crois comprendre, et vous me corrigerez si je me trompe, que votre appui à l'indépendance est conditionnel à une modification du rôle de l'État. D'ailleurs, à la page 6, vous critiquez le désengagement de l'État dans son rôle de régulateur de l'économie et de redistributeur de richesses. À la page 7, vous contestez les démarches de l'État pour rendre sa fiscalité plus concurrentielle. Dois-je comprendre que pour le Front commun, dans l'expectative d'un appui, par exemple, aux tenants de l'indépendance, que ceux-ci devront au préalable s'engager publiquement à ce que, par exemple, leur fiscalité ne tienne pas nécessairement compte des États voisins ou circonvains? Deuxièmement, les tenants de l'indépendance devront pour obtenir votre appui s'engager publiquement à ne pas tenir compte de la concurrence qu'exerce la globalisation des

échanges, ou si je me trompe?

Mme Gagné: Je pense que ce qu'on veut vraiment là-dedans, on ne peut pas dire qu'on ne tiendra pas compte de ce qui se passe ailleurs, mais ce qu'on ne veut pas, c'est toujours s'appauvrir au profit des riches. Là, on est rendus qu'on est une main-d'œuvre à bon marché qui va boucher des trous. Les employeurs n'ont plus besoin de se payer des employés, on va aller faire la job en stage, nous autres, gratuitement. On veut une place dans la société, on ne veut pas être là pour faire tomber les normes du travail, on veut être là pour avoir le droit au travail, nous aussi.

M. Quenneville: Je tiens aussi à souligner que l'Ontario fait face aux mêmes pressions concurrentielles au niveau de l'économie, et pourtant ils ont fait le choix de bonifier le sort des assistés sociaux, c'est-à-dire qu'ils ont amélioré, ils ont bonifié monétairement le régime d'assistance sociale, et pourtant l'Ontario, face aux États-Unis, fait face aux mêmes pressions concurrentielles que le Québec.

M. Desgagnés: On connaît également la situation dans des pays comme la Suède, dans le fond, qui ont opté, par exemple, pour des politiques sociales qui visent une plus grande, une meilleure répartition des richesses, une lutte à la pauvreté, le plein emploi, et ces pays-là sont très concurrentiels au plan international. Donc, il y a possibilité d'être un pays, un Québec indépendant, tout en visant une meilleure répartition de la richesse, tout en visant une plus grande justice sociale. Nous, on croit que c'est possible. C'est des choix politiques qu'il y a à faire.

M. Dauphin: On a entendu certaines personnes, certains experts, même certains politiciens qui nous disent que l'indépendance ou la souveraineté du Québec va profiter à une certaine classe de la société et sera au détriment des petites gens. Qu'est-ce que vous pensez de ça, vous?

M. Desgagnés: Nous, on n'est pas d'accord avec cette affirmation-là. Nous, on pense que c'est possible effectivement de faire un Québec qui véhicule un projet de justice sociale, puis une meilleure répartition des richesses. Nous, on pense que c'est possible, sauf qu'on n'est pas d'accord pour dire qu'un Québec indépendant sera un Québec qui sera plus injuste. Là-dessus, je pense que c'est possible d'avoir un Québec plus juste, plus équitable.

M. Dauphin: Et puis, si vous me permettez une dernière question, vous parlez, évidemment suite à une échéance de souveraineté, qu'il faudrait maintenir quand même certains liens

économiques ou maintenir différents liens économiques. Dans le maintien de ces liens-là, est-ce que vous avez le même préambule que tantôt, qui s'exerçait avec le projet de société? Je veux dire: Est-ce que les ententes éventuelles, ce qu'un Québec souverain pourrait faire avec ses partenaires économiques canadiens, auraient, si vous voulez, le même préambule, les mêmes conditions d'exigences au préalable?

M. Quenneville: Disons que notre projet de société, à un moment donné, c'est un tout. Là-dessus, je crois qu'à un moment donné, oui, les ententes économiques doivent tenir compte d'un minimum, disons, de justice sociale. Disons que là-dessus, par exemple quand on a conclu certains accords au niveau de la Communauté européenne, on a tenu compte de chacun des projets sociaux, projets de société que les pays européens, aussi divers les uns que les autres, pouvaient avoir. On s'est arrangé à un moment donné, malgré tout, pour respecter un minimum de justice sociale possible dans tous les pays de la Communauté européenne. Il y a même eu des discussions, il y a encore des discussions pour concilier, d'un côté, une plus grande intégration économique et, d'un autre côté, aussi respecter un minimum de justice sociale. Ça fait partie de...

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de vous remercier d'être avec nous même si vous critiquez notre représentativité et non pas notre légitimité, si j'ai bien compris, puisque nous sommes ici suite à l'adoption d'une loi à l'Assemblée nationale. En fait, cette représentativité-là que vous mettez malgré tout en doute, vous avez raison de dire que le Québec ne peut pas se redéfinir sans vous. La question que je veux vous poser est la suivante: L'appui à l'indépendance, vous le dites conditionnel à deux choses: un référendum et puis la mise de l'avant d'un modèle de développement différent du modèle "productiviste". Bon.

S'il n'y avait pas ce modèle de développement différent, préférez-vous rester dans le fédéralisme?

Mme Gagné: Ça dépend toujours des conditions de vie qu'on nous offre. Si le fédéralisme ne nous offre rien, moi je me dis: À quoi ça sert de payer des impôts à deux places. Vaut mieux se mettre ensemble et bâtir un Québec ensemble avec ce qu'on veut parce que je pense que depuis quelques années, si on fait une petite tournée des groupes communautaires, on s'en va vers un projet de société qui ne se contredit pas d'un groupe à l'autre. Je pense que les Québécois, on veut tous la même chose: un juste partage. Comme on disait tantôt pour l'autre

condition: Puisqu'il n'y a pas d'ouvrage pour tout le monde, pourquoi s'organiser pour que ceux qui ne travaillent pas se sentent coupables? Il ne faut pas que ce soient les pauvres qui soient pénalisés.

Mme Harel: Si je comprends bien, vous n'avez pas l'impression que le fédéralisme vous profite.

M. Desgagnés: En tout cas, présentement, non on n'a pas l'impression effectivement. Dans notre mémoire, je pense qu'on dénonce le cadre constitutionnel actuel. Nous, on pense que ce n'est plus possible, effectivement, de faire reconnaître la spécificité de la société québécoise et c'est pour ça, dans le fond, qu'on pense que l'option indépendantiste doit être envisagée. Sauf qu'on ne veut pas aller jusqu'à appuyer cette option-là sans qu'il y ait des garanties que ce Québec indépendant prônera un projet de meilleure répartition des richesses. On veut que le projet d'indépendance, dans le fond, amène le peuple québécois à un idéal. Nous, on pense que cet idéal-là doit être la justice sociale. C'est ça qu'on demande finalement.

C'est pour ça qu'on demande que le processus d'accession à l'indépendance soit un processus démocratique où c'est seulement la population du Québec qui aura à se prononcer sur ce projet-là. C'est pour ça également qu'on demande qu'il y ait une assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution et dans cette constitution-là, justement, on débattera le projet de société qu'on veut mettre de l'avant. Et qu'on garantisse également les droits et libertés des personnes.

Mme Harel: Mais je reviens quand même avec la question, qui reste la question de fond. Moi, je souscris à ce projet de justice sociale. Je souscris personnellement à ce projet de meilleure répartition des richesses, mais de là à le rendre conditionnel? Est-ce que je dois comprendre que si vous n'avez pas ces garanties vous restez dans le fédéralisme? Mais en quoi le fédéralisme vous garantit cette meilleure répartition des richesses et cette justice sociale? Je pense, entre autres, à cette réalité des 100 000 personnes assistées sociales de plus au Québec qu'en Ontario avec 2 000 000 de population de moins. Je pense à notre championnat malheureux du chômage à Montréal qui correspond à celui de Saint-Jean, Terre-Neuve. Je pense aux 12 % de chômeurs. Qu'est-ce qu'il en sera à la prochaine récession?

M. Desgagnés: Je pense qu'il faut voir qu'il y a une évolution dans la position des personnes assistées sociales par rapport à la question de l'indépendance. Lors du référendum de 1980, on sait qu'il y a beaucoup de personnes assistées sociales qui ont dit non, dans le fond, à l'indépendance. Sauf que, depuis 10 ans, il s'est

passé beaucoup de choses et je pense que notre position a évolué. Sauf qu'on a encore des craintes, on a encore des réticences. Et, pour nous, il va falloir qu'il y ait un consensus sur un projet de société qui prône une meilleure répartition des richesses. On pense que peut-être qu'avec l'indépendance... C'est sûr qu'en ayant les principaux leviers économiques, en ayant nos seuls impôts, peut-être qu'il y aura plus d'emplois au Québec, peut-être qu'on pourra, effectivement, faire une meilleure lutte à la pauvreté. Peut-être! Sauf qu'on veut qu'il y ait des garanties là-dessus. C'est un cri d'alarme qu'on vous lance. Il y a encore des craintes. Ce n'est pas assuré, l'appui des personnes assistées sociales à l'indépendance.

Mme Harel: M. Quenneville.

M. Quenneville: C'est pour ça que nous, on attache beaucoup d'importance à l'élection d'une constituante au suffrage universel, qui représenterait toutes les tendances politiques et sociales au niveau du Québec, parce qu'on a une plus grande garantie qu'on tiendrait compte de nos revendications. Ça, c'est une des raisons pourquoi, à un moment donné, on veut l'élection de cette assemblée constituante, pour que, justement, à ce moment-là, on discute d'un projet de société et qu'on puisse amener, à un moment donné, justement, ce Québec de justice sociale qu'on veut.

C'est très clair que, pour nous, c'est un combat. Si, au moment de l'indépendance, on n'a pas complètement gain de cause, nous allons continuer le combat, nous allons continuer à valoriser ce projet de justice sociale. On sait que, dans le contexte actuel, c'est très difficile; idéologiquement parlant, les gens ne veulent pas aller dans ce sens-là ou, en tout cas, il y a une idéologie qui veut aller dans le sens contraire. Mais nous allons continuer le combat. Mais nous voulons profiter du moment de l'indépendance, en particulier au moment de la discussion d'une élection d'une assemblée constituante, pour défendre notre projet, pour le faire valoir. Et, à un moment donné, je crois que, dans le cas d'une assemblée constituante.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon. Ça va. Maintenant, nous allons passer aux deux dernières interventions, à M. Dufour suivi, pour la dernière, de M. Larose.

M. Dufour: Merci, M. le Président. M. Desgagnés, je prends les derniers mots de votre conclusion, c'est ce dont vous débattiez depuis un certain temps: à condition qu'un Québec indépendant soit plus juste et équitable. Je trouve que c'est une prudence qui vous honore et je ne réagis pas négativement à ça, moi. J'ai entendu autour de la table je ne sais plus combien de groupes, qu'il s'agisse d'agriculteurs, qu'il

s'agisse d'artistes, cet après-midi, il s'agissait de producteurs de disques, venir demander, dans le fond, plus d'argent. Plus d'argent pour le développement en agriculture, plus d'argent pour le développement en santé, en éducation, etc. Votre objectif, dans le fond, quand vous parlez de "plus juste et équitable", c'est qu'il y ait plus d'argent pour, justement, les assistés sociaux que vous représentez, mais ça ne m'apparaît pas être la voie vers laquelle on se destine, parce qu'il y a tellement de demandes de tous les groupes que, justement, ce qui peut vous attendre, à l'inverse, c'est qu'il y ait moins d'argent.

M. Desgagnés: Alors, nous, ce qu'on demande, on ne demande pas seulement plus d'argent pour les personnes à l'aide sociale, on demande des emplois et on demande qu'on ait une politique de plein emploi qui soit mise de l'avant. C'est la première chose qu'on pense. La meilleure façon de lutter contre la pauvreté, c'est de donner des jobs au monde, première des choses. Deuxième des choses, il faut que ces jobs-là permettent de pouvoir nourrir nos enfants. Donc, il faut absolument qu'on ait un salaire minimum qui soit haussé, un salaire minimum qui équivalle, minimalement, au seuil de pauvreté. C'est ce qu'on demande. Ensuite, on demande un régime d'aide sociale réformé, c'est-à-dire un régime d'aide sociale qui garantirait à chaque personne assistée sociale 70 % du seuil de pauvreté et qu'ensuite on permette aux personnes assistées sociales d'atteindre le seuil de pauvreté par des gains de travail.

Nous, on pense que, oui, il y a possibilité de faire plus avec la même assiette fiscale. On sait, par exemple, qu'on n'a jamais questionné tous les programmes, les abris fiscaux ou les subventions aux entreprises sur leur efficacité en termes de création d'emploi. Il faudrait peut-être qu'on mette sur pied une commission pour évaluer ce régime d'assistance sociale cachée.

M. Dufour: Je ne veux pas refaire ce débat-là. On parle du dossier constitutionnel, ici. Vous êtes très critique du gouvernement actuel, notamment quant à la politique sociale. Vous vous êtes référé à un certain nombre d'exemples. Voici un cas de politique qui, justement, n'a strictement rien à voir avec le fédéral. En quoi pourriez-vous améliorer, justement, ce genre de politique? Ça n'a rien à voir avec le fédéral.

M. Desgagnés: Nous, on pense que, dans le cadre de la discussion, dans le fond, du projet d'indépendance, de l'avenir du Québec, ce projet-là ce n'est pas seulement le projet d'une poignée de personnes. Nous, on pense que c'est un projet qui va être négocié. On dit: Il faut renégocier un nouveau contrat social. Nous, on sait qu'au Québec il y a des gens, il y a d'autres organisations, il y a d'autres forces sociales au Québec qui partagent notre point de vue...

M. Dufour: Oui, mais au-delà du partage...

M. Desgagnés: ...et, dans le fond, il faut négocier un nouveau contrat social, et on pense que c'est possible dans cette négociation-là de faire des avancés qui vont faire plus de justice sociale.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour, M. Dufour, 15 secondes.

M. Dufour: J'ai quasiment le goût de démissionner, parce que je veux dire... On refait tout le débat de la politique sociale, et la question que je pose, c'est que ce débat-là que vous faites avec le gouvernement provincial, vous allez continuer à le faire, parce que, dans le fond, ça n'a strictement rien à voir avec les politiques fédérales.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous allons à M. Larose.

M. Larose: Je regrette, M. le Président, ils ont failli faire oeuvre sociale utile en obtenant la démission de M. Dufour. C'est de valeur qu'on ne l'ait pas obtenue.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: ...a négocié nos conditions; alors, ce n'est pas riche.

M. Larose: Mais, contrairement à ce que M. Dufour affirme, moi, je trouve qu'on est au coeur du débat du fédéralisme, puisque la condition d'assisté social, à ce que je sache, il y a une contribution massive du fédéral pour alimenter la caisse. Et ce que j'ai ressorti, c'est dans le texte de M. Tremblay de ce matin où il fait trois affirmations en ligne. D'abord, il dit que dans le fédéralisme, c'est supposé être redistributif. O.K. Il dit: Le Québec, pour ce qu'il donne et ce qu'il reçoit, ça lui coûte 209 000 000 \$. Autrement dit, le transfert, c'est des provinces anglophones qui en donnent à d'autres provinces anglophones. Le Québec, il sort avec moins 209 000 000 \$. Ce ne sont pas des peccadilles, mais disons que ce n'est quand même pas la mer à boire. Là où la différence est magistrale, c'est quand on fait la différence entre les argentés qu'on reçoit en assistance sociale, c'est-à-dire en bien-être social, en assurance-chômage, les pensions etc., quand on soustrait ça, le reste c'est supposé aller dans des activités créatrices d'emplois. Le score: le Québec arrive dernier, pas des 10 provinces, dernier des 12 territoires: 10 provinces, le Yukon et puis les Territoires du Nord-Ouest.

Alors, moi, je pense que si les assistés sociaux, en 1990, sont beaucoup plus clairs sur leur option, c'est parce que, en 1990, c'est un peu différent de 1980. En 1980, on pouvait nous

chanter le fric, le fric qui nous venait par le pétrole, lequel s'est arrêté en 1985. Moi, ce que j'observe, c'est que l'ensemble des groupes: assistés sociaux, chômeurs, etc., qui sont venus, sont venus avec une assurance autrement plus grande cette fois-ci que la dernière fois. Et dans ce sens-là, oui, il y a un intérêt à ce qu'une option du Québec allée à une volonté politique de faire une société...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose.

M. Larose: Je finis, M. le Président. Je n'ai pas exagéré. Oui. Il y a intérêt à faire en sorte que ce soit lié à un projet de société. Dans ce sens-là, pensez-vous qu'il y a eu un certain nombre de groupes autour de la table, qui sont venus ici à la table, qui ont défendu un projet de société?

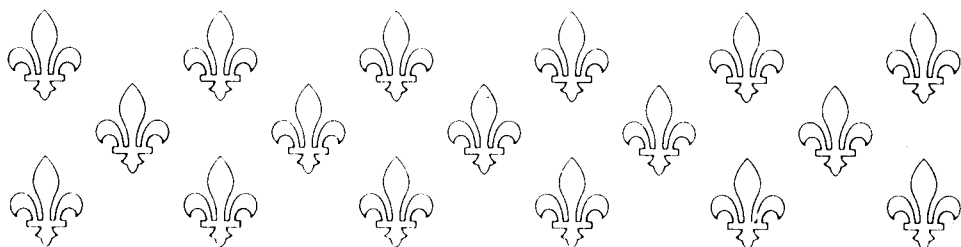
M. Desgagnés: On a pris connaissance du mémoire de la CEQ. On a pris connaissance du mémoire de la Confédération des syndicats nationaux. On a pris également connaissance de nombreux mémoires. Je pense que les intervenants qui nous ont précédés, le Centre maghrébin de recherche, ont également parlé du projet de société. Alors, je pense que c'est effectivement une question fondamentale. On ne peut pas parler d'indépendance sans parler du contenu du projet de société de cette indépendance-là. Je pense qu'on n'est pas les seuls à parler de ça.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, messieurs. Alors, écoutez, M. Desgagnés, Mme Gagné, Mme Denault, M. Quenneville, M. Fournier, merci d'être venus, je pense, sensibiliser les membres de cette Commission sur les problèmes que vous rencontrez et sur votre souhait fort louable d'une meilleure répartition de la richesse.

M. Desgagnés: Merci, M. Campeau.

Le Président (M. Jean Campeau): Je rappelle aux membres, rapidement, que nous commençons demain à 9 heures.

(Fin de la séance à 22 h 34)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Montréal, le mercredi 16 janvier 1991

No 26

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Ce fascicule remplace celui qui a été distribué en janvier dernier.

On voudra bien noter que des corrections ont été apportées aux pages 2026, deuxième colonne, et 2028, première colonne, afin de rétablir le sens précis des propos tenus devant la Commission par M. Alex Kalil, coprésident de l'Association canadienne libanaise-syrienne du Québec.

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Cheque rédiger au nom du ministre des Finances et adresser à
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

M. Pierre-Paul Proulx	1947
Front d'action populaire en réaménagement urbain	1960
Association des combattants polonais	1965
Mme Juanita Westmoreland-Traoré	1969
Congrès des Ukrainiens Canadiens (section Montréal)	1978
Maison d'Afrique	1982
Société franco-manitobaine	1986
M. Edmond Orban	1992
Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales	2003
Québec Federation of Home and School Associations	2011
Synode Montréal-Ottawa de l'Église Unie du Canada	2016
Comité hongrois de Montréal	2019
Association canadienne libanaise-syrienne du Québec	2024

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

Mme Pauline Marois
 M. André Ouellet
 M. Roger Nicolet
 M. Serge Turgeon
 M. Richard B. Holden
 M. Guy d'Anjou
 M. Ghislain Dufour
 M. Claude Dauphin
 M. Marcel Beaudry
 M. Louis Laberge
 Mme Claire-Hélène Hovington
 Mme Louise Harel
 M. Robert Benoit
 M. Jacques Parizeau
 M. Gérard Larose
 M. Gabriel Desjardins
 M. Guy Bélanger
 Mme Louise Bégin
 M. Jacques Léonard
 M. Russell Williams
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Cosmo Maciocia
 M. Jacques Proulx
 Mme Cheryl Campbell Steer
 Mme Lorraine Pagé
 M. Mark Assad
 Mme Christiane Pelchat
 M. Jacques Brassard
 M. Robert Libman
 M. Guy Chevette

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. François Saillant, Front d'action populaire en réaménagement urbain
- * M. Richard Saint-Pierre, idem
- * Mme Denyse Lacelle, idem

- * M. Jan Trzcinski, Association des combattants polonais

- * M. Eugène Czolij, Congrès des Ukrainiens Canadiens (section Montréal)

- * Mme Jacqueline Hekpazo, Maison d'Afrique

- * M. Raymond Bisson, Société franco-manitobaine
- * Mme Cécile Bérard, idem

- * M. Maxime Myrtil, Comité de coordination sur la place des
communautés ethniques et raciales
- * Mme Fatima Houda-Pepin, idem
- * M. Jérôme Di Giovanni, idem

- * M. John Percy, Québec Federation of Home and School Associations
- * M. Calvin Potter, idem

- * M. Burn Purdon, Synode Montréal-Ottawa de l'Église Unie du Canada
- * M. William Jay, idem
- * Mme Maureen Scott Kabwe, idem

- * M. François Deak, Comité hongrois de Montréal
- * M. Leslie Jonas, idem
- * M. Istvan Tokes, idem

- * M. William Lawand, Association canadienne libanaise-syrienne du Québec
- * M. G.-Raymond Courey, idem
- * M. Alexander Kalil, idem
- * Mme Kathleen Lawand, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Montréal, le mercredi 16 janvier 1991

Audition d'organismes et d'experts

(Neuf heures cinq minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, nous recevons des experts invités qui ont soumis des mémoires, et d'autres groupes qui nous ont également présenté des mémoires.

Les intervenants seront: d'abord, M. Pierre-Paul Proulx, expert invité; ensuite, le Front d'action populaire en réaménagement urbain; ensuite, l'Association des combattants polonais; ensuite, Mme Juanita Traoré Westmoreland, une experte invitée; ensuite, le Congrès des Ukrainiens canadiens (section Montréal); ensuite, la Maison d'Afrique; ensuite, la Société franco-manitobaine; ensuite, M. Edmon Orban, un expert invité; ensuite, le Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales; Québec Federation of Home and School Associations; United Church of Canada; le Comité hongrois de Montréal et l'Association canadienne libanaise/syrienne du Québec.

À la fin de nos réunions du mois de décembre, le secrétariat et les présidents se sont permis une petite fête de Noël. Il y a eu quelques petits cadeaux qui ont été donnés par le personnel aux présidents. On nous a donné chacun un sifflet d'arbitre pour faire régner l'ordre et j'ai mentionné que je m'en servirais. Alors, si vous voulez bien couper le son, je... La partie est maintenant commencée.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je n'ai, pour ainsi dire, pas l'intention de m'en servir officiellement dans l'exercice de mes fonctions.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant entendre la présentation de M. Pierre-Paul Proulx. M. Proulx, la parole est à vous.

M. Pierre-Paul Proulx

M. Proulx (Pierre-Paul): Merci, M. le Président. Mesdames et messieurs, j'ai choisi comme titre de mon introduction résumée ce matin "Un État à la recherche d'une nation, une nation à la recherche d'un État". Je crois que ça résume beaucoup le fond de ce qui nous occupera

possiblement ce matin. J'ai voulu souligner et porter à l'attention le fait que lorsqu'il y a plusieurs nations dans un État, ça donne un peu d'instabilité et ça soulève, à mon avis, un élément très important, à savoir celui de besoin de cohésion pour fonctionner dans un monde changé où les États sont des entités qui, dans certains cas, se trouvent coincées et perdent des pouvoirs. Donc, j'ai donné beaucoup d'importance – et c'est sous-jacent – au fait que les nations sont essentielles, les États aussi, mais qu'il faut donc, pour jouer dans la patinoire internationale, si vous voulez, avoir beaucoup de cohésion autour des nations.

Or, il y a nombre de facteurs et de raisons interreliés, dont le changement technologique, les changements institutionnels qui l'accompagnent, la tertiarisation de nos économies, l'importance grandissante des firmes qui sont multinationales, diverses mutations donc qui créent deux mouvements de fond qui ont été largement discutés et dont je vous lance deux mots qui sont d'ailleurs dans le titre du mémoire; qui créent, d'une part, de l'interdépendance entre les pays, mais qui, d'autre part, c'est assez intéressant, font naître aussi, et c'est ce qu'on voit partout dans le monde, des nationalismes. Alors, j'ai utilisé ces deux thèmes-là aussi dans mon mémoire et ça, ça vient donc de cette analyse des mutations internationales et domestiques qui créent de l'interdépendance, d'une part, et des nationalismes, d'autre part.

Ces phénomènes-là font qu'il y a des effets de changement dans deux directions. D'une part, on recherche des entités plus grandes, telles la Communauté européenne, le G7, le GATT, l'accord de libre-échange pour élaborer des règles de jeux qui échappent progressivement aux États. Donc, d'une part, on va vers le haut sur le plan supranational pour tenter de s'accommoder de ces changements de fond dans nos économies et dans notre monde international. D'autre part, on voit se manifester des unités sous-nationales régionales et ce, à cause des changements technologiques et autres qui forcent des regroupements et des concertations au niveau des grandes villes et régions, moyens nécessaires pour s'adapter au nouveau contexte mondial de concurrence inter-régionale.

Ce que je prétends, c'est qu'il faut se regrouper et se concerter pour mieux se lancer dans l'international et naviguer dans l'économie globalisée. Un État efficace est nécessaire, mais nullement suffisant dans un monde globalisé. Il découle, de ces mouvements vers le haut qui échappent donc aux États qui mènent au niveau supranational des choses et qui descendent vers le bas d'autres attributions et juridictions, le fait

qu'il y a beaucoup de capitales dont celle à Ottawa qui sont coincées, car le contrôle des politiques macroéconomiques monétaires, commerciales et financières – on pourrait ajouter le contrôle de certaines politiques domestiques aussi, parce que les règles de jeux qui nous obligent à mettre des contraintes quant à l'utilisation des politiques domestiques. Donc, il arrive que le contrôle des politiques macros échappe à beaucoup d'États et souvent les déterminants de la compétitivité nationale se trouvent aux niveaux local et régional et impliquent des politiques qui, au Canada, sont du ressort ou impliquent les provinces, les municipalités et les gouvernements régionaux. Ces derniers sont plus près des gens et ne souffrent pas du déficit démographique des unités supranationales.

Donc, une des choses de fond, ce sont les mouvements vers le haut qui échappent aux États, les mouvements vers le bas qui nécessitent des réaménagements d'attributions, de fonctions et de pouvoirs entre les paliers de gouvernement.

Je suis rentré en juillet dernier d'une année en Europe où j'ai tenté de comprendre comment il se faisait que certaines régions européennes prenaient du poids, de l'ampleur, et d'autres perdaient du poids, de l'ampleur, et ça, dans un espace intégré. On n'est pas dans l'Europe des 12, on est dans une Amérique du Nord où, quand même, avec l'accord du libre-échange, s'estompent des choses. On commence à avoir un marché un peu intégré nous aussi. J'ai donc essayé de comprendre comment il se faisait que certaines régions prenaient de l'ampleur, devenaient compétitives, puis d'autres étaient en déclin, pour essayer de voir si c'était pertinent pour nous, au Québec, en l'occurrence.

Au retour, j'ai constaté, par contre, des choses parce que, durant l'année, il s'est produit des phénomènes. J'ai constaté que le débat s'était polarisé, ce qui nous occupe aujourd'hui, et qu'il se manifestait des protagonistes que je regroupe en quatre catégories. Hier, on a entendu parler M. Courchene, il est dans une de celles-là. Je peux catégoriser les gens, je crois, qui sont venus à la Commission, dans ces trois ou quatre catégories-là.

D'une part, il se manifeste des centralisateurs qui désirent un État fédéral plus fort. Ça, je crois qu'on en trouve plus dans les provinces anglophones qu'au Québec, si vous voulez. Deuxièmement, si j'essaie de regrouper les protagonistes, je trouve des centralisateurs qui veulent traiter toutes les provinces d'une façon égale. C'est un autre sous-ensemble, si vous voulez, et ça impose des contraintes assez particulières quand on cherche des formules. Troisièmement, il y a des décentralisateurs plus souples qui verraient une fédération de retrait, une fédération d'"opting out", et/ou une fédération de participation, une fédération d'"opting in". C'est le troisième groupe; M. Courchene est

un peu plus dans ce groupe-là de flexibilité dans les attributions selon les niveaux. Puis, quatrième, il y a des gens qui sont d'avis que la spécificité du Québec nécessite une asymétrie telle qu'il n'y a pas de solution acceptable dans un cadre fédéral ou confédéral à cause des asymétries qui feraient qu'il y aurait des Québécois qui voteraient sur des lois nationales, que les petites provinces ne voudraient pas se regrouper dans une région, etc. Je pourrais continuer.

Alors, c'est une chose qui m'a frappé en rentrant. C'est qu'il y a des polarisations, il y a des sous-groupes. Ça se retrouve autour de trois ou quatre sous-ensembles, si vous voulez.

L'autre chose qui m'a frappé, c'est qu'on discute de plusieurs choses alors que, préalablement, c'était un peu plus, quoique déjà large, restreint. On discute des aspects et c'est, comme il se doit, des aspects socio-économique, culturel et politique de la question. Et moi, en tant qu'économiste, je ne peux pas arriver à une conclusion, ni solution, ni proposition sans nécessairement les camper dans cette optique plus large, et je trouve ça intéressant.

En préparant le petit propos pour ce matin, je me suis dit aussi: Quelle sorte de plan, d'analyse je suivrais si j'essayais de faire une réflexion structurée en vue d'en arriver à une conclusion appropriée, ce que je n'ai pas pu faire, en somme, à titre d'individu? Ce que je ferais, rapidement, je regarderais le scénario social. Je ferais une étude, d'abord, de l'environnement social, économique, culturel et politique; j'examinerais deux ou trois scénarios, dont un scénario de souveraineté, je dis, accrue, parce qu'il n'y en a pas de souveraineté complète dans le monde intégré qu'on vit, et d'associations, mais avec un s, parce que, dans ma réflexion, il y a une association principale avec le reste du Canada, mais il y a des associations essentielles dans un monde intégré.

Donc, je ferais un scénario de souveraineté avec associations – avec un s – et j'élaborerais des scénarios de fédéralisme d'"opting in" – je ne pense pas que le fédéralisme d'"opting out" est viable – et un scénario confédéral. Après ça, je ferais l'étude des transitions selon ces divers scénarios-là et j'examinerais les avantages et désavantages qui en découlent. Voilà à peu près le plan que je suivrais si j'avais à faire un travail un peu plus complet. Certainement que je peux vous offrir ce matin ce que j'ai fait dans mon mémoire.

Un des éléments qui a retenu mon travail et mon attention, surtout en Europe, mais ici aussi, c'est qu'est-ce qui se passe en fait d'espace économique pour le Québec? Parce que je soumetts que, dans le monde intégré, il faut regarder un peu ce qui se passe en fait d'espace économique pour nous, car ça va orienter le choix des politiques et des pouvoirs qu'ont les États et qu'ont les acteurs, un espace économi-

que qui change. Alors, voici un peu ce qu'a donné mon analyse, parce qu'on est assez mal servi sur le plan des renseignements et, moi, je n'avais pas les moyens de fouiller trop ça, effectivement.

Alors, ce que j'ai constaté, en gros, c'est que nos marchés dans le reste du Canada, exception faite des provinces atlantiques, perdent du poids relativement à nos marchés américains et outre-mer. Selon des travaux récents, le Québec serait – il y a une erreur dans le texte, non – un importateur net de produits primaires, serait en équilibre à long terme, c'est-à-dire sans surplus ni déficit, du côté du secondaire et on serait déficitaire sur le plan de notre secteur tertiaire ou des services, si vous voulez. L'analyse récente – je l'ai citée dans le mémoire – indiquerait que le Québec, si on fait l'examen de la composition de ses exportations, est plus secondaire – ça, c'est une image qui n'est pas, je pense, dans la norme qu'on a d'habitude... Le Québec serait plus secondaire que le Canada sans le Québec, effectivement. Ça, c'est selon les données de la CNUCED, une classification particulière, et il faudra faire d'autres travaux pour confirmer ou infirmer ça, parce que c'est un peu nouveau comme image. Je pense que c'est celle-là qui a été donnée. Et donc, le fait qu'on soit plus secondaire que le reste du Canada – et il faut regarder les principales exportations de part et d'autre – c'est un élément intéressant dans une discussion sur l'économique, si vous voulez, d'un Québec souverain et d'un Canada sans le Québec.

Je crois cependant que la région de Toronto et, sur une plus petite échelle, celle de Vancouver – et ça, ça saute aux yeux, c'est évident maintenant – ont une longueur d'avance sur Montréal dans le tertiaire, facteur qui est inquiétant pour l'ensemble du Québec. Car une région ou une province sans ville internationale dynamique – et c'est le cas de Montréal – est vouée au déclin. Les principales raisons pour cela, il y en a 14 ou 15. Ce n'est pas une ou trois raisons simples, il y a 14 ou 15 raisons pour lesquelles Montréal est en déclin relatif, pourquoi Vancouver est en train, dans 25 ans, 50 ans, de dépasser Montréal, et Toronto est bien partie. Pour moi, c'est très inquiétant pour le Québec d'avoir des tendances comme ça, d'où une réflexion qui essaie de trouver quelque chose dans un nouveau régime, qui serait soucieuse des attributions et pouvoirs au niveau des régions aussi.

Mon examen des données du commerce international des secteurs primaire et secondaire de chaque province avec 19 régions américaines et avec l'ensemble des États-Unis sur la période de 1976 à 1987 indique que, malgré un déclin continu des États-Unis dans le commerce mondial, ce qui ne peut que nous inquiéter parce que c'est notre gros client, entre 70 % et 75 % de nos expéditions, le commerce nord-sud du Québec

dans les secteurs primaires et secondaires a augmenté plus rapidement – c'est dans les 14 % par année durant ces dix années-là – que son commerce de biens manufacturiers un peu plus restreint, est-ouest; donc, il y a un dynamisme beaucoup plus soutenu nord-sud, si vous voulez, qu'il y a un dynamisme est-ouest. Cela est vrai pour toutes les provinces, sauf l'Alberta et la Colombie Britannique. Notons qu'il s'agit d'une période.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx, on arrive à la fin. On a déjà dépassé un peu les dix minutes. Sans vous contraindre absolument à ça...

M. Proulx (Pierre-Paul): Je vous en prie.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...vous voulez peut-être évoquer les principaux autres points...

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...et le reste pourra venir dans les réponses.

M. Proulx (Pierre-Paul): Parfait. J'ai obtenu, depuis ma visite ici avec la Chambre de commerce de Montréal, de nouvelles données sur l'ensemble des flux de commerces interprovinciaux incluant le primaire, le secondaire et le tertiaire – c'était nouveau, je ne les avais pas – et ça indique, rapidement, qu'il y a eu une croissance de 14 % à 20 % et quelques dans la part des expéditions internationales du Québec par rapport à son PIB. Ce que ça veut dire, c'est que, exception faite de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique, le Québec est le moins dépendant, si on prend l'ensemble des flux de ces marchés dans le reste du Canada, alors que sur le plan manufacturier il était parmi les plus dépendants. Alors, il y a une internationalisation qui se manifeste, mais on est loin derrière.

Le Québec est, selon les données même les plus récentes, une province qui n'est pas internationalisée au point où elle le devrait, si j'ai bien compris le contexte international. Donc, ça, c'était l'un des éléments du mémoire. Le deuxième est le suivant: Que faire sur le plan des politiques économiques particulièrement dans un espace ouvert, dans un espace, en somme, nord-américain, dans un espace qui est en train de changer? Qu'est-ce qu'on fait avec ça, en l'occurrence? Et j'en ai conclu qu'il nous faut aller dans une direction qui suggère des politiques qu'on peut contrôler, car certaines nous échappent, comme j'ai essayé de le dire en introduction.

Voilà, j'ai une proposition, une réflexion pour l'instant qui est en cinq points: l'un qui dit qu'il faut avoir ce que j'appelle un milieu local, régional très synergique. Ça, ce sont des colla-

borations multipliées, diverses et je les ai notées sous l'item 7 dans le mémoire. Et il nous faut, deuxièmement, un réseau de villes. Il faut resserrer les liens interrégionaux entre les villes et les entreprises du Québec, parce que, pour se lancer dans l'international, il faut avoir une structure interne qui se tient. Troisièmement, ça nous prend des masses critiques pour pénétrer des marchés. Je les ai sériées en ordre d'importance selon ce qui me semble, selon mes analyses du commerce international. Ensuite, il nous faut, dans un nouveau régime, permettre aux gouvernements – et j'ai presque terminé, M. le Président – des niveaux municipaux et régionaux d'agir sur le plan international, comme j'ai vu en Europe. Les municipalités et les régions agissent de plus en plus avec une paradiplomatie internationale. Enfin, il y a certaines politiques qui sont plus pertinentes que d'autres. Ce sont des politiques d'éducation, de formation, d'innovation, d'infrastructure, d'information, de concurrence et d'adaptation industrielle.

Enfin, j'ai conclu qu'une solution de "opting in" et qu'une solution confédérale me semblent peu probables étant donné l'évolution que j'ai vue dans l'année de mon absence, et que la souveraineté avec des associations, dont la principale avec le Canada, me semble une solution, malgré une période de transition coûteuse – ça je ne démords pas là-dessus. L'approche de souveraineté-associations – au pluriel – est viable mais dans la mesure où les francophones, anglophones, allophones et autochtones du Québec s'entendent sur des objectifs et se concertent dans leur poursuite. Je propose ces objectifs-là pour fins de discussion.

Et, enfin, le dernier commentaire. On a longuement parlé des questions de dette et du partage de dette avec le Canada. Moi, là-dessus, je soumets qu'il faudrait trouver des formules avec trois éléments au moins. Une tiendrait compte de nos revenus gagnés, car c'est un peu ça qui détermine actuellement notre contribution; deuxièmement, de la part des actifs qu'on retrouve sur le territoire québécois, ça serait dans les 14 %, 15 %; aussi de notre population, mais certainement pas seulement de la population. C'est un détail en passant, et je ne sais pas si ça a été déjà abordé. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Proulx. Nous passons maintenant aux questions. D'abord, Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bonjour et bienvenue à notre Commission. Votre mémoire est effectivement très intéressant et rejoint beaucoup d'autres analyses qui ont été présentées jusqu'à maintenant. C'est intéressant aussi de voir, dans le fond, tout le mémoire présenté par la ville de Montréal, hier matin – vous avez sûrement eu l'occasion de le

voir – qui rejoint beaucoup des inquiétudes que vous manifestez dans votre propre mémoire et des attentes qu'a la ville à cet égard-là aussi, la ville de Montréal.

Je vais revenir sur votre résumé, au départ, qui fait référence aussi à votre intervention, à votre présentation devant nous, ce matin. Vous dites: "Nous concluons que ni un régime fédéral fort, solution incompatible avec la société distincte du Québec, ni un régime confédéral inacceptable aux provinces autres que l'Ontario, entre autres parce qu'elles dépendent d'un gouvernement central fort pour des transferts, n'est probable ou désirable." J'aimerais ça que vous élaboriez un peu sur ça parce que, évidemment, un des débats qui a eu cours pendant bon nombre d'années disait que le Québec était davantage gagnant des politiques de transfert – on se rend compte que maintenant, ça ne semble plus être le cas – et donc, qu'on avait tout intérêt à rester dans le système canadien. Alors, j'aimerais que vous élaboriez sur ça et ensuite, je reviendrai sur la période de transition parce que c'est une question qui nous préoccupe au plus haut point évidemment.

M. Proulx (Pierre-Paul): Merci beaucoup. La province de l'Ontario où est concentré au-delà de 50 % de la production manufacturière canadienne a des enjeux évidents; elle a tenté de maintenir des flux, un marché commun, au minimum une zone de libre-échange car l'accès au marché des provinces vers l'Ouest, des provinces vers l'Est est essentiel et ça, je soumets que c'est une des raisons pour lesquelles, à Ottawa, on voudrait avoir un gouvernement qui a une attribution assez forte en ce qui concerne les flux de commerce et les entraves que les provinces peuvent y donner.

Donc, en ce qui concerne l'Ontario, ça me semble clair qu'eux autres préféreraient, même si, sur le plan des transferts intergouvernementaux dans la mesure où il en reste, ça leur coûte, eux préféreraient avoir un marché commun et des flux plus sérieux.

Du côté des provinces atlantiques, ils se sont tournés, eux aussi, beaucoup vers le Sud mais, effectivement, il y a des écarts et des disparités de revenus de richesses. Le poids d'ailleurs des transferts venant d'un gouvernement central est tel que dans les budgets de ces provinces-là, il y a un pourcentage très élevé qui en provient et on peut comprendre... Moi, je soumets que, laissées à elles-mêmes, soit seules, soit individuellement, les provinces, de ce côté-là, voudraient avoir un régime fédéral un peu plus fort afin d'avoir des transferts.

Du côté de l'Ouest, ça se complique un peu plus. Moi, je prétends que la Colombie-Britannique peut se vouloir assez autonome éventuellement à cause de ce que je vois se dessiner et de ses liens avec la vie du Pacifique qui est extrêmement forte. On voit s'établir à Vancouver et

en Colombie-Britannique des choses fascinantes que nous, on devrait tenter d'émuler et de suivre un peu. Qui leur donnent cette viabilité? Oui, peut-être. Du côté des provinces Manitoba, Saskatchewan, là, c'est un peu différent en somme. Je crois qu'eux, à cause de leur dotation de facteurs, peut-être un peu moins chaude pour un fédéraliste car ils ont des liens évidents et un rôle très évident d'offres vers le marché américain, si vous voulez.

Alors, ce n'est pas tout à fait ni noir ni blanc, mais en regardant les autres provinces, je comprends qu'on veuille avoir un gouvernement fédéral plus fort, d'autant plus que les "trade-off", les choix, les coûts de renforcer au centre sur le plan des attributions et des réalités socioculturelles ne sont pas aussi considérables, quoiqu'il y ait une mosaïque jusqu'à un certain point, mais il y a plus d'homogénéité et les coûts donc de cette centralisation sont moins sentis d'autre part.

Si on met ensemble cette argumentation économique avec certains éléments des autres aspects nécessaires pour en arriver, moi, j'arrive à comprendre, je pense, pourquoi on veut avoir donc un régime assez fort au niveau central. Si on l'affaiblit, on ne pourra pas faire les transferts sur le provincial. Si on l'affaiblit trop, on ne pourra pas garder le marché commun pour favoriser et faciliter, ce qui va venir de toute façon. Moi, je vous soumetts ça, c'est un de mes arguments, par contre, parce que si on a le GATT et l'accord de libre-échange, on ne pourra pas trop trop mettre des entraves. Le marché commun va se rétablir lentement après la période de transition dont on pourra parler. Mais, quand même, je crois donc qu'il y a de bons arguments pour l'Ontario et les provinces atlantiques que de vouloir un régime fédéral ou central confédéral ou fédéral assez puissant. Pour la Colombie-Britannique, c'est un peu plus difficile.

Mme Marois: Ce qui, à ce moment-là, évidemment, vous amène à conclure que la spécificité du Québec, elle, ne peut pas s'exprimer si le régime est très centralisateur, finalement.

M. Proulx (Pierre-Paul): Disons que c'est une question de bénéfices et de coûts et je crois que l'ensemble des bénéfices et des coûts, surtout les coûts socio-culturels, est tel, dans l'ensemble du "package", si vous voulez, que ça me rend un peu plus sceptique, car j'ai parlé d'un scénario de Louisiane, effectivement, normalement.

Mme Marois: Oui.

M. Proulx (Pierre-Paul): C'était pour rendre de façon forte le fait qu'une amélioration possible, mais je ne dis pas nécessaire, de notre niveau de vie qui permette une réalité sociocul-

turelle plus riche peut ne pas nous être donnée et accompagner ce niveau de richesse plus élevé. Il y a des éléments qui peuvent donner le contraire.

Mme Marois: Mon autre question porte évidemment sur cette fameuse période de transition que vous évaluez comme pouvant être coûteuse. Quels sont les paramètres sur lesquels vous vous basez pour avancer une telle affirmation, surtout dans une perspective où on pourrait imaginer le scénario, dessiner un peu les règles? Vous parlez, par exemple, du partage de la dette. On pourrait déjà avoir en tête toute une série de projets, d'hypothèses qui feraient en sorte qu'on pourrait minimiser l'insécurité dû à l'absence d'information et, donc, effectivement, atténuer les coûts d'une période de transition.

Alors, c'est quoi vos éléments ou les éléments sur lesquels vous vous basez pour dire qu'il y a un risque qu'elle soit coûteuse cette période de transition?

M. Proulx (Pierre-Paul): O.K. Ça ne vient essentiellement d'années de suivi et d'étude et d'analyse des modèles d'économistes qui ont des faiblesses nécessairement, mais qui ont essayé d'examiner les bénéfices de l'intégration. Si on examine les bénéfices qui découlent des zones de libre-échange, du marché commun européen, toutes les études qui ont eu lieu et qui ont examiné les bénéfices de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, on a tous des modèles qui sont statiques, qui n'arrivent pas à cerner la réalité des bénéfices qui en découlent.

On a surfait les bénéfices qui viendraient. J'ai toujours prétendu ça. Je peux retourner dans mes écrits pour vous le faire voir, mais je l'ai toujours prétendu. On a surfait les effets venant de la libéralisation des échanges, on en a aussi surfait les coûts. La réalité est un peu plus mitigée. Alors, si on ajoute... Donc, de par les estimés statiques de tous les modèles d'équilibre général et toute la gamme de modèles, si vous voulez, des économistes, on en arrive à des bénéfices découlant de l'intégration, de faire disparaître des frontières tarifaires et certaines mesures non tarifaires, qui nous situent dans les... Ça varie de 2 % à 10 %, mais dans les 3 %, 5 % du PIB, qui seraient l'effet positif provenant de l'Accord de libre-échange qu'on a fait avec les Américains et qui proviendraient du marché commun.

Alors, en ajoutant les effets dynamiques qu'on capte moins dans ces modèles, on monte un peu plus, si vous voulez, dans les 5 % à 7 %. Si on va dans une direction qui relâche un peu l'intégration, qui à mon avis est inévitable dans la mesure où il y a une démarche de souveraineté association, je dis que le marché commun se rétablirait, mais après une période de temps. D'ailleurs, je vous soumetts qu'on paie déjà, on a déjà payé depuis 10 ans, les coûts de la transi-

tion. C'est en cours déjà. Le Québec de par des déplacements de sièges sociaux, de par la non-venue de certains investissements paie déjà les coûts de la transition. Il y en a une partie qui est déjà payée, mais il en reste une partie qui viendra, effectivement, en l'occurrence.

C'est que, s'il y a des bénéfices qui viennent d'une intégration accrue, il y a des coûts qui accompagnent un certain relâchement du fonctionnement du marché commun canadien. Il faut contrebalancer ces coûts-là contre les bénéfices qui viennent des autres aspects d'une fonction, d'une société qui a d'autres objectifs que les fonctions et les objectifs financiers.

Mme Marois: Mais, à ce moment-là, est-ce que ce n'est pas plutôt l'incertitude, finalement, qui risque de provoquer des craintes, provoquant des craintes de provoquer des réticences ou des décisions ou des absences de décision, si on veut, mais à partir du moment où on définit les règles de transition, les temps de transition, est-ce qu'on n'atténue pas cette crainte-là et, donc, on évite les coûts que vous évaluez possibles? (9 h 30)

M. Proulx (Pierre-Paul): Vous voyez dans mon analyse que ma réflexion me porte à voir des réseaux de décisions qui sont influencés par l'action des États, la définition des règles et tout le reste.

Mme Marois: Oui.

M. Proulx: Mais il y a des gens qui s'occupent plus ou moins des États et de moins en moins des États dans leurs transactions internationales, économiques et financières. Beaucoup de firmes font leurs décisions sur un plan continental ou mondial et on aurait un projet très clair – ça n'échapperait pas – qui aurait... Il y a eu déjà et il continuerait à y avoir des gens qui seraient mal à l'aise devant l'incertitude qu'on peut essayer de dissiper, mais qui est une réalité dans les décisions d'investissements, effectivement. Donc, je sais bien qu'on ne peut pas y échapper et que c'est plus ou moins robuste que ces estimés-là, mais, dans mes calculs, j'en arrive à une période de transition d'une durée qui est difficile à prédire car ça dépend de la nature des discussions et négociations qui vont se tenir. Et on ne peut pas dissiper toute cette incertitude lorsqu'il y a au moins deux parties d'impliquées dans une telle négociation.

Mme Marois: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. André Ouellet, qui sera suivi de M. Nicolet et de M. Turgeon.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. J'aimerais d'abord dire que j'ai lu avec beaucoup d'attention le mémoire de M. Proulx et ce qui

m'avait surpris, c'est qu'à la toute fin, lorsqu'il faisait un peu un résumé de sa pensée et qu'il préconisait une réforme au niveau constitutionnel, il parlait de l'option souveraineté, du régime confédéral et du fédéralisme plus centralisé. Il oubliait complètement le fédéralisme plus décentralisé.

M. Proulx (Pierre-Paul): O.K.

M. Ouellet: Alors, j'ai apprécié les remarques du début. Comment se fait-il que vous avez oublié le... Parce que c'est aussi une option possible.

M. Proulx (Pierre-Paul): Disons que le fédéralisme dit plus centralisé, c'est le fédéralisme d'"opting in" dont je parlais, mais, dans la définition de nos confrères de Queen's University, qui travaillent avec le BCNI, à Ottawa, le fédéralisme d'"opting in" part d'autonomie et, ultérieurement, d'une centralisation. Donc, le terme peut prêter à confusion. C'est un fédéralisme affaibli, très léger, que le fédéralisme d'"opting in". Ça dépend de ce que les gens veulent y mettre effectivement. Alors, c'est ce terme-là que j'ai utilisé, qui est identifié à un fédéralisme potentiel, mais où les attributions qu'il aurait seraient celles... Et il y a une liste chez Courchene, qu'on a vue hier, qui est assez intéressante, qui pourrait peut-être découler de cette approche. Moi, je prétends, au contraire, donc, que la réalité socioculturelle, malgré les coûts de transition économiques... Parce que je n'ai pas oublié de dire qu'au bout de la période de transition, moi, je soumets que l'effet peut être positif à cause de cette nécessité de concentration sous-nationale et d'intégration et de concertation, qui est une nécessité pour oeuvrer dans la patinoire internationale.

Ceci dit, je reviens, donc. Moi, je prétends et je conclus que le gouvernement national à Ottawa, comme des gouvernements dans beaucoup de pays, est en train de perdre des plumes, perd des pouvoirs, se trouve coincé. Il est obligé d'aller au niveau supranational. Il y a des contraintes quant à la formulation de sa politique nationale. Je regardais tout récemment l'écart maximum dans les taux d'intérêt réels; il a été, entre le Canada et l'Allemagne, de 2,5 points de pourcentage durant la période des années quatre-vingt. Toutes les années quatre-vingt, 2,5 points de pourcentage dans les taux d'intérêt réels. C'est l'écart maximal. Ça nous signifie qu'il y a des contraintes de plus en plus grandes quant à l'utilisation et aux attributions des États qui sont au niveau, donc, de notre État d'Ottawa. Je vois donc des choses qui échappent, qui affaiblissent – ça, on ne peut pas le contrôler; ce ne sont pas les Québécois, ce n'est pas personne qui décide ça – qui échappent aux États nationaux à cause de ce phénomène d'intégration et, d'autre part, il y a des déterminants de compétitivité qui

nous mènent vers le bas. Alors ceci, c'est ce qui m'a enclin à chercher des formules qui amenuisent, donc, le pouvoir du gouvernement national et qui rendent des attributions plus considérables au niveau local, régional et, en l'occurrence, puisqu'on est dans un contexte politique provincial québécois, au niveau provincial.

M. Ouellet: J'apprécie cette précision. Je voudrais revenir sur un point que Mme Marois a fait au sujet de la révision des politiques économiques. Vous suggérez de réviser des politiques économiques afin de permettre au Québec de jouer pleinement son rôle sur le plan international. Mais quand vous allez un peu plus loin dans votre document et que vous dites comment le Québec pourrait assumer ce nouvel espace économique, il me semble que l'ensemble des facteurs que vous énumérez sont actuellement tous de juridiction québécoise, provinciale, et que, finalement, quel que soit le contexte politique constitutionnel, ce qui doit être fait doit être fait par le gouvernement du Québec. Je trouve curieux que vous sautiez à la conclusion qu'il faut la souveraineté pour arriver à donner au Québec son rôle sur le plan... Alors, j'aimerais que vous m'expliquiez comment vous faites ce saut, puisque dans votre texte, si je le lis bien, il y a un ensemble de facteurs qui appelle des politiques qui sont à Québec entre les mains des citoyens et des entreprises et des régions et de leurs élus municipaux et régionaux. Ça, c'est déjà tout au Québec.

M. Proulx (Pierre-Paul): Dans le mémoire, je crois, parce que c'est peut-être dans un autre texte, j'ai en effet évoqué ce qui me semble être des politiques plus pertinentes pour fonctionner sur le plan international et, en regardant la liste, on voit en effet, comme vous le dites bien, que beaucoup sont déjà dans les attributions de la province et entre les mains des citoyens et des régions, mais dans la liste, il y a beaucoup de pouvoirs conjoints. Il y a beaucoup d'interventions, en somme, qui sont faites par les deux paliers de gouvernement, qui touchent à la formation, qui touchent à divers aspects de l'innovation, qui touchent à la recherche et au développement. Descendez ma liste, vous allez voir que c'est conjoint dans beaucoup de cas. C'est donc là qu'il y a du nettoyage, si vous voulez, des attributions à clarifier, mais dans la mesure où mon analyse économique...

C'est en Europe que ça m'est venu un peu plus fortement. J'y arrivais ici, mais je ne le voyais pas aussi clairement. Dans la mesure où réellement la compétitivité des unités au sein du marché commun européen, moi je prétends que c'est très très vrai chez nous, dépend de la qualité des ressources humaines, des gens autour, donc de la formation et de l'éducation qui est drôlement reliée à des valeurs culturelles, donc, on ne peut pas la dissocier trop trop... Dans la

mesure où cette compétitivité dépend de la capacité d'innovation des citoyens, des régions, parce qu'il y a des régions qui bougent et il y en a d'autres qui diminuent et, quand on regarde à quoi ça tient, ça a l'air à tenir en partie à la capacité d'innover en ce qui concerne des biens, des services et des processus de production et la pénétration de marchés... Donc, dans la mesure où ce sont des choses très locales, effectivement, moi je prétends que le moins on divise les allégeances, le plus on a clarifié les attributions, le plus ça renforce ce volet-là qu'il nous reste, parce que l'autre nous échappe. Et à Ottawa et à Québec, c'est la même diable d'affaire, l'autre volet nous échappe.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous...

M. Proulx (Pierre-Paul): Alors, ce qui nous reste, c'est des choses sur lesquelles il nous faut concentrer, qui sont conjointes présentement dans beaucoup de cas.

Le Président (M. Michel Bélanger): Passons maintenant à M. Nicolet, qui sera suivi de M. Turgeon et de M. Holden.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais tout d'abord vous référer à votre texte directement à la page 11 et je lis: "Prenons l'occasion pour écrire qu'il faut modifier la politique régionale du Québec et introduire des éléments qui en sont totalement absents dans la politique municipale du Québec. La politique régionale actuelle tente de favoriser les régions du Québec hors la région de Montréal et le comité ministériel, etc." Pourriez-vous élaborer et préciser pourquoi vous en venez à la conclusion que la politique régionale, dans la mesure où elle existe, la politique de développement régional favorise les régions hors Québec?

M. Proulx (Pierre-Paul): Je commencerai par votre dernier propos à l'effet que, dans la mesure où elle existe, parce qu'il ne faudrait pas prétendre qu'il y a une politique articulée très forte de développement régional présentement au Québec. Du moins, ce n'est pas ma lecture. Mais, quand je regarde les rapports annuels, si vous voulez, de l'OPDQ entre autres, qui est un des organismes qui, théoriquement, ont tenté de voir aux aspects régionaux et aux effets régionaux de nos diverses politiques sectorielles, on voit qu'on se sert de Montréal comme point de repère. On regarde les écarts de revenus de telle région et de telle autre région par rapport à Montréal et ce que je constate effectivement, c'est que pour des raisons qui lui sont propres, la région de Montréal est en déclin et, si on essaie de faire se rattacher une région en déclin, c'est l'ensemble qui décline effectivement.

Je regarde ce qui se passe en Ontario.

L'Ontario n'a pas eu autant à se soucier des aspects régionaux du développement en Ontario, parce que le dynamisme de la région centrale s'est diffusé; ça a été plus large et ce n'est pas notre cas à cause de la faiblesse de la région de Montréal. Ils ont quand même essayé de commencer à songer au nord-est ontarien. Ils commencent à penser effectivement à des politiques régionales. Alors moi, ce que je prétends, c'est que pour fonctionner dans l'espace international, dans la plate-bande, si vous voulez, du hockey international, il faut être drôlement serré entre soi pour arriver à oeuvrer sur ce plan-là, parce qu'on peut se faire écarter, si vous voulez, de par les relations qui s'établissent de part et d'autre entre les régions ressources avec les États-Unis, entre certaines régions de Montréal plus avec l'Europe, entre d'autres villes du Québec ailleurs. Donc, les tendances qui tirent et qui sont importantes, il faut s'y insérer, qui tirent ici et là sur le plan international, il faut y entrer mais, pour en profiter, il faut si on veut, et on veut avoir une société un peu viable, articuler entre nous des relations. C'est déjà passé dans les politiques en Europe ce dont je vous parle. On essaie de favoriser des réseaux de villes, on essaie de favoriser... Il y a des complémentarités entre les entreprises du lac Saint-Jean et les entreprises de Québec et de Montréal. Donc, c'est de favoriser des réseaux plutôt que d'essayer de viser Montréal, si vous voulez, qui est en déclin. C'est un peu ça que j'essayais d'évoquer.

M. Nicolet: En fait, ce sont plutôt les carences de planification et de politiques à l'intention de la région métropolitaine de Montréal que vous dénoncez indirectement par cette affirmation.

M. Proulx (Pierre-Paul): En partie, mais c'est aussi l'absence de conscience des acteurs de Montréal et des autres régions qui ne se concertent pas. Parce que je parle du premier besoin qui est un milieu synergique montréalais et, ensuite, de relations entre nos entreprises, nos institutions avec le reste du Québec.

M. Nicolet: Ma deuxième question est plus large et vise l'exposé que vous faites de l'espace économique québécois. Ce qui m'intéresse, bien sûr, c'est principalement l'évolution de cet espace et plus spécifiquement le secteur primaire. Vous avez commencé à en parler tout à l'heure, dans votre exposé général, et je m'interrogeais sur la profondeur de l'analyse que vous avez faite. Avez-vous regardé ce secteur primaire en profondeur, secteur par secteur? Par exemple, le domaine agricole dont on a entendu beaucoup parler avant les fêtes, avez-vous eu l'occasion, d'abord, d'établir la dépendance du secteur agricole du reste du contexte économique canadien et nord-américain et de situer l'impact

éventuel d'une affirmation, d'une déclaration d'indépendance face à ce secteur?

M. Proulx (Pierre-Paul): Je m'en remets, honnêtement, à des travaux qui sont vieux, qui ne sont pas les...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste peu de temps pour la réponse, M. Proulx, mais vous pouvez l'évoquer et continuer, peut-être, sous une autre question.

M. Proulx (Pierre-Paul): D'accord. Si on regarde des données – mais ça date de l'année 1974 – sur le commerce interprovincial dans les produits primaires, qui est votre question, le seul secteur où le Québec a un surplus avec les autres, c'est dans le domaine de la forêt. En agriculture, on a un déficit assez considérable; dans la pêche et piégeage, mines métalliques, combustibles et même mines non métalliques, on n'a pas une couverture de nos exportations qui est au-delà d'un... En d'autres mots, il n'y a que dans les produits de la forêt mais, ça, ça date. Il se peut que ça ait changé. Depuis, on a eu beaucoup d'événements, de phénomènes avec des flux énergétiques dans le gaz, dans le pétrole qui peuvent changer ça, mais disons que l'image de la mi-1975, c'était un surplus dans les forêts mais un déficit agricole et dans les autres secteurs du primaire parce qu'on est, avec le reste du Canada, un importateur net de produits primaires. On est un exportateur balancé mais un peu... On compense notre déficit international, sur le plan de l'importation de produits secondaires, par un surplus d'exportations secondaires. Si on met les deux ensemble, c'est un déficit, en règle générale, sauf en 1982.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Turgeon, qui sera suivi de M. Holden et de M. d'Anjou.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. M. Proulx, pour en arriver à la souveraineté-associations – au pluriel – vous ne proposez pas de stratégie. Est-ce qu'il y a une raison à ça ou est-ce qu'il n'y aurait pas une ou des stratégies qui nous rendraient la période de transition moins pénible?

M. Proulx (Pierre-Paul): Honnêtement, non. Je n'ai pas tenté de me pencher sur ces aspects-là car je n'ai pas d'avantages comparés particuliers pour examiner ce genre de question. Mais ce qui ressort, et ça vient des propos de M. Quellet, tantôt, il y a beaucoup de mesures qu'on a présentement dans nos attributions qu'on peut mettre en marche qui vont diminuer les coûts de transition et hâter l'arrivée de cette étape où ça sera positif que d'avoir fait ce choix-là. Alors, si vous regardez la liste des propositions qu'il y a là, ça signifie que, dans le

secteur privé québécois, entre les entreprises et les syndicats québécois, dans certaines de nos institutions mais aussi dans nos politiques gouvernementales de formation et d'innovation, il y a des choses qu'on peut commencer à faire tout de suite qui vont couper un peu les coûts de la transition et hâter la période d'éléments positifs.

Donc, ça, c'est un élément de réaction, c'est qu'il y a des choses qu'on peut commencer à faire. On n'a pas à attendre, on n'a pas besoin d'attendre, on a des possibilités. On ne pourra pas aller aussi loin qu'on voudra, mais il est important de déjà mettre ça en marche. C'est un élément de réaction qui pourrait aider. Mais sur le plan des stratégies de négociation plus particulières, honnêtement, je n'ai pas réfléchi là-dessus.

M. Turgeon: Comment peut-on expliquer, M. Proulx, vulgariser, que le développement économique soit étroitement lié, comme vous le dites, aux politiques sociales, culturelles, linguistiques, donc à tout le pouvoir politique du Québec?

M. Proulx (Pierre-Paul): Disons que, moi, je soumets que dans l'espace économique intégré, mondialisé et globalisé, une des questions qu'il nous faut comprendre, c'est la localisation de la production. Les décisions de localisation de production et les décisions de localisation de sièges sociaux et d'entreprises, dans le domaine tertiaire, qu'on retrouve dans beaucoup de grandes villes et régions, ça tient à ce qu'on peut résumer sommairement comme des aspects de qualité de vie et d'environnement, qui tiennent beaucoup à la qualité des ressources humaines dont on dispose, à la richesse de la vie culturelle qu'on y trouve, donc à des aspects qui ne sont pas strictement et directement économiques mais qui ont une incidence fondamentale dans les choix et les décisions de localisation de production, d'où cette nécessité d'avoir quand même – et c'est un des six ou sept objectifs que j'énumère vers la fin – une qualité de vie enviable, car c'est un facteur essentiel de détermination de localisation des activités de production.

M. Turgeon: Une dernière chose. Donc, il y a deux grosses options qui peuvent se pointer, la souveraineté et le régime confédéral et, pour vous, une confédération canadienne, ça vous semble peu probable. Pourquoi?
(9 h 45)

M. Proulx (Pierre-Paul): Ça me semble peu probable parce qu'il y a une asymétrie trop importante qui satisferait les parties impliquées. Je crois que l'asymétrie affaiblirait trop ce qu'on retrouverait au centre, en somme. Il y a – j'essayais de l'expliquer tantôt, mais peut-être pas adéquatement – un désir de plus de pouvoirs au centre, de la part des Ontariens, de la part des

provinces atlantiques, que ce qui, je crois, va être acceptable et est acceptable aux Québécois, étant donné, eux autres, leur pondération des objectifs. Donc, l'asymétrie dans la solution potentielle ne semble ni plausible, ni désirable, effectivement, parce que, s'il y a tant d'asymétrie, je crois que, d'une part, les Québécois n'en seront pas des plus heureux et, d'autre part, on va avoir échappé ce qu'on aura mis en commun. Et on n'arrivera pas à atteindre les objectifs de l'ensemble, non plus.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, suivi de M. d'Anjou et de M. Dufour.

M. Holden: Merci, M. le Président. M. Proulx, je vais poursuivre un peu ce que Mme Marois a dit au sujet de votre remarque sur la période de transition assez coûteuse. Vous dites que la province de l'Ontario a le plus grand intérêt à hâter ou à raccourcir cette période de transition. Mais notez-vous que c'est non seulement une question économique, mais aussi une question politique? Et l'élection de M. Rae, et il est là pour au moins quatre ans... Traditionnellement et historiquement, le Nouveau parti démocratique est le plus centralisateur des partis politiques. Alors, quand vous considérez cette question de transition et de temps, est-ce que ça a tendance à prolonger cette période de transition avec l'élection de M. Rae?

M. Proulx (Pierre-Paul): D'accord. Moi, ce que je prétends, dans l'intérêt de toutes les provinces, l'Ontario et le Québec, effectivement, c'est de hâter, de raccourcir au maximum cette période de transition parce que, c'est M. Peterson qui le disait, je pense, tout récemment, entre le Québec et l'Ontario... L'Ontario exporte dans les 16 000 000 000 \$, nous, on exporte dans les 13 000 000 000 \$. Ça fait qu'on a un déficit. C'est la seule province. Il y a des liens extrêmement importants entre nous qui vont – moi, je le soumets – se relâcher un peu. En somme, il y a des décideurs, dans le secteur privé, qui, devant une démarche de souveraineté, pourraient se refroidir. Il y a des transitions, des déplacements qui vont continuer un peu aussi. Donc, il est dans l'intérêt et du Québec et de l'Ontario de hâter cette période de transition.

La venue au pouvoir d'un gouvernement plus interventionniste, si vous voulez, en Ontario, a nettement... Moi, je suis mal placé pour commenter ça. Je prétends que ça va à l'encontre d'une tendance lourde qui, au contraire, donne une part un peu plus grande au phénomène du marché, dans l'allocation des ressources. Les Ontariens, pour une période, sont à contre-courant, effectivement. Ils sont un peu comme on était au Québec à une certaine période. On a pris un autre virage, nous autres, où on veut

faire côtoyer l'allocation publique des ressources avec les décisions dans le secteur privé. Mais les règles du jeu dont on parle et qu'on voit venir dans l'arène internationale forcent beaucoup et contraignent d'ailleurs les gouvernements, dont le gouvernement ontarien. Donc, même si on a l'idéologie plus interventionniste, la réalité peut ne pas nécessairement y correspondre. C'est ce que j'ai vu en France. On taquinait le gouvernement français d'être très à marché malgré son socialisme annoncé, si vous voulez. Alors, je soumetts un mouvement qui est un peu à contre-courant, en Ontario, qui va se replacer. Et les forces très puissantes du marché vont reprendre, sur ce plan-là.

M. Holden: Une remarque, juste en conclusion. La réalité, c'est que M. Peterson, qui était très bien disposé envers le Québec, a été défait. Et, d'après moi, une des raisons de sa défaite, c'était sa façon d'avoir l'air de faire des accommodations avec le Québec. Ça, c'est un commentaire, je ne vous demande pas de réponse. Mais je crois que ça va être très difficile avec M. Rae, et pour lui dans sa province, et pour lui vis-à-vis du Québec.

M. Proulx (Pierre-Paul): Si c'est juste, ça indiquerait une position plus dure de l'Ontario vis-à-vis de la réalité socioculturelle québécoise. Et donc, ça débouche sur la proposition que je vous fais, qu'un régime fédéral serait très difficile et exigeant pour le Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou, suivi de M. Dufour.

M. d'Anjou: M. Proulx, dans votre mémoire, vous affirmez que le Québec est déficitaire avec l'ensemble des pays, dans son commerce ou ses échanges de services, etc., et que ça est compensé par les surplus avec le reste du Canada. La tendance depuis les 10 dernières années: Est-ce que ça va toujours dans la même direction ou si ça tend à s'améliorer? Ça serait la première question. Et la deuxième: Vous confirmez dans votre mémoire que la période de transition affecterait principalement les citoyens du Québec, les plus faibles, ceux qui ne sont pas scolarisés alors que d'autres pourraient profiter de cette période. J'aimerais que vous expliquiez davantage.

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui. En ce qui concerne... Si on regarde la balance commerciale, donc primaire et secondaire, du Québec et son évolution dans le temps, à l'oeil honnêtement parce que la question est nouvelle, je ne vois de tendance particulière ni à l'amélioration ni à la détérioration. C'est en règle générale: primaire, secondaire, des déficits, effectivement. Du côté tertiaire, les mesures sont très peu disponibles, donc on spéculait honnêtement. La balance exté-

rieure totale oscille entre du positif et du négatif, et c'est relié à des phénomènes internationaux. Il y a du positif et du négatif dans l'ensemble de la balance. Par contre, primaire et secondaire, c'est en règle générale négatif. Il y a ce mécanisme que vous avez évoqué, donc de surplus avec le reste du Canada, qui est en déclin lent et qui compense pour le déficit sur le plan international. En ce qui concerne les effets redistributifs d'un phénomène où on se relâcherait pour une période de transition, je prétends que ça reviendrait, les flux interprovinciaux.

Oui, je crois que le fait que le Québec se lance un peu plus dans l'international. Le fait de changer de statut politique va créer des fonctions et des activités nouvelles. Le fait donc de se lancer dans l'international va faire que certains genres d'emploi vont se manifester plus que d'autres. Les gens qui oeuvrent dans le domaine international, ce n'est pas par hasard, ce sont des gens qui sont plus scolarisés, plus formés et tout le reste. S'il y a des effets de la transition qui sont négatifs, ce que j'évoquais, qui va trouver qu'il n'y a pas de job? C'est le conducteur de taxi, c'est le conducteur de camion. Pour une période de transition, c'est donc ceux qui sont moins scolarisés, les collets bleus, qui vont subir cet effet général car il y aura une certaine augmentation dans le taux de chômage pour la période de transition et ce n'est pas égal dans ses effets. Donc, création d'emploi dans des postes plus élevés, je le soumetts, mais par contre, un certain chômage accru pour la période de transition, un peu plus bas dans la strate occupationnelle, professionnelle et parmi les gens moins scolarisés.

M. d'Anjou: Merci, Monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. Proulx. Je continue le cheminement que vous venez de faire avec M. d'Anjou. Vous dites: Le choix de la souveraineté nous apparaît viable à moyen terme, quoique coûteux durant une période de transition. J'imaginais que vous êtes membre de l'Association des économistes qui sont venus nous dire exactement la même chose, mais ils définissaient la période de transition comme étant plus ou moins de 10 ans. Je ne sais pas si c'est la même référence quant à vous. Vous ajoutez: Et ce, surtout pour les citoyens et citoyennes du Québec qui ne sont pas scolarisés. Vous venez de donner des éléments de réponse, sauf qu'on sait qu'il y a 29 % d'analphabètes au Québec, ça veut dire le tiers de la main-d'oeuvre. Quand vous dites ça, vous rejoignez presque l'affirmation de M. Chrétien, que c'est plus ou moins 2000 bourgeois qui seraient avantagés. C'est ce que vous dites d'ailleurs parce que ce sont les autres qui pourraient profiter de la souveraineté durant la

période de transition. Et à la toute fin, vous êtes encore un petit peu plus pessimiste quand vous dites: Quant au statut de souveraineté, initialement coûteux selon nous, mais possiblement rentable. Donc comme économiste, je suis d'accord avec vous. Votre boule de cristal ne peut pas vous permettre des affirmations, donc vous y allez au niveau du possible et de la probabilité. J'aimerais vous entendre parler non pas de ce risque que vous campez bien, mais que vous me parliez de la durée de la période de transition.

M. Proulx (Pierre-Paul): O.K. D'une part, j'ai déjà été le président de l'ASDEQ, mais je ne suis plus membre de l'ASDEQ, par hasard, parce que j'ai autre chose à faire, si vous voulez. Donc, je n'ai pas été impliqué dans leurs travaux et leurs estimés sur la durée des transitions et tout le reste. O.K.

Je prétends – et j'ai expliqué pourquoi – qu'il y a une période de transition, mais dont on surfait les coûts, et qu'on peut amenuiser les coûts avec certaines politiques. Il en découle – je le maintiens aussi – ces effets redistributifs sur le plan de la création et de la diminution du chômage.

Je parlais donc d'un Québec potentiellement viable et ça, ça vient de l'examen de la composition des exportations. J'ai eu des surprises un peu, moi, de trouver que le Québec était plus secondaire – c'est à confirmer, c'est à vérifier et il faut revoir – la composition de ses exportations qui est l'un des moteurs essentiels dans le contexte international. Ça, c'est un élément assez positif et prometteur.

L'autre chose qui est inconnue, c'est qu'on n'a pas – c'est un peu la réponse à la question de M. Turgeon – arrêté tout ce qu'on fait présentement durant une période de négociation et de discussion. Il y a beaucoup de mesures que l'on peut prendre présentement en ce qui concerne la formation de nos ressources humaines, en ce qui concerne nos politiques de recherche, de développement et d'innovation, un certain nombre d'autres politiques que j'ai évoquées, des concertations dans le milieu, l'insertion dans des réseaux. Il y a des politiques qui peuvent effectivement raccourcir cette période de transition. Vous me dites: Quelle serait la période de transition? Honnêtement, je n'ai pas fait de travaux, mais je ne serais pas surpris que ce soit de cinq ans. Je m'avance, je dis cinq ans, c'est gratuit, honnêtement! Les 10 ans de mes confrères, c'est gratuit aussi, je crois. Mais honnêtement, on ne peut pas estimer ces choses-là. En somme, les données avec lesquelles on travaille ont des erreurs d'estimation autour qui sont considérables, mais le fait que ce soit sujet à variation ne fait pas disparaître le concept et c'est ce que je prétends.

M. Dufour: Donc, entre 5 et 10 ans!

Le Président (M. Michel Bélanger): Une très brève question appelant une très brève réponse.

M. Dufour: Oui. Est-ce que vous êtes d'accord avec l'affirmation de M. Watts, du Queen's qu'on n'entendra pas, je pense, qui dit que ce sera – on va l'entendre – très difficile de négocier avec le Canada anglais une association économique?

M. Proulx (Pierre-Paul): Moi, ma lecture, mais toute individuelle, n'est pas plus éclairée que n'importe qui et il y a des visions différenciées de ce à quoi on devrait aboutir. Le fait qu'on ait des visions différenciées et qu'il y ait quand même des visions multiples au Québec comme dans le reste du Canada ne facilite pas les discussions de ces questions, d'une part.

Alors, je soumets que ça va être une période assez difficile, mais devant ça, en tant qu'économiste, je me dis qu'on n'a pas à attendre qu'on fasse quelque chose effectivement. Il y a toutes sortes de choses qu'on peut faire qui vont accélérer et qui vont aller dans une direction qui me semble inévitable et on a en main beaucoup de choses pour le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Dauphin, mais auparavant je voudrais rappeler aux membres de la Commission que les mémoires qui n'ont pas encore été entendus ne devraient pas être cités avant qu'ils n'aient été entendus, c'est sans doute un lapsus qui vous a amené à ça.

D'autre part, M. Watts n'est pas entendu en public parce qu'il n'était pas disponible cette semaine, mais nous avons convenu avec lui qu'il serait entendu lors d'une séance de travail encore à déterminer. Ceci dit, pour clarifier, quand je dis nous, c'est le comité directeur, les membres de la Commission n'étant pas informés donc, il n'y a pas plus de complications que ceci et nous passons à M. Dauphin.

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue à nos travaux, M. Proulx, et vous remercier d'avoir accepté notre invitation comme Commission à venir nous faire part de votre expertise.

Dans un premier temps, parmi les activités politiques dont le Québec bénéficie d'une certaine marge de manœuvre, vous dites dans votre mémoire, je crois que c'est à la page 14: l'établissement d'un milieu synergétique avec un maximum de collaboration horizontale et verticale entre entreprises, universités et gouvernements; deuxièmement, l'établissement d'alliances stratégiques entre entreprises, institutions et gouvernements de villes et régions compétitives et complémentaires au Québec et ailleurs. Est-ce que vous pourriez élaborer sur ces deux points-là?

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui, effectivement, j'ai vu en Europe plus particulièrement, mais je vois à Toronto et je vois à Vancouver aussi plus d'efforts et plus de mécanismes pour rapidement rallier les gens dans l'examen de dossiers qui les impliquent dans des concurrences qui sont entre des régions et sur le plan international de plus en plus. En Ontario, particulièrement dans la région de Toronto, vous avez "Metro Toronto" où il y a cinq municipalités qui sont là effectivement et qui ont une vision régionale de la réalité. Chez nous, ça commence effectivement; il y a le réseau, vous le savez, des Chambres de commerce, le COPIMM, qui depuis deux ans maintenant se concertent. C'est jeudi que j'ai convoqué la première réunion de tous les commissaires industriels: Laval, rive sud et de l'île de Montréal. On ne fait que commencer ici au Québec, surtout dans la région de Montréal, à faire cette concertation.

D'autre part, il y a – je vais appeler ça une froideur, si vous voulez – entre Québec et Montréal. Cette froideur complique les réseaux et les relations entre les villes de la province qu'il nous faut resserrer effectivement. La BATAR en France par exemple et même avec des programmes émanant de la Communauté européenne, on force des réseaux de ville; on force les gens, les entrepreneurs et les institutions de différentes villes sur le territoire à travailler ensemble pour mieux ensemble affronter le reste de l'Europe ou le reste du monde si vous voulez. Alors, on est dans la bonne voie, mais ça prend plutôt un individu pour convoquer des gens qui devraient... Ailleurs, ça se fait. On a des tables tout de suite. Si on veut faire une proposition régionale dans un dossier d'aéronautique, on n'a pas à commencer à chercher le monde pour les trouver, pour les mettre autour de la table. Il y a des mécanismes pour y arriver. Il y a donc des organismes qui existent pour faire ça. On n'a pas ça. Pour oeuvrer donc sur les plans interrégional, international, c'est, il me semble, essentiel qu'on ait facilement ces mécanismes, d'où, s'il y a une répartition à une revue des attributions de palier de gouvernement, si par hasard il y en a un qui disparaît, ça donne un peu plus de place pour répartir entre le Québec et aux niveaux régional et local les attributions. Qu'on aille vers le haut, ça me semble normal. Qu'on aille vers le bas, ça me semble essentiel aussi. C'est un peu ça qui sous-tend la réflexion.

(10 heures)

M. Dauphin: D'accord. Merci. J'aimerais revenir, si vous le permettez, M. le Président, à une question de M. Nicolet tantôt relativement à Montréal. Évidemment, vous favorisez le développement de Montréal, cela va de soi. Par contre, dans notre tournée régionale comme commissaires, comme membres de cette Commission, évidemment, la majorité et la quasi-totalité des intervenants nous ont plutôt demandé le contraire: Essayez de décentraliser, ne donnez pas

tout au même, à Montréal, à Québec. Je me demande de quelle façon on pourrait trouver une formule pour permettre à d'autres villes du Québec d'avoir une fenêtre internationale.

M. Proulx (Pierre-Paul): Disons qu'il y a un sérieux problème de perception, d'analyse et de programme politique, à mon avis, à ce sujet. Il nous faut essayer de faire l'analyse qui ferait, je crois, ressortir le fait qu'il y a des complémentarités importantes entre nos villes, faire ressortir que ça va ensemble, non pas nécessairement d'une année à l'autre mais sur une période de temps. Puis il y a toutes sortes de littératures et d'études sur le plan international qui démontrent ça.

En somme, quand une région a un pôle qui bouge, le reste, avec le temps, dans certains cas, bouge aussi. Il nous faut aussi des masses critiques pour oeuvrer sur le plan international. Il ne faut pas être trop petit non plus. Il faut avoir, et c'est la question des réseaux, il faut se regrouper pour trouver ensemble la masse critique permettant d'oeuvrer sur le plan international.

Si on examine les infrastructures qui sont très coûteuses, on ne peut pas les multiplier pour cette insertion et ces relations avec l'international. C'est dans la région de Montréal qu'on trouve l'infrastructure pour le transport multimodal des biens et des services d'information, voix, images, données et textes.

Donc, il y a un rôle particulier. Toronto le joue. Vancouver commence à le jouer. Montréal ne le joue pas effectivement. Rive sud, ville de Laval, pour l'instant, ça commence, mais c'est drôlement froid. Si on pense à nos relations avec les autres villes du Québec, on a cette opposition mais qui, à mon avis, il nous faut réellement reprendre et changer parce que c'est ensemble, au contraire, et non pas les uns contre les autres qu'on va y arriver. C'est vrai que les intérêts de la Côte-Nord sont plus à cause de ces marchés vers les États-Unis, mais si on veut avoir et atteindre certains objectifs de plus haute valeur ajoutée dans le secteur manufacturier, il faut que les gens qu'on retrouve en partie dans la région de Montréal travaillent avec les gens de la Côte-Nord beaucoup plus pour innover dans le domaine des produits et des services et, ensemble, faire de l'exportation sur le plan international. Ça va être moins des choses primaires de la Côte-Nord qu'on va exporter. Ça va être des choses plus intéressantes qui vont reposer sur les avantages comparés du Québec et ses dotations de ressources, d'où cette suggestion d'essayer, au contraire, de changer cette perception et ce n'est pas Montréal contre Québec, contre la rive nord, c'est ensemble, donc ces réseaux de villes qu'il nous... Je crois que ça n'existe pas, cette politique-là et ces éléments-là, présentement et on n'a pas besoin d'attendre Québec pour le faire, par

contre. Déjà on peut, les responsables municipaux des gouvernements régionaux peuvent commencer à faire ça. Ça commence dans la région de Montréal, mais tard. Il est très tard.

M. Dauphin: Est-ce qu'il me reste du temps, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste au moins une couple de minutes.

M. Dauphin: Bon. Peut-être une dernière question, une question commentaire en même temps. Vous reprenez l'option souverainiste. J'en ai la compréhension que c'est quand même sans grand enthousiasme pour les raisons que vous avez mentionnées tantôt, peut-être la période de transition, certains coûts. Cependant, dans l'hypothèse où un régime confédéral deviendrait acceptable pour d'autres provinces, est-ce que, à ce moment-là, vous favoriserez un régime confédéral plutôt qu'une forme de souveraineté?

M. Proulx (Pierre-Paul): Bon. Deux choses. Si je vous ai donné l'impression d'absence d'enthousiasme, c'est parce que j'ai essayé de rester strictement sur le plan de l'analyse économique. Quand je mets tout sur la table, mes choix et mes préférences et goûts socioculturels, linguistiques et économiques, je suis un peu plus enthousiaste, si vous voulez. L'impression donc d'un manque d'enthousiasme vient de l'examen strict des questions économiques qui sont dans le paquet. Mais si je mets tout ensemble, je suis plus enthousiaste parce que je vous soumettais que l'alternative était la Louisiane. Ça, je n'en veux pas effectivement. Donc, je suis très, très enthousiaste au contraire, malgré cette période de transition parce qu'il y a "no free lunch", il n'y a pas de bénéfices sans coûts. Souvent, c'est un des dados d'économistes. Il y a des coûts, mais ils sont, je pense, contrebalancés par les autres éléments et par le potentiel d'une viabilité intéressante et ça dépend des Québécois si effectivement on arrive à faire des choses qui sont indiquées.

En ce qui concerne un régime confédéral qui respecterait certains de ces éléments et le minimum qui me semble acceptable à tout le personnel, je vous remercie de me permettre de l'énoncer, sur les autres plans, culturels et sociaux, oui, c'est une solution qui pourrait être acceptable, mais j'ai mes soucis quant à l'acceptabilité d'autre part. C'est ça qui m'inquiète le plus. C'est les contraintes d'autre part qui m'inquiètent plus que les nôtres.

M. Dauphin: Est-ce qu'il...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste encore une minute.

M. Dauphin: Une minute. Au niveau de la

dette fédérale, vous nous avez dit au début, dans votre exposé tantôt, que vous aviez une opinion là-dessus, qu'il ne fallait pas nécessairement songer uniquement à notre proportion à l'intérieur du Canada, 25 %, donc, on va chercher 100 000 000 000 \$ de dette demain matin. Est-ce que je pourrais vous entendre là-dessus?

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui, effectivement. Juste pour pousser à l'absurde l'argumentation, disons qu'on a – et ce n'est pas exact, je pousse à l'absurde... Si on a utilisé les fonds publics du gouvernement fédéral pour développer des infrastructures au maximum dans les provinces de l'Ouest, pour oeuvrer avec l'Asie du Pacifique où il y a beaucoup d'action, disons qu'on a 50 % des actifs qui ont été payés en partie par des impôts, mais aussi en endettant les Canadiens, pourquoi nous, les Québécois, avec 10 %, 14 % de la dette, on paierait 25 % de ce total? Donc, d'une part, il faut tenir compte de notre capacité de payer, qui est nos revenus gagnés, en proportion et en relation avec les autres. C'est le premier élément que je mettrais dans la formule.

Deuxièmement, je tiendrais compte de la répartition des actifs, effectivement. C'est l'argument par lequel j'ai commencé. Si les actifs sont répartis d'une certaine façon, qui n'est pas égale – et je comprends pourquoi dans un régime fédéral on essaie de discriminer, mais on y arrive difficilement dans le nôtre – si quand même c'est inégal – il semblerait, selon les estimés que j'ai vus, que ce l'est – on devrait, à mon avis, tenir compte de cela aussi. Et s'en remettre à une comptabilité de la population, ça m'apparaît tout à fait inadéquat comme critère de partage de la dette.

M. Dauphin: Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci termine cette fort intéressante présentation du professeur Pierre-Paul Proulx qui a répondu à notre demande de soumettre un mémoire et qui a accepté d'être ici aujourd'hui pour répondre à vos questions. Je l'en remercie.

J'invite maintenant les représentants du Front d'action populaire en réaménagement urbain à s'avancer à la table parce que nous allons procéder dans quelques instants.

(Suspension de la séance à 10 h 7)

(Reprise à 10 h 8)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant entendre le Front d'action populaire en réaménagement urbain. C'est une présentation d'au plus une demi-heure. Donc, le groupe a cinq minutes pour présenter l'essentiel de son mémoire. M. Saillant, je crois, est le

coordonnateur. Je vous invite donc à présenter ceux qui vous accompagnent et, ensuite, à prendre les cinq minutes de présentation. La parole est à M. Saillant et je prie à la fois les membres de reprendre leur siège et les assistants de garder un silence le plus cohérent possible. M. Saillant, la parole est à vous.

Front d'action populaire en réaménagement urbain

M. Saillant (François): Bonjour. Juste pour vous présenter, d'abord, les personnes qui m'accompagnent. D'abord, à mon extrême gauche, Pierre Lagrenade, travailleur communautaire au CLSC de Châteauguay, qui intervient auprès des locataires et des requérants de HLM dans la région de Châteauguay; Caroline Brisebois, présidente du FRAPRU, qui est étudiante; Denyse Lacelle, travailleuse au FRAPRU, qui occupe particulièrement des dossiers de discrimination et des requérants et requérantes de logements sociaux et, finalement, à ma droite, Richard Saint-Pierre, qui travaille à l'Association des locataires des Habitations Jeanne-Mance qui est, comme vous le savez, probablement le plus gros HLM au Québec.

Le FRAPRU est un regroupement national d'une quarantaine d'organismes qui se bat depuis 12 ans maintenant pour le droit au logement. Le FRAPRU veut donner une voix à ces centaines de milliers de locataires qui consacrent 30 %, 50 %, 70 % de leur revenu au loyer, à ces 15 000 personnes qui, à Montréal seulement, n'ont même pas accès à un logis permanent. Nous vous avons déjà dit, en manifestant devant ce même édifice le 14 novembre, ce que nous pensions de votre Commission, où le Québec des affairistes et des politiciens est représenté à outrance, mais où le Québec des pauvres, le Québec des femmes, des jeunes, des nations autochtones, des minorités ethniques est complètement absent. Vous nous permettez aussi de dire qu'en plus de ce malaise qu'on a d'être ici s'en ajoute un autre, celui d'avoir à nous prononcer à ce moment-ci sur l'avenir collectif du Québec, notre avenir collectif en tant que peuple, au moment même où des armées, qui prétendent agir en notre nom, sont sur le point de détruire l'avenir collectif d'autres peuples et, un peu beaucoup, le nôtre aussi.

Ceci dit, le FRAPRU se prononce sans ambiguïté sur l'indépendance du Québec, pour le rapatriement par le Québec de tous ses pouvoirs aux plans politique, économique, social et culturel.

Nous sommes pour l'indépendance, parce que ce sont les classes populaires qui font les frais, qui sont les victimes de l'oppression nationale au Québec. On va prendre juste un exemple, celui de l'habitation, celui qui nous préoccupe le plus en tant qu'organisation. Avec 25 % de la population canadienne, le Québec compte 28,5 % des mal-logés et ne reçoit pourtant que 16 % des

budgets qu'Ottawa consacre à l'habitation. Si on ajoute au portrait le fait que le gouvernement du Québec n'a pas encore eu le courage, malgré des années de pression de la part des organismes populaires, de proposer une politique nationale d'habitation et qui se contente de gérer à la petite semaine les politiques qui nous viennent d'Ottawa, on va voir que les mal-logés du Québec sont malheureusement là pour rester mal logés, à moins qu'il y ait des changements. C'est dans ce sens-là qu'on prend parti pour l'indépendance, mais pas pour n'importe quelle indépendance et pas non plus pour l'indépendance à n'importe quel prix.

On ne se reconnaît aucunement dans le genre de souveraineté dont vous avez malheureusement parlé depuis le début de la Commission. On ne se reconnaît pas dans cette souveraineté-là dont vous nous dites qu'elle ne changera rien, au moins pour nous autres. On ne se reconnaît pas dans cette souveraineté d'affaires. Ce qu'on veut, c'est une souveraineté populaire. Nous n'avons aucun intérêt à ce que vous ayez plus de pouvoirs, si ces pouvoirs ne vous servent qu'à renforcer une certaine bourgeoisie québécoise montante. Ce que nous voulons, ce sont des changements profonds, des changements au plan national, mais aussi des changements au plan social. Nous voulons un Québec qui n'obéira plus au seul diktat de la piastre et qui va mener une lutte sans merci à la pauvreté qui, au Québec, touche une personne sur trois; un Québec qui va s'attaquer à la pauvreté et non aux pauvres, comme le gouvernement libéral le fait avec son infâme loi 37. Et s'attaquer à la pauvreté, ça veut dire des choses bien précises, ça veut dire s'attaquer aux problèmes de la répartition de la richesse dans notre société, ça veut dire remettre en question l'ordre... je dirais plutôt le désordre économique actuel.

Nous voulons un Québec qui va reconnaître pleinement l'existence et les revendications des nations autochtones, des nations qui, comme la nation québécoise, doivent avoir pleine liberté de disposer pleinement d'elles-mêmes. Nous voulons un Québec d'égalité pour les femmes, pour les minorités, pour les jeunes autant que pour les aînés. Nous voulons un Québec de liberté et de justice et j'ajouterais aussi un Québec de paix où on va trouver moyen de mettre l'argent ailleurs que dans l'armement et plus pour combattre les problèmes de pauvreté. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Dans cette présentation, vous avez indiqué au début, et vous avez parfaitement le droit de le faire, que vous n'êtes pas d'accord avec la Commission dans sa composition ou autrement. Je vous ai dit avant que vous commenciez que je voulais préciser une petite chose sur l'usage du mot "légitimité" dans votre mémoire. Vous avez été, si je puis dire, délicat à ce point de vue dans votre présentation, mais je vous rappelle que

dans une démocratie, quand les gens élus démocratiquement par le peuple sont unanimes à choisir un moyen d'analyse et de recommandation, comme cette Commission, c'est non seulement légitime, c'est même assez rare dans des pays modernes. D'autre part, le fait que nous ayons à faire des recommandations n'implique pas du tout que cette Commission va choisir au nom du peuple québécois quoi que ce soit. Puisque votre présentation était très modeste là-dessus...

M. Saillant: Disons qu'il y a une certaine légitimité populaire qu'on conteste.
(10 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce serait une expression que je vous concéderais volontiers, mais les mots étant ce qu'ils sont, la légitimité, dans une société démocratique, elle a été suivie dans tous ses détails et plus, dans l'existence de cette Commission. Mais enfin, je vous ai dit que je ne voulais pas en faire un débat. Je ne veux pas vous mettre mal à l'aise, mais, comme je l'ai dit à d'autres, je me permets de vous le dire aussi. Ceci dit, nous passons maintenant aux questions. La parole est maintenant à M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je suis content que vous ayez relevé ce fait, parce que je m'apprêtais également à le faire. La chose a déjà été citée ici, devant cette Commission. Vous avez, dans votre mémoire, différentes recommandations, une en particulier qui touche les autochtones. Et vous nous dites, en page 3: "Quoi qu'il advienne de l'avenir constitutionnel du Québec, ces nations devront être reconnues et des négociations d'égal à égal devront être entreprises avec celles-ci sur la base de leurs revendications territoriales." Il y a plusieurs groupes d'autochtones ou des premières nations qui sont venus devant cette Commission et qui ont fait ces mêmes revendications au niveau territorial, mais aucun d'entre eux n'a parlé d'un territoire précis. Vous avez peut-être pris connaissance, comme nous d'ailleurs, dans les journaux que, au cours de la crise d'Oka de l'été dernier en particulier, il y a des groupes autochtones qui ont dit, dans le temps, que leur territoire représenterait approximativement 85 % du territoire québécois. Est-ce que c'est votre opinion à vous que, dans le contexte d'un Québec souverain ou d'un Québec indépendant, si c'était là la demande des groupes autochtones, vous seriez favorables à ce que ces gens-là soient reconnus dans l'intégrité d'un territoire aussi volumineux, aussi grand?

M. Saillant: D'abord, juste pour clarifier une chose, ce n'est pas nous autres qui allons exprimer les revendications des nations autochtones, c'est à elles de les exprimer. Donc, première chose...

M. Beaudry: Non, non, mais vous vous portez d'accord avec ça. C'est parce que vous dites ça dans votre mémoire.

M. Saillant: Non, mais ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas à nous autres de définir: Est-ce qu'ils demandent 85 %, 80 %, 75 % du territoire du Québec? C'est à eux autres. Ce qu'on dit, c'est que ces gens-là, d'abord, on le droit de... D'abord, ce sont des nations; je pense que c'est la première reconnaissance à leur accorder. La deuxième, c'est qu'ils ont des revendications. Certaines ont exprimé des revendications territoriales claires. Je pense, par exemple, au Conseil Attikamek-Montagnais qui, depuis des années, a des revendications territoriales claires. Nous autres, ce qu'on dit, c'est qu'il faut s'asseoir avec ces nations-là et, sur la base de ces revendications-là, négocier. Je pense qu'il n'y a pas une nation autochtone qui a dans la tête qu'elle va sacrer le monde du Québec dehors. Quand, par exemple, la nation Mohawk disait que les territoires mohawks ancestraux couvraient, entre autres, l'île de Montréal, je ne pense pas qu'elle avait derrière la tête de vouloir sacrer le monde qui habite là dehors. Je pense que personne ne pense comme ça. Sauf que ce territoire-là, elle a des revendications là-dessus. Il faut s'asseoir avec ces nations, reconnaître pleinement la justesse du fait qu'effectivement ces populations-là étaient là avant nous autres et, sur cette base-là, voir quel accommodement il peut y avoir. Je pense qu'elles ne veulent pas du tout disposer de l'ensemble du territoire dans le sens de dire: On va prendre 85 % du territoire, on va jeter tout le reste de la population québécoise dehors. Par contre, elles peuvent avoir certains droits de contrôle sur ce qui va arriver sur ces territoires-là. C'est, entre autres par exemple, le cas, qu'il serait très intéressant de discuter, des Cris où ils peuvent avoir un contrôle, effectivement, sur les développements économiques qui vont se faire à cet endroit-là.

M. Beaudry: D'accord. J'ai une deuxième question. Vous avez opté pour l'indépendance et vous dites, à la page 8 de votre rapport, que votre mouvement ne croit pas, cependant, à celle-ci, que celle-ci devrait se faire à n'importe quel prix — vous l'avez mentionné d'ailleurs dans votre présentation: "Nous rejetons nettement la tendance actuelle à l'unanimité sociale, au grand consensus national, prôné par les Lucien Bouchard, les Jacques Parizeau et même les Robert Bourassa qui, au nom d'un soi-disant intérêt national supérieur, voudraient faire taire toutes les voix discordantes." Alors, l'indépendance que vous prônez, vous, c'est quoi? Parce qu'on en a différentes sortes, d'indépendance, qui nous sont prônées, actuellement. C'est quoi la vôtre? On va y arriver comment à votre indépendance à vous?

M. Saint-Pierre (Richard): Je pense qu'ef-

fectivement la critique de l'unanimité qu'on fait dans notre mémoire, on y tient. Quand on pense à un projet de société, on pense à essayer d'améliorer le sort du monde qu'on représente. Et on tente de définir, finalement, les paramètres dans lesquels on veut vivre comme nation, puis comment on veut vivre avec les autres nations. Quand, malheureusement, on voit certains souverainistes se lever, en Chambre ou au Parlement, pour voter l'intégration du Canada, par exemple, et du Québec dans un marché de libre-échange où on va se faire dominer, et on se fait dominer nettement, par des pays oppresseurs, quand on voit les mêmes gens se lever pour voter la TPS, qui appauvrit encore plus la population québécoise, quand on voit les mêmes gens se lever, en Chambre, pour voter contre le droit des femmes québécoises à disposer librement de leur corps et quand on voit les mêmes indépendantistes ou souverainistes québécois se lever en Chambre pour voter pour l'envoi de troupes canadiennes et québécoises dans le Golfe, présentement, avec tout ce que ça implique, on ne se reconnaît pas dans cette conception-là d'une certaine unité de la nation québécoise. La véritable unité, pour nous, on la constate à la base. Notre unité, nous, on la fait avec les Québécois et les Québécoises qui dépensent 30 %, 50 %, 70 % de leur revenu juste pour se loger tous les mois. On n'est pas des habitués des grands salons. On ne se retrouve pas nécessairement dans la société des grands salons et des grands hôtels. La nôtre, c'est dans le peuple québécois fondamental, sa base, ceux qui produisent et ceux qui font fonctionner cette société-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge.

M. Laberge: Bonjour!

Une voix: Les cinq minutes sont finies.

Le Président (M. Michel Bélanger): Les cinq minutes sont finies. M. Laberge.

M. Laberge: Pardon?

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à vous, M. Laberge.

M. Laberge: C'est ce que j'avais cru comprendre...

Le Président (M. Michel Bélanger): Voilà.

M. Laberge: ...avant que vous m'interrompiez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne vous interromps pas.

M. Laberge: Alors, merci d'être venus. Je

n'ai pas besoin de vous dire que je suis d'accord avec vos positions, sauf quand vous parlez de la légitimité de la Commission. Tout le monde ne pouvait pas être représenté à la Commission. Bien sûr qu'il en manque, on l'a dit nous autres même à plusieurs reprises; c'est évident.

Maintenant, quand vous dites que vous ne voulez pas discuter d'un projet national sans en même temps discuter de son contenu social, eh bien, je pense que toutes les centrales syndicales ont fait ça. On ne veut pas d'un Québec souverain pour le plaisir d'avoir un Québec souverain. On veut avoir un Québec souverain qui va être progressiste. On veut une politique de plein emploi, des logis qui ont de l'allure. On veut reconnaître les droits des autochtones, les droits et privilèges des anglophones, tout ça. On se retrouve assez bien là-dedans. On se retrouve assez bien là-dedans, sauf que vous semblez dire, peut-être que je me trompe: Il faut que le gouvernement légifère avant n'importe quoi pour des logis sociaux. Ça n'a rien à voir avec le processus actuel. Le gouvernement peut légiférer pour nous donner des logis qui ont de l'allure et ça n'a rien à voir avec le processus de la Commission. L'un n'empêche pas l'autre. On est d'accord?

M. Saillant: Je ne suis pas d'accord. Ce qu'on dit même, c'est qu'il ne faut pas attendre que le Québec soit indépendant, mais que le gouvernement libéral ait le courage de mettre sur la table une politique d'habitation.

M. Laberge: Oui. Sauf qu'il y a des choses...

M. Saillant: Ça fait depuis 1977, au Québec, qu'on parle de politique d'habitation. Ça fait qu'on n'est pas obligé d'attendre l'indépendance pour l'avoir.

M. Laberge: Bien non, c'est bien évident. On est bien d'accord là-dessus.

M. Saillant: Ce n'est pas au centre de notre mémoire. Ce qu'on dit, par exemple, ce qu'on veut, c'est qu'un Québec indépendant s'attaque d'urgence à la question de la pauvreté sous tous ses aspects.

M. Laberge: On est tous d'accord avec ce que vous dites là-dedans: la somme des minorités ethniques et culturelles sera respectée, la lutte à l'inégalité, l'appauvrissement vécu... On est tous d'accord avec ça. D'ailleurs, tout ça a fait partie de nos mémoires. Certains y sont allés de façon plus détaillée que d'autres. Nous autres, on n'a pas voulu mélanger trop trop les choses. On s'est dit: Allons-y carrément pour un Québec souverain. Et c'est bien sûr que ce qu'on veut d'un Québec souverain, c'est un Québec progressiste, c'est un Québec ouvert, démocratique, un

Québec qui va se doter d'une politique de plein emploi et de tout le reste, évidemment. Bon! Vous vous êtes référé à Jacques Parizeau et à Lucien Bouchard. Moi, je les trouve fort corrects. Ce n'est pas parce qu'ils préconisent et qu'ils poussent davantage pour un Québec souverain que ça veut dire qu'ils ignorent les autres, pas du tout. Ça peut être interprété comme ça, mais je ne pense pas que ce soit le cas.

M. Saint-Pierre: Ce qu'on dit, ce n'est pas juste la question: On peut attendre, on n'a pas besoin de l'indépendance pour régler certains de ces problèmes-là. Nous, on dit que l'indépendance doit répondre à un problème général, global, c'est celui de l'oppression nationale de la nation québécoise. Et ça s'exprime, ça aussi, dans le fait, justement, que les Québécois et les Québécoises ont de moins bonnes conditions de logement et disposent d'une moins grande partie du budget fédéral en habitation que ce qu'ils paient. Et ça, ça se vit dans d'autres phénomènes aussi. Tantôt, quand M. Dufour disait que le fait qu'on est 29 % d'analphabètes au Québec...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour étant absent et comme il n'aura pas la parole cette fois-ci, si vous pouviez continuer en parlant du même sujet...

M. Saint-Pierre: D'accord.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...mais sans cet exemple-là, ce serait plus utile.

M. Saint-Pierre: D'accord. Mais si on a 29 % d'analphabètes au Québec... Ce n'est pas en fonction des 2000 bourgeois qu'il faut voir le problème, c'est en fonction du fait que, si on est sous-éduqués au Québec, c'est aussi un phénomène de l'oppression nationale. Et quand le FRAPRU se prononce pour l'indépendance nationale du peuple québécois, il ne se prononce pas juste pour la langue française, il se prononce contre tous les phénomènes, finalement, d'oppression qui sont liés à l'oppression nationale et à l'oppression sociale qui sont intimement liées.

M. Laberge: Alors, l'intervenant qu'on ne doit pas nommer, on ne partage pas toujours les mêmes idées, nous autres non plus. Mais si ma mémoire est fidèle – et moi, je n'ai pas lu ça dans les livres – dans les années soixante-dix, quand on s'est fait tabasser, il me semble que ça venait d'une armée canadienne ou de quelque chose comme ça. J'étais là.

M. Saint-Pierre: Oui, celle qu'on a envoyé tabasser une autre nation là, justement, et celles qui ont tabassé...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ne

confondons pas la marine et l'armée, mais votre temps est épuisé, M. Laberge. La parole est maintenant à Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Bienvenue à la Commission qui est très légitime quant à moi, on n'y reviendra pas. Vous nous présentez une vision des choses assez particulière. D'abord, il y a lieu de s'interroger sur le régime économique qui prendrait place au Québec, une fois son indépendance acquise. Vous dites: Ce nouveau régime permettrait de lutter contre la pauvreté, mais aussi contre l'hégémonie culturelle américaine. Quel est donc ce régime économique qui est suggéré par le FRAPRU, qui serait presque miraculeux?

M. Saillant: Il n'y a pas de régime miraculeux. Je ne pense pas qu'on propose de miracle.

Mme Hovington: Quel régime économique nous suggérez-vous...

M. Saillant: Ce qu'on dit, par contre...

Mme Hovington: ...que vous concevez?

M. Saillant: Ce qu'on dit, par contre, c'est que l'ordre économique actuel, lui, n'est pas miraculeux. Quand on pense qu'au Québec il y a un tiers de la population qui vit dans la pauvreté, on pense qu'il n'y a pas de miracle dans la société comme elle est bâtie à l'heure actuelle. Quand on voit la façon dont la richesse est distribuée dans notre société et que les écarts entre les pauvres et les riches se sont accentués dans les 20 dernières années, on pense que ce régime économique là n'a pas apporté de miracles. On ne sait pas précisément et on n'a pas prétendu dans notre mémoire avoir, noir sur blanc, un projet de société, et vous dire: Là, on a ça, comment ça se fait que vous n'y avez pas pensé? On sait peut-être plus ce qu'on ne veut pas que ce qu'on veut. Mais ce qu'on ne veut pas, c'est le régime actuel, un régime dans lequel il y a du monde qui s'enrichit et où il y a d'autre monde qui s'appauvrit. On pense qu'il y a d'autres façons. Par exemple, quand on a discuté de fiscalité, on aurait peut-être pu le faire autrement qu'on l'a fait, on aurait peut-être pu le faire en fonction de réduire les écarts entre les pauvres et les riches et non d'accentuer ces écarts-là. Et c'est ça qu'on dit dans le fond. Ce qu'on dit, c'est qu'on n'a pas de projet à vous proposer. On ne vous dira pas, on va faire comme n'importe quel pays dans le monde. Évidemment, nous autres aussi, on est extrêmement critiques de ce qui s'est passé dans les pays dans le monde, par exemple dans les pays de l'Est. Sauf que ce qu'on vit à l'heure actuelle, ce n'est pas non plus un modèle et, pour nous autres, vu qu'on vit dedans, c'est de celui-là qu'on veut se détacher.

Mme Lacelle (Denyse): Ce qui est certain aussi à ce niveau-là, c'est qu'on ne vit pas dans une société pauvre, on vit dans une société qui génère beaucoup de richesses, mais qui sont, comme par hasard, toutes dans les mêmes mains. Ce ne serait-ce qu'au niveau de l'habitation. Alors même qu'il y a des gens qui sont condamnés à vivre dans la rue, le gouvernement perd par année 2 000 000 000 \$, les deux paliers de gouvernement, en abris flicaux qui, eux, servent à engraisser des gens pour qui l'immobilier, c'est rentable. Pendant ce temps-là, du monde couche dehors. Pendant ce temps-là, des mères de famille paient leur loyer et ne nourrissent pas leurs enfants. Un Québec comme ça, on n'en veut pas.

Mme Hovington: Donc, vous suggérez que le Québec rompe ses liens avec le modèle capitaliste. Est-ce que vous croyez que c'est la position de l'ensemble des Québécois? Si ce n'est pas le cas, est-ce que vous croyez qu'agir en ce sens serait antidémocratique à ce moment-là?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Saillant: Nous autres, ce qu'on sait - effectivement, le monde ne l'exprime peut-être pas avec des biens gros mots et ne met peut-être pas les étiquettes sur ces mots-là - c'est que les gens avec lesquels on travaille, les personnes assistées sociales, les retraités, les gens qui vivent dans la pauvreté, ils veulent des changements et ils veulent des changements profonds. D'ailleurs, je trouve ça très surprenant quand j'entends des souverainistes essayer d'attirer ce monde-là à la souveraineté en lui disant que la souveraineté ne changera rien dans le fond pour lui. Je pense que les gens vont être prêts à s'engager dans des projets en autant qu'ils voient qu'eux autres vont y gagner quelque chose et que ce ne sera pas encore la même gang de riches qui va s'enrichir encore une fois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Hovington.

Mme Hovington: D'accord. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va? Nous passons maintenant à Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je suis contente d'accueillir au nom de l'équipe de l'Opposition, le Front d'action populaire en réaménagement urbain. Vous êtes le premier groupe qui venez devant la Commission, qui en a entendu bien d'autres, comme vous le savez, et qui nous parle d'habitation. En vous écoutant, je me rappelle que le principal problème dont les gens causent quand ils parlent de leur pauvreté, c'est du logement. Le logement est au cœur de

l'aggravation de la pauvreté. Vous dites deux choses dans votre mémoire: l'impossibilité de réformer en profondeur la Constitution canadienne, et vous concluez, au nom du FRAPRU, à la nécessaire indépendance du Québec. Moi, j'aimerais vous parler de l'inadéquation des politiques fédérales en matière d'habitation, de la réalité en fait. Parlons-nous de la réalité du logement, de l'habitation.

(10 h 30)

Aux pages 5 et 7 de votre mémoire, vous faites état d'un retard accumulé au Québec, entre autres en comparaison avec l'Ontario. Vous dites que le Québec dispose d'une moins grande partie du budget fédéral en matière d'habitation. Moi, j'aimerais vous entendre là-dessus. On n'a entendu personne d'autre jusqu'à maintenant. Pourtant, l'habitation est de compétence provinciale, donc ce n'est pas de la nature des pouvoirs qu'il nous faudrait rapatrier, que ce soit dans le fédéralisme renouvelé ou dans le projet de souveraineté. On ne peut pas ajouter ça à la liste des pouvoirs qu'on voudrait avoir, on l'a déjà. Donc, il y a malgré tout des problèmes lorsqu'un pouvoir appartient au Québec et, évidemment, c'est associé au pouvoir fédéral de dépenser qui crée des règles du jeu qui ne sont pas définies par le Québec. J'aimerais vous entendre. Comment se fait-il qu'on est déficitaire?

M. Saillant: Je pense qu'il y a deux choses. Le problème de la répartition des fonds gouvernementaux au Québec, je pense qu'il y a deux aspects là-dedans. Le premier aspect, effectivement, c'est qu'Ottawa n'a jamais accordé sa juste part au Québec et ne l'accorde pas plus maintenant. Effectivement, il y a un retard historique qui s'est...

Mme Harel: D'accord. Vous le dites dans votre mémoire, mais moi je voudrais vous entendre sur le pourquoi. Ce n'est pas nécessairement parce qu'ils sont méchants et qu'ils ne nous aiment pas. Il doit y avoir des raisons qui sont liées au fait qu'eux, peut-être, ont des objectifs différents des nôtres en matière d'habitation. Est-ce que vous pouvez nous les exposer et nous illustrer pourquoi?

M. Saillant: Je ne sais pas si je le définirais dans ces termes-là. Ce qu'on sait, si on prend les faits bruts, je pense qu'il faut les prendre, d'abord, c'est qu'on a eu moins, historiquement, que le reste du Canada et en particulier que l'Ontario. L'Ontario a toujours été gagnant dans les programmes fédéraux à l'habitation. D'abord, parce qu'il y a un retard historique. Au Québec, on a commencé à faire de l'habitation sociale en 1964. On a commencé à aller réclamer des fonds du fédéral en 1964. C'est déjà un problème, mais en Ontario ils le faisaient depuis la fin des années quarante. Ça

fait que déjà ça explique une partie du problème. Il y a d'autre part le fait que les politiques, effectivement, correspondent plus à la situation d'autres provinces. Par exemple, le mode actuel d'attribution des fonds fédéraux à l'habitation correspond à la façon de fonctionner de l'Ontario. On fonctionne en termes de nombre d'unités de logements, peu importe le coût des ces unités-là. Et comme en Ontario ça coûte plus cher qu'au Québec de faire de l'habitation, bien, évidemment l'Ontario a plus d'argent.

Mme Harel: Parce que les programmes sont en proportion...

M. Saillant: Du nombre d'unités à l'heure actuelle.

Mme Harel: ...du nombre d'unités et du coût l'unité.

M. Saillant: C'est ça.

Mme Harel: Alors, plus une unité coûte cher, plus la proportion de la subvention fédérale est élevée; comme les unités coûtent moins cher au Québec, donc la subvention est moins élevée. Est-ce que c'est ça qu'il faut comprendre?

M. Saillant: C'est ça, c'est ça. Ça, c'est lié... C'est là le deuxième aspect, je pense, qu'il ne faut pas oublier. Parce qu'on ne veut pas juste tirer la pierre à Ottawa. Il y a aussi l'aspect que le gouvernement du Québec n'a jamais été capable – ça, malheureusement, je dois le dire autant pour le Parti québécois que pour le Parti libéral – d'avoir le courage d'adopter une politique nationale d'habitation. L'habitation, effectivement, est un domaine de compétence provinciale. Le Québec avait tous les pouvoirs pour faire quelque chose dans ce domaine-là, mais s'est toujours refusé de le faire. Avec le gouvernement libéral, c'est pire parce qu'on a même aboli les quatre programmes qui existaient avant qui étaient des programmes à 100 % québécois. Maintenant, tout ce qu'on est, c'est des gérants. On gère des unités qui viennent du fédéral, mais on ne propose rien. On n'a aucune orientation dans le domaine de l'habitation et, malheureusement, quand on entend le grand absent ici, comme il est grand absent dans l'habitation, Claude Ryan, parler d'habitation, on n'a pas l'impression non plus qu'on s'en va vers une politique nationale d'habitation. On a l'impression que le gouvernement, pendant longtemps, va rester un gérant et que le monde va rester mal logé, lui.

Mme Harel: Vous nous dites donc que Québec gère l'argent du fédéral même si la compétence est provinciale. Donc, en plus d'une politique que vous souhaitez en matière d'habitation québécoise, il faut aussi avoir les fonds

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre dernière question, Mme Harel. Ça va, allez!

Mme Lacelle: Je pense que cette question-là fournit un bel exemple de l'essentiel de notre argumentation ici aujourd'hui. Ce qu'on est venu dire, c'est: Oui, on veut un Québec indépendant, mais pas n'importe quel Québec. C'est important de choisir le cadre en fonction du tableau qu'on veut avoir dans le milieu. L'habitation en est un bel exemple. Oui, le Québec peut légiférer en matière d'habitation, oui, le Québec pourrait rapatrier l'ensemble des fonds. Malheureusement, ce qu'on constate depuis plusieurs années dans ce que fait le Québec avec la marge de manoeuvre dont il dispose, c'est qu'il ne fait pas des affaires intéressantes. Un bel exemple en est le récent programme de supplément au loyer dans le marché privé. Avec l'argent dont Québec dispose, ce qu'il fait, c'est ce qu'il y a moyen de faire de pire. Donc, nous, sur ce terrain-là comme sur l'ensemble des terrains, ce qu'on veut ramener, c'est l'importance de faire quelque chose d'intéressant pour le monde qui est opprimé, pour le monde qui est pauvre au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci met fin à cette présentation qui a mis devant la Commission des vues qui reproduisaient certaines de celles qu'on a déjà entendues, mais qui n'étaient pas nécessairement la majorité de celles qu'on a déjà entendues. Je vous en remercie et je prie maintenant les représentants de l'Association des combattants polonais de s'approcher de la table.

(Suspension de la séance à 10 h 35)

(Reprise à 10 h 37)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons entendre la présentation de l'Association des combattants polonais. C'est une présentation de 30 minutes. Donc, vous avez cinq minutes pour la présentation générale des idées qu'il y avait dans votre mémoire, mais je vous prierais de commencer d'abord, M. Trzcinski, par la présentation des gens qui vous accompagnent.

Association des combattants polonais

M. Trzcinski (Jan): Merci, M. le Président. M. le Président et distingués membres de la Commission, j'ai le privilège de vous présenter mes compatriotes qui ont élaboré ensemble notre mémoire. À ma gauche, c'est Mme Anna Wybranowska, plusieurs années préposée à la bibliothèque polonaise à Montréal; à ma droite, Dr Andrew Kawczak, professeur à l'Université Concordia, vice-président du bureau chef du

Congrès canadien polonais dont le siège social est à Toronto; Mme Élisabeth Kawczak, elle est professeure au collège Abbott à Montréal. Elle enseigne, donne des cours dans cette institution.

M. le Président, avec votre permission, je commencerai mon intervention sur un ton, peut-être au début, personnel. Le premier contact que j'ai eu avec les Canadiens, c'étaient les camps de prisonniers de guerre en Allemagne. J'ai fait la guerre en 1939, la guerre de défense contre l'attaque hitlérienne. J'ai été prisonnier de guerre entre 1939 et 1945. Dans les années 1943-1944, les Allemands ont placé quelques officiers de l'armée canadienne. C'étaient des aviateurs. Leurs avions avaient été justement détruits pendant le bombardement de l'Allemagne.

Après la libération, en 1945, au mois d'avril, j'ai eu l'occasion de visiter les unités canadiennes stationnées en Allemagne à côté des unités de combat polonaises de la première division blindée sous le commandement du général Maczek. C'était le premier moment où j'ai commencé à me former l'image du Canada. J'ai bavardé avec des officiers de tous les grades et cette image a été vraiment très positive, comme d'ailleurs dans toute l'Europe. Je me suis demandé à ce moment quelle est la nation qui défend les droits individuels et collectifs de son pays, mais aussi prend part à la première guerre mondiale, à la deuxième guerre mondiale, à la guerre de Corée et nous sommes témoins maintenant justement, que les membres de l'armée canadienne sont en garde dans la lutte pour le droit des Canadiens, pour le droit des autres nations. Nous leur souhaitons de revenir sains et saufs au sein de leur famille.

Mais ce n'est pas seulement l'armée qui avait représenté à l'échelle internationale la nation canadienne. La nation canadienne est connue dans l'Europe entière comme un peuple de grands progrès, un peuple jeune, un peuple dynamique, qui a créé parmi les autres nations des valeurs qui apportent à l'humanité entière des pensées et des suggestions constructives. C'est un pays qui a ses représentants dans le domaine des sciences, des technologies; le Canada, c'est un pays qui a le plus grand réseau de communications. Nous vivons dans le monde des communications globales, et le Canada a le privilège de tenir la première place dans ce domaine.

C'est à cause de ça, M. le Président, que je suis convaincu avec mes compatriotes que notre génération a de grandes responsabilités. Pas seulement assurer le progrès encore plus grand, la prospérité encore plus grande pour notre génération, mais aussi pour assurer cette prospérité, ce développement et ce progrès pour les prochaines générations. Notre ambition doit être d'assurer une plus grande éducation pour nos prochaines générations. La communauté polonaise a toujours été très intéressée par tous les événements de la vie politique, économique,

sociale, culturelle, qui ont eu lieu au Canada.

Dans les années 1980, c'est le Congrès canadien et polonais qui a présenté au gouvernement fédéral les suggestions concernant notre prochaine constitution, quand il s'agit de l'esprit démocratique de cette constitution. En 1980, pendant le référendum au Québec, c'est avec la collaboration du Congrès canadien polonais qu'on a placé des articles dans le *Star*, dans *La Presse* de Montréal, comme appels à l'unité canadienne. Notre communauté considère maintenant, en ayant une si grande responsabilité envers notre génération, envers notre jeune génération, que la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec donnera certainement des résultats positifs, elle jettera une lumière sur la prochaine histoire du Canada.

Et nous savons, nous sommes convaincus que ce sont des événements, ce sont des travaux de tous nos intellectuels qui vont prendre du temps. Il ne faut pas se dépêcher avec des décisions précipitées. Il faut continuer nos débats. Il faut continuer nos efforts pour assurer vraiment la paix et la créativité de notre société canadienne. C'est à cause de ça, M. le Président, que nous avons une simple suggestion. Qu'au plus tôt que les travaux de la Commission que vous présidez seront terminés, M. le Président, nous suggérons de créer une commission constitutionnelle qui s'occupera de l'étude en profondeur de la constitution, qui va former cette constitution et l'adapter aux besoins de la société canadienne moderne. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Trzcinski. Nous allons maintenant commencer les questions par M. Benoit.

(10 h 45)

M. Benoit: M. le Président, merci. M. Trzcinski et votre équipe, merci d'être ici aujourd'hui. Et je pense que votre communauté a toujours été impliquée ici, au Québec, c'est une communauté travaillante. C'est heureux que vous donniez votre point de vue sur ce débat constitutionnel que nous vivons présentement. Des Polonais se sont démarqués dans l'histoire du Québec. Je pense à l'épouse du chef de l'Opposition et à combien d'autres qui ont été de grands Québécois et qui ont marqué l'histoire du Québec, finalement.

Dans votre mémoire, M. Trzcinski, vous mentionnez que vous seriez plutôt pour un statu quo de la Constitution, à la page 2 de votre mémoire. Vous savez que très peu de gens sont venus nous dire qu'ils voulaient garder le statu quo. Les gens voulaient changer des choses autant au Canada. Je ne pense pas seulement au Québec. Il est évident maintenant que le reste du pays va suivre dans un mouvement de réforme quelconque et je suis un peu surpris qu'à la page 2 de votre mémoire... Je vous cite: "Nous voudrions tout simplement exprimer notre confiance

au système actuel du gouvernement canadien." et vous ne suggérez pas d'amélioration ou de changement. Pourriez-vous m'expliquer pourquoi vous avez pris cette position-là?

M. Trzcinski: Monsieur, si on parle de changement, nous avons discuté au sein de notre communauté tous les problèmes concernant le Québec, l'état fédéral du Canada. Nous considérons, en général, que parmi 10 systèmes fédéraux du monde entier, le Canada c'est un système, comme je l'ai mentionné d'ailleurs dans mon mémoire, des plus démocratiques, des plus flexibles, des plus humains, en ayant sous les yeux tous les autres systèmes. C'est à cause de ça que nous préconisons la conservation des institutions politiques, culturelles. Nous préconisons de garder beaucoup de ces institutions dans le sens de fortifier notre nation, notre Canada. Parce que plus forte sera la place du Canada dans la famille des nations du monde, plus fortes seront les provinces, plus fortes seront la position et la force des négociations dans tous les domaines. Mais ça n'exclut pas, et nous sommes absolument d'accord, qu'il faille étudier en profondeur notre système fédéral, qui est le meilleur du monde, mais ça ne ferme pas la porte devant le changement, en accord avec les aspirations, les besoins de notre vie canadienne.

M. Benoit: M. Trzcinski, un peu plus loin dans le document, vous nous dites que vous reconnaissez la société distincte pour le Québec, et je vous cite encore une fois: "Nous pouvons distinguer clairement les différences entre la province de Québec et les autres provinces canadiennes." Est-ce que les autres parties de votre groupe... Parce que, si je comprends bien, vous êtes Canadien. Votre groupe, l'Association des combattants polonais, est partout au Canada. Vous êtes la branche, la section 7. Est-ce que les autres sections au pays reconnaissent le Québec comme une société distincte? Est-ce que dans vos réunions c'est ce qu'on entend?

M. Trzcinski: Monsieur, c'est une bonne question. J'ai eu le privilège de travailler pour le chemin de fer pendant plusieurs années. J'ai voyagé au Canada de l'est à l'ouest et du nord au sud et j'ai remarqué une chose, que le Canada de l'Ouest n'est pas hostile au Québec, n'a pas de sentiments méchants et je crois qu'on a des preuves historiques dans ce domaine-là. Mais seulement, j'ai constaté une chose: qu'on ne connaît pas assez les aspirations de la culture, les traditions d'origine et les valeurs de la culture québécoise. On n'a pas de connaissance profonde. Je crois qu'en travaillant dans ce domaine à l'avenir, ça pourrait facilement changer cette attitude de rapprochement, non pas de rester à côté, mais de s'impliquer dans les affaires qui nous concernent spécifiquement au Québec.

M. Benoit: Merci, M. Trzcinski.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Parizeau.

M. Parizeau: Monsieur, je constate que dans les deux pages que vous nous avez remises, on y trouve, comme disait M. Benoit tout à l'heure, je pense, la première affirmation que nous ayons reçue à cette Commission de l'utilité de maintenir le statu quo constitutionnel avec, peut-être, une modification qui serait considérée comme un recul par un certain nombre de Québécois, c'est-à-dire, dans le système actuel, l'abolition de tout veto, probablement parce que vous êtes influencés par le rôle que le liberum veto a joué chez vous il y a quelques siècles. Ça me surprend un peu. Il faudrait quand même rappeler que le liberum veto à ce moment-là, en Pologne, était celui de chacun des députés et non pas des gouvernements. Nous ne parlons pas de la même chose. Mais je n'ai pas d'autres commentaires à faire, M. le Président. De notre côté, j'arrête là mon intervention.

M. Trzcinski: Est-ce qu'on peut répondre à M. le chef de l'Opposition?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr, M. Trzcinski.

M. Trzcinski: Une petite remarque. Nous avons discuté ce problème et nous sommes d'accord que la position de la province de Québec est tout à fait spécifique. On ne peut pas complètement appliquer la majorité démocratique ici. C'est une situation tout à fait spécifique. Nous nous sommes basés, dans une première considération, sur le mot "veto", que le veto, dans l'histoire de la Pologne, a joué un rôle désastreux. Le veto, comme nous le savons très bien, au sein des Nations Unies, dans le conseil de sécurité où la Russie a été pendant la guerre froide membre permanent du conseil, et, d'ailleurs, maintenant membre permanent du conseil de sécurité, a appliqué le veto 162 fois en empêchant d'en arriver à une conclusion positive de tout le monde civilisé. Donc, c'est ici qu'il y a du danger. Mais la composition, les réalisations entre les provinces canadiennes, est différente. Elles ont une spécificité, leurs aspirations, leurs origines, leurs traditions différentes, et c'est à cause de ça que nous avons décidé même de retirer ces remarques concernant le veto de notre part, parce que ce n'est pas, dans notre discussion finale, tenable positivement concernant les questions constitutionnelles du Canada.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avez-vous d'autres commentaires, M. Parizeau, suite à cette mise au point qui élimine la question du veto de la présentation?

M. Parizeau: Non, monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je suis convaincu que vous suivez la situation internationale. D'ailleurs, vous êtes l'Association des combattants polonais au Canada, section no 7. Vous avez aussi votre nom en polonais. Je suis convaincu que vous avez les yeux rivés sur ce qui se passe en Europe de l'Est. Si je me rappelle bien, nous devons être ensemble le 13 décembre 1980 sur la rue des Pins quand on protestait contre ce qui se passait en Pologne. Peut-être c'était vous, mais il y a quelqu'un qui m'a dit que Lech Walesa était un grand syndicaliste, mais il était d'abord et avant tout quelqu'un qui militait pour la liberté de la Pologne, qui était un pays déjà. Nous venions de vivre le référendum, nous avions décidé de ne pas nous donner un pays comme Québécois.

Dans votre présentation, jamais vous dites "le peuple québécois". Est-ce que ça existe pour vous? Deuxièmement, vous qui avez les yeux rivés sur ce qui se passe en Europe de l'Est, comment expliquez-vous ce qui se fait un peu dans la turbulence, ce qui passe en Lituanie, en Lettonie? C'est quoi qui se passe, très exactement, dans les tensions vécues en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie? S'il existait un peuple québécois, est-ce qu'il y a des similarités dans les aspirations vécues dans ces situations?

M. Trzcinski: Monsieur, distingué membre de la Commission, justement, j'ai l'impression que, nous autres, au Canada, dans la zone de démocratie occidentale, nous n'avons pas tellement regardé en profondeur ce qui se passe et ce qui s'est passé en Pologne et, actuellement, les terribles choses qui se passent en Lituanie. C'est très facile de se tromper ici. Naturellement, apparemment, la tendance est la même: les Québécois veulent avoir leur indépendance, les Litaniens aussi luttent pour leur indépendance. Mais quelle incompréhension! Je vous assure, monsieur, que, si les Litaniens pouvaient se trouver ici, au Canada, sur la terre québécoise, ce serait la nation la plus heureuse du monde. Il n'y a pas de comparaison. Ils se défendent contre l'invasion, contre une occupation brutale, contre la persécution, contre l'empire rouge, une doctrine qui n'est pas acceptée, qui a déjà déclaré et prouvé que c'est une faillite complète de la doctrine marxiste, qui est tombée, qui est blâmée, qui est compromise dans le monde entier. Alors, ils défendent justement leur peuple parce qu'ils veulent avoir la liberté, qu'ils n'en ont pas du tout. Nous autres, M. le membre de la Commission, nous avons pleine liberté. C'est seulement la question d'harmoniser nos efforts.

Je vis avec ma famille au Québec depuis que je suis arrivé ici, en 1951. Donc, il y a une

quarantaine d'années de ma vie, il y a déjà une plus grande partie de ma vie ici qu'ailleurs. Alors, je vois les conditions que s'est créées le peuple canadien et aussi je vois, en regardant l'histoire, une grande participation comme facteur créatif de la province de Québec.

M. Larose: Le peuple québécois, est-ce que c'est une province, une région, est-ce que ça existe? Les gens qui habitent le territoire du Québec, tous les gens qui habitent le territoire du Québec, est-ce que, pour vous, ça forme le peuple québécois?

M. Trzcinski: Absolument. Oui.

M. Larose: O.K.

M. Trzcinski: Monsieur, je participe à la vie culturelle, même politique. Je suis membre exécutif du comté de Rousseau, le comté de M. Robert Thérien. Je collabore avec les Québécois tous les jours, vous savez, pour travailler au sein, dans le cadre du travail du Parti libéral, dont je suis membre depuis le commencement de mon séjour ici, au Canada.

Donc, je trouve qu'on a des conditions de vie, on a des possibilités énormes, et je crois qu'il ne faut pas gâter ces possibilités, qu'il faut considérer et consacrer beaucoup de temps pour faire connaître tout le peuple québécois et les autres Canadiens, pour se connaître beaucoup mieux, créer un climat vraiment créatif, vraiment un esprit de climat de collaboration pour ne pas gâter nos possibilités de l'avenir. Parce que ce sont les prochaines générations qui peut-être, dans les années prochaines, vont nous reprocher et vont dire que nous n'avons pas accompli notre mission comme génération.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci met fin à cette présentation. Il me reste à vous remercier, M. Trzcinski ainsi que Mme Wybranowska, M. Kawczak et Mme Kawczak, d'avoir bien voulu soumettre les idées que vous aviez à nous présenter et d'avoir accepté de répondre aux questions des membres afin de faciliter à la Commission sa démarche de recherche.

M. Trzcinski: Nous vous remercions beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie.

Nous allons maintenant accueillir Mme Juanita Westmoreland-Traoré qui est une personne qui a répondu à notre invitation de présenter un mémoire d'expert. Merci, messieurs.

M. Trzcinski: Merci beaucoup, M. le Président.

(Suspension de la séance à 11 h 1)

(Reprise à 11 h 2)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'invite tous les membres de la commission à reprendre leur siège. Madame Traoré, vous avez 10 minutes pour présenter l'essentiel de votre mémoire ou pour présenter l'un ou l'autre des aspects seulement, si vous le désirez, et ensuite nous passerons aux questions. La parole est maintenant à vous, Madame.

Mme Juanita Westmoreland-Traoré

Mme Westmoreland-Traoré (Juanita): Merci, M. le Président. Bonjour à tous les membres de cette distinguée Commission. M. le chef de l'Opposition, les députés. J'ai décidé simplement de faire quelques commentaires en suivant le texte que j'ai soumis à cette Commission. Vous savez qu'en essayant de répondre à des questions on est nécessairement limité mais je crois que, de cette façon, au moins, on sait qu'on répond à des questions qui sont d'intérêt pour la Commission.

Quels sont les principaux problèmes auxquels le Québec est confronté? Je me suis d'abord adressée aux causes immédiates, c'est-à-dire que les causes actuelles de la crise remontent au rapatriement de la Constitution canadienne, rapatriement qui a été fait de façon unilatérale. Deuxièmement, la cause du désaccord, à mon avis, repose aussi sur le fait qu'il y a, enchâssée dans la Constitution canadienne, une Charte des droits. Ces changements aussi fondamentaux, adaptés sans l'accord du Québec, remettent en question la nature de la fédération canadienne.

D'autre part, je souligne qu'à mon avis, l'un des problèmes de désaccord c'est le manque de communication efficace entre non seulement les dirigeants et les autorités dans la société, mais aussi au niveau de l'opinion publique. J'estime qu'actuellement nous maintenons une certaine solitude non seulement au niveau des deux partenaires, mais également au niveau des autres composantes de cette société. Nous voyons véritablement peu d'efforts pour faire comprendre mutuellement et réciproquement la réalité des différentes régions, des différents groupes qui sont très importants et qui émergent dans notre société. À mon avis, l'absence des représentants des peuples autochtones, au sein de la Commission même, est symptomatique d'un problème de fond. Malgré les demandes pressantes des peuples autochtones, nous n'avons pas encore réussi à les intégrer dans la démarche constitutionnelle et cette réalité me fait croire qu'il y a encore certaines visées vers la création de pouvoirs monolithiques et dominants.

Enfin, le nouveau statut politique et constitutionnel devrait nécessairement tenir compte du caractère multiethnique et multiracial du Québec d'aujourd'hui. Le pluralisme ethnique

autant que les autres facettes du pluralisme social doivent s'exprimer en français, tout en permettant le multilinguisme des individus dans leurs activités sociales et culturelles. Le besoin de concilier la diversité ethnique et raciale avec les impératifs linguistiques n'est pas propre au Québec. L'État ne doit favoriser ni majorité ni minorité. L'État crée un milieu de vie propice à l'épanouissement de tous. On nous a posé des questions concernant les pouvoirs qui devraient être attribués aux différents ordres constitutionnels: la pleine compétence, la compétence concurrente. J'ai essayé de faire quelques suggestions.

En ce qui concerne la pleine compétence, j'ai commencé en considérant la question culturelle. Je crois là qu'on a besoin de s'attarder et d'examiner la spécificité culturelle du Québec. La question se pose de connaître aussi quelle est l'étendue de la compétence que l'État devrait utiliser en ce qui concerne le domaine de la culture.

Au Canada et au Québec, les responsables politiques ont divorcé les questions de langue et de culture. De cette façon, ils souhaitent résoudre les questions complexes posées par la coexistence de plusieurs cultures au sein de l'État. Pour le Canada de 1971, date de l'annonce de la politique du multiculturalisme, force était de constater l'existence et la vitalité de nombreuses cultures présentes au pays. Ce phénomène de pluralisme ethnoculturel n'est pas propre au Canada; il existe dans tous les pays où il y a une forte migration, soit pendant les périodes coloniale, postcoloniale ou moderne.

Dans l'histoire moderne, les États ont connu le mouvement des populations vers le Sud. Aujourd'hui, ils connaissent le retour de ce mouvement, soit le mouvement des populations du Sud vers le Nord, sans parler des mouvements importants sur le plan interne ou au niveau régional. Ce qui est propre est le choix politique de définir l'État à la fois comme pluraliste et comme dualiste; pluraliste au niveau de la culture, dualiste au niveau des langues officielles. Si je faisais quelques commentaires à ce niveau, je dirais que le respect de plus en plus marqué pour les droits de la personne au niveau international renforce ce mouvement des peuples et des individus à travers les frontières et je fais allusion, en ce moment, aux réfugiés non seulement politiques mais également économiques.

Le nouveau partage des compétences doit tenir compte de la complexité de la société canadienne et québécoise. Le modèle de l'État national coexistant, coextensif avec une langue et une culture et une ou deux religions est, à mon avis, désuet. Pour être praticable, la nouvelle compétence culturelle devrait se limiter aux questions des arts. Il devrait incorporer les notions de pluralisme ethnoculturel et permettre des politiques qui accommodent la présence de plusieurs cultures. Les difficultés réelles aux-

quelles font face aujourd'hui plusieurs grandes nations sont le résultat de la suppression ou de la non-reconnaissance active de la présence des minorités culturelles.

En ce qui concerne la langue, pour la culture française d'Amérique la protection de la langue est essentielle. Le partage des compétences doit reconnaître le pouvoir exclusif du gouvernement du Québec sur la langue française au Québec. Le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux pourraient continuer à légiférer sur la langue dans leur domaine de compétence, à condition de ne pas empiéter sur la juridiction linguistique exclusive du Québec.

En ce qui concerne les compétences concurrentes, j'ai remarqué qu'il existe actuellement des compétences concurrentes qui sont officielles, c'est-à-dire l'immigration, l'agriculture, mais il y a aussi, de par la force et l'histoire, des compétences concurrentes de facto parce que le gouvernement fédéral dépense, a un pouvoir de dépenses et, de cette façon, il s'ingère dans des domaines de compétence provinciale.

À mon avis, on devrait définir de façon plus concrète, de nouveau, les champs de compétence des deux ordres de gouvernement. À mon avis, il est important de toujours reconnaître qu'il y a des domaines où il doit y avoir une concertation. Je fais mention de l'immigration, je fais mention de l'éducation et des communications et je le fais puisque s'il y a un cadre fédéral, il est nécessaire qu'il y ait une consultation sur les questions qui affectent les deux ordres.

En ce qui concerne l'éducation et les communications, s'il y a une étanchéité absolue, il sera difficile, sinon impossible de maintenir une certaine appartenance à une fédération et un esprit de solidarité.

Je peux noter au niveau de certaines institutions qu'aujourd'hui, il est difficile de parler de citoyenneté canadienne. Les personnes sont obligées d'opter et je me dis que si nous pensons, dans ces domaines de l'éducation et des communications, qu'il ne peut y avoir aucune collaboration en ce moment, il sera difficile pour l'opinion publique de pouvoir connaître et maintenir certaines solidarités.

Ceci étant, à mon avis, l'éducation et les communications devraient revenir aux compétences provinciales, et ces compétences devraient disposer de la prééminence du pouvoir dans ces domaines, toujours avec la possibilité pour l'État fédéral d'avoir une certaine présence.

J'ai été étonnée en examinant et j'avoue, de façon peut-être, je ne voudrais pas dire superficielle, mais je n'ai pas eu le loisir de faire des études approfondies à ce niveau, j'ai été étonnée de voir qu'au sein des institutions de l'Europe des 12 il existe maintenant une charte sociale, il existe aussi des projets qui s'intéressent au chômage, des programmes pour les chômeurs chroniques, des recherches et des

recommandations qui sont faites au niveau de l'Europe des 12 pour essayer de trouver des solutions à des problèmes qui sont chroniques et pour lesquels la mise en commun de certaines informations peut être utile.

Je ne vais pas au-delà de la réalité. Je ne prétends pas qu'il y a actuellement une intégration de ces services, mais je vois à plusieurs niveaux qu'il y a de plus en plus de collaboration, même dans ces domaines sociaux alors que, d'habitude, nous parlons de la Communauté européenne comme étant une assise pour l'intégration plutôt économique.

Un autre domaine que j'ai signalé par rapport aux compétences concurrentes, c'est le domaine de la protection des droits. L'adoption de la constitution du Québec sera l'occasion de consacrer la spécificité des institutions québécoises. Ce document fondamental doit aussi cadrer avec la vision de la société progressiste et pluraliste que nous voulons bâtir. Fera partie intégrante de cette constitution une charte des droits et libertés qui annoncera le droit à l'autodétermination, le principe de la laïcité de l'État, les droits individuels et collectifs des citoyens et citoyennes et des groupes minoritaires, de nouveaux droits, tels le droit à un environnement sain, les droits économiques et sociaux, le droit à l'égalité et la promotion des chances égales pour tous les groupes désavantagés.

Le document constitutionnel devrait prévoir une formule d'amendement spéciale pour toute modification à la Charte des droits et libertés. La constitution doit également prévoir le statut et le droit des peuples autochtones. Ces dispositions doivent émaner de discussions directes avec les peuples autochtones et être le fruit d'accords et de consensus.

(11 h 15)

L'impact de certaines décisions. Il est important de prévoir un processus d'arbitrage constitutionnel qui respecte le caractère fédéral de l'État, un système fédéral peut respecter et préserver l'identité québécoise. Seul le Québec pourrait voir à la promotion de son identité. Cette identité est nécessairement complexe, multidimensionnelle et évolutive. Le Québec est majoritairement de souche française. Sa culture est fondée sur l'accueil et l'apport des peuples autochtones, les interrelations avec la communauté de souche britannique, la présence et la contribution des autres groupes ethnoculturels, le contact nord-américain, le tout dans une société de plus en plus médiatisée.

Il est juste de dire que le Québec d'aujourd'hui est une société davantage multiraciale. Montréal fait partie intégrante du Québec au même titre que la ville de Québec ou la ville de Val-d'Or. Montréal est un autre reflet de l'identité québécoise. Dans les politiques officielles, le gouvernement du Québec a embrassé la politique de l'interculturalisme, une politique qui mise sur

l'amélioration de la communication et qui mise sur l'amélioration de la communication et la compréhension intercommunautaire.

Les politiques visent le rapprochement avec le groupe majoritaire francophone. Elles valorisent l'intégration des personnes issues des minorités dans le respect des différences au sein de la société harmonieuse et égalitaire. Vu l'évolution du caractère multiracial et multi-ethnique de la société, il est de plus en plus urgent que l'État incorpore dans ses politiques et mette davantage en évidence les mesures antiracistes destinées à informer largement sur les différentes causes et les manifestations de racisme, ainsi que sur les moyens appropriés pour le combattre.

Au cœur du défi de l'État québécois moderne se trouve son rôle de projeter l'image de la société majoritairement francophone, pluraliste et multiraciale.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci nous a fait dépasser un peu le temps prévu, Mme Traoré, mais c'était, je crois, l'essentiel de votre mémoire. Il y a peut-être d'autres points que vous voudriez brièvement mentionner avant qu'on passe aux questions?

Mme Westmoreland-Traoré: Le Québec doit maintenir des leviers économiques pour pouvoir tenir compte de sa propre réalité. En même temps, nous savons qu'en période de récession les mouvements migratoires interprovinciaux sont importants. Entre 1979 et 1988, le Québec avait un solde migratoire interprovincial négatif. En même temps, tout développement économique et social repose sur des considérations d'ordre identitaire et égalitaire. Les études sur la présence de la pauvreté au Québec mettent l'accent autant sur la nécessité de programmes efficaces d'investissement ou de formation que sur les changements de mentalité.

Et je mentionne l'importance des programmes d'accès à l'égalité. Éventuellement, je voudrais voir une assise législative et mandataire pour ces programmes dans l'intérêt d'un Québec moderne, d'une identité québécoise renouvelée. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous passons maintenant aux questions. D'abord, Mme Harel.

Mme Harel: Alors, merci, M. le Président. Je disais à mes collègues que j'avais eu le plaisir de suivre vos cours de droit municipal à l'Université de Montréal. Ça les étonnait d'apprendre que vous étiez une spécialiste de la complexe loi des cités et villes et j'en garde un très, très bon souvenir. Vous avez choisi de répondre aux questions soumises par le secrétariat de la Commission. Vous avez interprété cependant les questions formulées, et on retrouve ça à la page

3 de votre mémoire, comme présupposant le maintien du lien fédéral. Moi, je pense que ni les présidents ni le secrétariat n'ont certainement voulu présupposer quoi que ce soit en formulant les questions. Je ne sais pas si ça indique une préférence pour vous aussi. C'est peut-être tout simplement une façon d'interpréter les questions soumises.

Mme Westmoreland-Traoré: Merci. Je vous retourne le compliment par rapport à notre association académique. Les listes de questions soumises aux experts, et je ne voudrais pas perdre de temps, mais quand j'ai examiné par exemple la question 2, je me suis rendu compte qu'on disait pleine compétence ou compétence concurrente ou partagée. Ce sont des termes, peut-être, qui réfèrent à certaines idées fixes que nous avons déjà et qui impliquent le partage des compétences. Alors, je me suis dit, voilà. Mais je suis aussi au courant des discussions qui se manifestent. Je vous dirai d'emblée que j'ai une préférence pour un régime fédéral ou confédéral et je vous dirai pourquoi. Parce que j'estime que dans le mouvement des peuples, actuellement, nous avons tendance à faire des regroupements, à rechercher des terrains d'entente, à améliorer nos interrelations pour créer un meilleur bien. Je sais que nous pouvons avoir une vision surtout eurocentrique, mais nous pouvons aussi regarder ce qui se passe dans les autres continents et nous verrons, effectivement, qu'il y a ces tendances vers le regroupement. Aussi, dans les relations interpersonnelles et communautaires, nous avons privilégié les démarches de rapprochement, de compréhension et d'effort d'intégration, de collaboration. À mon avis, il est possible, en étant éclairés, de rechercher une négociation et des pouvoirs qui sont appropriés pour l'État du Québec aujourd'hui, encore à l'intérieur d'un cadre fédéral ou confédéral.

Mme Harel: Si vous me permettez d'insister sur le fait qu'à la fin du présent siècle, au moment même où on assiste à une lourde tendance en matière d'élargissement des espaces économiques, en matière de mondialisation des marchés, on assiste, au même moment, à un renforcement des identités nationales et du mouvement des nationalités. Cependant, je voudrais profiter de votre présence et de votre expertise pour examiner avec vous ce que vous nous recommandez, dans la perspective où vous le faites et en la respectant.

Vous dites, à la page 6: "Le partage des compétences doit reconnaître le pouvoir exclusif du gouvernement du Québec sur la langue française." Donc, ce n'est quand même pas peu de choses. C'est la compétence exclusive en matière de langue. Vous dites, à la page 8: "Le Québec devrait pouvoir admettre sur place les requérants acceptés pour motifs humanitaires." Ce

n'est pas peu de choses. C'est l'admission, notamment, des requérants au statut de réfugié pour des motifs humanitaires, ce que le Canada a toujours refusé et ce qu'il n'a toujours pas reconnu, même dans le cadre de la présente entente. On oublie parfois que la présente...

(Une panne d'électricité a obligé la commission à suspendre ses travaux à 11 h 22)

(Reprise à 13 h 3)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je demanderais aux membres de la Commission de reprendre leur siège. Avec la permission de Mme Westmoreland-Traoré, puisque nous sommes en retard, nous allons commencer quand même, même si tout le monde n'est pas tout à fait arrivé. Nous allons commencer dans quelques minutes.

Après cette interruption causée par une panne de courant, nous reprenons nos travaux. Je remercie particulièrement Mme Westmoreland-Traoré et, également, le Congrès des Ukrainiens Canadiens qui devait paraître devant nous à midi et qui a accepté de reporter les choses à ce moment-ci. Ça va nous permettre de finir à peu près quand même dans nos délais.

Alors, Mme Harel, vous étiez à poser une question à Mme Westmoreland-Traoré et je pense que ce serait prudent de vous permettre de la reposer plutôt que de commencer tout de suite par la réponse. Alors, allez-y.

Mme Harel: Dans le cadre du maintien du lien fédéral que vous analysez dans votre présentation, vous proposez, à la page 6, que le pouvoir exclusif en matière linguistique – le pouvoir exclusif sur la langue française – soit reconnu au gouvernement du Québec. Vous proposez, à la page 8, que le Québec ait le pouvoir d'admettre sur place les requérants acceptés pour motifs humanitaires, donc, un pouvoir d'admission pour des motifs humanitaires. À la page 9, vous proposez le principe de la laïcité de l'État en n'oubliant pas qu'il faudrait un amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, puisque l'article 93 ne donne des garanties que confessionnelles et c'est ce pourquoi on a cet anachronisme du système scolaire que l'on connaît. Vous proposez, à la page – je pense – 13, une cour qui soit constituée conformément au principe fédératif. Alors, ça, c'est toute une remise en question quant au mode de nomination des juges. Vous proposez tout ça et la question que je vous pose, c'est: Comment pensez-vous qu'il est possible d'arriver à tout ça avec une formule d'amendement qui prévoit qu'il n'y a rien de tout ça de possible sans l'accord de 7 provinces sur 10, qui représentent 50 % de la population? Alors, on s'en va où avec ce que vous nous proposez? Vous n'avez pas l'impression que c'est un peu plus académique que politique?

Mme Westmoreland-Traoré: Je sais qu'il y a des réalités politiques, qu'il y a des stratégies à élaborer, mais étant encore un peu éloignée des officines du pouvoir, je peux quand même essayer de réfléchir et de répondre aux questions dans un cadre théorique. Deuxièmement, je sais que très souvent, lorsqu'il y a des négociations, le vrai travail est fait par les fonctionnaires dans les bureaux. Il n'est pas fait devant les journalistes ou même devant les responsables politiques et beaucoup de choses sont négociées. Par la suite, ces questions viennent alors qu'il y a presque une entente. Alors, je ne commence pas en disant que ce que je propose est impossible. Je sais que par rapport à la langue, à cause des développements récents, il y a une remise en question non seulement au Québec mais ailleurs sur la question de la langue. Je pense aussi que dans d'autres questions, par exemple la nomination des juges, il y a aussi là une discussion de fond. Nous avons fait l'expérience d'une entente qui n'a pas été conclue, où ces propositions avaient été acceptées en principe et les questions qui ont fait échouer cette entente n'étaient reliées ni à la question de l'immigration – d'ailleurs, une entente vient d'être signée à ce niveau – ni à la question de la nomination des juges. Donc, je ne dis pas que c'est une question simple, mais les propositions qui sont là sont des propositions qui ont déjà circulé.

Mme Harel: Il faut quand même bien se comprendre. Le Québec n'a pas eu la compétence exclusive en matière d'immigration. C'est finalement l'entente Cullen-Couture signée en 1979 qui est reconduite et réactualisée avec les sommes d'argent pour finalement l'opérationnaliser. Mais ça concerne à peu près 48 %, je pense, de l'immigration, c'est-à-dire des personnes qui viennent sur le territoire québécois.

J'ai une question. J'en aurais eu plusieurs autres, mais je comprends, compte tenu des circonstances, qu'il faille aller au plus pressé. Je souhaitais que vous nous décriviez un peu plus ce que vous concevez comme formule de clause "nonobstant" que vous souhaitez. Vous dites, à la page 10 de votre mémoire: "Si l'État désire se réserver un pouvoir d'intervention sans entrave dans le contexte des mesures d'urgence, la formulation de la clause devrait se modeler sur celle de la convention sur les droits civils et politiques." Une convention internationale, je crois, sur les droits civils et politiques. Vous semblez préférer cette clause que vous ne décrivez pas. Je voudrais que vous nous en parliez à la clause "nonobstant" que nous connaissons et dont nous connaissons la portée. Alors, qu'est-ce qu'elle a de plus intéressant cette clause de cette convention?

Mme Westmoreland-Traoré: La clause, je fais allusion au pacte sur les droits politiques et civils. Dans le pacte, évidemment, il y a cer-

taines restrictions sur l'exercice des droits de la personne, mais ces restrictions ne sont pas formulées de façon large et générale et ne permettent au gouvernement une dérogation que dans certaines circonstances. Alors, si on veut examiner les dispositions qui permettent une dérogation, on voit qu'on ne peut le faire que si nous sommes, soit dans une période de guerre, soit dans une période de catastrophe naturelle. Et aussi, pour une certaine période de temps, il y a des restrictions qui sont mises sur le pouvoir de dérogation. Il faut que ce soit dans un certain contexte. Actuellement, dans notre Constitution, on peut invoquer la dérogation, bien sûr, selon certaines modalités et pour certaines dispositions, pour une période de cinq ans, etc., mais il n'y a pas de restriction sur cet exercice. Je crois que les libertés fondamentales doivent être protégées dans les moments où elles sont les plus fragiles et le caractère fondamental est justement prévu pour protéger ceux qui ont besoin de protection à ces périodes-là. Donc, moi, je préconise, comme le Québec et le Canada ont déjà adhéré au Pacte international, qu'ils reviennent ces questions de dérogation et qu'ils les mettent plus en conformité avec les principes des pactes, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons...

Mme Westmoreland-Traoré: Si, M. le Président, vous me le permettez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Mme Westmoreland-Traoré: ...Mme Harel m'a posé une question fort importante - la première question - et dans l'introduction, elle a fait une préface en disant que c'est vrai qu'il y a un mouvement vers le regroupement pour les fins économiques, mais en ce qui concerne les identités nationales, il y a quand même une résurgence dans le monde. Je voudrais dire qu'à mon avis cette résurgence a lieu très naturellement, surtout dans les zones et les pays où il y a eu refoulement, où il n'y a pas eu vraiment reconnaissance de l'identité et de l'ethnicité. Et je crois que la pérennité de l'ethnicité est renforcée justement quand il y a suppression ou oppression. Je ne nie pas cette réalité-là. Je pense qu'il faut composer avec cette réalité, mais je pense qu'on peut composer à l'intérieur des ensembles, avec des politiques qui sont bien conçues et qui reconnaissent les droits des groupes autant que des individus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de cette précision additionnelle. Nous passons maintenant aux questions de M. Larose, qui sera suivi de M. Desjardins et de M. Holden.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je ne connaissais pas Mme Westmoreland comme spécialiste du droit complexe des cités et villes. Je la connais davantage comme experte et spécialiste dans les droits et aussi les conditions d'intégration des communautés culturelles. Mme Westmoreland a été la première présidente du Conseil des communautés culturelles, dans lequel elle a fait un travail colossal, et je veux lui rendre témoignage.

Ce qu'il m'intéresse de débattre avec vous, Mme Westmoreland, parce que c'est peut-être une des bonnes occasions qu'on a de le faire, c'est les conditions qu'il nous faut aménager comme société, précisément pour intégrer les nouveaux arrivants et les nouvelles arrivantes. On sait qu'assez facilement dans nos sociétés on peut constater deux types d'échecs: ou bien l'intégration se fait par l'assimilation, c'est-à-dire l'extinction de ce qui est la différence, ou bien donc elle se fait par la ghettoisation, c'est-à-dire par le fait que les communautés pourraient être refoulées dans des ghettos où elles peuvent entretenir leur propre culture, mais sans interaction avec la culture dominante.

Par ailleurs, on sait aussi qu'autour de la planète il y a peu de sociétés finalement qui ont à composer avec l'ambiguïté de la façon qu'on a à composer nous-mêmes avec l'ambiguïté. Je donne l'exemple de la France. Quand on immigré en France, c'est en français que ça se passe. Quand on va au Brésil, c'est en portugais que ça se passe. Ici, ce n'est pas de cette nature-là et je sais qu'il y a eu des solutions qui ont été pratiquées. Je prends la Belgique, je prends la Suisse où le principe linguistique est lié aux territoires. M. le Président ne veut pas qu'on cite des mémoires qu'on va entendre; je ne les cite pas, mais je dis qu'il y en a une couple qui nous parlent de la territorialité pour régler cette question-là.

Quand vous nous parlez de langue et de culture, vous faites la distinction dans votre présentation; elle est aussi présente dans le mémoire. Moi, ce que je voudrais savoir, pour relever le défi de l'intégration qui demeure un défi majeur, pas rien que pour nos sociétés, mais, avec le monde évoluant, il y aura beaucoup de déplacements. Oui, il y a la question de la langue, mais il y a aussi la question de la culture. Alors, c'est quoi les conditions à mettre en place pour que l'intégration, en n'étant pas l'assimilation ni la ghettoisation, soit véritablement la participation à un tronc commun, si je peux dire, qui est celui de la communauté globale?

(13 h 15)

Mme Westmoreland-Traoré: C'est une question complexe. D'abord, personnellement, je me qualifie difficilement d'experte. J'ai toujours fui le qualificatif d'expert. Alors, je suis ici sur invitation, tout simplement. La question qui m'intéresse et qui m'a toujours intéressée, c'est

l'intégration et les conditions d'intégration. Je crois que pour que l'intégration réussisse, il faut certaines informations de base. Il faut que les personnes qui évoluent dans la société, que ce soient des nouveaux arrivants ou ceux qui sont déjà sur place, aient une meilleure connaissance et compréhension de leurs voisins et des nouveaux arrivants. Je crois que nous avons, à travers le système d'éducation, certains concepts, certaines informations qui sont importantes mais parfois statiques. Alors, je dirais, pour commencer, pour favoriser une véritable intégration, il nous faudrait des conditions d'appréciation et de compréhension réciproques. Il y a non seulement le milieu de l'éducation qui est appelé à participer à ce travail-là, il y a aussi les médias.

Lorsque nous sommes dans une société, il y a certaines règles. Normalement, ces règles sont établies démocratiquement par le Parlement, et le Parlement doit être le plus démocratique, le plus représentatif possible et devrait nous donner le ton. Moi, je pense qu'on doit informer, qu'on doit faire participer les personnes à travers ces instances-là, et l'intégration se fera dans le processus. Je pense parfois que nous posons des prérequis et que ces prérequis sont parfois des obstacles.

Donc, je mets l'importance sur l'information et sur la participation et l'intégration efficace. Comment ça se fait? À mon avis, ça se fait lorsque les personnes ont accès au milieu du travail parce que le travail qualifie la voie d'insertion des personnes. Pour qu'elles aient accès, on ne peut pas toujours se fier aux règles ordinaires de la concurrence et de la formation, il faut parfois faciliter cet accès avec des programmes, avec un recrutement actif, avec même l'action affirmative. La présence des personnes de différentes origines favorise la compréhension parce qu'il y a des liens quotidiens qui se tissent et les stéréotypes tombent. Il y a aussi des programmes et des actions importantes au niveau du logement et il y a des actions importantes au niveau des jeunes. Actuellement, une des plus grandes préoccupations, c'est la voie d'insertion des jeunes, que ce soient des communautés culturelles, que ce soient des jeunes de la société majoritaire, qu'ils aient l'occasion de se connaître librement.

Alors, pour moi, ce sont les éléments essentiels: l'information, les lois, la législation, les droits de la personne et des programmes sociaux qui éliminent certaines inégalités et qui permettent une véritable participation. On doit aussi, peut-être, arrêter de qualifier les gens selon les souches, eux et nous, et on doit faire une identité qui est plus plurielle.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins, suivi de M. Holden.

M. Desjardins: Merci, M. le Président.

Bienvenue, Mme Westmoreland, devant notre comité. Pour moi, votre mémoire est fondamental. Il est fondamental, pas tant par la répartition des juridictions que vous faites dans votre document, parce que je pense qu'il y a place pour une grande discussion. Mais c'est que vous touchez à deux points, au début de votre mémoire, qui, pour moi, sont fondamentaux, qu'on oublie souvent dans le débat actuel et qui sont à la source, à mon sens, de la crise que nous connaissons: le manque de communication ou l'incapacité de communiquer dans ce pays. Et c'est là, Mme Westmoreland, que vous mettez le doigt sur le problème. C'est que les problèmes que nous avons depuis 30 ans au pays résident, à mon sens, dans cette incapacité de se parler et d'avoir un dialogue vigoureux entre le Canada anglais et le Québec, d'où deux comportements différents, un comportement de lancer la serviette en disant: Il faut tirer la ligne, et l'autre qui nous dit que le Québec a bien évolué, s'est quand même épanoui durant ces 30 dernières années pour devenir une société pleinement épanouie, donc, qu'il faut essayer de se donner une dernière chance de continuer.

Alors, comment, Mme Westmoreland, rétablir une communication qui a été défaillante durant des décennies? Est-ce dû à un pays immense avec des populations disséminées dans des régions très éloignées les unes des autres? Est-ce dû à des gens qui ont refusé d'engager un dialogue et à certains leaders qui ont refusé de mettre de côté la quotidienneté pour s'élever au-dessus de la mêlée, comme vous le dites? Alors, j'aimerais vous entendre là-dessus. Est-ce encore possible? Sentez-vous qu'actuellement c'est faisable de rétablir une communication en ce pays? Et si oui, j'imagine, si on fait une lecture très précise de votre mémoire, qu'il serait d'autant plus possible d'établir une communication si le Québec optait pour demeurer à l'intérieur de la fédération canadienne plutôt que pour l'indépendance. C'est ma première question.

Mme Westmoreland-Traoré: O.K. Je crois qu'en ce qui concerne la communication, c'est possible. Je sais que nous avons et que nous subissons certaines coupures financières alors que la période est assez critique, et que ces coupures semblent s'abattre sur certaines régions alors qu'on a besoin, justement, d'une meilleure connaissance des régions. Mais je crois que la première question, c'est de prendre conscience d'une lacune. Et une fois qu'on a constaté une lacune, on peut prendre les mesures pour y remédier. Ce qui m'a frappée, parfois, dans mon expérience de participation à certains colloques, c'est de commencer à voir la très grande diversité et la spécificité d'autres régions au Canada. Quand je suis sur la côte ouest du Canada, non seulement la culture est différente, on le sait, non seulement la population est différente, on le sait, mais les attentes sont aussi différentes.

M. Desjardins: Mais, madame, quand vous dites: On le sait...

Mme Westmoreland-Traoré: Oui.

M. Desjardins: ...pensez-vous que les Québécois le savent? Parce que si on a l'impression que le Canada anglais ne nous comprend pas, moi, je pense que l'inverse est également vrai, que les Québécois connaissent peu les problèmes des Maritimes, de l'Ouest. Est-ce qu'on se rejoint là-dessus?

Mme Westmoreland-Traoré: C'est ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre dernière question, M. Desjardins.

Mme Westmoreland-Traoré: Tout ce que je veux vous dire, c'est qu'on peut prendre connaissance dans le milieu, quand nous avons à participer et, parfois, on peut demander aux médias de se tourner vers ces reportages qui sont plus de caractère social. Nous avons souvent une orientation vers la nouvelle, vers l'immédiat et c'est important, c'est essentiel, mais en même temps, je crois qu'on peut favoriser aussi une communication sur ce qui est social. Ce n'est pas à nier les différences, ce n'est pas à nier la légitimité des revendications, que ce soit de Québec ou d'autres régions, mais je pense qu'il y a un effort, une fois que la conscience est prise, et que l'amélioration est possible.

Le Président (M. Michel Bélanger): En fait, il vous resterait du temps pour une autre. Il vous reste à peu près une minute, pourvu qu'elle soit brève.

M. Desjardins: Je vous remercie. Je ne voudrais pas passer sous silence la question des autochtones. S'il y a une leçon à tirer de Meech, c'est que les autochtones — et le message est très clair, vous nous dites qu'en trame de fond, on devra considérer les questions des autochtones et les régler. Quel que soit l'avenir constitutionnel que le Québec se donnera, il devra tenir compte des questions autochtones.

Mme Westmoreland-Traoré: Oui. Je crois que c'est une question de justice, c'est une question fondamentale. Je pense que ça nous concerne tous. Je ne peux pas être plus catégorique. Je me dis qu'il y a déjà une certaine reconnaissance au niveau de la Constitution, ce qui n'existait pas avant, quand on reconnaît les droits préexistants des peuples autochtones sans les définir. Je crois qu'il est temps de retourner pour parachever ce travail.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à M. Holden.

M. Holden: Thank you, Mr. Chairman. Mrs. Westmoreland, I was interested in the division that you make between culture and language. You probably know that my election has been in part due to a little dispute we had over minority language rights here in Québec and when I read in page 6 about half-way down the page the section where you say: "Les droits des minorités culturelles seront protégés par la Constitution. Leurs droits linguistiques seront respectés dans la mesure où ils se rattachent à l'expression culturelle selon la définition restrictive proposée." That relates back to your discussion of culture, I presume. I wonder if you would just be a little bit more explicite in what way you would restrict the minority language rights. Should they go beyond this definition that you have of cultural expression?

Mme Westmoreland-Traoré: Ce qui est toujours un travail ardu, c'est de faire l'équilibre entre les libertés parce que ce qu'on nous apprend et, je crois, ce qui finalement est la réalité, c'est qu'il n'y a pas de droit absolu et chaque sujet de droit a aussi des devoirs et chaque sujet de droit doit composer avec les droits des autres. Alors, ce que je propose, c'est que la Constitution reflète la langue majoritaire au Québec, qu'elle édifie cette langue en langue officielle comme il est fait actuellement dans la Charte de la langue française, mais je reconnais aussi un droit à l'expression pour les cultures minoritaires. Comme il y a une interférence entre langue et culture inévitablement, les cultures minoritaires doivent aussi pouvoir s'exprimer de façon linguistique. Dans une volonté d'accommodement, je propose que la langue officielle et la langue de communication et les autres utilisations de la langue soient constitutionnellement prévues en français, mais que les minorités puissent utiliser les langues d'origine pour tout ce qui concerne la vie culturelle et sociale. En ce moment, je pense que nous permettons aux personnes de conserver et valoriser ce qui est propre et aussi ce qui est enrichissant, tout en permettant de créer dans notre société une certaine solidarité et de favoriser la reconnaissance des droits d'un peuple qui est aussi minoritaire, soit le peuple francophone d'Amérique. C'est une tentative pour moi d'arriver à un accommodement. Tous les accommodements ont des avantages et des inconvénients; il faut qu'ils soient le plus justes possible et je le propose de cette façon.

M. Holden: Vous avez lu le jugement de Brown Shoe. Est-ce que, d'après vous, c'était un jugement qui était bien fondé ou si vous êtes favorable à la position de la clause "nonobstant"?

Mme Westmoreland-Traoré: L'exercice que je fais ici est un exercice de prospection. Je crois que le jugement Brown est fondé dans les

dispositions telles qu'elles sont aujourd'hui. La proposition que je sou mets ici, c'est par rapport à l'en châssement, si vous voulez, de la langue française ici au Québec aussi avec une protection pour les langues minoritaires. Je sais que dans la Charte du Québec actuellement nous avons une certaine protection, en ce sens que les minorités culturelles ont le droit de préserver leur culture et d'avoir leurs propres institutions, mais on ne parle pas de l'utilisation linguistique de l'expression. Ici, je fais une proposition par rapport à la reconnaissance d'une zone de présence et d'exercice de cette expression linguistique minoritaire. Je ne dis pas que c'est une proposition qui est égalitaire. Je dis que c'est une proposition qui est d'accommodement. En séparant la langue et la culture, je donne une plus grande importance à la présence des cultures, à la pluriethnicité et je préconise des moyens d'action positive et progressive pour consacrer ces droits culturels.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour, madame. C'est un grand plaisir de profiter de votre expérience et de vos compétences aujourd'hui; même si vous déclinez le titre d'experte, je pense que, déjà, vous avez fait montre de grandes connaissances et qui sont très éclairantes pour notre Commission.

Dans le même sens que M. Holden, tout à l'heure, vous avait posé la question, j'aimerais revenir un petit peu à la page 3 de votre texte où vous parlez du pluralisme ethnique, autant que les autres facettes du pluralisme social, qui doit s'exprimer en français tout en permettant le multilinguisme des individus dans leurs activités sociales et culturelles. Or, comment, concrètement, peut-on concilier la prédominance française sur cette possibilité du multilinguisme, comme vous le dites? C'est un débat de fond quand même au Québec. Beaucoup de gens disent, par exemple, que si on enseigne l'anglais c'est au détriment du français ou... J'aimerais vous entendre là-dessus.
(13 h 30)

Mme Westmoreland-Traoré: J'ai pris connaissance de certaines études et je sais que dans une situation de "multilinguicité" il y a certaines tendances vers l'assimilation. Cela existe soit à cause des réalités numériques, soit des réalités économiques ou historiques et sociales ou de classes. Donc, ce n'est jamais un terrain neutre quand il y a coexistence de plusieurs langues.

Si on veut préserver la langue française, il est nécessaire de donner un statut à cette langue. En même temps, nous ne pouvons pas ignorer le lien entre la langue et la culture et les droits des groupes minoritaires dans la société québécoise. Pour que les cultures et les

groupes minoritaires puissent s'épanouir, ils doivent également pouvoir utiliser la langue qui est le véhicule de leurs traditions et de leur vie communautaire. Donc, je pense que nous pouvons, dans une société québécoise, favoriser le maintien des langues culturelles d'origine par beaucoup de mesures, soit l'enseignement dans les écoles – pas seulement pour les groupes minoritaires, mais pour l'ensemble des jeunes – soit au niveau des activités médiatiques – nous avons déjà certains moyens, la télévision, la presse ethnique, mais, souvent, qui sont ghettoisés, qui sont réservés à certaines chaînes. Ça pourrait devenir plus courant d'avoir et d'entendre certaines de ces représentations dans d'autres langues et d'autres expressions.

Nous pourrions aussi, dans la vie associative, permettre aux personnes, à certaines occasions, d'utiliser et de s'exprimer dans leur langue d'origine. Je sais que dans le commerce il y a déjà, au niveau de la Charte de la langue française, des exemptions pour certaines gens dans le commerce. Il y a toujours à une bonne règle des exceptions. Il ne faut jamais y aller avec une inflexibilité ou une catégorisation qui est trop exhaustive. Donc, ici, ce que j'avance, c'est le principe qu'il peut y avoir prédominance d'une langue sans pour autant effacer l'utilisation des langues minoritaires d'origine. Et, à mon avis, c'est la tentative d'effacer certaines réalités qui ne fait qu'enchaîner un plus grand rattachement à ces réalités.

Je pourrais peut-être donner comme exemple ce que j'ai entendu en Bulgarie, ceux qui ont des noms turcs ne peuvent plus utiliser le nom, ils doivent changer de religion, etc. C'est une tentative parfois d'éliminer une réalité peut-être qu'on ne trouve pas agréable, alors qu'on pourrait, dans la réalité, aménager un terrain d'utilisation d'expression qui ferait en sorte qu'il y aura une appréciation juste de tous les membres de la société.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie. J'aurais une deuxième question. À la page 6, vous nous dites qu'il est important d'inscrire dans la Constitution l'obligation explicite des mesures d'action positive, ce qui est bien différent d'une simple mention de l'action positive, que l'action positive est possible. Alors, vous voulez, vous, qu'elle soit obligatoire. Croyez-vous que cette obligation constitutionnelle pourrait être respectée sans créer à son tour d'autres problèmes? Et j'irais plus loin. En tout cas, moi j'aurais des craintes qu'en faisant ça, ça soit finalement la communauté francophone, les francophones qui soient les perdants ou qui en subissent les effets négatifs. Enfin...

Mme Westmoreland-Traoré: Je sais que ce n'est pas à moi de poser des questions, mais c'est bien d'échanger. Pour moi, nous avons un droit qui est consacré, que ce soit dans la

Charte fédérale, dans la Charte du Québec, c'est un droit à l'égalité, l'exercice des droits en pleine égalité. Et découlant de ce principe, nous ne pouvons pas traiter toutes les personnes de la même façon. Traiter toutes les personnes de la même façon équivaut souvent à renforcer les inégalités. Si je prends des personnes qui n'ont pas les mêmes pouvoirs de mobilité et que je dis: Je vous donne la même chance de prendre le transport public, en fait, tout ce que je fais, c'est de limiter les opportunités, les occasions de succès de ceux qui ont un handicap de mobilité.

Il faut, si je veux l'égalité, que j'accommode cette incapacité, que j'aide et que là j'arrive aux conditions d'égalité. Je n'enlève rien à la majorité en faisant cela. Tout ce que je fais, c'est que je nivele comme on dit, le terrain de jeu et je permets aux personnes, selon leur capacité, d'atteindre leurs compétences. Autrement, il y a toujours ces barrières. Donc, les programmes d'accès à l'égalité doivent être taillés sur certaines réalités. Ce n'est pas un programme qui permet de donner sans qu'il y ait certaines règles. Il faut prendre conscience du taux de présence d'une certaine minorité dans la population.

Donc, nous ne disons pas, par exemple, à la fonction publique: Nous allons engager des fonctionnaires, 50 %, et de cette façon nous allons écarter d'autres noms. Nous examinons qui sont maintenant les membres de cette fonction publique. Est-ce que tous les groupes dans cette société sont équitablement représentés? Il y a des mesures temporaires jusqu'à ce qu'on arrive à une représentation qui soit équitable et représentative.

Je pense qu'il y a parfois une crainte due à une certaine projection de ce que sont les programmes. Mais les programmes dont je parle ici sont taillés sur la réalité et visent l'égalité.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Merci. À la page 11. Je saute de sujet en sujet, là, j'ai beaucoup, beaucoup de points.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre dernière intervention, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me permettez, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr!

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, à la page 11 de votre texte, vous nous dites qu'il faut revoir les liens économiques avec le reste du Canada; soit qu'ils soient maintenus avec réforme, soit qu'ils soient renégociés après une déclaration de souveraineté ou d'indépendance. Alors, selon vous, lequel de ces deux scénarios est le plus susceptible d'apporter de bons résultats pour l'amélioration des liens économiques que le Québec a avec l'ensemble du Canada?

Quel scénario vous apparaît le plus facilitant à ce niveau-là?

Mme Westmoreland-Traoré: Je pense que, pour réussir une négociation, il faut avoir une idée claire, il faut pouvoir exprimer cette idée claire. Je crois en même temps qu'il faut aller avec la conviction qu'on y va pour négocier, et que les deux parties s'entendent qu'il y ait possibilité de changement de part et d'autre. Ce sont les conditions qu'il faut établir pour qu'une négociation puisse réussir.

À mon avis, il serait plus facile de négocier ces nouvelles ententes dans une situation où, dans un premier temps, on préconise et on met sur la table le maintien d'un certain lien fédéral, mais renouvelé, aménagé. Je ne peux pas dire que c'est facile pour tous les arguments qui ont déjà été exposés devant cette Commission, à savoir qu'il y a eu dans le passé des tentatives, à savoir qu'il y a un contexte politique aujourd'hui qui est ce qu'il est. Mais, si vous me parlez de façon générale, je pense qu'il est plus facile de négocier un aménagement des pouvoirs économiques d'abord à l'intérieur du contexte fédéral. Une fois le contexte fédéral rompu, là nous sommes dans une position de négociation, de négociation où c'est une question d'intérêt les uns des autres et comment nous le présentons. Mais, comme d'autres ont dit, c'est une question de risque, et de comment on peut gérer ce risque à ce moment.

Je ne peux pas prévoir aujourd'hui quelles seraient les conclusions d'une négociation, une fois une rupture déjà faite. Je ne sais pas si je réponds à votre question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, madame, il me reste à vous remercier non seulement de nous avoir soumis un mémoire et d'avoir répondu aux questions, mais d'avoir aussi accepté de le faire en deux périodes interrompues par une panne, ce qui a sans doute causé quelques problèmes à votre agenda du jour. Je vous remercie d'être revenue avec nous et d'avoir ainsi contribué à l'avancement de nos travaux.

Mme Westmoreland-Traoré: C'est un honneur que vous m'avez fait.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous entendrons maintenant le Congrès des Ukrainiens Canadiens (section Montréal), et je prie le représentant de venir à la table.

(Suspension de la séance à 13 h 40)

(Reprise à 13 h 41)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si les membres de la Commission veulent bien reprendre

leur siège, nous allons maintenant entendre les représentants du Congrès des Ukrainiens Canadiens, section Montréal.

Avant de passer à ceci, cependant, comme la panne avait interrompu certaines de nos petites procédures, j'ai un message pour les membres de la Commission, que je devais vous lire ce midi, mais qui disait de ne pas oublier de libérer vos chambres au Sheraton pour 14 heures au plus tard. Vu la panne, ceux qui ne l'ont pas fait auront droit à un petit délai. Et, deuxième message, l'autobus qui doit partir pour Québec ce soir, comme on annonce un peu de grésil ou d'autre chose, au lieu de partir vers 20 heures, il partirait immédiatement 15 minutes après la fin de la séance de ce soir, donc vers 18 h 45.

Je m'excuse, mais ce n'est pas sur le temps de votre présentation et je vous demanderais maintenant, M. Czolij, de bien vouloir présenter les membres de votre groupe et de prendre cinq minutes pour la présentation de l'essentiel de votre mémoire. Mais, auparavant, je vous remercie aussi d'avoir bien voulu accepter l'interruption et de revenir après un lunch improvisé. Allez, je vous en prie.

Congrès des Ukrainiens Canadiens (section Montréal)

M. Czolij (Eugène): Pour la présentation, je commence par ma gauche où est assis mon père, M. Yaroslav Czolij, directeur de la Caisse populaire ukrainienne de Montréal; ensuite, M. Yaroslav Kulba, président du Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal; à ma droite, M. William Tretiak, président de l'Association des professionnels et hommes d'affaires de Montréal, et je m'appelle Eugène Czolij. J'occupe le poste de vice-président du Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal.

MM. les coprésidents et distingués membres de la Commission, le débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est sans aucun doute l'un des plus importants et affectera d'une façon marquante tous les Québécois, personnellement et collectivement, dans un avenir plus ou moins rapproché. La communauté ukrainienne de Montréal ne pouvait donc rester coite pendant vos délibérations. C'est pourquoi le Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal, ayant reçu un mandat approprié de ses membres, a soumis un mémoire à cette Commission, et nous avons le plaisir de discuter avec vous aujourd'hui des divers points soulevés.

Tel que nous l'avons déjà mentionné dans notre mémoire, le Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal, chapeaute 32 organismes communautaires, sociaux, religieux, ainsi que des regroupements d'anciens combattants, des associations de jeunesse, d'hommes d'affaires et de professionnels, un comité consultatif scolaire et un centre de services sociaux.

Le Congrès des Ukrainiens Canadiens agit

essentiellement comme porte-parole de la communauté ukrainienne qui comprend, d'après le recensement de 1986, près d'un million de personnes d'origine ukrainienne au Canada, dont plus de 22 000 au Québec. L'année prochaine, notre communauté commémorera le centenaire de l'établissement des premiers pionniers ukrainiens au Québec et au Canada. Ces premiers immigrants sont venus alors qu'ils ne connaissaient que quelques mots de français ou d'anglais, mais ont malgré tout persévéré et contribué à l'enrichissement du Québec et du Canada tout en préservant leur héritage culturel et liens étroits avec l'Ukraine. Comme vous le savez sans doute, ces liens se sont resserrés depuis un certain temps, alors que le peuple ukrainien, comme les Litoniens, les Lettons et les Estoniens profite d'un courant pseudo-démocratique en Union Soviétique pour se libérer du joug de Moscou et reconquérir son indépendance.

Cette lutte constante du peuple ukrainien dans un système où les droits les plus élémentaires de la personne sont bafoués depuis plus de trois siècles, où la terreur règne encore, où la politique de russification persiste, où les persécutions et intimidations continuent, où les arrestations pour des raisons politiques se multiplient et où la terreur reprend de plus belle amène le Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal, à vous affirmer avec beaucoup de conviction que le Québec et le Canada demeurent encore l'envie de la plupart des gens dans le monde entier, malgré toutes nos difficultés.

En effet, nous vivons dans un pays démocratique qui garantit les droits individuels et collectifs et, croyez-nous, cela n'est pas peu dire. Beaucoup ont, d'ailleurs, au prix même de leur vie, lutté pour cet idéal que nous prenons plus souvent qu'autrement pour acquis.

De plus, il faut être conscients que les Québécois et les Canadiens jouissent d'un standard de vie très élevé et de programmes sociaux des plus avantageux au monde. Par comparaison, nous ne pouvons passer sous silence que plusieurs Ukrainiens craignent la famine par les temps qui courent. De façon plus égoïste, les conditions difficiles de subsistance du peuple ukrainien nous font réaliser quotidiennement à quel point nous sommes chanceux d'être de ce côté de l'Atlantique et de bénéficier des richesses de ce pays.

J'ai dressé cette toile de fond pour vous sensibiliser aux motifs qui ont incité le Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal, à vous écrire dans son mémoire que malgré les échecs constitutionnels vécus, le dialogue entre les gouvernements du Québec et du Canada doit se poursuivre dans la recherche d'une solution mutuellement satisfaisante.

Nous sommes d'accord que la population du Québec est distincte de celle du reste du Canada, que les revendications linguistiques et culturelles

du Québec doivent être reconnues et protégées. Parallèlement, les droits des minorités doivent être respectés tout autant. Nous sommes conscients qu'au fil des années le peuple québécois s'est doté de plusieurs atouts lui permettant d'envisager l'avenir avec assurance et optimisme. Nous croyons néanmoins que le maintien d'une forme de fédération mutuellement acceptable demeure essentiel pour maintenir une position privilégiée sur le marché financier mondial. Nous constatons d'ailleurs qu'en Europe, les pays démocratiques recherchent une certaine forme de fédération et pour emprunter les mots de M. Albert Juneau, dans son éditorial "Vers une Europe fédérale" paru récemment dans le journal *Le Devoir* que je cite: "Le Québec peut tirer des enseignements précieux de la Communauté européenne, non pas comme modèle à suivre, mais comme un exemple d'une association dont les membres cherchent les formes les plus appropriées de coopération politique à l'intérieur d'un cadre économique qui nécessite une coordination très étroite."

Enfin, nous incitons fortement cette Commission, dont le rapport sera des plus importants et influents, à recommander au gouvernement du Québec de s'assurer que tous les Québécois soient clairement informés des choix qu'ils auront à exercer sur l'avenir du Québec, afin de pouvoir y participer aussi pleinement que possible. De même, nous croyons que toute nouvelle proposition tendant à redéfinir nos relations avec le Canada devrait être acceptée par l'ensemble de la population canadienne pour s'assurer d'une collaboration de facto et non pas simplement de jure.

En terminant, nous vous remercions de l'intérêt que vous avez porté à notre mémoire sur l'avenir du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Czolij. Maintenant nous allons entendre M. Larose, qui sera suivi de M. Desjardins.

M. Larose: Merci, M. le Président. Bienvenue à cette Commission. J'aurais deux questions à poser. Quand vous dites que vous voulez que la Constitution canadienne reconnaisse le caractère distinct du Québec par rapport à l'ensemble du Canada, est-ce que pour vous ça veut dire reconnaître le caractère national? C'est-à-dire est-ce que, pour vous, au Québec, il y a ici un peuple? Et, deuxièmement, est-ce que ce peuple a le droit à l'autodétermination? Parce que ça m'amène à l'autre question, qui est celle de votre dernier paragraphe, à savoir qu'il y a un mandat qui doit être d'abord approuvé par l'ensemble des Québécois mais aussi par l'ensemble des Canadiens. Alors, je veux savoir qui décide quoi dans toute cette transformation.

M. Czolij: Premièrement, en ce qui concerne votre première question, je pense qu'il est

évident... et le Congrès des Ukrainiens Canadiens reconnaît à tout peuple le droit à l'autodétermination. Je pense que je n'ai pas grand-chose à ajouter. Je pense que c'est évident. Je pense que notre peuple a toujours lutté pour ce principe et n'est pas prêt à restreindre ou à limiter ses droits lorsqu'un autre peuple - dont nous faisons partie ici, évidemment, au Québec - exerce ce droit.

Quant à notre mémoire où on mentionne que toute nouvelle proposition tendant à redéfinir nos relations avec le Canada doit être approuvée par l'ensemble de la population, cette phrase a été mise pour la simple et bonne raison que, lorsqu'on veut redéfinir et lorsqu'on parle de relations, ça prend deux parties qui s'entendent. On ne peut imposer, parce que ce n'est pas démocratique, une autre forme de relations. Et même si on l'impose, on ne garantit aucunement un épanouissement, ce que nous voulons, ce que nous recherchons tous. C'est pour cette simple et bonne raison que nous disons, dans notre mémoire, que la proposition devra être acceptée par l'ensemble de la population qui sera régie par les nouvelles règles qui seront établies.

M. Larose: Si je comprends bien, s'il s'agit d'un projet d'autodétermination, il appartiendra au Québec de le décider, mais s'il y a un volet d'association, ce que vous proposez, c'est que le volet associatif redéfini soit soumis à l'ensemble canadien. C'est ce que vous proposez?

M. Czolij: C'est-à-dire qu'évidemment le Québec a le droit de décider de son avenir. Pour autant que cet avenir touche les relations entre le Québec et le Canada, il doit être accepté par l'ensemble de la population canadienne. C'est essentiellement notre point de vue.

M. Larose: O.K. Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Messieurs, bienvenue et merci de votre contribution aux débats de la Commission. Pour un, en tout cas, je trouve que votre mémoire est intéressant, qu'il éclaire et qu'il suscite des questions très précises. Je vous dirai que je suis quand même content parce qu'on ne l'entend pas souvent, c'est que vous nous rappelez qu'on vit dans un pays démocratique qui garantit des droits individuels et collectifs, que les habitants chez nous jouissent d'un standard de vie élevé ainsi que de programmes de sécurité sociale probablement parmi les plus élevés au monde, que ce sont des acquis dont vous êtes fiers. Je pense qu'il n'y a personne qui conteste ça ici. Le débat est tout autre. Mais se rappeler ces choses fondamentales, ces acquis-là, je pense que c'est important et j'étais heureux que vous le fassiez.

J'ai deux questions qui sont reliées à ça parce que vous dites, à la page 5, et je vous cite: "Toute décision unilatérale entraînera des effets négatifs sur le bien-être et la prospérité des Québécois et des autres Canadiens." Vous savez très bien que beaucoup d'experts qui défendent la thèse de l'indépendance disent qu'il peut y avoir une période de perturbations, mais qu'à moyen terme, ça va se rétablir et que ça va bien aller. J'aimerais vous entendre là-dessus.

Ma deuxième question. Vous faites allusion dans votre texte à la société distincte, que vous aimeriez que la Constitution canadienne reconnaisse le caractère que le Québec forme une société distincte. Vous savez très bien que c'était tout le débat de Meech et que le Canada anglais a dit non. Est-ce que vous pensez que, dans une autre tentative, on peut réussir à faire accepter par le Canada anglais que le Québec constitue une société distincte et que ce soit encaissé dans une Constitution? Ce sont mes deux questions.

M. Czolij: Je vais essayer de répondre aux deux en même temps. Si je réussis, tant mieux, sinon je m'amenderai. Je pense qu'un autre essai, malgré que l'échec soit possible, il est possible pour la simple et bonne raison, à notre avis, que le Québec ne fait pas face à un monolithe antiquébécois.

M. Desjardins: Donc, pour vous, le rejet du Québec... Ce n'est pas tout le Canada anglais qui rejette le Québec. Vous réfutez cet argument-là de dire que c'est le Canada anglais qui rejette le Québec. Parce qu'on pourrait vous servir des sondages et des statistiques qui disent qu'une majorité de l'opinion anglaise était défavorable à Meech. Je me fais l'avocat du diable, là, mais je veux vous confronter avec vous-même.

M. Czolij: Non, je vous comprends. Je ne dis pas que l'ensemble de la population canadienne, à l'extérieur du Québec, a accepté les revendications du Québec lors du dernier débat constitutionnel. Je l'ai suivi tout autant que les experts. Je n'ai peut-être pas les sondages auxquels vous faites référence, mais il n'en demeure pas moins que, même si l'accord n'a pas passé, le gouvernement fédéral et sept provinces l'ont tout de même accepté.

M. Desjardins: On a passé proche.

M. Czolij: On a passé très proche. On a aussi passé très proche pour que les deux provinces qui n'ont pas accepté ne l'acceptent pas.

M. Desjardins: Donc, pour que vous puissiez répondre à ma première question, ce que vous nous dites, c'est que vous pensez que, possible-

ment, le Canada anglais pourrait accepter de reconnaître la société distincte. J'aimerais revenir à ma première... En tout cas, je peux vous laisser aller là-dessus, mais je ne voudrais pas oublier ma première question.

M. Czolij: Écoutez, on parle de stratégie. Il est évident que les souverainistes prennent la voie à l'effet qu'on coupe les liens pour ensuite les rebâtir à plus ou moins long terme. Je crois que le Congrès favorise plutôt la voie de nouvelles négociations qui amèneront, nous croyons à tout le moins, des résultats plus tangibles que ceux qu'on a vécus cet été. Je suis sûr que... Ce que j'avance, aujourd'hui, je ne peux être certain, loin de là, que c'est la bonne voie. Il n'en demeure pas moins que c'est la voie que nous favorisons, pour les raisons que je viens d'exprimer plus tôt. À savoir que les dernières revendications du Québec, lors du débat du lac Meech, ont quand même été acceptées par sept provinces et le gouvernement fédéral. Je vous dis que la situation politique change. On vit dans un pays dynamique. Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut prévoir. Je pense qu'en maintenant une position ferme, en étant serein, en discutant... Je crois que le débat devant cette Commission dynamisera, justement, ce débat. Et je vous dis que je me demande combien d'entre vous, distingués membres de la Commission, auraient misé cher, il y a deux ans, que le NPD serait au pouvoir en Ontario?

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ce, la parole est à Mme Bégin.

M. Desjardins: Il y avait ma première question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Non. La parole est à Mme Bégin. Les cinq minutes sont déjà dépassées.

Mme Bégin: Je vous remercie, M. le Président. D'abord, au nom de ma formation, j'aimerais vous remercier de nous avoir présenté le mémoire. À la lecture de celui-ci, on remarque que vous désirez que le Québec continue à négocier avec le Canada parce que vous dites qu'on jouit tout de même d'un bon standard de vie et que le Canada, comme tel, est justifié. Lorsque vous dites, à la page... Je veux bien le dire, et ça malgré l'échec du lac Meech et les échecs constitutionnels de 1982, vous voulez qu'on continue de négocier avec le Canada. Lorsque vous dites qu'on continue un dialogue avec le Canada, est-ce que vous entendez un dialogue Québec-Ottawa ou un dialogue le fédéral plus les neuf autres provinces canadiennes? (14 heures)

M. Czolij: Je pense que le Congrès ne s'est pas avancé aussi loin. Là, on parle plus de stratégie. Je pense que le Québec, suite à l'échec

du lac Meech, devra tenter tout moyen qui lui est ouvert pour aboutir aux résultats qu'il recherche aujourd'hui, que ce soit par un débat, des négociations bilatérales ou avec toutes les provinces, je ne saurais vous dire.

Mme Bégin: Parce que le problème présentement se situe justement au niveau des conditions d'amendement à la Constitution. Je vais échanger avec vous. Advenant le cas où le Québec déciderait de négocier avec Ottawa une nouvelle entente constitutionnelle, est-ce que vous jugez nécessaire... Et là, vous en parlez dans votre document, il faudrait aller revoir la population canadienne par un référendum, par une élection peut-être, pour avoir son appui. Est-ce que vous pensez, advenant que la population canadienne dise oui à une entente entre le fédéral et le Québec sur une nouvelle base constitutionnelle, que ce serait légalement acceptable pour être opposable aux gouvernements des neuf autres provinces. Vous comprenez bien ce que...

M. Czolij: Oui. Je ne saurais vous dire si ce serait légal ou non, je présume que si le gouvernement fédéral négociait sur cette base avec le Québec, ça serait parce qu'il se sent mandaté par l'ensemble de la population pour le faire. Si personne ne conteste ce pouvoir du gouvernement fédéral, tant mieux.

Mme Bégin: Et lorsqu'on ira négocier avec le fédéral, est-ce que vous pensez que le Québec, vu les échecs qu'on a connus, l'échec de 1982 et l'échec de 1990 par le lac Meech, devra accompagner sa négociation d'une menace de retrait du pays en cas d'échec, en disant: Là, c'est la dernière chance qu'on négocie avec vous, on y va, mais si ça ne fait pas, c'est une autre solution qu'on préconise. Comment voyez-vous cette solution-là?

M. Czolij: Écoutez, je suis avocat par profession. J'ai négocié à quelques reprises avec des adversaires et ça dépend du contexte. Des fois, les menaces sont plus souvent qu'autrement une tentation pour la partie adverse de dire non. Des fois, les menaces font en sorte que le débat se concentre plutôt sur la menace que sur le fond de la question. Alors, encore une fois, je pense qu'on parle de stratégie. Une fois que cette Commission aura présenté son rapport et le gouvernement pris une décision sur la voie à suivre, il décidera si la menace d'une indépendance sera appropriée dans les circonstances ou non.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. C'étaient mes questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. M. Léonard.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais faire quelques remarques sur le mémoire. D'abord, j'ai l'impression que, vous trouvez que, finalement, il n'y a pas tellement de problèmes au Canada. Que oui, ça a l'air d'aller plutôt bien et que, finalement, vous vous demandez si le Québec a vraiment des problèmes? Je pense que c'est ça que je retiens pratiquement de votre mémoire, parce que vous dites: Ça va tellement bien, tout ce qu'il peut y avoir à discuter, ce sont des détails, et tout ce dont on parle au Québec, les relations entre le Québec et le fédéral, depuis des années et des dizaines d'années, finalement, ça a été du placotage et pas autre chose.

Je ne peux pas m'empêcher de faire le point autrement, parce que, franchement, c'est nier au Canada et au Québec une certaine réalité qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive depuis fort longtemps.

Je voudrais relayer le dernier paragraphe de votre mémoire parce que, à mon sens, il prête à ambiguïté. Vous avez répondu à M. Larose sur cette question, mais je voudrais y revenir parce que vous dites: "Toute nouvelle proposition tendant à redéfinir nos relations avec le Canada doit être approuvée par l'ensemble de la population canadienne pour garantir notre épanouissement dans l'avenir." Vous avez dit que le Québec pouvait décider lui-même de son propre sort. Fort bien, je le comprends. Mais, par ailleurs, à partir du moment où il décide de son propre sort, il touche aux relations avec le reste du Canada. Je voudrais vous entendre dire bien formellement qu'il ne s'agit pas de faire entériner par un référendum canadien toute proposition ou toute décision du peuple du Québec concernant son avenir à lui.

M. Czolij: Premièrement, je tiens à vous corriger si vous dites que notre mémoire ne tient pas compte de la réalité et de l'histoire et que le mémoire peut se résumer essentiellement à la phrase qu'il n'y a pas de problème au Canada et qu'est-ce que le Québec recherche finalement alors que tout est beau? Vous voyez, j'ai un verre à moitié rempli. Vous pouvez le regarder et dire: Il est à moitié vide, et je peux le regarder et dire: Mais il y a quand même de l'eau dedans. Quand je viens d'un pays où il n'y a pas d'eau, je suis content d'en voir au moins la moitié remplie. C'est ce que notre mémoire visait. C'est tout simplement de faire comprendre aux Québécois que, malgré les difficultés, le monde entier trouve que c'est quand même un des plus beaux pays, une des plus belles provinces dans lesquels les gens peuvent vivre.

Pour ce qui est de votre question, si je la comprends bien, est-ce que vous me demandez que si le Québec décidait, par exemple, par un référendum, de se séparer du Canada, cette question devra être soumise une deuxième fois à l'ensemble de la population canadienne?

M. Léonard: C'est à peu près ça parce que, finalement, ça touche aux relations avec le reste du Canada. Fondamentalement, on vient de modifier leur propre pays au Canada.

M. Czolij: Écoutez, je ne pense pas que le Québec ait besoin d'un deuxième référendum canadien pour se séparer du Canada. Le Congrès mentionne aux pages 6 et 7 de son mémoire que lorsqu'on veut redéfinir les relations avec le Canada, là il faut obtenir le consentement de l'ensemble des personnes qui seront touchées.

M. Léonard: Maintenant, il reste quand même qu'à de multiples reprises, il y a eu des tentatives de remplir l'autre moitié du verre et que ça n'a jamais réussi depuis des dizaines et des dizaines d'années, et même pratiquement depuis la signature de la Constitution canadienne, en 1867. Comment pensez-vous maintenant convaincre le reste du Canada de remplir l'autre moitié du verre? À un moment donné, ça va arrêter!

M. Czolij: Écoutez, je pense qu'en demeurant sur nos positions, qu'en bâtissant sur ce qu'on a déjà acquis, je pense entre autres à l'accord conclu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec sur la question de l'immigration depuis le lac Meech...

M. Léonard: Écoutez, ce n'est même pas une goutte!

M. Czolij: Disons que c'est une goutte parce que c'était l'une des cinq revendications lors du lac Meech. Alors, à mon avis, il s'agit plus que d'une goutte et si on ajoute plusieurs gouttes on finit par remplir le verre!

M. Léonard: C'est une entente administrative et pas du tout constitutionnelle, vous allez admettre ça, si vous la lisez. Elle ne donne aucun droit sur les choix.

M. Czolij: Évidemment, je ne me base pas sur cette entente pour vous dire: Voici, la solution miracle a été trouvée depuis l'été. Je ne citais cet exemple que pour vous dire tout simplement qu'il y a quand même des bases sur lesquelles on peut bâtir. Il y a au moins un verre qui est à moitié rempli. Il y a peut-être une goutte qui a été ajoutée depuis la défaite du lac Meech et j'encourage, ou plutôt le Congrès des Ukrainiens Canadiens encourage le gouvernement du Québec à continuer sur cette voie en croyant qu'il finira par remplir le verre parce que, comme je vous l'ai déjà indiqué en répondant à l'une des questions, je pense que c'était à celle de M. Desjardins, le Canada anglais n'était pas un monolithe. Il y a des changements, les politiciens changent, certains vont changer, certains vont partir plus tôt que d'autres, mais il n'en demeure

pas moins qu'en demeurant fermes, en discutant sérieusement, en montrant du sérieux, le Canada anglais finira par nous aider à remplir ce verre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps. Peut-être que vous avez une dernière question rapide; il faudrait qu'elle soit vraiment rapide.

M. Léonard: Bien je pense qu'en montrant du sérieux, il me semble que le Québec a montré du sérieux depuis très longtemps dans ses négociations constitutionnelles. Qu'on nous demande d'en montrer! En réalité, en 1982 notamment, le verre s'est complètement vidé. Quand vous pensez le remplir, il y a un trou dedans et il ne se remplira jamais tant qu'on ne modifiera pas cette Constitution.

M. Czolij: C'est possible. C'est votre avis.

Le Président (M. Michel Bélanger): Voilà, la question est la réponse. Donc, il me reste à vous remercier, messieurs les représentants du Congrès des Ukrainiens Canadiens, section de Montréal, MM. Czolij, père et fils, M. Kulba et M. Tretiak, d'avoir bien voulu soumettre un mémoire à la Commission, d'être venus le défendre et d'avoir ainsi contribué à l'avancement de nos travaux.

M. Czolij: Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci surtout d'avoir accepté les délais dans les horaires qui ont peut-être perturbé votre après-midi, mais vous avez été bien gentils de faire face aux circonstances.

Nous recevrons maintenant les représentants de la Maison d'Afrique que je prie d'approcher de la table.

(Suspension de la séance à 14 h 11)

(Reprise à 14 h 13)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, si les membres de la Commission veulent bien reprendre leurs sièges, nous allons maintenant écouter la représentante de la Maison d'Afrique, Mme Hekpazo, qui a maintenant la parole. La parole est à vous, madame.

Maison d'Afrique

Mme Hekpazo (Jacqueline): Je vais donc présenter les courtes réflexions que la Commission sur l'avenir politique du Québec nous suggère. La tenue de la Commission sur l'avenir du Québec nous ramène à ce qui se passe ailleurs dans le monde. En Afrique, par exemple, se tiennent des conférences de ce qu'on appelle les

forces vives de la nation, qui rassemblent des tendances différentes, voire opposées, des divers milieux sociaux, et qui se réunissent pour faire le point sur la situation du pays, envisager son avenir et déterminer le mode de développement dans lequel il veut s'engager. Il faut souligner, cependant, que ces exercices éminemment démocratiques ont dû se tenir à la suite de la dégradation des conditions de vie des populations ainsi que des pressions exercées par celles-ci sur leurs dirigeants. En Europe de l'Est également, ce que les officiels nomment le réveil des nationalités, que nous nommons, nous, le réveil des peuples, et le renouveau des luttes pour l'autodétermination ont fait suite à l'impasse dans laquelle se sont retrouvés ces pays.

Le fait que soit donc instituée une Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec indique clairement que le Québec se trouve à un moment crucial de son développement historique. Le cadre constitutionnel dans lequel évoluait, tant bien que mal, le Québec jusqu'à présent est devenu désormais trop étroit, trop limitatif. C'est ainsi que l'essor du Québec est tel que la cage constitutionnelle fédérale qu'est l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 ne peut plus le contenir. Si l'on poursuivait cette métaphore d'un oiseau qui serait prisonnier d'une cage, le déploiement de ses ailes pour qu'enfin il puisse prendre son envol et voler à sa pleine altitude nécessiterait donc l'ouverture des barreaux de sa cage, si dorée fût-elle. Car, à force de se cogner aux barreaux, les ailes de notre oiseau ne risquent-elles pas de se meurtrir et, à la longue, de s'atrophier? Un oiseau est fait pour voler en toute liberté de ses propres ailes, malgré les risques que représentent d'éventuels chasseurs ou toute autre sorte de prédateur.

Pour nous qui sommes originaires de pays ayant lutté peu ou prou pour leur indépendance, force est de constater que l'indépendance politique est une condition nécessaire, mais non suffisante pour assurer le développement de nos pays. L'immigration en provenance de nos pays en témoigne éloquemment. L'indépendance politique n'est pas une fin en soi. C'est un moyen, un outil pour choisir et contrôler son propre développement en vue d'assurer de meilleures conditions de vie à l'ensemble d'un peuple, pour permettre une bonne vie au profit de tous, comme disait Kwame Nkrumah.

Mais, contrairement à nos pays qui n'ont, pour la plupart, pas les moyens économiques d'une réelle politique d'indépendance, le Québec, lui, a les bases économiques minimalement nécessaires lui permettant d'assurer la poursuite de son développement, d'en être le maître-d'oeuvre à part entière. Pour ce faire, il reste au Québec à saisir le levier de l'indépendance politique qui se trouve à portée de la main.

Nous avons quelques remarques à formuler. Nous déplorons l'absence des Premières Nations

au sein de la Commission sur l'avenir du Québec. Pour nous qui sommes de nouveaux arrivants, nous nous interrogeons sur la place réelle qui nous sera réservée dans un Québec nouveau, à la lumière de la situation qui est faite ainsi qu'à la place réservée aux premiers occupants.

Bien que toutes les catégories sociales ne soient pas représentées de façon formelle, c'est-à-dire proportionnelle, au sein de la Commission, nous espérons que les membres de la Commission sauront tenir compte des différents points de vue en provenance de milieux beaucoup moins bien représentés, parce que moins bien organisés et financés, de ce qu'on nomme le monde ordinaire, des divers milieux communautaires et populaires, dont font partie, entre autres, nombre de travailleuses et travailleurs non syndiqués.

Si, dans un premier temps, il va être question d'analyser les vices et vertus du fédéralisme canadien versus le nationalisme québécois, dans un deuxième temps, la Commission devrait analyser également les forces en présence sur la ligne de départ d'un Québec nouveau, car la question de la souveraineté, donc la question nationale, s'accompagne pour nous d'une conception ou l'autre d'un projet de société.

Si nous revenons à l'exemple de nos pays, ceux-ci, dans leur lutte pour l'indépendance, ont rarement lié cette lutte à celle de la remise en cause du fonctionnement interne de leur société, ce qui a eu pour effet d'échanger des "maîtres colons" européens contre des "dirigeants néo-colonisateurs" africains.

Il ne s'agit donc pas uniquement de changer les meubles de place. Nos pays n'y ont pas gagné grand-chose, c'est le moins qu'on puisse constater aujourd'hui. Nous pensons que la Commission aura le mérite de clarifier les enjeux réels auxquels sont confrontés les Québécois: l'indépendance, oui, mais pour faire quoi? C'est là que surgit la nécessité d'un projet social commun, projet qui reste à définir et que les travaux de la Commission peuvent aider à dégager. L'indépendance nationale ne doit pas être réduite à une seule question de rentabilité économique. Il est question de l'avenir d'un peuple, de construire en même temps qu'un nouveau pays, une identité collective québécoise, sur des valeurs de justice et de solidarité sociale qui sont pour nous synonymes de démocratie.

Nos recommandations: la tenue d'un référendum dès la publication du rapport de la Commission, c'est-à-dire avant la tenue des élections générales. Pourquoi? Ceci nous assurera que c'est réellement le peuple québécois qui va décider de son avenir, tout en évitant la récupération par un parti politique ou l'autre.

Deuxièmement, un énoncé clair et simple de la question référendaire, du genre: Voulez-vous d'un État du Québec indépendant, démocratique?

Troisièmement, après le référendum devra se

tenir une assemblée constituante représentative de toutes les forces de la société, y compris celles qui n'auront pas été représentées au sein de la Commission. Cette assemblée devra élaborer un projet de constitution qui devra être entériné par la population.

Le droit de vote, ce droit démocratique par excellence pour le référendum, devrait être reconnu aux immigrants reçus ou résidents permanents habitant le territoire du Québec depuis au moins un an, sinon trois, mais qui n'ont pas le statut de citoyen canadien, par obligation juridique ou par choix. Car les immigrants reçus au Québec font partie de la population québécoise et, à ce titre, devraient pouvoir participer aux décisions collectives.

Une fois la proclamation d'indépendance faite, alors viendra le temps de négocier, d'égal à égal, des formules de mise en commun avec les voisins géographiques que sont le Canada et les États-Unis. On cite souvent l'exemple de la Communauté économique européenne, mais son évolution s'est faite sur la base d'États-nations, traitant d'égal à égal, que les réalités économiques ont poussé à développer certains liens qui ne commenceront à se concrétiser qu'en 1992, mais où chaque pays conserve le contrôle de ses intérêts nationaux bien compris.

En conclusion, nous n'avons pas seulement un préjugé favorable pour la souveraineté du Québec, mais encore un parti pris pour l'indépendance nationale du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Alors, la parole est maintenant à M. Williams.

M. Williams: Merci beaucoup, M. le Président. Merci, madame, pour votre présentation, au nom de notre formation. J'ai quelques questions à vous poser tout de suite. Merci pour les précisions de votre mémoire, les cinq thèmes que vous avez mentionnés. Vous nous dites que l'indépendance, ce n'est pas la fin, mais c'est le moyen. Vous avez dit: la chose la plus importante, c'est le projet de société que l'indépendance permettrait de mettre en vigueur.

Mais si nous pouvions trouver la formule, la formule fédérale ou confédérale, qui permette de mettre ce projet de société en vigueur, pourriez-vous accepter cette formule? Avez-vous des commentaires?

Mme Hekpazo: Est-ce que vous pourriez parler un peu plus fort, parce que j'ai de la difficulté à saisir ce que vous êtes en train de dire.

M. Williams: Je m'excuse. Très vite, je répète. Vous avez dit que l'indépendance, ce n'est pas la fin, c'est le moyen.

Mme Hekpazo: Oui, oui.

M. Williams: Si nous trouvons un autre moyen que l'indépendance pour réaliser votre projet de société, est-ce que vous pourriez accepter l'autre modèle de fédéralisme ou de confédéralisme?

Mme Hekpazo: Avec l'exemple de ce qui s'est passé, si on considère que la Constitution de 1867 excluait les premières nations, si on considère que la Constitution de 1982 excluait le Québec, quant au statut des Noirs, par exemple, au Canada, dans le cadre du système fédéral, ils sont totalement absents de l'histoire officielle. Pourtant ils sont présents depuis les débuts de la colonie. Et quand on considère, bien sûr, l'échec de l'accord du lac Meech qui pose, justement, la question du Canada et la question du Québec, je vois mal, avec l'expérience de toutes ces années de cheminement, de colonie française à colonie anglaise, ensuite au statut de province, je vois mal quel peut être l'aboutissement de cette démarche-là, du cheminement d'un peuple vers son avenir, si ce n'est par l'indépendance. Mais c'est le point de départ pour construire un État nouveau, une société nouvelle. Et c'est là que l'importance de considérer tous les éléments de la population du Québec entre en ligne de compte.

M. Williams: O.K. Merci. Vous avez recommandé, tout de suite après cette Commission, quand nous aurons publié notre rapport, la tenue d'un référendum sur nos recommandations, pour protéger la démocratie et prendre la prochaine étape. Mais pour être démocratique, est-ce qu'il faut que nous prenions le temps d'avoir un débat public, d'avoir d'autres suggestions? Et si nous avons un référendum tout de suite après le rapport, est-ce que ce n'est pas contradictoire avec votre but que la prochaine étape soit démocratique? Et, est-ce que vous pouvez faire des commentaires sur ça?

Mme Hekpazo: Non. La Commission sert à clarifier certains enjeux, certains débats de société qui, malheureusement, n'ont cours qu'actuellement. Le fait que nous soyons invités à cette Commission-là prouve qu'il y a quand même un intérêt pour s'intéresser un peu à une immigration récente. Les immigrants reçus font partie de la population québécoise, canadienne, actuellement, et le plus souvent, on n'a jamais tenu compte, surtout pour ceux qui sont originaires des pays du tiers monde, de leur point de vue.

Alors, si on considère, par exemple – je fais toujours référence à la situation des Noirs au Canada – si on prend l'indicateur qui sert à préciser la place d'un groupe dans la société, si on prend, donc, l'indicateur de la représentation dans la fonction publique canadienne, par exemple, on s'aperçoit que, alors que les minorités visibles comptent pour un peu plus de 6 % de la

population active, c'est à peine une moyenne qui varie entre 2 % et 3 % à l'intérieur des différentes sociétés nationales à réglementation fédérale qui sont présents. Et ceux qui sont présents sont toujours dans des postes semi-spécialisés, ou de soutien administratif, et très rarement à des postes de décision ou d'influence quelconque.

La Commission sert d'exercice pédagogique, comme beaucoup de gens l'ont dit, et je pense que, pour nous qui sommes au Québec depuis les années 1975, nous avons bien suivi la démarche du peuple québécois ainsi que ce qui se passe au Canada anglais. Même si, officiellement, nous n'avons jamais été mis sur la carte comme représentants d'opinions qui, peut-être, n'ont pas cours ou qui ont cours seulement maintenant, on suit de très près la situation et c'est un débat qu'on a déjà tenu parmi nos propres membres depuis un certain temps.

Comme nous sommes originaires de pays qui ont lutté pour leur indépendance, qui ont un lourd bagage, aussi, d'expériences de toutes sortes. Ce n'est pas quelque chose de nouveau.

M. Williams: Est-ce que j'ai le temps ou...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez le temps pour une autre petite.

M. Williams: Une très petite. Un peu avec votre expérience de l'argent d'Afrique, tout le débat des droits collectifs, je pense à une bonne base dans les pays d'Afrique... Nous avons eu plusieurs questions pendant les sessions de Bélanger-Campeau, ici, sur les questions de droits individuels et droits collectifs. Pouvez-vous faire quelques commentaires sur votre perspective d'équilibre entre les droits collectifs et les droits individuels?

Mme Hekpazo: Comme on dit, par exemple, dans un proverbe: La liberté individuelle s'arrête là où commence celle des autres. O.K. Pour nous autres, le fait d'un Québec indépendant nous mettrait sur la ligne de départ de construction d'un nouveau pays. Donc, avec une voix au chapitre en ce qui a trait aux différents principes à mettre à l'intérieur d'une constitution. Et pour éviter justement de reproduire les erreurs que la politique du multiculturalisme fédéral occasionne qui fait qu'en principe, dans la réalité, les immigrants surtout d'origine africaine, donc Noirs en général, sont toujours même pas au statut de citoyens de deuxième zone, mais de troisième zone. Ce n'est pas qu'on n'existe pas, mais on est là pareil. Alors, nous insisterions pour que chaque immigrant qui arrive ici, qui est reçu au Québec, dans la mesure où il participe au développement sociopolitique ou économique du Québec, doit être considéré comme un citoyen à part entière avec les mêmes droits que les citoyens québécois de vieille souche, pour

reprendre les expressions habituelles.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Madame, merci de votre mémoire. Vous représentez la Maison d'Afrique et je comprends que la situation est différente entre l'Afrique et le Québec, bien sûr, mais il me brûle de vous poser une question. Les pays d'Afrique ont connu une situation particulière. Ils ont fait leur indépendance autour des années 1960. C'était le vaste mouvement de décolonisation. Ils connaissent encore des difficultés économiques, généralement de toutes espèces, mais la question que je voudrais vous poser: Est-ce que vous croyez qu'il y a beaucoup de ces pays qui voudraient revenir en arrière?

Mme Hekpazo: Absolument pas. Depuis les années soixante, c'est la date symbolique des indépendances nominales, mais ce n'est que le début... Le prochain combat ou... Pas le prochain, mais ce qui se conçoit actuellement en termes de luttes à l'intérieur des pays africains, c'est la conquête de la libération économique parce que nous sommes dans une situation de pays du tiers monde. Donc, avec des rapports nord-sud bien inégaux, c'est le moins qu'on puisse dire.

Nous, ce que nous attendrions d'un Québec indépendant, c'est qu'il prenne position. Un bon rôle de porte-parole au sein de la francophonie. Parce que, même si ce n'est pas toute la majorité des populations qui parlent français, enfin qui sont francophones en Afrique, il y a quand même 21 pays francophones qui sont recensés comme tels et qui font partie de la francophonie. Donc, le Québec a un rôle potentiel de porte-parole. Et moi, je dirais même plus, pour un Québec réellement progressiste, c'est d'être le promoteur et le défenseur de la reprise de ce qu'on appelait le dialogue nord-sud à l'époque. Et c'est à ce niveau-là qu'on a des attentes bien importantes.

M. Léonard: Quant à vous et quant aux pays qui font partie de l'Afrique, vous pensez bien qu'il n'y en a aucun qui reviendrait à la situation antérieure malgré toutes les difficultés qui ont été connues?

Mme Hekpazo: Absolument pas.

M. Léonard: Absolument pas.

Mme Hekpazo: C'est ça. Je pense que le devenir de tout peuple, c'est de conquérir son indépendance pour enfin pouvoir décider de ce qu'ils veulent faire librement.

M. Léonard: Maintenant, vous parlez d'un projet de société. Est-ce que vous seriez d'ac-

cord pour dire qu'au départ il faut faire la souveraineté et qu'ensuite, on discute et on préserve — évidemment dans une constitution — différentes avenues pour discuter de projets de société, mais que ces projets de société vont constituer en quelque sorte une deuxième étape dans la vie démocratique de la population québécoise?

Mme Hekpazo: Je ne pense pas qu'il faille procéder par étapes. En ce moment, c'est simultané, si on peut dire. On ne remet pas aux calendes grecques ce qu'on peut faire actuellement. Pourquoi ne pas débattre des vrais enjeux, des vraies choses de la société, de la vraie vie en même temps que se produit ce débat pour l'avenir politique du Québec? C'est en plein le temps. C'est pour ça qu'on dit que l'indépendance, le moyen juridique, c'est formel, mais c'est la première étape — si vous aimez la notion d'étape — pour, entre Québécois, définir ce qu'on veut comme société.

M. Léonard: Par rapport à différents projets de société, est-ce que vous verriez ou souhaiteriez, vous, qu'il y ait une unité, la plus large possible, de tous les Québécois pour faire la souveraineté et réaliser les projets de société?

Mme Hekpazo: Mais bien sûr, dans la mesure où on fait appel à eux, pas seulement les groupes constitués ou... comme ceux qui sont représentatifs ici, qui ont toujours voix au chapitre. Il y a ce qu'on appelle le Québec profond, qui existe, qui est réel, mais qui n'a pas souvent l'occasion de prendre la parole, ne serait-ce que ça.

M. Léonard: Est-ce que vous partagez les inquiétudes de gens qui sont venus ici, notamment d'un certain nombre de minorités, par rapport à la question des droits individuels dans un Québec souverain? Est-ce que vous trouvez que l'application de la Charte des droits et libertés du Québec laisse à désirer et que, finalement, dans un Québec souverain, la situation se détériorerait ou ne risquerait pas de s'améliorer?

Mme Hekpazo: Non, absolument pas. Le peuple québécois comme tous les autres peuples du monde, une fois qu'il y a des acquis démocratiques ou acquis sociaux, même s'il y a des politiques qui les font régresser temporairement, tiennent à conserver ces droits-là. S'il y a des minorités qui sont inquiètes, c'est de les rassurer, c'est de leur expliquer c'est quoi les enjeux et ce qui se passe actuellement parce qu'il y a énormément d'ignorance aussi sur... bon, en termes d'histoire du Québec, de connaissance de l'histoire, ainsi que celle du Canada anglais et, à un niveau plus global, c'est quoi les rapports aussi entre le Canada et les autres pays

du monde.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin à cette présentation, madame. J'ai le plaisir de vous remercier de nous avoir fait une présentation bien précise, de l'avoir faite avec beaucoup de clarté et d'élégance. Je vous en remercie. Nous recevrons maintenant les représentants de la Société franco-manitobaine.

(Suspension de la séance à 14 h 33)

(Reprise à 14 h 35)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si les membres de la commission veulent bien reprendre leur siège, nous allons maintenant écouter les représentants de la Société franco-manitobaine. M. Raymond Bisson, président de la Société, fera la présentation. M. Bisson, la parole est à vous.

Société franco-manitobaine

M. Bisson (Raymond): Merci, M. le Président. Mesdames, Messieurs de la Commission, j'ai le plaisir de vous présenter Mme Cécile Bérard, directrice générale de la Société franco-manitobaine, et Me François Dumaine, avocat-conseil, de la Fédération des francophones hors Québec.

Nous sommes heureux d'être ici pour vous communiquer les aspirations de notre communauté. Nous représentons la Société franco-manitobaine dont le mandat est de protéger les intérêts et d'agir comme porte-parole officiel de la francophonie manitobaine. Le Québec occupe toujours une large place dans l'esprit et le cœur de la communauté franco-manitobaine. Les médias à la grandeur du pays nous communiquent le fait que le peuple québécois en général penche vers la souveraineté. Nous croyons que dans un avenir rapproché, l'État canadien va certes subir de profondes modifications et qu'à l'intérieur de tout cela, le Québec a non seulement le droit, mais la responsabilité de dresser la direction de son avenir sur le plan constitutionnel. Nous souhaitons que, quelle que soit leur décision, les Québécois et Québécoises choisissent de nous inclure à l'intérieur de la restructuration constitutionnelle, car nous croyons que le développement et l'épanouissement de la collectivité française est un engagement qui nous est commun.

Notre province est relativement jeune. Pourtant, malgré bien des contretemps, nous avons survécu. La mentalité de nos jeunes francophones n'est pas celle des générations antérieures qui, bien souvent, ont été obligées de vivre leur langue dans la clandestinité ou de subir les complexes qui découlent d'une vie marginalisée. Notre peuple est en évolution.

Le fait de nous identifier comme une communauté mourante ne peut que nuire et au

Manitoba et au Québec. Malgré notre statut minoritaire, nous avons des aspirations qui nous sont propres et, petit à petit, par la revendication et la concertation, nous réussissons à aller de l'avant. Les francophones du Québec, contrairement aux francophones d'ailleurs, contrôlent les médias dans leur propre province. Qu'ils en profitent pour véhiculer de l'encouragement et des messages positifs au Manitoba français, cela ne peut que favoriser notre épanouissement.

Le document que nous vous avons présenté fait état de notre histoire, une histoire riche d'un peuple fier, talentueux, tenace et profondément lié au peuple québécois. Nous reconnaissons qu'au cours des dernières décennies, le Québec a évolué et se sent maintenant prêt à maîtriser son destin. Nous croyons que, veux veux pas, nous faisons partie de ce destin et qu'il y a moyen pour le Québec de faire avancer son développement, tout en cultivant des liens avec les membres de la collectivité franco-manitobaine. Nous avons des traits communs évidents, mais il serait naïf de croire qu'il suffit d'une proximité ou de traits communs pour rapatrier les Franco-Manitobains, Franco-Manitobaines au Québec. Il n'y aura pas d'exode vers le Québec. Les Franco-Manitobains et Franco-Manitobaines sont enracinés sur les plaines de l'Ouest et comptent y rester. Pourtant, comme le Québec a une influence sur nos vies, nous sommes conscients que nous en avons une sur le Québec. Quoi qu'il advienne, nos avenir sont entrelacés.

Reconnaissant que le Québec est maître de son destin, nous souhaitons, mesdames, messieurs, que la société québécoise demeure à l'intérieur de la Confédération, mais que celle-ci soit redéfinie en tenant compte du fait que le statu quo ne reflète pas les aspirations québécoises. Le Québec se doit de dresser sa propre direction en accordant l'importance nécessaire aux besoins de tout son peuple et nous souhaitons qu'il choisisse d'accorder l'importance nécessaire aux besoins des francophones à l'extérieur de ses frontières.

Nous recommandons une reformulation de la Confédération canadienne qui tiendra non seulement compte des aspirations québécoises, mais aussi de celles des francophones hors Québec. Ceci peut se traduire par un engagement constitutionnel face aux deux groupes linguistiques officiels. Nous tenons à la préservation de la Loi sur les langues officielles et nous tenons aussi à sauvegarder les garanties en matière linguistique qui existent à l'heure actuelle à l'intérieur de la Charte canadienne des droits et libertés. Nous connaissons un nouveau Canada. L'initiative de mettre sur pied cette Commission est un important facteur vers l'acheminement de ce processus de renouveau.

Il est souhaitable que le résultat final puisse répondre aux aspirations des différentes composantes à l'échelle du pays. Croire au statu quo serait négliger de voir et de reconnaître la réalité canadienne. Nous reconnaissons fort bien

qu'une future entente constitutionnelle serait définie en tenant compte de plusieurs facteurs, tels l'économie, la culture, la représentativité internationale, le partage des pouvoirs, etc. Mais nous voulons, aujourd'hui, miser sur une particularité, l'engagement constitutionnel face aux droits des deux groupes linguistiques officiels.

Nous reconnaissons qu'il y aura une place pour la communauté anglophone dans ce nouveau Québec de demain. Toutefois, nous désirons que les communautés francophones, dans les autres provinces, puissent aussi jouir des mêmes droits ainsi que du même statut que ceux que vous accorderez aux anglophones du Québec. Il importe que le peuple québécois soit aussi sensible à l'égard de la francophonie pancanadienne qu'il l'a été et qu'il le sera à l'égard de sa propre minorité.

Que le Québec assume son identité et qu'il dresse sa propre direction, nous le lui souhaitons, mais qu'il le fasse en considérant tous les enjeux d'avance et que ce soit réellement à l'avantage de chaque Québécois et de chaque Québécoise, ainsi que de tous les Canadiens et Canadiennes. Je vous remercie et nous sommes prêts à répondre à des questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, madame, messieurs, je voudrais vous souhaiter la bienvenue à cette Commission et vous remercier d'avoir bien voulu participer à nos travaux et à notre réflexion. Vous nous rappelez avec beaucoup de justesse les luttes incessantes des Franco-Manitobains pour leur survie. Vous faites un bref historique des principales étapes de cette lutte, en rappelant les campagnes racistes qui ont été dirigées contre les Métis francophones. Je me permets de faire un petit bout d'histoire là-dessus pour rappeler le rôle que le Québec avait tenté, à l'époque, de jouer dans les rébellions des Métis francophones sous la direction de Louis Riel.

Il serait peut-être utile de rappeler que, à ce moment-là, toutes les élites québécoises avaient réclamé la grâce de Louis Riel et toutes les municipalités du Québec, sans exception, avaient adressé une résolution au Parlement demandant la grâce de Louis Riel, et on connaît les résultats. Ils avaient été tournés en dérision, et ça s'était traduit par la pendaison de Louis Riel.

Tout cela pour dire que ces luttes qui avaient été... On se rappellera que ça s'est passé sous un gouvernement conservateur, suivi d'une élection d'un gouvernement libéral, qui abrogeait l'article 23 de l'Acte du Manitoba, sur le bilinguisme faisant donc de l'anglais l'unique langue officielle. Ce sont des luttes dont vous êtes certainement sortis affaiblis un bon moment. Mais vous nous dites que, de plus en plus, les

jeunes Franco-Manitobains auraient plus de dynamisme, plus de fierté et, pour l'exprimer un peu comme vous le dites, un peu moins de complexes, et nous nous en réjouissons.

Dans votre mémoire, cependant, vous exprimez des inquiétudes. Curieusement, les groupes franco-ontariens, la Société des Acadiens et, je dirais, les Franco-Américains ne semblent pas partager votre inquiétude quant aux effets qu'un Québec souverain pourrait avoir sur les francophones hors Québec. La Société des Acadiens, comme les Franco-Ontariens, ne semble pas voir de problème dans cette situation et suggère que nous pourrions et qu'ils pourraient éventuellement constituer des partenaires précieux, à la fois pour renforcer la langue, mais aussi comme partenaires économiques à travers tout le Canada.

Je voudrais comprendre pourquoi vous sentez cette inquiétude devant la décision, qui semble de plus en plus probable, que le Québec puisse faire sa souveraineté. Est-ce que c'est parce que vous êtes plus loin, moins proche du Québec? Qu'est-ce qui explique cette inquiétude?

M. Bisson: La communauté franco-manitobaine a plusieurs pages noires dans son histoire et sans doute que les dates 1890 et 1916 sont des dates dont nous nous souvenons très bien. Je pense que nous sommes en train de corriger cette injustice. Je pense qu'au cours des deux dernières décennies, nous avons mis sur pied plusieurs institutions, plusieurs organismes franco-manitobains pour nous assurer que notre communauté puisse réellement s'épanouir. Nous sommes en voie d'épanouissement et face à une rupture. Si la rupture du Québec est nette, claire et définitive par rapport au restant du Canada, nous sommes de l'opinion que nous ne disparaîtrons pas parce que la vitalité de la communauté franco-manitobaine, elle, dépend non seulement du Québec, mais elle dépend surtout de la communauté franco-manitobaine. Mais, nous avons profité de la présence d'un Québec à l'intérieur du Canada. Nous sommes sûrs, qu'il y ait séparation ou non, qu'il y aura négociation. Comment la communauté franco-manitobaine sortira-t-elle de cette négociation avec le restant du Canada et le Québec? Ça, on ne peut pas le prédire présentement, mais nous sommes de l'opinion que plus le Québec sera intégré à l'intérieur du giron constitutionnel, plus nos chances d'épanouissement seront élevées. Je pense que c'est une question de l'étendue de la souveraineté du Québec qui assurera de plus grands liens avec le Québec, ou moins de liens avec le Québec. Il faut dire aussi...

(14 h 45)

Mme Blackburn: Mais, monsieur...

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est épuisé.

Mme Blackburn: Une toute petite question, si vous me le permettez, M. le Président. J'ai été sage toute la journée.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, mais je ne voudrais pas que ça cesse, madame.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Blackburn: Promis.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une petite.

Mme Blackburn: Je vous remercie, je vous remercie. Vous ne croyez pas qu'à l'inverse, un Québec fort, qui maîtrise son développement, qui a sa place dans le concert des nations, qui a une place comme pays au sein des pays francophones – parce que actuellement la place du Québec est exactement la même que celle du Nouveau-Brunswick au sein des pays francophones, par rapport à sa participation aux Sommets – vous ne pensez pas qu'il serait en meilleure position pour établir des rapports privilégiés et soutenir les francophones hors Québec? Et comment pensez-vous qu'on puisse reformuler la Confédération canadienne, vous qui êtes particulièrement bien placés pour connaître le degré d'intolérance d'une partie de la population canadienne-anglaise à l'endroit du Québec?

M. Bisson: Nous croyons que c'est peut-être aussi une question de volonté politique de la part des autres provinces, plus spécifiquement de la part du Manitoba à notre égard. Mais je pense qu'il serait sans doute avantageux pour les communautés hors Québec, sans doute la communauté franco-manitobaine, que le Québec joue un rôle plus vaste, plus étendu, quant à la francophonie pancanadienne. Il y a à l'extérieur du Québec environ 1 000 000 de francophones. Je pense qu'il pourrait y avoir des liens qui seraient établis, et je pense qu'avec des liens établis au niveau d'une confédération, nous croyons que ce serait beaucoup plus facile pour la communauté franco-manitobaine.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant aux questions des membres. Pour m'en tenir dans les limites, M. Nicolet, M. Turgeon et M. Dufour, sans trop forcer, je vais essayer de vous couper plutôt à trois minutes et demie qu'à cinq minutes. Mais enfin, je vous laisse commencer. M. Nicolet, suivi de M. Turgeon et de M. Dufour.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. D'abord, rapidement, pour faire suite à ce que disait Mme Blackburn, est-ce que la volonté politique des autres provinces, sur laquelle vous comptez, n'est pas normalement le reflet de la réalité de l'électorat des autres provinces?

M. Bisson: Je suis très heureux que vous ayez posé cette question. Je pense que j'aimerais prendre l'occasion pour mettre en perspective la situation quant au Manitoba et la communauté franco-manitobaine.

Nous avons eu l'occasion, au cours des deux dernières rencontres annuelles de la Société franco-manitobaine, d'avoir le premier ministre de la province, M. Filmon, venir nous adresser la parole en français, et aussi de ratifier certaines ententes avec le gouvernement fédéral en ce qui concerne l'entente Canada-Manitoba, pour s'assurer que la communauté franco-manitobaine puisse davantage s'épanouir par l'entremise de ces ententes financières desquelles nous pouvons bénéficier.

Je pense qu'on doit continuer à travailler et à revendiquer nos droits. Cependant, il est absolument important que l'on s'assure que les gouvernements au pouvoir dans nos provinces puissent avoir cette volonté politique de permettre et d'encourager l'épanouissement des communautés, telle la communauté franco-manitobaine. Alors je pense qu'il y a quand même une volonté, et je pense qu'il va falloir travailler pour s'assurer que cette volonté puisse s'accroître.

M. Nicolet: J'aimerais vous référer à la page 11 de votre texte, au bas de la page, où vous parlez, et je vous cite: "Étant minoritaires cependant, nous devons être extrêmement vigilants, car tous les ravages de l'assimilation et d'autres facteurs, telle la réticence de nos gouvernements de nous assurer la protection linguistique nécessaire, notre communauté risque de s'effriter." Deux petites questions. Premièrement, avez-vous des chiffres récents sur le taux d'assimilation des francophones au Manitoba? Et, deuxièmement, quel serait, dans votre perception des choses, l'effet d'une déclaration d'indépendance du Québec sur cette relation que vous essayez de développer à l'intérieur du Manitoba avec votre gouvernement, qui est évidemment le produit d'une société majoritairement non-francophone?

M. Bisson: En ce qui concerne les taux d'assimilation, ces taux sont quand même relativement élevés. Je ne me souviens pas précisément des chiffres, mais je pense qu'au Manitoba c'était 43 % comme facteur d'assimilation, et ça, je crois que c'est en date de 1986. Nous voulons, nous souhaitons que ce taux d'assimilation ou l'assimilation puisse freiner. Ça ne se fait pas du jour au lendemain. Nous avons nos écoles françaises depuis 1970 seulement. Il y a seulement 20 ans. J'ai parlé des deux dernières décennies comme étant très importantes et je pense que nous sommes sur le point, avec la gérance de nos écoles françaises que nous aurons d'ici un an et demi... J'ai réellement l'impression que nous pourrions freiner ce taux d'assimilation.

Nous ne pourrions pas l'éliminer complètement. Je pense qu'il faut être réaliste. Par contre, c'est très important de permettre à notre communauté de réellement aller de l'avant et de tenter cet épanouissement si nécessaire. Pour le faire, la présence du Québec, un Québec fort dans un Canada redéfini, serait à notre avis, très avantageuse pour nous, étant donné qu'on ne peut pas reconnaître, qu'on ne connaît pas la volonté politique qui pourra se développer dans un Canada qui verra le Québec se séparer d'une façon très nette et claire.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon.

M. Turgeon: Merci. Moi, je voudrais essayer de bien comprendre ce que vous attendez du Québec exactement. En page 17 de votre mémoire, vous vous adressez aux Québécois et vous dites: "Le respect que vous avez accordé aux anglophones du Québec est louable, mais une réciprocité aussi respectueuse est exigée à l'extérieur du Québec pour les francophones." Vous exigez ça de qui, cette réciprocité? Est-ce que, en d'autres termes, vous voulez dire que le Québec devrait vous aider à obtenir ça? Est-ce qu'il devrait vous aider, dans votre esprit - ce n'est pas ce que je propose - mais est-ce que ça veut dire: Dites au Canada: Protégez bien votre minorité francophone sans quoi, nous autres, on va faire bobo à notre minorité anglophone? Est-ce que c'est ça que vous voulez dire?

M. Bisson: Nous voulons dire deux choses. Dans un premier temps, on voudrait absolument s'assurer que les communautés majoritaires, la communauté anglophone à l'extérieur du Québec, accorde le même respect aux francophones que les Québécois ont accordé aux anglophones du Québec depuis des décennies et des siècles. Nous savons très bien quel respect vous avez accordé aux anglophones du Québec. Ça, c'est une chose que l'on souhaite.

L'autre, c'est que les Québécois, peu importe l'étendue de la souveraineté du Québec, apportent un appui aux communautés à l'extérieur de ses frontières. C'est très difficile pour nous, comme communauté, de réaliser que le gouvernement québécois intervient parfois devant les tribunaux contre des communautés francophones. Je pense que vous vous rappelez l'intervention du Québec quant à l'éducation des francophones, son intervention au niveau de la Cour suprême. C'est très difficile pour des communautés francophones comme la nôtre. Si nous pouvions jouer sur ces deux paliers, si nous avions le respect au niveau de ces deux paliers, je pense que nos deux communautés seraient en meilleure position d'épanouissement.

M. Turgeon: Alors, quand vous dites qu'il faut exiger un engagement constitutionnel face aux groupes linguistiques, est-ce que c'est un engagement constitutionnel du Québec?

M. Bisson: Je pense que ça devrait se jouer avec plusieurs parties. Il y a un engagement constitutionnel que le Québec aura vis-à-vis de sa minorité, je pense. Nous croyons que cet engagement constitutionnel de la part des anglophones à l'extérieur du Québec devrait être aussi louable et devrait respecter au même degré les minorités francophones, comme les Franco-Manitobains.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord constater que vous êtes des observateurs très privilégiés du dossier constitutionnel, puisqu'il faudra toujours se rappeler que c'est chez vous que Meech est mort. Je constate, par ailleurs, que, peut-être contrairement à la Fédération des francophones hors Québec qui n'a pas pris une position très ferme, venant, vous, du Manitoba, vous en prenez une qui est très ferme en disant que le Québec doit rester à l'intérieur de la Confédération. Et c'est vraiment comme personnes privilégiées dans ce débat-là que je vous pose la question suivante qui ne se réfère pas, justement, aux francophones. Comment les anglophones du Manitoba peuvent-ils réagir demain, comme interlocuteurs du Québec, pour justement négocier ce nouveau Canada dont vous nous parlez?

M. Bisson: Je voudrais tout simplement préciser, dans un premier temps, ce que nous avons dit dans notre document et ce que j'ai avancé aujourd'hui. C'est que l'on souhaite que le Québec choisisse de demeurer à l'intérieur de la Confédération canadienne.

M. Dufour: Exact.

M. Bisson: Nous n'avons pas dit "doit rester". Nous allons respecter la démarche du Québec parce qu'on doit respecter...

M. Dufour: C'est-à-dire que vous dites: "Nous recommandons que..."

M. Bisson: Oui, nous recommandons que le Québec demeure à l'intérieur. Cependant, nous indiquons aussi que nous allons respecter cette démarche.

M. Dufour: Oui, c'est exact.

M. Bisson: Ce n'est pas à la communauté franco-manitobaine de dire, par exemple, au peuple québécois quelle doit être sa propre

orientation. En ce qui concerne le rôle des Franco-Manitobains quant aux liens entre le Québec et le Manitoba, je vais demander à Mme Bérard de tout simplement y répondre.

Mme Bérard (Cécile): Je pense qu'il est évident que nous voulons avoir des liens avec le Québec. Je pense que l'idée d'un partenariat... C'est avantageux pour les deux groupes d'avoir des liens. Si on regarde du côté artistique, je pense qu'il pourrait y avoir essentiellement des échanges entre le Québec et le Canada. Nous avons vu des artistes de chez nous, et je peux vous en nommer quelques-uns: Gabrielle Roy, comme écrivain, et vous avez, maintenant très populaire au Québec, Daniel Lavoie, qui sont des gens de chez nous qui sont venus au Québec. Nous recevons chez nous aussi, du Québec, beaucoup d'artistes, soit par l'entremise de spectacles, de la radio, de la télévision. Alors, nous apprécions toutes ces choses-là. Du côté économique, je pense qu'on pourrait soulever aussi le Mouvement Desjardins qui a établi une liaison avec les caisses populaires du Manitoba. Encore une fois, ce sont des échanges de ce genre qui, justement, permettent aux deux communautés d'avancer.

M. Dufour: Mais je n'ai pas de problème avec ça. Je sais qu'il y a des collaborations, et on peut les enrichir. Ma question est peut-être - rapidement - la suivante: La communauté anglophone du Manitoba, actuellement, peut-elle être notre interlocuteur pour amender ce Canada dont vous parlez dans votre mémoire? Est-ce qu'ils sont plus ouverts qu'ils ne l'étaient - si vous me permettez - au mois de juin?

M. Bisson: Je pense que, de l'accord du lac Meech, nous avons appris quelques leçons. Et je pense que les plus grandes leçons qu'on aurait pu apprendre, c'est que, comme pays, comme regroupement à l'intérieur de ce pays, nous nous connaissons très mal et nous nous comprenons très mal. Nous savons très bien que l'Ouest se sent aliéné, qu'il y a des problèmes économiques. Mais je pense qu'on doit travailler sur cette ouverture d'esprit et tenter de communiquer davantage les aspirations des groupes respectifs, que ce soit le Québec ou que ce soient les Franco-Manitobains. Je pense qu'on aurait avantage à développer cette communication pour ensuite en arriver à cette refonte constitutionnelle, si vous voulez, qui tentera de respecter les groupes à l'échelle du pays. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Bisson, merci de vous être déplacé pour venir devant notre Commission et exprimer votre point de vue sur la position constitutionnelle et

politique du Québec. Comme le disait M. Dufour, votre recommandation, si on peut dire, ou votre souhait, c'est que le Québec reste à l'intérieur de la Fédération canadienne. C'est d'autant plus remarquable si on se rappelle que votre organisme ou votre société était la seule qui, en 1980, s'était prononcée pour le oui, à l'extérieur du Québec.

À la page 2 de votre mémoire, vous dites souhaiter être inclus par les Québécois à l'intérieur de la restructuration constitutionnelle. Ma première question est: À quelle restructuration songez-vous? Et, comment voyez-vous la façon par laquelle le Québec vous inclurait à l'intérieur de cette restructuration?

M. Bisson: Nous croyons que, suite aux délibérations de cette Commission et suite aux délibérations d'autres commissions, soit la commission Spicer, soit des commissions qui ont été mises sur pied dans différentes provinces, il y aura une certaine direction qui sera donnée de part et d'autre à travers le pays. Nous croyons fermement qu'il y aura de futures négociations, que ce soit pour établir des ententes constitutionnelles entre le Québec et le restant du Canada, que ce soient des négociations pour tout simplement assurer une brisure et assurer la souveraineté du Québec avec le Canada. Il y aura, je crois, des négociations. C'est pour cela que nous parlons de restructuration constitutionnelle, parce que nous croyons que le statu quo ne peut pas être maintenu. Alors, c'est pour cette raison que nous avançons ce fait.

M. Maciocia: De quelle manière pensez-vous que le Québec pourrait vous inclure dans les négociations éventuelles à venir?

M. Bisson: Si le Québec choisit de demeurer à l'intérieur du giron constitutionnel canadien, et étant donné que, peut-être, le statu quo ne peut pas être maintenu, je pense que cet engagement constitutionnel face aux deux groupes linguistiques officiels est d'importance capitale. Parce que nous reconnaissons fort bien que le Québec donnera sans doute des garanties à sa minorité, la population anglophone du Québec, et que ces mêmes garanties et ce même statut devraient être accordés aux minorités françaises à l'extérieur du Québec. Alors, c'est dans ce contexte-là que nous croyons que le Québec peut nous venir en aide pour que nous puissions avoir ce même genre de statut que vous accorderez à votre communauté minoritaire.

M. Maciocia: J'aimerais reposer une question qui a été posée par M. Dufour dans un autre sens. Après l'échec du lac Meech, est-ce que, d'après vous, le climat politique et constitutionnel au Manitoba et particulièrement dans l'Ouest canadien, vous voyez des changements à cause,

justement, de l'échec du lac Meech? En d'autres mots, est-ce que vous voyez une ouverture possible, plus large, de négociations, étant donné que le Québec, c'est clair d'après moi, va demander encore plus qu'il avait demandé avec le lac Meech? Est-ce que, d'après vous, vous voyez vraiment que nous avons des possibilités de négocier une ouverture d'esprit de la part de l'Ouest canadien à de nouvelles négociations? Et si c'est oui, ce serait très intéressant de le savoir, M. Bisson.

M. Bisson: Je pense qu'il y a eu plusieurs enjeux depuis la défaite de l'accord du lac Meech. Et je n'ai pas le mandat de parler au nom de la communauté anglophone du Manitoba. Par contre, d'après certaines observations, je crois que les gens de l'Ouest sont peut-être beaucoup plus préoccupés aujourd'hui de leur état économique que d'entente constitutionnelle. Ça, c'est mon observation. On se préoccupe peut-être beaucoup moins du Québec, étant donné que ça a été un débat très difficile, je pense, pour tout le monde, pour les Québécois comme pour les Canadiens. Et je pense que, suite à l'accord du lac Meech, il y a certaines réalités politiques. On peut se référer au Parti réformiste qui prend de l'ampleur dans l'Ouest. Mais pourquoi prend-il de l'ampleur? C'est peut-être à cause d'une certaine crise qui est une réalité politique, actuellement, au Canada. Alors, c'est clair et net qu'il y a des changements sur le plan politique. Par contre, je pense que ça fait partie de la conjoncture actuelle. C'est souhaitable qu'il y ait une plus grande ouverture. Mais je pense que les recommandations de cette Commission seront très importantes quant à la définition du Canada de demain.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci... à moins que vous ayez une dernière question, M. Maciocia?

M. Maciocia: Oui, j'aurais juste une petite dernière question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une petite. Je me mêle des petites, mais allez-y.

M. Maciocia: M. le Président, la question est très sérieuse. Je me pose vraiment la question: Est-ce qu'ils sont conscients que si vraiment on donne encore une dernière chance au restant du Canada de conserver cette fédération, c'est vital de faire des concessions pour que le Québec puisse s'épanouir à l'intérieur de cette fédération canadienne? Est-ce qu'ils sont conscients de la gravité du moment et de la gravité de la décision que le Québec doit prendre très bientôt, et que ça serait l'éclatement du Canada, si le Québec se séparait vraiment?

M. Bisson: Je ne crois pas que - tout au

moins au Manitoba – je ne crois pas que la communauté anglophone porte autant d'attention à la réalité politique du Québec aujourd'hui que je le souhaiterais. Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est pour vous communiquer les aspirations de la communauté franco-manitobaine. Nous croyons et nous donnons énormément d'importance à votre Commission, parce que nous voyons avec quel sérieux le Québec, les Québécois et les Québécoises veulent avancer pour dresser leur propre direction et leur propre orientation. Ce que je trouve peut-être un peu malheureux, c'est que dans les autres provinces, et je pense chez nous, au Manitoba, on n'y accorde pas cette même importance aujourd'hui. Par contre, souhaitons que, dans les mois à venir, cette conjoncture politique que nous vivrons au cours des prochaines années pourra prendre l'ampleur qui est souhaitable et, aussi, que l'on accorde aux Québécois et aux Québécoises la place qu'ils se méritent, mais, par contre, on exigerait aussi de notre communauté anglophone chez nous le même respect qui nous est dû.

Le Président (M. Michel Bélanger): Malheureusement, c'est tout le temps dont nous disposons pour cette fort intéressante présentation. Je remercie M. Bisson, Mme Bérard et M. Dumaine d'être venus jusqu'à nous et d'avoir bien voulu répondre à toutes les questions. Merci de votre présence et de votre contribution à nos travaux. Nous recevons maintenant, après une brève pause, M. Edmond Orban, un expert invité.

(Suspension de la séance à 15 h 7)

(Reprise à 15 h 10)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous invitons les membres de la Commission à reprendre leur siège pour que nous puissions entendre M. Edmond Orban qui a répondu à notre invitation de soumettre un mémoire dont il va maintenant faire la présentation. Je répète ma pressante invitation aux membres de reprendre leur fauteuil.

Alors, M. Orban, la parole est maintenant à vous pour les 10 minutes de présentation.

M. Edmond Orban

M. Orban (Edmond): M. le Président, mesdames et messieurs. Je suis bien conscient de la responsabilité que ça implique de venir devant cette Commission qui est tellement importante pour l'avenir du Québec.

Et c'est pour ça que, dès le départ, j'aimerais bien délimiter le paramètre dans lequel je serai apte à fonctionner. Ce paramètre, si on prend les questions qui ont été posées, se situe surtout en ce qui concerne la première question

et la dernière. Donc, ça veut dire que sur un certain nombre de points, en me basant sur mon expérience et mes recherches, j'ai des éléments scientifiques à produire, tandis que pour d'autres questions, évidemment c'est de la projection. Et là, j'ai des opinions, mais elles sont beaucoup moins appuyées. Ça n'empêche qu'il y a une logique dans ma démarche à partir d'un certain nombre de constats que je fais.

Mon exposé, donc, c'est 10 minutes. Je vais essayer d'être bref et de me tenir à ces 10 minutes, ce qui n'est pas très facile. Il y a deux volets. Le premier volet, et je pense qu'il est d'une importance capitale, c'est celui du fonctionnement de l'État fédéral. Le second volet, c'est le fonctionnement d'expérience confédérative.

Dès le départ, je pense qu'il est bon de bien mentionner que, quand on voit fonctionner le fédéralisme américain, suisse, allemand ou canadien, c'est un fédéralisme coiffé par un État fédéral. Donc, c'est un fédéralisme intra-étatique, que les Allemands appelleraient "uns staat" avec une composante, donc, essentielle: l'État. Tandis que si l'on prend les relations, par exemple, des pays nordiques entre eux ou bien des pays de la Communauté économique européenne, on peut appeler ça aussi du fédéralisme. Sauf que c'est un tout autre fédéralisme. C'est ce qu'on appelle du fédéralisme interétatique "staaten und", dirait-on en allemand, notamment un auteur comme Kelsen. Alors, toute bien cernée la problématique qui est la mienne – il faut bien en avoir une problématique quand on aborde des problèmes aussi compliqués et aussi graves – ma problématique, ou mon hypothèse, c'est que, vous savez, tout le monde est pour le fédéralisme, dans le sens le plus large du terme. Proudhon a dit, au XIXe siècle, que le XXe siècle c'est l'ère du fédéralisme ou bien qu'on connaîtrait 1000 années de purgatoire.

Mais déjà, dès le départ, je viens de faire une distinction qui est fondamentale entre le fédéralisme intra-étatique, avec un État fédéral, et le fédéralisme interétatique, entre États. S'il faut être plus précis, parce que je pense qu'il faut être précis à un moment donné, le problème ici au Québec, ce n'est pas le fédéralisme en soi; c'est la présence d'un État fédéral de plus en plus puissant. Et un État fédéral, ça, je pense que c'est très important de le dire, ce n'est pas une question d'acteurs, ce n'est pas une question de personnalités, c'est une question de système. C'est un État fédéral qui n'est pas capable, malgré toute la bonne volonté de ses acteurs, a fortiori quand il n'y a pas de bonne volonté, de se dessaisir de ses pouvoirs essentiels. Et là, je dois dire j'ai énormément d'argumentations.

J'ai écrit – je m'excuse de le mentionner – un livre qui m'a demandé 10 ans de recherches et de séjours à l'étranger, et également basé sur des recherches sur le terrain plus des coûts évidemment non pas seulement théori-

ques mais pratiques – parce que je suis un homme pratique – intitulé donc: **La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral**, dont la préface d'ailleurs est rédigée par un Américain très connu qui est malheureusement décédé, Dukacek, où je fais une démonstration, je pense, scientifique montrant – je crois que c'est important pour la suite des débats – que ces États qui sont quand même les plus avancés au point de vue du fédéralisme, qu'on appelle la République fédérale d'Allemagne, la Suisse, les États-Unis, que le Canada, se caractérisent tous – et, là, on a vraiment une loi dans le sens sociologique et économique du terme; et, là, je suis prêt à livrer un débat avec n'importe qui sur ce point-là qui est vital – ils se caractérisent tous par une forte centralisation des pouvoirs essentiels, ceux qui touchent à la défense, ceux qui touchent à la politique étrangère et au domaine macroéconomique. Tous! Il suffit de lire ces constitutions, les amendements aux constitutions, de lire, d'analyser même rapidement les décisions les plus fondamentales des cours suprêmes.

Actuellement, nous sommes en train de publier, avec une collaboration étrangère – européenne, américaine, canadienne et allemande – le rôle des cours constitutionnelles. Mais on voit, avec des arrêtés, la problématique de ces arrêtés; on voit l'économie des textes qui nous montre comment, veux, veux pas, les cours suprêmes tendent à centraliser au nom de la nationalisation, entre guillemets. Si on voit également les constitutions, la façon dont elles sont appliquées, les pouvoirs résiduels, les pouvoirs explicites, les pouvoirs implicites avec la clause élastique, comme on l'appelle aux États-Unis; si on voit également les pouvoirs spéciaux, les pouvoirs d'urgence; si on voit l'aspect financier; si on voit les articles, les clauses qui donnent la suprématie au gouvernement central – je prends, par exemple, le cas de l'Allemagne où il y a énormément de pouvoirs concurrents, mais il y a une petite clause de rien du tout qui dit à la fin que c'est le gouvernement fédéral qui a le dernier mot.

Donc, je dirais que sur le plan des faits observables, des indicateurs, il m'a fallu peut-être longtemps, mais j'en suis arrivé à un constat – et, là, ma réponse est scientifique – que le cadre d'un État fédéral, si vous voulez, le fédéralisme intra-étatique, je constate, est incapable, quelle que soit la bonne volonté de ses acteurs... Et, dans cette perspective-là, le rapatriement qui est un échec est tout à fait logique quand il est refusé par le Québec. L'échec, également, de l'accord du lac Meech, c'est tout à fait logique. Cet État fédéral est incapable, je le répète, de se dessaisir de ses pouvoirs essentiels. Et je disais – ça, il faut le dire carrément – que le gouvernement fédéral du Canada se comporte de la même façon que le gouvernement allemand, sauf que les structures,

ici, sont tout à fait différentes. En Allemagne, qu'est-ce que vous voulez? nous n'avons pas l'équivalent d'un Québec qui s'estime – à juste titre, d'ailleurs – une nation, avec tout ce passé qui est un passé quand même considérable, qui est extraordinaire quand on le compare avec l'histoire des autres peuples. Ce cadre d'un État fédératif qui peut convenir à d'autres populations, moi, j'en suis arrivé à la conclusion – ce n'est pas du sentiment, ce n'est pas de l'émotivité, c'est un constat scientifique – je suis absolument certain que ce cadre ne sera jamais en mesure de répondre aux exigences d'une nation telle que le Québec est formé. Et je pense que le Québec doit continuer à formuler ses exigences, sinon il aura perdu toute sa dynamique et ce sera un pays ou une nation qui sera, à long terme, en voie non pas d'assimilation, mais de disparition lente; et ça prend du temps, évidemment, et ça sombre dans la médiocrité et le métissage. Je passe les autres formules. J'ai étudié également les lois de l'assimilation et ça m'a fortement influencé, surtout quand on voit à long terme. C'est évident qu'ici il faut avoir une vue à long terme.

Le deuxième volet, parce qu'il faut que soit respecté le timing. Si, partant de ces prémisses, on rejette non pas le fédéralisme dans le sens noble du terme, mais un fédéralisme avec un État fédéral parce que c'est lui la cible – c'est d'ailleurs lui qui va être le principal obstacle et, à ce point de vue là, il ne faut pas se faire d'illusions – si on veut réaliser une souveraineté, c'est sûr qu'il y aura une période de transition qui se situera ici. Alors, le deuxième volet: Sur quoi est-ce qu'on peut s'appuyer pour faire un petit peu de futurologie? Je disais qu'en ce qui me concerne je suis impressionné par le modèle scandinave et celui de la CEE. Maintenant, je dirai tout de suite qu'il ne s'agit pas de modèles qu'on peut copier, ni même en partie, mais ces deux modèles sont intéressants à étudier parce que c'est la dynamique de base qu'il faut considérer ici.

Qu'est-ce qui fait, par exemple, que dans la Communauté économique européenne, on s'achemine vers une espèce de confédération avec un certain nombre de délégations de pouvoir et des limites à la souveraineté tandis que le Conseil nordique, avec les cinq pays nordiques – je ne dirai pas scandinaves parce que les scandinaves, c'est quatre plus la Finlande – ici, on n'a pas de pouvoir positif. C'est un tout autre modèle, un modèle qui, il faut l'avouer, a ses faiblesses aussi. Donc, ce n'est pas un modèle dans le sens que c'est quelque chose qu'il faut copier tel quel, mais il nous enseigne au moins sur un point fondamental pour notre démarche, à savoir qu'avant de faire une confédération, il faut qu'on soit souverain et c'est à partir de cette étape-là qu'on va décider quels pouvoirs on va partager...

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Orban, nous arrivons...

M. Orban: ...et les tâches.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons dépassé les 10 minutes, mais je crois que vous devriez pouvoir quand même conclure dans un ordre que vous voudriez.

M. Orban: Oui. Au fond, c'est ça. Si j'essaie de m'en tenir à la logique, je répète: Le cadre d'un État fédératif n'est pas en mesure de répondre aux exigences de la société québécoise, de la communauté québécoise, de sa majorité en tout cas et, par conséquent, il faut se tourner vers d'autres modèles qui ne soient pas des modèles situés dans le cadre d'un État fédéral. Ces autres modèles, ce sont ceux qu'on trouve dans le cadre d'un fédéralisme interétatique, et j'ai donné deux exemples parmi d'autres parce qu'ils sont relativement proches de nous en tant que gens de sociétés industrialisées. Voilà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Orban. Nous passons aux questions. Plusieurs membres veulent intervenir. En principe, si on pouvait s'en tenir à un peu moins que les cinq minutes, ça permettrait probablement à tout le monde de passer. Nous commençons par M. Proulx, qui sera suivi de Mme Campbell Steer et de Mme Pagé. M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. M. Orban, vous nous parlez de deux modèles dans votre document, je veux dire le modèle de la CEE, la Communauté économique européenne, et le Conseil nordique. Vous nous en donnez un certain nombre de détails, vous ne les recommandez pas nécessairement pour le Canada comme étant non transportables, mais j'aimerais que vous poussiez un peu plus loin, en fait, le pourquoi de votre rejet particulièrement de la CEE. Je considère que si on appliquait, par exemple, le modèle CEE au Conseil nordique, c'est à partir qu'on aurait défini des États souverains. Il manque des éléments en tout cas pour me faire comprendre pourquoi votre rejet presque automatique, de la CEE en particulier.

M. Orban: Oui. Dans le mémoire, je mentionne l'ambiguïté qui règne, justement quand on observe ce modèle de la CEE. Les gens qui ne veulent pas changer, qui ne veulent rien changer à la situation actuelle vont dire: Regardez comme vous êtes à contre-courant. Regardez la CEE. La CEE s'achemine tranquillement pas vite vers les éléments de plus en plus nombreux de supranationalité. Il y a une cour de justice dont j'ai étudié, en tout cas avec un expert, un certain nombre de décisions. Il y a un chapitre là-dessus dans le bouquin qui va sortir. Donc, il y a un Parlement aussi, mais un Parlement qui ne légifère pas jusqu'ici, il ne légifère pas prati-

quement. Il y a un exécutif qui fait des quasi-lois et il y a une administration toute de fonctionnaires. Donc, on a ici les composantes, à l'état embryonnaire en tout cas, d'un autre État; on dirait qu'un nouvel État européen va naître. J'ai assisté à plusieurs congrès internationaux, j'ai fait des communications il n'y a pas longtemps et j'ai parlé avec des Anglais, des Français, des Allemands et ils m'ont dit carrément ceci: C'est sûr que nous sommes de plus en plus conscients de l'interdépendance, de la nécessité de limiter un certain nombre de nos pouvoirs; là, on est bien d'accord. Mais ce à quoi nous ne renoncerons jamais, c'est notre pleine souveraineté. Et ça, je pourrais vous citer le nom de personnes prestigieuses à cet égard.

Donc, si on prend le modèle un peu utopique d'une CEE coiffée par un État fédéral à l'issue de cette progression, je disais: Ce n'est sûrement pas ce modèle-là qu'il faut prendre parce que, en réalité, la CEE est à mi-chemin entre une confédération et ses institutions supranationales. Donc, oui, si on prend la CEE telle qu'elle fonctionne actuellement; non, si on dit: Elle va arriver au terminus final qui serait un État fédéral européen et un État fédéral européen qui, finalement... La tendance est un État à double face qui, à un moment donné, a tendance à se comporter comme un État unitaire centralisé, même si c'est très décentralisé au point de vue administratif, mais c'est centralisé au point de vue des grandes décisions politiques et économiques.

Maintenant, en ce qui concerne le Conseil nordique, il y a à peu près une douzaine d'années, j'ai écrit le petit bouquin qui m'a quand même demandé pas mal de temps **Un modèle de souveraineté-association?** C'est évident que le point d'interrogation devrait être énorme. Je n'ai jamais prétendu que ceci était un modèle qu'on allait appliquer tel quel.

Honnêtement, je dois dire qu'après avoir revu cette expérience, j'ai constaté que c'est un modèle qui est intéressant mais qui est trop faible parce que les décisions doivent être unanimes sur tous les points. Donc, chaque État, et ça n'a pas changé - je pensais que ça changeait - chaque État garde sa totalité, la totalité de sa souveraineté. On se consulte, on collabore, il y a des commissions. On se rend compte qu'il y a une espèce de Parlement qui n'en est pas un, il y a un Conseil des ministres, énormément de consultations mais quand on rentre chez soi, chacun reste maître de ses propres décisions. Donc, c'est la règle de l'unanimité. À ce point de vue là, c'est vraiment une confédération dans le sens le plus pur du terme.

Je me dis: Ça, c'est une petite goutte. Il y a quand même des domaines où il faut partager les pouvoirs. Il y a des domaines où il doit même y avoir la règle de la majorité qui l'emporte et là, ça va être assez délicat à préciser. Mais, en termes de principe, on peut dire que ce

principe de la totale souveraineté est tout à fait différent par rapport à ce qu'on observe dans la CEE.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer.

M. Orban: Pardon?

Le Président (M. Michel Bélanger): Je passais la parole à Mme Campbell Steer, parce que les cinq minutes étaient écoulées, pour une autre question.

M. Orban: D'accord.

Le Président (M. Michel Bélanger): Madame.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. Dr Orban, je voudrais aussi continuer un peu dans la même veine que M. Proulx. Vous faites le cas pour un genre d'association économique et politique entre le Canada et le Québec qui peut ressembler une fois à la CEE et, l'autre fois, peut-être au Conseil nordique.

Les deux propositions d'association sont fondées sur une souveraineté du Québec. Et, si je comprends bien, vous dites que c'est possible même si ce n'est pas, selon vous, réaliste de leur part que le reste du Canada réagisse de façon négative. L'ASDEQ nous a dit que les réactions négatives peuvent comporter un prix peut-être plus haut que nécessaire pour la souveraineté.

À la page 5, vous me donnez l'impression que la raison pour laquelle, ou une des raisons pour lesquelles vous avez suggéré ça c'est parce que vous pensez que si on ne peut transformer profondément la Constitution fédérale actuelle il ne reste guère d'alternative. L'une d'elles serait que le Québec place le gouvernement central devant un fait accompli et ne négocie qu'avec ce dernier.

Hier, nous avons entendu le Dr Courchene de Queen's. Il a suggéré ce qu'on devait peut-être faire: donner tous les pouvoirs à toutes les cinq régions. Il a suggéré cinq régions. Et pour ceux qui ne voulaient pas les exercer, qu'on devait les redonner au fédéral. Selon lui, il y avait un intérêt dans l'Ouest et peut-être un intérêt futur en Colombie-Britannique parce que, eux autres aussi, dans quelques années, devront faire face à une société distincte qui est différente du reste du Canada.

Pensez-vous que cette idée, avant de faire un geste final, de faire un geste pour la souveraineté qui peut être coûteux, pensez-vous que l'idée du Dr Courchene peut être valable?

M. Orban: Je dois dire que je raisonne d'une façon très pratique et immédiate. Peut-être que j'ai tort à ce point de vue là, mais ce qui m'importe avant tout, c'est l'avenir du Québec. Si les autres provinces veulent se grouper en

régions et revendiquer la totalité ou une partie des pouvoirs, on peut négocier, d'accord, mais c'était en termes de priorités, c'est le statut du Québec qu'il faut.

Mme Campbell Steer: La raison pour laquelle je voulais en discuter avec vous, c'était à cause du mémoire de l'ASDEQ où ils ont dit que peut-être le prix pour nous pourrait être plus haut que ça devrait être. Comme vos deux suggestions ont besoin de la souveraineté avant de se faire, je me suis dit: Est-ce que l'idée du Dr Courchene peut être valable dans ce contexte-là, surtout pour nous?

M. Orban: Oui. Je pense que la faiblesse, et je la comprends parce qu'on peut avoir peur de ça, c'est qu'à un moment donné, y compris dans le projet de confédération de M. Dion, il ne faut pas tourner autour du pot. À un moment donné, si on parle de confédération, il faut absolument... Pour ça, il suffit d'étudier toutes les confédérations qui ont fonctionné dans le monde pour se rendre compte qu'à un moment donné, il faut être souverain. Je pourrais vous lire ici l'article de la Confédération des États-Unis parce que les États-Unis constituent un exemple extrêmement intéressant à ce point de vue là. Ils ont eu une confédération, les États-Unis. Et on marque, enfin, si je devais traduire en français, on dit: Ce sont des États souverains et indépendants qui décident à un moment donné de s'associer, pour des raisons d'ordre militaire en particulier à cette époque-là.
(15 h 30)

Donc, moi je suis rendu là, et j'ai peut-être attendu longtemps pour en arriver à ce verdict parce qu'il faut quand même qu'on tranche une fois pour toutes, j'en suis arrivé à cette conclusion que si on veut vraiment renégocier quelque chose de valable, il faut qu'on parte de la souveraineté du Québec, et je le répète, si on peut obtenir la souveraineté des autres régions, tant mieux. On peut tenter de faire une espèce d'expérience comme les pays nordiques, mais là je suis un peu sceptique, tandis qu'en ce qui concerne le Québec, je pense qu'il y a une poussée, il y a une force pas trop mal qui va se traduire, s'exprimer, mais il y a une force autrement puissante que ce qu'on peut observer dans les autres régions du pays. Voilà le constat que je pourrais faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à Mme Pagé, qui sera suivie de M. Beaudry et de M. Assad.

Mme Pagé: Bonjour, M. Orban. Je dois vous dire que j'ai lu votre mémoire avec beaucoup de plaisir parce que j'ai eu le sentiment d'apprendre quelque chose, parce qu'il n'y a pas beaucoup de personnes qui sont venues nous parler du Conseil nordique. On nous a beaucoup parlé de la

Communauté européenne, mais fort peu de cette institution qui existe pour les pays scandinaves et ça a été très satisfaisant au plan intellectuel d'avoir appris quelque chose en lisant votre mémoire. J'ai trouvé également intéressant quand, en page 4 de votre mémoire, vous signalez — et je pense que c'est important pour assainir le débat — que si le Canada anglais rencontre parfois certaines difficultés à répondre aux aspirations du Québec, ce n'est pas parce qu'il est de mauvaise foi, ce n'est pas parce qu'il ne comprend pas, mais c'est vraiment lié au système fédéral même, à la dynamique d'un régime fédéral et je trouve que ce sont des éléments qu'on n'a peut-être pas assez mis en évidence dans notre discussion.

Puisque vous nous parlez du Conseil nordique, j'aurais deux questions à vous poser. Tout d'abord, est-ce que vous croyez que le Québec peut échapper à une démarche initiale de déclaration d'indépendance ou de déclaration de souveraineté, avant de pouvoir vraiment jeter les bases d'un nouveau modèle puisque vous nous rappelez, entre autres, que la Norvège a dû clarifier son statut avant de pouvoir être partie prenante de ce Conseil nordique? Alors, est-ce que le Québec peut échapper à cette déclaration d'indépendance ou de souveraineté? Est-ce que vous avez réfléchi à la façon de faire pour le Québec? Première question.

M. Orban: Oui.

Mme Pagé: Deuxième question que je n'avais pas prévue, mais c'est votre réponse à M. Proulx qui a attiré mon attention: Vous nous dites qu'une des faiblesses du Conseil nordique, c'est la règle de l'unanimité. Mais dans le contexte où il n'y aurait que deux partenaires, le Canada et le Québec, comment pouvons-nous échapper à cette règle de l'unanimité, parce que si nous convenons d'autre chose, ce serait la majorité numérique et là, ça mettrait nécessairement le Québec dans une situation d'infériorité par rapport à son autre partenaire? Donc, j'aimerais que vous clarifiez cela dans le modèle d'une association où il n'y a que deux composantes.

M. Orban: Bon. Un des points, évidemment un point délicat, surtout si on considère le long terme, c'est comment se dégager de l'emprise d'un État fédéral sur le territoire québécois. Quand on parle de souveraineté, ça veut dire que les lois du Québec sont celles qui prévalent sur son territoire. Il peut y avoir une déclaration dans ce sens-là, quitte à ce que ce soit suspendu, qu'il y ait un moratoire, que ce soit d'un an ou deux, le temps de négocier une formule d'association dans un certain nombre de domaines. Si ça ne marche pas, il faut être prêt à faire cavalier seul. Je pense qu'il faut avoir le courage de le dire, bien qu'il y ait beaucoup de chances que ça marche dans un certain nombre d'accords.

Alors, c'est un point qui me tracasse sur le plan strictement légal, surtout avec la mentalité que nous avons en général, qui est quand même une mentalité conservatrice où on a peur de faire un petit saut dans le vide, mais je pense que n'importe quel progrès dans l'histoire est fait de petits sauts dans le vide qui n'ont rien de révolutionnaire.

Mme Pagé: Que j'aime ça vous entendre, monsieur. Répétez donc ça: tout progrès s'accompagne d'un petit saut dans le vide. Je trouve donc que c'est rafraîchissant.

M. Orban: J'essaie un petit peu de voir. Vous savez, ça prend du courage pour parler comme ça, mais je dois dire que je n'ai pas peur d'un fait parce que ça repose sur des tas de faits que j'ai observés. Et puisqu'on parle des pays nordiques, je ne dis pas encore une fois que c'est un modèle, mais considérons la cassure, si on peut dire, sur le plan politique, mais pas sur le plan économique, qui s'est opéré en 1905 entre la Norvège et la Suède. La Norvège qui avait toujours été dominée par la Suède, sur le plan culturel, sur le plan économique.

J'ai rencontré beaucoup de Norvégiens, il n'y en a aucun qui m'a dit que l'accession à la souveraineté n'avait pas profité énormément à l'épanouissement de ce pays, ce petit pays de 4 000 000 d'habitants qui, entre parenthèses, est un des plus intéressants de la planète par sa social-démocratie et ses ressources, sa façon d'aménager ses ressources. Alors, comment ont-ils procédé? Ça ressemble un petit peu à ce qui s'est passé ici au Québec et j'espère qu'ici au Québec ça va se terminer. À savoir, cette dissension entre Québécois, ici, qu'on observe depuis l'histoire, qu'on passe par Honoré Mercier, qu'on passe par la Constitution de 1867 où il y avait Antoine-Aimé Dorion qui se heurtait aux centralisateurs, déjà à cette époque-là. Donc, il y a ces dissensions-là entre partis et puis, à un moment donné, il est difficile de voir comment la cristallisation s'est faite. Mais elle s'est faite quelques années avant l'accession à la souveraineté.

C'est-à-dire qu'à un moment donné, les deux partis ont fait front commun et ils ont décidé, par voie législative, d'accéder à l'indépendance. Et tout se passe assez rapidement dans ce cas-là. Les Suédois disent: Oui, mais ce n'est pas comme ça que ça se fait. Il faut faire un référendum. Donc, ici c'est la Suède qui demande qu'on fasse un référendum. Et il y a des menaces. L'intervention armée. Mais les Suédois sont divisés. Il y a des gens, notamment du côté de la gauche. Enfin, ce n'est pas une question de gauche ou de droite ici parce que c'est au-dessus des partis finalement, on franchit le gué ensemble finalement, quitte à reprendre ses divisions par après. Et il y a une division chez les Suédois eux-mêmes, il y a les puissances

étrangères, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui disent: Oui, mais il ne faut pas qu'il y ait des troubles. C'est une région où nous avons quand même des intérêts économiques, des intérêts stratégiques.

Donc, il faut que ça se fasse d'une façon pacifique. Bref, il y a un consensus à cause des pressions étrangères, à cause des pressions internes suédoises. Et surtout, surtout, à cause de la quasi-unanimité à un moment donné de la population suédoise. Bref, on fait un référendum. Le référendum, ça donne plus de 95 % en faveur de la souveraineté, et puis on négocie un certain nombre d'accords, tout ça sur un laps de temps d'un an. Évidemment, ici, ça prendrait plus de temps parce qu'il y a la question des accords qu'on devrait essayer de régler ensemble, mais il me semble, en ce qui me concerne, que sur un an de temps, on devrait quand même être capables de signer l'essentiel des accords à couler dans un traité, et un traité dont on pourrait introduire, intégrer les éléments dans une constitution, le tout soumis à un référendum.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, suivi de M. Assad.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Orban, on est dans le vif du sujet. Je pense que tout le monde tourne autour du pot, et étant donné qu'on est là on va continuer à en parler. Ça va. Vous nous avez dit dans votre rapport en particulier, que, quant à vous, vous vouliez vous brancher sur quelque chose qui s'inspirerait du Conseil nordique. Je retrouve ça à la page 17 de votre rapport. Et vous nous avez fait part également, dans les questions qui vous ont été posées tantôt, que si on parle du Conseil nordique, par exemple, on parle d'une souveraineté qui délègue par la suite des pouvoirs à ce Conseil nordique.

Mais, par contre, vous dites, à la page 18 de votre rapport, votre choix personnel à vous. Vous dites: "Personnellement, nous favorisons grandement une nouvelle entente avec le reste du pays sur une base respectant les principes que nous avons énumérés plus haut."

M. Orban: Oui.

M. Beaudry: Et vous ajoutez: "D'autre part, si une telle opération était vouée à l'échec quant à ses éléments essentiels, le Québec n'aurait plus que deux choix: se vouer à la résignation dans un système politique où il sera de plus en plus minoritaire, ou se séparer du restant du pays tout en négociant un minimum de modus vivendi." Si je suis bien votre raisonnement et si vous dites, si j'ai bien compris, que le système que vous vous préférez, c'est celui du Conseil nordique, vous nous dites, en d'autres mots: Assoyez-vous avec le Canada, discutez sur les bases où le Québec pourrait aller chercher ces

pouvoirs, et si ces discussions-là n'ont pas de succès, à ce moment-là, vous prendrez des décisions, parce que, ou bien vous êtes voués à rester très minoritaires dans un pays de 10 provinces, où vous n'êtes pas heureux, ou bien vous vous séparez. Et ça, c'est votre choix personnel, en lisant votre page 18. Alors, vous nous dites d'abord: Allez vous asseoir et puis allez chercher une entente. Ça, c'est votre premier choix, vous. Est-ce que je vous ai bien saisi lorsque j'ai lu votre page?

M. Orban: Oui, mais je dois dire que c'est un des points délicats que cette phase de transition. Je dirais – et ça, c'est une question à discuter – que la démarche idéale, surtout si on veut que ce soient des décisions qui transcendent les partis politiques, ce serait, mais ça je dirais que c'est tout à fait à titre d'hypothèse, un référendum. Est-ce que vous êtes en faveur de la souveraineté du Québec, avec association éventuelle avec le Canada?

M. Beaudry: On revient à la souveraineté-association, à ce moment-là.

M. Orban: Est-ce que vous permettez que j'achève...

M. Beaudry: Oui, oui.

M. Orban: ...parce que là il faut que j'aille jusqu'au bout.

M. Beaudry: Excusez, ça va.

M. Orban: Deuxièmement, l'assemblée déclare la souveraineté. Je sais bien que c'est assez audacieux. Mais la souveraineté ne sera applicable que dans un délai d'un an, et dans ce délai-là d'un an, on discuterait de toute une série d'accords qu'on pourrait couler dans un traité. Et après, comment dire, une année après, là il y aurait un référendum qui porterait sur les éléments de base du traité et une nouvelle constitution québécoise.

M. Beaudry: Vous nous dites que le mode que vous nous suggérez là, il est un petit peu modifié par rapport à ce que vous aviez cité dans votre projet, ou dans votre mémoire.

M. Orban: Non, non, parce que mon idée, c'est qu'il faudrait, dans ces ententes-là, autant que possible, sauvegarder les éléments essentiels d'un marché commun.

M. Beaudry: Oui, oui.

M. Orban: C'est-à-dire la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services, et ça, ça implique quand même un minimum d'institutions communes.

M. Beaudry: Et des négociations.

M. Orban: Oui. Comment ces institutions communes vont-elles fonctionner? Ça, c'est une autre question. Moi, j'aurais tendance à favoriser la parité, sauf peut-être pour la question de la monnaie. Voilà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Assad.

M. Assad: Pour continuer ce que disait M. Beaudry, vous vous inspirez effectivement des pays nordiques dans la démarche qu'ils ont faite, la Norvège, la Suède, et à 90 % ou à 95 % - dans votre document c'est marqué 90 % - ils ont opté pour la souveraineté. Vous proposez effectivement en premier lieu un référendum avec association, pour établir, si vous voulez, le cadre qu'on voudrait discuter avec la balance du Canada. Et effectivement, à ce point-là, personne ne peut dire exactement ce que serait le résultat. Je ne crois pas que ça serait aussi fort que 90 %. Il y aurait des divergences assez importantes là-dedans. Mais, peu importe, si on arrive... D'après vous, la balance du pays, toutes les provinces sauf le Québec et les territoires, feraient un genre de front commun, et à partir de ce front commun-là, il y aurait une série de négociations sur les points les plus importants pour trouver, comme vous avez mentionné ici, l'intégration, la coopération, l'association et tous les termes qui sont nécessaires.

Ce front commun avec la balance du pays, à partir de cela, si on ne peut pas s'entendre sur les points les plus importants pour une association, une coopération qui est essentielle, on retourne à un deuxième référendum, si j'ai bien compris?
(15 h 45)

M. Orban: Non. L'idée de base, c'est que le premier référendum établit... Il faut se brancher une fois pour toutes si on veut être un État souverain. Sauf que, je répète, on prend une période d'un an, peut-être un peu plus, avant que ce soit appliqué. Alors, ça sera appliqué quelle que soit la nature des accords. Et on souhaite, personnellement je souhaite qu'il y ait le plus possible d'accords, et en tout cas un minimum d'accords qui permettent d'assurer le fonctionnement d'un marché commun canadien. C'est ça.

Alors, disons, dans le scénario le plus négatif, qui me semble tout à fait improbable, étant donné qu'il y a des intérêts convergents, qu'il y a une forte interdépendance avec le restant du pays, bien, dans ce scénario le plus pessimiste, et je répète qu'il me paraît tout à fait improbable, Québec fait cavalier seul et il applique les référendums, les... comment dirais-je, les résultats des référendums. Dans le cas idéal, évidemment, on a toute une série d'accords dont la densité ne peut pas être déterminée à l'heure

présente parce que c'est une question de négociation.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, suivi de M. Nicolet qui sera le dernier intervenant du groupe.

M. Turgeon: C'est très intéressant. C'est ça qui est vertigineux, le petit saut dans le vide. Donc, référendum. S'il est positif, déclaration de souveraineté dans un an. Entre-temps, on négocie un maximum de choses et ce qu'on a négocié c'est ça qui fait la signature, donc, de traités entre deux États souverains.

Comment faire, M. Orban, à partir de maintenant pour convaincre le Canada anglais qu'il est de son intérêt, supposons, de faire ça? Quel langage doit-on adopter vis-à-vis de lui à compter de maintenant?

M. Orban: Je dois dire voilà déjà longtemps que je collabore, quand même, avec des collègues anglophones du pays et je me rappelle, il y a plus de 10 ans, on n'en a guère parlé mais il y a eu une espèce de commission universitaire regroupant toute une série de professeurs de l'Université de Montréal, Laval, York, Queen's et d'autres universités de l'Ouest et on avait étudié quatre modèles. Il y avait souveraineté totale, il y avait souveraineté-association, il y avait fédéralisme qui garde le statu quo et puis, entre les deux, il y avait un fédéralisme, comment dirais-je, transformé, amendé dont on n'a guère parlé. Mais une chose qui m'avait frappé, moi, à cette époque-là, en discutant avec des anglophones comme Smiley par exemple, c'est que c'est évident qu'ils favorisaient un fédéralisme transformé; certainement pas souveraineté-association et encore moins souveraineté totale. Mais ça n'empêche que même des personnages aussi prudents et aussi conservateurs, il faut le dire, que Smiley - je prends seulement celui-ci parce qu'il y en avait bien d'autres - ça n'empêche qu'il m'a dit, comme d'ailleurs bien d'autres Américains: Si le Québec devient un État souverain - c'était difficile pour lui de parler français mais il disait - bien, ce sera un fait accompli puis il faudra bien qu'on négocie.

Le fait qu'on ait étudié les quatre scénarios sérieusement est quand même révélateur, et ceci a été fait il y a une douzaine d'années. C'était un projet de recherche qui était quand même considérable et qui a donné lieu, d'ailleurs, à une publication de deux ou trois tomes. Trois tomes. Nous autres, on en avait publié un spécialement sur les mécanismes de transformation constitutionnelle.

Donc, tout ceci pour dire qu'il faudrait peut-être un choc pour qu'il y ait une débâcle, pour qu'il y ait un dégel, et ce choc serait la déclaration de la souveraineté.

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Très brièvement, M. Orban. Nous avons reçu, hier, un témoin qui se voulait le défenseur ou l'avocat de la Communauté économique européenne et qui a mis en opposition le Conseil nordique et la CEE. Finalement, sa conclusion très formelle a été à l'effet que: Pourquoi défendre un modèle, en l'occurrence le Conseil nordique, qui ne fonctionne pas, par opposition à un qui est en pleine évolution et en pleine croissance? À preuve, il citait, évidemment, les tendances ou les orientations prises par la Norvège actuellement et le Danemark. J'aimerais juste brièvement vous entendre sur cette affaire.

M. Orban: Entre le moment où j'ai écrit le bouquin **Un modèle de souveraineté-association: le Conseil nordique** et ce qui se passe actuellement, j'avoue honnêtement qu'il y a eu des transformations sérieuses ou, plus exactement, il n'y a pas eu de transformation. C'est-à-dire que finalement, chacun des cinq pays nordiques n'a pas voulu sacrifier la moindre parcelle de sa souveraineté. Et ça, on l'étudie quand on voit les rapports du Conseil nordique. Qu'est-ce qu'on fait? On harmonise les législations, on se consulte, mais il n'y a pas, comment dirais-je, d'organisme supranational. Il n'y a même pas de Parlement supranational parce que ce sont les délégués de chacun de ces pays-là qui se réunissent, et puis chacun retourne dans son pays. Dans ce sens-là, on peut dire que c'est décevant pour ceux qui auraient pu penser qu'on aurait créé un État nordique, par exemple.

Dans ce sens-là, oui. Mais, d'autre part, je ne partage pas le point de vue de mon collègue en ce qui concerne son analyse de la Communauté économique européenne parce que, encore une fois, lui, il est parmi ceux qui pensent qu'on s'achemine finalement vers un État supranational européen. Je pense qu'il serait facile de faire la démonstration que ce n'est pas comme ça que ça va aller. Ce n'est pas aussi radical, ce n'est pas aussi théorique. Entre la théorie et la pratique, vous savez, il y a un énorme fossé. C'est souvent "in between", c'est souvent entre les deux. Et la Communauté économique européenne est entre une confédération et des éléments de supranationalité qui sont, en quelque sorte – je veux bien – une partie d'un État. Mais entre ça et un État avec la pleine capacité de ses pouvoirs, la compétence des compétences, il y a un fossé qui, à mon humble avis, ne sera pas rempli; en tout cas, chose certaine, c'est qu'il n'est pas rempli, ce fossé-là. Là, je suis catégorique.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le professeur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. M. Orban, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue aux travaux de notre Commission et vous remercier d'avoir accepté l'invitation de venir témoigner à titre d'expert pour nous éclairer un peu plus sur le mandat de la Commission.

Je vais essayer de reprendre les questions que certaines personnes vous ont posées parce que c'est peut-être moi qui n'ai pas compris. J'aimerais ça que vous élaboriez un peu plus. Est-ce que je vous comprends bien quand vous dites que vous nous suggérez d'adopter un modèle de type confédéral?

M. Orban: Oui, mais il faut s'entendre sur le terme "confédéral".

Mme Pelchat: Non, mais jusque-là, ça va bien.

M. Orban: Oui.

Mme Pelchat: La démarche pour arriver à un modèle de type confédéral, ce serait d'abord et avant tout de passer par une déclaration unilatérale de souveraineté.

M. Orban: Oui, je pense qu'on n'a plus le choix.

Mme Pelchat: D'accord. Donc...

M. Orban: Même si on a peur, on n'a plus le choix.

Mme Pelchat: ...le Québec deviendrait un État indépendant.

M. Orban: Souverain, oui.

Mme Pelchat: Est-ce que, pour vous, il y a une différence entre "indépendant" et "souverain"?

M. Orban: Les Américains, dans l'article 2 de la Confédération, les mettent sur le même pied. Ils disent: Un État souverain et indépendant.

Mme Pelchat: Parce que plusieurs experts qui sont venus avant vous nous ont clairement signifié qu'un État souverain et un État indépendant, c'était la même chose et que le concept de souveraineté-association comme tel n'existait pas.

M. Orban: Oui, c'est vrai. C'est vrai.

Mme Pelchat: Vous êtes d'accord avec ça.

M. Orban: Oui, oui.

Mme Pelchat: O.K. Alors, comment ferait-on

la déclaration de souveraineté? Comment la faire dans le système actuel, premièrement, puisque vous dites que le système actuel ne peut fonctionner? Mais la déclaration de souveraineté, il faudrait la faire par voie référendaire pour obtenir la légitimité du peuple.

M. Orban: C'est-à-dire que la première démarche, c'est un référendum, l'appel au peuple avec une question claire, ou deux questions, deux choix. La deuxième, c'est une déclaration qui transcende les deux parties, qui ne fait qu'avaliser ou exprimer, mais devant le Parlement, cette décision de la population.

Mme Pelchat: Est-ce que vous ne craignez pas qu'une déclaration unilatérale de souveraineté empêcherait de futures négociations avec l'État fédéral ou les autres États susceptibles de devenir membres de cette nouvelle confédération, c'est-à-dire les autres provinces?

M. Orban: Ça les mettrait au pied du mur. Et comme les autres régions ont beaucoup d'intérêts en commun, veux, veux pas, elles seraient forcées de négocier un certain nombre de choses, surtout si on veut avoir – comment dirais-je – un marché commun, avec libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services. On est obligé de négocier ou bien alors on rejette ce modèle-là.

Mme Pelchat: Pourquoi dites-vous qu'ils sont obligés de négocier? D'ailleurs, à la page 16, vous dites clairement que, selon vous, l'État fédéral et les autres provinces ont tout autant intérêt à négocier un marché commun avec le Québec, sinon plus. J'aimerais ça vous entendre sur les raisons qui vous font affirmer qu'ils ont autant d'intérêt, sinon plus d'intérêt que nous à établir un marché commun.

M. Orban: Sinon plus, parce que je pense qu'on est de plus en plus conscient que l'axe de développement économique du Québec est nord-sud et non pas est-ouest, bien que l'axe est-ouest soit très important. Mais à long terme, avec le libre-échange, je pense qu'on n'échappe pas à cette transformation, de la même façon d'ailleurs que la Norvège et que la Suède. L'axe principal, ce n'est pas l'axe est-ouest, c'est de plus en plus vers la Communauté économique européenne, en particulier la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.

Mme Pelchat: J'ai de la difficulté à saisir, professeur Orban, la différence entre une déclaration unilatérale de souveraineté et ce que vous dites à la page 18, se vouer à la résignation, dans un système politique, si éventuellement le système confédéral n'était pas accepté par les autres provinces. Alors, le Québec n'aurait qu'à se vouer à la résignation dans un système

politique où il serait de plus en plus minoritaire, ou se séparer du restant du pays, tout en négociant un minimum de *modus vivendi*. Comment, si on n'arrive pas à négocier un système confédéral avec les autres provinces, pourrait-on continuer après une séparation – quoique je ne vois pas la différence entre devenir un État indépendant et devenir un État séparé des autres provinces – comment pourrait-on, à la suite de ça, négocier un minimum de *modus vivendi*?

M. Orban: Le minimum, ça touche, par exemple, à certains éléments d'un marché commun. Ça touche aussi aux avoirs et aux dettes. Parce que tout le monde de l'autre côté est intéressé à partager les dettes, au moins. Donc ça, ce serait le strict minimum. Quant au maximum, je viens là-dessus, ce sont des accords de base dans un traité. Ce qui n'exclut pas d'autres séries d'accords.

Mme Pelchat: Mais vous ne voyez pas une autre façon d'arriver à l'établissement d'un système confédéral sans passer, d'abord et avant tout, par une déclaration unilatérale d'indépendance?

M. Orban: Je pense... Je n'aime pas tellement cette façon-là de procéder parce qu'elle comporte des risques, incontestablement. Mais je ne vois pas comment on peut fonctionner au niveau d'une transformation en profondeur et avec une exigence aussi poussée. Je ne vois pas comment on peut faire ça, dans le cadre d'un État fédéral, avec le mode d'amendement des constitutions...

Mme Pelchat: Oui, mais le cadre va rester le même, professeur Orban. Le cadre de négociations va rester le même.

M. Orban: Non, justement. Et on a déjà commencé à fonctionner en dehors de ce cadre-là, puisque le gouvernement du Québec actuel a décidé de ne plus fonctionner que sur une base bilatérale. Ce qui est un acheminement déjà très orienté, je dirais presque irréversible, si on maintient ces positions.

Mme Pelchat: Mais, êtes-vous d'accord avec moi que, pour changer le système fédéral en système confédéral, il va falloir au moins l'assentiment des provinces?

M. Orban: Non. La question essentielle, c'est de savoir ce que le Québec veut. Et puis le restant, je pense que ça ne nous concerne pas directement, même si on souhaite que les autres provinces se mettent d'accord et qu'on puisse constituer ce marché commun. Donc, en gros, les éléments les plus fondamentaux qui existent actuellement sur le plan économique subsisteraient, sauf que la superstructure politique serait

très différente. Il ne faut pas le négliger parce que là, encore une fois, nous n'aurions plus l'emprise d'un État fédéral sur le territoire québécois. En d'autres termes, c'est l'Assemblée législative du Québec qui serait souveraine. Mais il est évident que, normalement, elle va sacrifier une partie de ses pouvoirs. Elle va déléguer une partie de ses pouvoirs. Là, on tombe dans cet aspect-là du fédéralisme interétatique.

Mme Pelchat: Merci, M. Orban.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard.

M. Brassard: M. Orban, dans les 10 minutes dont nous disposons, j'aimerais aborder deux questions. La première porte sur la Communauté économique européenne; la deuxième, j'aimerais qu'on revienne sur la Confédération.

Premièrement, vous dites, et effectivement depuis un certain temps, l'argument de beaucoup de fédéralistes, à commencer par le premier ministre fédéral M. Mulroney lui-même -- il l'a répété à plusieurs reprises -- est le suivant. La Communauté économique européenne évolue présentement, et de façon très rapide, vers les États-Unis d'Europe. Quelque chose qui est déjà apparu au XIXe siècle; Victor Hugo croyait aux États-Unis d'Europe. Ce n'est pas jeune mais, là, c'est irréversible. La Communauté économique européenne s'oriente, se dirige, vers les États-Unis d'Europe. Donc, un État européen, avec un gouvernement européen, un Parlement européen, disposant de pouvoirs réels de légiférer. C'est ça que M. Mulroney nous dit. C'est là qu'on s'en va. Ce que vous nous dites, vous, c'est que, quand on regarde la réalité, on est loin du compte. Les États-Unis d'Europe ne sont pas encore nés. On fait, par conséquent, de la politique-fiction. C'est de la politique-fiction qu'on est en train de faire. On est en train d'imaginer des choses et d'imaginer que l'Europe s'en va dans le sens où on voudrait qu'elle s'en aille. Mais c'est loin d'être sûr. Et, au fond, ce que vous dites, et je vous cite: "Dans cette perspective, pour un esprit superficiel, le Québec va à contre-courant par rapport à l'évolution." Donc, M. Mulroney serait, dans votre esprit, un esprit superficiel... (16 heures)

M. Orban: Sur ce point-là, oui.

M. Brassard: Sur ce point-là, oui. Et vous êtes formel, quant à vous là-dessus, la Communauté économique européenne ce n'est pas un État fédéral. On est encore très loin de l'État fédéral. C'est encore et toujours une confédération et même s'il y a une dynamique, même s'il y a une évolution, il n'y a rien qui peut prédire ou prévoir que ça va devenir, à brève échéance, un État fédéral.

M. Orban: Certainement, je veux dire que je

suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites.

M. Brassard: Par conséquent, c'est un argument fallacieux que de prétendre que nous allons, en souhaitant la souveraineté du Québec, nous associer économiquement avec le reste du Canada. C'est un faux argument que de prétendre que nous allons à contre-courant et que nous allons en sens inverse de l'évolution des choses dans le monde moderne. Voilà!

M. Orban: Oui.

M. Brassard: On est d'accord là-dessus?

M. Orban: Oui, absolument.

M. Brassard: Bon, maintenant je reviens à ce que Mme Pelchat nous disait tantôt. Ce que j'ai compris quand vous parlez de confédération, c'est qu'il n'y a pas de confédération sans souveraineté des états membres.

M. Orban: Oui, au départ.

M. Brassard: Le fondement d'une confédération c'est que les États qui en font partie sont des entités politiques souveraines disposant de la souveraineté. Ça, il faut bien le comprendre parce qu'à partir du moment où les États ne sont pas souverains, les États membres ne sont pas souverains et pleinement souverains, ce n'est plus une confédération. On ne peut plus parler de confédération à ce moment-là et ça, ça m'apparaît essentiel. Ce que vous dites, c'est que pour en arriver à une confédération entre le Québec et le Canada, objectif souhaitable, il faut au préalable que les Québécois comme peuple prennent la décision de faire du Québec un État souverain. C'est un préalable, c'est un point de départ incontournable.

M. Orban: Oui.

M. Brassard: Il faut bien le comprendre et c'est ça que vous nous dites.

M. Orban: Oui.

M. Brassard: Mais quand vous parlez de déclaration de souveraineté, j'espère vous bien comprendre également, à la suite d'un référendum, d'une décision majoritaire prise par la population, ça ne veut pas dire que cette déclaration de souveraineté devient effective?

M. Orban: Non.

M. Brassard: Ça ne veut pas dire que le Québec devient dans l'heure qui suit un État souverain et indépendant?

M. Orban: Non, il y a un délai...

M. Brassard: Il y a un délai...

M. Orban: ...d'application.

M. Brassard: Il y a un délai au cours duquel ce délai serait utilisé, un an, 18 mois disons, pour négocier avec l'autre partenaire, l'autre partie cette confédération et négocier ce qu'on met en commun et les institutions aussi qu'on décide de mettre en place. Là-dessus, j'aimerais que vous nous en parliez. Les institutions confédérales, c'est quoi la différence fondamentale entre les institutions confédérales et les institutions fédérales? Je pense qu'il y a beaucoup de malentendus et beaucoup de confusion autour de ça.

M. Orban: Évidemment, dans une confédération il n'y a pas d'État fédéral. Donc, il n'y a pas cet élément qui transcende les autres États. Dans une confédération on part d'entités qui sont souveraines et puis on décide de mettre en commun un certain nombre de pouvoirs. Donc, à un moment donné, on a une confédération qui n'est plus à l'état pur puisqu'on décide – comment dirais-je – d'exercer en commun un certain nombre de pouvoirs en matière de politique étrangère et tout ce qui touche aux grandes décisions économiques entre autres, celles qui seraient de nature, par exemple, à assurer un marché commun.

Ceci dit, dans une confédération, chaque État garde sa souveraineté et peut sortir de la confédération. Ce n'est pas comme dans un État fédéral où il y a une constitution. Et dans la plupart des constitutions, il n'y a pas de droit de retrait. Même s'il est inscrit dans la constitution soviétique, on voit à toutes fins pratiques ce que ça donne. Heureusement, on n'est pas en Union Soviétique. Donc, c'est important de mentionner ici que les institutions communes ont certains pouvoirs, elles peuvent même avoir assez de pouvoirs mais ils sont librement consentis et ils ne sont pas donnés d'une façon irréversible parce qu'ils sont délégués; et le principe même de la délégation, c'est qu'à un moment donné, on peut reprendre les pouvoirs en question.

Au fond, une confédération repose sur un pacte, sur un traité, tandis que, je le répète, un État fédéral, c'est une constitution, une constitution qu'il est extrêmement difficile de changer. Je vois la Constitution américaine, c'est presque impossible de changer la Constitution américaine. C'est pour ça qu'il y a tant d'amendements informels qui, finalement, ont créé une autre constitution à côté de la Constitution écrite de 1789. C'est extrêmement difficile... Mais avec une confédération, on peut se retirer, même si, en pratique, c'est parfois difficile. Parce que quand ce sont des États confédérés où il y a beaucoup de liens économiques, il y a tellement de liens qu'il est presque impossible de sortir de cette

confédération-là. Je pense, par exemple, à la Communauté économique européenne où, malgré les menaces de retrait, tous les États restent parce qu'ils ont finalement plus d'intérêts que d'inconvénients dans ce système.

M. Brassard: Vous connaissez...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard.

M. Brassard: Juste une très courte question. Vous savez qu'il a été beaucoup question depuis 1967, depuis que M. Lévesque a quitté le Parti libéral, de souveraineté-association. Ça a été pendant longtemps l'option centrale du Parti québécois, la souveraineté-association. Vous avez regardé ça, j'imagine. Est-ce que, au fond, la souveraineté-association n'est pas une confédération? Est-ce qu'il y a une différence, selon vous, entre ce que M. Lévesque appelait la souveraineté-association et une confédération?

M. Orban: Oui. Si on refait l'historique, quand on se réfère à M. Lévesque – pour qui j'ai un immense respect, d'ailleurs – quand il a inventé ce concept-là, je pense qu'il voulait absolument nous montrer que le Québec voulait sa souveraineté; mais en même temps, il était très conscient des liens d'interdépendance que le Québec doit avoir avec ce pays et également d'autres pays de la planète. Donc, l'idée de l'association faisait partie de cette volonté d'ouverture qui est, d'ailleurs, extrêmement intéressante et extrêmement progressiste quand on connaît ce personnage-là.

Maintenant, sur le plan des concepts, il est évident que la souveraineté-association, ce n'en est pas un. Mais, au fond, ce que M. Lévesque voulait, si j'ai bien compris sa pensée – et je pense l'avoir étudiée quand même suffisamment – c'est une confédération mais dans le sens que nous venons de définir, parce qu'on parle aussi de confédération canadienne et même de confédération helvétique mais elles n'en sont pas. Voyez, quand on dit "confédération", il faut bien s'entendre sur les termes. Il faut toujours parler d'État quand on en parle et revenir peut-être à ce concept allemand: "Staten Bund". Donc, une association d'État. "Staten Bund", c'est "State", c'est "État", une association d'États souverains. C'est ça, une confédération. Il faut bien s'entendre là-dessus. Et à partir du moment où on dit "souverain", on n'a pas le choix, je m'excuse, mais on n'a pas le choix.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors ça va, M. Brassard? Il restait deux minutes à Mme Pelchat. Alors, vous les reprenez.

Mme Pelchat: Je veux ajouter, M. Orban, que sur le comment et sur le modèle que vous

suggérez, je suis bien d'accord avec vous. Là où je diffère un peu, c'est sur la méthode...

M. Orban: Oui.

Mme Pelchat: ...comment y arriver? Sauf que j'aime bien l'ouverture de mon collègue, le député de Lac-Saint-Jean quand il dit qu'il y aurait un délai entre l'application du résultat référendaire et la souveraineté comme telle. Là-dessus, je dois dire qu'il rejoint son ex-collègue, M. Jean-Pierre Charbonneau, le député de Verchères, qui est venu ici même nous dire à peu près sensiblement – sans être un expert comme tel – la même chose que vous. Je vous remercie. Ça mérite réflexion.

M. Orban: Évidemment...

Mme Pelchat: Merci, M. Orban.

M. Orban: ...si je peux me permettre d'ajouter quelque chose. Quand j'ai rédigé mon mémoire, je l'ai fait à la vapeur. Je devais partir pour l'étranger et c'est après réflexion que j'ai lu le questionnaire et je me suis dit: Il y a aura des questions précises auxquelles il faudra répondre. J'ai beaucoup hésité à le faire parce que j'aime bien rester sur le plan strictement scientifique. Mais si on me demande de me brancher et d'être logique avec ce que j'ai dit en ce qui concerne l'État fédéral, c'est-à-dire un État étatique, bien, veux veux pas, je dis qu'on n'échappera pas à la déclaration de la souveraineté suivie, je pense, de beaucoup d'accords de coopération avec le reste du pays, avec un délai permettant de négocier cela. C'est ça, le choc qui va faire dégeler l'ensemble.

Moi, je suis persuadé que ça va marcher. Mais ça marchera... Moi, je le répète encore une fois – c'est bête de dire ça, c'est élémentaire – il faut absolument qu'on franchisse le gué en mettant de côté les divisions partisans. Après, on peut reprendre ces divisions. Mais le gué doit absolument être franchi sinon on est perdus. C'est tragique mais moi, je suis conscient de la gravité de cet enjeu-là. Si on n'est pas unis, on ne passera pas le gué et je pense qu'on ne le repassera jamais plus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Orban. Merci d'avoir bien voulu répondre aux questions. Je rappelle à l'auditoire que nous sommes une commission parlementaire, que les applaudissements ne sont pas permis par l'assistance au sein du Parlement et je vous prie de bien suivre cette règle.

Merci, M. Orban. Nous recevons après vous le Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales.

(Suspension de la séance à 16 h 10)

(Reprise à 16 h 13)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

J'invite les commissaires à reprendre leur siège pour que nous puissions entendre les représentants du Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales. Mme Houde-Pepin va se partager la présentation. Si vous voulez bien, d'abord, présenter vos collègues et, ensuite, prendre les cinq minutes de présentation générale. Madame, la parole est à vous.

Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales

M. Myrtil (Maxime): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, le Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales au Québec est une coalition de 80 organismes. Il est représenté devant vous en la personne de Mme Fatima Houde-Pepin, présidente du Centre Maghrébin de recherche et de formation, M. Jérôme Di Giovanni, président de l'Association multiethnique des personnes handicapées du Québec; Mme Flora Fernandez, du Réseau provincial des femmes des communautés culturelles du Québec; M. Carlos De Jésus, membre fondateur de l'Association des professionnels et entrepreneurs portugais du Québec et éditeur du journal *La Voix du Portugal*; M. Maxime Myrtil, moi-même, directeur du Carrefour multiethnique de Ville Saint-Laurent.

Mme Fatima Houde-Pepin et M. Jérôme Di Giovanni sont les porte-parole de notre comité. Ils présenteront le mémoire à tour de rôle et répondront aux questions des commissaires. Je cède tout de suite la parole à Mme Houde-Pepin.

Mme Houde-Pepin (Fatima): Merci, M. le Président. Le 10 décembre 1986, le gouvernement du Québec, sur un vote unanime de l'Assemblée nationale, faisait une déclaration sur les relations interethniques et interraciales, reconnaissant ainsi l'importance démographique et la contribution économique, sociale et culturelle des Québécois et Québécoises issus des minorités ethniques et raciales.

Dans la foulée des récents événements constitutionnels que nous vivons et dans le but de pouvoir contribuer activement aux réflexions amorcées si importantes pour le devenir de notre société, le 21 juillet 1990, une quarantaine d'organismes des communautés culturelles se sont réunis pour exprimer leur désir d'y prendre part. Lors de cette rencontre, les participants et participantes ont discuté de la place des minorités ethniques et raciales au sein de la société québécoise et de leur participation effective à la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Il fut décidé à cette réunion de créer un comité de coordination ayant le mandat de

faciliter la concertation des groupes et d'organiser une journée de réflexion à laquelle ont participé, le 3 novembre 1990, 120 représentants et représentantes d'organismes communautaires et institutionnels.

Dès les premières rencontres, les membres du comité de coordination ont fait consensus autour d'une position commune qui s'articule autour de quatre points: 1° Le fédéralisme tel que nous l'avons vécu avant, pendant et après l'accord du lac Meech, a fait ses preuves et il nous paraît urgent de briser le statu quo constitutionnel qui empoisonne les relations fédérales-provinciales et qui affecte profondément le climat social.

Deuxièmement, les membres du Comité de coordination reconnaissent au Québec son caractère distinct et son droit à l'autodétermination. Ce droit a été exercé lors du référendum de 1980; il s'exerce aujourd'hui par le biais de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Ces deux expériences, le référendum et la Commission Bélanger-Campeau, sont très rassurantes quant à la capacité du Québec de définir son avenir dans le respect de la démocratie, de la liberté d'expression et des droits fondamentaux. Ce cadre ne devrait cependant pas nous faire oublier que les communautés culturelles qui représentent un segment important de la population ne sont pas adéquatement représentées au sein de la Commission Bélanger-Campeau.

Troisièmement, les Québécois et Québécoises issus des minorités ethniques et raciales ne constituent pas un groupe idéologiquement homogène. À l'instar de la société majoritaire, on y rencontre toutes les tendances. Le consensus ne se fait pas autour de telle ou telle option politique, mais autour d'un projet de société juste et équitable. Ce que nous voulons, c'est une société sans discrimination et sans racisme où les minorités peuvent participer au développement de la société comme des citoyens à part entière. Nous sommes également préoccupés par l'exclusion et la marginalisation des autres groupes défavorisés, notamment les jeunes, les pauvres, les femmes, etc. Nous sommes très concernés par l'équité en matière d'emploi pour les minorités ethniques et raciales et par la présence et la visibilité de ces minorités à tous les niveaux de décision.

Quatrièmement, nous constatons à regret que l'identité québécoise telle que définie par la plupart des leaders d'opinions, et telle qu'exprimée par l'opinion publique majoritaire n'inclut pas les minorités ethniques et raciales. Bien que la société québécoise ait beaucoup évolué depuis les trois dernières décennies, la conception de l'identité québécoise est demeurée tributaire d'un certain discours d'exclusion et d'un schème de référence restrictif. Il s'en trouve encore aujourd'hui des faiseurs d'opinions qui parlent du Québec comme d'une société homogène et de l'immigration comme d'un

phénomène nouveau. Au Comité de coordination, nous croyons que les minorités ethniques et raciales sont partie intégrante de la société québécoise et qu'elles constituent une de ses caractéristiques fondamentales.

Le Québec d'aujourd'hui et de demain est une société plurielle de langue française. Il est important de reconnaître officiellement la réalité plurielle du Québec en tenant compte de sa dimension interculturelle, interraciale et interconfessionnelle.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne voudrais pas vous interrompre, madame, mais nous allons épuiser le temps de la présentation, à moins que ne l'activiez peut-être vers les recommandations ou vers la conclusion.

Mme Houde-Pepin: Très bien. Alors, je passerai la parole à M. Jérôme Di Giovanni, pour poursuivre.

M. Di Giovanni (Jérôme): Il est important de comprendre que tout en reconnaissant la pertinence que la société québécoise se définisse comme une société d'accueil auprès de ses immigrants, il est important aussi de se dire qu'une fois que ces immigrants, ces nouveaux arrivés obtiennent le statut de citoyen ou bien sont ici depuis plusieurs générations, il est important que la société québécoise cesse de se définir auprès de ces Québécois et Québécoises comme une société d'accueil. Le Québec, la société québécoise est aussi notre société. Nous y travaillons, nous y participons et nous aussi assurons ce développement-là.

Il est aussi important de saisir comment nous définissons le caractère distinct de la société québécoise qui est, pour nous, une société multiethnique, multiraciale, multiconfessionnelle et où tout se passe en français. Et c'est ce caractère distinct là qui fait aussi la culture québécoise qui est une culture spécifique en soi. C'est cette richesse que nous avons apportée à travers les générations de notre présence au Québec qui fait aussi que le Québec a une culture québécoise.

Nous proposons à la Commission Bélanger-Campeau, en fin de compte, de reconnaître cette spécificité-là, ce caractère distinct de la société québécoise et d'assurer que les minorités ethniques et raciales, que les Québécois et Québécoises de minorités ethniques et raciales soient reconnus dans tout projet constitutionnel, c'est-à-dire, qu'il y ait un droit de participation dans toute prise de décision et dans tout ce qui est d'importance nationale. En ne reconnaissant pas ce caractère distinct là, ce qu'on remarque et ce qu'on retrouve très souvent, malheureusement, c'est que les Québécois et Québécoises de minorités ethniques et raciales sont invités à siéger sur des comités à caractère ethnique consultatifs. Et la composition de votre Commis-

sion, M. le Président, est un exemple très élatant, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun membre des minorités ethniques et raciales qui représente, en fin de compte, ces Québécois et Québécoises.

Nous suggérons et nous présentons quatre propositions pour assurer cette égalité, dans le respect des différences, dans une société québécoise démocratique.

Premièrement, enchâsser dans tout projet constitutionnel les droits fondamentaux, économiques et sociaux.

Deuxièmement, enchâsser dans tout projet constitutionnel la reconnaissance du caractère multiethnique, multiracial et multiconfessionnel de la société québécoise. Il est extrêmement important, pour nous, ce point.

Troisièmement, identifier les responsabilités des divers niveaux de gouvernement, tant provincial que municipal, et créer une obligation constitutionnelle pour lutter, une obligation constitutionnelle pour tout organisme public et privé quant à l'élimination de la discrimination systémique fondée sur la race, la couleur, la religion, l'origine ethnique et nationale.

Et, quatrième, ce qui est extrêmement important pour nous et pour toute société démocratique, criminaliser tout acte à caractère raciste ainsi que la propagande haineuse envers tout membre de cette société.

M. le Président, nous vous remercions de nous avoir accueillis ici et nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, le premier intervenant sera quelqu'un qui, de toute évidence, ne fait pas partie d'une minorité ethnique et culturelle puisqu'il fait partie de la Commission M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Mme Houda-Pepin ainsi que vos membres, je vous remercie de la part du gouvernement d'être ici devant cette Commission pour présenter le point de vue du Comité de coordination sur la place des communautés ethniques et raciales. Je vous en remercie beaucoup.

Ma première question. Vous souhaitez dans votre mémoire une intégration complète et harmonieuse des différentes communautés culturelles à la vie québécoise, mais vous comprendrez que j'en suis et je suis parfaitement d'accord avec vous.

Ma question est: Quels sont, à votre avis, les meilleurs moyens pour atteindre cette intégration? Et, deuxièmement, croyez-vous que le Québec possède actuellement les outils nécessaires pour assumer adéquatement ces tâches d'intégration?

Mme Houda-Pepin: Le premier volet. Pour répondre aux commentaires de M. Bélanger nous reconnaissons que M. Maciocia fait partie d'une

communauté culturelle et nous sommes fiers qu'un membre d'une communauté culturelle soit rendu là où il est. Nous pensons que M. Maciocia représente la députation et qu'il est lié par son allégeance à son parti, alors que les membres des communautés culturelles sont dans tous les partis. Et nous aurions aimé être représentés quand on dit adéquatement, c'est-à-dire que le secteur des communautés culturelles soit représenté, indépendamment des partis politiques. Cela n'enlève rien aux qualités et à la compétence de M. Maciocia. Excusez-moi, j'ai perdu le premier volet de votre question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Remarque que ça ne lui déplairait pas du tout de savoir que vous appréciez ses qualités.

Mme Houda-Pepin: Certainement. Ça nous fait toujours plaisir, c'est toujours un acquis pour nous, M. le Président, quand un membre d'une minorité arrive à être présent et visible dans les lieux de décisions.

M. Maciocia: Le premier volet de ma question était: Quels sont, à votre avis, les meilleurs moyens d'atteindre cet objectif d'intégration?

Mme Houda-Pepin: Bien. Très bien.

M. Maciocia: Est-ce que vous croyez que le Québec a, actuellement, les outils nécessaires pour atteindre, justement, cet objectif?

Mme Houda-Pepin: Nous croyons que le gouvernement du Québec dispose déjà d'un ensemble de pouvoirs qui, à l'intérieur de ces juridictions-là, pourraient permettre l'intégration des communautés culturelles. Quand on parle de l'identité québécoise, ce n'est pas quelque chose qui se définit à Ottawa, ça se définit chez nous, ici, au Québec. C'est un travail que nous devons faire ensemble, comme société, pour apprendre à reconnaître notre différence comme une richesse collective. Donc, le pluralisme, c'est la deuxième variable qui doit toujours être conjuguée avec le fait français. Nous n'avons pas encore atteint ce stade-là. On est prêts à promouvoir le Québec francophone, mais ce n'est pas tout le monde qui est prêt à promouvoir le Québec pluraliste.

Dans les dernières heures du lac Meech, quand il était en train d'agoniser, un certain nombre d'hommes d'affaires québécois sont partis à sa défense; entre autres, M. Castonguay. Je pourrais vous dire que l'intégration se fera, au Québec, le jour où on aura des Castonguay de l'intégration, des Bélanger-Campeau de l'intégration. Ce jour-là, l'intégration sera sur la bonne piste.

Deuxième volet, en termes de pouvoirs, maintenant. En termes de pouvoirs, il existe un ministère de l'immigration qui a certains pouvoirs

et, à l'intérieur de sa juridiction, il peut faire beaucoup de choses. Je conviens avec vous qu'on aurait plus de moyens et on ferait une meilleure intégration si on avait un contrôle total des pouvoirs et des ressources qui vont avec l'exercice de ces pouvoirs-là.

M. Maciocia: Justement. Mme Pepin, je vous comprends. Me permettez-vous que je vous interrompe un peu parce que le temps est très court?

Mme Houda-Pepin: Bien sûr. C'est votre droit, d'ailleurs.

M. Maciocia: Vous savez très bien que, justement, le Québec, indépendamment de sa position, que ce soit à l'intérieur de la Fédération ou à l'extérieur de la Fédération, a les moyens et les pouvoirs nécessaires pour l'intégration des immigrants, particulièrement avec le nouveau traité qui a été signé avec le gouvernement fédéral sur l'immigration tout dernièrement. Alors, si je puis dire, indépendamment de la position constitutionnelle du Québec, le Québec a les ressources nécessaires pour l'intégration des immigrants à la vie québécoise.

Mme Houda-Pepin: Mais ça ne ferait pas de tort qu'elle récupère d'autres pouvoirs...

M. Maciocia: Sûrement. Sûrement.

Mme Houda-Pepin: ...pour avoir plus, disons, de latitude et pour gérer cette intégration. Je dirai que le Québec a un certain pouvoir sur l'immigration, en ce qui concerne la sélection des immigrants, entre autres, mais je ne serais pas d'avis de dire que nous avons une politique d'intégration. La politique d'intégration reste à faire et je souhaite que ce soit un projet qui se réalise lors de ce mandat-là
(16 h 30)

M. Maciocia: Sûrement, madame.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ça épuise votre temps, M. Maciocia. Cinq minutes. Déjà fini. Nous passons à Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Évidemment, je suis une propagandiste de cette vision interculturelle que vous développez dans votre mémoire. J'ai toujours pensé qu'il y a peut-être une seule façon d'être Canadienne française ou Canadien français, mais qu'il y a 100 façons d'être Québécois et, voilà, vous nous le prouvez bien aujourd'hui. Mais ceci dit, il y a une question vraiment importante pour moi. Vous avez dit que vous étiez heureuse quand des membres des minorités ethniques pouvaient, donc, occuper des postes de pouvoir, comme c'est le cas pour M. Maciocia. Et la question que je me suis posée, c'est: Quand cesse-t-on d'être membre

d'une minorité ethnique? Peut-on être à la fois membre d'une minorité ethnique et Québécois à part entière?

Votre sentiment, c'est, par exemple, que M. Nicolet qui, je crois, est d'origine belge et qui est ici depuis très longtemps et M. Sirros qui, à l'occasion, participe aux travaux de la Commission et qui est d'origine grecque, M. Maciocia qui est d'origine italienne, sont des membres de la Commission. Par ailleurs, vous ne sentez pas, pour les raisons que vous avez exprimées, dû au fait peut-être de la ligne de parti pour ceux qui sont dans des partis politiques, je ne sais pas pour quelle raison... Pour M. Nicolet, peut-être parce qu'il représente son Association... Mais quand cesse-t-on d'être membre d'une minorité ethnique ou raciale?

Mme Houda-Pepin: Le jour où on commence à exercer le pouvoir, proportionnellement à sa représentation démographique.

Mme Harel: Vous reconnaissez-vous comme ayant du pouvoir, vous-même?

Mme Houda-Pepin: Non, du tout, du tout. Comme disait mon collègue, M. Di Giovanni, on est appelés à siéger comme membres du comité consultatif. Mais lorsqu'il y a des lieux de décision, nous ne sommes pas là où il faut prendre les décisions. Nous croyons profondément que, si le secteur des communautés culturelles avait un représentant ou une représentante au sein de cette Commission, je crois qu'il y aurait un travail très, très important qui aurait été fait parmi vous.

Mme Harel: Mme Houda-Pepin, c'est tellement important, cet échange, pour moi. Vous dites que, lorsque vous occupez des postes de décision, vous considérez que vous avez, à ce moment-là, du pouvoir. Mais au moment où un membre d'une minorité ethnique ou raciale occupe un poste de décision et exerce le pouvoir, est-ce que, à ce moment-là, il ne cesse pas d'être membre de sa minorité ethnique ou raciale? En d'autres termes, est-ce que tous ceux et celles... Nous-mêmes, parmi les six membres de cette Commission qui siégeons du côté de l'Opposition, trois d'entre nous avons un conjoint qui est Québécois d'adoption et, souvent, nous réfléchissons à cette question. À partir du moment où, vous le souhaitez, des membres de minorités ethniques exercent du pouvoir, est-ce que vous les reconnaissez encore comme membres de minorités ethniques? Ou est-ce que, à ce moment-là, ils n'ont pas fait le saut dans les institutions de la majorité et vous ne les considérez plus comme des membres des minorités ethniques?

M. Di Giovanni: Si vous me permettez, il y a une double réponse à cela. D'une part, c'est la

réponse ou la réflexion que la société québécoise doit faire: Comment est-ce que la société québécoise ou les membres de la majorité francophone voient et perçoivent ces Québécois et Québécoises? Est-ce qu'ils les perçoivent comme des membres des minorités ethniques, même s'ils sont ici depuis deux ou trois générations? Comme des immigrants encore? Et ça, c'est une réflexion qu'il faut faire. La réponse, en fin de compte, doit venir aussi de la société québécoise, le volet francophone. C'est là qu'on disait...

Mme Harel: M. Di Giovanni...

M. Di Giovanni: ...qu'il faut que le Québec cesse de se percevoir comme une société d'accueil pour ces Québécois et Québécoises.

Mme Harel: C'est une réflexion qu'il faut partager, pas simplement faire.

M. Di Giovanni: Je suis d'accord qu'il faut la partager.

Mme Harel: Il faut la partager parce qu'il faut aussi que le membre cesse de se percevoir comme étant d'une minorité ethnique pour faire un saut périlleux dans les institutions de la majorité. Et la grande question... Il y en a une autre. Je veux tellement profiter de l'expertise de vous tous et, en particulier, de Mme Houda-Pepin. Est-ce qu'il n'y a pas une sorte de schizophrénie? Parce que cette question d'identité est au cœur de presque tous les mémoires qui nous sont présentés. Vous voulez être reconnus comme des Québécois à part entière. Et ne faut-il pas d'abord que le Québec s'affirme dans son identité québécoise? Vous voyez, je termine là-dessus, M. le Président, l'expérience historique que l'on vit ici, c'est que la très grande majorité des représentants des groupes allophones viennent exprimer leur allégeance canadienne. Ça a été notre expérience presque toute la journée hier, c'est notre expérience aujourd'hui. Pour les quatre-vingts pourcent des groupes qui se sont présentés devant nous et qui étaient, par exemple, d'origine québécoise de souche - si on veut se comprendre - c'était soit le procès du fédéralisme, ou parfois l'allégeance à la souveraineté. Et on doit constater - ce n'est pas un blâme, il faut juste réfléchir là-dessus - que l'allégeance des allophones est plutôt canadienne que québécoise. Et c'est une réalité. On va me dire que c'est d'abord canadien, on peut aussi être les deux. Quand on va en France, on est français, même si on est résident et qu'on attend sa citoyenneté. Quand on va en Italie, on est italien. Quand on vient ici, est-on canadien, canadien-français ou québécois? Et, c'est à la solution de cette question d'identité sur laquelle la Commission doit aussi se pencher. J'aimerais entendre vos commentaires là-dessus.

Mme Houda-Pepin: Mme Harel, je crois que le fait que l'on demande une reconnaissance de la part de la société majoritaire, ce n'est pas de la schizophrénie, ou, en tout cas, ce n'est pas dans le discours. Je crois que c'est une revendication légitime.

Mme Harel: M. le Président, la schizophrénie, elle est pour l'ensemble de la société. Elle ne vous concerne pas, vous.

Mme Houda-Pepin: Ah bon! D'accord! Très bien. Excusez-moi, j'ai mal compris. Alors donc, je crois que c'est une revendication légitime dont il faut prendre note. Moi, ce qui me décevrait énormément, c'est que dans 10 ans on soit obligé de tenir ce même discours. Si on n'a pas compris qu'il y a des choses qu'il faut régler à temps, des fois, ça peut déboucher sur autre chose. Vous avez dit: Il faut que le Québec s'affirme dans son identité. Je suis d'accord avec vous. C'est ce que nous disons aussi. Sauf qu'il faut la définir, cette identité. Si nous sommes dedans, nous allons la définir avec vous. Mais si nous sommes dehors, les exclus, évidemment, vont chercher des refuges ailleurs. C'est ça qu'il faut... c'est l'oeuf et la poule. Si nous sommes des Québécois à part entière, faites-nous de la place et nous allons la faire cette définition de la société et de l'option politique du Québec. Comme j'ai dit, et je le répète, les minorités ne sont pas nécessairement contre l'indépendance. Il faut expliquer le projet. Il faut leur dire quelle est la place qu'on leur réserve. Ça, c'est une responsabilité de la société majoritaire et de ses institutions parce que beaucoup de groupes sont très vulnérables. Et ce n'est pas tout le monde qui est prêt, psychologiquement, à prendre sa place, quand on sait qu'on ne veut pas lui céder la place. Alors, si vous êtes en mesure de nous dire que par les travaux de cette Commission, et par les réflexions qui vont continuer à se faire au sein des partis politiques, au sein des milieux politiques et tout ça, qu'on va arriver à ça, moi je serais la première à être très heureuse. Ça va être au moins un résultat concret. Mais je vous dis, Mme Harel, que si vous voulez qu'on soit dedans, bien, définissez officiellement le Québec comme une société plurielle de langue française.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à Mme Pagé, suivie de M. Libman et de M. Larose.

Mme Pagé: Alors, ce n'est pas la première fois que j'ai l'occasion de vous rencontrer. Donc, probablement que vous ne serez pas surpris et surprises de m'entendre dire que je suis d'accord avec une société plurielle et française, que je suis tout à fait partisane d'un Québec dont vous faites partie. D'ailleurs, quand on est québécois et québécoise, c'est qu'on a choisi d'y vivre et qu'on a choisi de participer à la définition de

cette société. Et, en ce sens-là, je n'ai absolument aucune difficulté, personnellement, à souscrire à la vision que vous nous présentez.

Par ailleurs, je pense que pour beaucoup de représentantes et de représentants des communautés culturelles, particulièrement les leaders, un moment crucial approche où ils seront peut-être appelés à participer à la définition d'un projet politique. Que, comme leaders, ils sont venus, non pas contester, mais émettre des réserves sur ce projet, portant plutôt le projet du maintien du lien fédéral. Et ce sera très exigeant pour les leaders des communautés culturelles. Je pense qu'il faut constater cette situation de fait, sans porter de jugement. Il ne nous appartient pas d'en porter. Mais ce sera très exigeant.

À cet égard-là, dans vos recommandations, vous recommandez d'enchaîner dans la constitution un certain nombre de droits, de garantir le caractère multiethnique, multiracial, multiconfessionnel. J'aurais deux questions: La première c'est: Au-delà de l'écriture de la constitution, pensez-vous que des mécanismes d'écriture de cette constitution pourraient donner des garanties additionnelles pour le caractère que l'on veut retrouver dans la constitution? Je pense, par exemple, à la mise sur pied d'une assemblée constituante dans laquelle on garantirait une représentation qui est plus équitable, plus représentative de ce Québec qui est le nôtre. C'est ma première question. Ma deuxième question porte sur la reconnaissance du caractère multiconfessionnel. Mme Traoré, que nous recevions plus tôt au début de la journée, abordait dans son mémoire la question de la reconnaissance de l'État laïc. À son avis, la seule garantie véritable d'un État multiconfessionnel, c'est de garantir qu'il est laïc, ce qui permet donc l'affirmation du caractère multiconfessionnel. Je voudrais avoir votre avis là-dessus. Est-ce que, finalement, il n'y a pas à garantir un État laïc pour pouvoir répondre à ce besoin de la multiconfessionnalité?

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vais vous inviter à répondre pleinement, bien sûr, mais si possible brièvement pour qu'on puisse avoir le temps de passer les deux autres personnes qui ont demandé le droit de parole.

M. Di Giovanni: Je vais fournir une partie de la réponse et laisser parler ensuite Mme Pepin. Premièrement, je voudrais réagir à cette impression que vous semblez donner, tant Mme Harel que vous, que nous sommes d'allégeance purement canadienne ou fédérale. Je crois que, dans notre mémoire, on a dit qu'on ne se positionnait pas dans cette option politique ou régime ou système politique parce que, à l'intérieur des communautés culturelles, il n'y avait pas une homogénéité d'opinion. C'est également vrai partout. Moi, je ne comprends pourquoi on

veut accoler une étiquette à ces Québécois et Québécoises. On n'accrole pas une étiquette à toutes les femmes, à ce que je sache. Est-ce que toutes les femmes au Québec sont souverainistes, souverainistes-association ou fédéralistes ou fédéralistes renouvelées ou confédéralistes? Est-ce que tous les hommes mariés ont la même opinion politique? Je crois qu'il faut cesser de dire: Est-ce que vous, communautés culturelles ou Québécois et Québécoises issus des communautés culturelles, vous êtes de telle opinion politique ou de telle autre?

Mme Pagé: M. le Président, je voudrais apporter une correction à M... Je suis un peu désolée de le faire mais je suis obligée, moi, de constater que les mémoires que nous avons reçus, déposés par les représentants des communautés culturelles, dans 80 % des cas défendaient l'option fédérale. Je ne prête pas d'intention. Moi, j'en ai écouté des mémoires depuis deux mois. Je suis obligée de les additionner et de me dire que dans 80 % des cas les représentants des communautés culturelles... C'est légitime; moi, je ne conteste pas le droit de prendre cette option-là. Je suis bien obligée de constater que c'est ce que j'ai entendu. Alors, je veux juste vous dire que je n'ai pas prêté d'intention et que je n'ai pas mis tout le monde dans le même paquet. Mais je suis obligée de voir les recommandations qui ont été présentées par les différents groupes que nous avons reçus, tout simplement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on poursuit avec la réponse à la deuxième question?

Mme Houda-Pepin: Si je peux me permettre d'explicitier le message de mon collègue, je dirais qu'effectivement, il n'y a pas d'homogénéité idéologique au sein des communautés culturelles. Mais je dirais aussi que considérer toutes les communautés culturelles comme appartenant à une option exclusive, c'est aussi erroné. Deuxièmement, ce que vous avez entendu à la Commission Bélanger-Campeau, ce n'est pas toutes les communautés culturelles. C'est certains groupes des communautés culturelles. Je ne sais pas selon quels critères ils ont été choisis d'ailleurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le critère a été très simple; tous ceux qui ont envoyé des mémoires ont été invités à se présenter.

Mme Houda-Pepin: Merci de la précision, M. le Président. Ceci étant dit, je peux dire qu'il y a une évolution dans le comportement électoral ou le comportement, disons, au niveau politique des minorités parce qu'il y a une certaine maturation qui s'est faite. Deuxièmement, il y a aussi un travail qui doit être fait par les partis politiques, par les forces politiques pour aller

chercher les minorités. Ça fait partie de ce débat pour prendre sa place et il faut donner de la place aux gens. La seule chose que je peux dire, c'est que l'indépendance comme telle ne fait pas peur aux gens dans les communautés culturelles. Ils disent: Si l'indépendance doit se faire, nous, on veut avoir des garanties et on est là pour participer à ce projet de société.

(16 h 45)

Maintenant, pour répondre au deuxième volet de votre question concernant l'État laïc, vous savez, Mme Pagé, pour avoir eu le plaisir de travailler avec vous sur certains dossiers que, personnellement, je suis en faveur d'un État laïc. D'ailleurs, l'État québécois est déjà laïc par certains aspects. La seule résistance structurelle est dans le système de l'éducation et, d'ailleurs, chez vous. Donc, vous avez du travail à faire, mais vous pouvez compter sur les minorités pour vous aider dans votre projet d'ouvrir justement le système scolaire à la diversité.

Ce qu'on peut dire, et c'est garanti par la Charte québécoise des droits, c'est que vous savez que les parents ont le droit d'éduquer leurs enfants dans la religion de leur choix. Donc, le système scolaire devrait permettre, d'une certaine façon, des aménagements pour accommoder ce droit fondamental aussi avec la diversité plurielle du Québec. En ce qui me concerne, je crois que l'école publique devrait enseigner aux enfants l'histoire des religions, les valeurs qui sont véhiculées par les grandes religions pour les amener à se rapprocher et à se connaître. Mais en ce qui concerne l'enseignement religieux, comment faire sa prière et ces choses-là, ça devrait relever des institutions religieuses particulières. Mais c'est un point de vue tout à fait...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Larose et à M. Libman. Je vous invite tous les deux, si c'est possible, à vous limiter à une seule question et, si c'est possible, qu'elle soit brève. M. Libman d'abord, M. Larose ensuite.

M. Libman: Merci, M. le Président. Tout comme Mme Pagé, ça m'étonne un peu que Mme Pepin hésite à admettre la réalité que la grande majorité des membres des communautés culturelles appuie l'option souv... fédéraliste...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: Je m'excuse, Guy, mais...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez de mauvais compagnons, M. Libman.

M. Libman: J'espère que ça reste comme ça. Il ne faut pas avoir honte d'admettre la réalité. Mais une chose: Je suis d'accord avec Mme

Houda-Pepin, et avec tout le respect dans le monde que j'ai pour mon collègue, M. Maciocia, je pense que l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec ont raté une occasion de faire un geste important en nommant une représentante officielle d'une organisation des communautés culturelles. Il y en a certains à l'Assemblée nationale qui ont essayé de faire des amendements pour qu'un membre de la Commission soit un tel représentant. Je pense et je dois le répéter encore qu'on a raté cette occasion pour faire ce geste.

On entend souvent, pendant le commencement de ces audiences, que la société québécoise est très tolérante, très ouverte envers ses minorités. Évidemment, comme par exemple avec les autres régimes, les autres pays, c'est vrai, mais il reste toujours beaucoup de chemin à faire. Il y avait la suspension de la liberté d'expression récemment, les compressions dans le secteur public...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman, vous voudrez sûrement avoir une réponse à votre question et vraiment, le temps passe...

M. Libman: Mais j'arrive. J'ai dit qu'il y a beaucoup de chemin à faire. Dans les semaines qui viennent, nous allons commencer le travail pour rédiger le rapport, pour faire des recommandations. C'est très facile de mettre des concepts dans les recommandations, des mots et tout, mais je pense qu'un plus grand travail doit être fait, une sensibilisation de la population. Comment pouvez-vous suggérer le commencement de ce travail de sensibilisation? Comme j'ai dit, nous pouvons faire des recommandations, mais ce sera juste des mots. Comment pouvons-nous sensibiliser la population pour aller dans cette direction, pour une meilleure société, une société plus ouverte, plus tolérante, que vous souhaitez?

Mme Houda-Pepin: Merci de la question et du commentaire. M. Libman, les gens qui me connaissent savent que je n'ai jamais honte de mes opinions; ce n'est pas vraiment dans ma nature. On peut différer de la lecture d'une réalité, mais je crois qu'il ne vous appartient pas de porter un jugement de cette façon-là. Ce que j'ai dit et je le répète: Les minorités ethniques et raciales n'ont pas de comportement idéologique homogène. C'est une réalité. Deuxièmement, ce que je peux vous dire: C'est un élément psychologique, au sein des minorités ethniques et raciales, on ne rencontre pas une opposition farouche à l'idée de l'indépendance. Ce que je dis cependant c'est que la société majoritaire québécoise qui est en train de se définir politiquement a une responsabilité de définir un projet de société, de le définir dans le sens d'un projet juste et équitable, d'y inclure les minorités et de les chercher pour participer à ce projet de société, à son élaboration et à sa

réalisation. Dans ce sens, je constate une évolution. C'est tout ce que je fais et ce n'est pas parce que j'ai honte de ceci ou de cela, ce n'est pas dans ma façon de fonctionner en tout cas.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Di Giovanni: Oui, un instant. Une précision.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

M. Di Giovanni: Il ne faut pas oublier que ce comité représente 80 organismes de communautés culturelles, de Québécois et Québécoises issus des communautés culturelles. C'est une position commune de 80 organismes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de cette précision. M. Larose.

M. Larose: Merci...

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon?

M. Libman: La réponse à ma question. J'attends toujours la réponse. Ça, c'est un commentaire sur mon commentaire. J'attends la réponse à ma question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais, techniquement, monsieur, vous lui avez posé une question. Elle a choisi de répondre. Elle est libre de répondre de la façon qu'elle veut, comme tous les autres intervenants ont répondu sans que, nécessairement, celui qui posait la question soit satisfait de la réponse. C'est bien votre réponse, madame?

Mme Houda-Pepin: Excusez-moi. À quoi ai-je omis de répondre?

M. Libman: La sensibilisation de la population. J'ai dit: Nos recommandations peuvent être vagues, elles vont être juste des mots. Comment pouvons-nous sensibiliser la population pour qu'on puisse devenir une société plus ouverte, plus tolérante?

Mme Houda-Pepin: Bien. Alors, là, il y a tout le secteur de l'éducation qui a besoin de jouer un rôle déterminant et je crois aussi, comme je l'ai dit tantôt, que le jour où on aura des hommes politiques et des femmes politiques qui vont promouvoir l'égalité, qui vont promouvoir un projet de société plurielle, ce jour-là, on aura commencé, seulement commencé, à développer une sensibilisation au sein de la population en général.

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Une partie de votre message c'est de dire: Faites-nous de la place, on va prendre notre place. Un moyen de le faire, c'est notamment d'enchâsser des droits collectifs ou des droits pour des groupes, comme exemple, les programmes d'accès à l'égalité, etc. Mais il me semble que, et dans ce sens-là la Commission, à mon avis, avance en termes de clarification. Moi, je plaide que pour les nouveaux arrivants de vieille date ou de récente date, l'intégration quant à l'appartenance est réussie parce qu'ils se sont intégrés à la majorité qui, comme vous le dites, tout ça n'est pas homogène, mais le poids lourd, il faut le reconnaître parce que je n'aime pas ça qu'on joue sur les culpabilités. Je pense qu'il faut objectiver les situations.

L'appartenance, le poids lourd demeure l'appartenance à la majorité canadienne. On a vu des tas d'exemples là-dessus, mais ça évolue et ça change. Je pense que le message que vous nous lancez, comme société, c'est: Comportez-vous comme une majorité, assumez vos responsabilités comme majorité et l'intégration quant à l'appartenance va être claire. Moi, c'est le premier message que je saisis. Le deuxième, je vous pose la question: Est-ce que, trop souvent, il n'y a pas des gens qui jouent sur le caractère minoritaire de notre propre société où, quand on revendique nos propres droits, on a l'impression de les voler aux autres? C'est le comportement des minoritaires. Le peuple québécois multiethnique, multiracial pourrait-il, à un moment donné, revendiquer ses droits comme peuple mais les revendiquer pour toutes ses composantes, y compris pour les minorités? Ce qu'on qualifie de minorités, mais à un moment donné il faut savoir quand on n'est plus minoritaires, mais pour les composantes culturelles. Moi, il me semble que là-dessus il y a un gros travail de clarification à faire.

M. Di Giovanni: Je crois que le peuple québécois, et on le reconnaît aussi comme société distincte... M. Larose, en réponse à votre question, bien sûr, si c'est son choix en tant que peuple, en tant que société de se donner X, Y, Z comme projet de société, régime politique ou système politique ou constitution, il est souverain, il a plein droit de décider ce qu'il veut faire de son avenir politique et constitutionnel, bien sûr. Et, si on le fait dans cette reconnaissance-là d'une société multiethnique, multiraciale et multiconfessionnelle, c'est là qu'on demande, on demande cela de reconnaître que nous sommes des Québécois, que c'est également notre société, que nous sommes ici depuis 10 ans, 15 ans, depuis 2, 3 générations, c'est notre société. On la définit comme notre société. On veut participer à ce cheminement-là et décider ensemble de notre avenir politique, constitutionnel, et

culturel.

Une voix: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci messieurs, mesdames. Nous avons eu un débat qui s'est prolongé et qui a augmenté nos retards du jour, mais il a été fort intéressant. Vous avez pu constater que, quelles que soient les raisons qui ont pu mener à la composition de la Commission, elles ne sont pas du ressort de la Commission elle-même. Par ailleurs, celle-ci s'est fait un devoir d'inviter à se présenter tous les groupes culturels ou ethniques qui lui ont soumis des mémoires. Je suis très heureux de vous avoir entendus cet après-midi. Je vous remercie de votre contribution à nos travaux.

Mme Houda-Pepin: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant recevoir le Québec Federation of Home and School Associations.

(Suspension de la séance à 16 h 57)

(Reprise à 16 h 59)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'inviterais les membres de la Commission à reprendre leur siège. Nous recevons maintenant la Québec Federation of Home and School Associations.

Alors si vous voulez bien, maintenant, faire la présentation des membres du groupe et désigner celui qui fera la présentation en cinq minutes. The floor is yours.

Québec Federation of Home and School Associations

M. Percy (John): Thank you, Mr. Chairman. On my left, Dr. Calvin Potter, chairman of our Rights Committee, which has, for many years, concerned himself with the question of linguistic and educational rights in Québec. And on my right, Mr. Steven Drake, a long-standing member of that same committee. My name is John Percy, and I am co-president of the Québec Federation.

Mr. Chairman, I would like to make a few short opening remarks, and then ask Dr. Potter to summarize the main points in our brief.

The Québec Federation of Home and School Associations thanks the Commission for providing us with this opportunity to express our views on this very important subject.

Notre présence devant la Commission reflète le voeu de nos membres de jouer un rôle actif et responsable en discutant le cadre social et économique dans lequel leurs enfants seront éduqués et élevés.

Our brief, which you have before you, clearly favors the renewal of federalism as the best hope for Québec's and Canada's future. It also expresses our deep concern about the steady erosion of the English community, and our fears for its continued presence and survival in Québec. In keeping with our organization's principal interests, it focuses chiefly on the vital importance of the educational system to that survival.

I would now like to call upon my colleague, Dr. Potter, to briefly elaborate on these concerns.

M. Potter (Calvin): Thank you, John. We are parents categorized, by religion and language, as being a provincial minority. We are concerned about the educational welfare of our children, and the future prospects of our community. In that regard, we have asked ourselves the question: How do we interpret the constitutional impasse that has given rise to this Commission, with its mandate to make proposals to the National Assembly of Québec for a new constitutional program? The intent of that mandate is to make a new start, just as the Constitution Act of 1867 was also intended to make a new start.

At that time, it was recognized that the intent of that Act of the Union of 1841 to assimilate French Québec had failed, as had the earlier attempts, after 1753. If we believe the debates that preceded Confederation, the four colonies were to be merged not simply into a larger province, which would still be a remote colony, but into something greater: The equal partnership of the two founding cultures, as the core of the merged colonies from which a new nationality would emerge, and eventually a nation that could take its place alongside England and the other sovereign nations of the world.

Hence, the first purpose of the Constitution we are now in the process of discarding, was national union. The Legislation of 1867 was entitled: An Act for the Union of Canada, Nova Scotia, New Brunswick, and the Government Thereof. And the word used throughout the Act is "Union" not Confederation.

The intention was equal rights for the founding cultures. But the numerical distribution of English and French were not only unequal both in Canada and in Québec, but also inversed. That is, in Canada, the English were a majority and French a minority, while in Québec, the French were a majority and the English a minority.

In our brief, we detail such linguistic dual duality as accommodated by the flexibility of a federalist structure, through allowing powers to be distributed between the Federal and Provincial Governments. We also detailed some protective clauses that were entrenched in the Constitution to protect the minorities' equality of rights in regard to religious conscience, educational,

philosophy and linguistic preferences. A sort of Bill of Minority Rights.

The Federal Government was designated as the protector of religious and educational rights by Section 93.3, and empowered to pass remedial legislation. And this, in the event of abuse of such minority rights by a province, as you will find in Section 93.4. The Federal Government was to be the guardian of minority rights, but the expectation was that any violation of rights would be censored everywhere.

Given a general principle for national unity that the linguistic majority in Québec should retain their language, religion and civil law on the basis of equal rights, and that there be proportional representation for the provinces, one can understand the rational of Henri Bourassa's endorsement of the initial decade of Confederation. One can also appreciate the foresight of Christopher Duncan, when he commented that the federal structure will inevitably render the linguistic majority in Québec aggressive, in regards to provincial powers.

The high expectations associated with Confederation did not last a generation. We all know the sad story of the Manitoba School Act, 1895, and the role of the Public Council decisions, in extending the powers of the provinces, in reducing the ability of the Federal Government to defend minority rights in the Constitution. In our brief, we think...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dr. Potter, we have about exhausted the time. You may want to either jump into conclusion, or to summarize the rest of your remarks. Do not forget that members have read the brief.

M. Potter: Fine. Thank you, Mr. Chairman. We also believe that Section 59 of the Canadian Constitution should be abrogated by the National Assembly of Québec. A uniformity of minority official language rights and education will thereby be brought into effect, right accross Canada. We believe that the Constitution Act, 1867, and subsequent amendments have helped mold Canada's passage from the status of colony to that of a sovereign nation respected around the world for the high quality of life it provides its citizens in terms of social equality, individual economic well-being, and community tolerance of cultural diversity. We do not believe that a dramatic extension of provincial powers is required. Rather, we think there should be a revival of the original intent of national union, an equal partnership of the two official language cultures, with equal rights as a general principle of national unity. Thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, la première personne à poser des questions est M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. M. le Président, je voudrais faire quelques commentaires et finir par une question. Tout d'abord, quand je pense...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous pouvez tout faire en cinq minutes. Vous êtes tout à fait libre de faire ça comme vous voudrez.

M. Chevette: M. le Président, je n'ai jamais eu l'habitude de déroger aux règles, d'autant plus que je suis consulté préalablement sur les règles.

Tout d'abord, quand je pense aux parents de la Saskatchewan qui sont obligés de vendre des graines de tournesol pour venir à bout de faire fonctionner les écoles francophones – et je compare des droits qui ont toujours été reconnus ici aux anglophones – je suis surpris de voir le manque de confiance flagrant que vous faites à l'égard des Québécois et des Québécoises. À la page 4 de votre mémoire, vous dites que la survie de la minorité dépend essentiellement des garanties constitutionnelles du gouvernement fédéral. C'est comme si le peuple québécois ne pouvait pas reconnaître les droits à l'intérieur d'une constitution québécoise. Et ça, ça m'apparaît pratiquement une insulte au peuple québécois qui a toujours eu ce respect intégral de vos droits. Quand on pense à la reconnaissance, par exemple, à la légalisation des illégaux, en matière de langue, aux fins de la scolarisation, quand on pense aux efforts qu'il y a eu et à l'argent qui a été injecté, quand on pense à tout le système d'éducation que la minorité anglaise a au Québec et qu'on est fier, à part ça, de leur accorder, je trouve cette partie extrêmement décevante de votre part. Je ne comprends pas pourquoi vous doutez de la bonne foi du peuple francophone québécois à reconnaître, dans une constitution québécoise, vos droits acquis et que vous vous en remettiez exclusivement à un pouvoir central, un pouvoir fédéral, comme si le peuple québécois ne pouvait reconnaître des droits. Expliquez-moi donc ça.

M. Percy: To our point of view, what you say may be correct theoretically, but in practice... and our experience has been that the position of the Anglophone Community is in at the moment would be far worst if it had not been for the intervention of federal legislation protecting the anglophone community. Our position has been watered down, but certainly the federal legislation has minimized that watering down would have occurred.

M. Chevette: Mais advenant que le Québec...

M. Percy: So, our experience, certainly does not accord with what you are suggesting.

M. Chevette: Si vos droits acquis sont reconnus dans une législation, dans une constitution québécoise, qu'est-ce que ça change pour vous?

M. Potter: What would change would be the nature of the protection for the minority. As of now, there are two layers. Québec has all the authority in regard to education, except in regard to parental rights which are covered by Section 93, but all the other powers are concurred on Québec in Section 92 of the Constitution. So, what we would lose would be the protection that Section 93 had provided for the minority. Section 93 did not give powers to the province. It gave authority to the Federal Government to protect the minority. And surely that is no more critical or adverse than the other provisions in the Constitution such as Section 92 which protect the Province of Québec by putting property in civil rights in that section. And putting property in civil rights in Section 92 then required that Québec be exempted from Section 94 which is a section standardizing procedures. So that Québec is a distinct society, but part of the explanation of the being of a distinct society is being its constitutional rights as embedded in Section 92 of the Constitution. And we are simply relaying on another section of the Constitution for equal protection. We are not...

Le Président (M. Michel Bélanger): Les cinq minutes sont écoulées. Nous allons maintenant à monsieur...

M. Chevette: ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, mais ça va durer cinq minutes encore.

M. Chevette: Non, ça va durer 30 secondes, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, allez-y pour 30 secondes, je commence à compter.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Non seulement vous n'êtes pas satisfaits du statu quo actuel, mais vous demandez même qu'advenant un changement constitutionnel on adoucisse la situation actuelle, alors qu'on vit dans une province où les écoles privées anglophones sont subventionnées. Le système public anglophone est subventionné, le système juif anglophone est subventionné. Ne trouvez-vous pas que c'est avoir beaucoup d'appétit par rapport aux droits de certains groupes qui demandent à l'État de l'argent, et qu'on est limités par notre pouvoir, précisément, de donner davantage?

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, vos 30 secondes sont épuisées mais je pense que vous avez droit à une réponse. Would you please answer as briefly as you can?

M. Potter: I will be very brief, Mr. Chairman, I do not see... I really do not appreciate what discrimination he sees as occurring, because, all we are asking for is equal treatment. We are not asking for better treatment than anybody else. We are just asking for equal treatment. Why would equal treatment be an insult to anyone? It is a compliment to them that we think we are equals.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Welcome to our guests. Since the beginning of this Commission, I have had the opportunity to bring up the issue of Section 23.1.a, and Québec National Assembly opting into 23.1.a, via Section 59, as you bring up in your brief. I think it is going to be crucial for this Commission, in the next months, as we put together the report, to send a positive signal to the anglophone community. And I cannot see anything better, at this point, as far as a positive signal - besides, for example, removal of the notwithstanding clause - but I see, as a very reasonable suggestion by this Commission, for the National Assembly of Québec, to opt into Section 23.1.a, allowing children whose mother tongue is English to be able to go to English schools. And it is important for Quebecers to realize that it only represents 1 % of the French sector, but a much needed 10 to 15 % injection into the English sector. And I think that is a positive signal this Commission should send out. And we will fight for that recommendation while we will write that report.

But you mentioned, and you discussed it a lot in your report, how you feel... and you even say: It is the key to a national reconciliation. Can you elaborate on that? How do you feel that can improve majority and minority relations in Canada, if that is a recommendation, or if Québec does go ahead with that amendment?

M. Potter: For one thing, Mr. Chairman, it would bring equality into our operation across the country, in the matter of minority language rights in education. It is not usually acknowledged, or realized, that the minority educational rights in Québec are more limited than anywhere else in Canada. I say that, and I have confirmation from the Prime Minister in that regard, he agrees that with Section 59 in the Constitution, the rights, in Québec, for the minority official language group, are less than elsewhere in Canada. So that, in effect, passing or removing Section 59 from the Constitution and thereby

allowing Section 23.1.a to come into operation, will establish a uniform equality of minority official language rights across Canada. And, as we suggested to the Prime Minister of Québec last spring, we suggested that the Québec National Assembly, acting on Section 59, would be just the kind of gesture that the rest of Canada could interpret as positive and a step in the right direction. And we feel sure that, had the Prime Minister of Québec followed our suggestion, Meech Lake would have passed. (17 h 15)

M. Libman: I would like just to thank you. Il faut répéter à cette Commission, c'est un geste qui affecte seulement 1 % de la population des étudiants dans les écoles françaises. C'est un geste, c'est un signal que cette Commission peut envoyer aux minorités anglophones qui serait très important. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou.

M. d'Anjou: M. le Président, il est possible qu'éventuellement un geste comme celui-là soit posé, mais il reste qu'en page 14 du mémoire, vous dites: "Alors que la protection des minorités hors Québec est renforcée par l'article 23 de la Charte", parce que cet article s'applique à l'ensemble du Canada, c'est donc qu'en dehors du Québec, il y avait un besoin de renforcer la protection des minorités, situation qui n'existait pas au Québec. Et vous ajoutez: "Cette même protection des minorités est limitée et réduite au Québec par la loi 101, le projet de loi 107 et la loi 178." Je ne vois pas, au point de vue éducation, ce que la loi 178 vient faire. Mais la loi 107, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, établit clairement les droits des deux groupes linguistiques d'avoir leurs propres écoles et de les gérer eux-mêmes, droits pour lesquels les francophones en dehors du Québec doivent encore se battre pour les obtenir alors qu'ici, vous les avez depuis des siècles et c'est confirmé, encore une fois, par la nouvelle loi de l'instruction publique adoptée par l'Assemblée nationale. Est-ce que vous voulez revenir à la loi 22 que vous avez combattue avec tant de force, tant de vigueur, qui se basait sur le critère de la langue maternelle pour l'admission des élèves à l'école anglaise?

M. Potter: M. le Président, à la page 23, il y a un tableau. En bas du tableau, ce sont des migrations interprovinciales. En cinq ans, 41 600 Québécois de langue anglaise sont partis. And, in that regard, you can say that they are boating with their feet. We are just asking that the members of the National Assembly taking into account how things are interpreted. If 107 provided for linguistic boards that were elected by the members of the school and had constitutional protection, we would embrace it. What we

want are constitutional guarantees and, unfortunately, we had to rely on religious guarantees interpreted as linguistic guarantees, because linguistic guarantees were not in the Constitution of Canada, except for matters of the Court or the National Assembly.

M. d'Anjou: That the guarantees you had, in fact, give you guarantees for schools administrated by English-speaking commissioners. You know that, in practice.

M. Potter: Yes.

M. d'Anjou: And you also know that Bill 107 recognizes the right to all English-speaking people in Québec to have their own school boards, to administer their own schools. And I can tell you that the Federation of School Boards...

M. Percy: ...107 can be changed by the National Assembly. The protection we have at the moment cannot.

M. d'Anjou: I know that, and we agree with you that in a new constitution, if we have a new one, those rights must be guaranteed, and this has been asked as well by the English-speaking, as by the Protestants, as by the Catholics, and by the French-speaking. We agreed on that.

M. Percy: We have those guarantees now. We are not going to accept something less on hypothesis.

M. d'Anjou: We have them now, and if there are some changes in the Constitution for any matter, those guarantees, from our point of view, should remain.

Une voix: We are in an agreement.

M. d'Anjou: So, if we agree, well, you should be happy.

M. Percy: Why were you establishing linguistic boards in the meantime?

Le Président (M. Michel Bélanger): On this note, the floor is to Mr. Williams.

M. Williams: ..."The Quebec Federation of Home and School Associations" pour votre mémoire, mais aussi je voudrais féliciter pour tout le travail que vous avez fait avant. J'ai vu, à l'annexe 2, tous les mémoires que vous avez soumis devant les gouvernements. Je pense que l'éducation est une chose très importante pour le peuple québécois et chaque groupe de parents qui s'implique dans les questions comme ça, qui sont essentielles... Merci, au nom des parents, merci beaucoup pour votre participation.

I think it is important that we look... and I am going to ask a very general question at the end and look at some parts of the brief and try to fit together a fairly complex situation of minority experiences in Québec and in Canada. In various parts of your brief, I would like to reflect on a few of them, when you talk about control or management of institutions. Obviously, that is a crucial point in terms of protection of minorities, English-speaking, French-speaking outside the province or others.

You talk about your feelings about institutions being steadily eroded and I have to share some of the comments of other commissioners that they do not quite share the same level of frustration on that as you do in terms of some of the... You can choose to have a difference of opinion about Bill 107 for instance, but in terms of saying that it is not protecting English education, we could have a long debate about.

I appreciate and I am going to return to your point on page 4, when you talk about "sharing and understanding the frustration on the elected officials of the Province of Québec as a minority". You talk about the support or lack of support for asymmetrical solution. Finally, you certainly have a very well articulated presentation about article 59, and I am not going to comment on the principle of it. But it is an interesting practical question because, obviously, the principal choice is important, but the practical reality... For instance, the school board in which my children go to, 60 % of the young people involved enrolled in a French stream and are there by choice. So more and more people are choosing that option. I understand the point of principle, but the reality as we look towards the future, French second language education is crucial.

So my question is: As you look towards, you have offered what the compromise to the English community should be from the Province of Québec, for instance, that you talked about. What is the compromise from the rest of Canada, dealing with the frustration of the minority that is represented by the Provincial Government of Québec that you referred to in the bottom of page 3 and on top of page 4? What is going to break the vicious circle? Where do we break the feeling of mistrust that seems to come through in some of the brief and past, based on experience?

In my final comment - I will give you a chance to answer my question. I have mentioned this to other groups, sometimes, when one is trying to protect something with too much rigidity, it is much of a problem and is as dangerous as too much flexibility. Avez-vous des commentaires sur ça?

M. Percy: One thing I would like to comment on is that of what often seems to get lost in all the rhetoric of minority groups shouting

at minority groups in various provinces, is that there is a tremendous reservoir of good will towards Québec out there in the remainder of Canada.

Classic example here. Staffing French immersion classroom is sometimes a nightmare. 250 000 students are in immersion programs across Canada, French immersion programs. Why are they in French immersion programs if there is not that reservoir of good will? I have got Anglophone relatives in Newfoundland who are participating in French immersion programs because they realize that being bilingual is a valid and useful thing in Canada these days.

M. Williams: Could I ask you then what more do you mean then by your statement that you appreciate the members of the Provincial Legislative Assembly frustrated by the compromises entailed in being a minority? And what response should be given to deal with those compromises? I am asking you to clarify more that point in your brief.

M. Potter: We thought that our suggestion that Section 59 he used as a focal point and a valid response to New Brunswick's offer to entrench Section 88, protecting Francophone or minority language rights in New Brunswick. We are skeptical to that, it would be an effective response by Québec in terms of removing Section 59 from the Constitution and thereby allowing an equality of minority official language rights across Canada. What better gesture could you make to all of Canada than that you accept equality of the two founding cultures?

M. Williams: Est-ce que j'ai le temps?

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez encore quelques secondes.

M. Williams: O.K. My question was more what... I understand that point and you make it very clearly. My question was: As one is looking at partnerships and compromises, what is the message from the rest of Canada to Québec in terms of dealing with? It is some of its concerns, the concerns that you acknowledge in the brief in terms of frustration of its minority experience. That is the kind of what I am trying to get out.

M. Potter: The other aspect would be to entrench linguistic rights in the Constitution and in our negotiations on the Constitution.

M. Williams: Thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Well, I now have the pleasure to thank you for presenting a well-documented brief presenting straight forward views and being available for our

questions. Thank you for your contribution to our work. We will now move on to the United Church of Canada, Montréal and Ottawa Conference.

(Suspension de la séance à 17 h 26)

(Reprise à 17 h 27)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous entendons maintenant les représentants de Montréal and Ottawa Conference de l'Église Unie du Canada. Si vous voulez bien présenter vos collègues et ensuite prendre les cinq minutes pour présenter le mémoire.

Synode Montréal-Ottawa de l'Église Unie du Canada

M. Purdon (Burn): Merci. Je suis Burn Purdon, président du Synode de Montréal-Ottawa de l'Église Unie du Canada, membre du Conseil général de l'Église Unie du Canada et pasteur depuis 16 ans à Granby. J'ai avec moi Mme Maureen Scott Kabwe qui est personne-ressource et animatrice pour le synode. Et le Révérend Bill Jay, président du Comité de l'Église en société de notre synode et pasteur de l'Église Chalmers Wesley à Québec et aussi à l'Église Unie au village de Valcartier.

De la part du Synode Montréal-Ottawa de l'Église Unie du Canada, nous vous remercions pour cette invitation d'apparaître devant cette Commission. En tant que synode régional, nous avons encouragé nos paroisses à réfléchir sur l'avenir du Québec, dans leur communauté. Nous voulons les encourager à participer avec les membres des autres Églises et des autres communautés religieuses pour qu'on puisse entendre et surmonter les barrières qui existent entre groupes différents. À cet égard, nous sommes ouverts à la suggestion de l'Assemblée des évêques catholiques de convoquer un sommet des Églises pour discuter des éléments fondamentaux d'une société nouvelle au Québec.

Dans notre mémoire, il y a plusieurs points que nous aimerions souligner. Premièrement, relations entre anglophones et francophones. Bien que nous reconnaissons le français comme langue officielle du Québec, nous voulons que les droits de la minorité anglophone soient respectés.

Deuxièmement, la justice économique. Nous sommes concernés pour les pauvres de la société et aimerions entrer en discussion vis-à-vis d'une société juste.

Troisièmement, les droits humains. On voit les signes un peu partout dans notre monde d'aujourd'hui du racisme. Nous voulons un Québec qui reconnaît chaque membre de la société comme égal et un Québec qui sauvegarde ces droits humains fondamentaux.

Et, quatrièmement, les droits des autoch-

tones. Le 33e Conseil général de l'Église Unie du Canada, réuni à London, Ontario, l'été dernier, a fait une déclaration sur la crise d'Oka et les droits autochtones au Canada. Cette déclaration avait été communiquée au premier ministre Bourassa et j'aimerais citer cette déclaration pour souligner l'importance de ce point pour nous.

"Nous exigeons que les Premières Nations soient reconnues comme des peuples fondateurs du Canada et soient incluses, en tant que partenaires égaux, dans tout processus de discussion et de négociations constitutionnelles. Nous exigeons que les gouvernements du Canada et des provinces établissent immédiatement un processus visant la rapide satisfaction de tous les droits et revendications territoriales des autochtones à travers le Canada. Nous exigeons que le gouvernement du Québec inclue les autochtones dans tout processus de redéfinition de son avenir." Donc, nous sommes très déçus que les autochtones ne soient pas représentés à cette Commission.

J'aimerais terminer mes remarques par une brève réflexion théologique. Nous sommes créés à l'image de Dieu pour refléter cette image. Nous voulons un Québec nouveau où cette image de Dieu puisse s'épanouir dans chaque enfant, dans chaque femme, dans chaque homme et que l'arc-en-ciel reflète dans nos différences soit le signe d'une nouvelle alliance, la promesse d'un jour nouveau, un exemple pour le reste du Canada et le monde entier d'une vraie société juste. Nous prions que le Royaume de Dieu vienne parmi nous et que sa volonté soit faite ici au Québec comme au ciel. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Purdon. Nous allons maintenant passer à des questions de M. Assad.

M. Assad: Vous avez présenté un papier; je reconnais l'Église Unie parce que j'ai été membre pendant 21 ans. C'est avec fierté que j'avais vu que vous étiez à l'avant-garde de beaucoup de choses, que ce soit l'injustice économique dans le pays ou même vos anciens modérateurs comme le Révérend Forest et puis le Dr McClure qui ont joué un grand rôle et été des grands personnages au pays, et même vos implications dans beaucoup d'autres dossiers, que ce soient des autochtones ou le reste. Et surtout, votre engagement, qui avait été très courageux de votre part, sur le problème des Palestiniens au Moyen-Orient.

Si je retourne, je regarde votre papier, vous mentionnez la justice linguistique pour les anglophones au Québec. Voici ce que je trouve qui est le problème majeur dans toute cette discussion des droits linguistiques, c'est que vous savez qu'en vertu de la loi au Québec, des affichages à l'extérieur ne sont pas permis. On reconnaît tous les droits des individus et c'est

ça que vous prônez, mais c'est là où est l'essentiel du problème. C'est que les droits collectifs au Québec ou des Québécois voudraient... La majorité, si on se fie aux sondages, voudrait que les droits collectifs prennent le dessus sur les droits des individus sur le plan linguistique. Et c'est là où est le problème. Je voudrais savoir de votre part de quelle façon vous pensez qu'on pourrait régler cette question-là, s'ils veulent garder leur culture forte, s'ils veulent maintenir que la langue française soit toujours la langue de travail et le reste? Est-ce que vous pouvez trouver une façon pour rendre justice aux deux sur cette question?

M. Jay (William): J'aimerais suggérer, M. le Président, qu'il faut trouver des moyens de corriger la pratique de la langue française par les anglophones. Disons que nous souffrons beaucoup de la perte de nos jeunes. Après leur formation au niveau secondaire, universitaire, la plupart de nos jeunes quittent pour l'Ontario ou d'autres provinces parce qu'ils ont une piètre formation dans la langue française. Il faut trouver les moyens d'encourager nos jeunes à pratiquer le français. Je suggère, par exemple, des stages dans les services gouvernementaux au niveau des étudiants au secondaire, disons des étudiants du niveau cégep et universitaire, pour fonctionner comme une partie intégrante de la réalité du Québec d'aujourd'hui.

Une autre chose que j'ai observée: C'est facile pour un Néo-Québécois d'avoir une formation linguistique, des cours gratuits et des encouragements, mais pour ceux qui sont des anglophones déjà installés dans le Québec, il n'y a pas assez d'encouragements. Quand on regarde mon français, ce n'est pas parfait parce que je n'ai pas suivi une bonne formation jusqu'à maintenant. Je suis toujours bien occupé avec mes travaux de pasteur. Je suis "pasteurisé" mais pas assez francisé.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Jay: Il faut trouver des moyens d'encourager plus de participation et je pense qu'il y a des trucs qu'on peut trouver.

M. Assad: En d'autres mots, au Québec... Vous savez que, dans l'histoire du Québec, les minorités ont été traitées avec beaucoup de liberté. On ne peut pas dire autrement. Auparavant, les Protestant School Boards... Moi, je suis un produit d'une école protestante anglaise et on n'a jamais eu de difficulté, au contraire. Vous vous rendez compte que, malgré tout, la langue française et la culture française, on pourrait vivre avec, si vous voulez, cet irritant, si je peux l'utiliser comme tel, c'est-à-dire que les droits de la collectivité aient préséance sur le plan linguistique, au moins. Sommes-nous d'accord pour dire qu'on se comprend là-dessus,

qu'on pourrait vivre avec cela?

M. Jay: Bien oui. Je crois que oui.

Une voix: Certainement.

M. Assad: C'est bien. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va? M. Benoit.

M. Benoit: Révérend Purdon et votre équipe, merci d'être avec nous ici, aujourd'hui. Il est toujours bon que des gens de votre qualité viennent nous rappeler ce que vous dites dans votre mémoire, cette conduite qui est à la base morale et éthique de l'homme politique et de la femme politique. Alors, c'est apprécié que vous soyez venus nous rencontrer aujourd'hui.

Vous nous offrez de prier pour nous et je pense qu'on va en avoir besoin. Alors, toutes les prières que vous voulez faire à l'intention de cette Commission, nous les prenons et nous allons les prendre dans les prochaines semaines, jusqu'à ce que nous déposions le mémoire.

Je reviens sur la question qu'a posée M. Assad. Vous suggérez une structure qui affirme la réalité francophone et qui protège la communauté anglophone. Concrètement, votre mémoire, il est agréable, il est philosophique mais, d'une façon très précise, vous qui êtes à Granby où il y a eu pendant très longtemps les deux communautés - c'est une ville qui s'est francisée dans le temps - concrètement, comment pouvons-nous vivre ça, cette réalité-là des deux communautés et de la protection du français dans un univers où il y a tout de même 300 000 000 de parlant anglais?

M. Purdon: Je peux simplement dire que je sais que j'ai des paroissiens qui pensent qu'ils n'ont plus leurs droits linguistiques. La bibliothèque municipale n'a pas de livres en anglais. Il y a des choses comme ça. Il y a des vieillards qui sont dans des foyers. Il est difficile d'avoir des services en français pour ces vieillards parce qu'on est une si petite minorité. Je n'ai pas de solution. Je parle simplement pour nos membres qui ont l'impression que leurs droits leur ont été enlevés.

M. Benoit: Vous soulignez aussi dans votre mémoire l'exode des petites municipalités. Vos églises sont impliquées dans plusieurs petits villages. On voit encore vos églises qui, à l'occasion, sont maintenant abandonnées. On a vécu ça tout au long de la Commission, à travers le Québec, le problème de l'exode des régions. Les gens vont d'abord s'instruire dans les grands centres et ils n'y reviennent pas parce qu'il n'y a pas d'emploi. Encore ici, d'une façon pratique, est-ce qu'il y a des recommandations que vous pouvez faire à cette Commission? Et nous avons

vécu cette problématique que vous illustrez dans votre mémoire.

M. Purdon: Est-ce que vous pouvez répéter un petit peu ce que...

M. Benoit: Oui. Vous parlez, dans votre mémoire, de l'exode rural: "People who are moving away from small communities". Do you have concrete solutions or answers to that specific problem that we did identify as we went around Québec?

M. Purdon: On n'a pas de solution.

Une voix: C'est la réalité.

M. Purdon: On parle de la réalité qui existe et avec laquelle nous devons vivre.

M. Benoit: Cette Commission-ci doit regarder en avant. En plus de la réalité, elle doit aussi regarder l'avenir. C'est le but d'une commission comme la nôtre, d'abord, de faire un constat, et ensuite de regarder vers le futur, pour les générations qui viennent. Vous en parlez dans votre mémoire. Vous dites: les premiers arrivants, les nouveaux arrivants et les générations futures. Alors nous, nous sommes là pour les futures, indéniablement. Est-ce qu'il y a des solutions à ce problème de l'exode des régions que vous vivez, vos églises, d'une façon très spécifique?

M. Jay: Peut-être, M. le Président, que je peux partager une expérience personnelle que j'ai eue ici, à Montréal, quand j'ai travaillé pendant 13 ans dans un ministère communautaire de notre Église, The Montréal City Mission. Nous avons travaillé dans ce ministère avec des sans-abri, des itinérants. Et quand on a partagé nos expériences, plus les expériences des autres intervenants sociaux, religieux, partout au Canada et aux États-Unis, tous ceux qui travaillent avec des itinérants, on a trouvé les idées, les solutions en commun. On a utilisé nos expériences, nos contacts avec nos collègues d'autres pays. On a travaillé avec la Société d'habitation du Québec sur les dossiers du logement, le centre locatif qui a desservi les besoins des jeunes itinérants – marginaux – qui viennent de toutes les régions partout dans le Québec.

J'aimerais simplement souligner que nous n'avons pas de solutions concrètes, mais je pense que nous pouvons offrir notre participation, comme on a fait ici, dans le réseau des personnes qui travaillent avec des itinérants et itinérantes, partout au Québec, pas seulement à Montréal. Ça, c'est une chose que nous aimerions souligner, que dans le futur de notre Québec, on veut être impliqués le plus possible. Peut-être que c'est une réponse très générale, mais j'espère

re que ça souligne une volonté de participer au futur de notre Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci épuise votre temps de parole, M. Benoit. Nous passons maintenant à Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la bienvenue à notre Commission. Je veux souligner, comme d'autres avant moi, le dynamisme de votre communauté, des gens qui participent à l'Église unie, et votre progressisme aussi. Je pense que c'est important de le souligner. Je vais vous dire autre chose aussi. Depuis quelques jours, je suis estomaquée de voir des gens de différents groupes ethniques ou de différentes communautés ou églises venir se présenter devant nous et ne pas être capables, dans le fond, d'échanger avec nous en français. Même si je sais que c'est difficile pour vous, parfois, de le faire avec des mots qui ne sont pas toujours les mots justes, je pense, en tout cas pour moi, que c'est un signe de très grande implication dans la société québécoise, et je veux le souligner parce que je pense que c'est important. C'est probablement la première balle d'un dialogue à établir et d'un respect aussi que l'on peut avoir les uns envers les autres.

Je suis d'accord avec vous quand vous dites – et d'autres communautés nous l'ont dit aussi – que l'on est très attentifs aux problèmes vécus par les gens qui viennent d'ailleurs et qui décident de choisir le Québec, qu'on est très attentifs au fait qu'ils aient la possibilité d'apprendre le français, de participer à des activités communautaires pour s'intégrer – pas s'assimiler, je dis bien s'intégrer – à la majorité, mais que ces mêmes services, souvent, sont peut-être un peu déficients quand des gens de la communauté anglophone veulent procéder de la même façon. Je dis à l'occasion, c'est vrai, et particulièrement lorsqu'on est des membres un peu isolés de la communauté dans certains coins du Québec.

(17 h 45)
Je vais revenir à votre mémoire, qui est court mais qui est bien fait et qui est intéressant. Vous dites: "Nous envisageons une structure qui affirme la réalité francophone de la majorité, mais qui protège aussi les droits des communautés parlant l'anglais, afin qu'elles puissent, elles aussi, se développer et contribuer à cette société." Un Québec souverain qui respecterait cette orientation, cet engagement, vous apparaîtrait-il acceptable? Vous permettrait-il, croyez-vous, de vous développer et de participer, avec l'ensemble de la collectivité, à votre progrès, aussi?

Mme Scott Kabwe (Maureen): Je cherchais la phrase actuelle... je n'écoutais pas la dernière...

Mme Marois: Elle est à la toute fin de

votre texte en français, c'est-à-dire de la première page. Vous dites: "Nous envisageons une structure qui affirme la réalité francophone de la majorité, mais qui protège aussi les droits des communautés parlant l'anglais, afin qu'elles puissent, elles aussi, se développer et contribuer..."

Mme Scott Kabwe: Oui. De notre part, c'était très important de communiquer l'idée que ce n'est pas seulement la situation de faire une demande pour les droits linguistiques, par exemple, juste pour les droits. Mais pour assurer les communautés anglophones, par exemple, ou les autres communautés, d'être acceptées dans la société. Que la majorité ou la société veut accepter leur cadeau, comme c'est dit ici: "développer et contribuer". Comme l'autre homme a dit, c'est très difficile de trouver toutes les solutions actuelles pour ça. C'est notre avis que, peut-être, c'est le commencement de nouvelles relations entre nous, entre tous les groupes de la société. Pour commencer, maintenant, d'accepter l'identité de tous les groupes, les espoirs de tous les groupes dans la société et pas juste linguistiques, mais aussi les conditions de races, ethnicités, et aussi économiques. C'était le plus important.

Mme Marois: Juste une dernière question, parce que je sais que le temps nous presse un peu. Vous êtes très soucieux de démocratie, vous le dites dans votre document aussi. Vous souhaitez que la majorité, que tous les groupes participent à la décision en ce qui concerne l'avenir du peuple québécois. Est-ce que vous croyez que la tenue d'une consultation populaire, ou d'un référendum, répondrait à cette attente que vous avez à l'égard du respect de la démocratie?

Mme Scott Kabwe: Peut-être pas un référendum. C'est une idée qui est beaucoup parlée de tout le monde. Comme à l'Assemblée des évêques, par exemple, nous parlons maintenant d'une nouvelle façon d'avoir un discours social, un discours politique. Il faut avoir le dialogue dans notre communauté actuelle, à la base de la société. Ce n'est pas exactement un processus démocratique accepté comme référendum, mais...

Mme Marois: Vous dites, dans le fond, un référendum c'est une chose, mais il y a aussi tout le dialogue qu'il doit y avoir entre nous. C'est aussi fondamental.

Mme Scott Kabwe: C'est une façon seulement.

Mme Marois: D'accord. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, je vous remercie d'avoir contribué ainsi à nos travaux. Mme Scott Kabwe, Rev. Purdon, Rev. Jay, thank you for your presentation. Merci pour

la façon dont vous l'avez faite également. Nous recevrons maintenant le Comité hongrois de Montréal.

(Suspension de la séance à 17 h 50)

(Reprise à 17 h 52)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons maintenant et nous entendons le Comité hongrois de Montréal, M. François Deak qui présentera le groupe et présentera le mémoire. La parole est à vous.

Comité hongrois de Montréal

M. Deak (François): Tout d'abord, je veux vous remercier de l'invitation que vous nous avez faite et nous tâcherons d'exprimer notre opinion, c'est-à-dire l'opinion du Comité hongrois pour la représentation duquel nous sommes ici.

J'aimerais, en même temps, présenter mes collègues: À ma droite, M. Leslie Jonas - c'est écrit en français - qui, dans sa vie personnelle et civile, est le président du conseil des Aliments Delisle et président du Conseil La Lumière et frères et vice-président du Conseil Unigesco; à ma gauche, M. Istvan Tokes, ingénieur à l'Université McGill. Moi, personnellement, je suis François Deak, prêtre de la paroisse Notre-Dame-des-Hongrois.

Comme nous nous présentons ici, nous sommes conscients que nous ne sommes pas représentatifs de tous les Hongrois vivant à Montréal. Nous sommes les porte-parole du Comité hongrois qui est un comité des organisations hongroises, une espèce de comité parapluie qui contient toutes les organisations hongroises: ecclésiastiques, catholiques, protestantes et juives, ainsi que des organisations civiles, des groupes littéraires, sociaux et professionnels.

Le Comité hongrois n'a pas une tâche politique. La contingence politique n'est pas de sa compétence. C'est selon sa constitution même. Notre attention se centre principalement sur la vie de la communauté comme telle; communauté non pas conçue comme un ghetto mais comme une communauté qui garde son identité et qui accueille les nouveaux immigrants, qui organise des fêtes nationales et qui tâche de maintenir des contacts avec différents groupes, avec des autorités et des institutions québécoises.

Une vue rapide à propos de notre communauté en tant qu'immigrants: La première vague, ici à Montréal, est arrivée après la Première Guerre mondiale, en plein temps de crise économique et sociale. La deuxième vague est arrivée après la Deuxième Guerre mondiale. Beaucoup de personnes ont été déplacées par la guerre et les premières persécutions communistes nous ont obligés à fuir du pays, tel que moi-même. La troisième vague, qui a été la plus

importante pour la communauté hongroise de Montréal, celle des réfugiés après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956 par des chars soviétiques. Il y a des statistiques qui sont fiables, sûrement, de cette troisième vague. Quant aux statistiques, nous ne pouvons pas avoir une vue claire parce que les Hongrois vivent non seulement à l'intérieur des frontières politiques actuelles de la Hongrie mais aussi beaucoup... Mes deux collègues aussi sont originaires de pays qui sont séparés de la Hongrie, où il y a une importante majorité hongroise qui veut encore maintenir son identité.

Les nouveaux immigrants hongrois... Là, j'ai une certaine expérience parce que notre paroisse en a parrainé plusieurs. Et comme la communauté hongroise a son centre local aussi, en première place, dans notre paroisse, ils arrivent chez nous. Je vois qu'il y a un processus d'intégration ici, au Québec, et nous sommes très sensibles sur ce point: l'intégration. D'autant plus que nos Hongrois vivant à l'extérieur des frontières hongroises, soit au nord de la Hongrie, attachée actuellement à la Tchécoslovaquie et en Transylvanie particulièrement, subissent les tendances d'absorption au lieu de l'intégration. Beaucoup d'entre eux, les Hongrois, connaissaient déjà les langues officielles dès leur arrivée mais la plupart les ont apprises ici. Les enfants qui fréquentent les écoles sont presque tous trilingues. Ils gardent naturellement leur langue maternelle selon la conscience d'identité des familles et l'expérience montre qu'ils parlent actuellement, à la deuxième ou la troisième génération, plutôt le français et l'anglais que le hongrois.

Les Hongrois ont une histoire qui remonte dans le fluide des ressources historiques, mais à partir de 1001, ils ont fondé un pays à l'intérieur des Carpates et ils avaient déjà, en 1001, une Constitution et couronné un roi. Nous, les Hongrois, nous nous identifions avec notre histoire qui est pleine de péripéties. Mais en même temps, nous regardons aussi avec une très grande sympathie tous les sentiments patriotiques, particulièrement ici, au Québec.

Notre expérience historique nous a appris beaucoup de choses: l'union qui fait la force. Nous, les Hongrois, nous sommes plutôt des individualistes. Cette union, qui est l'expérience tirée des gaffes historiques aussi, reste devant nous comme un défi de ne pas l'oublier aussi quand il s'agit des expériences d'autres personnes qui sollicitent ou qui demandent notre expérience.

Nous voyons aussi le Canada à l'intérieur duquel le Québec a un avenir plein de promesses si ce beau pays garde son unité. Nous, les Hongrois, sommes préoccupés devant certains signes de désintégration, vu les conséquences économiques, sociales et morales, non seulement pour nous mais pour la génération à suivre.

Nous avons vécu nous-mêmes des expériences

où les passions qui se déchaînent s'écartent du bon sens. Il y a des cas dans l'histoire des Hongrois où ils ont montré beaucoup d'enthousiasme, soit la révolution de 1848, soit même la glorieuse révolution de 1956, mais qui, après, dans une perspective historique, nous donnent aussi un certain recul. Les passions, souvent, écartent du bon sens.

Les experts...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous rappelle que nous avons déjà dépassé les cinq minutes...

M. Deak: Je m'excuse.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...si vous pouvez...

M. Deak: Je résume...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...plus rapidement arriver à la conclusion.

M. Deak: Je résume que notre expérience historique, c'est un point de repère pour regarder la situation du Québec pour décider de son avenir. Notre sympathie pour le patriotisme québécois nous engage aussi pour un Québec à l'intérieur de la communauté canadienne qui respecte aussi, dans sa Charte, les droits humains des minorités ethniques et culturelles. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Deak. Alors, la première question, M. Dauphin.

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue au Comité hongrois de Montréal au nom de l'équipe ministérielle. Je suis fier de vous voir et de savoir que vous venez devant nous pour vous exprimer sur l'avenir politique et constitutionnel. À la lecture de votre mémoire, vous avancez que - c'est ce que j'ai compris; vous me corrigerez si je me trompe - le Québec peut très bien se développer à l'intérieur du cadre fédéral actuel.

Ma première question est la suivante: Pensez-vous que l'accord du lac Meech pour lequel on a tant travaillé, de notre côté en tout cas, était un caprice ou que pensez-vous du défunt lac Meech? Quelle était votre position?

M. Jonas (Leslie): Je ne peux pas parler pour tous les gens du groupe du Comité hongrois de Montréal. Je pense que nous sommes plusieurs, moi parmi eux, qui étions pour le lac Meech. Je suis surpris que ça a été ressenti par un assez fort pourcentage de la population de la province comme un rejet du Québec par le reste du Canada. À mon avis, c'était comme si on était en train de marcher sur des escaliers et qu'on était

à deux marches du sommet, puis on dit: bon bien, on a tout raté, puis ça ne marche plus. D'après moi, c'était un quasi-succès.

M. Dauphin: Croyez-vous que dans le statu quo actuel, il y a les outils nécessaires de promotion et de protection de notre caractère distinctif?

M. Jonas: Je crois que les statuts actuels vont très loin. Est-ce que tout est là? Vous savez, dans le lac Meech, il y avait cette clause qui parlait d'une société distincte, élément que je crois personnellement être véridique. Je ne comprends pas pourquoi il y a eu autant d'"argumentations" là-dessus.

Je crois, par contre, que la position du Québec dans le lac Meech était faible parce qu'on n'a pas osé définir les retombées de cette clause. Qu'est-ce que ça veut dire comme pouvoir supplémentaire vis-à-vis des autres provinces, par exemple, à cause du fait que le Québec est distinct? Moi, je pense que ça aurait été un atout pour nous de définir les retombées de cette clause. Voilà un fait, mais qu'est-ce que ça veut dire, qu'est-ce qu'on a besoin exactement? Je pense que le reste du Canada a eu peur dans le sens que ça ne finira jamais. Ça pourrait s'appliquer à n'importe quoi.

M. Dauphin: Si je comprends bien, vous étiez favorables. Vous faites référence à l'Europe quand vous parlez de l'unité canadienne. Vous n'êtes pas sans savoir qu'en Europe, si vous me permettez l'expression, on s'installe dans une filière fédérative qu'on pourrait appeler minimale.

M. Jonas: Vous ne parlez pas assez... Je n'ai pas compris les mots.

M. Dauphin: C'est-à-dire que vous nous proposez l'unité canadienne en vous référant à l'Europe qui cherche à s'intégrer de plus en plus. Alors, vous n'êtes pas sans savoir qu'en Europe, ça s'inscrit plutôt dans une filière fédérative minimale comparativement à ce que l'on vit actuellement, si vous me permettez l'expression, ici, une filière fédérative maximale. Alors, pour le Québec, quelle filière fédérative serait la meilleure? Une minimale ou une maximale?

M. Tokes (Istvan): On pense plutôt à notre histoire. Un exemple. Quand la Hongrie a participé à l'empire austro-hongrois, il y avait des étapes. On voulait être libres d'abord, parce qu'on n'a pas pu vivre notre liberté dans cette structure et après, maintenant, quand on va en Europe de l'Est, par exemple, on a une tendance à l'intégration de nouveau.

Notre opinion est que, dans le moment – et je pense que la communauté aussi est pas mal d'accord – nous avons une structure fédérale qui – bien sûr, on est plus ou moins d'accord

qu'elle doit être définie – nous assure cette expérience nationale ou culturelle; il ne faut peut-être pas passer cette étape, émotive ou non, qui aura éventuellement des conséquences économiques négatives. Et on sait très bien que dans le cas de difficultés économiques, c'est toujours la démocratie qui souffre.

Alors, on pense plutôt à cette expérience mais on est d'accord que le cadre fédéral existant devrait être reconsidéré pour vraiment nous donner cette chance-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, il vous reste encore une minute.

M. Dauphin: Une dernière, M. le Président. Avec l'expérience qu'on a eue du lac Meech – moi personnellement et plusieurs commissaires ont eu l'occasion de poser cette question à plusieurs groupes, plusieurs intervenants – expérience par laquelle le Québec posait cinq conditions minimales et qui n'a pas fonctionné, seriez-vous optimistes si le Québec arrivait avec une liste d'épicerie ou avec 30 conditions minimales. Qu'est-ce qui arriverait au niveau des négociations avec le Canada hors Québec, au niveau des possibilités de renouveler le fédéralisme?

M. Deak: Question qui s'adresse à moi personnellement. Je ressens un certain malaise à prendre position, d'autant plus que je suis un prêtre membre de la communauté hongroise qui tâche d'être très respectueuse envers les autres communautés et qui coudoie chaque jour des français à l'intérieur de l'archevêché. Nous sommes très attentifs aux espérances, aux désirs de réalisation d'identité du peuple comme tel. Je ne pourrais donc pas parler, au nom des Hongrois parce que la plupart des Hongrois n'ont pas bien compris les cinq propositions, etc., que nous avons reçues avec passion, avec intérêt, et je pense qu'il n'y a pas assez de communication, pas assez de précisions sur des points qui sont en question. D'autant plus que beaucoup de Hongrois... Je vis plutôt à l'intérieur du peuple, pas tellement parmi des gens qui suivent l'actualité comme telle à travers les journaux, à travers les nouvelles.

Donc, la plupart des gens n'ont pas été assez orientés, assez informés au sujet de la question que vous posez.

M. Dauphin: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: M. le Président, messieurs, bonsoir. Je vais reprendre un peu où M. Dauphin a laissé tout à l'heure. Vous vous étonnez de la réaction du Québec face à l'échec du lac Meech, mais comme vous situez un peu votre réflexion

dans votre histoire, il faut un peu comprendre l'histoire du Québec pour comprendre leur frustration. Si vous aviez assisté... Peut-être étiez-vous là tout à l'heure lorsque les Franco-Manitobains sont venus parler des difficultés qu'on leur a posées, du harcèlement, du racisme dont ils ont fait l'objet, et des pogroms systématiques dont ils ont été victimes au Manitoba, vous comprendriez les difficultés qu'a posées le fédéralisme actuel depuis sa création.

Et dans votre lettre, j'imagine que des fois ça peut être difficile de comprendre la portée réelle des termes dans l'avant-dernier paragraphe lorsque vous dites: C'est pourquoi nous émettons un voeu pour que le Québec puisse chercher et trouver, à l'intérieur de la communauté canadienne, la réponse adéquate aux questions, aux soucis, aux doléances réelles ou fictives. Je trouve ça un peu blessant que vous estimiez que nos doléances puissent être fictives après avoir fait tant d'essais et d'échecs répétés: L'histoire ancienne, je comprends que vous la maîtrisiez moins bien, mais l'histoire récente, le référendum de 1980 où un non devait dire un oui, le rattachement unilatéral de la Constitution en 1982 qui venait modifier les rapports de force entre le Canada et le Québec, qui portait, donc, atteinte aux droits du Québec dans la Constitution de 1867, sans l'accord du Québec... Et là, on refuse Meech alors qu'il y a deux provinces, dit-on. Évidemment, c'était plus large, mais quand même. Ce sont des événements récents qui expliquent un peu la frustration. Moi, ce qui m'étonne toujours, c'est que vous, Hongrois, et de l'Europe de l'Est, vous semblez accepter difficilement les luttes du peuple francophone, alors qu'il y a une espèce de vent de liberté qui souffle sur tous les peuples du monde: en Europe de l'Est, en Europe, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et, ici, les autochtones et le peuple québécois. Alors, ça, je dois dire que j'ai toujours de la difficulté... Je m'attends toujours à ce que vous soyez plus réceptifs, et plus compréhensifs, je dirais, aux problèmes de survie, d'identification et de renforcement de la culture que pose le fait d'être dans un pays où la culture dominante n'est pas la nôtre. Et surtout, en Amérique du Nord.

M. Jonas: Je dois vous dire, si je peux répondre...

Mme Blackburn: Oui, oui.

M. Jonas: D'abord, je dois vous dire que je crois qu'une majorité de notre groupe ressent complètement ce malaise que vous avez et puis cette rancune que vous avez par rapport à ce qui s'est passé, par le passé, et puis tout ça. Je dirais que nous sommes majoritairement pour que, et ceci est la question de fond d'après moi, est-ce que c'est le Québec qui doit être reconnu comme société distincte et peuple, ou est-ce que

ce sont les Franco-Québécois et les Franco-Canadiens qui font une culture en commun? Et quand vous parlez de ce qui est arrivé au Manitoba, par exemple, je suis d'accord avec vous qu'il y a eu des choses par le passé qui n'auraient pas dû avoir lieu. C'est difficile, dans les temps d'aujourd'hui, d'évaluer ce qui est arrivé il y a 50 ans ou 75 ans ou il y a 100 ans. Vous savez, aux États-Unis, il n'y a pas longtemps, il y avait des esclaves. Quand on fait le tour du monde et qu'on regarde comment les gens ont été traités il y a 50 ans, puis 75 ans, on n'a pas les mêmes moeurs qu'aujourd'hui. On n'a pas les mêmes coutumes.

Aujourd'hui, je ne pense pas que d'avoir enlevé, par exemple, le droit d'avoir des enseignes en d'autres langues que le français, ici au Québec, je ne pense pas que cette action soit justifiée par les mauvaises actions de certains anglophones il y a 75 ans.

Mme Blackburn: Peut-être, M. le Président, c'est que je crois comprendre que vous ne reconnaissez pas le peuple québécois et son droit à l'autodétermination. Vous dites: Il existe deux peuples, un francophone, un anglophone, et puis répartis sur tout le Canada. Est-ce que je comprends bien...

M. Jonas: Je pense que c'est une question de fond.

Mme Blackburn: Alors, c'est une question de fond.

M. Jonas: Moi, je suis né à Montréal.

Mme Blackburn: Oui.

M. Jonas: Et, dans ma jeunesse, si jamais je rencontrais un francophone du Québec, il s'appelait Canadien. Moi, parce que j'étais... Je suis allé à l'école en anglais, j'étais appelé, par lui, un Canadien Anglais mais il était un Canadien.

Mme Blackburn: Vous avez raison.

M. Jonas: Le mot "Québécois" n'existait pas.

Mme Blackburn: Vous avez tout à fait raison. À présent, peut-être une toute dernière question, M. le Président, avec votre permission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

Mme Blackburn: Vous, comme vous êtes un homme d'affaires important, on le voit ici avec les quelques références qui accompagnent votre nom, vous émettez certaines appréhensions quant aux effets négatifs sur l'économie, de la sécession du Québec ou de l'indépendance du Québec. Il y a des économistes qui sont venus nous dire que, s'il y avait des effets négatifs quant au

développement économique du Québec, ils résidaient davantage dans le fait de rester dans la Confédération canadienne, plus particulièrement en rapport avec l'importance de la dette. Mais on estime que ça serait tout près de 0,40 \$ par 1 \$ d'impôt qui seraient non productifs parce que consacrés exclusivement aux intérêts de la dette. Et qu'un Québec souverain aurait beaucoup plus de chance, et rapidement, d'être productif, efficace aux plans économique, social et culturel parce que maîtrisant ses principaux leviers économiques.

Alors vous, comme homme d'affaires, si demain le Québec était souverain, est-ce que vous resteriez au Québec?

M. Jonas: Jusqu'à ce que cette loi d'enseignes ait été passée, pour moi, la question était noir sur blanc. Si le Québec était pour se séparer, je serais resté. Aujourd'hui, je suis sur la clôture. Dernièrement, j'ai fait un placement important, ici au Québec, dans une compagnie francophone...

Mme Blackburn: Unigesco.

M. Jonas: ...donc, mes gestes parlent un peu, si vous voulez, plus fort que mes paroles. Par rapport à l'économie, moi, je rencontre de mes amis qui sont plutôt plus fédéralistes que je ne le suis, puis ils disent que le Québec ne pourra jamais aller tout seul et tout le reste. Le Québec, seul, est déjà très haut coté dans le monde entier par rapport au revenu per capita, à l'éducation per capita et tout le reste. Donc, moi, je ne suis pas parmi ceux qui croient que le Québec ne pourrait pas réussir seul mais je demeure convaincu qu'il y aura un prix à payer. Il y a toute une série de retombées qui seront à étudier avant d'aller faire quelque chose comme ça, d'après moi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Beaudry.
(18 h 15)

Mme Blackburn: Merci, monsieur.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Dans le même ordre d'idées que Mme Blackburn, il est peut-être exact qu'actuellement, il y a approximativement 0,40 \$ par dollar qui sert au service de la dette. Mais bien sûr que, si le Québec se séparait, une partie de cet argent-là ou de cette dette-là devrait être assumée par le Québec. Et le Québec devrait y pourvoir seul, à cette partie-là, qui serait approximativement de 100 000 000 000 \$ également. On ne se débarrasserait pas, en d'autres mots, de la dette.

Dans votre mémoire, vous semblez utiliser l'expérience des Hongrois pour dire... Et vous employez des termes qui sont assez difficiles, assez durs, parce que vous optez pour l'option de demeurer au sein de la Fédération canadienne et

vous dites: "Ils ont appris que les passions déchainées, s'écartant du bon sens, donnent de mauvais conseils. Les événements récents prouvent aussi qu'il n'est pas convenable d'oublier les réalités économiques car l'appauvrissement mène irrémédiablement à la restriction des droits et des libertés." Est-ce que vous croyez que, dans le contexte où le Québec déciderait de devenir souverain, la population du Québec se placerait dans une situation telle que celle que vous avez décrite là? Est-ce que vous croyez que les réalités économiques en souffriraient à ce point que les droits et libertés des personnes pourraient en être affectés?

M. Tokes: Peut-être que la terminologie du mémoire était un peu trop forte et trop noire, n'est-ce pas? Il y a une chose que je connais et que vous connaissez tous. Avec le gouvernement péquiste, par exemple, il y a beaucoup de capitaux qui sont partis - parce que c'est psychologique - du Québec. Montréal est descendu beaucoup du niveau où il a été. Maintenant aussi, d'après ce que je connais de mes amis, il y a beaucoup de compagnies francophones qui démenagent de l'autre côté de la frontière pour différentes considérations économiques et psychologiques. Surtout, elles considèrent qu'elles sont mieux placées, peut-être avec le libre-échange, près du marché important. Alors moi, je trouve que la situation du Québec comparée avec la situation des petits pays européens, c'est complètement différent; juste à cause de cette grande puissance économique Amérique et Québec qui, peut-être, doit être plus sérieusement évaluée, comme mon collègue l'a dit tout à l'heure. Alors, c'est cet inconnu qui, je pense, nous inquiète, justement. Vous avez bien réalisé que les immigrants, les communautés culturelles, sont un petit peu plus peureux que les autres, par exemple.

M. Beaudry: Et votre opinion, c'est le fait que le Québec se retrouverait isolé dans le contexte...

Le Président (M. Michel Bélanger): Une courte question, M. Beaudry.

M. Beaudry: Oui. Le contexte nord-américain le placerait dans une position désavantagée par rapport à celle des pays européens qui sont d'importance équivalente.

M. Tokes: Oui. On a peur de ça. Et même si je suis d'accord avec M. Jonas que, peut-être, dans une longue perspective, on reviendra et on rééquilibrera la situation, je pense qu'il y a un prix, ce fameux prix à payer, qui est difficile à évaluer. Et je trouve qu'on va, au moins au début, dans les années qui viennent ou dans une dizaine d'années, payer probablement pour ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors merci, messieurs, M. Deak, M. Tokes et M. Jonas de cette intéressante présentation. C'est un peu tard dans la journée mais, quand même, vous avez eu l'attention de ceux qui restaient encore autour de la table. Merci donc d'être venus devant nous.

Nous allons maintenant accueillir l'Association canadienne libanaise-syrienne du Québec.

(Suspension de la séance à 18 h 20)

(Reprise à 18 h 22)

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme dernier intervenant de cette journée, nous avons devant nous l'Association canadienne libanaise-syrienne du Québec. M. Kalil va présenter le groupe et ensuite faire la présentation du mémoire dans les premières cinq minutes. M. Lawand, plutôt?

Une voix: M. Lawand.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Lawand. Alors, la parole est à vous, M. Lawand.

Association canadienne libanaise-syrienne du Québec

M. Lawand (William): Merci. M. le Président, Mmes et MM. les membres de la Commission, nous vous remercions d'avoir accepté de recevoir et d'entendre aujourd'hui les représentants de l'Association canadienne libanaise-syrienne du Québec. Nous applaudissons le travail de la Commission et les efforts sincères de tous les commissaires qui y contribuent.

Il me fait plaisir de vous présenter nos délégués: à ma droite, le président de notre comité constitutionnel, M. Alex Kalil, homme d'affaires; à ma gauche, M. Raymond Courey, F.C.A, membre du comité, et Mlle Kathleen Lawand, membre du comité. Je m'appelle William Lawand, coprésident du comité.

Je vous donne une histoire assez brève de l'Association. L'Association canadienne libanaise-syrienne du Québec a été fondée en 1919 par un groupe d'hommes d'affaires qui voulait établir un centre de loisirs pour notre communauté. En 1949, l'Association a construit son centre social à l'angle du boulevard Saint-Laurent et Jean-Talon. Avec les années, l'Association a élargi ses objectifs et elle est devenue plutôt un centre culturel, un lieu de rencontre pour plusieurs groupes arabophones.

Officiellement, notre mémoire est présenté au nom de l'Association. Il ne faut pas oublier que nous avons communiqué avec de nombreuses organisations arabophones du Québec afin d'entendre leur point de vue. Certains membres de notre comité ont d'ailleurs été mandatés pour

représenter les organisations culturelles ou religieuses dont ils sont membres. Il faut comprendre que ce mémoire a été préparé avec relativement peu de ressources et il est le résultat du travail bénévole d'un groupe restreint de volontaires. Il en découle donc que les propos que nous avons présentés à la Commission sont de nature générale et non en termes juridiques. Au cours des quelques minutes qui nous sont accordées, nous voulons vous dire tout d'abord qui nous sommes, l'impact que notre communauté a eu au Québec, pour ensuite vous parler de l'avenir du Québec et du Canada.

Tel que souligné dans notre mémoire, il y a plus de 100 ans que les Libanais et les Syriens sont arrivés au Québec. Depuis ce temps, de concert avec les autres groupes d'origine arabe au Québec avec lesquels nous partageons beaucoup d'affinités, nous avons grandi et prospéré ici, formant maintenant une population de plus de 100 000 âmes, de sorte que notre impact culturel, social et économique se fait sentir dans plusieurs secteurs. Notre communauté s'est enracinée dans la société québécoise et dans le contexte de cette société libre et ouverte, nous avons réussi avec succès dans les milieux professionnels et d'affaires. Le nombre important d'immigrants du Moyen-Orient qui choisissent le Québec comme destination, témoigne du fait que notre communauté se sent à l'aise ici, au Québec.

Au fil des années, les membres de notre communauté ont établi plusieurs petites et moyennes entreprises dans divers secteurs d'activités économiques, créant ainsi des milliers d'emplois pour les Québécois. Nos entreprises du secteur manufacturier exportent jusqu'à 75 % de leurs produits aux autres provinces canadiennes et aux États-Unis.

L'histoire de notre pays nous apprend que deux forces vives se sont constamment opposées, les unes centralisatrices et les autres décentralisatrices. Aujourd'hui, nous devons essayer de trouver le juste milieu. Il faut créer une structure qui saurait reconnaître les intérêts particuliers du Québec, de même que de chacune des autres provinces. Le statu quo n'est plus acceptable. Nous faisons donc appel à nos leaders politiques, québécois et canadiens, à leur esprit d'innovation, à leur ouverture d'esprit et de cœur pour imaginer et mettre sur pied une structure qui tiendrait compte de notre besoin de faire des changements, sans pour autant jeter par-dessus bord les éléments positifs qui nous ont si bien servis durant plus de 125 années.

Notre vision du Canada est celle d'un pays remodelé mais uni, au sein duquel la culture canadienne-française serait sauvegardée et protégée, et au sein duquel on saurait, aussi, respecter les groupes minoritaires tels que le nôtre. Le Québec doit être uni dans sa décision d'arriver à un équilibre équitable entre les aspirations légitimes de sa majorité francophone et les revendications économiques, politiques,

sociales et psychologiques de tous ses citoyens.

Les forces économiques, politiques et socio-culturelles du Québec ont permis à la communauté libanaise-syrienne de prospérer. Ce sont ses précieuses qualités qui ont attiré nos compatriotes à immigrer au Québec en si grand nombre. Nous qui venons de pays aux prises avec des querelles internes, et parfois avec des guerres civiles, nous savons apprécier la paix, la sérénité, la fraternité et l'unité qui règnent au Canada, en dépit de certaines divergences linguistiques régionales qui se sont manifestées au pays depuis quelques années. Toutefois, nous sommes convaincus que la crise actuelle constitue une menace à la stabilité dont nous voulons jouir. Par conséquent, nous encourageons la Commission, et le gouvernement du Québec, dans l'énoncé de ses conclusions, à souligner les éléments requis pour un retour à une situation normale, sans pour autant conserver le statu quo, mais faire état des avantages inhérents à avoir un Québec fort au sein d'un Canada renouvelé, où nous pourrions continuer à vivre avec plus de fierté et d'unité que jamais.

Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Lawand. La première intervention sera celle de Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la bienvenue à nos travaux. Je veux vous féliciter, particulièrement, pour votre implication et votre participation à la société québécoise. Et, c'est amusant parce que, hier soir, il y avait des représentants de la communauté italo-québécoise qui disaient: "Nous sommes un exemple d'une bonne intégration au Québec." On disait être le meilleur exemple. Mais je pense que, à cet égard-là, vous en êtes un aussi, un exemple très significatif. Et vous le décrivez bien en rappelant l'histoire de votre participation, dans le fond, aux activités qui se passent sur le territoire.

(18 h 30)

Cela étant dit, je ne partage pas l'analyse que vous faites dans la deuxième partie de votre mémoire. Il m'est venu à l'esprit, en le lisant, un extrait d'une chanson de Jacques Brel qui dit: "Rêver l'impossible rêve". Parce que la deuxième partie de votre mémoire, dans le fond, vient nier, à mon point de vue, une réalité affective et rationnelle; dans le sens où vous semblez évaluer que tout est à peu près possible en termes de négociation, de discussion, de rétablissement de ponts, comme si rien par le passé n'était arrivé. Et ça se retrouve à différents moments dans votre mémoire. Dans ce sens-là, je veux bien partager avec vous le fait qu'on veuille être unis, etc. Mais dans les faits, concrètement, comment après les échecs multiples que nous avons vécus dans une volonté d'entente de

signature d'une constitution, comment et quels moyens nous proposez-vous pour arriver à la fin que vous défendez devant nous, d'une part?

D'autre part, je suis d'accord avec vous quand vous dites dans votre mémoire que ce pays dans lequel on a vécu nous a quand même permis de nous réaliser économiquement, etc. Je pense qu'il n'y a de prétention de personne à l'effet que le fédéralisme, c'est nécessairement le goulag comme le disait parfois M. Lévesque; et effectivement, il nous a permis de vivre des grands succès économiques, mais aussi à cause du dynamisme des personnes vivant ici, à cause des institutions que les Québécois et les Québécoises se sont données. Je pense entre autres à la Caisse de dépôt et placement du Québec qui a permis à des entrepreneurs d'ici de bâtir leur entreprise, finalement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il n'y aura plus de temps pour la réponse si vous n'arrivez pas à la question.

Mme Marois: Oui, j'ai terminé. Je veux savoir surtout quels moyens vous nous proposez pour réaliser ce que vous souhaitez que l'on réalise et qui aient des chances de réussir.

M. Courey (G.-Raymond): Pour vous répondre, Mme Marois, nos parents et nous sommes venus au Canada afin de prospérer. Il y a beaucoup de pays où, présentement... Même hier soir, il y en a combien parmi vous qui sont restés à la télévision jusqu'à minuit pour voir ce qui arriverait? Vous êtes restés. Et qu'est-ce qui est arrivé? Le fait qu'il n'y ait pas eu une attaque à minuit ou à huit heures, à l'heure de Bagdad, c'est parce que le monde veut se parler. Je pense que notre communauté est intégrée ici, au Québec, et nous pensons tous que ça prend plus de dialogue. Quelqu'un me dira: M. Courey, ça fait 20 ans qu'on parle. Oui, ça fait 20 ans; et si ça prend un autre 20 ans, est-ce que vous pensez qu'en prenant les options qui sont disponibles, nous allons avoir une économie stable ou aussi stable que celle que nous avons eue, comme vous l'avez dit, dans le passé? Je vous réponds avec votre question.

Mme Marois: Je vous renvoie la balle de la façon suivante: Imaginons... Je pense que nous sommes un pays développé, qui vit une démocratie...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vais interrompre la partie de tennis si vous renvoyez la balle trop longtemps. On dépasse le temps.

Mme Marois: Brièvement, M. le Président. Si le Québec peut offrir, comme il l'a fait dans le passé et comme il peut le faire, je crois, un climat économique favorable, une stabilité politique, une tolérance religieuse, sociale, ethnique,

est-ce que vous accepteriez de vivre dans un Québec comme celui-là, mais qui serait souverain tout en préservant l'espace économique avec le reste des partenaires du continent?

être...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Courey: Si vous pouvez m'assurer ou nous assurer que vous avez lu de notre rapport les mots que nous avons écrits, que cette stabilité-là va venir de la journée 1 et non dans l'année 15, nous sommes prêts à le considérer, mais nous croyons qu'avec l'option de la souveraineté dont vous parlez, nous allons reculer beaucoup avant que nous avancions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant... Il y a quatre interventions: M. Assad, M. Dufour, Mme Campbell Steer, M. Beaudry. Je vous invite comme toujours à la précision et à la brièveté. M. Assad.

M. Assad: J'ai été très heureux que vous ayez présenté un mémoire. Vous avez parlé de beaucoup de choses et j'ai reconnu dans les Libanais, quand ils parlent de la stabilité économique... Évidemment, un peuple qui est connu, qui est partout dans le monde, qui a vécu comme des commerçants... Vous avez parlé que votre implication au Québec, c'est vrai qu'elle a été créée... Je me rappelle quand mon père est venu ici, en 1906, on n'a pas eu de difficultés à s'intégrer aux Québécois parce qu'il y avait une affinité. Si on a eu de la prospérité au Québec, c'est parce que les Canadiens français - cette affinité - étaient prêts à faire affaire avec nous et on a prospéré avec leur collaboration. Je ne pense pas qu'on l'ait oublié et surtout nos parents et nos grands-parents ont été très conscients de cette affinité-là qui était extrêmement importante par le fait qu'on a prospéré, et nos enfants ont prospéré au Québec. Je ne pense pas que ça s'oublie.

Évidemment, la stabilité économique, ça nous préoccupe, et je sais que depuis quelques années, les trois quarts des Libanais sont des Franco-Libanais qui sont installés dans les professions ici, et le reste. C'est une forme de question, oui, comme Mme Marois l'a mentionné. Peu importe le résultat des discussions, comme Libanais, vous êtes au moins 100 000. Peu importe ce qu'apportera l'avenir, on est ici pour rester. On a réussi à vivre avec de grands avantages. Comme Mme Marois l'a mentionné, votre point de vue là-dessus, c'est: Est-ce que j'ai raison de dire qu'on est ici pour rester, peu importe le régime?

M. Lawand: C'est évident qu'on est ici pour rester parce qu'on aime bien le Québec. Ici, au Québec, si je peux revenir à la question de Mme Marois, vous nous accusez de rêver en couleurs. Mais une organisation qui peut réussir à tenir des Syriens et des Libanais dans la même association, sans querelle, nous pouvons peut-

M. Lawand: S'il vous plaît. Alors, je peux vous dire... Je peux vous citer que les arabophones qui arrivent ici, les Arabes qui arrivent ici du Moyen-Orient, essaient de mettre leurs vieilles querelles derrière eux et ils essaient de contribuer au Québec. Nous voulons rester au Québec tant que les conditions qui nous ont tellement attirés dans le passé... Si ces conditions restent les mêmes, pourquoi aller ailleurs? On est très heureux ici. On épouse... Moi, j'ai une épouse canadienne-française. Je fais partie de cette communauté, maintenant. Mais nous voulons à tout prix garder les conditions qui ont réussi, disons, cette grande prospérité dont nous jouissons.

M. Assad: Oui. Absolument. Puis, quand vous avez...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...

M. Kalil (Alexander): Mr. Chairman, may I add one thing to that response, please?

Yes, we have a community, here, that is dynamic. But it is also dynamic, not only in terms of its economic impact, but it is dynamic in terms of its size, its growth. We are not a static community. We are not a diminishing, shrinking community. If you know the statistics, and you have all seen them, we contributed as much as anybody to the immigration and to the growth of the province over the past 5 or 10 years. Witness the fact that we are now in excess of several hundred thousand people, in Canada, and probably 100 000, in Québec.

So, when we look at our community, will we stay in Québec, in a sovereign Québec, or will we move? I think it should be phrased the other way. We have a dynamic community, here, that is well entrenched here, part of the French milieu, and we have economic interests here. And we have a long-term interest here. But, there is also another side of the equation and that is because of the constant growth and immigration. Is the Québec of the future going to provide the same attraction to our new immigrants, as those who have been coming here in the past?

And, remember. Our immigrants, our friends, our relatives that come here, are people who have a contribution to make to this province and to this country in terms of their culture which is one of the oldest cultures in the world, in terms of their economic impact because of the financial stability and capability of these people. So there are two things. Our existing community here is it going to stay, is it going to continue to grow internally, and are we still going to have more immigration from outside?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord signaler l'importance du témoignage de l'Association libanaise-syrienne, à cause, justement, des activités économiques de cette communauté-là au Québec. On a d'ailleurs eu le plaisir d'avoir le président Kalil, de Silonex qui est une compagnie dans la haute technologie, qui exporte beaucoup à l'étranger. À cause, donc, de cet engagement économique très important que vous avez au Québec, je voudrais vous amener à la page 17 de votre mémoire, au paragraphe 3 où vous dites: "Notre communauté veut exporter des biens, des services, tout en oeuvrant dans un environnement politique, et économique stable. Nous ne voulons surtout pas perdre nos ressources humaines, un risque pourtant à considérer si un climat d'incertitude devait s'installer ou si notre avenir risquait de se troubler." Ça me trouble, moi, un paragraphe de ce genre-là, et je voudrais vous entendre l'exprimer davantage. Comme, par exemple, vous parlez de perte de ressources humaines dans un autre contexte éventuel, j'imagine, d'indépendance. Je sais que vous êtes dans la haute technologie avec plusieurs de vos entreprises. J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Lawand: Si je peux vous répondre de cette façon, il y a de l'incertitude; et si cette incertitude règne pendant plusieurs années – parce que nous savons tous que si le Québec opte pour l'option souverainiste, il y aura des négociations entre Québec et ses autres partenaires pour établir un marché commun – si pendant ces années de négociations – parce que nous, nous ne voyons pas comment ça peut être fait très rapidement; il va y avoir plusieurs années de négociations – le niveau économique du Québec commence à se détériorer, c'est possible que nous perdions des jeunes Libanais, des jeunes Syriens, des jeunes membres de notre communauté qui vont vouloir s'établir ailleurs parce que le niveau économique va tomber.

Mais ce n'est pas seulement notre communauté qui va souffrir. Sûrement, la communauté francophone va souffrir. Dans la pensée du Québec, dans l'histoire du Québec, on a eu certaines périodes où il y a eu des vagues d'émigration; des personnes qui ne pouvaient plus trouver de travail au Québec et qui s'en sont allées s'établir en Nouvelle-Angleterre ou bien dans d'autres parties du Canada. Est-ce possible qu'une période d'incertitude reproduise cette perte de ressources humaines? J'espère pas, nous ne le voulons pas.

M. Dufour: Non, non, personne ne le souhaite. Je vous amène en corollaire à ça, à votre deuxième proposition qui est que, pour conserver ces acquis-là, pour éviter ce qui

pourrait nous arriver, il faut revoir notre cadre fédéral actuel, revoir certaines de nos institutions. Bon, vous n'êtes donc pas pour le statu quo, loin de là. Vous êtes d'accord, j'imagine, lorsqu'on parle de rapatrier l'immigration, de rapatrier la main-d'oeuvre, de rapatrier ces grands dossiers-là au Québec?

M. Lawand: Oui, nous sommes totalement en accord avec le rapatriement de l'immigration parce qu'on vient justement d'avoir une entente entre le... et pourtant c'est une entente intervenue dans le statu quo, comme on dit. Mais nous espérons que certains pouvoirs – et je pense qu'on a mentionné ça dans notre rapport – les pouvoirs qui donnent au Québec le contact direct avec sa population et la capacité de préserver la culture française et la langue française et tout ça, et les départements que vous avez mentionnés: la main-d'oeuvre, la loi de la famille, etc., nous voulons le rapatriement de tous ces pouvoirs et je pense bien que nous sommes d'accord.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Moi, je voulais aussi demander si nous partagions ensemble l'idée d'un fédéralisme complètement renouvelé, qu'est-ce que vous prévoyez comme changements qui doivent se faire. Comme vous avez déjà répondu à M. Dufour, je vais laisser la parole à M. Beaudry.

(18 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): D'accord.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Vous nous avez parlé du Canada des régions possiblement, cette idée-là a été avancée hier par un expert, M. Courchene. Il nous a parlé des régions, des Maritimes, de l'Ouest, du Québec, de l'Ontario, etc., et vous dites ici, à la page 18, que le Québec a toujours été un chef de file au Canada depuis de nombreuses années. Et vous invitez le Québec à prendre l'initiative encore aujourd'hui pour découvrir la formule qui apportera ce renouveau aux Canadiens, ce nouveau contrat entre les différentes régions du Canada.

Est-ce que vous avez pensé de quelle façon cette approche-là pourrait être faite? Est-ce que vous croyez, par exemple, que le gouvernement du Québec devrait approcher les provinces ou devrait approcher le fédéral, ou si vous dites: Retournez avec des modifications constitutionnelles? Est-ce que vous avez examiné cette question-là comme telle de l'initiative qui devrait être prise et de quelle façon on devrait aborder la question?

M. Kalil: The approach that should be taken, we suggest, to a recementing of our relations, from East to West, North to South, should be a very cautious and slow one. Not one that is forced by an artificial time barrier. We have been here for 125 years, living together, and another couple of years is not going to... We are all going to live very comfortably, thank you very much, in the next couple of years. Let us take our time.

We, here, in this province, sitting right here, are going through introspection in a very positive, in a very fundamental process. Other provinces in Canada, other regions in Canada are going through the same process. We see it in the newspapers, we see it on TV. From our own contacts with our family and friends across the country, we recognize that today, there is a fundamental change in the thinking. When I say today, I mean within the last two, three or four months. So, how do we approach it? Let us, here, arrive at a firm consensus that is fair and democratic as we are doing, and let all of the other regions and provinces go through the same. Then, we get together, eyeball to eyeball, person to person, without a gun to our heads, and say: Let us talk. And you will find, Mr. Chairman, that across the country there is a very deep seated fundamental desire and a change to be one, to be a country. We are the envy. This country is the envy of the world. Let us play on that.

M. Beaudry: Ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous mentionnez tout à l'heure, en réponse à un collègue qui vous posait la question, que, dans le fond, ce qu'il faudrait faire, c'est continuer à se parler. Entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, depuis 40 ou 50 ans, le dialogue est très difficile. Chaque fois que le gouvernement du Québec a fait des demandes légitimes au niveau fédéral, ça a toujours été une fin de non-recevoir ou tel quel. Ça me rappelle quand j'étais à l'université comme professeur, je faisais beaucoup de travaux sur les phénomènes de groupe. Et ça m'avait amené à faire des lectures en éthologie, les livres de Konrad Lorenz, qui a été prix Nobel d'éthologie. Il parlait des comportements des animaux et qu'il m'avait fait comprendre une chose. Pourquoi un chat et un chien ne se comprennent-ils pas? Quand un chien branle la queue, c'est parce qu'il est content. Mais un chat, quand il branle la queue, c'est parce qu'il est choqué. Alors, quand le chien qui est content branle la queue devant le chat qui branle la queue parce qu'il pense que l'autre est choqué, il y a une incompréhension dans les signaux; ça vire toujours à la guerre. Ils

ne peuvent pas arriver à s'entendre parce qu'ils ne se comprennent pas, leurs signaux sont contradictoires. J'ai l'impression qu'on vit souvent ça, ici, le gouvernement provincial avec le fédéral.

On le vit exactement, dans les jours présents, avec la formation de la main-d'oeuvre. Si le ministre Bourbeau était ici aujourd'hui, il vous dirait que c'est... D'ailleurs, il ne veut pas participer à ces travaux-là. Il dit: Ça ne donne rien, on va encore faire des duplications dans les structures. On est dans un problème. Alors, c'est pour vous dire que le problème n'est pas de se parler, il est plus loin que ça. Il y a des attitudes qui deviennent de plus en plus difficiles à réconcilier. Il y aura des nouvelles façons de se comprendre qu'on devra réinventer. Mais, de toute façon, je reviens à votre mémoire.

À la page 5, vous faites référence au courant mondial d'union économique. Vous y revenez aussi, de façon plus précise, à la page 16, en abordant la question européenne en particulier. Et vous dressez une liste de facteurs à considérer pour la mise en place d'une nouvelle structure constitutionnelle, au Québec et au Canada. Ces facteurs pourraient très bien se retrouver aussi au sein d'une formule fédérale minimale. Un peu à la carte, si vous voulez, comme celle qu'on fait présentement avec la CEE, c'est-à-dire le conseil économique d'Europe. Il y a deux choses que j'aimerais savoir. 1. Que pensez-vous de cette formule, pour le Québec, compte tenu qu'à la page 21 de votre même texte, vous semblez proposer une intégration beaucoup plus poussée que le courant mondial nous l'indiquerait? 2. Ne croyez-vous pas que l'émergence du nationalisme à l'Est, en Europe, et du fédéralisme très minimal de l'Europe, comme tel, soit l'illustration, justement, du chemin qu'il nous faudrait suivre?

Mme Lawand (Kathleen): Je pourrais peut-être répondre à cette question-là. Je pense que cette question-là a été soulevée, aussi, dans une question que madame avait posée aux Hongrois, tout à l'heure. J'ai entendu cette question-là. Et elle m'a fait frémir, en effet, parce que c'est une question qu'on soulève beaucoup, l'émergence nationaliste en Europe de l'Est, etc. Est-ce que ça ne justifierait pas l'indépendance, la souveraineté du Québec? Personnellement, et je pense qu'il y a beaucoup de gens dans la communauté libanaise qui seraient d'accord avec moi, je pense que le courant historique mondial est dans le sens contraire. Je pense que le nationalisme... c'est vrai que le nationalisme a un effet libérateur, a l'effet de permettre à des gens de s'assumer dans leur culture, de permettre à une culture de croître. Et Dieu sait qu'à l'heure actuelle, les Libanais vivent ça, au Liban. Cependant, je pense que l'effet des peuples, c'est plutôt une implosion. Quand les Libanais sont venus ici au Canada, c'était parce que le Canada

leur offrait un idéal multiculturel. Et c'est toujours cet idéal qui est véhiculé par le Canada aujourd'hui.

Et si on me posait la question... moi, je suis née ici, au Québec, au Canada, à Montréal, sur la planète terre, etc. Je suis un mélange de deux cultures parce que ma mère est canadienne-française, québécoise-française, d'origine française, de souche française; mon père est d'origine libanaise. Moi, je n'ai pas de problème d'identité du tout. Mon idéal, pour l'avenir, c'est de vivre dans un pays qui va véhiculer un idéal multiculturel, un idéal qui va favoriser la croissance de tous les peuples, de tous les membres de la société, quelle que soit leur origine ou leur souche. Et tout ceci sans nier l'importance de préserver la langue et la culture d'origine française. Ça, je ne le nie pas. Je ne le nie pas parce que j'en fais partie. Mais, il y a aussi cet autre aspect, mon idéal, comme j'ai dit tout à l'heure, et je vais toujours me battre pour ça.

Pour conclure, je crois que ce qui fait peur aux communautés culturelles, ici au Québec, c'est la création d'un État-nation dans le sens des idéologies du siècle dernier, en Europe, etc. Je pense que l'histoire va prouver que ce n'est pas dans ce sens-là que le monde s'en va maintenant. Au contraire, c'est plutôt vers l'harmonie et la communauté des peuples.

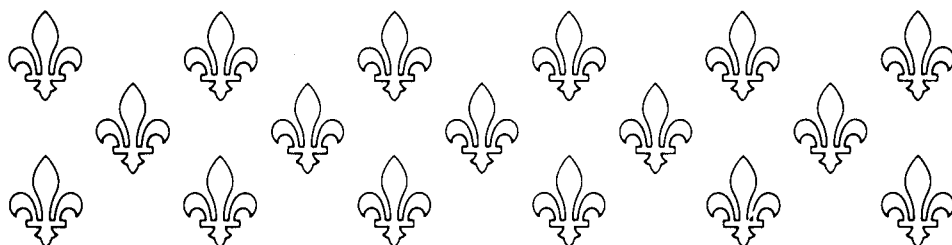
M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je ne veux pas vous mettre en contradiction, mais j'ai une dernière question, si vous me le permettez, M. le Président: C'est très bien mentionné d'ailleurs dans le mémoire que vous avez produit. À la page 4, vous nous dites que la communauté libanaise, en général, s'est installée au Québec en raison de ses opportunités économiques, de sa stabilité politique et de la tolérance sociale et religieuse. Quel lien feriez-vous entre votre choix du Québec pour sa tolérance et son acceptation d'une société pluraliste et le reste du Canada qui ne semble pas accepter que le Québec soit différent?

Mme Lawand: Je suis tout à fait d'accord avec vous et il y a un énorme problème à cet égard. Cependant, si on va aux causes immédiates de l'échec de l'accord du lac Meech, je pense personnellement – et il y a beaucoup de monde de la communauté qui serait d'accord avec moi – qu'il y a eu un gros problème d'information auprès de la population canadienne. Beaucoup de gens entendaient – et je crois que les Hongrois ont dit la même chose tout à l'heure – qu'on parlait de société distincte pour le Québec sans expliquer le contenu de ça, sans expliquer ce que ça voulait dire. Je crois sincèrement que le gouvernement fédéral a une lourde part de responsabilités là-dedans en ce sens qu'il n'a fait aucun effort. Jusqu'à la dernière heure, il n'a fait aucun effort pour vendre l'accord du lac Meech, ce que le Québec

voulait, et pourquoi c'était bon pour le Canada entier et la population canadienne, ce qui a favorisé l'émergence d'arguments. L'accord du lac Meech est devenu comme un spectre pour la population canadienne à l'extérieur du Québec. Mais, d'autre part, je pense qu'il ne faut pas oublier non plus que sur les 10 provinces, la majorité des 10 provinces avaient accepté l'accord du lac Meech. Là, je n'ai pas...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, madame pour cette réponse. Merci, à vous M. Lawand, M. Kalil et M. Courey. Je rappelle, même si c'est trop tard, peu importe, que les applaudissements ne sont pas, etc. Ça fait à peu près 25 fois que je le dis. Alors, merci de votre présentation. Je rappelle aux membres que l'autobus pour Québec les attend immédiatement. Les séances reprennent demain matin à 9 h 30 au Salon rouge et l'autobus est à l'endroit ordinaire à l'hôtel.

(Fin de la séance à 18 h 58)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le jeudi 17 janvier 1991

No 27

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières



M. Pierre Patenaude	2031
M. Vincent Lemieux	2042
M. Patrice Garant	2052
M. Guy Laforest	2063
M. Simon Langlois	2073
M. Roland Arpin	2083
M. Gérard Bergeron	2092
Société des musées québécois	2103
Corporation Sports-Québec	2108
Union québécoise pour la conservation de la nature	2115
Association québécoise des professeures et professeurs de français	2120

Intervenants

M. Jean Campeau, président

M. Marcel Beaudry
 M. Claude Béland
 M. Robert Libman
 M. Guy Bélanger
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Gil Rémillard
 M. Guy Chevette
 M. Roger Nicolet
 M. Guy d'Anjou
 M. Gérald Larose
 M. Lucien Bouchard
 M. Jacques Léonard
 Mme Lorraine Pagé
 M. Gabriel Desjardins
 M. André Ouellet
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Sébastien Allard
 Mme Christiane Pelchat
 M. Michel Bélanger
 M. Cosmo Maciocia
 M. Jacques Brassard
 M. Claude Dauphin
 Mme Louise Harel
 M. Jacques Proulx
 M. Serge Turgeon
 Mme Claire-Hélène Hovington
 Mme Louise Bégin
 Mme Pauline Marois
 M. Richard B. Holden
 M. Robert Benoit

- * Mme France Gascon, Société des musées québécois
- * M. Bertrand Rousseau, Corporation Sports-Québec
- * Mme Michèle Gendron, idem
- * M. Jacques Hamel, idem
- * M. Pierre Thibault, idem
- * M. Pierre Gosselin, Union québécoise pour la conservation de la nature
- * M. Christian Simard, idem
- * M. Michel Thérien, Association québécoise des professeures et professeurs de français

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

10

Québec, le jeudi 17 janvier 1991

Audition d'experts et d'organismes

(Neuf heures trente-huit minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): La Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est ouverte. Je répète le mandat de la Commission qui est d'étudier, d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler à cet égard des recommandations. Aujourd'hui, la séance est consacrée principalement à l'audition d'experts invités par la Commission, et d'organismes ou d'individus qui viendront présenter des mémoires.

Je vous rappelle, au départ... je me permets de relire quelques considérants de la loi. Alors, considérant la nécessité de redéfinir le statut politique et constitutionnel du Québec; considérant que le Québec a d'ores et déjà témoigné de son attachement aux valeurs démocratiques et au droit des libertés de la personne.

Alors, M. Patenaude, l'audience étant d'une heure, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Pierre Patenaude

M. Patenaude (Pierre): M. le Président, mesdames, messieurs, j'ai souligné dans le rapport que vous avez reçu jusqu'à quel point l'autonomie du Québec est minée par le pouvoir fédéral en raison de son pouvoir de dépenser, de son pouvoir général de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement, ou encore de son pouvoir d'empiètement. J'ai souligné, également, comment une Cour suprême qui me semble centralisatrice, participe à cette tendance.

Il me semble aujourd'hui nécessaire d'insister sur la nécessité pour une minorité de contrôler de façon exclusive et souveraine tous les champs de juridiction essentiels à la préservation de sa spécificité linguistique, culturelle et sociale. Il me semble en effet suicidaire pour un peuple minoritaire de confier ses destinées à un autre peuple. Plusieurs leçons de l'histoire nous apprennent en effet que le groupe majoritaire réussit souvent à assimiler la minorité lorsque le groupe majoritaire contrôle les moyens de transmettre le mode de vie propre à ladite minorité.

Le cas des écoles françaises dans les provinces anglophones du Canada illustre bien cette règle. Partout, les francophones ont dû vivre sous un pouvoir contrôlé par une majorité de langue différente. Leurs institutions furent longtemps fermées, et l'assimilation y a fait une oeuvre inéluctable.

Je pense, entre autres, au règlement 17 de l'Ontario et à l'entente Laurier-Greenway au Manitoba. Et, ayant été doyen fondateur à la

Faculté de droit de l'Université de Moncton, j'ai pu voir jusqu'à quel point la fermeture des écoles françaises pendant un certain temps au Nouveau-Brunswick avait été désastreuse pour ce peuple minoritaire.

Ayant été aussi président d'un groupe de constitutionnalistes canadiens pendant une quinzaine d'années, j'ai pu constater, de fait, dans de nombreux voyages à travers le Canada jusqu'à quel point l'intransigeance du Canada anglais, jusqu'à tout récemment, avait nui grandement aux minorités francophones hors Québec. Seul le Québec a réussi à garder de façon permanente un système complet d'éducation en langue française et à assurer la survie des francophones et du développement de leur culture en cette période où l'intransigeance était caractéristique du Canada anglais, et ce, parce que la Législature québécoise était alors seule compétente en matière d'éducation, de propriété et de droit civil.

Qui pourrait soutenir sérieusement que le pouvoir fédéral fut, en ces temps-là, un appui pour la culture et la langue des Québécois? Or, sommes-nous assurés qu'un jour l'intransigeance ne reviendra pas de règle au Canada anglais comme, de fait, dans tous les autres pays où le balancier de l'histoire passe de l'accueil de la diversité à l'intransigeance? En conséquence, pouvons-nous permettre au pouvoir fédéral, contrôlé par une majorité de langue autre que la nôtre et de culture autre que la nôtre, d'envahir avec prépondérance des champs de juridiction jadis exclusivement assignés au Québec? En outre, la lecture des mémoires soumis à votre Commission convainc, encore une fois, que plusieurs nouveaux pouvoirs doivent être ajoutés à la liste des compétences attribuées de façon exclusive au Québec si nous désirons assurer l'épanouissement de notre culture et la permanence de notre langue.

Un peuple placé dans une situation géographique désavantageuse, soumis à des pressions assimilatrices constantes doit, à tout le moins, obtenir le contrôle absolu des moyens de transmission de sa spécificité, sinon il est condamné à être victime des volontés d'une majorité étrangère. Or, aux demandes constantes de réforme constitutionnelle, le pouvoir fédéral et le Canada anglophone répondent ordinairement par de simples ententes administratives, temporaires par nature, provisoires et révisables. Ces dernières ne sont que proportionnelles à l'appui dont les porte-parole du Québec jouissent au moment de leurs négociations. L'entente récente relative à l'immigration en est un exemple. De tels palliatifs, temporaires de nature, peuvent sembler satisfaisants à la majorité canadienne de langue

anglaise, habituée à un système constitutionnel de "common law" formé essentiellement de conventions et d'usages souvent non écrits, mais ils n'apportent aucune garantie pour l'avenir au peuple québécois. Ces ententes ne sont effectives que pour la période prévue et n'apportent aucune protection contre une majorité qui pourrait, un jour, revenir à l'intransigeance. Ce sont donc des réformes substantielles du partage des compétences législatives qui sont nécessaires, à mon avis, pour assurer une permanence au contrôle que les Québécois doivent exercer des juridictions essentielles à leur survie collective.

Or, l'expérience de l'échec de l'accord du lac Meech et encore plus l'expérience des refus constants de réformer substantiellement le fédéralisme canadien nous amènent à conclure que, sans la concrétisation de la souveraineté du Québec, aucune négociation constitutionnelle ne sera efficace. Seule l'accession à la souveraineté permettrait, à mon avis, une réelle négociation avec le Canada qui, peut-être, pourrait aboutir à une nouvelle association compatible avec les besoins fondamentaux du Québec.

Il me semble bien, en effet, qu'il faille que le Canada soit confronté à cette réalité pour que ce dernier consente réellement à mettre fin au statu quo. Ensuite seulement, les fédéralistes québécois pourraient prôner une nouvelle Constitution canadienne. Les souverainistes pourraient, quant à eux, proposer une entente entre deux États souverains, le Québec et le Canada, et le peuple québécois aurait à choisir. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Patenaude. Nous passons maintenant à la période de questions. Première question, M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: M. Patenaude, je constate que vous êtes professeur titulaire de droit à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. J'ai lu votre mémoire qui prône l'option souverainiste, bien sûr. J'ai deux questions pour vous. C'est parce que j'ai obtenu, hier, un document et j'aimerais avoir votre opinion sur ce document, qui ne touche pas nécessairement votre mémoire, mais qui a trait tout de même à l'option que vous préconisez. C'est le document qui est en provenance de Genève sur "A Compilation of international instrument human rights" – je présume que vous avez déjà vu ce document-là – "The right of self-determination", le droit à l'autodétermination. Je pense que l'option souverainiste est basée sur ce droit que le Québec a à l'autodétermination. La question que je vous pose, et je me la pose moi-même, parce que je n'ai pas la réponse, et je n'essaie pas de vous mettre en boîte d'aucune façon, je veux avoir simplement votre opinion. C'est que ce document-là nous dit: All peoples have the right of self-determination. By virtue of that

right, they freely determine their political status, they freely pursue their economic, social and cultural development."

En principe, on accorde à tous les peuples le droit à l'autodétermination. Ce qui m'embête un peu, c'est l'article 6 de ce paragraphe-là qui dit ceci, et c'est là-dessus que j'aimerais que vous commentiez: "Any attempt aimed at the partial or total destruction of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and the principles of the Charter of the United Nations." On semble dire ici que si on tente de diviser partiellement ou totalement le pays, ça n'entrerait pas à l'intérieur de ces droits à l'autodétermination. Est-ce que vous avez déjà vu ce texte-là d'abord et est-ce que vous auriez des commentaires à faire sur ce texte-là?

(9 h 45)

M. Patenaude: Premièrement, je n'ai pas vu ce texte-là, mais, deuxièmement, j'ai deux commentaires à faire. Le premier, les Nations Unies forment un organisme de nations, de pays souverains. Évidemment, il n'y a pas un seul pays souverain qui va accepter de signer une entente à l'effet qu'on puisse diviser ce pays-là. Donc, déjà je peux comprendre la philosophie sous-jacente à ce document-là. Le deuxième commentaire que je peux vous faire... Je suis ici pour parler du texte que je vous ai soumis et non pas de questions hypothétiques qui me seraient posées dans d'autres domaines et moi personnellement, j'ai appris une leçon quand j'étais président des constitutionnalistes du Canada pendant quelques années, c'est de ne répondre qu'à un texte sur lequel on s'est préparé. Alors, je vous invite formellement à inviter un professeur de droit constitutionnel qui viendra vous parler de l'impact des chartes de l'ONU sur l'accession à la souveraineté ou, encore, de lire le volume de Jacques Brassard **L'accession à la souveraineté** où lui en traite de long en large.

Je regrette de ne pas vous donner plus de réponses. Vous savez très bien, puisque vous vivez ici au Parlement, depuis quelque temps, qu'il y a une leçon fondamentale qu'on doit apprendre après quelques années et que j'ai apprise à mes dépens quand j'étais jeune, c'est de ne répondre que sur le sujet sur lequel nous sommes préparés.

M. Beaudry: Que vous avez soumis. C'est correct. Alors, ma deuxième question est la suivante: Vous nous dites dans votre rapport, à la page 6...

M. Patenaude: Oui.

M. Beaudry: Et c'est la dernière phrase de l'avant-dernier paragraphe: "Pour ce faire, il me semble que seule une déclaration d'indépendance du Québec, avec un appui international assuré". Pourquoi utilisez-vous le mot "assuré"? Est-ce

parce que dans votre expérience vous auriez rencontré des textes, pas nécessairement celui que je vous ai soumis, mais d'autres textes qui pourraient porter à deux interprétations et, en conséquence, avant de venir à une déclaration d'indépendance, il devrait peut-être y avoir un sondage, il devrait peut-être y avoir des approches du Québec pour dire: Bien, on va au moins avoir cette reconnaissance-là des autres pays internationaux. Est-ce que c'est la raison pour laquelle vous avez utilisé ce terme-là?

M. Patenaude: Il est évident que lorsqu'une entité décide de créer son propre pays, la première démarche qui, ordinairement, doit être faite, c'est de s'assurer de l'appui de certains pays importants.

On peut sortir une expérience que nous avons vécue au Québec. Lorsque nous avons décidé de signer les premières ententes internationales et d'ouvrir des délégations du Québec, il est évident qu'un appui discret, mais réel, de la France à l'époque a aidé considérablement à amener, semble-t-il, le gouvernement fédéral à adopter la théorie du parapluie et à permettre une certaine action internationale de la part des provinces.

Il faudrait, je pense - c'est une opinion personnelle, mais je pense - qu'il serait très dangereux de faire quelque démarche que ce soit vers l'obtention d'une certaine souveraineté sans s'assurer de certains appuis internationaux.

M. Beaudry: Alors, en d'autres mots, le Québec, avant d'en venir à un référendum, parce que toutes sortes de suggestions nous ont été faites, il y en a qui nous ont dit: Dès que le rapport sera déposé, vous devriez aller immédiatement devant le peuple pour savoir s'ils sont d'accord avec la souveraineté ou non. Vous, votre opinion, c'est de dire: Une fois le rapport déposé, finalement, nous, les membres ici de la Commission, si l'option qui est suggérée ou qui est recommandée au gouvernement du Québec, en présumant que ce soit l'option recommandée, si c'est l'option souveraineté, avant de vous engager dans un débat comme tel et de vous engager dans un référendum éventuellement, le cas échéant, vous devriez vous assurer, comme Québec, comme province, comme pays éventuel, que vous obtiendrez au niveau international au moins des appuis assurés pour faire en sorte que les portes seront ouvertes une fois l'indépendance, le cas échéant, déclarée. C'est ça que vous nous dites?

M. Patenaude: Mon opinion est exactement le contraire.

M. Beaudry: Ah!

M. Patenaude: Je vais vous dire pourquoi. Voici. Si nous voulons avoir un certain appui

international, le gouvernement doit prouver qu'il y a une certaine légitimité dans son projet. Et pour que son projet soit légitime, dans le cadre d'un système démocratique, il n'y a rien de mieux qu'un référendum où il y aurait une forte proportion de oui.

M. Beaudry: Mais comment allez-vous assurer...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse. J'ai permis une autre question, mais le temps était quand même écoulé. Peut-être que votre collègue va poser la même question.

M. Beaudry: C'était une petite...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Béland. Écrivez-lui ça sur un papier, il va la poser. À vous, M. Béland.

M. Béland: Je doute que je vais poser la même question que M. Beaudry mais...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Mais vous pouvez continuer dans la même veine.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Béland: Moi, je pose uniquement les questions que j'ai préparées.

Une voix: Ah oui.

M. Béland: Je fais comme M. Patenaude.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Moi aussi.

M. Béland: M. Patenaude, votre mémoire a le mérite d'être très clair. Vous êtes de ceux qui disent: C'est impossible de penser qu'on pourrait négocier avec le Canada sans d'abord avoir rapatrié des pouvoirs. Et vous dites: Ça prend l'indépendance. Ce qui m'étonne, c'est... J'ai regardé quand même votre c.v., je vous connais et vous avez une bonne réputation. Je sais que vous avez une très bonne expérience de la Constitution belge parce que vous avez enseigné, je pense, pendant quelques années ou fréquemment dans des universités de la Belgique. Eux changent la constitution fréquemment, si mes informations sont correctes; ils le font allègrement. À tout bout de champ, on voit des changements constitutionnels. Qu'est-ce qui fait, à votre avis, qu'ici, pour réussir à négocier des changements constitutionnels, il faudrait absolument une déclaration d'indépendance? Même si on a seulement cinq minutes, j'aimerais que vous me parliez un peu de votre expérience de la

Constitution belge.

M. Patenaude: Voici. Ça ne prendrait peut-être pas nécessairement un acte d'indépendance. À mon avis, ça prendrait une volonté clairement affichée du peuple québécois, à l'effet que s'il n'y a aucune possibilité, aucun déblocage au Canada anglais, à une date fixe déterminée, le Québec pourrait opter pour l'indépendance.

Je réponds à votre première question. D'accord? C'est que, pendant les 15 premières années de ma vie professionnelle, je me suis promené d'une mer à l'autre, au Canada, et j'ai été quelque temps président d'un groupe d'étude des constitutionnalistes du Canada, avec le professeur Dale Gibson de l'Université du Manitoba, sur les réformes possibles du partage des pouvoirs. Nous avons travaillé, si ma mémoire est bonne, pendant sept ou huit ans à ce comité d'étude. On a remis notre rapport et vous n'êtes pas sans savoir que ça n'a pas donné grand-chose sur le partage des compétences.

Alors, voyant, en 1982, le résultat de mes 15 années de dévouement à cette cause-là, j'ai décidé de m'abstenir dorénavant de participer à des comités d'étude sur la modification du partage des compétences parce que je voyais très bien que nous n'avions pas... Nous avions une écoute polie, au Canada anglais, mais un point, c'est tout. À mon avis, les Québécois qui étaient là, en tout cas moi, j'ai réalisé que toutes les études qu'on avait faites ont abouti à l'Acte constitutionnel de 1982, ce qui était tout à fait contraire aux volontés que nous avions exprimées à la très grande majorité des constitutionnalistes qui participaient à de telles rencontres. Donc, pour amener le Canada anglais à modifier le statu quo, à mon avis, il faut avoir une force politique qui ne serait réelle que s'il y avait une échéance de fixée et un référendum qui appuierait la possibilité pour le Québec de créer sa souveraineté si le Canada anglais refusait, encore une fois, d'adopter des choses tangibles.

Le Canada anglais a tout à gagner à discuter le plus longtemps possible sans rien changer. Donc, à mon avis, le Québec, il n'est peut-être pas nécessaire de faire l'indépendance, mais il faut tout au moins prévoir l'indépendance et soumettre au Canada une échéance très courte. Personnellement, je pense que le Canada ne pourra pas répondre aux besoins du Québec et, personnellement, je pense – et encore c'est une idée tout à fait personnelle – que la souveraineté est probablement la seule solution parce que nous avons vécu depuis le rapport Tremblay un refus systématique et normatif constant du Canada anglais de changer quoi que ce soit dans le partage des compétences législatives, sauf si c'est pour augmenter la compétence du fédéral au détriment des provinces.

M. Béland: Mais pourquoi ce n'est pas comme ça en Belgique?

M. Patenaude: Écoutez, en Belgique, il faut dire que les Flamands avaient un poids politique beaucoup plus fort que nous n'en avons un. Je réponds à votre deuxième question. Je ne voudrais pas passer de jugement de valeur sur ce qui s'est fait en Belgique, mais j'ai pu constater une chose, au moins ça, les Flamands ont acquis la sécurité culturelle – et, là, je vous dis bien, je ne veux pas entrer dans le débat sur la territorialité linguistique ou la personnalité linguistique, on peut passer des jours à travailler là-dessus – mais on peut constater que, quand les Flamands ont eu la sécurité culturelle chez eux, ils ont commencé à développer et à penser économie. Et la Flandre est rendue maintenant la région la plus riche de la Belgique et la plus prospère; les Flamands se sont installés et l'assimilation en Flandre a arrêté complètement. Je ne vous dis pas que toute l'expérience belge est un succès, loin de là. Et j'en profite, vous êtes des hommes d'affaires pour plusieurs ici, vous allez me permettre de faire un peu de publicité. Le 22 mars, nous allons avoir un colloque à l'Université de Sherbrooke, Wallonie-Québec, comment vivre possiblement dans un État fédéral et être protégés culturellement. Je ferme la parenthèse de ma publicité gratuite. Mais la Flandre a tout de même réussi à acquérir cette sécurité culturelle qui lui permet de se développer économiquement et de ne plus toujours uniquement penser aux problèmes linguistiques et culturels. Donc, c'est peut-être possible d'atteindre ça, mais encore faut-il qu'on ait le poids politique et la volonté politique du peuple québécois tellement bien établie et tellement forte que nous réussissions à amener le Canada anglais à avoir une politique assez uniforme pour négocier à deux.

Je termine par ça. La formule d'amendement de la Constitution nous permet difficilement de faire ça actuellement puisqu'on ne peut pas modifier la Constitution sans avoir l'autorisation de sept provinces ayant 50 % de la population canadienne. Donc, comment pouvons-nous négocier une modification constitutionnelle dans le cadre actuel sans une déclaration de souveraineté? Je lance la balle à ceux qui voudraient le faire. J'aimerais qu'ils m'expliquent comment, juridiquement et valablement, on peut le faire.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman, c'est à votre tour.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Patenaude, une des questions fondamentales pour cette Commission est toujours de définir cette ligne d'équilibre entre les droits collectifs et les droits individuels et vous faites référence, à la page 4, et je vous cite. Vous dites: "Seul l'État québécois devrait avoir juridiction en la langue. Il est évident que ses politiques linguistiques devraient être respectueuses des droits fondamentaux inscrits dans une future constitution

québécoise et interprétés par les tribunaux du Québec.

(10 heures)

Si nous discutons de l'affichage, par exemple, pour essayer de trouver cette ligne d'équilibre, les tribunaux du Québec reconnaissent le besoin absolu de protéger et de promouvoir la langue française, évidemment, mais ils ont trouvé aussi que l'interdiction des autres langues sur l'affichage constituait une violation des droits individuels et des droits minoritaires.

Alors, à la lumière de la décision des cours, des tribunaux du Québec, est-ce que vous voyez le besoin de ces lois dans un Québec souverain, dans la redéfinition du Québec que vous prévoyez?

M. Patenaude: Premièrement, je ne vois pas ça comme un débat entre droits collectifs et droits individuels. Je vois ça comme un débat entre droits individuels et bien commun. Et la notion du législateur dans ce domaine-là a différé de la vision des tribunaux. Cependant, je peux vous faire remarquer que la vision des tribunaux a été soutenue et par la charte québécoise et par la charte canadienne. Donc, c'est à l'intérieur du cadre canadien que la loi 178 a été adoptée valablement.

Advenant le cas où le Québec deviendrait un État souverain, à ce moment-là, je présume qu'on peut penser que le Québec sera aussi démocratique qu'il l'était auparavant et je présume que les décisions seraient à peu près identiques à celles que nous avons eues dans le cadre de l'État canadien. Premièrement, la clause "nonobstant" n'a jamais été imposée par le Québec. Elle est dans la Constitution canadienne. Les tribunaux ont opté pour la protection de la liberté d'expression individuelle, à l'encontre d'une loi qui semblait être pour le bien commun au Québec, la sécurité linguistique, et je dirais même la paix linguistique, dans certains cas.

Le législateur a vu différemment. Dans un État démocratique, il est possible de penser que dans certains cas, les législateurs puissent avoir une vision différente de la vision des tribunaux et c'est fort concevable. Évidemment, je peux comprendre que vous ayez certaines inquiétudes si jamais le Québec devenait souverain. Ce n'est pas le sujet de ma discussion de ce matin, mais je peux comprendre que ça peut être inquiétant être minoritaire dans un État d'une langue différente. Ce que j'ai dit pour le Québec peut s'appliquer à vous. Confier ses destinées à un État qui est contrôlé par une majorité de langue et de culture différentes peut être insécurisant. Actuellement, l'insécurité, ce sont les francophones au Canada qui l'ont.

Maintenant, j'ose espérer qu'un État québécois libre - s'il était libre, on parle dans des hypothèses - aurait une Charte des droits de l'homme. J'en suis convaincu. Je pense que nous avons toujours été aussi démocrates et nous

avons protégé beaucoup mieux notre minorité que ce que j'ai pu voir à l'extérieur du Canada pour les minorités francophones.

M. Libman: Vous prévoyez le besoin essentiel d'une clause dérogatoire, même pour un État souverain du Québec, dans sa propre constitution?

M. Patenaude: Écoutez, vous posez la question à plusieurs intervenants, je présume que leur réponse a dû vous convaincre. Alors, même M. Chrétien a mentionné qu'il n'était pas nécessairement opposé à la clause dérogatoire. Il me semble, donc, qu'une majorité d'hommes politiques ne s'y opposent pas, du moins ouvertement. Donc, je présume que la clause dérogatoire est un aspect et je ne pense pas que ce soit le sujet fondamental de votre Commission.

M. Libman: Une des questions les plus fondamentales. Deuxième question, vous mentionnez, à la page 12... Vous vous plaignez un peu de la générosité qui perpétue de facto la permanence des institutions de langue anglaise au Québec. Ne peut-elle pas hypothéquer l'avenir du français au Québec? Ça m'estomache toujours quand je vois des gens qui viennent ici et qui disent que ces institutions sont favorisées. Il ne faut pas oublier que certaines institutions anglophones au Québec, McGill, Concordia, ont une dette très importante. Mais ça ne vous rend-il pas fiers, par exemple, la recherche qui est faite à McGill et à Concordia sur le sida, le cancer? Ça, ce sont des recherches qui ne parlent pas une langue. Mais aussi, dans les institutions comme McGill et Concordia, il y a des milliers de francophones qui sortent de ces institutions aujourd'hui. C'est quelque chose dont il faut être fiers, qu'une société puisse fournir des institutions comme celles-là pour des minorités. Je pense que ça n'avance pas la cause souverainiste que de diminuer l'importance de ces institutions.

M. Patenaude: Premièrement, mon but, ici, n'est pas nécessairement de faire avancer la cause souverainiste, mais de plaider pour l'exclusivité des compétences et le respect des compétences du Québec. Si vous avez lu le rapport qui se joignait à celui-là - c'est celui-là, oui - le point est le suivant. C'est évident que nous avons d'excellentes universités de langue anglaise au Québec. Cependant, à mon avis, l'éducation est de juridiction exclusive provinciale et si les universités de langue anglaise méritent d'avoir des subventions pour la recherche, et elles le méritent, c'est le législateur québécois qui devrait avoir des revenus suffisants pour donner les subventions à la recherche et à l'université. Un point, c'est tout. Si une université est nettement meilleure que sa voisine en matière de recherche, il est tout à fait normal

qu'elle reçoive des subventions meilleures pour aider à la recherche fondamentale, quelle que soit la langue de cette université-là. Mais seuls le législateur qui a juridiction et le gouvernement qui a juridiction en la matière devraient pouvoir agir et ce n'est pas le cas actuellement.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour, M. Patenaude. Je veux d'abord vous remercier de votre contribution à nos travaux qui, je pense en tout cas, est très importante et très intéressante. Si je veux résumer rapidement ce que j'ai compris de votre texte, c'est un peu comme dirait, soit M. Larose, soit M. Laberge: Quand vous allez négocier, vous êtes mieux d'avoir un mandat de grève dans votre poche, ça va mieux pour négocier. Reste à savoir, maintenant, si votre mandat de grève, c'est parce que vous voulez faire la grève à tout prix ou si c'est un moyen de négocier. Autrement dit, je vais prendre ma question autrement. Dans la conclusion de votre mémoire, vous nous suggérez une déclaration d'indépendance pour permettre une négociation bipartite, donc, d'avoir le mandat dans la poche.

J'aurais deux volets à ma question. Doit-on conclure que cette démarche vise à dégager un nouveau mécanisme de négociation pour la fin véritablement recherchée, soit une nouvelle association, ou est-ce que le vœu d'une nouvelle association devient important, demeurant de faire l'indépendance, peu importe qu'il y ait ou non association? Mon deuxième volet, c'est: Qu'est-ce que vous pensez de la position de Mme Nicole Duplé, une autre experte qu'on a entendue ici, à la Commission, qui disait de définir une position québécoise claire, de la présenter à Ottawa et d'attendre la réponse du Canada à cette offre, d'attendre pendant deux ou trois ans et, au bout de cela, si la réponse est négative, de faire une déclaration d'indépendance? Alors, j'aimerais avoir vos commentaires dans ces deux cas.

M. Patenaude: Je vais vous parler du deuxième point et, après ça, je vous demanderai d'explicitier votre première question. Le deuxième point. Moi, je croyais que l'accord du lac Meech était une position du Québec qui était claire, et ça a été refusé. Je crois que le Québec ne peut plus demander aussi peu que ce qu'il y avait dans l'accord du lac Meech. C'est mon opinion personnelle, remarquez. On peut bien redemander exactement le texte de Meech, mais il demeure qu'il a été refusé. Je pense qu'il faut demander beaucoup plus. Moi, personnellement, ça m'inquiéterait de voir le Québec arriver avec des demandes qui excéderaient de beaucoup les demandes de Meech, en sachant très bien que Meech a été refusé. Comment le Canada anglais pourrait-il accepter – sans que nous ayons des

pressions en arrière de nous, qui nous aident – beaucoup plus que ce que Meech contenait? Évidemment, je ne peux pas vous donner la réponse, je ne suis pas le Canada de langue anglaise, mais je sais, par exemple, en matière de pouvoir de dépenser, que déjà plusieurs provinces canadiennes anglaises étaient très inquiètes de voir le pouvoir de dépenser un peu restreint pour le fédéral.

Or, le Québec, à mon avis, doit s'assurer que le pouvoir de dépenser n'existe plus. Le pouvoir de dépenser dans la juridiction des provinces, par les autorités fédérales, n'existe plus. Est-ce qu'on peut croire sincèrement que des provinces aussi pauvres, par exemple, que le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba pourraient accepter facilement que le pouvoir de dépenser du fédéral n'existe plus alors qu'on sait très bien... Par exemple, quand je suis allé comme doyen à Moncton pour la création de la Faculté de droit de Moncton, tout le monde savait, là-bas, que les fonds venaient du Secrétariat d'État fédéral. S'il n'y avait pas eu les fonds du Secrétariat d'État fédéral, je ne suis pas convaincu que la Faculté que j'ai créée existerait aujourd'hui. Ce sont des provinces très pauvres qui, évidemment, reçoivent avec beaucoup de gratitude les dons qui viennent du fédéral dans les juridictions provinciales. Je ne parle pas de la péréquation qui, elle, est beaucoup plus convenable à un système fédéral. Il n'y a pas de conditions comme telles. En tout cas, il ne devrait pas y en avoir. Ce sont les dons conditionnels aux États membres qui posent problème.

Je vois que vous avez lu mon texte. Vous voyez jusqu'à quel point le pouvoir fédéral s'ingère partout et que de fait, même si nous gardons au Québec une juridiction exclusive, en théorie, dans la plupart des domaines qui sont confiés aux provinces, le fédéral s'ingère dans tous ces domaines et la planification ultime, souvent, peut revenir à l'État fédéral, ce qui est contraire aux intérêts du Québec, particulièrement quand il s'agit de compétences en matière culturelle, linguistique ou sociale.

Alors, je ne vois pas comment on pourrait convaincre les provinces, appelons-les les provinces un peu plus pauvres, de mettre fin au pouvoir fédéral de dépenser. C'est un exemple, ça, mais vous savez comme moi, vous avez reçu les rapports, que les demandes du Québec sont nettement plus fortes que ce qu'on trouvait dans l'accord du lac Meech, et l'accord du lac Meech a été refusé malgré toutes les menaces qui avaient été proférées un peu partout, que ça va amener une instabilité politique, que ça risque d'amener le Québec à se séparer. L'accord du lac Meech a été refusé. Je n'ai sûrement pas la vérité infuse; moi, je vous donne mon opinion de professeur qui s'est promené pendant une quinzaine d'années à travers le Canada et je vous dis qu'à moins d'avoir un mandat clair et peut-être

même une menace clairement identifiée, je doute qu'on réussisse à avoir le consentement de sept provinces ayant 50 % de la population canadienne et le consentement unanime pour d'autres modifications à la Constitution, celles qui sont prévues à l'article 40 de l'Acte constitutionnel de 1982. J'en doute.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est la carotte et le bâton.

M. Patenaude: Eh bien, écoutez! En politique, je pense que vous êtes mieux placé que moi pour en parler, vous savez que, s'il n'y a pas de moyens de pression, c'est très difficile d'amener la contrepartie à abdiquer certaines compétences ou certains pouvoirs. Je pense que ça fait partie de l'univers politique.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, ce que nos amis des syndicats appellent le rapport de force, vous, vous l'appellez un instrument de persuasion ou d'incitation très fort.

M. Patenaude: Vous savez, vous pouvez l'appeler le rapport de force. Je pense que personne ne va être insulté devant cette réalité. Prenez la négociation constitutionnelle de 1867. On se demande: Comment se fait-il que le Québec doit avoir toutes les lois dans les deux langues, alors que l'Ontario, qui a une minorité francophone très nombreuse, n'a jamais eu d'imposition à adopter ses lois dans les deux langues dans la Constitution de 1867? C'est très simple. C'est que les francophones de l'Ontario n'avaient pas le poids politique, à l'époque, qu'avaient les anglophones du Québec et un droit qui est fondamental pour les anglophones du Québec, et je le reconnais, d'avoir ses lois dans les deux langues, n'a pas été considéré fondamental pour le demi-million de francophones en Ontario, parce qu'à l'époque, ils n'avaient pas le poids politique pour imposer, en 1867, cette réalité. Puis, la situation qu'on a faite aux Acadiens en 1867 est encore pire, en ce sens qu'ils n'avaient presque aucun droit, mais les Acadiens étaient tellement pauvres économiquement et, à l'époque, ils avaient été tellement décapités qu'ils n'avaient pas la force politique pour imposer cette réalité au point de vue constitutionnel.

Une des réalités les plus dures à vivre pour un professeur de droit constitutionnel, c'est, à un moment donné, de constater qu'une Constitution qui devrait être un texte extraordinaire au point de vue philosophique est, de fait, la réalité des forces politiques qui sont en présence à un moment donné. Moi, ce que je vous dis, c'est qu'il faut que le Québec ait une force politique assez grande pour amener l'autre composante à la table de négociation avec de vraies offres. Et ça, à mon avis, sans un vote sur la souveraineté et un référendum sur la souveraineté du Québec,

nous n'aurons pas plus de poids pour la négociation d'une future constitution que nous en avons eu pour la négociation de l'entente du lac Meech. Ça, écoutez, c'est mon opinion, ma petite opinion personnelle, à l'opinion de quelqu'un qui, après 15 ans de travail au Canada anglais, est revenu un petit peu découragé parce qu'il a vu que ça ne donnait pas beaucoup de choses concrètement et qui, maintenant, réfléchit là-dessus.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, le référendum pour aller chercher un mandat est pour vous une question sine qua non, un élément sine qua non dans cette négociation qu'on devra entreprendre avec le fédéral dans les prochaines années. Je reviens sur...

M. Patenaude: Je m'excuse, à la condition qu'on s'assure d'avoir une réponse...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): De le gagner.

M. Patenaude: ...au référendum et que le référendum soit assez bien posé pour que ce soit vraiment une force politique et non pas quelque chose qui soit tellement terne que, de fait, ça n'ait aucun poids dans une négociation constitutionnelle.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui. Alors, ce ne sera pas un exercice, ça ne devrait pas être un exercice référendaire, mais un vrai référendum.

Je reviens sur la première partie de ma question. Lorsque vous nous dites: Une déclaration d'indépendance pour permettre une négociation bipartite, doit-on conclure que cette démarche vise à dégager un nouveau mécanisme de négociation ou pour la fin véritablement recherchée, soit une nouvelle association, ou si ce n'est qu'un vœu d'une nouvelle association, l'important étant de faire l'indépendance, finalement?

(10 h 15)

M. Patenaude: Je pense que c'est aux hommes et aux femmes politiques du Québec de décider quel type de question sera posé et quelles conséquences on prendra de ces questions-là. Si le référendum est posé dans l'optique d'une nouvelle négociation avec le Canada, on peut très bien, avec la force du référendum, faire une nouvelle négociation avec le Canada, mais, je présume, à ce moment-là, en s'assurant que ce soit la dernière. Par contre, on peut très bien aussi déclencher tout de suite le processus de souveraineté et déterminer une date pour l'accession à la souveraineté, puis voir si, par hasard, le Canada n'arriverait pas en vitesse, à ce moment-là, pour négocier une nouvelle entente qui pourrait être l'équivalent d'une souveraineté-association ou d'une confédération

ou d'un fédéralisme renouvelé.

Moi, je pense que c'est le peuple québécois qui doit décider ça. Mais à mon avis, si un vote en faveur de la souveraineté du Québec était positif, il serait peut-être possible pour le gouvernement québécois de commencer à assurer le transfert des pouvoirs, des compétences, mais que la souveraineté ne devienne effective qu'un peu plus tard, ce qui permettrait possiblement au Canada d'arriver avec une position qui pourrait être acceptable pour le Québec.

Entendons-nous, là. Le système fédéral n'est jamais une position qui satisfait tout le monde, c'est un compromis viable. L'actuel système fédéral, à mon avis, n'est pas un compromis viable, ne l'est plus. Donc, il pourrait arriver que le Canada arrive avec une offre qui serait négociable et qu'à un moment donné le peuple québécois et même les partis politiques, quels qu'ils soient ici, acceptent d'avoir une souveraineté beaucoup plus grande pour le Québec, à l'intérieur d'un cadre confédéral ou du cadre d'une souveraineté-association ou même d'un cadre fédéral beaucoup plus décentralisé. Là, ce sera aux gens démocratiquement élus de faire un choix et peut-être de resoumettre cette possibilité-là au peuple québécois. Mais avant tout, si on veut avoir une offre du Canada, encore faut-il qu'on ait les moyens de pression pour forcer le Canada à en faire une. Et actuellement, le Canada a tout à gagner à faire ce qu'il a fait depuis toujours, c'est-à-dire ralentir le tout et nous laisser continuer à discuter.

J'ai vu des gens qui sont venus ici pour vous parler de toutes sortes de fédéralismes. Mais écoutez, il y a 15 ans, c'est ça qu'on faisait, nous, parler de toutes sortes de fédéralismes. Au point de vue intellectuel, c'était passionnant, mais ça n'a donné strictement rien. Tout le monde arrivait avec sa solution au fédéralisme. Je les ai même amenés à l'abbaye de Saint-Benoît-du-Lac, pour qu'on travaille – on était une trentaine de constitutionnalistes – dans le silence. Nous, on parlait, mais il y avait du silence qui nous entourait. On a fait une fin de semaine extraordinaire. Mais je dois vous dire qu'à la fin de la fin de semaine, tout ce qu'on savait, c'est que si nous étions 35 autour de la table, il y avait 35 solutions au fédéralisme canadien. Et quand on arrivait à essayer de trouver un compromis viable, on se retrouvait toujours avec deux, trois, quatre compromis viables et aucune possibilité d'entente, et c'est ce que nous vivons au Canada.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je m'excuse de vous interrompre...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bélanger, un commentaire rapide.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui. Selon vous, une déclaration d'indépendance, suite à un

mandat qu'on irait chercher dans un référendum, est-ce que ce ne serait pas perçu comme un affront ou comme un désir de confrontation avec le reste du Canada qui pourrait créer un climat négatif pour cette négociation éventuelle?

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pouvez répondre rapidement, monsieur?

M. Patenaude: Bon! Deux secondes. Écoutez, quand un patron ne veut pas négocier et qu'on vote un vote de grève, c'est pris souvent comme étant un affront. Mais souvent, c'est le vote de grève qui amène le patron à faire une contre-offre et la contre-offre rend tout le monde heureux et, après ça, on signe une entente. En politique, ça peut-être la même... C'est évident que le Canada anglais ne va pas accepter ça comme un cadeau. Ça, je pense que ça crève les yeux.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, juste un petit commentaire. Je ne veux pas vous corriger du tout. Quand vous parlez des 35 personnes à l'abbaye de Saint-Benoît, on me fait remarquer qu'ici on est 36.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Patenaude: Donc, vous avez un problème de plus que ce que j'avais.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons maintenant à Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Moi qui allais croire que nous avions peut-être l'élément de solution.

M. Patenaude, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. C'est une des analyses les plus fouillées que nous ayons eues; je pense pouvoir le dire, du moins en ce qui me concerne, quant aux effets pervers et anti-autonomie des différents pouvoirs d'Ottawa: pouvoir déclaratoire, pouvoir d'empiétement, pouvoir de légiférer et pouvoir de dépenser. Vous êtes un des trois ou quatre experts qui viennent souligner ici l'importance de la décision de la Cour suprême dans l'affaire Crown Zellerbach et du courant centralisateur de la Cour suprême actuellement. J'aimerais que vous développiez un peu sur ces pouvoirs d'Ottawa et ces effets actuels et potentiels. Je pense à deux éléments particuliers de votre mémoire. En page 8, lorsque vous dites que le "pouvoir déclaratoire prévu à l'article 92(10)c) de l'Acte constitutionnel de 1867" pourrait "faire ainsi tomber, de façon unilatérale, sous compétence exclusive fédérale, des travaux tels que barrages hydroélectriques, mines, puits de pétrole..." Et le deuxième – évidemment, il y en a plusieurs qui touchent la langue, la culture et l'éducation – le pouvoir de dépenser d'Ottawa

et ses effets pernicieux sur les orientations de la recherche universitaire, et des universités par voie de conséquence.

M. Patenaude: Le pouvoir déclaratoire, fort heureusement, est tombé en quasi-désuétude parce qu'il sert peu maintenant, mais Mme Andrée Lajole a publié un livre où elle note le nombre de fois que ce pouvoir-là a été utilisé et c'est une épée de Damoclès sur la tête des provinces, parce qu'il pourrait toujours être utilisé un jour.

Le pouvoir sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement est plus dangereux en ce sens qu'on permet maintenant, suite à l'affaire Crown Zellerbach – et on l'avait permis avant, mais le juge Beetz avait renversé la position un peu dans l'affaire anti-inflation – au fédéral de légiférer avec prépondérance – c'est ça qui est important – sur des domaines de juridiction des provinces lorsque le sujet ne peut pas être réglementé efficacement par une entente entre les 10 provinces du Canada, et lorsque le sujet est considéré comme étant devenu un sujet de dimension pancanadienne, de dimension nationale. Alors, ce qu'il faut bien saisir, c'est que ce pouvoir-là n'est pas très inquiétant pour le Canada de langue anglaise puisque les anglophones contrôlent de facto le Parlement fédéral au point de vue nombre, du moins au point de vue nombre. Mais pour le Québec, souvenons-nous qu'en 1867, nous étions convaincus que les rubriques, les sujets qui étaient essentiels à la transmission de notre culture, de notre spécificité et de notre langue, nous étions convaincus que ces sujets-là avaient été donnés de façon exclusive, c'est-à-dire uniquement au Parlement québécois, là où nous avions une majorité de francophones.

Les minorités qui sont contrôlées par un peuple autre ont une vie plus difficile évidemment qu'une minorité qui réussit à contrôler les domaines de juridiction qui lui sont nécessaires pour la transmission de sa culture. Or, la théorie de la dimension nationale jointe à la théorie de l'urgence nationale, jointes à la théorie de l'emplétement, font que le fédéral peut maintenant – et n'oublions pas le pouvoir de dépenser aussi – entrer de plein front dans des juridictions qui étaient considérées, à l'époque, comme étant notre protection ultime au cas où un jour l'intransigeance redeviendrait de règle dans notre pays. Et une minorité doit toujours s'assurer d'enchâsser les droits fondamentaux à la protection de sa culture dans une nouvelle constitution. Et là, j'en viens aux propos de M. Libman. Il fait très bien de s'assurer que, dans un Québec indépendant, les droits des Anglo-Québécois seraient enchâssés parce que s'il y a uniquement des ententes administratives temporaires, la protection n'est que temporaire et il n'y a pas de pérennité pour cette protection-là.

Pour nous, Québécois, nous étions convaincus que nos droits les plus fondamentaux étaient enchâssés dans l'Acte constitutionnel de 1867. Mais par des théories, le pouvoir de dépenser, le pouvoir sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement, par l'interprétation que la Cour suprême donne au pouvoir sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement, nous nous apercevons que notre compétence, jadis exclusive, ressemble maintenant à un fromage gruyère: il y a des trous partout où le fédéral agit. Et, à titre d'exemple, quand le fédéral vient donner un don pour le développement urbain, par exemple, d'un ville, ça peut changer considérablement la planification québécoise en matière de rénovation urbaine. Et la rénovation urbaine a une incidence culturelle. Nous ne vivons pas nécessairement, au Québec, dans des villes qui sont construites de la même façon qu'en Ontario ou en Alberta.

Si le fédéral – et on le voit en matière de santé – prévoit un projet et offre une somme importante au Québec, il obtient de facto le pouvoir de réglementer le domaine de la santé qui devait être de juridiction exclusive provinciale. Là, je vous ai donné deux exemples, mais prenez-les tous; l'enseignement universitaire – vous m'avez posé la question sur la recherche universitaire. Si le fédéral décide de donner beaucoup d'octrois à la recherche universitaire en matière d'ingénierie et pas du tout en matière de sciences humaines, à titre d'exemple, ça peut modifier la planification québécoise en matière d'université qui, peut-être, à ce moment-là, a besoin de plus d'études en matière de sciences humaines parce que, ordinairement, le fédéral va donner un montant à la condition que le Québec donne un montant à peu près identique. Donc, ça vient modifier un domaine qui nous était tout à fait autonome, où nous avions le pouvoir exclusif de légiférer, et c'était ça qui était notre protection en 1867.

Mme Blackburn: Le fondement, finalement, des secteurs d'activité qui étaient exclusifs au Québec et que vous avez listés d'ailleurs. Deux autres questions parce que le temps passe vite. Est-ce que j'ai raison de penser que la formule d'amendement actuelle piège le Québec parce qu'il est plus facile d'obtenir les 50 % et sept provinces sur un sujet d'intérêt des provinces canadiennes autres que le Québec que ça ne l'est pour le Québec?

M. Patenaude: Ce qui répond à votre question, madame, c'est ce qui s'est passé en 1982: un projet de réforme constitutionnelle qui ne satisfaisait nullement le Québec. Tous les partis politiques, à l'époque, au Québec, se sont élevés contre cette modification constitutionnelle là, mais elle a néanmoins été adoptée. Si le même projet arrivait aujourd'hui alors qu'il faut sept provinces ayant 50 % de la population, sauf pour la réforme de la Constitution, la méthode

de modification de la réforme de la Constitution, une charte des droits... Supposons, par exemple, que demain on décide de mettre dans la Charte des droits canadienne le droit à la propriété privée et supposons qu'au Québec on décide que ça ne satisfait pas à nos objectifs et qu'on s'oppose à ça, bien, il pourrait être facile de trouver l'autorisation de sept provinces anglophones, je présume, peut-être pas pour l'exemple que j'ai donné... Mais l'exemple de 1982, au bout de la ligne, on a trouvé l'autorisation des neuf provinces dites anglophones: une bilingue et huit anglophones. On l'a trouvée, on l'a eue, mais on n'a pas eu l'autorisation du Québec; malgré tout, la Constitution a été acceptée.

Vous voyez que si un projet de réforme constitutionnelle répond, par exemple, aux objectifs du Canada anglais en matière de protection culturelle, bien, évidemment, le Canada anglais probablement, si ça vise une protection culturelle contre cet envahissement massif de la culture américaine, il se pourrait qu'il finisse par trouver un compromis viable et qu'il accepte ça. Admettons que le projet soit pour protéger la culture québécoise contre la culture canadienne-anglaise. Je présume que le Québec propose ça et je présume – et je pense ne pas me tromper en disant ça – que nous n'obtiendrions pas l'accord de sept provinces canadiennes.

Mme Blackburn: Plusieurs intervenants sont venus nous dire qu'il serait possible de négocier de nouveaux pouvoirs avec Ottawa. À votre avis, est-ce qu'on peut sérieusement croire qu'après Meech on puisse obtenir plus du Canada anglais sans avoir un mandat de grève en poche, pour utiliser l'expression de M. Larose, c'est-à-dire un pouvoir de faire l'indépendance du Québec dans l'hypothèse où il y aurait un refus? Est-ce qu'on peut penser qu'après Meech on puisse, sans un rapport de force réel, obtenir plus de pouvoirs... la liste d'épicerie qui a été soumise ici et je pense toujours à la Chambre de commerce du Québec qui réclame ni plus ni moins que 76 % des pouvoirs?

M. Patenaude: Bien, écoutez, il arrive des surprises en politique, mais, moi, personnellement, après 15 ans de travail jusqu'en 1982 au Canada anglais et après avoir vu ce qui s'est passé en 1982, je n'ai pas beaucoup d'espoir, je n'ai pas beaucoup d'espoir. Il me semble que le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, aura besoin d'un appui considérable de la part du peuple québécois et d'un moyen de pression considérable pour pousser le Canada anglais à accepter qu'un pays qui a été construit selon leur vision puisse être modifié en profondeur pour répondre à une vision québécoise qui n'est pas toujours compatible avec les points les plus importants du Canada anglais. Écoutez, ça peut arriver, ça peut arriver, mais j'ai rarement vu

des pouvoirs politiques réussir une négociation aussi importante sans avoir pour l'appuyer une volonté claire et un appui indéfectible pour une position qui serait une position de force.

Mme Blackburn: Vous avez, en réponse à une question de mon collègue, M. Bélanger, touchant le pouvoir de dépenser, illustré que les besoins des provinces canadiennes, et particulièrement des petites provinces, en ce qui a trait au pouvoir de dépenser et ses attentes, sont radicalement opposés à ceux du Québec parce que, étant des petites provinces, moins de revenus, moins de ressources, elles apprécient davantage le pouvoir de dépenser.
(10 h 30)

M. Louis Bernard est venu nous dire ici que, finalement, la conclusion depuis 1867 qu'on est obligé de tirer, c'est qu'il y a là deux peuples dont les besoins et les aspirations sont tout à fait opposés et différents et que, dans ce sens-là, on n'avait pas le droit de demander au peuple anglophone de modifier son pays pour le former à notre image dans la mesure où il correspondrait mieux à nos attentes. C'est un peu la conclusion à laquelle vous arrivez lorsque vous parlez de cette situation où les autres provinces s'accommodent bien, même s'il y a certaines récriminations, des différents pouvoirs d'Ottawa.

Mais j'en viens à une question qui est plus dans le prolongement de ce que vous aviez abordé avec la dernière question de M. Bélanger, la question référendaire. Vous dites: il faudrait qu'elle soit claire. J'ai cru comprendre qu'il ne faudrait pas que ce soit tout à fait celle du référendum de 1980.

M. Patenaude: Non, je n'ai pas passé de... Non. Non.

Mme Blackburn: Non, mais je l'ai un peu induit.

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, si vous voulez, madame.

Mme Blackburn: Quelle devrait être cette question et est-ce qu'elle pourrait supposer un choix? Un spécialiste est venu nous dire, cette semaine, qu'une question référendaire devrait offrir la possibilité aux Québécois et aux Québécoises d'opter soit pour un fédéralisme renouvelé, même si on sait que c'est presque impossible, ou soit pour la souveraineté. Est-ce que vous voyez une question qui offrirait ce choix?

Le Président (M. Jean Campeau): Je vais vous demander de répondre rapidement, s'il vous plaît, M. Patenaude.

M. Patenaude: Je vais répondre très rapidement. Je vais vous dire, premièrement, que je ne

suis pas un spécialiste dans le domaine. Donc, encore une fois, je ne peux pas répondre comme spécialiste dans ce domaine-là. Je voudrais simplement mentionner, cependant, que si on met: Êtes-vous favorable à un fédéralisme renouvelé? il faudrait à tout le moins, pour faire l'éducation populaire, que dans le préambule de la question on mentionne que, depuis 60 ans, il y a eu des négociations et...

Mme Blackburn: C'est ça. D'accord.

M. Patenaude: ...qu'il n'y a eu jamais aucune réponse positive de la part du Canada anglais. Il faut encore que... Et le problème de l'éducation populaire, à mon avis, est un problème majeur, au Québec comme ailleurs. Il y a beaucoup de gens qui lisent très peu et qui répondent à des questions référendaires peut-être sans trop savoir. Évidemment, là, c'est le professeur d'université qui parle et qui a été frustré des fois de voir ce qu'on écrit dans certains journaux. Mais je dois vous dire que je pense qu'il faudrait que le gouvernement du Québec, à ce moment-là, fasse clairement en sorte que les Canadiens sachent clairement que, jusqu'ici, on a toujours refusé, au Canada anglais, de faire quelque changement que ce soit pour répondre aux besoins du Québec en matière de partage des compétences et qu'en conséquence, oui, on est prêt à renégocier peut-être une dernière fois, ou non, on veut tout de suite avoir un pouvoir de négociation tellement fort que, là, le Canada, peut-être...

Mme Blackburn: D'accord.

M. Patenaude: Parce que, voyez-vous, moi, mon gros problème, c'est toujours de convaincre les gens, particulièrement de l'Ouest du Canada, que les problèmes du Québec ne sont pas des petits problèmes quotidiens, d'ajustement, de politique. Mais c'est un problème fondamental de vie collective différente et de protection de notre collectivité. Encore récemment, j'étais à un colloque à l'Université McGill et j'écoutais des gens, qui venaient d'un peu ailleurs au Canada, qui nous disaient: Nous aussi, on a nos problèmes; il y a le problème de la pêche dans l'Est, il y a le problème du pétrole dans l'Ouest et il y a le problème... Mais la nature du problème n'est pas la même et ça, c'est compliqué.

Le Président (M. Jean Campeau): Sur ces nombreux problèmes, M. Patenaude, je voudrais vous...

Mme Blackburn: M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

Mme Blackburn: Vous me permettez peut-être une toute petite intervention pour souligner

un colloque qui est organisé par M. Patenaude à l'Université de Sherbrooke sur "Québec, communauté française de Belgique, autonomie et spécificité dans le cadre d'un système fédéral". Alors, comme spécialiste de la question, ce colloque se tiendra le 22 mars, si je ne m'abuse.

Une voix: Le 2 mars.

Mme Blackburn: Le 2 mars.

M. Patenaude: M. le Président, deux publicités gratuites.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez deux publicités gratuites.

M. Patenaude: Essayez de faire ça avec votre entreprise.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Blackburn: Alors, à ceux et celles qui ont participé à cette Commission.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être, si ça continue à ce rythme-là, je ne vous remercierai pas d'être venu...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): ...ou même pour l'éclairage que vous avez donné aux membres de cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

M. Patenaude: Alors, bon courage à mes collègues!

(Suspension de la séance à 10 h 35)

(Reprise à 10 h 37)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous poursuivons nos travaux. J'ai omis, avant la première intervention, de donner la liste des intervenants de la journée. Alors, immédiatement après M. Vincent Lemieux, nous aurons M. Patrice Garant; par la suite, M. Guy Laforest; M. Simon Langlois; M. Roland Arpin; M. Gérard Bergeron, tous des experts, et, à 19 h 30, nous recevrons la Société des musées québécois; par la suite, Sports-Québec; l'Union québécoise pour la conservation de la nature et, finalement, à 21 heures, l'Association québécoise des professeures et professeurs de français.

Notre prochain invité, comme je l'ai mentionné, est M. Vincent Lemieux qui, lui aussi, est un expert invité à notre Commission. M. Lemieux, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Vincent Lemieux

M. Lemieux (Vincent): Je vous remercie, M. le coprésident. Comme mon mémoire est relativement bref, je suppose que le résumé que je vais en faire, ce matin, sera également bref. En fait, si j'essaie de résumer le contenu de ce mémoire, dont le titre est "Faire entendre les voix de la population", il y a trois ou quatre suggestions, je pense, qui sont faites dans ce mémoire à l'intention de la Commission. La première - là, ce n'est pas très original - c'est de vous suggérer qu'il y ait une consultation de la population sur l'orientation politique que compte se donner le Québec qui soit faite par voie référendaire plutôt qu'au moyen d'une élection générale. Je pense qu'il y a un assez large consensus là-dessus dans la population. J'ai cru déceler aussi un certain consensus, du moins, une majorité d'entre vous qui était de cet avis.

J'ai montré, dans mon mémoire, en rappelant les études de Maurice Pinard sur l'élection dite référendaire de 1962, au Québec, qu'une élection n'est jamais vraiment référendaire puisque des données de sondage très précises, qui ont été analysées par Maurice Pinard à ce moment, montrent qu'une certaine proportion d'électeurs du Québec, qui ont voté pour le Parti libéral, étaient pourtant opposés à la nationalisation de l'électricité et, qu'inversement, des électeurs qui ont appuyé l'Union Nationale étaient, eux, partisans de la nationalisation. C'est bien compréhensible parce que, comme vous le savez tous sans doute, une élection, ça mêle toutes sortes de choses. En particulier, les gens votent pour des candidats locaux dans des circonscriptions, en plus de voter sur les thèmes choisis par les partis, de voter sur les programmes des partis. Alors, je pense qu'une consultation référendaire donnerait une réponse beaucoup plus claire à une question qui pourrait être posée sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec que ne pourrait le faire une élection générale.

Deuxièmement, je propose que le but de ce référendum soit principalement d'envoyer un message clair à ceux qu'on appelle les Canadiens anglais, c'est-à-dire les Canadiens des autres provinces, et, qu'à cette fin, la question soit formulée de telle façon qu'elle recueille un appui très majoritaire au Québec, parce que, évidemment... De toute façon, je pense que ce référendum sera perçu au Canada anglais comme un message - du moins en partie - qui lui est envoyé. Avoir une question où on aurait une division de l'ordre de celle qu'on a eue en 1980 ou même une division encore plus grande des votes, je pense que ce serait un peu désastreux pour ce qui est de la position de négociation du Québec.

Je prétends, dans mon mémoire, qu'il y a un certain consensus chez les partis, du moins les partis provinciaux du Québec, sur ce que j'ap-

pelle l'associationnisme. Évidemment, les deux ne conçoivent peut-être pas l'association de la même façon, mais peut-être qu'autour d'une notion comme celle-là, qu'il restera au gouvernement en place à formuler, parce qu'il ne faut pas oublier que c'est lui, finalement, à la suite de recommandations que vous lui ferez, sans doute, qui aura à formuler la question. Peut-être qu'une question, disons, où il y aurait une notion comme celle-là aurait plus de chances de recueillir un appui fortement majoritaire qu'une question, par exemple, où il serait question de souveraineté, ce qui risquerait d'être plus "divisif" pour employer un anglicisme, à moins, évidemment, que le Parti libéral ne se range derrière une option souverainiste.

Je propose aussi dans mon mémoire, qu'au lieu de poser une question par oui ou non, qu'on pose plutôt une question où les électeurs auraient à choisir entre deux options. Ça me semblerait beaucoup plus clair parce que si vous posez une question à savoir: Êtes-vous pour ou contre, favorable ou défavorable à une option précise, la souveraineté, l'associationnisme ou autre chose, on risque que, dans le camp du non, on trouve à la fois des fédéralistes purs et des indépendantistes purs. Alors, je pense, personnellement, que ça pourrait être source de confusion. On pourrait en discuter. Je préférerais qu'on propose deux options, mais deux seulement, parce que, bien sûr, à partir du moment où il y a trois options, on n'est pas assurés d'avoir une majorité absolue: deux options à la population.

Je propose aussi dans mon mémoire que l'élection provinciale, l'élection québécoise qui devrait suivre normalement le référendum, parce qu'évidemment, comme la plupart d'entre vous, j'entrevois aussi, du moins, je pense que le référendum devrait précéder la prochaine élection provinciale, que cette élection provinciale soit l'occasion, pour les Québécois, de choisir entre les partis, en tenant compte, bien sûr, de leur orientation constitutionnelle qu'ils auront définie, à ce moment-là, mais aussi de leurs positions sur bien d'autres problèmes. Il est bien sûr que les problèmes constitutionnels, même s'ils sont importants, ne sont pas les seuls problèmes qui se posent au Québec.

Je propose - mais, là, je suis moins sûr de ce que j'avance - qu'au moment de cette élection, les partis s'engagent à ce qu'il y ait, avant la fin de leur mandat - évidemment, pour les gens du Parti québécois, ici, ça rappellera peut-être de mauvais souvenirs - mais ce n'est qu'une suggestion, qu'ils s'engagent, donc, avant la fin de leur mandat, à ce qu'il y ait un autre référendum et, cette fois, sur une option constitutionnelle précise. Là, ça dépendra, je pense bien, de ce qui se passera d'ici là. Je l'ai écrit dans mon mémoire, mais je suis beaucoup moins sûr de ce que j'avance, parce que, évidemment, on est un petit peu plus loin dans le temps.

(10 h 45)

Finalement, la dernière suggestion que je fais ou, du moins, la dernière remarque, parce que ce n'est pas vraiment une suggestion, c'est la suivante. Pour formuler ça un peu différemment de ce que j'ai écrit dans mon mémoire, moi, je pense que le temps joue pour le Québec ou, si vous voulez, pour la définition d'un nouveau cadre constitutionnel ou d'un nouveau cadre politique au Canada. Je fais une prédiction dans le mémoire. Je peux me tromper, mais je suis à peu près sûr de ne pas me tromper en disant que les problèmes politiques et autres qui vont se poser au système politique canadien d'ici cinq ans vont aller en empirant. Du moins, beaucoup rêvent de stabilité politique un peu partout. Ce rêve-là, pour ce qui est du système politique canadien et de la direction de ce système, me semble un rêve assez peu réaliste, en ce sens que, moi, j'entrevois une période d'assez grande instabilité politique au Canada d'ici les 5 ou 10 prochaines années. J'ai de la difficulté à fixer ça dans le temps. On n'a qu'à prendre en considération les résultats du dernier sondage Gallup, celui qui est sorti ce matin, qui montre – et là, vous me direz que ça peut changer – que le "Reform Party" a presque rejoint le Parti Conservateur dans l'opinion publique, qui montre que l'appui donné aux deux autres grands partis, le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique, n'est pas un appui très majoritaire pour l'un ou l'autre.

Si on fait des scénarios, on peut penser que... Là je m'avance peut-être beaucoup, et ça ne plaira peut-être pas à M. Desjardins que je dise ça, mais le gouvernement conservateur a peu de chance d'être réélu aux prochaines élections. Ça peut arriver, mais il a peu de chance d'être réélu. Je doute et je dis dans mon mémoire que le Parti libéral fédéral ou le Nouveau Parti démocratique puisse déclencher un très large courant d'appuis dans la population. De toute façon, ces deux partis n'auront probablement pas un très grand appui au Québec, du moins ce serait douteux. Il y a aussi la présence du "Reform Party". Donc, si on s'en tient uniquement aux résultats électoraux prévisibles, on peut penser qu'on s'engage probablement dans une période d'assez grande instabilité. Évidemment, il y a tous les problèmes, que ce soit ceux du déficit budgétaire, ceux posés par les premières nations, les problèmes internationaux et tout ça qui font, qu'on aime cela ou non, qu'il y aura sans doute une assez grande instabilité politique au Canada dans les prochaines années. Je pense que cette instabilité, et je termine là-dessus, sera favorable à la définition d'un nouveau cadre politique, dans la mesure où on se rendra sans doute compte de plus en plus qu'il faut arriver avec quelque chose de nouveau. Le Canada historique, pour reprendre les termes de mon collègue Charles Taylor, c'est quelque chose qui est un peu dépassé.

Il faut arriver avec de nouveaux arrange-

ments et, de ce point de vue, je pense que le Québec a peut-être avantage – on pourra en discuter – à être relativement patient dans ses négociations qui, de toute façon, seront longues, parce que je dis bien qu'on ne négocie pas un nouvel arrangement constitutionnel comme on négocie la vente d'une entreprise. De toute façon, ce sera long. Je pense que le temps joue pour le Québec et, plus généralement, pour ceux qui veulent du changement. C'est un autre des points que j'ai soulignés, en fait, dans mon mémoire et auxquels, tout en n'étant pas tout à fait sûr que ça va se passer comme ça, je crois de façon assez ferme. Voilà, M. le Président, ce que je voulais vous dire en guise d'introduction.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Lemieux. Alors, première intervention, M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Professeur Lemieux, il me fait un grand plaisir de vous accueillir à la Commission. Vous êtes un éminent politologue. Votre réputation est bien connue comme politologue analyste des événements politiques et je dirais donc aussi, d'une façon plus particulière, comme analyste des sondages. Vous êtes un grand spécialiste de l'analyse des sondages. Vous avez terminé votre exposé, tout à l'heure, en nous disant: Je ne crois pas me tromper. C'est déjà une bonne affirmation. Et vous nous dites dans votre mémoire que, pour vous, vous faites le pari que la volonté de changement pourrait venir non seulement du Québec mais aussi dans le reste du Canada, parce que vous voyez une grande période d'évolution dans les 5 ou 10 prochaines années, comme vous l'avez mentionné vous-même, et vous vous êtes référé au dernier sondage Gallup de ce matin.

Si je vous posais cette question: Professeur Lemieux, votre position, la position que vous nous présentez aujourd'hui, est-ce que vous êtes arrivé à cette conclusion à la suite d'une étude des sondages, autrement dit, d'une étude des sondages, par exemple, de la dernière année? Qu'est-ce qui se dégage, selon vous, comme option constitutionnelle pour le Québec et quelle relation faites-vous avec les sondages que vous pouvez étudier et qui viennent du reste du Canada?

M. Lemieux: Sur l'option constitutionnelle du Québec et non pas sur cette évolution prévisible de la situation? Sur les deux?

M. Rémillard: Sur les deux aspects. Je sais que vous avez étudié les deux aspects.

M. Lemieux: Alors, si je commence par l'aspect dont j'ai traité principalement dans mon mémoire, à savoir l'instabilité qui est prévisible, je pense que c'est la lecture des sondages, bien

sûr, qui nous donne des indices de cela, mais il y a aussi des indices qui sont peut-être plus difficiles à quantifier, mais qui existent, mais qui sont aussi reliés à des choses mesurées dans les sondages. J'ai parlé du Bloc québécois, j'ai parlé du Reform Party, dans l'Ouest. Je pense que, pour ce qui est de la prochaine élection fédérale – du moins je ne voudrais pas m'aventurer plus loin – qui viendra, je vous le rappelle, normalement avant les prochaines élections provinciales, il est tout à fait improbable que cet appui à ces deux partis, appelons-les régionaux, décroisse de façon significative. Je ne vois pas très bien comment ça pourrait se produire. Ça va donc créer une situation telle où, à la fois au Québec et aussi dans certaines provinces de l'Ouest, il est fort possible, sinon la majorité des députés élus, qu'au moins une forte proportion d'entre eux appartiennent à ces partis, ce qui rend d'autant plus improbable un gouvernement majoritaire et ce qui fait aussi que je ne vois pas très bien comment le gouvernement élu, à supposer qu'il soit minoritaire ou majoritaire et qu'étant minoritaire il ait l'appui d'autres groupes, pourra prétendre représenter l'ensemble du Canada, comme ça a été le cas des conservateurs, je pense, en 1984 et encore en 1988. Donc, il va y avoir des poches...

M. Rémillard: Mais dans ce contexte-là...

M. Lemieux: ...de représentation, et je pense que ce soit un des éléments qui va créer l'instabilité.

M. Rémillard: Mais dans ce contexte-là... Vous me permettez? Est-ce que c'est dans ce contexte-là que vous arrivez, vous, à la conclusion – je crois déceler cette conclusion-là dans votre mémoire – qu'on peut faire une négociation de la dernière chance en établissant ce que le Québec veut et faire cette négociation de la dernière chance? Est-ce que c'est en se basant sur ces études de sondage que vous êtes arrivé à cette conclusion-là?

M. Lemieux: Remarquez que je ne parle pas, contrairement à certains de mes collègues, de négociation de la dernière chance. Moi, je pense, même si la situation sera plus favorable un peu plus tard, que dès maintenant, oui, il y a peut-être un contexte favorable ou, du moins, qu'il y en aura un suite à un référendum québécois où une forte majorité des électeurs du Québec auraient appuyé une orientation en vue de la négociation. Je pense que ça crée déjà, dans les années à venir, un contexte favorable pour au moins une amorce des négociations. Mais ce que je dis, c'est que le contexte sera sans doute encore plus favorable dans quelques années. Je voudrais quand même... Oui?

M. Rémillard: Alors, vous nous dites de ne

rien brusquer?

M. Lemieux: Oui, moi, je...

M. Rémillard: J'essaie de voir le message que vous nous donnez là.

M. Lemieux: C'est-à-dire que ce que je vous dis, ce n'est pas tellement de ne rien brusquer. Moi, je pense que, de toute façon, ces négociations seront longues. Je pense qu'il faut probablement les entreprendre dès après un référendum parce que, autrement, ça n'aurait pas beaucoup de sens. Mais je ne pense pas qu'on puisse imaginer un scénario où, après quelques mois ou même quelques années, des négociations, à supposer qu'elles se déroulent favorablement, aboutissent à un nouvel arrangement constitutionnel. Je pense que, de toute façon, il va falloir y consacrer, qu'on aime cela ou non, plusieurs années. Encore une fois, ce que je dis, c'est que, dans quelques années, alors que les négociations continueront sans doute, le contexte sera plus favorable. C'est une prévision que je fais, je peux me tromper, mais je serais bien étonné que, si j'avais à revenir ici dans cinq ans, j'aie à confesser que je me suis trompé.

M. Rémillard: Vous nous parlez d'un référendum et vous faites cette distinction très importante entre un référendum et une élection. Vous avez très bien établi que, dans une élection, on ne peut pas dégrader la volonté du peuple sur une option aussi fondamentale comme, par exemple, un changement substantiel en ce qui regarde l'appartenance du Québec à la Fédération canadienne. Je crois que votre mémoire est très clair à ce niveau-là. Mais vous nous parlez d'un référendum qui pourrait avoir lieu sur deux aspects. Ce ne sera pas un référendum pour une réponse, oui ou non, mais en fonction d'un choix sur deux options. Est-ce que ce genre de référendum serait, pour vous, pour prendre toujours l'expression qui a été développée ici, à la Commission, un mandat de grève que vous voulez avoir au niveau du gouvernement avant d'aller négocier ou si c'est un mandat qui pourrait se faire après les négociations, si elles ont échoué, avec, à ce moment-là, une réalisation de cette grève immédiatement après la tenue du référendum?

M. Lemieux: Non, ce n'est pas ce que je propose. Ce que je propose, c'est qu'il y ait un premier référendum qui porte sur une orientation politique et que, suite à cela, on aille négocier, mais ce ne serait pas un mandat de grève dans le sens que, d'après moi, il ne devrait pas y avoir dans ce premier référendum, mais possiblement peut-être dans un deuxième, parce que, de toute façon, ça compliquerait beaucoup trop la question qu'il y ait quelque chose du genre: Bon, écoutez, si cette orientation politique n'est pas

acceptée par les autres, il y aura déclaration de l'indépendance ou de la souveraineté. Il faudrait poser les deux questions et, à ce moment-là, ça compliquerait beaucoup les choses. Moi, je pense qu'il devrait y avoir une question relativement simple, la plus simple possible, que ça porte sur une orientation politique, que ce soit un message clair envoyé au Canada anglais en vue des négociations. D'ailleurs, j'en profite pour dire ce que je n'ai pas écrit dans mon mémoire, qu'un référendum là-dessus, évidemment, c'est tout à fait indiqué. Dans un ouvrage comparatif qui est paru sur les référendums il y a quelques années, les auteurs, les directeurs de l'ouvrage, Butler et Ranney, signalaient que si on fait un examen des questions ou des objets sur lesquels portent les référendums à travers le monde, ce qui revient le plus souvent justement, c'est des référendums sur les questions constitutionnelles ou sur les questions de découpage de frontières ou de réaménagement constitutionnel. Donc, je pense que c'est un objet tout à fait indiqué pour faire un référendum. Mais je reviens sur ce que je viens de dire, donc c'est une orientation. Le référendum qui porterait plutôt sur une option précise, moi, je le vois plutôt dans un deuxième temps.

J'en profite aussi pour dire un mot peut-être sur le mandat de grève. Je pense que c'est une analogie qui est souvent utilisée ici. J'ai entendu mon prédécesseur parler de rapport de force à établir, de mandat de grève qu'on a. Je pense que tout ça est tout à fait juste, sauf qu'il faut bien voir que certaines analogies sont un peu trompeuses. Dans le cas d'une grève, les patrons et les syndiqués appartiennent à des entreprises ou à des organisations où on est condamnés à vivre ensemble, de façon générale. Moi, je ne parle pas de cas exceptionnel, mais si on prend l'exemple des négociations du gouvernement du Québec avec les syndiqués du secteur public, c'est bien sûr que ces gens-là sont condamnés à vivre ensemble. Il faut bien voir que, dans le cas de la négociation avec le reste du Canada, comme on dit gentiment pour eux, ce n'est pas tout à fait la même chose. On peut peut-être dire qu'on est condamnés à vivre ensemble, mais il ne faut sans doute pas exclure l'hypothèse que certains ont développée ici devant vous, d'ailleurs, la possibilité que l'autre partie, elle, se cabre un peu et décide qu'il n'y aura pas d'association économique avec ce Québec qui a osé déclarer son indépendance, sa souveraineté du moins, dans un premier temps. Je dis ça en passant pour signaler qu'il ne faut pas trop se laisser entraîner dans certaines analogies qui ne sont jamais parfaitement, disons, conformes aux situations qu'on étudie.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous voulez bien, M. Lemieux, nous allons passer à un autre intervenant, M. Chevette.
(11 heures)

M. Chevette: Merci, M. le Président. Bienvenue, M. Lemieux. Pour avoir négocié personnellement pendant 17 ans, M. Lemieux, il y a deux façons de négocier. Tout d'abord, il y a une façon de déposer clairement les demandes et il y a une autre façon, c'est d'essayer de faire peur au patron en allant chercher des mandats d'action bien précis avant de préciser les demandes. Mais le mandat de la Commission, moi, j'interprète que c'est d'abord de définir ce qu'on veut et même de définir les moyens par lesquels on peut y arriver. Quand je lis votre mémoire, à la toute première page, au dernier paragraphe, je diverge d'opinion avec vous parce que je ne crois pas que ce soit des gens frustrés, ou par frustration, qui sont venus devant nous expliquer qu'il y avait besoin de tel pouvoir en matière de formation professionnelle, en matière de développement culturel. Je pense qu'ils l'ont fait à partir de besoins ressentis dans leur secteur. Je pense à la chambre de commerce du Québec, je pense à la chambre de commerce de Montréal, je pense à plusieurs groupes, entre autres le groupe qui regroupait 28 organismes, je pense, qui réclamaient la formation professionnelle. Ils ne l'ont pas fait par frustration, mais par besoin d'outils pour se développer au Québec. Et par la suite, je me suis mis à m'interroger sur ce que vous mettriez sur votre premier bulletin de vote, l'option fédéraliste et l'option associationniste.

Vous dites dans votre mémoire que c'est très important de bien définir les choses parce que les gens votent sur le débat de fond et non pas nécessairement sur un libellé. Je voudrais que vous m'expliquiez, à ce moment-là, quel devrait être le débat de fond ou les arguments pour me définir les mots "option associationniste" parce que, pour s'associer, il faut en avoir le pouvoir. On ne peut pas mettre en commun les pouvoirs qu'on n'a pas. Donc, j'aimerais savoir si vous prenez pour acquis que pour représenter l'option associationniste, il faut être d'abord souverain ou indépendant comme peuple pour former un peuple avec tous les pouvoirs. Dans la même réponse, j'aimerais que vous me disiez si c'est important également, si on place l'option fédéraliste sur le bulletin de vote, de définir quel type de fédéralisme on veut sinon on pourrait voter purement et simplement le statu quo le plus parfait.

M. Lemieux: Oui, évidemment, ce n'est pas à moi de définir ce qui sera écrit sur le bulletin de vote. Si j'essaie de préciser un peu ma pensée là-dessus, dans le cas de l'option que j'appelle fédéraliste, je pense que je ne le dis peut-être pas directement, mais dans mon mémoire c'est assez évident que, pour moi, il s'agit du fédéralisme à 10, tel qu'on le connaît actuellement. Bon, peut-être modifié, avec peut-être une plus grande décentralisation alors que, dans le cas de l'option que j'appelle associationniste, j'ai employé ce terme, je peux me tromper, mais il

me semble que, s'il y a un consensus entre les deux principaux partis du Québec sur une option, ça pourrait peut-être être défini dans ces termes-là.

Avant de venir ici, je relisais le mémoire de Jacques-Yvan Morin qui a clarifié, je pense, de façon très utile, certains termes. Mais dans son mémoire il parle, à un certain moment, d'association entre États autonomes dans le cadre du fédéralisme, ou d'association entre États souverains dans le cadre d'une communauté ou d'une confédération. Bon, l'associationnisme dans le cas d'une association entre États autonomes dans un cadre fédéral, pour moi, ça veut évidemment dire un cadre fédéral autre que le cadre actuel. Il ne s'agit plus de 10 provinces mais, comme Jacques-Yvan Morin et d'autres l'ont laissé entendre, de deux États qui ont une assez large autonomie. Peut-être que le terme n'est pas bon mais, encore une fois, ce que j'ai voulu exprimer, je l'ai peut-être fait de façon malhabile, mais ce qui me semble important c'est que dans cette Commission, je pense que vos présidents se sont engagés à ce qu'il y ait des consensus et ensuite, entre les partis, il y ait, du moins pour ce premier référendum, une espèce d'accord, d'entente sur la définition d'une option qui soit autre que celle du fédéralisme à 10, parce que je serais bien étonné finalement qu'au terme de vos travaux, il y ait majoritairement un rapport qui propose un fédéralisme à 10. Je dis ça pour simplifier les choses. Où le Québec serait...

M. Chevette: Dans votre négociation, M. Lemieux...

M. Lemieux: Oui.

M. Chevette: ...prenons pour acquis que le fédéralisme soit retenu, c'est dans le cadre du fédéralisme actuel?

M. Lemieux: Oui, ce que j'appelle un fédéralisme à 10.

M. Chevette: Ce n'est pas le même contenu de négociation...

M. Lemieux: Oui.

M. Chevette: Si on retenait, par exemple, l'option souveraineté, on va négocier les mises en commun et la façon, les échéanciers de transfert de pouvoirs. Ce n'est pas du tout le même type de négociation. Ce n'est pas du tout...

M. Lemieux: Bien sûr.

M. Chevette: ...la même dynamique qui joue dans une négociation. Alors que le fédéralisme actuel, vous êtes obligé de suivre la règle qui est dans la Constitution. Donc, négociation à 11.

M. Lemieux: Oui. Oui, c'est tout à fait exact. D'ailleurs...

M. Chevette: Est-ce parce que vous avez opté pour le fédéralisme actuel et la formule de négociations actuelle que vous prétendez que les négociations seraient ardues et longues?

M. Lemieux: Non, je pense que vous lisez mal mon mémoire. Si je propose d'opposer au fédéralisme à 10 une autre formule que je décris par le terme d'associationnisme, c'est que personnellement, comme beaucoup d'autres, je pense que le fédéralisme à 10, tel qu'on l'a pratiqué, n'a plus beaucoup de chances dans l'avenir. C'est justement parce que je veux opposer à une option associationniste, qui a des chances d'être majoritaire, une option qui, elle, a peu de chances, je pense, d'être appuyée de façon majoritaire par les Québécois que je vous propose une formulation comme celle-là.

M. Chevette: Mais, si je lis bien votre mémoire, vous proposez et vous dites que le fédéralisme dans sa forme actuelle ça n'a plus de chance dans l'avenir. Et vous voulez qu'on le mette quand même sur le bulletin de vote du premier référendum...

M. Lemieux: Oui.

M. Chevette: ...alors qu'on a le devoir, nous, comme commissaires, de mettre quelque chose qui a de l'allure et qui a des chances de réussir.

M. Lemieux: Bien oui, écoutez, ce serait une des deux options entre lesquelles le peuple aurait à choisir. Je pense qu'il est très important qu'on sache, à l'extérieur du Québec, quel est l'appui qui demeure pour ce fédéralisme à 10. Je pense qu'une question comme celle-là a plus de chance d'envoyer un message clair que celle où il y aurait une question par oui ou par non, où on ne saurait pas très bien qui se trouve dans le camp du non. Encore une fois, supposons qu'on propose de choisir entre la souveraineté-association, ce ne sera sans doute pas le terme retenu parce qu'il ne faut pas oublier que c'est le gouvernement libéral en place qui va formuler la question, mais quelque chose qui ressemble à ça.

On peut penser, à ce moment-là, que les gens, que chez ceux qui voteront non, il y aura à la fois des indépendantistes qui ne veulent pas de l'associationnisme dont parle la première option, et aussi les fédéralistes. Donc, je pense que ça embrouille beaucoup plus les choses que si vous présentez à la population deux options. C'est mon point de vue.

M. Chevette: D'accord. Vous affirmez dans votre rapport, à deux reprises... Une fois vous dites qu'il y aura un coût énorme, des coûts

considérables – des coûts énormes, vous le dites à deux endroits différents – advenant qu'il y ait déclaration de la souveraineté du Québec. Sur quoi vous êtes-vous basé? Quelle analyse avez-vous faite? Quelles sont les recherches que vous avez faites pour en arriver à de telles affirmations aussi catégoriques?

M. Lemieux: Je préciserai que j'ai parlé de coûts de transition. Je pense que...

M. Chevette: Coûts de transition énormes.

M. Lemieux: ...dans les deux cas, oui, dans les deux cas j'ai parlé de coûts de transition. J'ai même dit qu'il est fort possible qu'au terme de cette transition, on arrive à un arrangement qui, lui, pourrait être avantageux pour le Québec. Bon. Je ne suis pas le premier à parler de cela. Je pense que beaucoup d'économistes vous l'ont dit, surtout dans la perspective d'une négociation qui serait longue et qui se déroulerait plus ou moins bien. Ça créerait, bien sûr, une instabilité, bien que moi je pense que c'est un peu inévitable qu'il y ait une telle instabilité, pour les raisons dont j'ai parlé tout à l'heure, et que les coûts de transition, pour ramasser ça dans une formule, pourraient être grands. Je ne sais pas si j'ai parlé de coûts énormes.

Je pense qu'en effet ce serait assez prévisible qu'il y ait de tels coûts. Maintenant, encore une fois, ça ne veut pas dire qu'une fois passée cette période difficile, encore une fois – et ça, je ne me suis pas prononcé là-dessus – le Québec se retrouverait dans une position pire que celle dans laquelle il est actuellement. Je voudrais quand même préciser cela.

Le Président (M. Jean Campeau): Une question rapide, M. Chevette.

M. Chevette: Oui, M. le Président. À la page 2 – un petit commentaire – vous dites que les bons chercheurs universitaires seraient plus ou moins heureux s'il fallait qu'ils perdent l'argent du fédéral. Ça me fait penser à ce qu'on disait aux personnes âgées avec leur fonds de pension. C'est un commentaire. La question est plutôt au niveau de...

M. Lemieux: Oui.

M. Chevette: ...ce qui arrive dans votre deuxième référendum. Votre deuxième référendum, le contenu est défini par un gouvernement après une élection. Est-ce que vous ne pensez pas, vous qui dites que vous parlez au nom du peuple, que le peuple doit se prononcer plutôt sur le contenu lui-même et non pas par la voix uniquement d'un gouvernement, mais par la voix d'une Assemblée nationale beaucoup plus globale?

M. Lemieux: Mais remarquez que le premier

référendum, aussi, va être un référendum avec une question formulée par un gouvernement. J'espère que vous ne vous faites pas des illusions, M. Chevette. Vous savez très bien que, bien sûr, il va y avoir une recommandation de cette Commission, que le gouvernement va probablement en tenir compte. Il est possible que cette recommandation soit assez conforme à ce qu'il désire. Alors, je pense que la question référendaire, sauf dans les cas d'initiative populaire, est toujours formulée par le gouvernement en place avec l'accord ou non du parti de l'Opposition. Si on voulait vraiment que ce soit la population qui formule la question, il faudrait avoir recours à quelque chose qui n'est pas prévu, du moins dans notre législation, mais qui existe ailleurs, c'est-à-dire l'initiative populaire. C'est-à-dire qu'il faudrait exiger qu'un certain nombre de signatures – le problème, c'est de fixer ce nombre-là – viennent appuyer une demande à laquelle le gouvernement serait tenu, à supposer qu'une loi ait prévu cela, qu'il y ait référendum sur la question telle que formulée par la population. Mais autrement, c'est un gouvernement qui, encore une fois, tient compte plus ou moins de l'opinion publique, de ce que pense la population là-dessus et de ce que pensent les partis d'opposition qui formulent la question. C'est son privilège. On peut le déplorer, mais c'est comme ça.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Lemieux, vous dites, quelque part dans votre mémoire, que le système politique canadien vous semble condamné à l'instabilité et vous ajoutez même un peu plus loin que la situation va être encore pire dans cinq ans. Ça, vous le dites clairement. Mais, en même temps, vous dites: Les coûts de la transition, si jamais il fallait faire une rupture, vont être – je prends votre mot – considérables. Hier, il y a des experts qui sont venus nous dire et il y en a d'autres avant ça qui étaient venus nous dire: Oui, advenant une rupture, il peut y avoir un peu de turbulence. Certains nous disent: 3 ans, 4 ans, 5 ans. Les plus pessimistes disent: 10 ans. Il va y avoir de la turbulence, mais, ensuite, ça va être mieux. Devant ça et devant le fait que, finalement, si on est en Commission ici, une Commission extraordinaire, spéciale – ça ne s'est jamais vu, je pense, dans l'histoire du Québec – c'est qu'on était vraiment – je prends les mots de M. Bourassa – dans une impasse constitutionnelle, je ne pense pas que moi, j'aurais consenti à venir passer autant de temps ici simplement pour dire: Bien, on va regarder ce qui se passe et, ensuite, on va retourner pour dire: Re commençons, on va renégocier, on va revenir à "Égalité ou indépendance" de Daniel Johnson, on va revenir à "Maîtres chez nous" de 1960. Je ne pense pas

qu'on soit rendus là. Si on est ici, c'est parce qu'il y a une certaine urgence.

Alors, à choisir entre l'instabilité encore pire dans cinq ans, parce que ça a des coûts... Il y a un paquet de gens qui sont venus ici, des gens de l'emploi, des gens des chambres de commerce, des gens de la formation professionnelle. Je lisais hier, à ma grande surprise: Ottawa investira 1 000 000 000 \$ pour former la main-d'œuvre - ça, c'est 1990 - malgré la position du ministre Bourbeau, du cabinet des ministres, de la table de concertation de la main-d'œuvre où, plusieurs d'entre nous ici siègent, où on a dit au gouvernement fédéral: La formation professionnelle, on veut récupérer ça tout de suite. Malgré ça, le gouvernement dit: Je vais prendre 1 000 000 000 \$. Les chevauchements continuent, la double orientation continue. Alors, nous, qui sommes appelés à faire des choix et à recommander - à recommander des choix, pas les faire, mais les recommander à l'Assemblée nationale - entre choisir l'instabilité qui va être pire dans cinq ans et des coûts de transition qui vont nous amener une situation meilleure dans cinq ans, si je me fie aux experts, qu'est-ce que vous nous recommanderiez de recommander? (11 h 15)

M. Lemieux: Oui. Je pense que vous avez assez bien posé le dilemme. Qu'est-ce qu'on peut dire là-dessus? Je répéterai peut-être que, d'après moi, les négociations à venir, quel que soit le contexte dans lequel elles vont se faire, c'est-à-dire faisons le scénario d'une déclaration de souveraineté, d'indépendance et ensuite d'une négociation ou, encore, faisons le scénario de négociations plus en douceur, que le Québec se donne une orientation générale et négocie à partir de ça - ça tombe plus ou moins bien, il y a un autre référendum ou il n'y en a pas - personnellement, je peux me tromper, mais je pense que, de toute façon, ça va être long, si bien que... Est-ce qu'on a vraiment à choisir? Évidemment, si on pouvait régler tout ça en un an, deux ans ou trois ans, je vous répondrais: Oui, je pense qu'il vaut mieux y aller rapidement. Il y aura des coûts de transition, bien sûr, mais on pense qu'après trois ans, ce sera terminé et qu'on se trouvera dans une situation qui sera meilleure.

Par contre, si on pense, comme je le pense, que ça risque d'être un peu plus long, ce qu'on peut dire - et c'est un peu ce que je dis dans mon mémoire - c'est que, de toute façon, ça va être long. Et si c'est long, ça pourra être favorisé peut-être - c'est un scénario que je fais - par le fait que l'instabilité, au Canada, va devenir de plus en plus grande et qu'avec le temps, cette instabilité devenant de plus en plus grande, les conditions seront peut-être plus favorables dans cinq, six ou sept ans, je ne le sais trop, que maintenant. Donc, c'est bien difficile de répondre à votre question, étant donné qu'on ne peut pas prédire l'avenir, mais

j'aurais quand même tendance à penser qu'on peut s'en tirer rapidement en quelques années et, donc, de minimiser les coûts de transition et de se retrouver ensuite dans une situation qui serait meilleure. Ce n'est pas un scénario qui me semble très probable, mais, encore une fois, je peux me tromper.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Roger Nicolet qui sera suivi de M. d'Anjou.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. M. Lemieux, sur ce besoin d'articuler une question qui rallie la vaste majorité des Québécois, moi, en tout cas, j'y souscris très volontiers. J'ai un peu plus de difficulté, un peu dans la veine de ce qu'avait abordé M. Béland, à visualiser ce déroulement que vous préconisez. Indépendamment de la perception que nous avons pu avoir de notre mandat, nous avons quand même, au cours des derniers mois, entendu un certain nombre de mémoires et de groupes largement représentatifs de la société québécoise qui sont venus nous tracer un échéancier relativement serré et complet d'un certain nombre de demandes qui sont, dans la perception de gens, relativement pressantes. Vous nous proposez un scénario - et je reprends votre texte aux pages 7 et 8, à la page 8 en particulier - qui dépend d'une instabilité de notre interlocuteur pour permettre d'aboutir au résultat qu'attendent nos concitoyens. Donc, deux vitesses: l'attente de la population québécoise telle que nous la percevons aujourd'hui et, d'autre part, un interlocuteur qui, à vos propres dires, sera incapable de se définir en tant qu'interlocuteur face aux attentes du Québec. On dit: Le fédéralisme à 10, c'est fini. Comment est-ce qu'on arriverait à des négociations à deux dans le contexte que vous esquissez?

M. Lemieux: Oui. Je comprends que beaucoup de groupes et de personnes qui sont venus ici aient non seulement réclamé plus de pouvoirs pour le Québec, mais aient aussi réclamé que la négociation qui aboutit à cela se fasse rapidement. Je pense qu'en effet ce serait préférable qu'il en soit ainsi. Ce que je dis, c'est que, malheureusement, je ne pense pas que ça puisse se dérouler aussi rapidement qu'on puisse le souhaiter tous.

Vous soulevez le problème de l'interlocuteur. Vous savez que là-dessus on est un petit peu dans l'incertitude. D'après ce que j'ai dit dans mon mémoire et ce que j'ai dit en introduction, je ne pense pas que si l'interlocuteur est le gouvernement fédéral, il ait un pouvoir de négociation très très grand dans les années à venir. À supposer que ça s'engage dès maintenant avec le gouvernement conservateur en place dont l'appui populaire est de l'ordre de 12 % à 15 %, c'est sûr que ce n'est pas un gouvernement,

qu'on aime ça ou non, qui a pour lui un très grand appui dans la population. Je ne pense pas que le gouvernement qui pourrait lui succéder, suite aux prochaines élections, ait aussi un pouvoir de négociation très très grand. C'est sans doute une des raisons, d'ailleurs, qui vont faire que les négociations seront ardues parce que, à supposer que le gouvernement fédéral négocie seul ou qu'il essaie de négocier avec l'appui des autres provinces, il n'aura pas, je pense – je peux me tromper – un appui très très considérable de la population ou des autres, ce qui va sans doute compliquer les choses.

C'est un peu en tenant compte de cela que j'ai été amené à écrire dans mon mémoire que, en tenant compte d'autres facteurs aussi, les négociations seront sans doute longues et que... Encore une fois, je pense qu'on doit le déplorer parce que, idéalement, ça devrait pouvoir se faire vite. Ça minimiserait les coûts de transition, ça ferait en sorte que l'instabilité dont les hommes d'affaires en particulier se plaignent, disons, serait moins grande et tout ça, mais tout en espérant que ça puisse se passer ainsi, moi, ça ne me semble pas un scénario très réaliste.

M. Nicolet: Compte tenu de tout ce que vous venez de dire, quel inconvénient voyez-vous à ce que le Québec prenne un rôle beaucoup plus interventionniste et beaucoup plus présent dans l'articulation de l'échéancier des négociations?

M. Lemieux: Oui. Je pense que le Québec, de toute façon, va faire cela. Maintenant, le Québec, le gouvernement du Québec disons, quel gouvernement, ça reste à voir, c'est bien sûr qu'il pourra y avoir des nuances selon que ce soit le gouvernement en place ou un éventuel gouvernement du Parti québécois qui pourrait lui succéder aux prochaines élections. Mais quel que soit le gouvernement en place, je pense qu'il va certainement chercher à imposer cette échéance, mais, encore une fois, ce sont des choses qui se font à deux. Est-ce que cette pression sera suffisante pour convaincre les autres qui, d'après moi, seront en mauvaise position pour les raisons que j'ai données pour négocier de façon un peu unifiée? Est-ce que ça sera suffisant pour convaincre les autres d'observer cette échéance? On peut en douter.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. M. Lemieux, il y a deux passages dans votre mémoire qui m'ont frappé d'une façon particulière. En page 2, votre scepticisme face à la liste des pouvoirs demandés. Vous donnez un exemple. Est-ce que vous auriez d'autres exemples? L'autre partie, évidemment, ce sont les délais nécessaires pour engager un processus de négociation et d'association avec le Canada. Ce qui

arrive, c'est qu'il est clair que la majorité des intervenants désire maintenir des liens avec le Canada et qu'il faudra, de toute façon, négocier et vous dites que pour associer la population, le processus devra être nécessairement lent. Est-ce que c'est la population du Canada dans son ensemble qui va prendre du temps à évoluer, et est-ce que c'est ça qui va rendre le processus lent en plus des contraintes constitutionnelles que nous avons?

M. Lemieux: Pour répondre à votre première question, d'ailleurs ça permet aussi de répondre à une question, du moins à une remarque de M. Chevette. Bon, je n'ai pas voulu, dans mon mémoire, traiter des compétences qui devraient être rapatriées ou des pouvoirs qui devraient être rapatriés à Québec, de ceux qui devraient continuer d'être partagés. J'ai donné un exemple un peu existentiel. Bon, ce ne serait sans doute pas une tragédie si le Québec avait pleins pouvoirs dans le domaine non seulement de la culture mais de la recherche, de la science et de la technologie, mais je pense que beaucoup de chercheurs, finalement, apprécient qu'en plus de recevoir des subventions de recherche de Québec... Il faut dire que le Québec est la province canadienne actuelle qui fait le plus grand effort de ce côté-là, il faut l'en féliciter, mais ce serait sans doute, pour beaucoup de chercheurs, un peu déplorable s'ils ne pouvaient pas aussi compétitionner avec d'autres chercheurs du Canada pour l'obtention de fonds fédéraux parce qu'on aurait peut-être le sentiment d'un referment un peu trop grand sur nous-mêmes.

Est-ce qu'il y aurait d'autres exemples? Moi, là-dessus, j'en parlais avec un des membres avant d'entrer ici, je pense – et je vais vous faire une réponse universitaire là-dessus – qu'il faudrait étudier les dossiers un par un. Moi, je n'ai pas à vous dire... Je ne suis pas aussi compétent dans le domaine de la main-d'œuvre que M. Béland ou que d'autres peuvent l'être, mais je pense qu'il faut étudier les dossiers de façon attentive et, dans la mesure des connaissances disponibles, estimer: Est-ce que ce serait préférable, disons, que ces compétences soient entre les mains d'un gouvernement comme celui du Québec ou est-ce qu'il vaut mieux les laisser à une instance supérieure de gouvernement? Donc, je pense que c'est l'exercice qu'il faut faire. Quand je dis d'ailleurs que ça manifeste de la frustration, cette liste de pouvoirs, c'est peut-être une remarque qui était de trop.

Il n'y a pas seulement ça, bien sûr, je pense qu'il y a peut-être des raisons plus profondes, mais je ne suis pas sans remarquer que lorsque le Québec négociait l'accord du lac Meech avec des conditions dites minimales, il semblait y avoir dans la population, à ce moment-là, dans la mesure où on peut mesurer cet appui-là, un appui pour de telles conditions. Ça n'allait pas beaucoup plus loin. Il reste que je

pense que c'est en partie, je ne dirais pas que ça explique tout, mais c'est en partie suite à l'échec de l'accord du lac Meech – peut-être pas tellement le sentiment de frustration mais le fait que les Québécois ont eu le sentiment, disons, qu'ils ont été rejetés par d'autres à qui ils avaient dit oui, 10 ans auparavant – que là on a ouvert plus grande la machine puis on s'est mis à en demander plus que moins.

Je pense que, dans la liste des pouvoirs, il y a des choses qui pourraient être, sans doute, tout à fait fondées, mais il faudrait que ce soit fondé, je pense, par des études plus poussées. C'est une réponse d'universitaire. De toute façon, il y a des gens qui se sont prononcés là-dessus, qui sont plus compétents que moi, des économistes ou d'autres. Je ne voudrais pas m'engager là-dessus.

Votre deuxième question, M. d'Anjou, encore une fois, ce que je dirais, c'est que, moi, je ne vois pas la possibilité, dans un proche avenir, à moins qu'un grand leader canadien n'apparaisse, donc, je ne vois pas la possibilité qu'à la tête d'un gouvernement fédéral et que dans un gouvernement fédéral il y ait, dans les prochaines années, une crédibilité telle de ce gouvernement, de ce leader pour faire en sorte que la population canadienne, pour reprendre votre terme, suite à l'influence de ce leader et de ce gouvernement, accepte de s'engager rapidement dans des modifications importantes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous allons maintenant à M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. M. Lemieux, on est tous et toutes, dans la société, à la fois des acteurs et des observateurs. Vous êtes, je dirais, un spécialiste de l'observation. Plusieurs autour de la table seraient plutôt dans l'action, mais c'est la jonction de ces deux aspects qui fait qu'on peut développer, peut-être, un projet. Moi, ce que j'observe, pour la récente période, c'est un certain nombre de transformations importantes dans la société québécoise, notamment de plus grandes convergences entre les divers groupes d'intérêt. J'observe aussi un certain momentum que le Québec s'est donné pour relever un certain nombre de défis. J'observe aussi un certain leadership démocratisé, disons ça comme ça. Il y a quand même un certain pouvoir d'initiative dans plusieurs secteurs de la population. Je n'ai pas la même observation pour le Canada, vous en faites d'ailleurs une description assez détaillée.

(11 h 30)

Sur la question nationale, je pense que déjà on est hors piste, en tout cas autour de la table et dans la population, le statu quo, c'est rejeté. La règle du 7-50 ou du 100 %, c'est balancé. Donc, on est sur du terrain neuf. Et le changement est habituellement le résultat d'une combinaison à la fois d'un momentum et d'un

leadership à exercer pour faire aboutir. Je suis un peu intrigué par, je dirais, l'espace que vous pensez que nous devions dégager alors que j'aurais plutôt l'impression que c'est le contraire qu'il nous faut faire: prendre l'initiative à la fois pour, je dirais, terminer la convergence au Québec, mais, en même temps, pour mettre nos partenaires en route. Et comme vous êtes un spécialiste des partis politiques – d'ailleurs, ça traverse l'ensemble de votre texte – et que je ne veux pas faire le travail de nos partenaires de cette table, mais le Parti libéral est en réflexion, le Parti québécois en fait un bout également, moi, j'arrive facilement à la conclusion qu'il y a un train qui passe, qui est celui de la souveraineté, en même temps que s'ouvre un espace pour la chicane, disons ça comme ça, entre le Parti libéral et le Parti québécois, qui est l'aspect associatif dont vous parlez.

Qu'est-ce qu'on va mettre dans le communautaire? Qu'est-ce qu'on va mettre dans l'association? Alors, à mon avis, la population devrait être sollicitée à régler le train commun, c'est-à-dire l'aspect de la souveraineté, laissant à l'aspect ou à la pratique politique partisane le côté de la chicane pour savoir si on en met plus ou moins, de telle sorte que, pour moi, ça colore beaucoup la démarche de la Commission qui devrait nous amener au référendum. Est-ce que c'est une lecture qui correspond à l'évolution récente?

M. Lemieux: Votre lecture est très intéressante, M. Larose. Je dirai tout de suite que si, en effet, suite aux travaux de votre Commission, suite à la position qui sera prise par le Parti libéral, il se dégageait que le commun dénominateur c'était la souveraineté, je pense qu'en effet il faudrait qu'une des deux options référendaires soit celle-ci. Personnellement, je doute beaucoup que ce soit le commun dénominateur. Bon, je peux me tromper, mais ça m'étonnerait que le Parti libéral, bien qu'encore une fois... C'est-à-dire que je ne suis pas dans le secret des dieux, je ne suis mêlé d'aucune façon aux travaux qui se font à l'intérieur du Parti libéral, je n'ai pas été convoqué par son comité, je vois ça de l'extérieur. Mais, étant donné les positions tenues par le chef actuel du parti depuis une vingtaine d'années, étant donné le jeu de la logique partisane qui fait que l'option souveraineté étant associée au Parti québécois le Parti libéral va sans doute chercher à définir une autre option, moi, je pense, mais je peux me tromper, que c'est plutôt du côté de l'association, même si j'admets que ça peut également diviser les partis. Je pensais que c'était plutôt de ce côté-là qu'il y avait plus de chances qu'il se fasse un consensus. Mais s'il devient clair, dans les mois à venir, que c'est plutôt du côté de la souveraineté, il est bien sûr, selon ma logique, que c'est l'option qu'il faudrait proposer aux Québécois pour envoyer un message clair aux

autres, étant assuré à ce moment-là, les deux partis étant en faveur de cette option, que le message sera suffisamment clair.

M. Larose: Mais le fait que l'ensemble des grands groupes d'intérêt dans la société, et j'inclus même le monde des affaires dans lequel il y a eu un laminage ou un fractionnement plus récent, mais qui n'est plus réfractaire à cette question-là, est-ce que ça ne peut pas amener un parti à dire que tôt ou tard, de toute façon, l'avenir de ce... qui n'est pas un pays, l'avenir de cette province-là, ça va passer par la souveraineté et son intérêt, c'est précisément de prendre le train tandis qu'il passe, sinon il se discarte et il reste sur le quai?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, est-ce que c'est une question?

M. Larose: Oui, bien, enfin...

M. Lemieux: Oui, je suis assez d'accord avec ce que vous dites. À supposer que les groupes dont vous parlez veuillent vraiment la souveraineté, du moins qu'on aille dans cette direction et rapidement, je suppose que les membres de cette Commission et ceux du gouvernement en tiendront compte. Mais je demeure sceptique sur le fait que le Parti libéral, disons, adoptera cela.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon! Il reste deux minutes au bloc d'intervention. M. Bouchard, c'est votre tour, je vous les donne, si vous ne prenez pas plus de deux minutes, question et réponse.

M. Bouchard: Je peux garantir la question, mais la réponse, je ne la garantis pas.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bouchard: M. Lemieux, vous dites: Il faut un référendum, il faut aller donner la parole au peuple québécois. Pourquoi? Pour lancer un message clair au Canada anglais, d'une part, et que ce message vienne du peuple. Parce que c'est la démocratie qui doit triompher, écartons les discussions de politiciens pour un moment, faisons en sorte qu'il y ait un message qui émane du peuple. Mais là où je ne vous suis plus, c'est que le message ne me paraît pas très clair à partir du moment où vous mettez en comparaison le fédéralisme et l'association; association, un terme flou, mal défini, surtout que vous la découplez de la souveraineté. M. Dion lui-même, dans sa dernière intervention, disait qu'il fallait définir ce qu'est l'association plus précisément.

Alors, la réponse ne peut pas être très claire, dans la mesure où elle serait associative. On pourrait penser que, les deux partis s'enten-

dant pour écarter le fédéralisme tel qu'on le connaît, la population voterait pour l'association. Quelle sorte de message clair ça pourrait être? Vous-même, vous reconnaissez que ce n'est pas clair, puisque vous dites: Maintenant, deuxième étape, les partis devront, par leur action politique, définir l'association. Alors, là, il me semble que vous contredisez votre prémisse de base: puisque ce n'est pas assez clair, il faut donc le définir par une action politique de parti, par la suite, pendant quelques années, et, deuxièmement, là, vous vous écarterez de la population, puisqu'à nouveau vous remettez le jeu entre les mains de la population. Ne pensez-vous pas que, pour un message clair qui vient du peuple...

Tout le monde parle de souveraineté. Vous connaissez les sondages mieux que nous. Ça fait six mois maintenant que la souveraineté connaît une ascension dans les sondages. Pourquoi est-ce que, finalement, si on veut un message clair, on ne demande pas à la population ce qu'elle en pense? Pourquoi ne peut-on pas la faire trancher, la question?

M. Lemieux: Oui. En fait, je vous ferais peut-être un peu la même réponse que celle que je viens de faire à un interlocuteur précédent, M. Larose. Si, en effet, les deux partis s'engagent derrière cette option, ce serait sans doute un message plus clair que celui de l'association. J'admets que l'association, ça peut prendre toutes sortes de formes. Par contre, je continue à avoir des doutes sur la possibilité qu'il y ait entente entre les deux partis. Vous savez comme moi qu'il est important qu'il y ait une telle entente, parce que, supposer que ça n'existe pas... Étant donné la division de l'opinion, actuellement, au Québec, à supposer que ce soit une bataille de partis, entre l'appui au Parti libéral et le Parti québécois, on risque d'arriver à un résultat qui ne soit pas très très concluant. Alors, c'est un petit peu pour cela, finalement, que...

Écoutez, faites ce que vous voulez de la notion d'association. Ce que je dis, plutôt, c'est d'essayer de définir une option telle - que ce soit en termes d'association ou autrement - que les deux partis - là, je vous rejoins tout à fait, M. Bouchard - oubliant, pour le temps du référendum du moins, leurs divisions partisans, appuient cette option. Pour ce qui est de la suite, on peut peut-être souhaiter, en effet que, continuellement, on donne la voix à la population. Mais à un certain moment, il faut quand même passer par la médiation de la démocratie représentative et faire en sorte que ce soit un gouvernement élu démocratiquement qui prenne des initiatives.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Lemieux, merci d'être venu partager avec nous votre large expérience et d'avoir contribué ainsi

à l'avancement de nos travaux sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

M. Lemieux: Merci, M. Campeau.

(Suspension de la séance à 11 h 39)

(Reprise à 11 h 42)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous entendrons maintenant M. Patrice Garant qui est aussi un expert invité. M. Garant, comme tous les autres, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Patrice Garant

M. Garant (Patrice): M. le Président, Mmes, MM. les commissaires, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt les audiences de la Commission depuis le début. Ça a été, pour moi et pour vous, je crois, une expérience démocratique assez extraordinaire. Je déplore même que vous n'ayez pas eu les mêmes cotes d'écoute que "Les Filles de Caleb", même si, à certains moments, en cet hémicycle sacro-saint, il y avait une saveur fortement nationaliste. Ce qui m'a surpris surtout, c'est l'extrême défaveur dans laquelle est tombé le fédéralisme. Le fédéralisme est sûrement au purgatoire, sinon aux portes de l'enfer. Quoiqu'il en soit, je me suis hasardé à proposer un projet fédéraliste qui vous paraîtra peut-être surprenant ou même provocant. Et pourtant, pour moi, le fédéralisme, ça reste une forme supérieure d'organisation du pouvoir dans les ensembles complexes formés de régions, de nationalités ou de groupes qui veulent garder leur autonomie, mais veulent mettre en commun un certain nombre de leurs attributions importantes.

Je me raille à la définition du fédéralisme donnée par Jacques Brossard dans cet ouvrage qui est devenu, je pense, le vade-mecum d'à peu près tout le monde par les temps qui courent, "L'accession à la souveraineté et le cas du Québec", définition qui correspond d'ailleurs à celle de la plupart des auteurs classiques. Le fédéralisme, c'est un principe d'organisation dont les traits essentiels se réalisent à des degrés variables. Il n'y a pas vraiment d'État fédéral type, donc à des degrés variables, mais à l'intérieur d'un certain corridor. C'est une formule souple, susceptible de s'appliquer, au plan constitutionnel naturellement, mais également au plan international. De nos jours, diverses expériences interétatiques ou intra-étatiques sont qualifiées par un très grand nombre d'auteurs de fédératives à partir du moment où on est en présence d'un degré d'intégration suffisant. Et le critère de ce degré suffisant, c'est que les autorités communautaires ou fédérales aient un pouvoir d'agir directement sur les populations

sans la médiation des autorités communautaires ou des autorités fédérales. Dès qu'on parle d'union politique et économique sur la base d'une constitution ou d'un traité, la différence entre fédéralisme et confédéralisme importe moins, même si, pour les puristes, elle doit être encore observée. Ce qui importe, c'est le degré d'intégration et ce qu'on observe actuellement, par exemple, dans l'évolution de la Communauté européenne, c'est que c'est un cheminement du confédéralisme vers, pour un certain nombre, surtout les Européens qui y croient vraiment, ce qui pourra vraisemblablement devenir une forme de fédéralisme. D'ailleurs, les auteurs... Je cite un certain nombre d'études, notamment la plus importante, celle d'un constitutionnaliste qui est magistrat à la Cour européenne de Luxembourg, qui a été professeur invité à Harvard et qui a publié en 1990 un important article dans l'*American Journal of Comparative Law* qui s'intitule "Constitutionnalisme, et les différentes facettes du fédéralisme" où il compare l'évolution du fédéralisme américain avec ce qu'il appelle le fédéralisme européen. Cependant, le fédéralisme est une forme d'organisation constitutionnelle qui doit s'adapter aux besoins des aspirations des composantes et c'est pour ça qu'il y a des mécanismes d'ajustement qui sont l'amendement constitutionnel et la jurisprudence constitutionnelle.

Or, le fédéralisme peut subir des crises et le fédéralisme canadien est en crise. Cette crise majeure a atteint son paroxysme, comme nous le savons tous, en 1981-1982. Il y a eu des tentatives de déblocage mais ces tentatives ont avorté. Il faut pour en sortir, et c'est ce que je propose, que le Québec administre à ses partenaires un électrochoc. Il faut réveiller de façon vigoureuse – et d'autres avant moi l'ont dit – le Canada anglais. C'est par, je crois, la déclaration de cessation, la déclaration de souveraineté mais simultanément la proposition d'un projet d'union politique et économique qu'on parviendra, je pense, à sauver le Canada. C'est un peu le retour, si vous voulez, à ce qui s'est passé autour des années 1860-1864, la recherche d'un pacte, d'un nouveau pacte entre, je crois, ce qu'on peut encore appeler les deux peuples fondateurs.

Mon projet, donc, propose une forme d'États associés dans une structure fédérale, mais qui comporte des éléments de confédéralisme. C'est un projet ambitieux mais qui, à cet égard, a certains éléments de nouveauté. Les éléments de fédéralisme qu'on y retrouve, fédéralisme très décentralisé. Tout d'abord, au plan du partage des compétences étatiques données aux deux États fédérés, Canada et Québec, tout ce qui est nécessaire à la réalisation de leur projet de société qui est nécessaire au développement, notamment en ce qui concerne le Québec, de la culture et de l'identité québécoise. Je traite de ces questions aux pages 4 à 6 de mon mémoire.

Mais également conserver au Super-État – j'emploie l'expression "Super-État" qui est utilisée également dans la doctrine, ce gouvernement de l'union – l'ensemble des compétences qui sont liées à l'avènement d'une intégration économique efficace et à un certain rayonnement international qui correspond à ce que je crois être un acquis de l'expérience canadienne.

Dans mon mémoire, je développe. Je pourrais justifier également les attributions de compétences aux deux niveaux. Mais ce qui est important et capital pour moi dans la réforme proposée, c'est, premièrement, d'introduire le principe de subsidiarité, le principe des compétences résiduelles données aux États fédérés, comme on le retrouve d'ailleurs dans un très grand nombre d'États fédéraux et, également, dans le confédéralisme européen.

Deuxièmement, bannir les compétences fédérales indéfiniment extensives: pouvoir fédéral de dépenser sans aucune contrainte, pouvoir déclaratoire et la théorie des dimensions nationales qui a été naturellement inventée par la jurisprudence et qui permet au fédéral des interventions dans des secteurs de compétence exclusive des États fédérés.

Troisièmement, revoir un certain nombre, au moins en ce qui concerne la terminologie, des attributions de compétence de 1867. C'est ainsi que, par exemple, la distinction entre taxation indirecte et taxation directe est révolue et bien d'autres terminologies.

Au plan maintenant des institutions, je conserverais au niveau fédéral un véritable réseau authentique d'institutions politiques et démocratiques. Ce qui manque actuellement, je pense, dans le fédéralisme européen ou le confédéralisme européen, on accuse d'ailleurs les autorités de Bruxelles d'être technocratiques, donc, Parlement démocratique, gouvernement responsable et un pouvoir judiciaire mais qui se limiterait à un tribunal d'arbitrage constitutionnel. On conserverait ainsi, si vous voulez, l'essentiel de 123 ans d'expérience fédérale et, également, le régime politique du type britannique que nous avons adopté.

Des éléments, maintenant, de confédéralisme. Au plan du partage, je crois qu'il serait possible de greffer à la Constitution fédérale des accords interétatiques, ou fédéral-fédéré, dans un certain nombre de domaines. Ces accords-là pourraient avoir un statut constitutionnel et être greffés à la Constitution. Le plus bel exemple serait, par exemple, l'objet de l'article 23 de la Charte, tout ce qui concerne, par exemple, l'enseignement dans la langue de la minorité, que ce soit fait, suivant une expression utilisée du temps du gouvernement Lévesque, par des accords de réciprocité.

Également, on pourrait avoir des accords de réciprocité dans bien d'autres domaines, le domaine de la radiodiffusion, par exemple: Ottawa, Radio-Québec, CBC, vastes accords qui

nous donneraient, sur le plan, si vous voulez, confédéral, une vaste entreprise dans le domaine de la radiodiffusion.

Au plan institutionnel, maintenant. L'innovation principale serait la création d'un conseil que j'appelle confédéral, qui remplacerait le Sénat et représenterait sur une base paritaire les deux États fédérés, le Haut et le Bas-Canada, si vous voulez. Ce conseil, et également les commissions paritaires de concertation qui y seraient rattachées, serait composé d'experts, aurait un rôle de coordination des politiques et même un droit de veto. Également, il participerait à la nomination et à la désignation des membres des grands organes de la Fédération, par exemple, la Cour constitutionnelle d'arbitrage, la Banque du Canada et un certain nombre de grands tribunaux administratifs fédéraux, par exemple le tribunal de la concurrence et bien d'autres.

Voilà donc l'essentiel au point de vue de la structure fédérale, ou néo-fédérale, que je propose. Dans mon mémoire, j'ai également répondu au questionnaire qui, à mon point de vue, est excellent par ailleurs, même si, sur certains points, ce n'est pas l'expertise juridique qui me servait, mais plutôt mon titre de simple citoyen, à y répondre, quant à la promotion de l'identité québécoise, le niveau de vie des Québécois. En ce qui concerne le maintien du niveau de vie, il me semble, comme simple citoyen, consommateur ou payeur de taxes, que la continuité juridique que je propose ne peut que favoriser, je pense, le maintien, la non-perturbation, le moins de perturbation possible, si vous voulez, parce qu'à mon point de vue, comme simple même investisseur et citoyen, l'économie, c'est fragile.

Quant aux expériences historiques, j'en ai traité un peu. Il y aurait lieu également, pour vous, les commissaires, d'étudier, de réfléchir sur les expériences, surtout les cas de fédérations qui sont disparues. Il y a eu au moins six cas de fédérations qui sont disparues, dans la plupart des cas pour des causes facilement compréhensibles. On vous a parlé, par exemple, de la Fédération Norvège-Suède de 1905, qui est disparue, et un certain nombre d'autres.

Il y a eu des cas de sécession sur lesquels il faudrait peut-être réfléchir, mais, comme on vous l'a mentionné hier, il ne faut pas trop facilement transposer au cas du Québec les situations qu'on retrouve actuellement, par exemple, dans les États baltes ou en Slovaquie, dans la Fédération yougoslave. Je pense qu'il faut réfléchir aux conditions d'échec et de succès de chacune des expériences fédératives et ne pas trop transposer au Québec.

Je termine, M. le Président, en étant optimiste – je suis un optimiste par nature, bien que conservateur à certains égards au plan strictement politique – que le projet de nouvelle fédération Canada-Québec pourrait avoir des chances de sauver le Canada si on peut parvenir

à leur faire comprendre qu'il est dans leur intérêt, tout autant que dans le nôtre, dans l'intérêt d'un Québec qui s'affirme, de prolonger sur une autre base complètement différente l'expérience fédérative. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Si vous le voulez bien, M. Garant, nous allons maintenant passer aux interventions et la première viendra de M. Jacques Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Bien-venu, M. le professeur Garant. J'ai lu votre mémoire, je viens de vous entendre et je pense qu'il est, en un certain sens, assez clair dans le sens où vous voulez refaire le fédéralisme. En réalité, si je comprends bien, on en serait à la 14e chance, mais disons que, compte tenu de votre opinion, je veux bien en discuter présentement. Je pense qu'il se résume effectivement dans le deuxième paragraphe de la page 2, vous l'avez pratiquement relu. C'est ce que nous proposons. Ce que vous proposez aujourd'hui, c'est la souveraineté-association, mais dans un cadre fédéral renouvelé, qui emprunte, cependant, certains traits au confédéralisme.

J'ai l'impression de retrouver beaucoup d'éléments et, je suppose, comme le disait le professeur Patenaude qui vous a précédé ce matin, ça doit être une des 35 versions du fédéralisme renouvelé. J'ai l'impression aussi que, compte tenu de la Constitution que nous avons depuis 1867, que nous n'avons pratiquement jamais réussi à modifier en notre faveur et qui a été changée en 1982 malgré nous, en fait, nous en sommes venus, finalement, chacun, à proposer notre projet parce que la réalité, ça été l'impuissance à changer cette Constitution et à la modifier dans le sens de nos intérêts.

Donc, nous avons vécu Meech où nous avons essayé d'introduire quelques conditions qualifiées de minimales par tout le monde et même par le gouvernement au pouvoir. Je pense que tout le monde s'entend là-dessus que c'était vraiment des conditions minimales. Nous n'avons pas réussi. Je comprends qu'on essaie d'aller chercher le meilleur de tous les mondes et d'essayer d'en faire un projet idéal, mais, en réalité, qu'est-ce qui peut vous faire penser que maintenant, après avoir refusé et refusé Meech, le Canada anglais va accepter une superstructure comme celle que vous proposez qui, en fait, va impliquer qu'eux-mêmes vont devoir s'organiser ou organiser leur État, leur gouvernement en fonction, jusqu'à un certain point et jusqu'à un point important, des intérêts du Québec? Moi, j'ai un problème avec ça parce que si on a refusé le moins, comment pourra-t-on accepter le plus? Fondamentalement, on en est là.

Est-ce que, par une déclaration de souveraineté uniquement – pratiquement, si je comprends, puisque vous prenez l'hypothèse du fédéralisme – destinée à les impressionner, on va

les impressionner réellement? En termes de négociation, il me semble que ça n'ira pas très loin parce que, au fond, notre déclaration ne porterait que sur une volonté de les impressionner alors qu'elle ne représenterait pas fondamentalement une volonté de réaliser notre propre gouvernement, notre propre pays que l'on confronte avec l'autre. J'aimerais entendre vos commentaires sur ce que je viens de dire.

M. Garant: Oui.

M. Léonard: Alors, qu'est-ce qui va amener le Canada anglais à céder et, vraiment, à brasser toutes ses cartes dans le jeu fédéral?

M. Garant: La démarche est un peu analogue à celle de la déclaration d'indépendance pure et dure avec une tentative d'union économique, vous voyez. La seule différence, c'est que le projet qui vient après la déclaration d'indépendance est de nature vraiment fédérale, en ce sens qu'il veut récupérer les acquis antérieurs. C'est sûr que si vous voyez de façon extrêmement noire tous les acquis de 123 ans de fédéralisme, si vous considérez qu'actuellement dans l'état de l'évolution de l'expérience canadienne nous sommes vraiment à zéro, nous n'avons absolument aucun acquis, là, je vous comprends. Mais, moi, je prétends, d'après l'analyse que j'ai de la situation canadienne, comme citoyen, qu'il y a des acquis extrêmement importants qu'on pourrait conserver. On a réussi – j'en parle dans mon mémoire – après 123 ans, malgré des déboires énormes, malgré des frustrations, à réaliser comme Québec. Et ceci, évidemment, nous apparaît plus clair lorsqu'on sort du Québec et qu'on va à l'étranger. J'ai été, cet automne, en Europe, dans des congrès de constitutionnalistes et la plupart des gens veulent nous ouvrir les yeux malgré tout sur cette perspective. Évidemment, au Québec, ici, entre nous, on a l'impression que tout est noir et que ce qu'on a vécu, c'est vraiment une vie d'"Aurore, l'enfant martyr".

La situation du Québec, à mon point de vue, peut être analysée différemment. Il y a des acquis – et c'est dans ce fédéralisme renouvelé, sur une base complètement différente – qu'on veut sauver. C'est ça que je veux sauver. Alors, est-ce que mon optimisme n'est pas de l'irréalisme? Peut-être, mais enfin, il faut des optimistes sur cette planète, sinon ce serait terrible. Je pense que c'est un peu moins le saut dans le vide. Hier, on parlait... Je pense, Mme la présidente de la CEQ a dit: Ah! moi, j'aime bien le saut dans le vide. Mais le défi d'une nouvelle expérience fédérale est sûrement moins grand, moins perturbant que la déclaration de l'indépendance pure et dure avec, possiblement, hypothétiquement, une union économique. Mais enfin, vous pouvez me renvoyer la balle et dire: L'espoir que vous réussissiez est peut-être du

même ordre que l'autre projet, qui est un projet de déclaration de l'indépendance, aussi avec une union économique qui est beaucoup moins ambiguë que ce que je propose.

M. Léonard: Je pense qu'on confronte des opinions parce que je ne me prétends pas "Aurore, l'enfant martyr", absolument pas. (12 heures)

Je pose cependant la question. Je pense que tous les débats qui ont eu cours durant la Confédération de 1867 à 1982 et depuis, maintenant, sont des débats sérieux quand même au plan de la société québécoise. Il y a quand même des gouvernements qui, jusqu'ici, ne signeront pas s'il n'y a pas des modifications à la Constitution de 1982. Donc, moi, je prends pour acquis qu'il s'agit là de points importants qu'il faut régler avant de signer quelque chose. Moi pour un, il me semble qu'on ne peut pas signer cette Constitution de 1982 sans qu'il y ait des modifications majeures. Donc, on en est à dire que la question est importante quoi qu'en pensent les étrangers ailleurs lorsqu'ils s'en réfèrent strictement au plan économique ou à la réalité canadienne qu'ils voient de l'extérieur et non pas de l'intérieur. À mon sens, notre premier souci est vraiment d'assurer le bien commun des Québécois, en quelque sorte.

Je reviens à votre démarche parce qu'à mon sens, elle est importante et c'est ça qui a fait, jusqu'à un certain point, flopper l'accord du lac Meech.

Vous dites: il faut faire une déclaration de souveraineté. Et même, je pense, à un endroit, vers la fin, vous parlez d'une déclaration unilatérale de sécession comme technique de déblocage. À la page 3, au quatrième paragraphe, vous revenez pour dire que "la meilleure façon d'envisager les solutions est, premièrement, d'éviter les braquages, d'éviter de brandir des épouvantails, d'éviter de proclamer des postulats, de coller des étiquettes". Mais, en réalité, quand vous proposez une déclaration unilatérale de sécession, il me semble que c'est contradictoire avec ce que vous dites, même en page 3, parce que, au fond, c'est vraiment une technique massue, vous dites un électrochoc que vous voulez administrer au Canada anglais. Comment conciliez-vous tout ça, finalement?

M. Garant: Ce que je voulais dire à la page 3, les épouvantails et tout, c'est à l'égard de ce qui concerne la population québécoise, c'est-à-dire la chasse aux sorcières, la peur, etc. C'est uniquement cela parce que le traitement d'électrochoc, enfin, je ne fais pas allusion à ce moment-là. Il est évident que la déclaration de souveraineté, la déclaration d'indépendance est quelque chose de... Ce n'est pas à ça que je faisais allusion. Je faisais allusion à ce qu'on appelle la chasse aux sorcières, la peur, la fuite des capitaux, etc. C'est ça, les épouvantails.

M. Léonard: Oui, mais, de la part du Canada anglais, ça peut être ressenti de la même façon. C'est une technique massue. Vous voulez administrer un électrochoc. Donc, c'en est un braquage que vous proposez, parce que vous voulez débloquent les négociations. Je trouve que c'est une technique, mais je trouve que, sur le plan de la démarche, on peut aboutir à un cul-de-sac quand même avec cela. En réalité, ça va nous donner quoi? Ou bien on est pris au sérieux et ça veut dire que si on l'est, sérieux, éventuellement on doit appliquer la menace de sécession. Mais si on ne l'est pas, si vraiment on ne l'est pas et qu'on veut vraiment rester dans le fédéralisme et qu'on fait ça, on a l'air effectivement d'agiter simplement un épouvantail. Donc, je ne vois pas où ça va nous mener. En réalité, il faut vraiment manifester une volonté fondamentale de réaliser la souveraineté — ça, je pense que c'est de nature à débloquent des choses — mais pas faire une telle déclaration simplement en fonction de négociations parce que, là, je pense qu'on perd toute crédibilité.

Ceci étant dit, il y aurait bien d'autres éléments à soulever dans votre mémoire et vous pourriez commenter peut-être sur ce premier point. Sur un autre point, vous dites que le Québec ne serait plus soumis, en matière de politique linguistique, à la Charte constitutionnelle des droits canadienne et qu'il aurait lui-même tout son volet de charte des droits avec une cour suprême québécoise là-dessus. Encore là, je me demande comment le Canada anglais peut accepter ça parce que, justement, dans l'accord du lac Meech, c'était un des points fondamentaux qui a été rejeté.

M. Garant: Bien, le Canada anglais, comme État fédéré, aurait lui-même sa structure, aurait lui-même sa charte. À ce moment-là, c'est un peu l'hypothèse des États associés qui prend le dessus dans mon système. Une nouvelle structure fédérale comporte pour chaque État associé un ensemble de compétences extrêmement complet. Pour satisfaire le projet québécois, je pense que c'est absolument essentiel que nous ayons notre propre charte. Nous en avons d'ailleurs déjà une.

M. Léonard: M. le professeur, on va se trouver devant une réalité qui est celle qu'il y aura deux types de citoyens au Canada: un type soumis à la charte québécoise puis l'autre à la charte canadienne. Là, il y a un pays où il y en a deux. Il me semble qu'on nage un peu dans une certaine confusion.

M. Garant: Je ne vois rien d'incompatible, sur le plan juridique, à ce qu'il y ait deux chartes canadiennes. Il y aura une seule citoyenneté mais, à l'intérieur, les régimes juridiques peuvent varier en fonction du partage des compétences. C'est pourquoi je veux la question de la charte, l'administration de la justice, le

droit civil et même le droit pénal, parce que c'est intimement lié à un projet de société. Je suis parti de l'idée, en fonction du questionnaire, que le Québec veut réaliser un projet de société. Il peut le réaliser dans l'indépendance pure et simple avec une union économique variable et tout, mais je pense qu'il est possible aussi de le...

M. Léonard: Je ne peux pas...

M. Garant: ...réaliser dans une nouvelle forme fédérale.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, M. Garant, nous allons passer à un autre bloc de questions. Alors, par ordre: d'abord, Mme Pagé; ensuite, M. Gabriel Desjardins, M. Ouellet, M. Poissant et M. Sébastien Allard, si tout le monde respecte les cinq minutes. Mme Pagé.

Mme Pagé: Bonjour, M. Garant. Vous avez commencé votre exposé en nous disant que le fédéralisme semble un modèle tombé en défaveur, auquel, vous, vous gardez toute votre confiance parce que, dites-vous, c'est une formule qui est souple. Et vous avez fait allusion plusieurs fois à des passages du livre de M. Brassard. Je voudrais, pour ma part, vous dire que je pense que ce que nous avons entendu, depuis les débuts des travaux de la Commission, ce n'est pas tant la critique du concept du fédéralisme au plan philosophique, si on veut, que de ce fédéralisme-ci que nous vivons depuis 1867.

Je vais d'ailleurs vous lire des extraits de M. Brassard, où il nous dit que la variante canadienne se caractérise par son classicisme, son orthodoxie, son juridisme, son statisme relatif, son autoritarisme et son conservatisme. Il dit même: L'évolution des dernières années, soutenue par la Cour suprême du Canada, l'a ramené plus ou moins à ses origines centralisatrices, l'a de nouveau figé et, à l'heure actuelle, la force du fédéralisme canadien réside surtout dans sa bourse — et, je vous dirais, sa grande faiblesse, dans son déficit tout à fait faramineux. Alors, vous comprenez que les personnes qui sont venues témoigner devant nous, ce qu'elles ont constaté, c'est un peu cela, cette incapacité d'adopter la variante canadienne du concept philosophique du fédéralisme aux besoins et aux aspirations de la société québécoise. Je pense que, comme Commission, nous devons essayer d'apporter des solutions à la réalité vécue et non pas nous astreindre à donner un appui intellectuel ou théorique à un modèle qui, tel que conçu dans les livres, peut être bien intéressant mais qui révèle certaines lacunes.

Je voudrais vous poser deux questions qui sont en lien avec des commentaires que nous avons eus, justement, par rapport à des vices de la variante canadienne. Le premier vice, on a

parlé de centralisation. Or, vous nous soumettez un projet de superstructure, de super-État avec des institutions. Ce qu'on a entendu à plusieurs reprises, c'est que, quand on met une institution en place, elle est portée à justifier son existence, donc à prendre de l'ampleur au fur et à mesure que les ans passent. Alors, est-ce qu'il n'y a pas un risque certain que cette superstructure que vous nous proposez évolue naturellement, de par sa force intrinsèque, à une nouvelle centralisation qui desservirait les besoins du Québec?

Deuxième question. Vous nous suggérez de laisser ouverts aux deux paliers de gouvernement les champs de taxation. Or, nous avons beaucoup entendu parler des problèmes de chevauchement. Par ailleurs, vous recommandez que la politique sociale soit laissée au Québec. Or, vous savez qu'il y a des liens très étroits entre politique sociale et fiscalité. Alors, je voudrais que vous développiez un peu votre idée sur ce deuxième aspect de ma question.

M. Garant: Vous avez absolument raison. L'observation que l'on fait de tous les systèmes fédéraux, c'est la tendance à la décentralisation. Et c'est pour ça, finalement, que je propose des crans d'arrêt. Il est possible d'en imaginer, surtout lorsque, par exemple, on donne le principe de subsidiarité, le principe, donc, des compétences résiduelles aux États fédérés, lorsqu'on bannit les compétences indéfiniment extensibles. Dans le fédéralisme américain, il y en a. Le pouvoir fédéral de dépenser a joué un rôle considérable dans la centralisation... également, lorsque l'on fait attention à ce que le contrôle de constitutionnalité des lois soit tel qu'il ne favorise pas la centralisation.

Évidemment, vous allez me dire: Il est presque fatal que les jurisprudences constitutionnelles... et même la jurisprudence actuellement quasi constitutionnelle de la Cour de Luxembourg a tendance à favoriser la décentralisation. Effectivement, vous avez absolument raison et tous les constitutionnalistes vous diront qu'il est dangereux, lorsqu'on met sur pied une fédération, qu'il y ait une tendance. Mais, au moins, tout de même, si on repart sur une autre base complètement différente et qu'on donne aux États fédérés, en l'occurrence le Québec et le Canada, ils auront comme États fédérés, à travers un certain nombre d'institutions, également voix au chapitre de façon beaucoup plus paritaire que dans l'actuel fédéralisme à 11 ou à 10, si vous voulez. C'est pour ça que, finalement, en mettant un certain nombre de crans d'arrêt et de sauvegarde, il me semble que ce soit possible, si on veut revivre ou continuer de vivre l'expérience fédéraliste, de nous protéger contre l'hypercentralisation. Mais, vous avez raison, c'est un danger constant des régimes fédéraux.

D'autre part, en ce qui concerne la taxation, c'est parce que finalement elle est désuète,

je pense... dans l'état actuel de l'évolution des finances publiques, les distinctions entre taxation directe et taxation indirecte, et qu'il faut donner aux deux niveaux de gouvernement accès à toute forme de taxation. Cependant, je propose des mécanismes d'arbitrage et le conseil confédéral, par ses commissions, pourrait être un de ces mécanismes pour faire en sorte qu'il y ait constamment adaptation entre le pouvoir de taxation et les besoins de chacun des niveaux de gouvernement. Alors, il y aurait une concertation constante, je pense, comme ça se fait d'ailleurs actuellement même s'il y a partage, on le sait très bien, on l'a vu récemment pour la TPS.

Si les niveaux de gouvernement sont le moins intelligents, ils doivent s'entendre et coopérer parce que, finalement, c'est toujours le même payeur de taxes qui est derrière, quelle que soit la formule de taxation. Évidemment, c'est un des dangers de la formule proposée, mais je pense qu'en proposant des mécanismes d'arbitrage, et à ce moment-là je voudrais donner également, non seulement au conseil confédéral, mais à la cour d'arbitrage, un certain rôle en ce qui concerne... pour faire en sorte qu'il y ait constamment adéquation entre les besoins des gouvernements et les ressources disponibles. Voilà.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, M. Garant, nous allons maintenant à M. Gabriel Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Garant, votre mémoire a le grand mérite de susciter de vigoureux échanges avec vous. À la première page de votre mémoire, quand vous dites que vous trouvez illusoire la démarche de l'amendement constitutionnel, et que vous nous proposez un peu de refaire le monde avec un projet où vous avez deux entités: Canada-Québec presque souverain, avec beaucoup de pouvoirs, chapeauté par une superstructure, permettez-moi de vous renvoyer l'ascenseur et de vous dire que, quant à moi, je trouve moins illusoire de travailler avec un instrument qu'on a déjà. Vous pourriez me dire que Meech est l'exemple concret qu'on ne peut pas changer la Constitution, mais il y a quand même un comité qui a été formé, et je suis peut-être l'un des rares à croire qu'il est encore possible d'inclure dans notre Constitution la reconnaissance d'un concept de société distincte et de donner au Québec les pouvoirs qui lui reviennent. Ça, ça peut se faire avec la Constitution qu'on a là.

Mais, votre projet, puisque vous nous en parlez, on va y rêver ensemble. Ma première question, et je rejoins un peu M. Léonard dans sa question, c'est: Qu'est-ce qui nous permet de croire, dans la conjoncture politique actuelle, que le Canada anglais serait prêt tout de go à accepter cette nouvelle structure politique que vous nous proposez? Et ma deuxième question:

Face à un éventuel référendum, parce qu'il y a une grande possibilité qu'il y en ait un, puisque vous nous dites, d'un côté, que le fédéralisme très décentralisé et que la souveraineté avec une forte association, ce sont des concepts qui se rejoignent – je pense que je traduis bien votre idée – ce serait quoi, la question, finalement, que le peuple québécois aurait à résoudre vis-à-vis de son futur, de son avenir politique?

M. Garant: En ce qui concerne votre première question, dans la première version, au mois d'octobre, j'aurais eu tendance, dans mon mémoire, à privilégier la formule 7-50. Mais j'y ai réfléchi fondamentalement et je ne vois pas comment, actuellement et dans un délai raisonnable, on puisse en arriver à convaincre sept partenaires, sept provinces, actuellement 50 % de la population, d'un projet aussi bouleversant... (12 h 15)

M. Desjardins: Mais avec votre projet, vous en avez neuf à convaincre.

M. Garant: Exactement. C'est pour ça que, finalement, je pense qu'il faut sortir de l'ornière de la technique d'amendement constitutionnel de 1982 auquel, d'ailleurs, le Québec n'a jamais adhéré, d'une part, et procéder différemment, essayer d'inventer, d'imaginer quelque chose de différent. En ce qui concerne les chances de succès, est-ce qu'on réussirait avec ce traitement d'électrochocs? Mais c'est un pari. Pourquoi, finalement, auriez-vous plus confiance – je ne dis pas vous, mais un certain nombre de commissaires autour de la table – à une union économique un peu indéfinie? Ça, on aurait confiance. Ce serait un pari qu'on pourrait réaliser, auquel les Canadiens anglais, par une espèce de nécessité économique, pourraient adhérer, alors qu'un projet qui tend tout de même à sauver le fédéralisme, à sauver l'union canadienne dans un certain nombre de ses éléments essentiels plairait moins au Canada anglais. J'exclus complètement le statu quo constitutionnel. Et pour moi, le statu quo constitutionnel, c'est le fédéralisme à 10 ou 11. Alors là, il faut inventer quelque chose d'autre et lancer un nouveau défi. C'est un pari et, ce pari par rapport à l'autre, moi, je préfère le pari d'une union politique à une simple union économique mal définie.

M. Desjardins: Et par rapport à la question potentiellement à poser à la population québécoise lors d'un référendum?

M. Garant: Quant à la question à poser à la population, moi, ce que je poserais, c'est que le Québec se déclare indépendant, n'ayons pas peur des termes. En 1982, si on avait posé la question comme ça, peut-être qu'on n'aurait pas eu 40 %. Enfin, l'extrême habileté, c'est d'avoir utilisé le terme "souveraineté-association", un petit peu ni chair, ni poisson. Quoi qu'il en soit, il est

commode, ce terme-là. Mais poser la question: Le Québec fait sécession du Canada et en même temps propose un nouveau projet d'union économique et politique. Maintenant, il y aurait une période transitoire. Il est évident que parce que... Alors, pour répondre...

M. Desjardins: Mais vous reconnaissez qu'en faisant ça - et vous le dites dans votre mémoire - c'est une avenue incertaine.

M. Garant: Pardon?

M. Desjardins: Vous dites, dans votre mémoire, à la page 9, qu'en se déclarant unilatéralement indépendant, c'est une avenue incertaine aussi.

M. Garant: Ce serait une avenue incertaine si on ne propose pas simultanément autre chose de concret et qui pourrait accrocher un peu le Canada, enfin, de façon plus ferme, je pense, qu'une vague union économique dont on connaît mal les composantes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Desjardins? Merci. C'est au tour de M. Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. D'entrée de jeu, je dois vous dire, M. Garant, que votre proposition a le mérite d'être originale et plausible. Ça rejoint, dans une certaine mesure, ce que M. Courchene, un autre expert du Canada anglais, est venu nous dire. Ça me permet de dire que Jean Monet, en 1950, a commencé à parler d'une Europe nouvelle. Ça a pris 40 ans pour réaliser l'Europe nouvelle. Le Canada nouveau, il fallait d'abord rapatrier la Constitution, ce qui a été fait; là, on a une Constitution canadienne. Il fallait y donner une formule d'amendement; elle n'est peut-être pas parfaite, mais elle existe et elle a une certaine souplesse. La règle de 7-50, vous le dites vous-même, ça représente une certaine souplesse, c'est mieux que la règle de l'unanimité en tout cas. Là, c'est le temps de faire les changements, les aménagements, ça peut se faire de bien des façons. Ma question est la suivante: Est-ce que vous ne pensez pas, justement, que le fédéralisme profondément renouvelé dont parlait M. Patenaude à la Trappe d'Oka il y a quelques années, ça a de bonnes chances de se réaliser d'ici à la fin de la décennie, au début du tournant du siècle? Est-ce que c'est possible? Est-ce que vous ne pensez pas que c'est vraiment entraîné et que ça peut être la formule nouvelle?

M. Garant: Je crois que oui, effectivement. Il est évident qu'il va y avoir, à un moment donné, des confrontations, il va y avoir des prises de position à caractère brutal qui devront être faites, notamment de la part du Québec. Mais je suis optimiste à cet égard, effectivement.

Là où je suis extrêmement pessimiste, c'est que, si on veut renouveler en profondeur le fédéralisme par la formule 7-50, là il m'apparaît, je ne sais pas trop comment, par quel miracle, on pourrait convaincre un nombre suffisant de provinces et même un certain nombre d'autorités fédérales de cela. Mais en provoquant quelque chose, je pense que ceux qui croient au fédéralisme, à cette forme d'union entre deux grands peuples fondateurs malgré tout, même si on intègre les Néo-Canadiens, il reste que tout de même, ce qui est fondamental et ce qui caractérise le Canada sur le plan international, ce n'est pas un melting-pot, le Canada, c'est un État, c'est une nation, une vaste nation composée de deux grandes entités nationales, deux grandes cultures. Moi, je suis optimiste qu'on puisse en arriver, dans un délai raisonnable, à quelque chose de différent, profondément différent.

M. Ouellet: Il y a un point à la page 9 de votre mémoire que j'aimerais citer parce qu'il m'apparaît absolument fondamental et d'une logique implacable. Vous dites: La formule que je propose évite le repli sur soi et s'inscrit dans une continuité historique certaine. Pourquoi le peuple du Québec rejeterait absolument le cadre canadien et ferait le saut dans l'inconnu alors que s'offre une solution moins risquée? Moi, je suis tout à fait d'accord avec vous. Je pense que ça rejoint ce que M. Lemieux disait précédemment: Il y a un changement qui peut se faire, mais il ne peut pas se faire d'une façon brusque et radicale. Est-ce que vous êtes d'accord avec M. Lemieux, que les chances de succès dans une évolution progressive sont meilleures que dans une coupure complète, vers ce que vous appelez vous-même l'indépendance étant une avenue incertaine?

M. Garant: Effectivement. Je me rallie à cela et il me semble que la brisure complète, le saut dans l'inconnu pourrait être plus dommageable que la recherche d'une avenue de continuité. En matière d'organisation constitutionnelle, d'aménagement politique, tout est possible. Il s'agit d'en arriver à convaincre ses partenaires, mais... Moi, je suis favorable... et vous avez pointé... Je pense que la cheville ouvrière de toute ma réflexion politique - parce qu'une réflexion constitutionnelle c'est en même temps une réflexion politique - c'est éviter le repli sur soi. Il y a tout de même 123 ans d'expérience fédérale et beaucoup plus d'expérience constitutionnelle. Le Québec est parti à peu près de zéro au moment de la Conquête et, maintenant, c'est considéré à travers le monde comme un État fédéré d'envergure avec même déjà un rayonnement international au plan de la francophonie. On continue, on continue de s'affirmer et je pense que la formule fédérale ne peut pas nuire à cette affirmation du Québec; au con-

traire, elle peut permettre de la magnifier. Je ne sais pas.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Nous allons maintenant continuer avec M. Poissant.

M. Poissant: Merci. M. Garant, les observations que vous avez faites me plaisent, quand vous dites surtout, à un certain moment: Tout dépend de la position où on se place dans le contexte actuel, de la position du Québec vis-à-vis du Canada. C'est tellement vrai. C'est qu'il y a des gens qui voient la situation du Québec tellement noire qu'il faut à tout prix se divorcer. Ils ont raison, si on le voit comme ça. Toutefois, quand on se fait dire – et il n'y a pas plus tard que deux jours, par M. Rodrigue Tremblay – que le Québec, selon l'OCDE, est le troisième pays de standard de vie au monde, quand même ça ne va pas si mal que ça. Et ça, ça se rapproche un peu de l'observation que vous faites. Ce n'est pas si noir que ça! Il reste que, évidemment, on peut prétendre que ça ne va pas bien non plus. Il y a sans doute des situations grises. Moi, pour un, je suis sûr que pour certains pouvoirs, il y a eu de l'usurpation du fédéral, et ça, pour un, je me dis: Pourquoi se sont-ils immiscés dans des problèmes... des situations provinciales? Ce que nous avons à régler et à recommander aux Québécois, c'est qu'il y a une position. C'est que, d'une part, on veut rapatrier.

L'idéal, ce serait un fédéralisme décentralisé et qu'Ottawa vienne nous dire: Voici ce que vous voulez avoir. On vous le donne carrément, il n'y a plus de problème, la Commission se termine, tout le monde est heureux. Ça ne se fera pas comme ça. Le problème que nous avons, c'est que, d'une part, vous avez des tenants pour dire: On ne s'entendra jamais. D'autre part, quel est le moyen de persuasion le plus efficace pour influencer le partenaire? D'une part, si on fait la séparation et qu'on provoque, peut-être est-ce bon ou mauvais! Alors, moi, ce que je veux savoir et c'est ça que les Québécois devront savoir avant de se pencher pour une solution finale: Quel est le meilleur moyen pour arriver à obtenir ce que nous désirons, toujours en prenant pour acquis qu'on ne peut pas tout avoir et que de deux maux il faudra choisir le moindre?

M. Garant: Ce que je propose, c'est de court-circuiter, finalement, le moyen qui serait approprié dans la légalité constitutionnelle, c'est-à-dire tenter, comme on a fait de 1982 à 1987, par les mécanismes constitutionnels, d'en arriver... On s'aperçoit que ça n'a pas réussi alors que le Québec – je ne veux pas répéter ce que vous avez entendu depuis deux mois – demandait beaucoup moins que ce qu'il peut demander pour réaliser son projet de société. Le moyen, évidemment, il paraît brutal, mais c'est d'en arriver par

un référendum à demander au peuple d'appuyer cette proposition nouvelle et, légalement, pour en sortir, il faut passer par la souveraineté, je pense, ce qu'on appelle la sécession, c'est-à-dire sortir techniquement et juridiquement du champ de la Loi constitutionnelle de 1982. Et pour ça, il faut procéder par référendum dans lequel on demande la souveraineté et simultanément, en même temps, un nouveau projet d'union politique. Je dis bien d'union politique, et non pas uniquement d'union économique, une espèce de marché commun et autres qui pourraient également satisfaire. Évidemment, si on ne réussit pas cette union politique, on pourra se replier sur une union économique ou même sur autre chose. Je dis bien qu'il pourrait y avoir une deuxième étape. Si ça ne réussit pas ce qu'on pourrait proposer, il va falloir retirer nos billes; c'est-à-dire: Écoutez, on va faire autre chose; on va le faire seul ou on le fera avec les Américains, on le fera avec...

M. Poissant: Mais il y a aura précédemment... en supposant qu'on décide d'aller avec la sécession que vous employez, il y a beaucoup à décider dans cela: le partage des dettes, le partage des biens, les contingences, renégocier des traités avec notre partenaire. On ne sait pas si ce sera le fédéral ou toutes les provinces, et les provinces et le fédéral. Alors, on voit que c'est excessivement complexe et ça, il va falloir le dire aux gens. On est prêt à se diviser d'ici à deux ans; il n'y aura pas un juge, c'est ça qui est important, comme dans les causes de divorce, qui dise: Bon, les biens se partagent, A et B. Comment est-ce qu'on va y arriver à cette affaire-là?

M. Garant: Il y a une période transitoire. Une fois la déclaration de sécession, c'est le statu quo juridique et constitutionnel pendant la période transitoire et, là, il va falloir que s'amorcent des négociations. Il se peut même qu'on soit surpris, à ce moment-là, que l'électrochoc ait réussi et que les 7-50, ils arrivent et disent: Écoutez, ne sortez pas, n'allez pas si vite. Peut-être qu'on pourrait – ceux qui tiennent vraiment à leur Canada – peut-être qu'on pourrait être surpris. Enfin, je suis peut-être encore trop optimiste. Sinon, et, là, il faudrait vraiment nous rendre compte qu'il n'y a rien à faire et là ce sera l'indépendance pure et dure.

Dans une espèce de deuxième temps, il faudrait, dans le mécanisme et le processus que je propose, peut-être, envisager même deux référendums, et ça, ce n'est pas anormal. Il arrive dans certains... Songez, par exemple, en France, en 1946, où il y a eu deux référendums coup sur coup. C'est possible de procéder de cette façon-là. Mais il y aura nécessairement une période transitoire pendant laquelle s'enclencheront des négociations.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Nous passons, si vous le voulez bien, à M. Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. M. Garant, comme vous, je pense qu'il serait souhaitable que le fédéralisme puisse être renouvelé et que le Québec puisse obtenir ou récupérer beaucoup des pouvoirs que vous avez décrits dans votre présentation. Là où j'ai des problèmes, c'est sur la façon de réaliser ça. Et je comprends peut-être mal la proposition que vous faites ou, si je la comprends bien, je ne suis pas certain que c'est le bon moyen pour obtenir ce que nous recherchons, parce que vous dites qu'il faudrait proclamer la souveraineté et, en même temps, présenter une proposition qu'on aurait préparée, je présume, nous, ici au Québec, sans l'avoir discutée au préalable avec les autres. Est-ce que je comprends bien ce que vous proposez? Alors, on proclame la souveraineté. On dit: Notre proposition, c'est ça et qu'est-ce que vous en pensez? Et s'il n'y a pas la réaction qu'on souhaite, ça veut dire qu'on est devenu souverains, je pense. D'autant plus que, plus loin dans votre mémoire, vous dites qu'il faudrait surtout éviter le braquage sur l'idée de la souveraineté. Alors, il me semble y avoir quelque chose qui est un peu incompatible.

(12 h 30)

Une autre question qui se rattache aussi à ça, c'est: À qui on présente le projet? Au début de votre présentation, tout à l'heure, j'ai cru comprendre qu'il y aurait le Québec et le Canada, mais ce n'est pas nécessairement comme ça que ça se passerait parce que les autres provinces pourraient penser qu'elles ont un mot à dire et que ce n'est pas le Canada ou le gouvernement fédéral qui pourrait les représenter dans ces négociations qu'on voudrait entamer. Je ne sais pas qui seraient les interlocuteurs. Est-ce qu'il y en aurait seulement un comme vous souhaitez peut-être? Est-ce qu'il y en aurait deux? Est-ce qu'il y en aurait trois? Et ce sont toutes des choses, je pense, qu'il faudrait essayer de trancher avant de dire: Bon bien, on est souverain et c'est ça qu'on veut; vous marchez ou vous ne marchez pas. Je pense qu'on aurait peut-être des difficultés parce qu'on se retrouverait avec l'écueil que vous dites qu'il faut éviter, le braquage sur l'idée de souveraineté.

M. Garant: Oui, il y a un certain nombre de choses à distinguer. D'une part, le projet. Il est évident que pendant la période transitoire il y a des discussions qui pourront être faites. Il n'est peut-être pas question qu'ils adoptent à 100 %. Il y a peut-être des discussions. Prenons un exemple, de ce qui pourrait se retrouver comme attributions du super-État. Il se pourrait très bien qu'on préfère dans certains cas, par exemple, soit les mettre dans la constitution ou soit les laisser comme possibilités de négociations

interétatiques, sous forme d'accords de réciprocité. Alors, il y a sûrement un jeu qui pourrait être possible et des discussions pour, si vous voulez, adapter le projet également à notre partenaire. Mais, finalement, le projet, on le conçoit, on le propose. C'est comme un projet de convention collective, si le syndicat disait: Bien, écoutez, nous, on n'a pas de projet de convention collective, mais on veut faire la grève ou on veut négocier. Donc, je pense qu'il faut un projet.

En ce qui concerne le braquage, le braquage sur la souveraineté, ce que je veux dire, c'est que, finalement, on s'imagine qu'il faut, certains pensent qu'il faut, dans certains domaines, la souveraineté complète pour pouvoir réaliser des projets. Or, on se rend bien compte qu'il est possible, dans le cas, par exemple, du fédéralisme, que des États fédérés puissent réaliser des projets sans avoir la souveraineté complète sur un certain nombre de matières. C'est comme, par exemple, en ce qui concerne les compétences partagées, j'emploie le mot "souveraineté", là, dans le sens, disons, de la compétence complète et globale sur une matière donnée. Or, les braquages, c'est dire: Écoutez, non, ce n'est pas possible. On voit, par exemple, dans l'évolution des communautés européennes, qu'elles ont adopté même une charte sociale européenne. Ce sont des communautés économiques à l'origine et, là, elles sont en train d'embarquer dans le social. On se rend bien compte que les choses évoluent, etc.

En ce qui concerne les interlocuteurs, il est évident que le projet, le Québec l'adopte et le propose à des partenaires qui ne sont pas encore, qui vont devoir se regrouper. Il est évident que c'est le gouvernement du Canada, mais le gouvernement du Canada légitimement, peut-être pas légalement, va se retourner vers les autres parce que, là, il est question de reconstruire le Canada et les États fédérés, c'est-à-dire les autres provinces sont parties prenantes. Il est évident qu'on n'a pas de cadre légal, je ne suis pas capable d'y répondre légalement, mais je pense que de facto, politiquement, les interlocuteurs vont devoir se mettre ensemble. Ils vont recevoir ça, ils vont dire: Écoutez, on réagit ou bien on ne réagit pas du tout et, là, tant pis, le Québec s'en ira, ou bien il est important de sauver le Canada et on va se mettre ensemble pour faire quelque chose. C'est ce que j'entrevois.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Je regrette, même si ça ne fait pas cinq minutes, la période est écoulée. Je vous repasserai cet après-midi.

M. Allard: Ah bon! C'est une nouvelle règle, ça?

Le Président (M. Jean Campeau): Non, ça

existe depuis le début. M. Rémillard, c'est à vous.

M. Rémillard: Je vais permettre à Mme Pelchat, si vous le voulez, de poser la première question et je poserai la deuxième.

Mme Pelchat: S'il vous reste du temps. Merci.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pelchat: C'est une blague, M. le ministre.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pelchat: M. Garant, j'aimerais vous remercier d'avoir accepté notre invitation, à titre d'expert, ce matin. Vous nous proposez un système que vous avez qualifié vous-même, lors de votre allocution, de néo-fédéral, un fédéralisme renouvelé un peu comme M. Lemieux nous l'a dit tout à l'heure ou encore comme Thomas Courchene nous l'a dit cette semaine. Je trouve intéressant votre modèle, notamment en ce qui concerne les pouvoirs accrus pour le Québec et réellement exclusifs. Le Québec aussi aurait la mainmise sur la Charte des droits et libertés de la personne; ça aussi, je pense que c'est important au niveau du conseil fédéral. Il y a des questions un peu plus techniques au niveau des compétences concurrentes, au niveau du mécanisme d'arbitrage, mais je ne veux pas entrer là-dedans; certainement que M. Rémillard, juriste et technicien, pourra aborder cette question-là plus en profondeur avec vous.

Le modèle, je le trouve intéressant, je dirais même séduisant, mais j'aimerais revenir sur votre stratégie pour atteindre ce modèle-là. Je pense que plusieurs ont abordé la question, mais j'aimerais vous citer, à la page 9, lorsque vous dites: "Par ailleurs, l'indépendance ou la souveraineté complète, envisagée potentiellement avec un accord économique global ou partiel, est une avenue incertaine. La mauvaise humeur, les tensions, les blocages qui risquent de survenir à court terme ne peuvent qu'assombrir le climat économique, tiédir la ferveur des investisseurs, créer même une forme de panique inhérente à ce genre de bouleversement, qu'on le veuille ou non. Ce serait de l'angélisme que de croire le contraire."

Je ne suis pas très angélique, je suis tout à fait d'accord avec ce paragraphe. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous, à la page 16, lorsque vous dites qu'on devrait faire une déclaration unilatérale d'indépendance et, après cela, aller négocier ce néo-fédéralisme. Est-ce que vous ne pensez pas que le fait de faire une déclaration de souveraineté et, après ça, d'aller négocier est plus dangereux que de le faire avant, c'est-à-dire de demander de négocier un

nouveau fédéralisme, peut-être avec un mandat en poche, comme disaient certaines personnes, d'indépendance pure et simple? Quant à moi, M. Garant, quand on nous dit: Meech a échoué, on a négocié cinq demandes, elles n'ont pas passé, comment va-t-on aller chercher des pouvoirs accrus par la suite? C'est l'argument que nos adversaires, que les gens de l'Opposition nous servent. Ils ne voudront jamais. Voyons donc! Ils ont refusé cinq conditions, ils ne voudront jamais nous donner des pouvoirs accrus.

Moi, j'ajoute à cela: Comment, une fois qu'on aura fait une déclaration unilatérale d'indépendance, allons-nous négocier avec des gens qui vont dire: Bien, écoutez, on ne vous a pas donné Meech, on ne veut pas vous donner des pouvoirs accrus. Écoutez, on ne vous donnera pas seulement le pain et le beurre. Le pain noir, vous n'en voulez pas, vous voulez sortir. Moi, je pense que c'est illusoire de penser qu'après une déclaration unilatérale d'indépendance, on pourra obtenir une union intéressante, comme celle que vous nous proposez.

M. Garant: Effectivement, sur le plan stratégique, on pourrait imaginer, avant de soumettre la question en référendum, une dernière tentative dans des délais relativement courts. Évidemment, le projet est formulé. On a l'intention de le soumettre, mais par esprit de "fair play", et je pense que le "fair play" ça existe encore en politique constitutionnelle, on pourrait tenter de sensibiliser nos partenaires à cette éventualité. À cet égard, peut-être qu'il pourrait y avoir... Je ne dis pas que...

Mme Pelchat: Qu'est-ce que vous pensez, M. Garant, parce que vous nous suggérez de soumettre votre modèle à l'Assemblée nationale et après cela, d'aller en référendum, qu'est-ce que vous pensez, si on ajoutait dans la question référendaire, en plus du modèle que l'on suggère, la possibilité qu'on nous accorde un mandat d'indépendance pure et dure, la souveraineté tout simplement, en cas d'échec des négociations de ce modèle qui, quant à moi, est très intéressant?

M. Garant: Ça pourrait être une formulation acceptable, effectivement, que le référendum porte sur un mandat à donner plutôt que sur la déclaration. Là-dessus, évidemment, il faudrait peut-être réfléchir. Vous voyez le fond de ma pensée, c'est l'électrochoc. Si on peut, sans risquer plus de dommages, procéder comme vous le proposez, je me rallierais à cela, mais vous voyez le fond de l'idée, c'est...

Mme Pelchat: Moi, l'électrochoc, j'en suis, mais il ne faudrait quand même pas assommer le patient par exemple.

M. Garant: Non, puis vous avez absolument raison, finalement.

Mme Pelchat: J'aurais une question très brève, pour revenir aux partenaires, question que M. Allard a soulevée tout à l'heure. Si, par exemple, on procédait à une déclaration de souveraineté et que, par la suite, on essayait de négocier, non pas nécessairement le modèle que vous suggérez, mais le modèle de nos collègues d'en face, c'est-à-dire une association monétaire, peut-être une monnaie commune, une institution économique commune, est-ce que cette association devrait être soumise aux autres partenaires du Canada, non pas seulement le gouvernement fédéral, mais six autres? Est-ce qu'on a besoin d'un 6-50, par exemple, pour faire approuver une union économique future?

M. Garant: Mais à partir du moment...

Mme Pelchat: Je pense qu'on changerait les institutions, donc, les provinces...

M. Garant: Je pense, à ce moment-là, que vous ne parlez plus d'union fédérale. Les anciens États fédérés, à ce moment-là, n'ont plus, comme tels, voix au chapitre. La raison pour laquelle, finalement, je vois nécessairement les interlocuteurs du Canada anglais comprendre également les provinces, c'est que je parle toujours de fédéralisme. Ce sera un fédéralisme différent, mais... Oui, je n'ai peut-être pas de réponse claire à ça.

Mme Pelchat: Merci, M. Garant. M. Rémillard.

Le Président (M. Jean Campeau): À vous, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Oui, très bien. Alors, M. Garant, il me fait plaisir de vous accueillir à la Commission. Vous êtes une autorité au niveau du Québec et du Canada, reconnue en ce qui regarde vos travaux en droit public, droit administratif en particulier, l'aspect de droit constitutionnel aussi. Ça me fait plaisir de vous accueillir. Votre mémoire est une belle contribution que vous apportez à cette Commission. En particulier, dès le départ, vous nous dites qu'il ne faut pas s'enfermer dans un cartésianisme rigide et que le mot "fédéralisme" est un concept très souple qui évolue beaucoup et qui implique finalement une association avec d'autres États. Vous citez l'Europe, l'Europe des Douze, qui évolue énormément et qui ne correspond plus à des concepts classiques qu'on pouvait faire dans le temps, entre fédéralisme et confédéralisme par exemple, basés sur le fait que des États sont souverains et s'associent à d'autres États souverains, ce qui est du confédéralisme, ou à une fédération. Vous avez du droit interne et vous avez différentes provinces, comme c'est le cas pour le Canada, qui participent à un projet commun à l'intérieur donc

d'une constitution de droit interne.

Dès le départ, vous nous dites très bien: "Le fédéralisme - et je vous cite - est une formule qui concrètement s'incarne en des variantes multiples." À la page 2, vous nous dites ceci, et je vous cite: "Ce que nous proposons aujourd'hui c'est la souveraineté-association, mais dans un cadre fédéral renouvelé, qui emprunte cependant certains traits au confédéralisme." Donc, si je vous comprends bien, pour vous, la souveraineté-association, dépendant des liens d'association, peut très bien se concevoir dans un régime néo-fédéralisme du fédéralisme. Vous êtes de la même pensée qu'un de nos présidents, M. Bélanger, qui nous disait ça aussi. Est-ce que je vous comprends bien quand vous nous dites ça?

M. Bélanger (Michel): M. Rémillard, il y a assez de M. Campeau qui me prête des pensées, il ne faudrait pas que tout le monde m'en prête.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Garant: M. le ministre, évidemment, j'ai fait un peu de récupération en utilisant le terme "souveraineté-association", qui n'est pas, comme vous le savez, un concept juridique et qui peut prêter à diverses... Il est évident, comme dans le néo-fédéralisme que je propose, que l'idée de souveraineté pour les États fédérés, une souveraineté au sens du droit constitutionnel, parce que le mot "souveraineté" a été utilisé des centaines de fois dans la jurisprudence constitutionnelle à propos des États fédérés... On a parlé de la souveraineté des États, des provinces, etc. Donc, l'utilisation ne devrait pas choquer outre mesure; souveraineté, mais également association, donc limitation de la souveraineté et transfert au niveau du super-État dans une forme d'association qui est conforme au principe fédéral, mais avec des éléments nouveaux, des éléments de confédéralisme, de parité, des éléments également de possibilité de négociation, de compléter la constitution par des accords de réciprocité.

M. Rémillard: Si je comprends bien votre rapport, vous nous dites qu'il faut éviter des situations de braquage. Il faut éviter les épouvantails. Il faut éviter toutes ces situations qui pourraient nous mettre dans une situation de confrontation inutile parce que vous insistez, avec raison, qu'il faut protéger le climat économique, qu'il faut aussi protéger des acquis que nous voulons protéger. Alors, dans ce contexte-là, je reviens un petit peu à la question que ma collègue, Mme Pelchat, vous posait tout à l'heure. Vous nous proposez aussi un référendum pour une déclaration d'indépendance et ensuite aller négocier. Est-ce qu'il ne serait pas aussi possible de croire qu'on pourrait dire: Voici ce que nous voulons et si ce n'est pas fait dans une

période déterminée, là, il y aura référendum et les Québécois, les Québécoises décideront, un petit peu ce que M. Dion nous a proposé, ce que Mme Duplé nous a proposé, ce que bien des experts nous ont proposé. Est-ce que, au lieu d'avoir ce référendum au départ, qui déclare l'indépendance et puis, ensuite, qui nous amène à négocier... Et là, moi, je me dis que vos acquis que vous voulez protéger, votre sécurité économique qui est si importante, que vous mentionnez, elle sera difficilement négociable dans un contexte comme ça, de braquage que vous voulez éviter. Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avoir ce référendum comme mesure après, pour que ces négociations-là ne durent pas un autre 30 ans, mais avec une date limite?

M. Garant: Ce serait possible évidemment. Comme j'ai répondu tout à l'heure à Mme Pelchat, moi, ce que j'envisageais en termes de techniques juridiques, disons que c'est une déclaration d'indépendance avec conditions résolutoires, si vous voulez, en ce sens qu'il y a une période transitoire mais au terme de laquelle elle deviendra effective si le projet n'est pas accepté. Je ne sais pas si... Évidemment, je n'ai pas d'exemple historique à vous proposer. On essaie d'inventer. Mais il m'a paru que c'était possible. On se déclare souverains, période transitoire, mais l'effet de cette déclaration est suspendu jusqu'au moment de l'acceptation du nouveau pacte fédératif.

M. Rémillard: Mais vous ne croyez pas, M. Garant, qu'il y a peut-être aussi la distinction qu'on pourrait faire entre votre suggestion d'un référendum direct sur l'indépendance, au départ des négociations, ou celui qui arriverait après une négociation finale comme sanction pour le voeu du peuple québécois? Peut-être que la différence nous permettrait que, si la négociation réussit, elle pourrait se situer à l'intérieur d'une constitution interne, alors que, dans l'autre processus, on devrait composer avec des souverainetés et là c'est beaucoup plus compliqué sur le plan du droit international comme sur le plan du droit interne. Vous ne croyez pas qu'on pourrait avoir cet avantage-là aussi?

M. Garant: Ce serait possible, mais j'aurais peur de perdre le premier référendum. Si, dans le premier référendum, vous n'allez pas... Vous verrez, comme Commission, ce que vous devrez proposer, mais le climat semble être tel que s'il n'y a pas le mot "souveraineté" dans le premier référendum, il risque d'être perdu. À ce moment-là, qu'est-ce qu'on fera? On sera Gros-Jean comme devant. Alors que s'il y a une attente dans la population québécoise à ce qu'on leur parle de souveraineté, avec conditions résolutaires, avec période transitoire où on pourra proposer ce projet de nouveau fédéralisme, je pense qu'on aura plus de chance de le gagner.

Enfin, là, ce n'est pas facile de trancher.

M. Rémillard: Mais lorsque le professeur Lemieux nous disait, il y a quelques instants, il n'y a pas tellement longtemps, ce matin: il ne faut rien brusquer. Attention, s'il y a un référendum, il ne faut pas que ce référendum montre au reste du Canada nos divisions mais bien notre consensus. Or, dans ce contexte-là, je pense qu'il a parfaitement raison. Je crois qu'un référendum, oui, c'est une possibilité très sérieuse dans le contexte, mais attention, on ne peut pas se permettre de perdre un deuxième référendum. On va affaiblir le Québec d'une façon irrécupérable. Or, dans ce contexte-là, en fonction du scénario que vous nous proposez, est-ce que vous ne croyez pas que ce serait très dangereux?

M. Garant: Évidemment, je ne suis pas le stratège que vous êtes, M. le ministre, je n'ai pas l'expérience des négociations, etc. Peut-être que vous avez raison. Il faudrait, au plan de la stratégie strictement, réfléchir, mais le fond de ma pensée reste le même, c'est qu'il faut vraiment un électrochoc. Il faut vraiment que le Canada anglais sente qu'on est prêt à aller jusqu'au bout comme société québécoise, à moins qu'une réforme en profondeur ne s'opère.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, là-dessus, M. Garant, merci d'avoir accepté cette discussion avec les membres de la Commission et d'avoir ainsi contribué à l'avancement de nos travaux. Nous reprenons nos travaux à 14 heures, qu'on le note bien, 14 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 49)

(Reprise à 14 h 11)

Le Président (M. Jean Campeau): On siège. Nous allons commencer bientôt, dans 30 secondes. Nous continuons nos travaux et nous recevons maintenant M. Simon Langlois qui est un expert... Alors, je m'excuse. J'étais un peu en avance, c'est M. Guy Laforest, un expert invité. M. Laforest, pardonnez-moi cette erreur. Vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Guy Laforest

M. Laforest (Guy): Merci, MM. les coprésidents, Mmes et MM. les commissaires. À l'heure qu'il est dans les travaux de la Commission et vu les événements que vous savez, je pense qu'il serait inutile de vous lire de grands extraits de mémoires et de vous donner des informations, des détails supplémentaires alors que, après trois mois de travaux, sans doute que vous êtes un peu comme des étudiants à la fin d'un long trimestre ou d'une longue année académique,

vous avez l'impression de tout savoir, d'avoir étudié la question sous tous ses angles et donc, ce qu'il faut faire plutôt, d'après moi, c'est d'essayer de vous donner une interprétation synthétique, une vision générale pour vous faire voir ce qu'est, d'après moi, la nature, le fondement même du problème qui confronte votre Commission et l'ensemble de la société québécoise.

Pour vous faire voir le fondement du problème, je voudrais vous ramener à une journée un peu triste, une journée difficile, principalement pour les gens du gouvernement du Québec et, aussi, pour l'ensemble de notre société, c'est-à-dire le 9 juin 1990, le soir où, à Ottawa, pendant quelques heures, on a eu l'impression qu'il allait y avoir une troisième entente unanime en trois ans et qu'enfin, l'accord du lac Meech obtienne son passage vers la ratification. Ce soir-là, il s'est passé quelque chose sur le plan des symboles qui, d'après moi, est tout à fait fondamental.

Ce soir-là, le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells a pris la parole et il a regardé le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et il lui a dit à peu près ce qui suit: Vous, les Québécois, vous devez comprendre que, vous aussi, vous devez être à l'intérieur du pays, "first and foremost Canadians". Les Québécois doivent être, eux aussi, d'abord et avant tout, des Canadiens. L'allégeance première, l'allégeance prioritaire des Québécois, comme celle des habitants des autres provinces doit être envers les institutions de l'État central de ce que M. Wells appelle le gouvernement national. Or, moi, j'ai la certitude que demander ça au Québec, demander ça aux Québécois, compte tenu de leur condition en Amérique, c'est leur demander l'impossible, quelque chose qu'ils ne peuvent pas donner ni hier, ni maintenant, ni jamais dans leur avenir. Le jour où les Québécois donneront une allégeance sans médiation envers l'État central, envers le Canada, c'est le jour où ils auront accepté une homogénéisation qui, d'après moi, est tout à fait inacceptable compte tenu de notre condition.

Or, on aurait tort de penser que c'est juste une question symbolique, que c'est juste M. Wells s'adressant au premier ministre du Québec. M. Wells se faisait le porte-parole d'une vision du Canada, d'une vision du Canada qui a triomphé dans la réforme des institutions du pays depuis la Révolution tranquille, une vision qui est objectivée dans les institutions de 1982 et, en particulier, dans la Charte des droits. Cette vision-là qui a triomphé impose une logique aux institutions, impose une nouvelle culture politique au Canada anglais et est sans doute une des principales sources du problème qui nous confronte.

(14 h 15)

Le problème du Québec, problème auquel votre Commission fait face, est un problème qui

est rendu plus ardu, qui est rendu plus fort par le fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'une vision d'un individu mais il s'agit d'une vision qui a pénétré, qui est rendue dominante dans le cœur des institutions. Dans le fond, si vous lisez mon mémoire, vous devez savoir que le principal public de mon mémoire – je suis un expert en symboles, je suis quelqu'un qui m'intéresse à l'histoire intellectuelle du Québec et du Canada anglais – mon principal public, c'est évidemment un groupe d'intellectuels qui ont cru au fédéralisme renouvelé. Je vais vous donner une liste restreinte: les sénateurs Beaudoin et Chaput-Roland, M. Dion, M. Rémillard, M. Ryan, M. Bourassa. Ces gens-là, des gens pensant comme eux c'est mon public principal. C'est pour ces gens-là que j'ai écrit mon mémoire. Ce que je voudrais leur dire, c'est que quelque vaillante et quelque noble qu'ait été leur vision du fédéralisme renouvelé, une vision qui reprenait l'héritage d'André Laurendeau, c'est-à-dire la vision d'un Canada qui serait dualiste, qui serait asymétrique, qui ouvrirait ses portes, qui ouvrirait des espaces significatifs à la distinction québécoise, quelque noble et quelque vaillante qu'ait été cette vision-là, elle est rendue caduque, elle est rendue impossible, on ne peut plus l'obtenir à l'intérieur de l'esprit des institutions de 1982. L'intuition fondamentale de mon mémoire, c'est celle-là.

La suite, donc, à partir de l'image dans la conversation entre M. Wells et M. Bourassa, vous devez être, vous, les Québécois, "first and foremost Canadians". À partir de cette image-là, mon mémoire se déroule en cinq temps. Sinon dans la présentation, en tout cas dans les réponses aux questions, je voudrais reprendre certaines de ces idées-là. Je les énumère brièvement. Je les brosse à grands traits et on pourra sans doute en discuter pendant la prochaine heure.

Première idée, cette Constitution de 1982 qui demande aux Québécois de donner une allégeance sans médiation au pays, elle est illégitime de part en part sur le territoire québécois. La philosophie libérale, dans ce qu'elle a de meilleur, nous dit que toucher au pouvoir législatif, à ce que vous représentez, vous, les commissaires – il y a plusieurs gens ici qui siègent dans différents Parlements, il y en a d'autres qui n'ont pas cette expérience-là – appartenir au pouvoir législatif, vous êtes une Commission parlementaire élargie, c'est être situé, c'est être placé au cœur même de l'existence d'une société. C'est toucher à l'âme de cette société-là et ça vous grandit, vous, mesdames et messieurs, qui avez cet honneur-là, cette chance-là.

Or, en 1982, la société québécoise, via la charte, a été touchée dans son cœur, même par le projet de rapatriement. Ça, c'est la donnée fondamentale du problème. En touchant aux responsabilités, aux pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec dans les domaines de

l'éducation et dans le domaine de la langue, sans le consentement ni du gouvernement, ni de l'Assemblée nationale, ni du peuple québécois, le gouvernement fédéral a touché à l'essence même de la société québécoise. D'après un certain nombre de philosophes libéraux, quand un gouvernement fait ça, c'est une brèche définitive dans la confiance qui lie les rapports entre gouvernants et gouvernés.

D'une certaine manière, pour le Québec, depuis le 17 avril 1982, depuis la proclamation de la Constitution de 1982, il n'y a plus de gouvernement fédéral sur le territoire québécois parce qu'il s'est passé quelque chose de trop grave. Première idée du mémoire.

Deuxième idée. Non seulement la Constitution est illégitime, mais il est devenu à peu près impossible, quasiment impossible de la réformer dans le sens des intérêts, dans le sens des revendications du Québec. Dans le mémoire, je vous donne ce que j'appelle l'image d'une forteresse médiévale. Vous pouvez imaginer la Constitution de 1982 et vous, M. Libman, par exemple, vous devriez vous sentir concerné par ça, comme une espèce de forteresse médiévale avec des lignes de défense successives. Première ligne de défense, c'est la formule d'amendement.

Il est très difficile, à l'intérieur de la formule d'amendement de 1982, d'obtenir des réformes qui soient significatives, des réformes importantes. Si on les obtient, deuxième ligne de défense, le processus de ratification politique. Dans les cours de sciences politiques, nos étudiants de première année voient ça de façon très, très claire. Un compromis comme celui qui s'est passé à la fin d'avril 1987 au lac Meech, c'est quelque chose d'incroyablement fortuné, c'est une chance extraordinaire d'obtenir un compromis semblable. À partir du moment où on l'obtient, on devrait se sauver, aller se cacher, se terrer pour régler la chose une fois pour toutes. Compte tenu du fait que ça prend trois ans, que les gouvernements vont changer, que l'atmosphère qui a présidé à l'obtention du compromis risque d'être modifiée, il est excessivement difficile de faire durer un compromis semblable pendant trois ans. On a réussi à le faire à deux reprises. On est presque parvenu à le faire une troisième fois. Ça s'est fait dans des circonstances politiques qui étaient tout à fait favorables. Il n'est pas réaliste, je ne vous dis pas que c'est impossible, que c'est parfaitement impossible, je vous dis qu'il n'est pas réaliste de penser que nous allons être capables d'obtenir des réformes semblables dans l'avenir, et ce, principalement à cause de la troisième ligne de défense, sans doute la plus forte: le nouveau nationalisme canadien.

Pensez à la charte – et ce sont les experts canadiens-anglais de la charte qui nous disent ça – un peu comme à la mer, la mer qui corrode les falaises tranquillement, petit à petit, jour après jour. C'est ce que la Constitution de 1982,

via la Charte, fait sur l'identité politique des Canadiens, et principalement du Canada anglais. Plus le temps passe, plus la Constitution de 1982 et la Charte transforment l'identité, transforment la culture politique de nos concitoyens de langue anglaise et plus il deviendra difficile d'obtenir des réformes dans le sens des intérêts du Québec, dans le sens de la dualité et de l'asymétrie, si chères à André Laurendeau et à ses héritiers politiques dans le Québec contemporain.

Et moi, c'est ce qui me fait dire, en dernière analyse, que le régime fédéral de 1867 et de 1982 est bel et bien mort au Québec. Il me semble très important de souligner que les experts Charles Taylor et Léon Dion, qui ne sont pas des indépendantistes, vous ont dit chacun à leur manière exactement la même chose. Charles Taylor: "La seule chance de sauver le fédéralisme au Québec, c'est de retourner à Charlottetown en 1864." Léon Dion: "Je récusé entièrement la Constitution de 1982, y compris la Charte des droits." Les fédéralistes, les intellectuels dotés d'une crédibilité sans faille dans le camp du fédéralisme renouvelé sont déjà au-delà de 1867 et de 1982.

Troisième idée fondamentale dans mon mémoire, ce que j'appellerais les impératifs de la raison pratique. Et j'en parle en 30 secondes pour aller aux deux idées suivantes. Vous, les commissaires, vous avez à penser, tous les jours, à l'Amérique et à Montréal, à la situation du Québec en Amérique et à l'importance de Montréal pour la société québécoise. Si vous faites ça, les réponses vont venir d'elles-mêmes. Vous avez à identifier les pouvoirs qui sont nécessaires pour protéger et promouvoir une société distincte au Québec, compte tenu du fait que nous sommes en Amérique et compte tenu de la situation particulière de Montréal. C'est là-dessus que vous devez, d'après moi, insister.

Quatrième idée, ce que j'appellerais l'opportunité unique que nous avons présentement au Québec d'en arriver à un nouveau contrat social dans les rapports entre majorité et minorités. Face au peuple autochtone, face à la minorité anglophone, face aux communautés culturelles, l'heure est venue de tendre les mains et d'offrir des choses qui sont généreuses, qui sont globales. Au peuple autochtone, par exemple, face à la deuxième Baie James, leur offrir 150 000 000 \$ ou 200 000 000 \$ et leur dire: Voici, c'est à prendre ou à laisser, ce genre de négociation à la dure, ça ne marchera pas, mais les amener à comprendre qu'il y a une possibilité d'un véritable partenariat entre les institutions du Québec et eux pour la Baie James, qui va permettre à leur jeunesse de trouver une formule, une synthèse entre leurs traditions et la modernité, ça, c'est l'opportunité qu'on a devant nous présentement. Je pense que, face à la situation de la minorité anglophone à Montréal, le Québec a aussi une opportunité de faire des choses semblables.

Dernière idée de mon mémoire, si vous me donnez encore une minute, M. le coprésident...

Le Président (M. Jean Campeau): Tout au plus.

M. Laforest: Merci. Considération stratégique, nécessité d'une alliance entre les partis. Les deux grands partis, le Parti libéral du Québec et le Parti québécois, doivent aller au-delà de la partisanerie et trouver une formule, un peu comme M. Vincent Lemieux vous l'a dit ce matin, qui va faire un large consensus au Québec, au moins 60 %, 65 % de la population, et c'est une formule semblable qui transmettrait un message tout à fait clair au reste du pays. À titre d'expert, tout ce que je peux souhaiter, même chose à titre de citoyen, c'est que vous ayez trouvé la force d'y parvenir. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laforest, merci, mais ce n'est pas fini. Là, il vous faut maintenant répondre aux interventions. Alors, première intervention, M. Libman.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: Merci, M. le Président. Je vais commencer par dire que je partage presque complètement l'analyse de M. Laforest à la page 11 de son mémoire, mais je ne partage pas son analyse à la page 12 et j'ai eu l'occasion, avant sa présence d'aujourd'hui, de lui dire que je ne partage pas ses opinions sur la question de la patrie.

À la page 12, vous faites allusion à mon discours d'ouverture quand j'ai dit que le Québec, c'est chez moi, mais ma patrie, mon pays, c'est le Canada. Peut-être que vous avez entendu un clip à Radio-Canada parce que dans le reste de mon discours, j'ai essayé de passer le message que les termes "Québécois" et "Canadien" peuvent être compatibles et c'est sur cette question que je veux échanger un peu avec vous. Vous dites, à la page 12: Pour que le Québec s'épanouisse en tant que société distincte en Amérique, il doit d'abord être une patrie pour la très grande majorité des individus qui l'habitent." Ma question est très simple: Pourquoi y a-t-il ce besoin de choisir? Pourquoi faut-il "prioriser" le Québec sur le Canada ou vice-versa? Parce que, pour vous, il semble que l'ultime critère d'une allégeance soit la question de la patrie. Moi, je vous demande: Est-ce que des gens comme Beaudry, Dufour, Ouellet, Chrétien ou Mulroney ont moins de fidélité au Québec que les autres? Est-ce qu'ils ont une allégeance inférieure aux autres? Ça, c'est la question que je veux savoir: Pourquoi Québécois et Canadiens ne peuvent-ils pas être compatibles?

M. Laforest: Votre question permet, effectivement, d'aller à l'essentiel. Pour moi, il n'y a

pas de Québécois de première zone ou de deuxième catégorie ou de troisième catégorie. Là-dessus, les choses doivent être très claires. Sur la possibilité de faire un compromis, de trouver une façon d'être, de manière significative, simultanément Québécois et Canadiens, pendant plus d'un siècle, M. Libman, ce qu'on pourrait appeler le fédéralisme complexe, le fédéralisme généreux, au Canada, laissait toutes sortes d'espoirs pour penser qu'effectivement ça allait être possible. Le régime canadien, de 1867 à 1982, possédait suffisamment de zones grises pour qu'un certain nombre de visions cohabitent ensemble pour qu'on puisse être simultanément Canadiens et Québécois.

Ce qui s'est passé et ce qui change la nature du problème, c'est ce qui s'est passé au début des années quatre-vingts, lors du rapatriement unilatéral et lors de l'imposition de la Constitution et d'une Charte des droits sans le consentement du Québec. Ce qui passe dans ce projet-là, M. Libman, c'est tout simplement une tentative d'obtenir la subsumption de l'identité québécoise par rapport à l'identité canadienne, de l'allégeance québécoise par rapport à l'allégeance canadienne. Et vous trouvez, en quelque sorte, la réponse à votre question en page 7 ou 8 de mon mémoire, lorsque je cite un extrait de la comparution de M. Trudeau devant le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, à l'automne 1987. Au bas de la page 6 du mémoire, l'idée fondamentale de la Charte et de la Constitution de 1982, c'était, et c'est la dernière phrase de M. Trudeau: "Tout cela, c'est important en ce sens que ça fait comprendre aux Canadiens qu'ils partagent avec TOUS les Canadiens - et c'est M. Trudeau qui met les majuscules - de TOUT le pays un MÊME ensemble de valeurs fondamentales." Autrement dit, via le projet de 1982, le fédéralisme complexe, le fédéralisme des zones grises disparaît. Le fédéralisme qui l'emporte après 1982, c'est ce que l'historien d'Ottawa, Michael Behiels, appelle le fédéralisme des visions "crystal-clear". Ça doit être limpide comme le cristal et même les Québécois francophones doivent donner une allégeance première envers le Canada en tant que pays, en tant que nation. C'est la raison pour laquelle, compte tenu de l'impossibilité ou de la quasi-impossibilité de réformer ce régime-là pour revenir en arrière, à un fédéralisme complexe et généreux, je suis obligé de vous dire que, dans les intérêts supérieurs du Québec en Amérique, nous sommes obligés d'aller dans l'au-delà de ce régime-là. Donc, d'après moi, et c'est ce que je souhaite que la Commission fasse, nous allons devoir opérer une rupture symbolique et politique. Mon plus grand vœu, c'est que nous puissions le faire en offrant à des gens comme vous et à ceux que vous représentez des garanties qui vont être assez fortes pour obtenir cette allégeance que vous n'êtes pas encore capable de donner, pour l'instant, au Québec, en tant que

patrie. Je pense que c'est possible.

(14 h 30)

M. Libman: Mais j'aimerais bien si vous pouviez expliciter ce que vous voulez dire exactement par le mot "allégeance".

M. Laforest: Pouvez-vous préciser un peu? Je ne suis pas tout à fait sûr de comprendre le sens de votre question.

M. Libman: Quand vous dites de "prioriser" une allégeance pour le Québec, votre conception de ce que veut dire une allégeance. Pourquoi votre allégeance? Juste la question d'allégeance.

M. Laforest: Quand vous songez, vous, à la façon dont vous vous définissez en tant qu'individu, en tant que membre d'une société ou en tant que membre d'un pays, il y a des choses qui sont prioritaires. Vous l'avez dit vous-même sur différentes tribunes, à maintes reprises, vous êtes ce que des gens comme Peter Russell et Alan Cairns, au Canada anglais, appellent un "charter patriot". Les institutions de 1982, et je comprends très bien pourquoi, offrent à la minorité anglophone de Montréal, face aux questions scolaires, par exemple, à la question linguistique, donnent un certain nombre de garanties. Grâce à ces droits-là, grâce aux garanties en question, votre allégeance, votre sentiment d'appartenance en tant qu'individu, lorsque vous considérez votre collectivité, se fait envers les institutions du gouvernement qui vous fournit ces garanties-là, ces droits-là. Donc, "allégeance" est au sens d'appartenance. Votre sentiment d'appartenance premier, à vous, lorsque vous vous définissez en tant qu'être politique, c'est une allégeance envers le Canada et envers les institutions du gouvernement central, de ce qu'on appelle à l'extérieur du Québec le gouvernement national.

Ce que j'essaie de vous dire, c'est que ces institutions-là demandent aux Québécois quelque chose, à la grande majorité, d'après moi, de la population du Québec, quelque chose qu'elles ne peuvent tout simplement pas donner compte tenu de notre situation minoritaire en Amérique. Je sais très bien que si les ponts sont rompus, s'il y a une rupture politique et symbolique, s'il y a la création d'une nouvelle communauté Canada-Québec, je sais très bien que des gens comme vous et ceux que vous représentez allez être placés devant des choix déchirants. Je suis tout à fait conscient de ça. Je vous dis que c'est dans l'intérêt du Québec de vous offrir, de vous tendre des perches pour que vous vous sentiez attirés par le projet qui va résulter des travaux de la Commission.

M. Libman: Mais quand vous dites les gens que je...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman,

je sais que c'est très, très...

M. Libman: Une petite chose, quand vous dites les gens que je représente, vous voulez dire les anglophones de Montréal, c'est ce que vous voulez dire? Parce que vous dites que les gens que je représente, dans vos mots, peut-être les anglophones de Montréal, sont attachés à un genre de structure juridique, mais, comme j'ai dit, les Beaudry, les Ouellet, les Dufour, qui ne considèrent pas les mêmes priorités que vous, est-ce qu'ils ont moins d'allégeance au Québec à cause de ça?

M. Laforest: Pas du tout. La question des choix, les individus font des choix politiques, privilégient un certain nombre de formules. Moi, par exemple, je pourrais très bien avoir comme priorité, bon, l'intérêt supérieur du Québec, ce serait de devenir le 51ème État américain, ou quelque chose de semblable. En tant qu'individu, j'ai tout à fait le droit d'avoir quelque conviction politique que ce soit, et encore une fois, les priorités ou les convictions idéologiques ne transforment pas des individus en des états de citoyens de première zone ou de deuxième zone. Les Beaudry, Ouellet et Dufour, ce dont je voudrais les convaincre, c'est du tort incommensurable, du tort terrible, que, graduellement, les institutions de 1982 font subir au Québec. Et ça, je pense que même ces gens-là, les 74 députés libéraux qui ont appuyé le projet de rapatriement en 1981-1982, j'ai l'impression qu'il y a une pluralité de ces gens-là qui ont de la difficulté à réaliser jusqu'à quel point le projet en question a causé des dommages au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à M. Sébastien Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. M. Laforest, je remarque, et c'est probablement assez facile à comprendre, que vous ne traitez pas beaucoup des incidences économiques de la séparation que vous proposez et qui résulteraient de la séparation. Il y en a d'autres qui l'ont fait, évidemment, et vous avez jugé, je suppose, que ça ne vous appartenait pas de revenir là-dessus. Ils nous ont dit, et encore ce matin, quelqu'un disait qu'il y aurait des coûts considérables à la séparation pendant une période de transition qui pourrait être assez longue. Bon. Donc, vous ne touchez pas à ça, vous dites: Il faudrait faire une rupture juridique, politique et après, on va négocier. Ma première question, c'est: Est-ce que vous croyez qu'en procédant de cette façon-là, ce sera facile de négocier avec les autres? On va leur dire demain, au reste du Canada: C'est fini, on ne veut plus rien savoir de vous, nous, on est indépendants; maintenant, on voudrait s'entendre. Est-ce que ça va être facile? Avec qui on va négocier? Combien de temps ça va prendre? Et même si vous n'avez pas parlé de

questions économiques, pendant cette période de transition, comment vont aller les affaires au Québec? Qu'est-ce qui va arriver du niveau de vie des Québécois?

M. Laforest: M. Allard, j'étais hier à Toronto, à une réunion du Conseil canadien des chefs d'entreprise, où...

M. Allard: Moi aussi.

M. Laforest: ...nous nous sommes indirectement rencontrés et, vous avez raison, je n'ai pas répondu aux questions économiques. À la blague, je vous dirais que j'ai fait un peu comme Joe Clark dans la vie, à un moment donné, j'ai eu le choix entre les langues étrangères et l'économie et j'ai fait le même choix que M. Clark. Plus sérieusement, je vous dirais que, d'après moi, le point tournant de la Commission jusqu'à présent, ça a été le mémoire de l'Association des économistes du Québec. Vous, vous êtes, règle générale, une Commission où le discours économique au départ était dominant. Un premier ministre et un chef de l'Opposition qui ont la formation que vous savez, les deux coprésidents qui ont touché - c'est le moins qu'on puisse dire - aux choses économiques, des commissaires venant du monde des affaires. Or, les économistes sont venus ici pour vous dire que la suprématie du discours économique était finie. Les économistes vous ont dit: Notre science, notre discipline ne nous rend pas capables de donner des prédictions quant au bien-fondé, quant aux avantages plus grands ou plus petits d'une formule ou d'une autre à moyen et à long terme.

Je vous accorde que les économistes ont dit aussi que tout était dans la transition; dans la transition, il y avait possibilité d'un certain nombre de problèmes. Réfléchissons à ça pendant deux secondes. M. Saucier qui, hier, était également à la réunion de Toronto, nous dit: D'année en année, depuis le début des années mille neuf cent quatre-vingt, malgré la croissance économique, malgré une situation favorable, le gouvernement fédéral additionne, à chaque année, des déficits de 30 000 000 000 \$. Nous allons toucher les 400 000 000 000 \$ cette année, si rien ne se fait et nous réalisons que nous sommes présentement dans une paralysie institutionnelle, dans une impasse institutionnelle. Donc, les chances sont que, s'il n'y a pas de transformation politique, ça va être la même chose, dans 10 ans, nous aurons tout près de 800 000 000 000 \$ de déficit au Canada.

Donc, il y a des coûts économiques aussi au maintien de l'impasse, au maintien du statu quo, tel que nous le connaissons maintenant. Comment faire pour éviter des coûts économiques de transition très importants? Je voudrais faire une précision là-dessus en vous disant que je ne suis pas un avocat ou un partisan de ce qu'on pourrait appeler la séparation ou l'indépendance

pure et dure. Moi, ma formule, je vous la résume en une phrase: Ce qui devrait sortir de la Commission comme projet de référendum, parce que je suis en faveur d'un référendum, et ce qui atténuerait, d'après moi, les risques que vous mentionniez, c'est à peu près ce qui suit: Le gouvernement du Québec - c'est le Parti libéral qui est au pouvoir - va avoir une formule dans le style arrangement confédéral, union économique Canada-Québec, ce sera quelque chose de semblable, d'après moi. C'est ça qui devrait être soumis au reste du Canada, mais assorti de quelque chose de beaucoup plus fort que ce que M. Dion vous a proposé. M. Dion vous dit: Négocions là-dessus un arrangement confédéral et puis assortissons ça d'une menace de tenir un deuxième référendum sur l'indépendance. Cette menace-là, c'est insuffisant, d'après moi. Ce qu'il faut faire, c'est proposer un arrangement confédéral et dire: Si ça ne marche pas, si les négociations échouent à l'intérieur d'un délai pour lequel nous devrions être généreux, eh bien, le gouvernement devrait avoir le mandat de proclamer la souveraineté, l'indépendance. Ça, c'est une menace qui est sérieuse et mes collègues dans la communauté des sciences politiques au Canada anglais pensent que c'est un message clair, semblable, qui va permettre au reste du pays de dépasser la paralysie institutionnelle qu'il connaît présentement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard, est-ce que vous permettez..

M. Allard: Vous ne vous proposez donc pas qu'il y ait rupture et, ensuite, négociation?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard, vous permettez que je passe la parole à M. Maciocia.

M. Allard: Il faut.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous demande la permission, là.

M. Allard: Je n'ai pas le choix.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Maciocia, c'est à vous.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Laforest, probablement que vous aurez l'occasion de répondre à la question de M. Allard tantôt. Pour moi, l'originalité du Québec dans l'Amérique... et vous nous proposez deux choses, deux ruptures, si on peut les appeler comme ça, c'est sa subordination symbolique dans le fédéralisme canadien et, deuxièmement, de sortir de la logique de la loi constitutionnelle de 1982. Et là, vous nous avez exposé les raisons pour lesquelles la loi constitutionnelle de 1982 empêche en réalité que le Québec puisse rester quasiment à

l'intérieur de la Fédération canadienne. Mais, à la fin, vous parlez par ailleurs de l'idée d'une association entre le Québec et le Canada. Je n'ai pas compris de quelle sorte d'association vous parlez? Est-ce que vous parlez d'une association économique, d'une association économique et politique? Est-ce que, dans ce genre d'association, le Québec ferait encore élire des députés au gouvernement fédéral ou, disons, quels sont les éléments de cette association entre le Québec et le Canada?

M. Laforest: Effectivement, vous me donnez l'occasion de répondre aussi plus directement à la question de M. Allard. Les scénarios que vous parviendrez en fin de compte à concocter et qui seront agréés par le gouvernement devront être complexes: des scénarios souples, des scénarios qui vont contenir des éléments venant de différentes sources. Et vous trouvez ça également dans le mémoire. L'idée d'une déclaration unilatérale, par exemple, qui deviendrait légalement valide 18 mois ou 24 mois après son passage à l'Assemblée nationale, ça peut très bien être un des éléments de la formule référendaire. L'idée d'un arrangement confédéral où le Québec n'envairait pas de députés à la Chambre des communes, comme par exemple M. Dion vous le suggère dans son texte de *La Presse* de la semaine dernière, ça aussi ça devrait être, d'après moi, dans la formule référendaire. La véritable menace, la menace qui ferait réfléchir et que vous, qui êtes un député du Parti libéral, devriez, d'après moi, accepter comme menace crédible pour amener le partenaire à se présenter à la table des négociations pour obtenir ce qui est votre première préférence, c'est-à-dire soit un arrangement confédéral ou quelque chose du genre, c'est non pas la menace d'un deuxième référendum mais bien la menace tout simplement de la proclamation de l'indépendance par le gouvernement du Québec. Si vous voulez avoir ce qui vous tient à cœur par exemple, le maintien d'un lien quelconque avec le Canada, si c'est ça que vous voulez, vous ne pouvez pas l'obtenir, d'après moi, si je comprends bien la logique des institutions, dans le cadre du régime tel qu'il fonctionne présentement. Donc, votre menace doit être absolument claire pour que le renouvellement auquel vous aspirez puisse avoir une chance d'être réalisé.

M. Maciocia: Est-ce que vous ne croyez pas, M. Laforest, que depuis l'échec du lac Meech, le contexte politique canadien est complètement changé? Je m'explique. Même dans les autres provinces canadiennes, actuellement, ils sont au courant de la possibilité et des circonstances très graves qu'on vit actuellement sur le plan constitutionnel au Québec avec une éventuelle séparation du Québec du reste du Canada. Est-ce que vous ne croyez pas, sachant ce contexte politique là, que probablement on

aura des chances de négocier pour une dernière fois, avant, les pouvoirs que le Québec voudrait avoir en exclusivité, et si par hasard, après, le Québec ne recevait pas satisfaction de ses demandes, d'y aller avec un référendum sur la souveraineté?

M. Laforest: Vous me donnez la chance de cerner encore une fois de plus, dans la mesure du possible, la nature même de l'impasse. Si j'ai raison quant à la difficulté de la part du Québec d'obtenir quelque chose à l'intérieur de la logique des institutions de 1867 et de 1982, si j'ai raison là-dessus, et l'échec de l'accord du lac Meech dans les circonstances politiques très favorables qui étaient celles qui prévalaient entre 1985 et 1987 semblent me donner raison là-dessus, si j'ai raison, alors c'est l'autre dimension qui, vous, devrait vous faire blêmir et c'est la suivante: D'après les politologues du Canada anglais, comme par exemple le professeur Cairns de l'université de la Colombie-Britannique, le gouvernement fédéral ne peut présentement et la bureaucratie fédérale ne peuvent négocier, ne peuvent jouer que le match fédéral. Ils ne sont capables de jouer que la partie qui est celle des institutions 1867-1982.

(14 h 45)

M. Cairns écrit dans son mémoire, hier, soumis au Conseil canadien des chefs d'entreprise. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral et la bureaucratie fédérale sont incapables d'évaluer objectivement, impartialement les avantages et les désavantages des différentes formules, des différentes alternatives qui s'offrent à nous dans l'ère post-lac Meech. Autrement dit, ils ont un biais compréhensible, normal, en faveur de la logique des institutions de 1867-1982.

Ce que le Québec doit faire, c'est permettre l'émergence dans le reste du pays d'un leadership, d'un nouveau leadership qui, lui, va être capable de s'inscrire dans un nouveau registre que celui de 1867-1982. Autrement dit, dans le fond, je vous invite à la fois à l'audace et à la patience. À l'audace pour faire les ruptures qui s'imposent le plus tôt possible pour envoyer les messages et briser la paralysie institutionnelle, mais, après avoir été audacieux, après avoir fait comprendre que la joute normale à l'intérieur du réseau institutionnel de 1867-1982 est terminée, là, il faut être généreux et laisser au Canada anglais le temps — je voudrais peut-être juste prendre 30 secondes pour terminer là-dessus — de se réorganiser.

M. Peter Russel président de l'Association canadienne de science politique, disait hier à Toronto: Vous, les Québécois, vous ne pouvez pas nous imposer un mécanisme antidémocratique de réforme de la Constitution. Autrement dit, le Québec ne peut pas négocier uniquement avec le premier ministre fédéral ou uniquement avec les leaders des partis politiques fédéraux parce que

ces gens-là n'ont pas de mandat, à l'heure actuelle, pour négocier par-delà la dynamique institutionnelle normale. Donc, il faut, d'après moi, tenir un référendum le plus tôt possible et, une fois que c'est tenu le plus tôt possible, on sera capables de leur donner un délai, qui peut être dans 15, 18, 20 mois, pour se réorganiser, pour faire quelque chose, comme une assemblée constituante qui permettrait à la souveraineté populaire de s'exprimer aussi dans le reste du pays comme elle va s'exprimer dans les prochains mois au Québec.

M. Maciocia: Mais vous croyez que c'est très facile, ça? Parce que le Québec va négocier avec qui après? Est-ce que c'est ça...

M. Laforest: M. Maciocia, ce n'est pas facile. Vous avez tout à fait raison. Mais je voudrais vous convaincre que vivre pendant presque une décennie avec une Constitution qui est illégitime, à laquelle nous n'avons pas donné notre consentement, qui nous encarcane, sans espoir de la modifier dans le sens de nos intérêts, ça non plus, ce n'est pas facile.

M. Maciocia: M. le Président, j'aurais une autre question sur un autre sujet. Dans votre mémoire, vous dites, à la page 11, que le Québec doit avoir le contrôle exclusif de sa politique linguistique et qu'il doit envoyer des signaux clairs aux immigrants. Mais, en même temps, dans un autre chapitre, vous dites que vous vous prononcez en faveur de l'affichage bilingue. Je suppose que, quand on parle d'envoyer des signaux clairs aux immigrants, c'est qu'au Québec ça se passe en français, c'est uniquement en français et c'est dans la langue française qu'il faut s'épanouir au Québec. Je trouve un peu, disons, si je peux dire, un peu illogique qu'en même temps vous vous prononcez en faveur de l'affichage bilingue.

M. Laforest: Dans mon esprit, c'est tout à fait logique et ça se passe à peu près comme suit. Pour moi, la société québécoise n'est pas une société qui est uniquement unilingue francophone. Le rêve de la société, de la pureté, de la limpidité francophone au Québec doit être dépassé. On doit être capables de dépasser ça. Je suis tout à fait disposé à le répéter sur toutes les tribunes. La société montréalaise, c'est une société où les institutions anglophones, comme McGill où j'ai étudié et comme d'autres, représentent le Québec; elles enrichissent le Québec en restant ce qu'elles sont. L'Université McGill, le réseau hospitalier anglophone, les institutions qui font la fierté de la communauté anglophone de Montréal, ces institutions-là servent le Québec en étant des institutions anglophones. Dans le Québec de demain, dans le Québec dont je rêve et pour lequel je souhaite un nouveau contrat social, il me semble tout à fait normal

que, si ces gens-là donnent leur allégeance au Québec en tant que patrie, nous, simultanément, la majorité francophone, nous sommes capables, nous avons les reins assez solides pour leur offrir ce que, à l'intérieur du système, nous ne sommes pas disposés à leur offrir.

Dans l'après-1867-1982, je n'ai aucune honte à dire que oui, il me semble normal qu'on offre quelque chose comme l'affichage bilingue avec prépondérance du français à Montréal.

M. Maciocia: Si je vous comprends bien - une dernière, M. Laforest - avec la séparation du Québec, ou avec un nouveau statut constitutionnel du Québec, disparaîtrait la crainte que la langue française va disparaître demain matin et la raison pour laquelle vous optez pour un affichage bilingue.

M. Laforest: Tout à fait et je terminerai là-dessus, brièvement. J'étais impliqué dans un débat dans les pages de la *Gazette* en novembre et en décembre de cette année où j'ai présenté ces idées-là, tendu la perche pour l'idée d'un nouveau contrat social. Un homme d'affaires, M. Thomas Lewis, a répondu et il y avait une phrase extraordinaire dans son texte. "Moi je suis prêt à accepter, je suis prêt à comprendre - dit-il - que dans un Canada qui cesserait d'intimider, dans un Canada qui cesserait de fonctionner de façon artificielle comme ça marche présentement, nous, ma famille et moi, à l'intérieur de la minorité anglophone, nous obtiendrons un statut des droits, une reconnaissance que le Québec, à l'intérieur des institutions, n'est pas capable de nous donner." Et ça, ça me semble extraordinaire. L'opportunité d'un nouveau contrat social à Montréal elle est là, et il me semble qu'on ne devrait pas la rater.

M. Maciocia: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

M. Maciocia: Je vous remercie et j'espère que le message, le Parti québécois l'a compris.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est à vous, M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Laforest, je voudrais d'abord, d'entrée de jeu, vous rendre hommage parce que votre mémoire, sur ce plan-là en tout cas, est une démonstration extrêmement bien articulée, limpide et lumineuse sur le fait que la recherche d'un statut particulier pour le Québec dans le cadre du régime fédéral est un projet infaisable, irréalisable, pas parce que les Canadiens anglais sont méchants, sont des gens pas gentils envers nous. Pas pour ça. Tout simplement parce que la Constitution de 1982, avec sa Charte, constitue en quelque sorte l'incarnation du nationalisme canadien-anglais et

que la Charte est devenue, déjà ça apparaît depuis qu'elle existe, un instrument, un outil d'homogénéisation autour de certaines valeurs communes, et ça, ça ne fait pas notre affaire à nous du Québec.

Il y a des citations dans votre mémoire tout à fait exemplaires. Par exemple, quand vous dites que "l'aspiration profonde à l'homogénéité véhiculée par la Charte me semble lourde de sens pour tout projet de promotion d'une identité distincte au Québec." Plus loin vous dites: "La Charte est incompatible avec un concept comme celui de société distincte, avec toute idée de statut particulier pour le Québec." Moi, je pense que la Commission va devoir prendre acte de ce fait central, incontournable.

Mais, il y a un aspect de votre mémoire qui m'apparaît extrêmement intéressant aussi, moi qui viens d'une région. Je suis né et je vis depuis 50 ans à Alma. Il n'y a pas beaucoup d'Anglais à Alma. Et quand la Commission est passée dans la région, M. Dole, un linguiste d'origine américaine qui travaille à l'Université du Québec à Chicoutimi, qui est venu nous dire que quand il allait à Montréal, il ne sentait pas qu'il se retrouvait dans une ville française. Moi non plus. On a passé deux jours encore à Montréal, cette semaine. Je me promenais dans les rues de Montréal, j'allais dans les établissements de Montréal, je n'avais pas l'impression du tout d'être dans une ville française.

Et ce que vous dites sur Montréal m'apparaît capital. C'est d'ailleurs pour cette raison-là que vous jugez absolument essentiel que les pouvoirs en matière de citoyenneté, les pouvoirs exclusifs en matière de citoyenneté soient attribués au Québec, quel que soit l'arrangement constitutionnel qui résulte de ce qu'on est en train de faire présentement. Je voudrais, dans un premier temps, vous entendre là-dessus pour que vous nous exprimiez de façon très claire l'importance de Montréal pour ce qui est de l'avenir même du Québec comme société distincte et française.

M. Laforest: Merci, M. Brassard. Je voudrais vous proposer peut-être une image empruntée à l'ancien régime, le régime de Nouvelle-France. Ce n'est peut-être pas la meilleure journée pour vous donner des exemples qui sont associés à des événements guerriers, mais oubliez la dimension guerrière de l'affaire et intéressez-vous principalement aux symboles. Pensez à Louisbourg pour la Nouvelle-France. Pour la Nouvelle-France, la perte de Louisbourg, la perte de contrôle de Louisbourg, quelle que soit la situation dans le reste de la Nouvelle-France par ailleurs et par après, était l'événement stratégique déterminant. Quand Louisbourg est perdu, tout est perdu.

Montréal joue un rôle semblable pour le Québec à la fin du XXe siècle. Nous avons besoin, pour protéger et promouvoir une société

distincte en Amérique, du contrôle de Montréal et je pense que votre Commission nous fournit l'occasion de l'obtenir. Mais parce que nous avons besoin du contrôle de Montréal, il faut que nous ayons la sagesse de comprendre comment on va pouvoir l'obtenir. On va pouvoir, d'après moi, obtenir le contrôle de Montréal en réussissant à convaincre les gens qui y vivent que le Québec de l'après-rupture, le Québec d'après le régime de 1867-1982 va être ce que M. Rémillard appelle une société distincte, ouverte et tolérante. Il faut qu'on les convainque de ça maintenant, avant la rupture. C'est la raison pour laquelle je pense que, en particulier, votre parti et les nationalistes québécois en général, leurs leaders intellectuels et politiques, devraient franchir le Rubicon et reconnaître que, déjà, nous avons fait d'énormes progrès à Montréal.

En 1850, Montréal était une ville à majorité anglophone. En un siècle et demi, on a fait énormément de progrès à Montréal. Nous avons assis notre contrôle sur une quantité énorme d'institutions à Montréal, mais nous ne devons pas avoir la tentation de la démesure. La démesure, ça serait vouloir que Montréal soit une ville unilingue francophone. J'ai la conviction qu'en Amérique Montréal ne sera jamais une ville unilingue francophone et franchement, entre vous et moi, ça ne nous servirait probablement pas. Un équilibre dans la situation actuelle... Présentement au Québec, c'est 83 %, les francophones représentent 83 %. Moi, je pense qu'on devrait... La formule du compromis, la formule intelligente, la formule de l'avenir, c'est de dire: Un Québec où 83 %, 85 % de la population sont francophones, où la minorité anglophone est concentrée dans la région de Montréal, où elle a des garanties non seulement pour ses institutions actuelles, mais aussi pour un pourcentage suffisant lui permettant de se renouveler en ce qui concerne les immigrants, leur offrir ça, leur offrir aussi une reconnaissance symbolique sur le plan de leur langue.

Dans l'histoire du lac Meech, la dimension symbolique, le refus de la reconnaissance symbolique... On a demandé d'être reconnus à titre de société distincte, ça nous a été refusé. La dimension symbolique de l'affaire est très importante. Nous voulons avoir de la reconnaissance pour ce qui est très important pour nous. Pour les anglophones qui sont à peu près 30 % de la population de l'île de Montréal, de la région de Montréal, leur demander de renoncer à certaines dimensions symboliques de leur identité, entre autres la place de leur langue dans la ville où ils vivent, ça aussi c'est leur demander, d'une certaine manière, l'impossible ou l'impensable.

Donc, ayons l'intelligence de leur offrir quelque chose qui est mesuré dans le contexte de l'Amérique. Oui, effectivement, il devrait y avoir de l'anglais sur l'affichage commercial au centre-ville de Montréal. Que des anglophones qui vivent à Beaconsfield ou à Pointe-Claire

pulssent retrouver leur langue dans leur paysage quotidien, ça ne serait pas épouvantable à condition qu'on ait le contrôle de la politique d'immigration, de la politique culturelle, de l'éducation, de tout le reste. C'est là-dessus, d'après moi, que le compromis doit se faire. On a besoin de leur assentiment. On ne pourra pas faire ce projet-là sans eux. On a besoin d'un consensus très large et il faut être généreux pour l'obtenir.

M. Brassard: Mais ces concessions-là, M. Laforest, on s'entend bien, ne sont possibles et imaginables que dans un Québec souverain, que dans une patrie québécoise sans la moindre équivoque possible, que dans une société où il y a une seule citoyenneté, une seule allégeance, comme vous en parlez tout à l'heure à M. Libman, et non pas une double citoyenneté et une double allégeance, comme c'est le cas présentement. Quand on va à Montréal, c'est évident qu'il y a une bonne partie de la population dont l'allégeance est d'abord canadienne et donc, par conséquent, la tendance est d'aller vers l'anglais avec tous les risques que vous évoquez. Donc, il faut que les choses soient très claires. Ces concessions-là ne peuvent se faire que dans ce cadre-là. On s'entend bien.

M. Laforest: Vous avez tout à fait raison. C'est à l'intérieur, effectivement, d'une formule de souveraineté politique. Et vous entendre dire, sans risquer de passer pour un hérétique, que ces concessions-là sont imaginables, que, pour vous, c'est possible, vous entendre dire ça, ça me satisfait pleinement d'être venu ici aujourd'hui.

M. Brassard: À condition que le Québec soit souverain. Si M. Libman et M. Holden sont d'accord pour faire du Québec un État souverain, moi, je suis d'accord pour considérer comme tout à fait imaginables les conditions que vous évoquiez tout à l'heure.

Mme Blackburn: Donner leur allégeance au Québec!

Le Président (M. Jean Campeau): Bon. Voilà! C'est trop beau!

Une voix: M. Campeau propose de lever la séance!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: J'aurais une dernière question, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Très courte. Très courte, s'il vous plaît.

M. Brassard: Très courte. C'est sur votre cheminement ou la démarche que vous avez

proposée. Vous n'en parlez pas beaucoup dans votre mémoire, mais je comprends bien que, ce que vous proposez dans votre échange avec M. Maciocia, c'est comme ça que je vous ai compris, vous proposez, finalement, qu'il y ait un référendum qui porte sur un projet qu'on appelle, nous, dans notre parti, de souveraineté-association, que peut-être le Parti libéral va préférer appeler une véritable confédération mais que, en même temps que la population va se prononcer sur un projet de cette nature-là, elle va donner mandat au gouvernement de pouvoir proclamer, dans un délai requis, la souveraineté, si ce projet ne peut pas voir le jour à la suite de discussions ou de pourparlers avec nos partenaires. C'est bien ça?

M. Laforest: C'est tout à fait ça. J'ai l'impression – et je clos en une minute – que le temps de la patience est révolu et je voudrais être précis et nuancé là-dessus. Gérard Bergeron publiait, en 1967, "Le Canada français après deux siècles de patience." Deux siècles de patience. M. Ryan écrivait, à la même époque: Nous avons besoin de la dualité culturelle et d'un statut particulier. C'est ce qu'on veut, on est prêts à attendre pour l'obtenir mais c'est ce qu'on souhaite. On a attendu 22 ans de plus pour avoir l'accord du lac Meech. Après avoir eu le lac Meech, quand l'Assemblée nationale du Québec s'est prononcée là-dessus, à l'été 1987, on a attendu trois autres années pour obtenir la ratification dans le reste du Canada. Le Québec a fait preuve de patience. La patience, c'est une vertu, mais moi qui enseigne la philosophie, je sais aussi que les vertus doivent être placées dans un contexte, c'est toujours une question concrète de circonstances particulières. J'ai l'impression que pour le Québec, présentement, ce qui est en train de se passer, c'est que la patience, de vertu qu'elle était, se transforme en vice pour devenir synonyme d'irrésolution.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laforest, merci pour cet exposé clair, précis, pour votre façon aussi directe et franche de répondre à toutes les questions, de ne pas les laisser passer, et sûrement que vous avez contribué à notre réflexion sur le but de la Commission qui est l'étude sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Nous vous en remercions.

(Suspension de la séance à 15 heures)

(Reprise à 15 h 5)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant M. Simon Langlois qui, lui aussi, continue notre réception d'experts sur invitation. Alors, M. Langlois, la parole est à vous pour la présentation de votre mémoire. Vous avez 10 minutes.

M. Simon Langlois

M. Langlois (Simon): Merci. MM. les présidents, Mmes et MM. membres de la Commission, il y a, en ce moment, un divorce important entre la Constitution et la société. Les pouvoirs, tels qu'ils sont actuellement partagés entre le gouvernement fédéral et le Québec et les provinces, ne correspondent plus aux besoins nouveaux qui sont le résultat des changements et des mutations observables dans notre société.

Je donnerai un exemple pour l'illustrer. Les femmes mariées travaillent, en proportion grandissante, en dehors du foyer et les mères de jeunes enfants ont un profil de plus en plus continu de participation au marché du travail. Il en découle plusieurs conséquences importantes: Comment financer et organiser la garde des jeunes enfants? Comment maintenir le revenu des femmes enceintes? Comment régir les normes du travail? Comment assurer le recyclage des femmes qui sont peu qualifiées? Comment combattre la discrimination systémique qui est l'héritage du passé, l'héritage de l'organisation du travail mise en place à une autre époque? Ottawa et Québec se concurrencent pour intervenir en la matière, tout le monde le sait. On a intégré un programme de congé de maternité payé dans l'assurance-chômage administré par le gouvernement fédéral. Québec donne aux parents à faible revenu une aide financière pour la garde des enfants. Québec subventionne les garderies, mais Ottawa examine la possibilité d'établir une politique nationale de garde des enfants. Les interventions sont nombreuses, diverses, non concertées. Chaque niveau de gouvernement intervient selon ses priorités. Il en va de même dans l'aide aux familles, le logement, la formation professionnelle, les communications, et j'en passe.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas seulement le dédoublement ni l'inefficacité. Ce qui est en cause, c'est la capacité, la possibilité pour une société d'intervenir dans un contexte nouveau, dans un contexte changeant, selon ses objectifs propres. C'est la capacité d'élaborer des politiques nouvelles nécessitées par ces changements. Or, il apparaît que les objectifs et que les besoins du Québec et du Canada ont évolué dans des directions divergentes. Si l'on reste à la surface des choses, on peut penser qu'il suffira d'harmoniser les juridictions, de clarifier les partages de pouvoirs pour apporter des solutions qui s'imposent, d'où, du point de vue du Québec, la liste d'épicerie qui ne cesse de s'allonger à mesure que défilent ici, à cette table, les témoins et les groupes.

Cette voie est sans issue car la réalité est plus complexe. Car nous sommes en présence de deux sociétés de plus en plus distinctes l'une de l'autre qui ont des objectifs, des besoins, des orientations de plus en plus éloignées, parfois convergentes, mais aussi parfois éloignées. Le

Canada a été basé sur deux nations. On doit maintenant reconnaître qu'il existe de plus en plus en son sein deux sociétés. Je donnerai un exemple pour l'illustrer en prenant les politiques de population.

Devant la dénatalité, le Canada ouvre les portes à l'immigration et il adopte un modèle multiculturel. Mais on sait que, finalement, les nouveaux arrivants vont s'intégrer à la majorité anglophone. Après deux générations, les petits-enfants seront, en fait, des Canadiens acculturés et parlant anglais. Au Québec, on a choisi à la fois la relance et le soutien de la natalité, mais aussi l'immigration, mais surtout, on a été amenés à légiférer pour assurer l'intégration de ces immigrants à la majorité francophone.

Jusqu'à présent, on a trop restreint la spécificité du Québec à des questions de langue et d'ethnicité. Or, le Québec est aussi devenu peu à peu une société globale – pour reprendre un concept de sociologie – avec un ensemble d'institutions spécifiques, une organisation sociale propre, une culture propre, des objectifs nationaux et politiques différents qui en ont fait bien davantage un pays qu'une province, qui en ont fait bien davantage une société civile qu'un groupe ethnique.

Une forte majorité de Québécois s'entendent pour apporter des changements majeurs sinon radicaux à la Constitution actuelle. Les discussions en la matière tournent vite à l'examen des mérites et des inconvénients des diverses options constitutionnelles, mais on parle moins des orientations fondamentales qu'il ne faudrait pas manquer aussi d'examiner. Quel type de société voulons-nous bâtir? Pour quel type de société voulons-nous une nouvelle constitution? Ce sont là des questions préalables qui appelleront des réponses dans le rapport de la Commission avant l'exposé des propositions de changements constitutionnels.

J'identifierai brièvement quatre balises qui sont davantage explicitées dans le mémoire. Plusieurs observateurs ont critiqué le biais économiste ou affariste du débat sur l'avenir du Québec. Le référendum de 1980 a été marqué par les discussions comptables sur le bilan des échanges, la rentabilité du fédéralisme et le coût de l'indépendance. Il faut ramener cette perspective à sa juste dimension et ne pas enfermer le débat sur l'avenir du Québec dans cette seule approche. Elle est importante, certes, mais elle n'est pas la seule. Quand on discute de l'avenir d'un pays, il faut savoir compter, c'est sûr. Mais il faut aussi être capable d'espérer. Il faut savoir ouvrir des voies nouvelles et s'engager dans leur consolidation et dans leur construction si nécessaire. Il faut savoir compter aussi sur la capacité d'ajustement, sur la compétence à faire face à l'inconnu et au nouveau.

Deuxième balise: plus de nationalité, moins de nationalisme. Il y a dans le nationalisme deux dimensions: volonté de puissance, souvent obser-

vable chez les grands peuples, mais aussi volonté d'exister, plus souvent observable chez les petits peuples. Le nationalisme québécois a souvent été caricaturé par ses adversaires qui l'ont associé à cette volonté de puissance, alors qu'en réalité il entend d'abord exprimer une volonté d'être. Peut-être vaudrait-il mieux, à la suite de Raymond Aron, appeler "nationalité" ce sentiment d'appartenance à une communauté culturelle pour le distinguer du nationalisme, ce mot encore trop chargé de connotations péjoratives.

Troisième point, plus de culture, moins de multiculturalisme. Le Canada a érigé en politique officielle non seulement le respect mais aussi la promotion des différences, parce qu'il était lui-même incapable d'offrir une culture originale susceptible de servir de modèle intégrateur. Les Canadiens, d'ailleurs, commencent à se demander si on n'a pas trop mis l'accent sur les différences et le respect des diverses cultures au Canada au détriment de la construction d'une identité commune canadienne. Le Québec a choisi une voie un peu différente pour affirmer son rapport avec ses immigrants, une voie qui s'apparente davantage à ce qui se fait dans d'autres pays. Il doit poursuivre dans cette direction en proposant aux nouveaux arrivants l'intégration dans la société d'accueil. Celle-ci leur sera ouverte, et en retour, ces derniers l'enrichiront de leur apport.

Quatrième balise, le réaménagement des pouvoirs doit aussi se faire non seulement pour assurer une meilleure formation de la main d'œuvre, de meilleurs programmes pour les travailleurs syndiqués au moyen de politiques intégrées, non seulement pour assurer des instruments et des politiques de développement de nos entreprises, non seulement pour favoriser l'émergence et la consolidation des entreprises industrielles et culturelles, il doit aussi se faire pour assurer une meilleure redistribution des revenus, une plus grande justice sociale et économique. Ce projet doit être un projet pour tous.

Quelles conséquences en tirons-nous? J'ai dit que le partage actuel des compétences n'était plus fonctionnel pour faire face aux défis nouveaux posés par les changements sociaux profonds observés durant les dernières décennies. Il ne correspond pas non plus aux aspirations qui se sont développées de part et d'autre, notamment aux aspirations des Québécois. Le Québec et le Canada ont évolué dans des directions différentes, qui exigent maintenant plus que du bricolage ou du rafistolage constitutionnel ad hoc. Il faut au contraire que le Québec obtienne les pouvoirs de prendre ses propres décisions politiques pour faire face aux défis nouveaux qu'il a à affronter et pour atteindre les objectifs qu'il se fixe collectivement, comme société. La souveraineté nous apparaît un cadre constitutionnel plus approprié pour effectuer ces choix politiques qui sont nécessités par les change-

ments sociaux que je viens d'évoquer. La souveraineté seule permet de faire des choix, de proposer des alliances. Elle se distingue de la recherche d'une plus grande autonomie parce que cette dernière ne donne pas le contrôle sur la prise de décision.

La souveraineté n'est pas une fin en soi. Elle n'est pas non plus importante seulement sur le plan symbolique, pour permettre aux diplomates et politiciens du Québec de se promener à l'étranger avec le "flag" québécois sur le "hood" de leur char, pour reprendre une expression connue que vous avez déjà entendue au moment du référendum. Elle est plutôt un cadre privilégié pour faire ces choix politiques dont j'ai parlé. Évitions au passage la référence au concept flou de "choix de société". Une société ne choisit pas d'être, elle existe, marquée par des conflits, des oppositions, avec une histoire et dans un environnement qui lui impose des contraintes. Elle existe comme le résultat des actions libres et contraintes de ses citoyens. On peut faire des choix politiques, certes, mais on ne peut pas vraiment choisir ce que sera une société. Beaucoup de Canadiens perçoivent l'association avec le Canada proposée par les souverainistes québécois comme une façon commode de minimiser les risques de la souveraineté tout en en retirant les avantages. Bien des Québécois pensent aussi de même. Rêvant de souveraineté mais craintifs devant les risques qu'elle comporte, ils se donnent comme police d'assurance l'association avec le reste du Canada. Il faut revoir cette perception de part et d'autre. Le Québec ne pourra pas chercher à obtenir à la fois les avantages de l'appartenance à la Fédération canadienne et ceux de la souveraineté. (15 h 15)

Le nouveau lien avec le Canada doit être une alliance avec un voisin qui profitera à tous et non une police d'assurance. Le mot "association" est en ce moment très péjoratif au Canada anglais. C'est un terme chargé de connotations qui le rapproche de la police d'assurance, car la perception que le Québec tire profit du Canada y est largement répandue.

À mon avis, le mot "association" doit être abandonné, pour décrire le nouveau lien du Québec avec le Canada. Appelons un chat, un chat et la souveraineté, la souveraineté.

Ceci dit, la position du Québec aura l'avantage de la clarté, ce qui facilitera les discussions avec le reste du Canada. Plutôt que de proposer l'association, le Québec devrait proposer une nouvelle alliance entre partenaires souverains, ce qui est différent. Des partenaires qui feront des affaires ensemble, qui partageront des politiques, qui rechercheront en commun l'atteinte de certains objectifs. Il y aura un grand travail à faire pour changer la perception des représentations sociales, tant chez nous qu'ailleurs.

En conclusion, la souveraineté, ce n'est pas un instrument de négociation. La souveraineté,

c'est un cadre de développement que se donne une société. C'est un cadre qui lui permet d'aménager le vouloir vivre en commun de ses citoyens, qui lui permet aussi de négocier des accords et des ententes avec les autres, dans le but d'améliorer la situation de tous, dans le but de rechercher le bien commun. J'invite cette Commission à poursuivre son travail dans cette voie. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Langlois. Première intervention, M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Tout d'abord, au nom des ministériels, des parlementaires ministériels j'aimerais, vous souhaiter la bienvenue à notre Commission et vous remercier, par le fait même, d'avoir bien voulu accepter notre invitation à venir témoigner comme expert. En premier lieu, j'aimerais aborder le chapitre relatif au décalage politique, plus précisément à la page 10 de votre version finale, lorsque vous constatez à un moment donné que ce décalage politique, dans les perceptions et les actions, augure mal pour de futures négociations avec le Canada dans le cadre actuel.

Si je vous comprends bien, selon vous, dans l'éventualité d'une rupture ou d'un nouveau cadre constitutionnel, est-ce que les négociations seront plus faciles pour en arriver à des ententes? Vous décrivez ces ententes-là. Vous ne parlez pas d'association mais plutôt d'alliance d'États d'égal à égal. Est-ce que, selon vous, les négociations seront plus faciles après un nouveau cadre constitutionnel, comparativement à ce qu'on aurait à négocier aujourd'hui dans le cadre actuel?

M. Langlois: Les négociations ne sont jamais faciles. Je pense qu'elles seront plus faciles pour la raison suivante. Si mon idée est juste, il sera plus facile de négocier entre deux sociétés que d'essayer de faire valoir l'idée d'un statut particulier pour le Québec, à l'intérieur de la société canadienne. Le reste du Canada se perçoit comme un pays uni, c'est-à-dire qu'on parle du Canada d'un océan à l'autre. Récemment, Jeffrey Simpson, dans *Le Devoir*, l'a très bien rappelé.

Bien sûr, on admet l'existence de différences régionales, mais on a toujours en tête cette représentation d'un grand pays, l'un des plus grands au monde, physiquement parlant. Alors, dans cette logique, il devient difficile d'accorder une des composantes, ce statut particulier ou encore cette reconnaissance distincte. Vous savez, toutes les expressions ont été employées depuis 30 ans, au sein même de la Fédération. Mais probablement que si, effectivement, c'est juste, si, effectivement, ces deux sociétés ont évolué, le Canada n'est plus maintenant le Canada britannique, c'est un Canada multicul-

turel. J'ai indiqué d'ailleurs, à plusieurs endroits, ce qui en était. J'ai même fait un tableau qui le montre très bien.

Le Québec est aussi, de son côté, de plus en plus français. Le Québec a choisi d'intégrer les minorités, les nouveaux arrivants à la majorité francophone. Donc, j'ai dit, dans ma présentation, que nous sommes en présence de deux sociétés et non plus de deux nations. Alors, il sera peut-être plus facile, à mon avis, de négocier dans ce cadre-là plutôt que d'essayer de rafistoler encore une fois, pour la huitième fois ou la douzième fois, le cadre existant. On ne peut plus réaménager à la pièce, à mon avis. Il faut partir sur une base différente.

J'ai parlé d'un décalage politique pour expliquer un peu cette idée qu'au Canada on est toujours une heure en retard quelque part, une heure plus tard quelque part. Ici, j'ai rappelé qu'on avait proposé d'essayer de mieux asseoir et affirmer la présence francophone dans tout le Canada au début du siècle. C'était le rêve de Bourassa, vous le savez. Lorsque, effectivement, on a entrepris de construire sérieusement le Canada sur cette base, bien, on le sait, le Québec était passé à autre chose. Les Canadiens français ont été les premiers à revendiquer des symboles nationaux: un drapeau, l'hymne national canadien, etc. Lorsqu'on a donné un drapeau au Canada, ça faisait 20 ans que les Québécois s'étaient déjà donné le leur et s'étaient identifiés. Alors, c'est un peu cette hypothèse que j'ai essayé de développer dans le mémoire, à savoir qu'il y avait ce décalage, décalage qui s'est accentué à mon avis, maintenant, parce que ces deux sociétés se sont affirmées de plus en plus différemment.

M. Dauphin: Considérant justement ce décalage, plusieurs intervenants nous ont dit qu'il y aurait, évidemment, une phase de transition qui pourrait être difficile pour les Québécois et les Québécoises. Est-ce que vous avez réfléchi sur la période de transition, tout en tenant compte, évidemment, du décalage ou des perceptions qui sont assez différentes entre le Canada anglais et le Québec?

M. Langlois: Oui. La transition, je pense que nous sommes maintenant mieux armés pour y faire face. D'autres pays nous offrent, en ce moment, sous nos yeux, de très bons exemples. En Allemagne, on est en train de réunifier deux systèmes, deux sociétés tout à fait opposées, tout à fait différentes. La Pologne a pris un virage vraiment considérable et à l'opposé du régime qu'elle connaissait il y a encore seulement quelques mois, quelques années. Je pense que les sociétés, lorsqu'elles sont bien équipées, sont capables de faire face à ces changements. Moi, j'ai bien confiance que si nous savons exprimer clairement ce que nous voulons, nous allons aussi pouvoir négocier et négocier probablement

rapidement de nouveaux aménagements qui vont satisfaire, de part et d'autre, les aspirations de chacun.

M. Dauphin: Une autre question, si vous me le permettez, M. le Président. C'est qu'au début de votre mémoire, vous soutenez que les Québécois ont une perception trop globale des Canadiens, comme vous l'avez mentionné tantôt. C'est que le Canada anglais n'est pas nécessairement homogène et que les Canadiens sont d'origine ethnique très diversifiée. Vous soulignez également que plusieurs analystes du Canada anglais craignent cette pluriethnicité et s'inquiètent de la balkanisation éventuelle du Canada. J'aimerais vous entendre là-dessus. Que devrait-on conclure de ça?

M. Langlois: On doit conclure que c'est peut-être l'argument principal qui mine, en ce moment, la thèse qui a fondé le Canada tel qu'il existe. Tout à l'heure, mon collègue Laforest a évoqué ce concept des deux nations. Il a fait référence, d'ailleurs, à un vieil article de M. Ryan. En fait, cette idée des deux nations, d'un contrat entre deux peuples fondateurs, c'est ce mythe, en quelque sorte, qui a fondé le Canada en 1867. Or, l'évolution de la société canadienne s'est faite dans le sens d'une plus grande ouverture vers une composition diversifiée de sa population, au point où les personnes d'origine britannique sont maintenant minoritaires au Canada. Donc, on ne peut plus parler d'un ou de deux peuples fondateurs. Il faut plutôt parler maintenant d'une société multiethnique dans le cas du Canada et, dans le cas du Québec, d'une société encore largement francophone de souche, c'est certain, mais aussi une société qui a pris le virage vers le modèle multiculturel, comme on l'observe, d'ailleurs, dans d'autres sociétés: la France, les États-Unis et tant d'autres.

Donc, dans les prochaines années, avec cette augmentation de l'immigration, notamment d'une immigration plus visible, le Québec aussi va devenir cette société multiculturelle. Nous avons dans le texte, en ce moment, ce que j'appelle deux creusets, en quelque sorte: l'un canadien, qui se fait de plus en plus en anglais, et l'autre, québécois, qui, lui, se fera de plus en plus en français.

M. Dauphin: Un autre point, si vous me le permettez, M. le Président. Je tiens à vous dire que j'ai trouvé votre mémoire très intéressant, très clair, facile à lire, très bien rédigé. Un point que vous passez sous silence, c'est comment mettre en oeuvre le projet de souveraineté. Avez-vous prévu des mécanismes? La plupart des intervenants, évidemment, on a eu l'occasion d'échanger avec eux... Comment voyez-vous la façon de mettre en application ou de mettre en oeuvre le projet de souveraineté?

M. Langlois: Il faudrait d'abord poser clairement la question aux Québécois, c'est-à-dire qu'il faudra élaborer un projet et une question claire à partir de cette option. Si elle est acceptée démocratiquement, eh bien, je pense que nous aurons à discuter, dans le cadre de conférences avec l'autre partie du Canada, les mécanismes de répartition des actifs et de tout ce qui va comporter justement cette affirmation de souveraineté. Et, par la suite, négocier ce que j'appelle ici des alliances ou des ententes ou des accords de toutes sortes.

Vous savez, au Québec et au Canada, nous avons une très longue expérience de ces négociations. Une très longue expérience. Il y a eu, je pense, pas moins de 35 conférences constitutionnelles depuis 1827. Alors, nous sommes dans une position, à mon avis, beaucoup plus privilégiée que ne l'étaient les Allemands ou que ne l'étaient les Polonais pour changer de régime. Nous avons déjà l'habitude de négocier. Nous connaissons nos partenaires. Nous avons la même culture politique, une culture démocratique, un système parlementaire qui est assez identique. Bref, nous avons en main tous les instruments et tout le cadre pour faire ces discussions, alors que d'autres pays ont réussi à changer radicalement leur situation sans avoir ce minimum d'institutions ou encore d'habitudes, si on veut, préalables. Alors, moi, je suis confiant que, s'il y a une position claire du côté du Québec, eh bien, le Canada va devoir compter avec cette position claire. Et peut-être, même, qu'ils seront mieux disposés à négocier ce nouveau type d'entente, ou ces nouvelles ententes, qu'à essayer d'imaginer, pour une troisième ou quatrième fois, une sorte de statut particulier ou d'aménagement, disons, préférentiel pour le Québec.

M. Dauphin: Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. Dauphin. Alors, Mme Harel, c'est à vous.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Cet automne, vous avez publié ou c'est publié sous votre direction, je crois, un ouvrage important qui s'intitule "Évolution et tendance au Québec". Et je crois que votre mémoire porte un regard pénétrant sur l'état de la situation autant dans la société québécoise que canadienne. Moi, je vous suis reconnaissante de nous laisser ce mémoire qui, à mon point de vue, est l'un des mémoires importants que nous avons reçus en Commission. Mais je vous suis surtout reconnaissante parce que, nous tous, membres de cette Commission, allons pouvoir changer le modèle familial que nous utilisons, quelle que soit notre allégeance, pour expliquer l'état de la situation qui est souvent le modèle du divorce d'un couple.

Vous, vous nous en offrez un autre, à la page 19. Vous nous offrez le modèle de frère et soeur. Et je voudrais juste le reprendre parce

qu'il me semble, peut-être, être plus conforme à l'état des choses. Vous dites: "Le Québec et le Canada ont évolué dans des directions différentes... Nous voilà en présence de sociétés, qui sont à la fois proches l'une de l'autre mais fort différentes, un peu comme ces frères et sœurs qui se retrouvent, à l'âge de 50 ans, à la fois liés pour l'enfance vécue en commun, mais étrangers les uns aux autres à la suite des décisions qu'ils ont prises tout au long de leur vie. Or, nous sommes en présence de sociétés dans lesquelles les différences sont en voie d'escamoter les liens communs, liens qui sont cependant toujours évoqués avec une certaine nostalgie." Alors, c'est là, donc, une sorte de vision qui n'est pas antagonique malgré tout. Et pour ce modèle familial nouveau qui, j'espère, sera repris par tous les membres de la Commission, je vous remercie.

Ceci dit, vous l'avez repris en échange avec mon collègue. Vous nous dites: La vision du Canada dualiste, celle des deux peuples fondateurs, sur laquelle se fonde la philosophie du renouvellement du fédéralisme que d'aucuns voudraient malgré tout réactualiser. Vous nous dites: Cette vision-là est dépassée, non pas parce qu'elle est rejetée par les acteurs, mais parce qu'elle n'existe plus. Vous nous dites: Le Canada anglais n'est plus britannique, vous nous le prouvez avec des tableaux et, puis, vous nous parlez de son multiculturalisme. Et vous avez un autre regard, aussi, sur le Canada français parce que, là, vous nous dites: Il y a eu un passage de l'identité canadienne-française à l'identité non seulement québécoise, mais il y a eu éclatement de l'identité canadienne-française. Oui, nous l'avons vécu devant cette Commission.

Vous nous dites dans votre mémoire que cette identité a été remplacée par des identités régionales francophones, acadiennes, fransaskoises, franco-ontariennes, franco-manitobaines et c'est ça, finalement, que nous avons pu constater et non pas que le Canada français s'est replié sur le Québec. Pas du tout. C'est que le Québec, en fait, s'est ouvert sur la dimension multiethnique et il y a une présence francophone ethnique maintenant qui, nous dites-vous, se reconnaît comme telle. C'est là donc une dimension qui est sans doute extrêmement importante et j'aimerais vous entendre commenter le fait qui, justement, lors de l'entente de la négociation sur Meech, a souvent été mis en opposition: le multiculturalisme et la société distincte.

(15 h 30)

M. Langlois: En fait, ce qui était – comment dire – en cause au fond et ce qui n'a jamais été exprimé très clairement, c'est: Quelle est la vision de base que nous devons avoir pour fonder en quelque sorte une nouvelle constitution ou encore un nouveau vouloir vivre en commun? Le problème que je vois, c'est que nous avons en ce moment deux visions des choses. Nous avons une vision canadienne qui présente en fait la

société comme étant – c'est d'ailleurs un modèle très généreux – une société très ouverte, très accueillante pour les gens qui viennent du monde entier, une société qui offre aussi à ses membres une bonne protection sociale, etc., et une société anglophone aussi, au fond, mais qui respecte les droits de ses minorités francophones. Le problème, c'est qu'au Québec on a une vision différente des choses. On a une vision d'une société qui est aussi ouverte et qui a aussi ses institutions propres mais qui se fait en français et qui, en même temps, a aussi, sur un certain nombre de questions, des options différentes.

Par exemple, une société qui choisit d'aménager sa formation professionnelle d'une façon différente, d'essayer de mieux lier la formation et l'école, d'assurer, par exemple, la formation continue de la main-d'œuvre en l'intégrant le plus possible dans le système scolaire alors qu'ailleurs, dans le Canada, on fait d'autres choix. En d'autres termes, ce que je veux essayer d'expliquer, c'est que nous sommes en présence, finalement, de deux sociétés qui cherchent à aménager leur vouloir vivre en commun de façon un peu différente. Ces différences m'apparaissent devenues de plus en plus importantes au point qu'elles devront déboucher ou elles vont déboucher sur la nécessité d'un cadre juridique et constitutionnel nouveau. C'est un peu l'essentiel de ce que je voulais essayer de montrer.

Mme Harel: Dans un autre ordre d'idées, vous avez aussi beaucoup développé la question des institutions parallèles, c'est-à-dire que vous développez le fait que, comme minorité, on n'a pas "compétitionné" dans les institutions de la majorité canadienne mais on a mis en place un réseau d'institutions parallèles dans lesquelles nous étions majoritaires dans tous les secteurs. On a l'exemple, autant de la Caisse de dépôt et placement du Québec que tous les autres exemples. Vous dites: En créant ces institutions parallèles dans lesquelles nous étions majoritaires, nous avons renforcé la société globale et en la renforçant, en fait, nous façonnions le pays. Est-ce que vous en êtes au point de dire qu'il y a un pays réel qui existe maintenant? Qu'il suffit de le nommer parce qu'il existe. Est-ce que c'est ça, votre sentiment?

M. Langlois: Oui, je pense qu'un pays ou une société... L'essentiel de ce mouvement a effectivement montré qu'il était un peu la genèse de ces changements et comment, au fil des ans, au fil du développement et des décisions qui ont été prises, on en est venus à avoir ce type de société différente au sein du Canada, qu'on nomme le Québec. Et on aurait pu avoir un autre modèle, que j'évoque ici, qui est le modèle américain où les minorités prennent leur place dans les institutions. Les Noirs n'ont pas leurs propres institutions financières ou leur propre

système scolaire, etc. Ils cherchent à être présents dans les institutions du pays. Alors qu'ici on a, en fait, créé de nouvelles institutions, souvent en parallèle avec celles qui existent au Canada; on le voit dans le système bancaire, on le voit dans le système de santé, on le voit dans le système d'éducation, on le voit, en fait, dans toutes les institutions. Alors, c'est ce que j'ai appelé le développement d'institutions parallèles. Et en fait, il faut voir qu'une société existe parce qu'elle a une organisation sociale donnée, parce qu'elle a une structure sociale donnée, parce qu'elle s'est donné des institutions et aussi parce qu'elle a un vouloir vivre collectif ou commun donné. Et tous ces aspects me semblent, en ce moment, de plus en plus différenciés, lorsqu'on examine la situation au Québec et ce qui existe dans l'ensemble du Canada.

Mme Harel: Vous nous parlez également, dans ce mémoire, du départ d'une partie de l'élite anglophone qui s'est transformée par un remplacement d'une garde montante francophone. En vous lisant, je me suis dit: ce qui peut paraître comme une carence finalement se transforme, ce qui peut apparaître comme allant donner des résultats négatifs peut se transformer, au contraire, en avantages. J'avais le goût de vous demander: Est-ce que vous pensez qu'il faut une rupture? On parle souvent de la rupture. C'est souvent évoqué comme une sorte d'inquiétude, mais est-ce que, selon vous, il en faut une rupture pour pouvoir bâtir sur une autre réalité par la suite?

M. Langlois: Je pense qu'il faut moins une rupture qu'une affirmation, c'est-à-dire que... Là, je reprendrai peut-être le modèle parents-enfants à ce moment-là pour y répondre. C'est qu'on s'affirme sans nécessairement faire une rupture radicale. On peut garder de bons liens, mais on peut en même temps être autonomes, souverains et puis faire son affaire si on veut. Alors...

Mme Harel: Et si l'affirmation que nous souhaitons, que vous semblez souhaiter, exige une rupture, pensez-vous que la société québécoise, telle que vous la connaissez, vous qui l'avez étudiée en profondeur, est en mesure d'y réagir adéquatement?

M. Langlois: Je pense que ce qu'on observe en ce moment, peut-être du point de vue sociologique, c'est l'apparition d'une très grande différence et d'une très grande différenciation. À ce moment-là, est-ce qu'on doit appeler ça une rupture? Peut-être pas, mais ce qui est en cause en ce moment, c'est de déterminer quel sera le cadre constitutionnel et le cadre politique pour permettre le développement continu et le développement futur de ces deux sociétés qui s'affirment différemment. C'est ça au fond qui est en

question en ce moment.

Moi, j'ai voulu, dans ce mémoire, avancer l'idée que la situation réelle du pays avait beaucoup changé et qu'il fallait maintenant réaménager le cadre constitutionnel pour permettre à ces groupes qui ont changé d'aménager leur futur réciproque.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Harel, vous me permettrez de vous interrompre et de passer la parole à M. Jacques Proulx, en disant que le prochain bloc, qui a plusieurs intervenants et qui veulent parler... M. Proulx n'a pas parlé depuis ce matin, alors je lui laisse ses cinq minutes.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Je peux vous dire au départ que vous avez fait un travail que je trouve extraordinaire particulièrement quant à la dimension que vous donnez à la notion de société distincte. Quand vous affirmez que le Québec constitue une société globale spécifique, je trouve ça drôlement intéressant, cette approche-là, parce que je pense que c'est véritablement par cette voie-là, d'une façon globale, qu'on va arriver au moins à mettre de l'avant un certain nombre de solutions qui peuvent être potables pour l'avenir parce que, malheureusement, comme vous le dites aussi encore là, beaucoup trop de gens ont limité le débat ou ont limité la spécificité du Québec à la langue ou à l'ethnicité. Moi, j'endosse ça facilement. C'est peut-être facile pour moi aussi et je pense que, dans ce travail-là, vous avez vraiment abordé la question dans son ensemble et surtout, ça nous rappelle que tant et aussi longtemps qu'on ne reconnaît pas le Québec comme un pays, il est très difficile de pouvoir justement regarder toute la situation dans sa juste mesure.

Vous nous proposez ensuite, dans une deuxième partie, un certain nombre de balises pour faire le choix politique et constitutionnel. Je n'énumérerai pas ceux que vous avez faits. Je vais revenir seulement sur une. Quand vous dites un projet pour tous, faire une place aux pauvres et aux gens de faible revenu, seriez-vous capable d'explicitier un peu plus autour de ça? Avez-vous des idées plus explicatives autour de ça? Ça serait quoi une société qui ferait une place plus grande à ces gens-là?

M. Langlois: Alors, un mot sur les grandes transformations que nous avons connues ces dernières années. Vous le savez, les revenus personnels ont beaucoup augmenté durant les années cinquante et soixante, les "golden sixties". À partir du milieu de l'année 1970 et jusqu'à aujourd'hui, les revenus individuels de travail ont connu une croissance très faible. Ce qui a assuré la croissance du niveau de vie de la population québécoise et canadienne, c'est essentiellement l'ajout d'un second revenu dans les ménages, et

lorsque les ménages n'ont pas pu compter sur ce second revenu, ils ont été déclassés, c'est-à-dire que leur situation s'est détériorée.

Ce qui a permis aussi le maintien, durant les années quatre-vingts, du niveau de vie, c'est l'endettement collectif et privé, c'est-à-dire donc l'anticipation sur le futur de revenus futurs. Alors, dans ce contexte et au fil des transformations qu'on a connues dans les modes de vie, la monoparentalité qui a augmenté, etc., le chômage qui a aussi augmenté et ainsi de suite, eh bien, on a développé au Canada un grand nombre de programmes. J'en ai identifié une vingtaine dans le mémoire. La commission Macdonald avait identifié, je pense, 80 programmes de soutien de revenu, autour de 80, et certains auteurs sont même allés jusqu'à dire qu'il y en avait plus de 100 ou 150. Bon. Tout dépend évidemment comment on les définit.

Alors, on le voit, il s'est fait en quelque sorte une intervention un peu dans le désordre ou encore à la pièce sur chacun des dossiers. Mais moi, je pense que ce nouveau cadre constitutionnel devra donner au Québec des instruments pour pouvoir faire face à ces transformations sociales et aussi pour pouvoir effectuer certains choix politiques, comme celui de redistribuer les revenus. Vous savez, le Québec a mis de l'avant plusieurs politiques complémentaires ou politiques fédérales ou même, dans certains cas, des politiques qui sont nouvelles et pas seulement complémentaires. Le Québec est donc intervenu dans la mesure de ses moyens.

Maintenant, ce que j'ai voulu dire par ce paragraphe, c'est qu'il faudra imaginer ce Québec souverain comme un Québec aussi qui se construit pour tout le monde et, donc, pas seulement pour soutenir les efforts de nos entrepreneurs, ce qui est d'ailleurs très louable. Il faut créer de la richesse dans notre société, créer de l'emploi, pas seulement pour les artistes, M. Turgeon, pas seulement pour les cultivateurs que vous représentez, mais aussi, je pense, pour tout le monde. Vous le savez, Hubert Guindon, qui est un sociologue assez connu, a montré que les classes moyennes avaient beaucoup profité de l'intervention de l'État. Moi je pense que dans ce nouveau réaménagement, eh bien, il faudra en profiter pour faire des choix qui vont profiter plus largement au nombre, à l'éventail le plus grand possible de personnes.

M. Proulx: Mais, si je retiens bien, ça se situe davantage au niveau des politiques beaucoup plus adéquates, en fait, pour ces gens-là. Ça ne veut pas nécessairement dire un projet de société où ces gens-là ont davantage de voix, si on veut, de voix au chapitre, de voix aux décisions. Ce n'est pas ça que vous me dites. C'est davantage des politiques mieux structurées, qui répondent mieux à leurs besoins.

M. Langlois: Oui, mais ça...

M. Proulx: ...à continuer à les maintenir dans un état maternel, si on veut.

M. Langlois: Oui, vous avez raison. Passons, en ce moment, à la séparation qu'il y a entre les politiques d'aide sociale et les politiques de maintien du revenu et les politiques de formation professionnelle, et celle de l'assurance-chômage. On pourrait en ajouter d'autres. Voilà donc autant d'interventions qui nécessiteraient peut-être d'être redéfinies ou redéployées pour mieux répondre à des besoins, notamment, par exemple, le besoin de formation. Mais à partir du moment où ça se fait dans des juridictions différentes, coordonner les interventions devient plus difficile et on le voit en ce moment sur plusieurs dossiers.

M. Proulx: Une autre petite question. Vous parlez, à la fin...

Le Président (M. Jean Campeau): Je suis obligé de vous interrompre. Là vraiment, je suis passé...

M. Proulx: Juste la France là, j'aimerais ça qu'il donne si c'est irréaliste de penser que la France doit intervenir avant qu'on se décide.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous dites un oui ou un non ou peut-être.

Une voix: Ha, ha, ha!

M. Langlois: Bon. Je donnerai une réponse courte. Écoutez, c'est un point marginal de mon mémoire qui mérite d'être clarifié, M. le Président, si vous le permettez. Je ne voudrais pas empiéter sur le temps.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va lui être chargé lors d'un autre intervenant.

M. Langlois: Oui. De M. Proulx. Soyons précis. Je n'ai pas voulu demander, dans le mémoire, ou suggérer que la France intervienne à notre place, ne choisisse à notre place. Je ne veux pas et je pense que personne ne veut d'un nouveau colonialisme ou d'un nouveau paternalisme. Ce que j'ai voulu dire, au fond, c'est que la France a un lien historique privilégié avec le Québec. Elle est un partenaire économique et culturel important. Elle est aussi, pour nous, la porte d'entrée de l'Europe. Donc, dans ce contexte, la France devra être, au fond, l'un des premiers pays à soutenir le choix du Québec quel qu'il sera, ce choix étant, bien sûr, le nôtre.

Il m'est venu à l'esprit la nécessité de faire ce commentaire, un peu à la suite de déclarations de certaines personnes qui doutaient, par exemple, qu'un Québec souverain ou un Québec plus autonome puisse faire respecter au plan international les ententes signées par le Canada.

Je pense que si on en vient là, la France aura, ici, un rôle majeur à jouer, étant parmi les premiers pays étrangers à dire: Nous reconnaissons le choix fait par les Québécois, nous l'appuyons et nous continuons de l'appuyer. Alors, c'est en ce sens-là que j'ai voulu faire cette remarque à la fin de mon rapport, mais qui, en fait, est marginale par rapport à l'ensemble, je le reconnais.

(15 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous passons, donc, à M. Desjardins, suivi de M. d'Anjou, suivi de M. Larose.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Langlois, votre mémoire a le grand mérite, et c'est à votre honneur, d'être clair sur l'option que vous privilégiez. Vous nous dites qu'une souveraineté ça ne se quémande pas, ça se proclame et qu'ensuite, on bâtit nos associations et nos traités avec les pays voisins. C'est comme ça que ça se passe et on doit être assez responsables pour accepter les risques que ça peut causer. Je pense que je traduis bien votre pensée et il y a une honnêteté là-dedans, moi, que je trouve belle.

C'est un commentaire que j'aimerais vous faire parce que je pense qu'il est important. Dans tout votre mémoire vous y faites référence et tantôt, quelqu'un en a parlé. Vous dites que le concept des deux nations s'estompe et on comprend ce que vous voulez dire, les deux peuples, les deux nations. Mais vous conviendrez avec moi que le document essentiel qui régit la vie d'un pays, c'est une constitution – vous êtes d'accord avec moi – et que jamais, dans la Constitution de 1867 et celle de 1982, on n'a osé parler de deux peuples fondateurs, francophone et anglophone, ou de deux nations, une nation anglophone et une nation francophone. Donc, sur le plan du droit ou de la Constitution, on comprend toute la résistance et Meech est le résultat, aussi, de cette résistance du Canada anglais de reconnaître cette distinction de la société québécoise.

Alors, moi, je vous le dis comme ça et c'est mon opinion: le renouveau du Canada ou son échec sera dû à la réaction du Canada anglais d'être capable d'ajuster ses lunettes et de se dire: "C'est-tu" possible que dans ce pays-là il n'y ait pas une société distincte, mais qu'il y ait deux sociétés distinctes? Et si le Canada anglais entérine vraiment ce concept de deux nations et de deux peuples, à ce moment-là, toute renégociation constitutionnelle, toute structure politique, qu'elle soit fédérale ou régime fédéré de deux États, devient possible. C'est, ultimement, la façon dont je vois la solution au problème que nous avons et ça m'a été inspiré par cette mention que vous faites, que le concept des deux nations a échoué. On comprend ce que vous voulez dire et Meech en est la preuve, mais juridiquement, de façon constitutionnelle,

jamais le document qui gère notre pays n'a reconnu ce concept des deux nations. On ne l'a jamais essayé en tant que tel.

M. Langlois: Ce n'est pas reconnu dans la Constitution, mais c'est reconnu dans les discours. Vous le savez, vous avez peut-être lu le livre de Grant qui reprend cette grande idée aussi d'un Canada résultant du contrat entre les deux peuples fondateurs. Bien sûr, on n'en parle plus aujourd'hui pour une raison que j'ai essayé d'expliquer, à savoir que le Canada s'était transformé sociologiquement, autrement. Mais il reste que si on retourne dans le passé, cette idée, justement, d'un contrat entre deux peuples fondateurs ou entre deux nations...

M. Desjardins: Il y a eu des commissions royales d'enquête là-dessus.

M. Langlois: ...était quand même répandue largement.

M. Desjardins: Mais on n'a jamais accepté de l'enchâsser dans une constitution, c'est drôlement significatif, et si on acceptait de le faire, tout redeviendrait possible et discutable.

M. Langlois: Moi, je pense qu'on ne peut plus le faire parce que ça n'existe plus.

M. Desjardins: C'est votre opinion, je la respecte.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Nous passons maintenant à M. d'Anjou.

M. d'Anjou: M. Langlois, vous dites dans votre mémoire: Plus de culture, moins de multiculturalisme. On a reçu énormément de groupes multiculturels. Je me demande s'il n'y a pas dans notre pays, au Québec même, une certaine ambiguïté entre la façon d'accueillir les gens de diverses cultures et la façon dont ces gens-là perçoivent leurs droits face à leur intégration dans notre société. À partir du moment où on reconnaît que le Québec est majoritairement une société de langue française et que tout le monde accepte de fonctionner dans la langue française, que c'est la langue de travail, la langue principale des communications et que, du côté des Québécois, nous sommes prêts à reconnaître les différences, c'est-à-dire que chacun puisse développer sa culture, la maintenir, il y a quand même certaines exigences, et ça explique peut-être certaines lectures que, dans d'autres provinces du Canada, on fait de la société québécoise.

On parlait tantôt de société distincte, mais il reste quand même que, dans la Confédération de 1867, il y a des clauses très particulières pour le Québec. Je pense au droit civil, par exemple. C'est vraiment une distinction fondamentale qu'on n'ait pas le même droit civil que

les autres Canadiens. Mais c'est cette perception avec la politique fédérale de multiculturalisme où on a mis de côté la notion de deux peuples fondateurs, tout en reconnaissant qu'il y avait des nations autochtones avant nous, qui fait que les francophones hors Québec sont perçus comme une minorité comme une autre. C'est peut-être ça qui est la grande ambiguïté dans notre pays et qui empêche cette société, dans les autres provinces, de reconnaître justement une société distincte au Québec, par voie de conséquence, un statut différent au Québec. Qu'est-ce que vous en pensez?

M. Langlois: Oui, j'ai voulu dire par là que nous devons construire une société et une culture ensemble, c'est-à-dire que les Québécois de souche devront peut-être refuser ce que j'ai appelé dans le rapport l'idéalisation du passé antérieur, en reprenant l'expression de Nietzsche. Regardons la société québécoise telle qu'elle est maintenant. Eh bien! elle s'ouvre de plus en plus à de nouvelles populations qui arrivent ici, les immigrants, des nouveaux arrivants aussi de souche qui sont d'origine variée et aussi qui sont plus visibles. Ce que j'ai voulu dire ici, c'est qu'on doit construire ensemble cette société québécoise, donc, nous-mêmes, comme Québécois de souche - je dis nous parce que je parlerai pour moi, ici - abandonner peut-être cette référence ou même ce concept de souche. Ça devient un peu gênant de parler de Québécois de souche, etc. Je pense que les personnes qui acceptent de vivre au Québec et qui veulent y vivre - ce que j'ai appelé tantôt le vouloir-vivre en commun - s'appellent et s'appelleront des Québécois, et puis ils vont partager ensemble un certain nombre de choses. C'est-à-dire que les immigrants vont enrichir la culture québécoise. Mais ce que j'ai voulu dire ici par "plus de culture et moins de multicultural", c'est qu'il fallait quand même garder à l'esprit la nécessité d'un collectif qui se tient et qui est quand même intégré pour éviter les écueils que nous rencontrons en ce moment dans d'autres pays où des cultures coexistent en parallèle. Et ce n'est vraiment pas, je pense, le modèle de société le plus harmonieux.

M. d'Anjou: Je vous remercie. Ce qu'on a appelé, hier je pense, de la mayonnaise constitutionnelle, quelque chose pour réunir tout le monde.

M. Langlois: Oui, mais qui va nous transformer nous-mêmes aussi. Il faut en être conscients.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. d'Anjou. M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Comme le député Dauphin, je trouve ce texte d'abord

très clair et, dans ma courte liste, c'est certainement un de ceux que je retiendrais parce que, d'abord, il est extrêmement réaliste dans l'analyse. Il étale des contraintes qui sont les nôtres en même temps qu'il y a du souffle dans le projet. Vous dites, à la page 11: "Il faut être capable d'espérer."

Il y a deux pages que je soulignerais plus particulièrement. C'est la description que vous faites du décalage politique. On a comme l'impression que, de façon systématique, le Canada est une manche en arrière, le Québec imposant le rythme de la marche.

J'aimerais qu'on s'arrête un petit peu sur le nationalisme, les nationalités, le mouvement "nationalitaire." Ce que j'ai trouvé très éclairant, c'est lorsque vous dites que ce qui est volonté de puissance chez les grands peuples, le nationalisme, chez les petits, est une volonté d'être. Je pense que dans le débat qu'on a fait, plus particulièrement dans les deux derniers jours, je suis toujours un peu surpris moi-même d'être piégé par une certaine culpabilité. Quand, comme Québécois - et Québécois, pour moi, ce sont tous les gens du territoire - on veut affirmer nos droits, on a toujours l'impression qu'on les vole aux autres. Je trouve que, dans la catégorie que vous empruntez à Raymond Aron, il y a là une explication, un éclairage très important que j'aimerais que vous explicitiez davantage.

M. Langlois: Cette nation à laquelle je fais référence, se définit de plus en plus comme une communauté de citoyens. Alors, j'aimerais expliquer un petit peu ça. Au fond, dans l'idée d'une nation, on retrouve le plus souvent l'idée de consanguinité, c'est-à-dire le partage de la même origine ethnique, la même souche, l'affiliation par les liens du sang, souvent ajoutée à ça la religion, etc. Ça donne une mixture un petit peu explosive, au sens où on exclut les autres parce que si on n'a pas cette filiation, ce lien du sang ou cette appartenance à la même religion, etc., on ne fait pas partie de la nation.

Or, cette idée, ce concept d'une nation qu'on retrouve beaucoup au 19^e siècle, elle est en train d'être abandonnée par un peu tout le monde au profit d'une nouvelle conception de la nation comme communauté de citoyens. C'est-à-dire qu'à partir du moment où des citoyens acceptent de partager le vouloir vivre en commun d'une société, ces citoyens deviennent partie de la nation.

Entre-temps, regardons ce qui se passe en France. La France est un pays qui a été constitué à partir d'une forte immigration. On estime qu'il y a plus de 1 000 000 de Polonais en France. Il y a combien d'Italiens, pensez-vous, dans ce pays, de personnes d'origine italienne, etc.? Et ça continue avec la communauté arabe, maintenant, qui est très forte en France. Tous ces gens se définissent comme des citoyens français et, donc, comme membres de la nation

française. C'est dans ce sens-là qu'on parle de plus en plus maintenant de la nation comme d'une communauté de citoyens. Et moi, je pense que c'est un peu la voie de l'avenir. En d'autres termes, parler d'une nation ou de nationalisme, aujourd'hui, ce n'est pas péjoratif si on en parle dans ce sens-là. Par contre, ça le sera si on en parle dans le sens plus classique ou traditionnel, ce qui est un sens exclusif, au sens où on exclut les autres qui n'ont pas les caractéristiques des nationaux.

M. Larose: C'est ce qui vous amène à dire que la culture n'a pas de frontières. Elle peut être alimentée, mais elle a des racines.

M. Langlois: C'est ça. Elle n'a pas de frontières, elle a des racines. Par contre, les racines sont importantes. C'est-à-dire que la culture universelle, je pense... Est-ce que ça existe? Je ne le sais pas trop. Mais ce qui existe certainement, ce sont des façons locales, enracinées, si on veut, de vivre et de manger, etc. On le voit même avec ces grandes tendances internationales. On parle souvent de la mondialisation, de l'uniformisation, etc. Mais derrière cette uniformisation, on retrouve toujours une coloration nationale ou culturelle qui va se marquer. En d'autres termes, il y a un peu des deux, si on veut. On emprunte beaucoup, mais, en même temps, on digère, on réaménage et on compose avec toutes ces différences, de sorte que cet amalgame donne des résultats un peu différents.

Il y a, en d'autres termes, une grande identité européenne, mais qui ne gomme pas les identités nationales. Il y a une identité américaine, nous y participons comme Québécois. Nous sommes des Américains, nous ne sommes pas des Français. Mais, en même temps, nous avons nos particularités par rapport aux autres. Et on observe aussi, dans des pays comme les États-Unis ce double processus, c'est-à-dire cette "américanité" qui définit l'être américain, mais en même temps ces différences régionales qui sont aussi importantes.

M. Larose: Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors, M. Libman, il reste quatre minutes, est-ce que vous les prenez?

M. Libman: O.K., oui. Je vais essayer d'être court. M. le Président, je joins ma voix à ceux qui ont trouvé ce mémoire très intéressant. C'est un des rares mémoires qui examinent le nationalisme.

Vous parlez, dans votre mémoire, des deux formes de nationalisme. À la page 12, vous dites: "Lors d'une manifestation nationaliste, à Montréal, devant une pancarte portée par un manifestant "Mieux vaut mourir que de parler anglais..."

Vous appelez cela un nationalisme étroit qui doit être clairement rejeté. Et vous comparez cette forme de nationalisme à un nationalisme plus positif, l'affirmation de soi, que vous mentionnez à la page 12. Alors, ma question est très courte et peut-être un peu hypothétique, mais j'aimerais bien avoir votre opinion là-dessus: Comment peut-on être sûr que vous gagnerez et non pas les nationalistes étroits, non pas le nationalisme étroit? Comment peut-on être sûr que vous allez gagner, ou votre conception du nationalisme qui est l'affirmation de soi?

M. Langlois: Parce que... pour une raison très simple, nous avons des institutions démocratiques... L'existence de cette Commission, la pluralité des points de vue qui sont mentionnés, la grande liberté d'expression que nous connaissons, je pense que c'est là pour rester. Moi, je suis un peu effrayé d'entendre, d'avoir entendu plusieurs fois ce discours, je ne parle pas de ce que vous venez de dire, mais le discours qui nous présente les Québécois comme étant toujours un peu en puissance d'opprimer l'autre. Vous le savez, je pense que c'est une vision un peu méprisante qu'on a du Québec, qui trouve un certain fondement dans l'histoire mais, en même temps, un fondement qui devrait être réinterprété, parce que, vous savez, les Québécois n'ont jamais opprimé des minorités comme d'autres pays l'ont fait, comme...

Regardez ce qui s'est passé dans des pays européens, regardez même ce qui s'est passé aux États-Unis. On n'a pas eu ce genre d'oppression au Québec. Lorsqu'on met en doute que le Québec, qu'un Québec plus maître de son destin, avec des institutions souveraines, serait un Québec menaçant pour sa minorité anglophone, juive ou pour toutes les autres minorités, je pense qu'on fait une mauvaise lecture de la situation et, surtout, on fait des procès d'intention qui n'ont pas de fondement. Le Québec est une société démocratique. Nous avons des institutions qui ont été mises en place au fil des années. Nous avons adopté le système parlementaire depuis très longtemps.

Donc, je pense que nous avons ici des instruments pour assurer le respect des droits de toutes les personnes, et j'ai l'impression qu'à travers beaucoup de mémoires, on trouve aussi toujours cette volonté à la fois de s'affirmer comme tels, mais une volonté de respecter l'autre. Ce qui fait que la garantie de ce respect est donnée par les institutions que nous avons et par le débat démocratique qui est en cours. Moi, je ne suis pas craintif pour l'avenir, contrairement à ce que d'autres ont exprimé ici, à ma place, à plusieurs reprises, devant la Commission.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. Alors, M. Langlois, merci du temps consacré, que vous nous avez accordé. Je pense

que mes collègues et moi avons certainement remarqué la grande facilité avec laquelle vous répondez aux questions, mais surtout votre grande délicatesse dans vos réponses. Alors, je vous remercie.

(Suspension de la séance à 16 h 3)

(Reprise à 16 h 5)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Arpin, si vous êtes prêt, on commence. Alors, M. Arpin, sixième expert invité aujourd'hui, vous avez dix minutes comme les autres pour la présentation de votre mémoire et, par la suite, vu que vous avez accepté de répondre à nos questions, nos gens de la Commission se feront un plaisir d'explorer vos connaissances.

M. Roland Arpin

M. Arpin (Roland): Merci, M. le Président. Messieurs les co-présidents de la Commission, mesdames et messieurs les membres, je voudrais d'abord vous remercier de l'invitation que vous m'avez faite de présenter un mémoire devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. J'ai choisi de m'en tenir au domaine de la culture dans lequel j'ai oeuvré pendant plusieurs années tant dans le milieu de l'éducation que dans le milieu des affaires culturelles où j'ai collaboré de près à l'élaboration de plusieurs politiques et à la gestion des programmes gouvernementaux, où je suis revenu d'ailleurs récemment après un détour de trois ans dans le merveilleux monde du Conseil du trésor. Au cours de ces mandats, j'ai pu constater que la culture est une notion plurielle, qu'elle ne se laisse pas enfermer dans le carcan des règles administratives, ni récupérer par tous ceux qui, au nom de la primauté de leur choix et de leurs goûts personnels ou professionnels, voudraient la réduire à l'unique territoire des arts, si important soit-il par ailleurs.

Le développement considérable des industries de la culture par exemple, disques, livres, films et, plus récemment, le vidéo, offre à la diffusion culturelle des moyens considérables. Le développement plus récent des microprocesseurs lance la production dans des directions jusqu'à récemment insoupçonnées. Ces voies nouvelles font surgir des acteurs nouveaux. La culture n'est plus le fief des seuls artistes comme créateurs et des gouvernements comme soutiens et mécènes. La culture a donc plusieurs acceptions. Elle peut privilégier un concept ethnologique lié aux façons de vivre, sociologique lié à l'usage du temps, éducatif lié à la transmission du savoir ou même étroitement esthétique lié à une certaine théologie des arts. J'ajoute de façon plus terre à terre que la culture est entrée dans le cycle de la production-consommation de masse

et que c'est largement par là que passe la démocratisation. La culture n'est donc plus que cultivée, elle est aussi accessible, populaire, multiforme et souvent éclatée. Mais un danger nous guette lequel consisterait à donner une telle largeur de champ à la culture que finalement tout étant culture, rien n'est plus culture. Sans tomber dans ce travers, le mémoire que je dépose n'en postule pas moins que la culture est le thème unificateur, le dénominateur commun le plus important de la société, que, conséquemment, la responsabilité que doit y exercer l'État ne saurait être partagée entre des partenaires qui poursuivent des objectifs divergents, ce qui permet de dire que cette Commission même est une affaire de culture, qu'elle ne saurait qu'étudier les moyens de nous rendre plus riches et plus prospères car son origine immédiate et ses sources lointaines nous renvoient au fond des choses.

Comment préserver et développer notre identité culturelle et québécoise, c'est-à-dire notre culture? Cette culture s'exprime de plus en plus dans le quotidien d'abord par une langue qui nous est propre, la langue française, mais aussi à travers une certaine manière de se loger et de se vêtir, d'aménager nos loisirs, par l'importance attachée à la qualité de la vie au travail, à l'environnement, par une certaine conception de la justice sociale, du partage de la richesse, par des attentes particulières à l'endroit des services publics, notamment l'éducation, mais également par un certain goût pour la fête, les grandes manifestations populaires, les grands festivals, l'ouverture au monde qui s'exprime à travers le voyage tant chez les jeunes que chez les adultes.

Quand une institution comme le Musée de la civilisation maintient une fréquentation record de plus de 2000 visiteurs par jour et de près de 800 000 par année, on ne peut nier que les Québécois, leurs visiteurs, se trouvent fort à l'aise dans une culture ouverte sur le monde, généreuse et très créative.

Lorsque les Québécois se considèrent comme une nation, ils prennent évidemment en compte de tels éléments comme le rappelaient les coprésidents le 6 novembre dernier. Vous me permettrez d'insister sur le fait que tout discours sur la culture et toute réflexion qui y prend appui pour proposer des choix politiques ne sauraient se dérouler comme un théorème et s'exprimer avec la certitude d'une démarche scientifique, ce qui est également vrai comme on l'a vu à la Commission pour l'économie, et ce qui n'empêche pas certaines certitudes plus fortes que d'autres de se dégager tout naturellement. L'une de celles-ci est à l'effet que l'importance de la culture est telle que sa maîtrise d'oeuvre ne saurait être partagée avec des intervenants qui n'adhèrent pas à ses valeurs et à ses formes d'expression. Une autre conviction est à l'effet que certains domaines de la responsabilité publique touchent plus vivement, plus

intimement, la culture, que ces domaines influencent de façon forte le développement de l'identité culturelle et le maintien des valeurs auxquelles tiennent la majorité des Québécois. La culture est formée, outre les éléments déjà mentionnés, d'un ensemble de domaines d'intervention publique qui, chacun à sa façon, l'enracine dans la vie quotidienne de la société et de ses membres. La culture n'est donc pas une abstraction, elle repose sur une géographie donnée, sur une population présentant un profil démographique qui lui est propre, sur une histoire puisant à plusieurs sources, sur une tradition religieuse. En somme, la culture est le produit d'une lente sédimentation. Une sédimentation reflétant l'aventure humaine qui, à travers le temps et l'espace, définit graduellement l'identité des peuples.

Les manifestations de cette longue marche, prises une à une et isolées les unes des autres, ne revêtent jamais une très lourde signification. C'est l'ensemble de l'évolution d'un peuple, l'ensemble des choix qu'il fait et ceux qu'on lui impose qui composent ce qu'il est convenu d'appeler l'identité culturelle. Cette identité se définit à travers un territoire particulier, une langue propre, des traditions originales. De façon pratique et concrète, cette identité culturelle particulière – puisque c'est de cela qu'il s'agit – ne saurait être protégée et se développer sans que le Québec ne détienne sur ces composantes une maîtrise d'oeuvre complète. Ces composantes définissent nos priorités culturelles, développent un environnement qui convient à notre histoire et à nos aspirations. Elles façonnent l'âme d'un Québec auquel tous reconnaissent de fortes particularités par rapport aux autres régions du Canada. Ces composantes de la culture sont présentées dans le mémoire que j'ai déposé. Elle s'expriment prioritairement à travers la gestion des programmes culturels, la communication, l'immigration, l'action internationale. Bien sûr, l'éducation aurait pu être comprise dans cette énumération. L'importance et l'ampleur de cette mission, déjà confiée en exclusivité au Québec – bien que grignotée parfois par le gouvernement fédéral – mérite une présentation que d'autres intervenants ont sûrement faite.

Mon mémoire présente donc une fois de plus le Québec comme une nation qui a atteint un degré de maturité et un stade de cohésion qui exigent que ses responsabilités et le contrôle de ses choix soient cohérents par rapport à ses aspirations. L'histoire du Québec lui commande le courage de ses choix.

Même si ce mémoire se concentre sur la culture et ses domaines d'intervention, il n'est pas possible d'exclure des considérations plus larges dans la prise de responsabilités évoquées ici pour la culture. Des responsabilités qui, pour le Québec, passent par la définition d'un nouveau modèle d'organisation politique, par le maintien d'une langue française qui n'est pas qu'un

héritage mais qui est un instrument de communication adéquat par rapport à notre culture, notre histoire et notre sensibilité; la fin de discussions stérilisantes avec des provinces canadiennes qui semblent elles-mêmes bien lasses et qui y gagneraient sans doute à se retrouver entre elles dans cette mosaïque canadienne qui paraît leur convenir; le contrôle complet, la maîtrise d'oeuvre de nos programmes culturels, des institutions culturelles, des décisions relatives au développement de notre identité et de notre culture; la présence active de l'État dans la culture où il lui appartient de créer les conditions d'accès à la vie culturelle et de jouer, lorsque nécessaire, un rôle subsidiaire et un rôle de levier financier.

Il semble bien que le Québec n'en soit plus au "pourquoi" mais qu'il en soit plutôt à se demander comment se feront ces changements. Sûrement de façon démocratique et raisonnée, comme nous avons depuis longtemps l'habitude de le faire. À travers un référendum, évitant ainsi de confondre une élection ordinaire et un exercice démocratique extraordinaire. Enfin, selon une démarche sereine, exempte de tout énervement qui ternirait un geste qui exprime la maturité d'un peuple et sa capacité d'infléchir son histoire dans le sens qu'il juge le plus propice au maintien de son bonheur collectif et à sa prospérité.

Permettez-moi, MM. les coprésidents, de souligner en terminant que la Commission que vous présidez illustre bien cette capacité des Québécois d'assurer la maîtrise d'oeuvre de leurs institutions et de leur culture. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Arpin. Première intervention, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour, M. Arpin. J'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier d'avoir accepté de venir contribuer à notre réflexion. Je dois dire, peut-être, avant de commencer les commentaires et quelques questions... Vous allez me permettre, M. le Président, de souligner le succès remarquable remporté par le Musée de la civilisation du Québec. C'est dire que je me réjouis que le gouvernement du Québec, ait été bien inspiré au moment où il a lancé l'idée de la création du Musée de la civilisation, et que le gouvernement du Parti libéral a certainement été aussi bien inspiré en le poursuivant et en vous y nommant à sa direction.

M. Arpin: Je vous remercie, Madame.

Mme Blackburn: Alors, les résultats sont là pour en témoigner. M. Arpin, c'est un des mémoires qui... Je dirais que tous les mémoires m'ont appris des choses; là-dessus, je pense que c'est vrai pour tous les membres de cette

Commission. Mais c'est le mémoire qui m'a le plus impressionnée. Là, j'ai le goût, tout de suite... Parce que, d'entrée de jeu, je pense que vous posez la question où elle doit être posée, c'est-à-dire en fonction de l'identité du peuple québécois. Et le titre de votre mémoire est intéressant; vous dites: La culture, un territoire indivisible. Et la définition que vous donnez de la culture, avec raison, dépasse largement la culture cultivée et je m'en réjouis. Vous dites: L'homme... Parce que vous savez, ici, des gens sont venus nous dire: De quoi vous plaignez-vous? Sur le plan économique, le Québec est relativement prospère. Comme si l'homme ou la personne humaine, le peuple, se résumait à son économie.

Et vous rappelez que la personne n'est pas qu'économique. Elle est aussi, et davantage et surtout culturelle. Et que la culture est un des thèmes les plus unificateurs, le dénominateur commun le plus important de la société. Vous dites même, parlant de la Commission: Elle est elle-même, avant tout, une affaire de culture, car toute décision qui en découlera visera à conserver notre culture et non seulement à nous rendre plus riches et plus prospères. Je dois dire que je l'ai apprécié parce que je pense que c'est la vraie question.

Dans votre mémoire, vous traitez d'un certain nombre de choses. Vous êtes particulièrement critique par rapport à l'envahissement du fédéral dans les secteurs de compétence provinciale. Et vous allez aussi loin que de dire: Pour réaliser ce que nous avons à faire, il faut un référendum et la pleine maîtrise d'oeuvre, une maîtrise d'oeuvre complète.

Quand on parle de culture, on a souvent l'impression que le Québec — et c'a été dit ici — les Québécois, un peu frileux... Ils ont peur, à tort, de se voir assimilés... Ils craignent... Ils se sentent menacés. Mais vous, quelle est votre vision du Québécois moyen d'aujourd'hui? Est-ce qu'il est frileux, refermé sur lui-même ou entreprenant, imaginatif, créatif?

M. Arpin: Écoutez, Mme la députée, dans la mesure même où l'on peut observer un certain nombre de phénomènes simples... Prenons l'exemple du voyage, par exemple. On envie les jeunes qui, l'été, maintenant, partent voyager. On peut voir partir des gens aux cheveux gris vers des pays bien autres que la Floride. Quand on rencontre des retraités qui reviennent de Thaïlande, quand on rencontre des retraités qui sont allés faire un voyage en Chine, quand on rencontre parfois même des gens... Je pense... L'autre jour, je rencontrais une dame téléphoniste-réceptionniste à Bell Canada, donc pas, je pense bien, parmi les mieux nantis de la société, des gens à salaire très moyen, qui me disait: Moi, je ramasse mon argent et, tous les trois ans, je vais dans un pays rare. Je lui disais: C'est quoi un pays rare pour vous? Elle était

allée en Pologne, l'été dernier. Dans les conjonctures actuelles, c'est un pays rare pour quelqu'un qui est dans un milieu plutôt fermé. Alors, on pourrait prendre de multiples autres exemples.

On peut prendre l'exemple de nos jeunes universitaires. On peut prendre l'exemple de la production artistique du Québec. On voit l'impatience actuellement, par exemple, des gens du film vis-à-vis du fait qu'on continue à les traiter comme des producteurs de films québécois, au sens étroit du mot. Moi, je pense que le mot maintenant "québécois" ne renvoie plus au mot "frileux". Il renvoie au mot "sûrs d'eux mêmes, à la capacité de dire: Nous avons tranquillement défini, à travers l'histoire, le périmètre dans lequel nous voulons vivre et nous réclamons d'y vivre correctement. Mais ce périmètre est ouvert.

Je faisais allusion au Musée de la civilisation, non pas pour passer un vulgaire commercial, parce que je ne le ferais jamais devant cette assemblée, mais pour dire que c'est un musée qui est d'abord ouvert sur le monde, mais dont la racine, mais dont la source est le Québec. Il y a eu des gens frileux pour avoir peur que le musée soit étroitement nationaliste. Avez-vous déjà vu un musée japonais qui n'était pas nationaliste, vous? Ou un musée russe? Ou un musée du Taiwan? Mais ce sont des pays, qui, depuis longtemps, ont appris à prendre de grandes respirations. Et être nationalistes, ce n'est pas se retourner sur eux-mêmes et étouffés dans leur périmètre. Le Québec, je pense, est rendu là.

(16 h 15)

Mme Blackburn: M. Patenaude, que nous avons entendu ce matin, prenant l'exemple de la Belgique, disait que plus un peuple est rassuré quant à son identité et à sa culture, plus il devient efficace et compétitif sur le plan économique. Est-ce que vous partagez cette vision?

M. Arpin: Je suis un ancien pédagogue, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Un ancien...

M. Arpin: Et j'ai appris une chose dans la vie: Que ce qui s'applique à un enfant, dans une famille, s'applique à un enfant dans une classe. Que ce qui s'applique à un enfant dans une classe, s'applique à un employé dans une entreprise. Et ce qui s'applique à un employé dans une entreprise s'applique à un citoyen. Et que toute personne, qu'elle soit sous l'étiquette de l'élève, d'un enfant, d'un citoyen ou d'un travailleur, a d'abord besoin de beaucoup de sécurité personnelle. Et, présentement, je pense qu'on a pu voir... Je pense qu'il n'est pas illusoire de dire que le thermomètre de la sécurité collective montre que le rouge monte doucement, monte doucement. Mais c'est le produit, remarquez, des influences extérieures. L'immigration, par exemple, qui est devenue une préoccupation à plu-

sieurs égards est très importante de ce point de vue-là, est très importante. Recevoir comme une richesse des immigrants, c'est nouveau.

Mme Blackburn: Oui.

M. Arpin: On va recevoir des immigrants de l'Est en grand nombre. Ce sont des gens travaillants qui arrivent instruits et qui sont extrêmement déterminés. Ça va être un choc culturel. Eux, ils n'ont pas 180 jours de classe par année. Ils ont eu 215 jours de classe par année. Dans les 215 jours, on ne fait pas du volley-ball et on ne fait pas du bicycle. Alors, ça va être un choc, ça. Le choc du Québec pour les années qui viennent, c'est le choc de l'harmonisation de nos capacités intellectuelles, de notre développement avec d'autres qui vont arriver. La mondialisation, c'est aussi ça, hein? C'est se demander si un diplôme de cégep ça vaut un diplôme de Taïwan, pas en nombre d'années mais en quantité de choses apprises.

Mme Blackburn: Beaucoup d'intervenants aussi viennent vous opposer le désir de se donner un pays avec, vous disent-ils, un mouvement international, pas d'uniformisation, mais de création de liens entre les pays et là, on nous cite la CEE en particulier, la Communauté économique européenne. Par ailleurs, il y a l'éclatement de tous les pays qu'on connaît. Il y a une montée, je dirais, un genre de liberté qui souffle sur tous les peuples. L'impression qui se dégage de ce sentiment d'urgence à recréer ces espaces pour les peuples, c'est pour faire un peu opposition à la mondialisation.

M. Arpin: Il faut d'abord nous retrouver en nous-mêmes, hein? Je pense qu'il y a une grande différence entre vouloir être bien sûrs de notre identité et vouloir s'isoler. Aujourd'hui, que voulez-vous, c'est impossible de s'isoler. C'est impossible de s'isoler, on le voit ces jours-ci, hein? On le voit ces jours-ci, c'est plus spectaculaire que jamais, mais on l'a vu à T'ien an Men, on l'a vu partout. Donc, on ne s'isole pas.

Cependant, il est un fait qu'il faut admettre et qui commande la maturité et la réflexion sur la maturité. Vous vous souvenez sans doute de cette entrevue de M. Rocard avec Mme Bissonnette dans *Le Devoir* où, au détour de cette question, M. Rocard répond: Écoutez, les pays de la communauté européenne sont d'abord des pays qui ont une longue histoire, une longue définition, qui connaissent très bien leur environnement culturel, qui l'assument, qui contrôlent leur langue, leur économie, leur histoire. Se regrouper maintenant pour être plus fort, ça ne nie rien, c'est la négation de rien.

Moi, je pense que le Québec va avoir à démontrer, pour faire certaines alliances, qu'il a atteint une certaine maturité. La maturité ne peut plus s'exprimer seulement maintenant en

disant que nous sommes gens de parole. Nous devons aussi être gens d'action.

Je reviens, dans mon mémoire, sur l'idée que c'est un acte de courage que les Québécois sont conviés à faire. C'est un acte de courage parce que c'est un acte qui a une part d'inconnue importante. Mais je pense que l'économie nous enseigne, ces semaines-ci, que dans tout contexte il y a beaucoup d'inconnues.

Le Président (M. Jean Campeau): Je dois vous arrêter, madame, à moins que vous ayez un commentaire de cinq secondes.

Mme Blackburn: Bien. C'est parce que j'aurais voulu aborder le problème lié au chevauchement des programmes et à l'intervention du fédéral. Ceux qui ont lu le mémoire pourront peut-être le constater tout comme moi, sauf que je déplore toujours parce que, dans le fond, les mémoires, lorsqu'ils nous sont présentés, M. le Président, prennent l'essentiel, mais ils laissent tellement de choses intéressantes que je comprends que ceux qui n'ont pas les mémoires en main souhaiteraient les avoir. Malheureusement, tous les auditeurs, ça n'est pas possible.

Vous dites: Il faut rapidement... La population serait passée...

Le Président (M. Jean Campeau): Ça fait six secondes.

Mme Blackburn: M. le Président, une toute petite question parce que ça m'a impressionnée, parce que je suis députée comme mes collègues, et vous dites que l'opinion publique a non seulement rattrapé, mais dépassé le rythme, l'angle des décisions politiques et que l'approfondissement des "comment" doit faire place à des convictions plus largement partagées quant aux pourquoi. Vous dites donc: Le pourquoi est réglé, orientons-nous vers le comment et vers un référendum dans les meilleurs délais. Oui?

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. À la dernière réponse pour vous, M. Arpin.

Mme Blackburn: Je ne suis pas sûre qu'il sera satisfait.

Le Président (M. Jean Campeau): On passe à M. Béland qui sera suivi de M. Turgeon et de M. Nicolet.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Arpin, je me rends compte qu'au moment où j'ai lu votre mémoire j'avais écrit "bouffée d'air frais". Aujourd'hui, vous nous parlez de grande respiration. Je pense qu'on se rejoint. Je pense que j'avais écrit ça parce que ce que j'avais trouvé d'essentiel, de très rafraîchissant dans votre mémoire c'est que vous nous ramenez finalement à l'essentiel. Vous savez, souvent, ici

dans nos discussions, on a été amenés à faire des débats comme si on faisait une transaction commerciale. "C'est-tu" bon, "c'est-tu" pas bon, "c'est-tu" trop cher, "c'est-tu" pas assez cher? On s'est ramenés sur ce terrain-là, alors que vous, vous nous rappelez que, finalement, tous ces débats... on est ici, je pense... c'est qu'on cherche surtout à protéger notre identité québécoise, notre culture. Et vous concluez très bien, et je dois vous dire que j'achète ça facilement, quand vous dites: L'important, c'est de savoir d'où on vient et où on veut aller.

Une fois qu'on sait ça, il me semble qu'ensuite, on trouve bien les moyens, d'autant plus que la loi qui nous constitue dit: "Considérant la maturité et la vigueur de l'économie du Québec et la volonté manifeste des Québécoises et Québécois d'en assurer le développement." Le législateur, lui, a pris pour acquis que les moyens, on les avait. Et je pense qu'on a oublié trop souvent de parler du comment. Et vous aussi, vous nous dites le pourquoi, là, oubliez donc ça. Y a-t-il moyen de parler du comment?

Mais là, par contre, je vais vous faire un petit reproche. Vous ne nous aidez pas beaucoup par rapport à ça. Vous dites: il faut l'autonomie, il faut un référendum. Mais, la mécanique de ça, là, on en parle souvent ici. Vous voyez ça comment?

M. Arpin: Eh bien! écoutez, je pense que vous retombez dans le travers que vous veniez de dénoncer, M. Béland. Vous voudriez bien aussi faire la comptabilité et la manière. Je pense que toute grande négociation, tout grand changement commence d'abord par une décision de le faire. Nous sommes sur une ligne historique et nous ne sommes pas en rupture. Le Québec n'est pas en rupture, actuellement, par rapport à l'histoire du Canada. Hein? Le Québec est en filiation. Et il y a d'abord une première décision, dire: Bon, jusqu'à quel point on se donne une nouvelle constitution ou un nouveau modèle politique? Bon. Est-ce que c'est la souveraineté? Est-ce que c'est autre chose?

Et après que la décision est prise, il y a plusieurs personnes pour s'exprimer en disant: Prenons la décision. Refaisons de façon correcte certaines discussions à faire et procédons. Et il me semble que ça va se faire morceau par morceau. Je ne suis pas un expert dans tous ces morceaux. Si j'ai pris la culture, c'est que c'est tellement évident pour moi que si on va en bas de ça, on va nulle part. Hein? En tout cas, à votre question, je répondrai simplement que si nous commençons par affirmer que la culture, on n'en discute même pas, pour d'aucuns, ça peut paraître un pas énorme. Il me semble que pour ceux qui ont un peu réfléchi au Québec et à son âme, c'est un minimum qu'on ne fait que répéter, remarquez, après tous les partis maintenant.

Alors moi, je pense que ça se fait. On ordonne les choses et on les fait systématiquement, et on les prend par morceaux. Il y a des morceaux, mais on commence par affirmer que nous sommes chez nous.

M. Béland: Affirmer quoi?

M. Arpin: Je pense qu'on affirme d'avoir la souveraineté du Québec. Dans mon mémoire, probablement prudence de technocrate, j'ai écrit plutôt... j'ai parlé de la maîtrise d'œuvre. Mais je ne voudrais pas me défilier. Il n'y a pas de différence, pour moi, entre la maîtrise d'œuvre totale d'une chose et la souveraineté au dictionnaire. De sorte que... Mais j'ai parlé de maîtrise d'œuvre parce que j'ai parlé surtout des programmes dans cette partie-là. Mais je crois que le Québec, maintenant, est rendu à ce stade-là. Souveraineté-association, souveraineté, bon. C'est là qu'on est rendus. Inutile de tourner autour indéfiniment.

M. Béland: Donc, c'est un référendum.

M. Arpin: C'est un référendum, je crois. Je crois que c'est un référendum.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon.

M. Turgeon: M. le Président, M. Arpin, je trouve votre mémoire superbe. Il est simple, mais il est très clair, et je pense qu'il tombe bien à ce moment-ci, alors que s'achèvent ces audiences publiques parce que, finalement, vous résumez toute la dimension culturelle qui entoure ce débat. Et quoi qu'on ait pu penser, quelles qu'aient été les appréhensions au point de départ de ces travaux, chez certains éditorialistes et chez d'autres, on aura finalement beaucoup parlé de culture au cours de ces audiences. À tel point que ça même comme débalancé un petit peu certains de mes camarades commissaires hommes d'affaires. Et c'est normal qu'on en ait parlé à ce point parce que, comme vous le dites si bien, n'eût été de la culture, il n'y aurait même pas de débat aujourd'hui sur l'avenir du Québec.

Vous le dites bien. La culture, c'est l'âme d'un peuple. Et vous dites bien que les arts, ça fait partie de la culture, mais que ce n'est pas toute la culture. La langue, c'est une composante fondamentale, essentielle, mais ce n'est pas toute la culture. Et il y a un accent sur lequel vous insistez particulièrement, c'est sur l'action internationale. Parce qu'effectivement, si le Québec est à la recherche d'une autonomie plus large, ça veut dire qu'il doit accepter d'être confronté à de nouveaux défis aussi, notamment le défi de l'ouverture, donc le défi d'une action internationale.

Alors, pour bien relever ce défi efficace-ment, et on comprend bien ce que vous voulez dire, il faut donc se donner une pleine personnalité internationale. Moi, j'aimerais que vous nous disiez dans un premier temps pourquoi, à ce moment-ci, il est important de se donner justement les moyens d'établir une sorte de partenariat avec d'autres États, au sein d'organismes comme l'UNESCO ou comme le GATT, par exemple, quand on parle d'industries culturelles ou d'autres. Pourquoi?
(16 h 30)

M. Arpin: M. Turgeon, je pense que, dans le domaine de l'international, il y a d'abord un premier fondement qui est le même que pour tout le reste. Ce que les Québécois constatent, actuellement, c'est que, en quelque sorte, historiquement, insidieusement, c'est comme quelqu'un d'autre qui parle pour nous. On peut faire toutes sortes de raisonnements en disant: Ce n'est pas ça dans la Constitution; mais c'est ce que ressentent les Québécois. Au moment où les Québécois disent: Parlons pour nous-mêmes, ça s'applique au domaine de l'international comme au domaine des autres activités.

J'ai été membre de la commission de l'éducation de l'OCDE pendant cinq ans et j'en ai été le vice-président. J'ai fait partie de la délégation canadienne – ce sont des règles du jeu qui sont encore celles que nous respectons – et j'ai vu ce que ça représentait d'être obligé, dans le fond, d'intervenir toujours avec deux langages, compte tenu que les problèmes et les sensibilités n'étaient pas les mêmes. Je me dis: Il s'installe, à un moment donné, une espèce de situation qui ressemble à un mensonge, où nos interlocuteurs internationaux sentent bien que le représentant du Québec dans une délégation fédérale n'est pas à l'aise mais, finalement, c'est un véhicule nécessaire. C'est ça qui me fait dire, à un moment donné: Parlons directement de nos affaires; adressons-nous directement; allons au GATT...

De toute façon, des gens comme M. Proulx vont au GATT, actuellement, et ils s'expriment avec une très grande autorité. Je ne vois pas pourquoi il aurait moins d'autorité s'il s'exprimait strictement au nom du Québec. Alors c'est une question, à un moment donné, de maturité. Ce qui me frappe dans tout le débat, actuellement, c'est comme les fruits à l'automne, finalement: Vient un temps où ça apparaît évident. Il y a beaucoup d'exercices pratiques à faire par la suite – M. Béland l'évoquait tout à l'heure – mais ça, on a fait des exercices pratiques dans d'autres choses, les Québécois.

M. Turgeon: M. Arpin, dans la situation dans laquelle nous sommes, nous, à côtoyer, par exemple, cet empire dont la culture, étant donné le support dont elle bénéficie, est "omnipénétrante", quel doit être ici le rôle de l'État en matière culturelle?

M. Arpin: Écoutez, l'État, en matière culturelle, ici comme ailleurs – je m'exprime clairement dans mon mémoire sur ça – je pense qu'il est subsidiaire. C'est-à-dire qu'il soutient financièrement, il élabore des programmes et il fait des actions qu'on pourrait appeler d'un anglicisme, "positives". L'État doit être présent. On parle, on se réfère toujours à la France. Mon Dieu, Seigneur! S'il y a un pays où l'État est présent dans la culture et où, quand même, le monde de la culture est libre, c'est bien la France. Donc, l'État doit investir en argent dans la culture, doit investir en influence – un gouvernement, c'est crédible, c'est influent – doit être présent, doit exercer des fonctions subsidiaires, ce qui a pour effet que, lorsque les artistes, les créateurs, les éditeurs peuvent prendre leur envol seuls et par eux-mêmes, ils le prennent; c'est ce qui est souhaitable.

L'État doit aussi tenir les relations internationales dans le domaine culturel. L'État doit les tenir lui-même. C'est une fonction d'État, les relations internationales, les relations franco-québécoises ou les relations avec les États-Unis ou les relations avec l'Angleterre; ça ne se fait pas tous azimuts. Ça se fait par des gouvernements qui connaissent ça. Donc, l'État doit être présent dans la culture. Mais ça fait longtemps, je pense, qu'on prend des grandes respirations, là-dedans aussi, en se disant: L'État ne fait pas la culture pour autant, l'État ne fait pas la création. J'ai été sous-ministre aux Affaires culturelles et je peux vous dire que l'État ne fait pas la création. C'est heureux, probablement, mais ça ne lui vient même pas à l'esprit. Mais l'État soutient la création et ce qui s'ensuit.

M. Turgeon: Brièvement, qu'est-ce que vous répondez, M. Arpin, à ceux qui disent qu'une culture comme la culture québécoise, qui a besoin d'être soutenue donc appuyée à ce point, ne mérite pas de survivre?

M. Arpin: Écoutez, ça, c'est... D'abord, c'est porter un jugement bien méprisant sur la culture québécoise. Remarquez, on peut parler de culture québécoise – on ne parle pas de civilisation québécoise, c'est abusif – et on peut parler d'expression québécoise; mais il faudrait le définir longuement. Il y a tant de choses comme talents québécois. On a des éditeurs qui font des livres, on a des gens de théâtre qui font du théâtre, des artistes qui font de la poésie; elle est issue du Québec; parfois, elle est très près de nos racines, de nos racines immédiates. On a connu l'époque des chansonniers. Ça nous chantait, de façon un peu courte, à un moment où ça nous prenait ça. Ça a vieilli un petit peu. Le cinéma est évident; il est très clair là-dedans. Donc, la culture dite québécoise évolue avec l'économie québécoise, avec les hommes d'affaires québécois, avec les entreprises québécoises. Les

gens de la Beauce sont très régionaux, hein? Ils sont très capables d'aller débattre de leurs affaires ailleurs qu'en Beauce et au Canada. Donc, ce sont des Québécois pure laine à beaucoup d'égards, mais capables d'être très agressifs lorsqu'ils sont à New York, à Paris ou à Londres.

Alors, quant à moi, l'histoire de la culture québécoise, que voulez-vous, c'est d'abord l'histoire de nos racines. Nous partons de quelque part, nous sommes quelque chose et nous rayonnons.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous allons à M. Nicolet.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. M. Arpin, depuis ces derniers jours, nous avons beaucoup entendu parler des minorités culturelles. Elles sont venues nous rencontrer, nous ont parlé longuement de leur côté un peu appréhensif de leur perception de leur vie ici, au Québec. Et en tant que société, nous tâchons de répondre à ces appréhensions par ce que je pourrais peut-être qualifier d'un slogan, l'interculturalisme. Mais l'interculturalisme, c'est au mieux une espèce de palliatif de transition d'une ou deux générations, jusqu'à ce que se fasse ce transfert d'une culture d'origine des parents à la culture nouvelle de la majorité. Comment voyez-vous... Et ce transfert, pour qu'il se fasse de façon harmonieuse, se fait autant par la personne qui émane de la minorité que par la majorité qui doit s'ouvrir et accueillir. Mais en accueillant, elle se transforme. Comment voyez-vous la culture québécoise s'ouvrir davantage à ce genre d'influence sans perdre ses racines propres dont vous parliez avec éloquence tout à l'heure, en réponse à M. Turgeon? Comment est-ce que vous voyez l'évolution de cette culture québécoise dans le contexte d'une immigration qui, quand même, devient de plus en plus présente et qui a des attentes et des revendications auxquelles nous devons répondre si nous voulons véritablement former un peuple québécois?

M. Arpin: M. Nicolet, je ferais quelques remarques. La première, c'est quant à l'insécurité des nouveaux Québécois. Je crois qu'il nous faut prendre en compte de façon très importante cette réalité. La générosité et l'accueil des Québécois font partie de notre culture. Quand on parle vraiment d'un nouveau Québécois qui arrive, je crois que là, on est à un moment du rapport avec le Néo-Québécois qui demande non pas de lui parler de notre culture, mais de lui faire sentir qu'on l'accueille.

Quand on sait qu'une Africaine, qui vient d'un pays où la moyenne d'enfants est de cinq par famille, par exemple, après deux générations, elle a un taux de procréation exactement dans la moyenne du pays où elle vit - c'est le cas des Africains, en particulier - on voit très bien l'acculturation qui se fait en deux générations,

pour une question comme celle-là, la taille des familles. Donc, on peut penser que, dans les autres domaines, c'est la même chose.

Et quand on parle des communautés ethniques ou des Néo-Québécois, je pense que, si on parle de ceux qui viennent d'arriver depuis trois ans, quatre ans, cinq ans, dont c'est la première génération qui arrive, il y a un mode de rapport à avoir avec eux. Et la sécurité qu'on leur donne, économique, du côté du logement, du côté de l'accueil, de l'intégration dans les écoles, est majeure. À mesure qu'on s'éloigne dans les générations... J'ai moi-même des enfants qui sont de communautés ethniques. Eh bien, mes petits-fils n'ont pas du tout les mêmes rapports avec la communauté que mes enfants, mes propres enfants. Alors, ils s'adaptent et ils s'ajustent.

Peut-être bien que le Québec n'est pas encore profondément convaincu que les communautés ethniques sont un apport et une richesse. Souvenez-vous du débat autour des propos du père Harvey, qui n'étaient pas des propos quand même dépourvus de sens, et la passion que ça a suscitée. Ça démontre qu'on a encore du chemin à faire. Mais je dirais que, là aussi, si les Québécois parlent d'autonomie, ils doivent parler de l'autonomie des autres. Il faut les intégrer et il faut intégrer leur richesse et leur culture à la nôtre. Et, ma foi, actuellement, chez les jeunes des cégeps, par exemple, ça se fait beaucoup mieux que ça ne se faisait avec les générations antérieures. Quand vous regardez un cégep comme le cégep du Vieux-Montréal, fortement ethnique, vous n'avez pas de difficulté particulière. Vous en avez plus au secondaire, pour des raisons qui sont liées à l'âge des jeunes, tout autant qu'à des problèmes racistes.

Alors, moi, je pense que, là-dedans, on a fait la preuve de notre capacité d'accueillir des immigrants par vagues successives, au Québec. Et, à peut-être une communauté près, ça s'est bien passé.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Nicolet, oui, allez-y.

M. Nicolet: Il nous reste un peu de temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Nicolet: J'aurais aimé poursuivre une autre réflexion avec vous. Nous avons beaucoup entendu parler du problème culturel du Canada hors Québec. Vous y avez fait allusion tout à l'heure et vous avez dit: Ils seront peut-être plus heureux sans nous. Croyez-vous véritablement, et là, je vous mets indirectement en parallèle avec une réflexion que nous avait faite M. Louis Bernard à l'effet qu'il doutait de la capacité du Canada hors Québec de se perpétuer en tant que peuple, et je pense, implicitement, tout simplement, dû à l'absence d'une culture canadienne hors-Québec. Avez-vous approfondi votre

réflexion sur ce volet de la problématique?

M. Arpin: Écoutez, je crois, de toute manière, que l'histoire nous a montré que le mariage est impossible, sur le plan culturel, et qu'on n'a pas les mêmes priorités, les mêmes sensibilités, bon, les mêmes désirs, le même mode d'organisation, et tout. De sorte que, quelle que soit la Constitution que nous avons actuellement, il apparaît qu'il y a une certaine lassitude chez les Québécois, et une lassitude dans les autres provinces de cet affrontement éternel et indéfini, qui ne finira jamais. Et, que voulez-vous? C'est impossible. La Constitution étant ce qu'elle est, une constitution, on ne trafique pas ça. On n'est pas à la fois catholique et protestant dans la même église, il faut faire un choix. Il faut faire un choix de religion. Alors moi, je trouve que, actuellement, le débat, de ce point de vue-là, est un peu faussé, dans la mesure même où les...

On ne saurait mépriser la Constitution canadienne parce qu'elle ne peut pas accepter que nous soyons dans un régime différent. On ne saurait qu'avoir du respect. Or, il y a neuf provinces qui ont l'air à bien s'accommoder de cette situation-là et bien s'épanouir dans ce contexte-là. Je me dis: C'est arrivé ailleurs dans le monde qu'il s'est fait des divorces comme ceux-là. Et si c'est ça qui est la solution, moi, je pense... Je partage l'opinion de M. Bernard sur ce point, à l'effet que nous serions bien malvenus de ne pas tout faire pour maintenir une communauté canadienne en bonne santé et dans un rapport de respect et d'harmonie entre nous. On aura besoin d'eux et on a besoin d'eux. Et j'ai bien des raisons de croire qu'ils ont besoin de nous.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Nicolet. Mme Hovington, c'est à vous.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. C'est à mon tour, M. Arpin, de vous remercier pour votre excellent mémoire, au nom de la formation ministérielle. Un mémoire que j'ai pris énormément de plaisir à lire, parce que j'ai aimé la définition que vous donniez à la culture, parce que votre définition de la culture englobe aussi bien la dimension sociologique que l'aspect artistique proprement dit. Et aussi, vous insistez beaucoup sur l'importance d'une culture ouverte sur le monde. Et ça, je pense que c'est aussi primordial.

Vous affirmez dans votre mémoire, M. Arpin, qu'il existe certaines certitudes plus fortes que d'autres qui permettent de dégager des éléments de réflexion importants. Par exemple, vous soutenez que la maîtrise d'œuvre de la culture ne saurait être partagée avec des intervenants qui n'adhèrent pas à ses valeurs et à ses formes d'expression. Il ne peut être question, non plus, de partager la maîtrise d'œuvre d'autres secteurs liés à la culture de très près.

Et vous ajoutez donc, logiquement, suite à ça, que les communications, l'immigration, le prolongement international de ses compétences devraient revenir en exclusivité au Québec. Je sais que ce n'est pas l'objet immédiat de votre mémoire, mais pouvez-vous nous dire si d'autres compétences devraient être aussi détenues en exclusivité par le Québec? Et quelles seraient-elles?

M. Arpin: Oui. Alors, évidemment, déjà quand on m'a demandé de venir comme expert, je me suis demandé: Expert en quoi? Parce qu'un ancien haut fonctionnaire est rarement un expert. C'est un serviteur. Sauf certains qui finissent par se défalquer un peu. De sorte que je ne voudrais surtout pas me mettre à dire: Dans l'environnement, dans le transport, dans la santé, bon, il y a des morceaux... D'abord, je pense qu'il faut toujours repartir de l'idée de base, de l'idée que nous poursuivons. Si le Québec, un jour, décide d'être souverain et qu'il décide de l'être en tout, mon mémoire traitant de la culture exclusivement, eh bien, s'il y a quelques discussions à y avoir, c'est sur cette base-là, de sorte que c'est en toute chose. Ici, moi, je m'en tiens à un domaine que je connais mieux en disant: Si on n'est pas souverain dans le domaine culturel, cessons d'en parler. C'est peut-être l'avantage... C'est un peu simple, ce mémoire, mais il y a peut-être un avantage, c'est qu'il dit: Faisons un test! Faisons un test! Si on ne s'entend pas à cette Commission pour recommander que la culture soit exclusivement du domaine de la compétence et de la maîtrise d'œuvre du Québec, eh bien, mon Dieu, Seigneur, ça fera un rapport pour l'histoire. Imaginez quand on parle de transport, d'environnement, de santé, on est dans d'autres choses. Alors, c'est ça, donc. Je ne voudrais pas me mettre à élaborer la liste, dire: Dans l'environnement, je sais très bien que la pollution dépasse les frontières. Mais elle dépasse les frontières canadiennes aussi.

Mme Hovington: En conclusion, M. Arpin, à la page...

M. Arpin: Des gouvernements, ça se parle, de toute façon.

Mme Hovington: Pardon?

M. Arpin: Des gouvernements, ça se parle. Ça continue à se parler.

Mme Hovington: J'espère bien. Les communications sont là. À la page 23, en conclusion, M. Arpin, vous écrivez: "Terminons d'abord cette démarche, enclenchons les inévitables échanges avec des vis-à-vis qui auront pris acte de notre détermination à assurer la maîtrise d'œuvre de notre avenir collectif." Lorsque vous parlez

d'inévitables échanges, est-ce que vous songez à des discussions sur la succession d'État ou sur une nouvelle association économique avec le Canada?

(16 h 45)

M. Arpin: Écoutez...

Mme Hovington: Vous n'avez pas défini beaucoup votre pensée.

M. Arpin: Je pense que le savoir-vivre des Québécois doit se refléter dans les petites et les grandes choses. Hein? Ce n'est pas un premier ministre québécois qui va écrire une lettre à son homologue fédéral, un jour, pour lui dire: Voilà, on ne se parle plus. De sorte que moi, je pense qu'à un moment donné, une déclaration détermine très clairement le choix que nous faisons et les discussions à avoir. Si un simple divorce demande tant de "parlotage" entre deux individus, une séparation comme celle-là, où on sépare nos destins après plusieurs centaines d'années de cohabitation, souvent très heureuse - entendons-nous bien, les Québécois ne se lèvent pas en pleurant le matin parce qu'ils sont dans la Fédération canadienne, là...

Mme Hovington: Hum, hum.

M. Arpin: ...alors le jour où ce modèle politique est changé, pour des raisons de maturité et d'évolution, je dis: Terminons d'abord cette démarche, enclenchons les inévitables échanges avec des vis-à-vis qui auront pris acte de notre détermination à assurer la maîtrise d'oeuvre de notre avenir collectif et, par la suite, franchissons les autres étapes. Il y aura d'autres étapes. Bon, il y a eu des experts pour parler d'un référendum, deux référendums, une question, deux questions; je ne voudrais pas embarquer là-dedans. Je pense que ça, c'est éminemment un choix politique qui sera fait le temps venu, et un choix stratégique.

Mme Hovington: C'est parce que vous ne prenez pas position sur un statut constitutionnel ou l'autre dans votre mémoire. Et quand vous parlez, par exemple, justement, d'échanges inévitables, donc, pour vous, nous sommes déjà souverains?

M. Arpin: Oui, la question...

Mme Hovington: Et ensuite on parle de succession d'État?

M. Arpin: La question de M. Béland tantôt m'a amené à dire que...

Mme Hovington: Ah! Je n'avais pas compris.

M. Arpin: ...lorsque je parlais de maîtrise d'oeuvre, je parlais de souveraineté.

Mme Hovington: D'accord.

M. Arpin: Est-ce que c'est association, pas association? Voyons voir, mais...

Mme Hovington: À propos, M. Arpin, de la régionalisation des droits de la culture dont vous traitez en tant que spécialiste dans votre mémoire, moi, j'aimerais que vous élaboriez sur le dilemme auquel on fait face ici, à la Commission. Par exemple, d'une part la ville de Montréal nous dit être sous-équipée et nécessite donc un engagement de "priorisation" de la part du gouvernement et, lors de notre tournée en régions - et je suis moi-même une régionaliste, moi; je n'ai pas découvert ce que les autres commissaires ont peut-être découvert en régions parce que je viens d'une région - cette tournée a fait découvrir plus particulièrement la gravité de l'exode rural et de l'exode culturel. Les artistes nous disaient qu'ils doivent même quitter les régions s'ils veulent être découverts. Votre avis sur cette situation?

M. Arpin: Oui, la régionalisation, c'est toujours un problème bien complexe. Je dirai simplement ceci. Je dirai d'abord que, présentement, on a trois paliers de régions. Le Canada considère les provinces comme des régions et chaque province considère qu'elle a des sous-régions. On l'a vu avec Radio-Canada récemment. On donne deux, trois stations à la région du Québec. Bon. Alors, dans un autre modèle d'organisation, il y aurait deux paliers. Ça ne changerait pas le fait que la vie en Gaspésie ou dans l'Est du Québec a ses particularités mais je pense que ça conférerait une plus grande sensibilité au gouvernement québécois vis-à-vis ses régions, je crois. Deuxièmement, je pense qu'inévitablement, et je dirais heureusement, le pôle se déplace. On le voit à travers les municipalités mais on peut le penser à travers les régions actuellement. Il y a un certain pôle, un certain partage nouveau qui se définit avec les régions. Présentement, on la voit, cette... On le voit par le blais négatif, là, mais on finira par le voir par le blais positif que les régions doivent être plus fortes, être mieux pourvues et avoir plus de moyens. Et, que voulez-vous? Que Montréal, qui n'est pas une région mais une grande ville dise qu'elle est sous-équipée, elle est toujours sous-équipée; évidemment, c'est éternel, hein?

Mme Hovington: Hum, hum.

M. Arpin: C'est éternel. Mais la dynamique entre les régions traditionnelles du Québec et le centre québécois, il me semble, devrait évoluer doucement dans le domaine culturel, dans un nouveau rapport où on prend en charge l'ensemble des activités culturelles sur le territoire. N'oubliez pas qu'actuellement le gouvernement fédéral a ses propres programmes culturels,

implante des équipements dans certaines régions et laisse le Québec, par la suite, financer le fonctionnement. Bon, on a eu les boniments du centenaire qu'il a fallu financer ensuite mais on en a d'autres qui s'implantent. Alors, nous sommes deux joueurs sur la même patinoire, pour la même fonction. Le mémoire, je crois, de l'Union des artistes, disait qu'il y a 2 500 000 000 \$ en culture au Canada, donc il y a 800 000 000 \$ là-dedans qui devraient normalement être dans nos coffres. Bon, c'est un mode de raisonnement comme un autre mais ça veut illustrer quelque chose. Ça veut illustrer qu'il y a deux sources de décisions. Présentement, le fédéral décide, je ne sais pas moi, qu'il ne finance pas l'école des Grands Ballets canadiens à Montréal, qu'il finance plutôt celle de Toronto. Nous, les Québécois, nous avons absolument besoin de l'école des Grands Ballets canadiens. Par ailleurs, il peut décider de financer autre chose. On est deux dans le même domaine. Donc, je crois qu'on ne peut pas avoir un système, dans la culture en tout cas, où on a deux niveaux de gouvernement, trois avec les municipalités qui interviennent dans la même chose.

Mme Hovington: Je pense que plusieurs mémoires ont soulevé ce chevauchement de programmes d'ordre provincial-fédéral non seulement au niveau de la culture, au niveau de l'éducation, au niveau de la formation de la main-d'œuvre... Je pense qu'il y a une dépense d'énergie que plusieurs régionalistes nous ont fait voir lors de la présentation.

M. Arpin: La pensée magique n'existe pas plus dans le domaine de cette Commission, si vous me permettez, que dans d'autres domaines. Et les conclusions de la Commission n'auront pas pour effet de donner satisfaction immédiatement et magiquement aux revendications des régions. C'est plus complexe que ça, le partage entre les régions. Le fait que les artistes, par exemple, aillent vers Montréal, Québec, Toronto, New York, c'est un courant bien connu, on va tous vers Rome.

Mme Hovington: C'est une attraction naturelle.

M. Arpin: On va tous vers Rome, hein?

Mme Hovington: C'est ça.

M. Arpin: Mais l'intérêt, c'est d'avoir des moyens pour qu'ils reviennent de temps en temps en régions, pour le moins.

Mme Hovington: C'est comme l'immigration en régions.

M. Arpin: C'est déjà quelque chose quand

on peut leur faire faire des tournées.

Mme Hovington: Comme vous avez touché aussi l'immigration en régions, dire d'amener les immigrants en régions, mais moi je me dis: Il faut aller plus loin que ça, c'est la rétention des immigrants en régions aussi.

M. Arpin: Il faudrait d'abord que les gens des régions restent en régions.

Mme Hovington: C'est ça. Alors, il va falloir trouver les moyens pour... non seulement les incitatifs...

M. Arpin: Quand vous regardez le rapport du Conseil des Affaires sociales sur "Deux Québec dans un", le premier problème, c'est que les régions se vident de leurs habitants.

Mme Hovington: Alors ce sont des incitatifs pour la rétention des gens en régions qu'il va falloir toucher aussi.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que ça va, Mme Hovington?

Mme Hovington: Merci beaucoup, M. Arpin. Ça a été un plaisir d'échanger avec vous.

M. Arpin: Très bien, Madame.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Arpin, merci pour votre présentation calme, sereine et positive. Nul doute que cette rencontre sera un apport à nos travaux.

M. Arpin: Je vous remercie, MM. les Présidents, messieurs, dames de la Commission.

(Suspension de la séance à 16 h 52)

(Reprise à 17 h 1)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous accueillons maintenant M. Gérard Bergeron, qui sera le dernier expert invité aujourd'hui. Alors, M. Bergeron, bienvenue avec nous. Vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Gérard Bergeron

M. Bergeron (Gérard): Merci, M. le Président. En rapport à mon occupation, puis-je me permettre une petite remarque? Je vous ai écouté tous, hier et cet avant-midi en particulier, et la demoiselle qui annonce le programme m'identifie comme professeur à l'Université Laval, ce qui est trois quarts de vérité, car s'il est vrai que j'y ai passé la plus grande partie de ma vie, 35 ans et 31 ans comme prof, je suis depuis 10 ans à l'École nationale d'administration publique de

l'Université du Québec, pour des raisons qui, bizarrement, sont moins connues. Ça a duré moins longtemps. Donc, au lieu de prendre le risque d'être un vieux professeur à Laval, je suis un jeune de l'ENAP.

Je ne prendrai pas les 10 minutes pour des raisons que j'aimerais vous dire en une page; j'en prendrai 2 ou 3, ce qui contredira une réputation qu'on me fait parfois d'être long.

Donc, je salue tous les membres de cette Commission et je les félicite pour le sérieux de leur participation. À défaut d'un résumé au sens courant, je proposerai ces quelques minutes d'avant-propos pour vous dire comment les quatre sous-titres de la table des matières ont finalement surnagé après deux réductions très radicales et successives en vue de ne pas dépasser la douzaine de pages que je m'étais fixées comme maximum de longueur. J'ai finalement négocié pour 13 pages.

D'abord, en un court préambule d'une page et demie, j'ai rappelé les trois règles que je m'impose dans mes travaux sur la question et depuis toujours. Après toutes ces années et toutes ces écritures, ces règles restent toujours les mêmes, d'autant plus que l'événement actuel que nous vivons depuis environ six mois, devient plus grave et vraisemblablement plus décisif encore que la guerre.

Il m'est apparu d'abord ou ensuite que le répertoire des orientations constitutionnelles est plus large que celui des deux ou trois options dont il est surtout question à cette Commission ou dans les débats publics. Je l'ai fait d'abord pour m'y retrouver moi-même, ayant été amené à grouper à la forme d'un continuum les sept principales orientations qui doivent s'imposer à l'intention. Je signale que ce continuum n'a pas de prétention scientifique et que je ne l'ai pas appelé une typologie, par exemple.

La ligne de division, "the great divide", que marque le statut d'indépendance avec son attribut essentiel et nécessaire de la souveraineté, s'élève entre l'option no 4 et l'option no 5. Ce second développement, constitué de cinq petites pages, ne m'apparaît pas davantage réductible. Je ne saurais en faire en quelques mots le résumé, car c'en est un. Mais ne serait-ce que pour cette raison, ce résumé non réductible m'apparaît très discutable. Je dirais même qu'il a été conçu pour être discuté.

En troisième partie, il m'est apparu que cette Commission, unique en son genre et peut-être inédite dans l'histoire constitutionnelle des pays modernes, que cette Commission donc, chargée du redoutable devoir de ramener à quelque unité significative et cohérente la très grande diversité des points de vue et justificatifs que vous représentez ou que vous avez entendus ces derniers mois, était en droit d'attendre quelque chose sur le *modus operandi* ou le comment procéder, quelles que soient les recommandations convergentes ou divergentes de son

ou de ses rapports à cette Commission.

Toutes ces questions de stratégie, de négociation, au-delà des options elles-mêmes, vous ont tellement accaparés et risquent même de vous opposer finalement les uns aux autres. En pas plus de cinq pages, j'ai rapidement épinglé ce que j'ai appelé quelques erreurs à ne pas commettre. Cette partie, davantage critique qu'analytique, comme l'était la précédente, vous paraîtra peut-être encore plus discutable que celle-ci. C'est bien tant mieux parce que nous sommes réunis spécialement pour discuter à la toute fin de ce calendrier fort chargé de tellement de mémoires et d'auditions.

Enfin, comme coup d'envoi à notre conversation, je nous rappelle un petit moment à un contexte beaucoup plus large que celui de notre destin collectif à l'horizontale géographique et à la verticale historique, mais tout en évitant les questions combien angoissantes dont les médias nous assènent depuis plusieurs semaines, et surtout depuis 48 heures, et ces questions qui sont, même à distance, les nôtres, le golfe Persique et la mer Baltique. Partant de là, c'est la fin de ma présentation.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Bergeron. Alors, première intervention, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Bergeron, on vous accueille avec beaucoup de plaisir à la Commission. Je vous remercie d'avoir accepté de venir témoigner.

Votre rapport, ce mémoire que vous nous soumettez a 13 pages. Alors, il n'est pas très volumineux, mais il est très consistant. Il y a beaucoup de choses dans ce rapport, des choses extrêmement intéressantes qui remettent les discussions en place dans bien des domaines très importants. Votre présentation n'a pas été très longue non plus. Alors, ma première question, je vais la poser aussi très courte.

À la page 8, vous écrivez: "La hâte de certains, réclamant dans les plus courts délais un référendum, apparaît quelque peu suspecte et fort intempestive." Qu'est-ce que vous voulez dire par là?

M. Bergeron: Ce que les mots disent.

M. Rémillard: C'est déjà beaucoup, remarquez. C'est un bon début.

M. Bergeron: Bon. Je comprends bien qu'on va épingler à gauche et à droite des questions dégagées de leur contexte. Je ne répéterai pas chaque fois, mais deux lignes dans un paragraphe, et un paragraphe dans 13 pages, doivent être appréciés dans le contexte. Tout le monde sait que c'est...

J'ai voulu dire ceci, en plus de ce qui est dit. C'est que le phénomène dont nous nous

occupons est plus large que chacune de nos préférences, de nos options les plus profondes et les mieux justifiées quant à nous et que ce sera pour longtemps, quelles qu'en soient les conséquences.

Il se trouve que, par métier, par intérêt, chacun d'entre vous suit ces questions. Le phénomène que j'évoque est le gonflement récent, continu, persistant d'un glissement de l'opinion. Nous sommes devant une question qui est dans les coulisses nationales depuis deux siècles; de notre génération à l'heure actuelle, de celle qui commence comme de celle qui finit, depuis 30 ans en tout cas, c'est une question majeure d'actualité...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous interromps, M. Bergeron. M. Bergeron...

M. Bergeron:...et je n'ai pas l'intention de faire un cours d'histoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce qu'il y aurait moyen de mieux vous placer pour le micro? Il semble que... Je ne sais pas. Peut-être que vous pouvez approcher votre chaise?

M. Bergeron: Je m'approche du micro ou je dis au micro de venir à moi?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Il n'a pas l'air d'être mobile.

M. Bergeron: Non, il n'est pas très mobile. Il est comme la Constitution, je crains.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bergeron: Est-ce que ça va mieux, maintenant?

Une voix: Ça va mieux, ça va mieux.

M. Bergeron: Ah, bon! Merci. Bien, j'espère que ce qui est dit n'a pas besoin d'être répété quand même? Oui? Ça va? Bon. Alors, bon, ce qui est nouveau, c'est que, depuis que la question est devenue chaude, depuis une quinzaine d'années, il y a eu une certaine stabilisation en un éventail, n'est-ce pas, de préférences vers l'indépendance assez continues, n'est-ce pas? Bon. Enfin, je ne vais pas faire acte de mémoire là. Mais dès 1963, dans le magazine *Maclean's*, il y a eu un élément, là, donné d'un noyau fort déjà, avant que l'indépendance soit question majeure de l'actualité, qu'il n'y ait un parti fort et un parti précurseur R.I.N.

Eh bien, il y a eu une gradation continue de parti en parti, d'élection en élection, vers un certain sommet enregistré officiellement, qui a

été le résultat du référendum de 1980. Aux environs de 40 %. Depuis lors, une relative oscillation, mais jamais à la baisse ni à la hausse. Très forte. Et le phénomène que j'évoque c'est celui de l'après Meech où, là, carrément, il y a eu un décapage saisissable dans des sondages multipliés, combinés, s'intercristiquant, etc., qui est le phénomène dont je parle. La question est de savoir si cela n'est pas un phénomène éphémère, comme le dit un certain premier ministre. Ce n'est pas éphémère.

Ce n'est pas un phénomène aberrant. C'est un phénomène consistant. Mais, est-il pour autant, n'est-ce pas, une ligne de force capable de se reconstituer en elle-même? Et, si cette proportionnalité se transposait au plan qui engage vraiment les institutions et nos choix respectifs, c'est-à-dire sous forme électorale ou référendaire, va-t-il se maintenir? Je comprends très bien que les couches de la population qui ont bougé de ce 20 à 35 et puis 40, et puis stabilisé, et puis regonflé maintenant jusqu'à 50 et 60, va-t-il durer?

Alors, il y en a dans l'opinion, dans les partis, parmi vous, ici même, qui se disent: Battons le fer pendant qu'il est chaud. Moi je dis: Oui. Et je ne suis pas du tout celui qui dit: Au plus tard, ce sera le mieux. Mais il faut nous mettre un peu à l'épreuve, trois lignes après ce que dit M. le ministre. Cela dit, je ne soutiens certes pas qu'il faille indûment retarder la grande consultation populaire. On verra clairement sous peu. Et, sous peu, c'est en termes de quelques semaines.

Donc, pour l'instant, ça n'est pas faire preuve de force pour ceux qui sont dans ce gonflement, n'est-ce pas, de glissement d'opinion vers non pas une option mais une famille d'options très typifiées, signe de force, que d'insister intempestivement sur la hâte qu'il faut avoir à ce référendum. Ça vous dessert.

Le Président (M. Jean Campeau): Voilà qui est bien dit.

M. Bergeron: Car, une fois que cela sera mis en branle, les conséquences ne seront certes pas irréversibles, ou modifiables. Et le combattant, à la veille d'un combat et dans la phase "préparative", il doit donner l'illusion d'une force tranquille, fière d'elle-même, et non pas d'une hâte nerveuse. Que cela ne soit qu'un phénomène qui n'est pas éphémère, mais qui peut être passer d'un passage plus ou moins long. Car ce sera d'autres questions, dans d'autres contextes et engageant mieux. Et là, je... Vous avez eu ce matin un expert en sondages. Je n'ai pas l'intention de vous dire ma petite leçon à moi sur les sondages. Ce serait un hors-d'œuvre. C'est ce que j'ai voulu dire, M. le ministre.

(17 h 15)

M. Rémillard: À la page 13, à votre conclusion, vous nous dites qu'il faut revenir à

l'esprit, si je comprends bien, de la conférence de Charlottetown de 1864, où on a eu cette première rencontre entre les Pères de la Fédération qui sont venus ici, ensuite, à Québec, quelques mois après, au début d'octobre 1864, et qui ont fait...

M. Bergeron: À l'ancien hôtel Saint-Louis.

M. Rémillard: À l'ancien hôtel Saint-Louis.

M. Bergeron: Eh ouï

M. Rémillard: Oui. Où on a dansé, où on a fêté et on a réussi un tour de force extraordinaire parce qu'on a marié des jeunes garçons, des jeunes filles, mais on a construit un pays avec une Constitution extrêmement originale, qui a quand même duré et qui dure encore. Alors, c'est un tour de force. Je dis ces choses parce que je me réfère à vos écrits. Vous avez beaucoup écrit sur ce sujet-là. Et là, vous nous dites qu'il faut revenir à cet esprit avec des négociations qui pourraient nous emmener "à recommencer à neuf". C'est l'expression que vous nous dites. Et vous nous dites: "Il importe que le Canada anglais finisse par nous rejoindre sans trop tarder." Par contre, auparavant, vous nous avez dit que des langages comme une menace à ou un ultimatum, ou un temps limite, ou une mise en demeure, vous trouvez, et je vous cite: "Ce langage militaire est à proscrire absolument parce que excessivement gonflé, sans rapport avec les intentions réelles et qu'il est par-dessus tout langage de faible pour d'abord se donner le change à soi-même."

Si on relie ces deux considérations importantes de votre mémoire, qu'est-ce que ça signifie? Est-ce que ça signifie qu'on va négocier un nouveau fédéralisme ou quelque chose proche de la souveraineté-association, peu importe comment on le qualifie, et qu'on n'a pas d'éléments de négociation, de force de négociation? Qu'est-ce que vous voulez nous dire dans tout ça?

M. Bergeron: Vous n'êtes pas en train vous-même d'esquisser la réponse que vous souhaitez que je vous donne?

M. Rémillard: Je n'oserais pas. Vous le savez.

M. Bergeron: Bon. Alors, le texte que vous évoquez, vous avez oublié de dire qu'il provenait d'une citation de mon collègue Charles Taylor et qu'il figure à la page 13 entre guillemets. Ce qui est normal, vous devez digérer tellement de rapports et de mémoires.

M. Rémillard: Je m'excuse, mais ce que je vous ai cité n'est pas cité comme venant de M. Taylor, mais il vient de vous.

M. Bergeron: Il faut trouver moyen d'alerter le Canada anglais du sérieux de la question, entre guillemets, de Charles Taylor.

M. Rémillard: Oui. Moi, je vous ai cité – si vous me le permettez, juste pour qu'on se comprenne – surtout à la page 13, dans votre paragraphe du milieu, immédiatement après votre citation de Taylor, vous dites ceci: "Bref, il faudrait recommencer à neuf. Il importe que le Canada anglais finisse par nous rejoindre sans trop tarder."

M. Bergeron: Oui. Alors là, c'est une parodie... Pardon! Parodie... Excusez-moi, Taylor! C'est une paraphrase pour ne pas mettre tout le texte... C'est toujours dans le... Vous vous référez au texte de Taylor. C'est toujours une paraphrase, résumée par moi, de ce paragraphe chez Taylor. De toute façon, je vous donne quand même ma réponse.

Oui. Qu'est-ce que je veux dire? Là aussi, je prends à mon propre compte que la question est tellement grave que c'est un retour à nos commencements qui se pose à l'heure actuelle. Je dis quelque part, plus loin: "La crise actuelle n'est pas la question simplement du Québec dans le Canada. C'est la question du Canada tout court."

Et dans ma présentation, lorsque je fais allusion de nous voir à la verticale, eh bien! c'est toute l'histoire qui est en cause de cette chose-là dont nous vivons actuellement une étape. Est-ce que je me fais bien comprendre, là? Je prends à mon propre compte le jugement de Taylor.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Rémillard?

M. Bergeron: Pardon?

M. Rémillard: Je ne sais pas. Ma question était celle-ci, M. Bergeron.

M. Bergeron: Non, mais ma réponse n'est pas terminée. Bon, voilà, je prends à mon propre compte le jugement de Taylor qui dit: Il faut retourner à l'esprit de 1864, c'est-à-dire refaire quelque chose à neuf. Et quand je dis: Il faut faire du neuf, bref, "bref", c'est le bref de 20 lignes de Taylor: Bref, il faudra recommencer à neuf, nous dit-il. Bon! Et je le prends à mon propre compte, donc, je ne l'envoie pas à côté. Maintenant, il y avait – ça, c'est la question a – la question b, sur le langage employé. Comme je suis d'accord avec cette vision ou ce visionnement de Taylor, je ne conteste pas, si ce n'est qu'il y avait la paternité du texte que vous m'attribuez, n'est-ce pas. Et Taylor disait carrément, entre guillemets, le texte cité tout à l'heure.

La question b, c'est sur le langage employé,

cette espèce de langage militaire. C'est dans la partie où je m'occupe des stratégies et des négociations. Là, pour cette réponse et pour d'autres à venir, vous ne vous étonnerez pas – il y a quelques universitaires dans la salle, en plus – que je vous réponde en universitaire, c'est-à-dire que pour moi l'idée du concept, doit avoir son concept équivalent. Ayant enseigné durant toute ma vie l'histoire des relations internationales faites de conflits, et historien de la guerre froide, il est un peu normal, quand je change d'aire d'expérimentation de mon observation politique, que je sache très bien le passage du langage figuré au langage formel.

Nous sommes dans une situation éminemment conflictuelle, mais qui n'est pas un conflit de type de force, de violence, ni militaire. Or, le langage inapproprié d'ultimatum, qui est un langage technique dans la diplomatie et les relations internationales, est assez inapproprié tant qu'on n'est pas en situation de conflit aigu car il comporte, de soi, la fin d'un ultimatum qui est une décision automatique et irréversible quand on le fait. Alors, l'ultimatum que nous avons vécu, le 15 – ce n'est pas loin, ce n'est pas de l'histoire ancienne, ça; si je ne m'abuse, c'est hier ou avant-hier, oui, avant-hier, nous sommes le 17 – l'ultimatum américain et des forces multialliées se terminait le 15, à 0 heure, et ça a amené les conséquences automatiques que vous savez. Bon!

Nous faisons tous la même chose. Nous avons des jeux de stratégie enfant, le jeu des sports de compétition où nous employons le langage métaphorique militaire. Je ne vous engage pas, nulle part, et personne, ni journaliste, ni homme d'État, à l'employer, car je vous assure qu'il sonne très mal lorsqu'il sert à titrer des nouvelles dans les journaux et les médias. La cause que défend tout le monde ici est trop éminemment sacrée pour que nous donnions des armes à l'adversaire. Mes archives, y compris quand je fais de l'histoire qui est de l'histoire récente, puisque c'est l'histoire de la guerre froide depuis 1945, mes archives sont faites et sont contenues dans les médias, les journaux, les documents publics, et je sais le jeu des grandes manchettes. Pour suivre la crise canadienne, depuis le temps que je m'en occupe, je devore beaucoup de journaux, et ce langage sonne mal, dans le titrage ou le "manchetage", les manchettes qu'on fait dans les médias. Donc, de la modération dans le langage et de l'acceptation technique très précise, autant que possible.

Je ne suis pas le seul professeur à dire cela. Mon collègue, Jacques-Yvan Morin, lui-même constitutionnaliste et internationaliste, a fait une œuvre, je dirais, de salubrité terminologique en en faisant une petite leçon, dans son mémoire, que je ne veux pas reproduire. Et de même que pour des termes techniques comme "fédération", "confédération", "autonomie", "souveraineté". Ce sont des termes techniques et

isolés, je vous assure. Soit dans une courte citation ou dans une manchette, ils produisent le plus mauvais effet. Je suis moi-même effrayé quand je lis les premières pages. Enfin, effrayé... Je ne suis pas sécurisé quand je lis les manchettes de la presse de nos concitoyens, et je lis ce qu'il y a de mieux dans la presse de nos concitoyens, les journaux à prestige: *Globe and Mail*, des gens responsables, *Financial Post*, *Maclean's*...

M. Rémillard: Vous me permettez peut-être de vous poser une dernière question, parce que le temps nous presse...

M. Bergeron: Oui, certainement, M. le ministre.

M. Rémillard: Une dernière question, très brève. Votre collègue, Léon Dion, est venu nous dire qu'il fallait donner une dernière chance, faire une dernière négociation avec le reste du Canada. Est-ce que vous êtes de cet avis-là?

M. Bergeron: C'est curieux que vous preniez la notion de "dernière chance". Je connais très bien, très intimement quelqu'un qui a lancé l'expression dans ce pays. Je vous laisse à deviner qui, parlant des problèmes allemands des années cinquante, reproduisait le mot. Je vais vous donner l'origine du terme. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères dans les années cinquante, lors de la dernière conférence – la 15ème, je crois, dans l'après-guerre froide – pour en arriver à un statut sur l'Allemagne, a employé cette expression qui a fait son tour du monde. J'en ai été un des premiers utilisateurs ici. Je l'avais appliquée en 1956 à la dernière chance du Parti libéral devant le duplessisme interminable. Depuis ce temps-là, c'est devenu monnaie courante, donc. Voilà sur l'exégèse, si vous voulez, de l'expression, rapidement. Aujourd'hui, elle est devenue monnaie courante et on en abuse beaucoup. Dans les choses humaines, il y a toujours une dernière chance de quelque chose en deça de la mort. C'est simple. C'est une métaphore qui doit être employée telle quelle. Elle est un moyen... Oui, je suis très sérieux. Elle est un moyen, n'est-ce pas, pédagogique, relatif au langage de la menace ou de l'intention offensive qu'on va faire. Il n'y a pas de dernière chance. Elle est toujours une avant-dernière chance de quelque chose. C'est mon opinion de façon générale, y compris dans le conflit que nous vivons. De toute façon, ce n'est peut-être pas d'une subtilité très grande de l'envoyer à la tête de l'éventuel négociateur qui, globalement considéré, ne s'estime pas, lui, offensé. Et il ne faut pas lui en parler comme s'il était l'attaquant, surtout lorsqu'il est incomparablement le plus gros et le plus fort, au moins de son immense force d'inertie. C'est le problème que nous avons à considérer. Donc, le minimum

de subtilité que nous avons dans nos relations interpersonnelles, j'aimerais le voir transposer dans les relations de groupe d'hommes à groupe d'hommes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. le ministre? Nous passons maintenant à M. Jacques Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. M. le professeur, j'ai lu votre texte et c'est vrai que vous nous mettez en garde contre certaines erreurs qu'il ne faut pas commettre. Je voudrais peut-être poursuivre un peu dans la foulée de ce qu'a dit M. le ministre, ce qu'il vient de dire en ce qui concerne la dernière chance possible. Donc, vous ne fermez pas la porte à cette dernière chance, bien qu'à la page 11, vous dites: "Je souhaiterais que les membres de la Commission, en écrivant leur rapport, poussent leur réflexion d'une formule constitutionnelle tout juste en deça et tout juste au-delà du franchissement du Rubicon de l'indépendance".

M. Bergeron: Oui.

(17 h 30)

M. Léonard: Alors, j'ai presque l'impression que vous restez dans le Rubicon. Je ne sais pas si vous le traversez ou pas. Au fond, est-ce que vous avez une opinion là-dessus? Est-ce qu'on doit le traverser ou si on ne doit pas le traverser, le Rubicon? Par rapport à la question de la souveraineté.

M. Bergeron: Bon, vous y tenez à ça, hein?

Une voix: Oui, ha, ha, ha!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Léonard: Bien, j'aimerais savoir, étant donné que...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Léonard: J'y tiens certainement. C'est peut-être la question que tout le monde se pose. Alors, vous, si je comprends, vous restez dans le Rubicon. Je voudrais savoir de quel côté vous allez mettre le prochain pied.

M. Rémillard: L'eau est peut-être froide.

M. Bergeron: Par définition, le Rubicon est quelque chose qu'on franchit dans un sens ou dans l'autre...

M. Léonard: Oui, c'est ce que je pensais.

M. Bergeron: ...ou on franchit, ou on revient sur la rive de départ.

M. Léonard: C'est ça.

M. Bergeron: Et vous savez, l'axiome latin de Jules César: *Alea jacta est*.

M. Léonard: C'est ça.

M. Bergeron: Bon. Cela étant dit, c'est encore une fois du domaine métaphorique. Pour ce qui est de mes intentions, de mes préférences, je les ai exposées au fil de toute cette longue histoire dans tellement de textes et d'interventions que ça se devine ou ça se sent. Et, étant invité ici, courtoisement et avec beaucoup d'amitié, amitié insistante j'oserais dire, venant à titre d'expert... Ce n'est pas une question que vous adressez à l'expert, vous l'adressez au citoyen. Alors, le temps de la Commission étant tellement limité, ayant rapport à ma personnalité ou... Je ne vois pas d'intérêt très grand à raconter ma vie et dire comment je fais ma propre cohérence personnelle. Mais très volontiers, on peut aller à la Grande-Allée, alentour d'un "buck" de bière et en parler.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bergeron: Vous comprenez? Ou je peux l'écrire...

Une voix: Je suis d'accord.

M. Bergeron: ...comme j'y suis arrivé dans une douzaine de volumes à dire cela. J'ai même écrit, j'ai même parlé plus exactement, tout un volume de 230 pages avec un journaliste sur ces questions qui s'appelle justement **De l'autre côté de l'action**. Comme vous êtes tous dans l'action, moi, je suis de l'autre côté de l'action. Et j'ai dit de long en large comment, chez moi, l'aspirant homme de sciences ou théorisateur ou analyste ou journaliste ou citoyen coexistent ensemble. Ce serait un peu long, là, de vous dire... Autrement dit, ce n'est pas le citoyen X. Je suis un individu tout à fait seul. Je ne représente rien. Absolument pas les institutions d'où je viens, mais on m'a collé l'étiquette de spécialiste ou d'expert. Alors, elle relève de l'individu. D'ailleurs, les opinions ont changé avec le temps. Elles évoluent, elles sont très vivantes. Et je les fait passer à mes propres malaxages autocritiques, veuillez le croire.

M. Léonard: Bon.

M. Bergeron: Mais je ne m'en scandalise pas, remarquez, que vous me posiez une question pareille. Mais si j'avais défini ma vie, ici, je serais de l'autre côté. Dans l'un ou l'autre, je pense, des bataillons qui luttent pour leur propre action. Vous comprenez? Comme je ne suis pas ni d'instinct, ni de personnalité, ni par profession, enclin à être un soldat parmi plusieurs autres mais être plutôt celui qui s'est donné comme carrière de voir les champs de bataille,

j'aimerais mieux que vous m'interrogiez sur les champs de bataille...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bergeron: ...que sur le candidat soldat hypothétique que j'aurais pu être si ma vie avait été autre. C'est décevant, ça?

M. Léonard: On peut toujours faire ça.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

M. Bergeron: C'est ma réponse.

M. Léonard: Oui. Mais supposons que vous voulez améliorer le statut du Québec dans la Confédération actuelle après Meech, je suppose que vous voulez donner comme, par exemple M. Garant, un électrochoc au Canada anglais pour qu'il se mette à discuter? Est-ce que vous...

M. Bergeron: Excusez-moi, M. Garant qui est passé cet après-midi?

M. Léonard: Hum, hum.

M. Bergeron: Hélas, j'ai entendu les réunions de ce matin, mais pas celles-là, j'étais... Je ne sais pas ce qu'il a dit.

M. Léonard: Oui. Disons qu'il faut quand même que le Canada anglais soit mis devant une réalité où il perçoit que le Québec veut faire quelque chose, qu'il veut s'en sortir. Alors...

M. Bergeron: Que diable! Je ne fais que ça.

M. Léonard: Diantre!

M. Bergeron: Je ne fais que ça dans mes textes analytiques. Dépêchez-vous! Dépêchez-vous de vous réveiller, je ne fais que ça. J'ai quelques textes à l'intention du Canada anglais, dont certains sont parus, où je l'ai tout développé. Il y a actuellement, d'ailleurs, un texte de moi pour un ouvrage collectif, déposé en septembre 1988, donc huit mois avant Meech, et c'était la conclusion alors que l'affaire allait se gâcher. C'est un texte universitaire de 25 auteurs, mais qui n'est pas encore, hélas, paru et à l'époque du référendum aussi.

M. Léonard: Ça va.

M. Bergeron: Alors, sur le plan de la tactique, il est dit quelque part: Nous étions alentour de 80 – il est dit ici quelque part dans mon texte – du point de vue du champ de bataille – voyez, moi-même, les comparaisons métaphoriques m'arrivent – nous étions donc, en

1980, ceux qui mettons en cause l'ordre constitutionnel établi, en demandant fort poliment avec toutes sortes de titres de légitimation à requérir – c'était le référendum – en cause l'ordre constitutionnel établi qui nous insatisfaisait depuis si longtemps. Ce qui fait que, eux, le reste du Canada, ceux qui s'en satisfaisaient, eh bien, ils avaient l'impression d'être sur la défensive. Maintenant, c'est nous qui sommes sur la défensive. Je le dis quelque part dans le texte, vous vous souvenez? Ça change un peu la dialectique de lutte. Nous devons parler encore plus fort le langage non pas de l'ultimatum des représailles qui est à honnir parce qu'il est toujours pris au sens non pas littéral... il est pris non pas au sens métaphorique, mais au sens littéral. Il brouille la situation et durcit les éventuels opposants. Je n'ai pas dit "ennemis", j'ai dit "opposants", comme vous le faites dans vos Parlements respectifs.

Il n'est pas bon que ces opposants, qui ont beaucoup de difficultés à comprendre – et mettons-nous à leur place, nous comprendrions mieux, si nous étions cette majorité contestée dans un ordre établi qui nous sert très bien. Ils ont beaucoup de difficultés à y arriver. Mais je dois vous dire que ça commence. Charles Taylor, qui les connaît bien et qui en est partiellement et vit cette dichotomie en une harmonie remarquable, n'a pas caché les difficultés. Mon collègue Léon Dion et beaucoup de gens qui sont venus ici l'ont dit en termes très... Ils sont lourds, n'est-ce pas, à comprendre, pour toutes sortes de raisons parce que nous avons été révisionnistes.

Là, si j'avais le temps, je montrerais la grande difficulté de notre histoire des deux peuples dits fondateurs. Nous sommes quoi, finalement? Les résidus brillants de deux entreprises coloniales ratées. Bon. Le Canada, ce n'est pas rien, c'est ça. Et ces entreprises coloniales ratées, c'est les deux grandes civilisations des trois derniers siècles: la britannique, la française. De comparable, il n'y a que quoi? L'allemande, l'italienne, l'espagnole. Nous sommes ça. Nous ne sommes pas les derniers. Étant cela et ayant été forcés de vivre ensemble, c'est normal que chez nous, ça ne se passe pas différemment. Je ne sais si c'est Churchill qui disait à un moment donné: "Ça remonte à Jeanne d'Arc", au moment où il avait des difficultés avec de Gaulle. Alors, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait un fort malentendu entre ces deux groupes-là de parlant français et de parlant anglais au Canada.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, si vous...

M. Bergeron: Alors, nous vivons la queue de la comète à l'heure actuelle, où nous avons beaucoup de difficultés à entamer un dialogue fonctionnel et sans arrière-pensée. Et les meilleurs d'entre eux – et là, j'aurais des anecdotes

avec ce que le Canada anglais fait de mieux au point de vue calibre intellectuel, désir de comprendre la situation – il y a un point limite où ça ne fonctionne plus. Le point limite où ça ne fonctionne plus, je vais vous dire ce que c'est. C'est qu'ils sont en force, avec une épaisse bonne conscience qu'ils n'ont pas mal agi dans l'histoire. C'est terrible de vivre cela! Et ils sont les plus gros, les plus forts, les plus riches et les plus nombreux, avec l'épaisseur d'une fausse bonne conscience. C'est dur de leur dire, non, pas complètement. Et c'était tolérable jusqu'à ce qu'ils aient, par cette satanée Constitution, eu la faiblesse de faire l'impair de cette histoire commune qui est très belle et très présentable à l'échelle des destins des empires coloniaux d'Occident depuis trois siècles – nous sommes la plus belle réussite, malgré tout – qu'ils aient eu l'impair de commettre Meech. Là, vraiment, ils en ont pour une ou deux générations à se rendre compte de l'impair. Je l'ai dit quelque part et, pour leur faire comprendre, c'est dur. Mais ils commencent peut-être à saisir que cela, il ne fallait pas le faire. Eh oui, figurez-vous!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous passons à...

M. Bergeron: Et ça va très loin, ça, dans les explications. J'ai dû parler sur un mode allusif qui ne m'est pas courant mais par mode de concision. Vous pouvez y revenir si mes réponses...

Le Président (M. Jean Campeau): C'est parce qu'il y a de nombreuses autres questions et le temps passe. Nous allons aller à M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. M. Bergeron, constatant la situation actuelle du Canada au point de vue évolution constitutionnelle à la suite de l'amendement de 1982, l'extrême difficulté d'engager à l'intérieur de la Fédération canadienne un dialogue qui pourrait amener des changements importants, vous citez, en pages 10 et 11, une possibilité de sortir de l'impasse; comme possibilité, vous citez la rédaction d'une Constitution québécoise affirmant non seulement le principe de l'autodétermination mais aussi qu'à partir de tel jour, la Constitution commence à s'appliquer dans les faits.

M. Bergeron: Excusez-moi, c'est 10 ou 11?

M. d'Anjou: À la page 10 au dernier paragraphe.

M. Bergeron: Ah oui!

M. d'Anjou: Et comme deuxième possibilité, en page 11, vous citez une recommandation ou une constatation, suggestion faite par cinq professeurs d'Ottawa, proposant une loi décrétant

la primauté des lois du Québec pour provoquer un dégel ou une ouverture. Entre ces deux recommandations-là, y en a-t-il une que vous privilégiez? Et devant la difficulté d'engager un débat constitutionnel avec le reste du Canada s'il n'y a pas vraiment volonté de leur côté d'engager un tel débat, voyez-vous d'autres possibilités pour provoquer un dégel, d'autres formules en plus de ces deux-là?

M. Bergeron: Bon, là vous m'amenez à faire votre travail, hein?

M. d'Anjou: À nous aider. C'est pour ça qu'on vous a invité, j'imagine.

M. Bergeron: Je vois. À votre place, je poserais la question sans doute, hein? Vous aurez remarqué que je ne fais pas de recommandations. Cela ne tardera pas puisque c'est vous qui allez les faire, chacun. Vous ne m'avez pas demandé de rédiger une constitution, ni un plan de stratégie, mais vous m'avez invité à venir vous causer de ce que vous êtes en train de faire. Je ne veux pas outrepasser, mais sachez que j'ai d'autres moyens d'intervention ou d'action si jamais j'y vais lorsque les choses que nous ne savons pas actuellement, que nous allons voir sous peu – ce sous peu, c'est quelques semaines. (17 h 45)

Pour ce qui est du plan spécial dont vous parlez des cinq professeurs de l'Université d'Ottawa, c'est certainement une des très grandes pièces qui vous a été déposée. J'ai tout recueilli, au jour le jour. Tout ce qui s'est écrit dans les journaux. Tout. J'ai vécu dans l'intimité de ça depuis très longtemps, depuis 1987. Je dois vous dire que c'est un des grands morceaux. Et il y en aura une douzaine – si c'était le propos, je vous le mentionnerais – de fort astucieux, de très sérieux, de quelque chose qui, sur le plan d'une procédure modificatrice, devrait être vu au sérieux par tout le monde. Et, je suis sûr que ceux... J'ai même mentionné qu'au Conseil privé d'Ottawa je suis sûr que c'est le document auquel ils attachent le plus d'importance. Je crois que le texte en question dit quelque part: Dans une situation de blocage, d'immobilisme constitutionnel où nous sommes arrivés, cette chose-là est une possibilité de faire ce que, par analogie, je n'ai pas le temps de développer mais que Raymond Aron avait dit au sujet du blocage sur l'Algérie quand De Gaulle a été ramené au pouvoir, aux limites extrêmes de la légitimité dont il s'estimait porteur.

Bon. Alors, transposons. L'Assemblée nationale peut être, à la limite, porteur d'une banque de légitimation où la députation peut être française ou québécoise – non pas française mais québécoise à Ottawa – qui peut aller sur ce terrain-là.

M. d'Anjou: Est-ce qu'un référendum

pourrait légitimer un geste comme celui-là?

M. Bergeron: Ah! Bien là...

Une voix: Oui.

M. Bergeron: Là, là, c'est le domaine des scénarios, parce que je n'ai pas pu dépasser... Vous connaissez la différence entre une hypothèse et un scénario, hein? Si telle chose se produit, vous annulez toutes les autres circonstances. Si A se produit et que B s'y ajoute, est-ce qu'on va avoir le résultat? C'est simple une hypothèse. Mais ce n'est pas ça dont vous me lancez, là. Nous sommes dans l'hypothèse du scénario. Il faudra tout un ensemble de circonstances où cela apparaîtrait comme une issue pour débloquer ce qui serait bloqué en système autrement.

M. d'Anjou: Je vous remercie beaucoup.

M. Bergeron: Il faudrait donc construire le scénario où ça deviendrait pensable, possible, désirable, souhaitable, ou la seule issue. Mais c'est dans des scénarios dont je ne possède pas les éléments.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, c'est à vous.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. M. Bergeron, j'ai lu, comme tout le monde, attentivement ce que vous avez proposé comme mémoire et puis je suis certain qu'il y en a qui vont se sentir un peu visés quand vous parlez de hâte interpestive, de hâte nerveuse, etc. Je me suis senti un peu visé moi aussi parce que je prends comme un bon conseil de ne pas être nerveux, d'afficher une force tranquille, tout ça. Mais cela étant dit, le Québec, et en particulier son gouvernement, ont une décision à prendre au cours des prochains mois.

Et au lendemain des événements que nous avons vécus, qui eux-mêmes s'inscrivent dans le continuum historique que vous connaissez mieux que moi, ce gouvernement, saisi d'une recommandation de la Commission, devra adopter une nouvelle position constitutionnelle.

M. Bergeron: En mars prochain.

M. Bouchard: Enfin, bientôt. Vous dites que le Québec a une vocation naturelle à la souveraineté et, en supposant que le Québec veuille prendre une décision de cette nature, il va falloir qu'il se donne d'abord un échéancier pour la prendre cette décision, et des mécanismes pour faire en sorte qu'elle soit mise en oeuvre, n'est-ce pas. Nous sommes en politique et la politique n'est pas le domaine de l'angélisme. Et la politique n'est pas le domaine où, par exemple, la souveraineté est donnée à ceux qui la souhai-

tent. On ne va pas négocier la souveraineté dans le sens qu'on va la demander. En échange de quoi?

Qu'est-ce qu'on peut offrir contre la souveraineté? Rien parce que la souveraineté c'est tout. Il n'y a plus rien à donner à personne quand on demande la souveraineté. Donc, il faut mettre sur la table une stratégie à l'issue de laquelle on espérera réussir à faire la souveraineté du Québec. Il y a donc là l'idée d'un rapport de force puisqu'il s'agit d'intérêts fondamentaux, qui sont les intérêts politiques et l'idée d'affirmer la force politique du Québec, bien sûr, d'une façon démocratique, d'une façon tranquille, pas d'une façon nerveuse, pas d'une façon suspecte. Donc, vous ne pensez pas – et je crois que vous le pensez, vous le confirmerez si je me trompe – que quelque part dans tout cela, l'idée d'asseoir la position constitutionnelle du gouvernement sur un mandat démocratique référendaire, c'est une bonne idée. Bon.

M. Bergeron: Indispensable.

M. Bouchard: D'accord. Cela étant dit, je veux bien moi que juin prochain ce soit trop vite. Je veux bien que juillet soit intempestif. Je veux bien qu'août soit inacceptable. Je veux bien que septembre soit un peu trop tôt. Mais quand...

M. Bergeron: Vous êtes beaucoup trop sévère.

M. Bouchard: Mais quand faudrait-il le faire d'après vous? Quand? Il faudra le faire une bonne journée. Quand?

M. Bergeron: Là, vous me rappellerez et je vous le dirai lorsque...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bergeron: ...lorsque...

M. Bouchard: Sauvons un voyage. Sauvons donc un voyage. Dites-nous le donc tout de suite.

M. Bergeron: Lorsque votre question ne sera pas enveloppée dans le scénario a, b ou c. Autrement dit, c'est dans quelques semaines.

M. Bouchard: Dans quelques semaines?

M. Bergeron: C'est dans quelques semaines qu'on pourra répondre à votre question, mais pas maintenant.

M. Bouchard: Écoutez, M. Bourassa est premier ministre du Québec actuellement.

M. Bergeron: Oui.

M. Bouchard: Et puis, il va recevoir ce rapport.

M. Bergeron: Justement.

M. Bouchard: Chef d'un gouvernement qui va recevoir un rapport...

M. Bergeron: C'est ça.

M. Bouchard: ...d'une Commission dont vous dites qu'elle est inédite et sans précédent, donc, très importante. Il ne va pas en recréer une dans trois semaines pour se faire dire quand. Il veut avoir une recommandation et espère qu'on pourra s'entendre sur la recommandation qui va l'aider à prendre une bonne décision. Il ne va pas nous rappeler et je ne pense pas qu'il vous fasse revenir ici. À son bureau peut-être, mais pas ici en public.

M. Bergeron: Non, mais...

M. Bouchard: Alors, puisqu'on est là et qu'on veut faire un rapport à M. Bourassa, pourquoi ne lui dirait-on pas tout de suite quand est-ce qu'on pense qu'il faudrait faire un référendum, si on pense qu'il faut en faire un?

M. Bergeron: Bien sûr. Vous êtes une Commission d'opinion, donc, vous devez donner vos opinions convergentes ou divergentes, c'est votre devoir. O.K.?

M. Bouchard: Oui.

M. Bergeron: Mais là, vous me demandez mon pari - j'allais dire mon "guess" - sur le moment idéal à la suite d'un déroulement qui s'en vient incessamment et dont j'ignore, encore une fois, le déroulement. Vous comprenez?

M. Bouchard: Mais je ne le demande pas au citoyen, je le demande à l'expert. C'est l'expert qui peut dire ça.

M. Bergeron: Non, non. S'il vous plaît. J'aimerais même retourner en arrière. Je ne vous ai pas visé en particulier, j'ai visé...

M. Bouchard: Mais non, je le sais bien. C'est une boutade que j'ai faite. Vous ne visiez personne, j'en suis convaincu.

M. Bergeron: Vous savez que les éditorialistes, par dizaines, et tous les partis ont au moins une aile qui dit: Sortons-en. On en a ras le bol constitutionnel; il faut un référendum. Bon. Et un référendum, je voudrais qu'il soit bien réussi. On a payé cher un référendum qui a été lancé un peu tard et à une limite où on n'était pas sûrs de le gagner, alors...

M. Bouchard: Alors, cette fois-ci, ne soyons pas tardifs.

M. Bergeron: Excusez-moi!

M. Bouchard: C'est vrai.

M. Bergeron: On n'était même pas sûrs de le gagner.

M. Bouchard: N'allons pas commettre les erreurs que nous avons commises déjà.

M. Bergeron: Cette fois-ci, il faudra peut-être être sûrs de le gagner et puis de le gagner pour longtemps. De toute...

M. Bouchard: Alors quel serait le meilleur... Écoutez, ma question est simple: Quel serait le meilleur moment? L'expert que vous êtes, qui est ici devant nous, peut-il nous dire quel serait le meilleur moment pour le gagner?

M. Bergeron: Ma réponse est moins simple que pour vous parce que vous, vous êtes dans l'action puis vous avez à parler aux journalistes. Moi, je n'ai pas à leur parler. Vous comprenez? Alors...

M. Bouchard: Moi, je pense qu'on a à parler à la population surtout, maintenant, M. Bergeron.

M. Bergeron: Non. S'il vous plaît. Alors moi, à propos du temps, c'est bientôt. Quand je vais m'en apercevoir, je vais probablement le dire aussi vite que vous dans les...

M. Bouchard: Vous allez nous appeler.

M. Bergeron: Je vais le dire probablement aussi vite que vous dans les journaux parce qu'à 24 heures, moi, je peux prendre... Remarquez qu'on ne me braque pas comme ça; ils ne me courent pas après, les journalistes, mais en 24 heures d'avis ou 36 heures, je peux envoyer un article à qui de droit, à la population, si j'estime que le moment tactique est arrivé. O.K.? Ça, je peux le faire. Je l'ai assez fait. Pour ceux qui lisent les journaux depuis 35 ans, je les ai assez encombrés et j'étais parfois en avance sur les journalistes, entre autres à l'époque du référendum où j'ai dit, avant ceux qui ont rédigé la question, comment elle devait être rédigée. Mais ils l'ont rédigée autrement. Enfin, ça, c'est une autre histoire. Donc je le ferai, soyez sans crainte, premièrement. Actuellement: non.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bergeron, le temps...

M. Bergeron: Non, parce qu'on ne sait pas le résultat. Vous avez, comment dire, votre propre insécurité à vous, membres de cette

Commission. Vous ne savez pas la force que vous avez. Vous vous sous-estimez. C'est à vous de vous poser ces questions-là entre vous et de résoudre, par rapport aux tendances que vous avez et le malaxage des opinions contradictoires ou contraires ou opposées ou divergentes et finalement convergentes. C'est à vous de faire cette unanimité parce que vous êtes là pour ça.

M. Bouchard: Je termine là-dessus, M. le Président, si vous me permettez. Je ne veux pas avoir l'air d'insister, d'abuser, ni de vous bousculer. Vous êtes un homme trop éminent pour qu'on puisse tenter de faire cela. Mais vous savez bien, comme vous venez de le souligner, que dans nos discussions internes, nous allons nous poser la question, certains d'entre nous, peut-être beaucoup de monde: Si on fait un référendum, quand devrions-nous recommander à M. Bourassa de le faire? Peut-être pas en termes de date, mais en termes d'échéancier.

M. Bergeron: Oui.

M. Bouchard: Et, à ce moment-là, ce serait agréable qu'on puisse se dire: Qu'en pensait M. Bergeron qui est venu ici pour nous conseiller? Ce serait agréable de savoir ce que vous en pensez vous-même.

M. Bergeron: Oui. Vous avez invité un analyste politique qui a passé sa vie à écrire ça. Permettez qu'il vous réponde à la façon dont il le pense.

M. Bouchard: Ou de ne pas répondre.

M. Bergeron: Donc, je ne vous renvoie pas à mon prochain tome, dans 18 mois. Je vous renvoie au moment où ça m'apparaîtra suffisamment clair pour le communiquer à quelqu'un avec la même rapidité que vous, chefs de parti ou de groupe, allez le faire dans vos mesures respectives. Pour l'instant, il y a beaucoup de choses. J'ai dit que ça ne saurait tarder. Nous allons être fixés sous peu. Je viens de vous dire que c'est une question de semaines. À quoi j'ajoute, dans ma question, que nous avons vécu, en termes institutionnels, également, un drame personnel, dans ce système étatique que nous sommes. C'est-à-dire qu'il y a eu vacuité du chef du gouvernement pendant un temps x. Et que vous savez très bien que, dans notre régime parlementaire britannique, il appartient au premier ministre de faire lui-même, après consultation de ses effectifs qui le rendent majoritaire, qui le légitiment de ce point de vue en rapport aux Chambres, de prendre ces décisions-là. Vous comprenez? Alors, nous savons...

M. Bouchard: Je comprends que le prince a ce privilège, M. Bergeron...

M. Bergeron: Nous savons maintenant que cette vacuité...

M. Bouchard: ...mais ça n'empêche pas les justiciables et les citoyens d'avoir des opinions et de les énoncer en public.

M. Bergeron: Excusez-moi, il y a eu du bruit ici, je n'ai pas entendu.

M. Bouchard: Je comprends qu'il appartient au premier ministre de décider de ces choses. C'est un privilège fondamental. Mais il ne répugne pas que les citoyens, dont vous êtes, et les experts, en particulier, convoqués à une séance parlementaire puissent dire ce qu'ils en pensent.

M. Bergeron: Selon moi, le plus possible, si vous êtes capable d'avoir... Autrement dit, si vous êtes capables d'en arriver à faire des recommandations suffisamment cohérentes, praticables que le gouvernement en place, appuyé, avec son Opposition officielle, pourra lancer au peuple, aussitôt que cela pourra se faire. Ça m'inquiète un peu de vous dire ça parce que ça risque d'être interprété comme une espèce d'accord au strict commun dénominateur. Il faudra que ce soit au maximum de dénominateur d'en haut, le sens de la question, qu'elle soit claire, qu'elle soit finale et qu'elle engage tout le monde, quel que soit le gouvernement au pouvoir qui aura à en vivre les conséquences. Il faut aller aussi loin que ça. Bon, encore une fois, c'est une histoire de quelques mois, de conjoncture, ce n'est pas plus que ça. Et puisque vous ouvrez la porte sur le référendum, ce n'est pas le moment qui m'inquiète, moi. Ce qui m'inquiète, sur le plan des stratégies globales et sur la façon très maladroite dont ça a été dit dans cette illustre assemblée, de parler du référendum en termes d'opération combative ou d'arme de combat, ou de menace à l'autre interlocuteur collectif, qui est ce que nous savons, c'est-à-dire neuf autres provinces plus un gouvernement central, de parler du référendum en termes de menace. Ça, là, retirez ça au plus vite, ça produit exactement l'effet inflammatoire contraire. Le référendum, ce n'est pas une menace d'opération comme un discours électoral ou une campagne qu'on fait. C'est le moyen qui nous reste de plus profond, de plus sacré et de plus difficilement réfutable par l'adversaire de nous construire une banque de légitimation autre que celle du statu quo, de légalisme constitutionnel qu'on va nous envoyer à la tête quand le référendum va arriver. Et je vous prie de prendre mes derniers mots au sens propre, de nous faire une banque de légitimation profonde qui sera difficilement attaquable par l'autre partie qui fera l'opinion inverse, et nous aurons en plus le devoir majeur d'avoir un bouclier, un bouclier inattaquable ou le plus hautement

estimable par l'environnement international. Et ça nous risquons, en parlant constamment de référendum, de menace, si vous dites non, nous allons vous envoyer un référendum, j'allais dire sur la... Non, non, non...

M. Bouchard: Ça, c'est M. Dion qui a dit ça. C'est votre collègue à l'université qui a dit ça.

M. Bergeron: Bien oui, mais M. Dion est un être libre comme moi. C'est même presque, c'est plus qu'un collègue...

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, professeur Bergeron, sur ces paroles, le temps étant écoulé...

M. Bergeron: Le temps écoulé de M. Bouchard ou de moi?

Le Président (M. Jean Campeau): Pardon?

M. Bergeron: Le temps...

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps de tout le monde.

M. Bergeron: Ah bon! Merci, M. le Président. Excusez-moi.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, au nom de mes collègues, je veux sincèrement vous remercier pour votre mémoire, puis votre intervention. Vous nous avez aidés à mieux comprendre les problèmes auxquels est confronté le Québec. Encore une fois, merci de votre présence parmi nous.

M. Bergeron: Ça n'a pas duré une heure? Oui?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, monsieur.

(Suspension de la séance à 18 h 1)

(Reprise à 19 h 43)

Le Président (M. Jean Campeau): En ce début de soirée, nous recevons les gens de la Société des musées québécois. Mme France Gascon, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre rapport mais, auparavant, est-ce que vous pourriez nous présenter les gens qui vous accompagnent?

Société des musées québécois

Mme Gascon (France): Oui, avec plaisir. En commençant à ma gauche, M. Michel Perron, directeur du Musée d'art de Joliette; à ses côtés,

Mme Michèle Paradis, directrice du Musée des religions à Nicolet; à ma droite, M. Michel Cheff, conservateur en chef du Musée du Québec et, ensuite, M. Guy Bouchard, directeur du Musée Louis-Hémon à Péribonka.

Le Président (M. Jean Campeau): Bienvenue à vous tous. À vous, madame.

Mme Gascon: Une partie de l'attention est sollicitée ce soir encore par des événements dramatiques. On ne sait pas d'heure en heure ce qui va se passer et ce n'est sûrement pas un contexte très propice pour discuter d'avenir. Il faut se souhaiter, cependant, que ces événements, aussi bouleversants soient-ils, n'aient pas pour effet d'éclipser totalement l'importance d'autres enjeux plus locaux comme, par exemple, ceux qui concernent cette Commission, les gens qui sont venus s'y exprimer ainsi que les nombreux Québécois qui ont suivi ce processus avec beaucoup d'intérêt. Je pense qu'on reconnaît tous que la Commission a donné lieu à l'un des plus formidables efforts de réflexion que le Québec ait porté sur lui-même et on espère très sincèrement que le processus va se poursuivre malgré tout assez normalement et aboutir à des résultats qui vont nous permettre de faire progresser le Québec collectivement.

Pour notre part, on doit vous dire qu'on est très heureux d'avoir été invités à présenter notre mémoire et on espère qu'un échange avec vous va contribuer à mieux faire comprendre notre position.

D'abord, un mot très bref sur la Société des musées québécois. Notre association regroupe plus de 700 membres, ce qui comprend à la fois des institutions et des individus qui oeuvrent dans le domaine de la muséologie au Québec. La Société des musées québécois est représentative de l'ensemble des régions du Québec ainsi que des différents volets de l'activité muséale qu'on retrouve ici. Je pense que vous en avez un bon échantillon d'ailleurs devant vous.

Dans le mémoire qui vous a été remis et qui a été préparé par le conseil d'administration, la Société s'est faite le porte-parole de préoccupations qui affectent l'ensemble de notre communauté. Aux questions que posait la Commission, nous avons répondu par une analyse déployée à partir de notre propre secteur d'expertise et surtout à partir de la perception qu'on se fait d'une réalité qui nous est très immédiate.

Alors disons d'abord, pour donner les points essentiels de notre analyse, qu'il nous a semblé utile, au moment où le Québec est en train d'examiner les modèles politiques qui pourraient être les siens, de rappeler que la culture tient une place prédominante dans une démarche d'affirmation d'une collectivité. C'est dans la culture que réside l'expression la plus complète d'une identité. Elle en catalyse les dynamismes

les plus profondément ancrés. La culture est aussi très liée à la créativité dont une collectivité peut faire preuve, à sa capacité de s'adapter au changement et de dessiner pour elle-même un avenir qui corresponde à ses aspirations. La qualité de la conscience collective d'un peuple est aussi directement proportionnelle à la qualité, la richesse et la diversité des expériences culturelles vécues en commun par ce même peuple.

C'est dans la culture que l'on trouve, de nos jours, les points de repère ou les symboles qui se révèlent parmi les plus efficaces pour contribuer à maintenir la cohésion sociale d'un groupe. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on fait de plus en plus appel au développement culturel pour transformer le visage des communautés et leur redonner une fierté et un sentiment d'appartenance qu'on croyait à jamais perdu.

Si l'on admet que le mieux-être des collectivités passe par une culture à laquelle on donne les moyens de s'épanouir, il apparaît évident, selon nous, que le développement culturel doit aussi être l'affaire des gouvernements. L'État a un rôle vital à jouer. C'est encore plus vrai, selon nous, pour une collectivité comme celle du Québec, qui a d'ailleurs bien compris, dans de nombreux autres secteurs, que ses chances de développement étaient minces si elle se privait d'avoir recours aux divers moyens dont dispose l'État pour faire avancer le cours des choses.

Il faut d'ailleurs mettre en garde ici contre la tentation qu'a l'État, et en particulier en Amérique du nord, de lier le sort du secteur culturel à la seule économie de marché car le secteur culturel n'arrive alors à survivre qu'en modifiant profondément sa raison d'être, ce qui évidemment, à notre point de vue, n'est pas souhaitable.

Si l'on considère maintenant la façon dont le Québec s'est comporté devant le développement culturel, on est forcé de faire remarquer que le gouvernement québécois, même si la culture était de sa juridiction, a pris beaucoup de temps à ébaucher de quelconques politiques culturelles, tout comme à leur consacrer les ressources nécessaires.

Le manque d'intérêt manifesté par le Québec a encore été aggravé par le fait que le fédéral n'est pas resté inactif dans ce domaine et qu'il a commencé petit à petit à occuper des positions qui étaient laissées vacantes par le Québec. Cette situation a engendré un dédoublement et une confusion qui nuisent considérablement au développement de notre secteur. Par exemple, les institutions muséales se trouvent fréquemment prises en deux feux, entre le fédéral et le provincial, et elles sont renvoyées de l'un à l'autre sans qu'elles n'aient pas vraiment quelque chose à gagner de ce manège.

Les institutions muséales sont aussi forcées de s'ajuster à deux ordres de pensées et deux

lignes d'action différentes, avec le risque que les contorsions auxquelles cela les oblige leur fassent perdre de vue leurs propres objectifs. C'est une situation que tous déplorent et souhaiteraient voir corrigée.

Il nous apparaît donc essentiel que le gouvernement québécois élabore sa propre politique en matière de protection et de développement de la culture. Le Québec doit fournir une pensée cohérente, indiquer une direction et dégager les moyens de son action. Peu importe la solution associative qui serait retenue, le Québec doit réitérer que la culture est de sa juridiction. Et il doit exiger en ce domaine la subordination des interventions canadiennes à ses impératifs propres. La politique culturelle du Québec devra aussi trouver son prolongement dans des politiques sectorielles comme celle que le ministère des Affaires culturelles a promise pour le secteur des musées et qui sera dévoilée, on l'espère, très bientôt.

De notre point de vue, donc, pour vous résumer en quelques lignes: Le Québec dispose d'une carte qu'il devrait déjà avoir jouée. Sans l'expression d'une volonté politique clairement affirmée et fermement soutenue par un ensemble de moyens dont le choix sera décidé de concert avec les groupes intéressés au développement culturel, le Québec se coupe d'une ressource qui est à sa portée et qui offre, selon nous, toutes les chances d'avoir un impact majeur sur le plein épanouissement de la société québécoise.

C'est l'essentiel de notre proposition. On attend vos questions.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Première intervention, Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. Mme Gascon, au départ, j'aimerais vous remercier, vous et votre équipe, de la présentation de votre mémoire. À la lecture de celui-ci, on constate que vous ne vous exprimez pas sur la question du statut politique et constitutionnel du Québec pour les raisons que vous mentionnez dans votre mémoire et, à ce stade-ci, surtout une raison de neutralité. Et je pense que l'on doit, à ce stade-ci, respecter votre opinion.

Cependant, vous désirez nous communiquer votre point de vue sur la façon dont l'élaboration d'un modèle politique et constitutionnel pour le Québec pourrait servir au mieux les intérêts du Québec en prenant, entre autres, certains éléments. Et, à ce stade-ci, vous nous parlez de la culture.

Vous dites à la page 5 que la culture, livrée à la seule économie du marché, ne peut survivre et qu'elle doit être l'affaire des gouvernements. Or, le gouvernement, vous savez comme moi, n'est en somme qu'une courroie de transmission. Il ne peut intervenir que s'il en a les moyens; et ces moyens, c'est si l'économie fonctionne. On

en a les moyens si l'économie fonctionne.

À ce stade-ci, j'aimerais bien vous entendre sur un aspect qui a été élaboré devant nous, à savoir quelle importance accordez-vous à la relation économie-culture?

Mme Gascon: J'aimerais peut-être d'abord dire qu'on voit deux rôles à l'État. Je pense que l'État apporte effectivement un soutien financier important au secteur culturel et je dirais que ce n'est pas le principal besoin. C'est un besoin très important de notre milieu en ce moment mais il y en a un autre en ce moment, il y a une absence de politique dans le secteur culturel qui fait que les interventions, en ce moment, sont faites selon une logique qui nous échappe parfois. Alors, parmi les pouvoirs d'intervention de l'État, il y a le pouvoir de dépenser, mais il y a aussi le pouvoir d'établir des lignes de direction et un cadre d'action qui soit logique et cohérent et je dirais que c'est peut-être de ça dont on souffre. C'est de l'absence d'un cadre comme celui-là qui nuit peut-être le plus, au développement de notre secteur, en ce moment. Alors, juste une nuance que j'apporte en ce moment.

Pour ce qui est de la relation économie et culture, je pense que la première chose d'abord, nous, on a voulu faire une intervention à partir de ce qu'on connaissait du secteur dans lequel on se sentait à l'aise et à partir d'une expérience qui nous était personnelle. C'est sûr que notre expertise est d'abord fondée sur le secteur culturel et je pense que la situation du Québec, en ce moment, on peut la regarder de différents points de vue; on peut regarder l'aspect économique, l'aspect démographique et plusieurs autres aspects aussi. Donc, c'est pour cette raison-là principalement...

Il y avait aussi la question de la neutralité que doivent garder les musées parce que les musées sont plutôt des témoins de l'histoire, mais je pense qu'au-delà de ça il y a aussi qu'on voulait parler de ce qu'on pouvait bien connaître. Je pense que l'économie, on ne nie pas que c'est une donnée très, très importante; je pense que l'État n'a pas à intervenir uniquement dans ce secteur-là pour y apporter un soutien financier, mais pour d'autres raisons. Il y a beaucoup de choses qu'on pourrait dire au point de vue des relations économie et culture et en particulier qu'on pense que le développement du secteur culturel peut aussi avoir un impact sur l'économie. Il n'est peut-être pas majeur et ce n'est pas l'impact principal de ce secteur-là, mais c'est tout de même un impact qui s'est révélé, quand même plutôt positif, si on se fie aux études de retombées économiques. Alors, de ce point de vue là, je pense que ça peut être... le développement du secteur culturel peut apporter quelque chose. Je dirais que c'est une question qu'on n'a pas examinée dans le détail parce qu'on a voulu se concentrer plus sur notre expérience à nous, qui était l'expérience du secteur culturel.

Mme Bégin: Si je vous comprends bien, Mme Gascon, c'est que vous dites qu'au point de vue économique c'est important, mais ce n'est pas la principale chose. Il y a des politiques que... il faudrait tout d'abord se doter d'une véritable politique culturelle, mais pouvez-vous élaborer sur la véritable politique culturelle que vous aimeriez que le gouvernement mette sur pied?

Mme Gascon: Bon. D'abord, je pense que tout le monde souhaiterait que le gouvernement indique quel rôle il se voit face à la culture, quel type d'intervention qu'il va privilégier. Quels sont ses objectifs et pourquoi il intervient dans le secteur culturel parce qu'il le fait en ce moment? On sait qu'il intervient. Mais je pense qu'il faut mettre bout à bout ses interventions pour tenter de les analyser, pour essayer nous-mêmes de voir quels sont ses objectifs. Je ne pense pas que ce soit normal, une situation comme ça. Et on devrait pouvoir compter... je pense simplement que pour l'efficacité de notre secteur, des politiques permettraient de comprendre beaucoup mieux les objectifs.

On peut parler de l'impact qu'aurait... par exemple, une politique culturelle dans le secteur des musées permettrait de mettre sur pied un réseau de musées dont on comprendrait beaucoup mieux pourquoi l'implantation d'une institution se fait dans telle région plutôt que telle autre, pourquoi tel secteur est couvert plutôt que tel autre. En ce moment, les décisions sont... La logique des décisions est très difficile à faire apparaître. Et ça, la politique nous donnerait donc ce fil conducteur qui nous manque. Je ne sais pas si vous...

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Bien, Mme Bégin. Est-ce que nous passons tout de suite à Mme Marois ou si vous voulez...

Mme Marois: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui? Ça va.

Mme Marois: Je m'excuse d'avoir dû m'absenter un moment. Je vous souhaite la bienvenue à nos travaux. J'ai lu avec attention votre mémoire et vous abordez cette question de dédoublement entre les interventions des deux niveaux de gouvernement. Et vous dites, entre autres, à la page 7 de votre mémoire, que "la situation actuelle oblige les musées québécois à s'ajuster à deux ordres de pensée et à deux lignes d'action qui jouissent de moyens inégaux." Nous avons eu d'ailleurs, cet après-midi, M. Arpin, que vous connaissez évidemment bien, qui est venu nous dire, lui, qu'il souhaitait qu'il n'y ait qu'un niveau de gouvernement qui interviene.

Vous, vous suggérez dans votre mémoire que l'action d'un gouvernement soit subordonnée

à l'action de l'autre. Vous dites: Le fédéral ne devrait intervenir que dans une perspective où il y aurait un encadrement qui aurait été défini à Québec. C'est du moins ce que j'interprète de votre mémoire et peut-être que je me trompe. Alors, j'ai deux questions. Une, c'est: Expliquez-moi la façon dont vous vivez, concrètement, ce dédoublement. Comment il se vit dans votre quotidien, ce dédoublement entre les décisions de deux niveaux de gouvernement? D'autre part, expliquez-moi comment rendre possible le fait qu'un gouvernement accepte – je prends ce que vous dites et c'est mon interprétation – que le gouvernement fédéral accepte que ce soit sous la responsabilité et uniquement sous la responsabilité, en vertu des objectifs et des principes définis par le gouvernement de Québec, qu'il puisse investir dans les musées québécois?

Mme Gascon: Pour débiter, j'aimerais d'abord dire que le modèle qu'on décrit ici est peut-être, je pense, tout simplement une condition minimale. Si tous le champ culturel est vraiment de juridiction provinciale – et on considère que ça devrait l'être – le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral devrait être amené au gouvernement provincial ou alors l'ensemble des dépenses qui concernent, par exemple, le secteur des musées devrait se faire en accord avec le gouvernement provincial; ce qui est loin d'être le cas en ce moment. Pour vous décrire, peut-être, le syndrome le pire dont on peut souffrir en ce moment – et je pense qu'on l'a vécu aussi dans d'autres secteurs, ailleurs dans le secteur culturel – on voit, par exemple, que le gouvernement fédéral conserve son pouvoir de dépenser. Même s'il n'a pas de juridiction sur la culture, il conserve un pouvoir de dépenser, ce qui nous a valu, entre autres, et ce qui continue à nous valoir la mise en place d'institutions muséales qui sont construites au Québec grâce aux fonds du fédéral mais qui, ensuite, une fois que les portes du musée sont ouvertes, doivent se tourner vers le gouvernement provincial pour trouver les fonds de fonctionnement.

(20 heures)

Alors, le gouvernement provincial, on peut imaginer la frustration qu'il peut avoir à se trouver devant un réseau qui est virtuellement constitué par un autre palier de gouvernement ou grâce à une injection de fonds d'un autre palier de gouvernement et à devoir, lui, assurer le long terme. Vous pouvez aussi imaginer les directeurs d'institution qui doivent se tourner vers le gouvernement provincial, en indiquant souvent des faits accomplis, indiquer: Bon, volci, nous sommes ici. Nous sommes votre réseau et supportez-nous. On est aussi dans une position un petit peu difficile parce qu'on fait face aussi... L'absence de volonté qu'on a pu voir du côté provincial... D'autre part, en face de ça, on voit un dynamisme quand même assez certain du côté

fédéral, pour toutes sortes de raisons sur lesquelles on n'élaborera pas ce soir. Mais il y a effectivement une pluie de subventions qui, à certains moments, peut pleuvoir sur le Québec.

Le secteur culturel, évidemment, est attiré par ce dynamisme-là, est toujours dans une position très, très inconfortable parce que ses demandes, souvent, reçoivent une oreille beaucoup plus attentive à un palier de gouvernement. Et le palier de gouvernement dont on s'attendrait qu'il s'intéresse de manière peut-être, je dirais plus étroite à nos demandes, ne le fait pas ou le fait à contre-cœur. Alors, je pense que ça décrit peut-être l'état d'esprit de tous les joueurs et, peut-être, une petite idée de la confusion qu'on doit vivre.

Mme Marois: D'accord. Mais dans ce sens-là, vous l'avez dit dans votre réponse. Mais dans votre mémoire, ce n'est pas si évident ou si clair. Dans ce sens-là, la solution idéale serait celle où un seul niveau de gouvernement aurait le pouvoir de dépenser et exercerait effectivement ce pouvoir, de telle sorte qu'il y ait une forme d'unité de direction et d'orientation, mais aussi une unité de gestion, si on ne le prend que sur le strict plan opérationnel et organisationnel. On pourrait le prendre à un autre niveau, mais sur ce plan-là... Parce que dans votre mémoire, vous ne le dites pas aussi clairement.

Mme Gascon: C'est-à-dire que ce qu'on a pu décrire dans notre mémoire, et c'est ce sur quoi j'insistais au début de la présentation, je pense que, se basant sur une expérience presque quotidienne des frustrations comme celles que je vous ai décrites, c'est relativement facile pour nous de décrire des objectifs. Et la clarification des mandats, la clarification des rôles aussi des différents paliers de gouvernement, je pense qu'on l'a bien identifiée comme un objectif qui servirait mieux notre efficacité, qui rendrait notre secteur plus efficace. À savoir, maintenant, jusqu'où doit aller cette clarification-là, comment se fera-t-elle? Est-ce que ça signifie un rapatriement complet de tous les pouvoirs? Là, je dois dire que ça dépasse un peu, enfin... on souhaiterait être un spécialiste d'autres domaines pour pouvoir répondre à tous les aspects de cette question-là, mais il est sûr que pour nous, il y a certaines étapes qui doivent être remplies: la présence d'une politique, une clarification qui ferait que le ministère des Affaires culturelles aurait pleine et entière juridiction sur le secteur culturel. Ce sont pour nous les objectifs vers lesquels il faut tendre. Comment est-ce que ça va se traduire de manière concrète? Comment la gestion de tout ça, pour employer le mot que vous utilisez, va se traduire? C'est difficile pour nous de décrire dans le détail ce modèle-là.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, Mme Marois?

Mme Marois: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Turgeon.

M. Turgeon: Oui, moi, je voudrais simplement savoir si dans ce que vous dites, puis dans ce que vous ne dites pas, si vous faites le procès de gouvernements en place ou d'un système? Parce que les audiences publiques tirent à leur fin, nous autres, on va devoir se réunir puis tirer des conclusions de tout ça, puis c'est ça qu'il est important de comprendre. Par exemple, du côté pratique, le ministre des Communications actuellement, puis c'est un petit peu ce que M. Arpin est venu nous dire cet après-midi, considérant, lui, que le Québec ne faisait pas assez, injecte et puis donc, donne beaucoup de fonds, et c'est bien pour les musées du Québec. Par exemple, il annonce la création d'un musée de la Nouvelle-France, peut-être prochainement un musée des arts de la scène, etc.

Donc, est-ce que dans le fond des choses, vous craignez qu'un Québec, mettons, souverain... est-ce que vous craignez une politique culturelle de ce Québec-là n'irait pas assez loin, compte tenu de ce qu'il fait actuellement? Avez-vous l'impression qu'il se modèlerait un peu sur ce qu'il fait actuellement et que vous craignez un petit peu là-dessus pour l'avenir, et c'est pour ça que vous ne vous prononcez pas trop? Vous dites: On ne veut pas servir de porte-drapeaux, mais c'est plus que ça, là.

Mme Gascon: Je pense peut-être que la prudence qu'on a montrée jusqu'à présent, c'est d'abord, une certaine difficulté à comprendre toutes les conséquences et à décrire le modèle en tant que tel vers lequel il faudrait tendre. Mais je pense aussi qu'il y a énormément de frustration qui a été créée dans le secteur culturel à cause, je dirais presque de la paralysie dans laquelle des attitudes ont maintenu...

M. Turgeon: La concurrence entre les ministères?

Mme Gascon: La concurrence entre les ministères, mais aussi le manque de prise de position qu'on a pu voir du côté du provincial. C'est très triste à dire, on souhaiterait pouvoir dire autre chose. On se tourne vers le provincial, on fait toutes les pressions possibles pour que ces gestes-là qui sont essentiels, si on parle d'une démarche d'affirmation de soi... Je pense que ça commencerait d'abord par une politique, et on l'attend toujours.

M. Turgeon: Bon.

Mme Gascon: Alors, est-ce qu'on craint cette politique...

M. Turgeon: Est-ce que cette politique, selon vous, peut exister vraiment comme on la voudrait dans le système actuel, encore en concurrence, puis en chevauchement de programmes, ou s'il faut vraiment dire: On s'approprie les pleins pouvoirs? Au moins, ce sujet-là pour le faire.

Mme Gascon: Écoutez, puisque vous nous forcez à aller plus loin, on peut parler peut-être uniquement du secteur des musées. Je pense que dans le secteur des musées, quand on considère les dépenses qui sont faites par le gouvernement provincial et par le gouvernement fédéral pour le Québec, on se rend compte qu'il y a, par exemple, pour l'année 1988-1989, près de 37 900 000 \$ qui sont dépensés par le Québec pour les institutions muséales québécoises, et près de 2 600 000 \$ par le fédéral pendant la même année pour le Québec. Alors, est-ce que dépenser 37 900 000 \$, est-ce que cette dépense-là, qui est quand même beaucoup plus importante que les 2 600 000 \$, ne justifierait pas déjà la présence d'une politique pour encadrer les décisions qui sont prises?

On dit que oui, nous. Déjà, il y a amplement matière à reprendre, à récupérer ces pouvoirs-là. Vous allez dire qu'on fait de la politique, qu'on n'est pas tournés vers l'avenir, mais vers le passé. Mais c'est aujourd'hui qu'il faut faire... Il y a un rattrapage très important à faire.

M. Turgeon: Donc, il y a véritablement un manque de volonté politique, actuellement, quant au niveau culturel...

Mme Gascon: C'est malheureusement ce qu'on regrette, oui.

M. Turgeon: ...au Québec. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. M. Bouchard, M. Cheff, M. Perron, Mme Paradis et Mme Gascon, merci de vous être présentés devant nous pour nous faire valoir l'importance de la Société des musées québécois et mieux nous la faire connaître et, aussi, nous faire connaître ses besoins. Merci.

Une voix: Merci.

Mme Gascon: Merci.

(Suspension de la séance à 20 h 8)

(Reprise à 20 h 11)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous accueillons maintenant la corporation Sports-Québec, représentée ici par M. Bertrand Rousseau, le directeur général, qui est le porte-parole

du groupe. M. Rousseau, si vous voulez bien présenter les gens qui vous accompagnent.

Corporation Sports-Québec

M. Rousseau (Bertrand): Oui, monsieur. Je veux d'abord remercier les membres de la Commission de nous avoir donné l'opportunité de pouvoir, aujourd'hui, exprimer notre position. J'aimerais vous présenter M. Jacques Hamel, à l'extrême gauche. M. Hamel est trésorier de la Corporation Sports-Québec et c.a. chez la firme Samson Bélair. Vous avez, également, M. Pierre Thibault, qui est directeur général de la Fédération de cyclisme du Québec; Mme Michèle Gendron, conseillère en communications à la corporation; M. Moffat, qui est directeur des programmes à la Fédération du sport étudiant et M. Jacques Sauvageau, qui est vice-président à la Corporation Sports-Québec; de même que M. Michel Dessureault, qui est un expert, chez nous, de notre commission et diplômé en éducation physique et administration.

Le Président (M. Jean Campeau): Je comprends que la présentation sera faite conjointement par plusieurs d'entre vous.

M. Rousseau: Voilà!

Le Président (M. Jean Campeau): Allez-y!

M. Rousseau: Merci beaucoup. J'aimerais, si vous le permettez M. le Président, d'abord, faire connaître notre principale position à l'égard de la révision constitutionnelle du Québec.

Les choix politiques et constitutionnels sont essentiellement, et fondamentalement, des choix de société. Le mémoire du sport établit rationnellement les incidences de ces choix, quels qu'ils soient, sur l'évolution spécifique du sport amateur. Les règles sportives internationales déterminent la souveraineté politique d'un pays comme critère essentiel de sa participation aux réseaux de compétition en tant qu'entité reconnue. En ce sens, l'analyse du sport ne doit pas et ne peut pas tenir compte de deux options constitutionnelles exclusivement. Il y a, d'une part, celle fondée sur un statut constitutionnel reconnaissant la souveraineté politique du Canada ou toute forme d'association ou de fédéralisme renouvelé avec le Québec ne modifierait pas pour nous ce statut souverain fédéraliste. Et, d'autre part, celle fondée sur un statut constitutionnel reconnaissant la souveraineté politique du Québec.

Le maintien d'un statu quo constitutionnel ne sert pas le sport québécois au meilleur de ses intérêts en lui posant des inconvénients majeurs. Il permet toutefois la réalisation d'un certain nombre d'éléments de la pratique sportive québécoise. Telle constatation nous permet

d'affirmer qu'un système sportif québécois autonome, bien que présentant certaines contraintes, serait viable s'il s'assortit d'une mobilisation réelle des secteurs politiques et privés et d'un investissement financier accru de ces deux secteurs sur la base des données actuelles d'un investissement provincial de 20 700 000 \$ et de bénéfices fédéraux de 15 000 000 \$. L'investissement gouvernemental prévisible de notre gouvernement autonome serait alors de 35 000 000 \$. L'autonomie sportive inhérente à l'obtention d'un statut constitutionnel québécois représente à la fois un défi important et une belle opportunité d'implanter et de développer un système sportif qui corresponde véritablement aux besoins de notre société distincte.

S'il est évident que l'autonomie sportive faciliterait le développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté des intervenants concernés, on peut également présumer que le fait de devenir un pays favoriserait une meilleure utilisation du sport par le niveau politique dans l'affirmation de notre nation.

Voici maintenant les avantages, pour le sport, de l'acquisition d'une souveraineté québécoise: l'opportunité de représentation du Québec aux plus hauts niveaux décisionnels sportifs par l'établissement de contacts directs entre le Québec et les instances sportives internationales, sans intervention d'un intermédiaire fédéral; l'augmentation des opportunités pour le Québec de déléguer des athlètes des sports individuels aux grands jeux et de déléguer des athlètes des sports individuels et collectifs aux compétitions internationales; une autonomie décisionnelle des gouvernements politiques et associatifs québécois sur les plans de la gestion et des orientations sportives; une assurance de la présence constante de la réalité sportive à l'agenda politique québécois et une prise de conscience soutenue des autorités politiques en matière de sport; un leadership et un contrôle du Québec en matière de formation des cadres, entraîneurs et officiels, de même qu'une motivation plus grande des cadres, entraîneurs, officiels et athlètes québécois à mieux se former, compte tenu à la fois de l'établissement de nouveaux débouchés et de l'importance de leur rôle dans le continuum sportif; le développement d'expertise québécoise, de nouveaux emplois et de nouvelles professions, inhérent à la création de nouvelles structures de services; la concentration territoriale des activités préparatoires de nos équipes nationales; une motivation accrue des intervenants sportifs fondée sur le développement d'un sentiment d'appartenance et sur l'expression d'une solidarité sportive plus grande; la réalisation de programmes sportifs mieux adaptés aux objectifs sociaux et pédagogiques du Québec et, finalement, l'établissement d'un véritable système sportif québécois permettant notamment l'expression de l'identité nationale québécoise sur le plan international.

En conclusion, MM. les Présidents, le développement harmonieux du sport autonome québécois ne pourra se faire que dans la mesure où la volonté politique en garantisse l'accès en respectant intégralement les composantes de la pratique sportive, de l'initiation à l'excellence. Parallèlement, les intervenants sportifs devront se responsabiliser, être plus actifs et agir politiquement pour développer publiquement la crédibilité du nouveau système dans un contexte où, à court terme et à moyen terme, l'excellence sportive serait moins performante et, en conséquence, représenterait une source de motivation et de stimulation plus incertaine. Cependant, à long terme, le sport et les sportifs québécois y gagneraient. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Rousseau. Nous débutons les interventions avec M. Brassard?

M. Brassard: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Brassard: En remplacement de M. Chevette qui n'a pas pu être parmi nous. Mais il me demande cependant de vous saluer et je le fais parce qu'il vous a connu pendant plusieurs années, quand il était ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche; moi aussi, pendant un petit bout de temps.

J'ai trouvé votre mémoire intéressant. Je trouve encore plus intéressante votre présentation. Dans votre mémoire, vous incluez un certain nombre d'avantages pour le sport du maintien du fédéralisme canadien. Mais vous avez choisi, dans votre présentation, de mettre en évidence les avantages pour le sport de l'acquisition d'une souveraineté québécoise. J'en déduis que vous avez fait un choix: que ce serait préférable finalement, pour le sport québécois, les sportifs québécois, particulièrement en matière d'excellence, d'œuvrer et de pratiquer leur sport dans un Québec détenant la souveraineté; et là, je ne reprendrai pas les avantages que vous avez signalés.

Mais vous avez mentionné cependant que le système actuel comporte des inconvénients majeurs. Quiconque s'est occupé le moins du sport au Québec, de compétition sportive, a vécu toutes sortes d'événements ou de péripéties au cours desquels les athlètes québécois ont souvent été l'objet, disons, de discrimination; et ça faisait parfois l'objet d'articles dans les journaux.

J'aimerais vous entendre parler, compte tenu de votre expertise, de ces inconvénients majeurs du système actuel. Combien les athlètes québécois éprouvent des difficultés à se faire valoir dans le système actuel auprès des fédérations canadiennes pour chacune des disciplines et les associations canadiennes, que ce soit pour les

Jeux olympiques ou les Jeux du Commonwealth. J'aimerais que vous nous parliez concrètement de ces difficultés éprouvées par les athlètes québécois.

M. Rousseau: Je vous remercie, d'abord, de nous donner l'opportunité de répondre à cette question-là. Et on a tenté, au niveau de la Commission, sans nécessairement en faire une question de langue, de la traiter comme on la vit compte tenu de notre culture, compte tenu de la réalité où majoritairement nos Québécois sont d'expression française, bien que certains d'entre eux, rendus à un certain niveau et, après certaines années, sur la scène internationale, soient capables quand même de s'afficher au niveau d'une seconde langue. Il n'en demeure pas moins, effectivement, qu'ils sont plus habilités à pouvoir se tirer d'affaires avec cette problématique.

Mais, il n'en demeure pas moins que les athlètes francophones doivent actuellement franchir un obstacle additionnel lors de la sélection canadienne, lorsqu'ils ne peuvent pleinement communiquer dans leur langue, soit avec leurs entraîneurs et les responsables des sélections au niveau des équipes d'élites. De plus, les athlètes unilingues français ont moins de chance d'être appuyés dans leur développement vers la haute performance à l'intérieur du système canadien, car la majorité des professionnels et bénévoles responsables dans la sélection et l'encadrement de ces mêmes athlètes sur la scène canadienne et internationale, ne sont généralement, pas d'expression française.

Il y va donc également que quand on regarde simplement aussi au chapitre de la formation, de l'encadrement sportif de nos jeunes, autant au chapitre du "coach" que des officiels majeurs, cet encadrement-là est sous-tendu actuellement à un programme national de certification qui, curieusement, relève encore du fédéral, bien qu'on ait rapatrié chez nous au Québec les champs de compétence dans le domaine de l'éducation depuis belle lurette. Il n'en demeure pas moins que la formation dans le domaine de notre encadrement sportif relève d'un système canadien. Et, dans bien des cas, cette documentation-là, cette formation, cet apprentissage-là nous sont transmis sur le tard, 7, 8, 10 mois plus tard dans une version française qui ne tient pas toujours compte non plus de notre réalité, de notre culture telle qu'on la vit chez nous au Québec.

Donc, il ne s'agit pas simplement des modalités d'ordre technique, ou encore théorique, mais dans l'apprentissage et la formation, le gros de l'encadrement sportif canadien est meublé d'un encadrement sportif unilingue anglais. Et ces gens-là, pour plusieurs d'entre eux, n'ont pas un souci toujours très très développé sur la préoccupation d'apprendre une deuxième langue pour rendre plus favorable ou faciliter l'apprentissage chez nos participants.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Brassard.

M. Brassard: Une dernière, toute courte. Simplement une précision. À la page 13 de votre mémoire, vous présumez, parce que Sports-Canada n'est pas en mesure de fournir une ventilation par province des investissements fédéraux en sports, vous présumez qu'en appliquant les ratios démographiques, c'est-à-dire 25 % pour le Québec, on bénéficierait approximativement de retombées fédérales de l'ordre de 15 000 000 \$. Vous présumez, mais en êtes-vous bien certain?

M. Rousseau: Je vous dirais, M. Brassard, qu'on a fait une estimation parce qu'on n'a pas été capable d'obtenir de la part du fédéral, d'abord, la juste part qui était normalement prévisible de recevoir au Québec. On a donc tranché en fonction de la population. Cette présomption-là, je pense qu'elle est justifiée. On est comme tous les Québécois, on paie actuellement des taxes, des impôts au niveau provincial. Je présume que compte tenu de l'apport du milieu sportif québécois, ça s'inscrit dans la sixième ou septième activité en importance au chapitre canadien en termes de retombées économiques. J'estime donc qu'il y a là d'une part des retombées potentielles, qui seraient ou qui permettraient effectivement à un gouvernement autonome demain matin de nous garantir au moins l'équivalent, ou à tout le moins de garantir l'équivalent au prorata de ce qui se versait au fédéral, et de le réinvestir au chapitre du sport québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. Rousseau. Alors, les trois prochains intervenants seront d'abord M. Sébastien Allard. Ensuite, M. Holden. Et après cela, M. Gérald Larose. M. Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. Alors, ma question est peut-être la continuation de celle de M. Brassard. Dans un chapitre complet vous traitez des avantages et désavantages des deux options dont vous parlez brièvement dans votre mémoire. Je vois que vous avez une liste impressionnante d'avantages pour le sport d'un Québec souverain, mais par contre, vous avez trois sections: une qui traite des avantages du maintien du fédéralisme, une autre qui traite des désavantages de la souveraineté québécoise et ensuite, vous avez une autre section qui traite des réserves que vous auriez s'il devait y avoir la souveraineté pour le Québec. Ce qui me donne l'impression que vous avez passablement d'inquiétudes ou vous auriez passablement d'inquiétudes si le Québec devait, demain, devenir souverain. Est-ce que je me trompe quand je dis ça? Est-ce que j'interprète mal ce que j'ai lu ou est-ce que je l'interprète à peu près correct?

M. Rousseau: Je pense, M. Allard, que l'interprétation que vous en faites ne correspond pas à la réalité. On a tenu, sachant pertinemment qu'on s'adressait, je ne dirais pas à des néophytes, mais à des personnes qui, pour ce qui est de la réalité sportive vécue au Québec et au Canada, n'est pas nécessairement effectivement du pain quotidien... Il nous est donc apparu, par honnêteté intellectuelle, de présenter à cette Commission-là les avantages marqués qu'il y avait dans un système fédéraliste, les avantages marqués pour ce qui est d'un Québec souverain et ses inconvénients.

On s'est dit: Si jamais les gens... On n'était pas apparus ici effectivement avec cet inconvénient-là, on aurait passé à juste titre, je pense, pour des philosophes. On a vraiment voulu mettre au fait et faire en sorte que les Québécois qui, demain matin, auront un choix à faire, également dans l'univers du sport... permettre à ceux qui, effectivement, auront une problématique sportive, nos sportifs québécois, qu'ils puissent en être conscients face à une position.

Il est bien évident que le Canada, demain matin, le Québec, demain matin, avec une population réduite sur le champ international, doit refaire d'abord sa position, s'assurer d'un plus grand leadership, s'assurer également, compte tenu des performances – parce que dans bien des pays, on y va aussi compte tenu de l'équipe nationale dans bien des domaines – dans le domaine des sports collectifs entre autres, si on souligne, il y aura là pour nous autres, effectivement, un certain laps de temps pour pouvoir se donner une politique d'une part et développer en fonction de nos orientations et des créniaux qu'on jugera prioritaires, certaines orientations. Donc, on a voulu mettre en relief de façon évidente les avantages et inconvénients.

M. Allard: Mais vous n'êtes pas allés aussi loin que choisir une des deux options.

M. Rousseau: Je pense que oui. Si notre mémoire ne le traduit pas – et je dois reconnaître qu'en ce sens-là, beaucoup de nos fédérations nous ont reproché que, bien qu'ayant un préjugé favorable à l'autonomie, on a quand même affirmé le fait qu'on pourrait toujours continuer dans un régime où le statu quo, le renouvellement, serait maintenu, mais on dit très bien également: le statu quo et le renouvellement ne changent rien au fait... Parce que le sport actuellement tel qu'il est conçu sur le plan international, c'est seulement les pays souverains qui ont à ce chapitre-là le droit de sélection, d'abord au niveau des grandes équipes et des mécanismes qui les régissent. Et en ce sens-là, nos fédérations, parce qu'on ne pensait pas pouvoir faire une consultation préalable, compte tenu du peu de délai et des ressources limitées qui sont les nôtres, nous ont fait un reproche à

peu près unanime. Vous auriez dû carrément l'exprimer, l'affirmer: chez nous, sportifs québécois, on préférerait travailler dans un système autonome.

M. Allard: Mais vous ne l'avez pas fait clairement dans votre mémoire.

M. Rousseau: Quand on l'a fait, on a gardé quand même une réserve lorsqu'on a rédigé le mémoire.

M. Allard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est bien, M. Allard? Alors, M. Holden.

M. Holden: Merci, M. le Président. Je suis un peu comme M. Allard et M. Brassard. Quand j'ai lu votre mémoire, je trouvais très honnête intellectuellement d'avoir placé devant nous les pour et les contre des avantages des deux systèmes, mais je ne suis pas comme M. Brassard. Votre présentation m'a déçu parce que, effectivement, si on est pour être intellectuellement honnête, on devrait quand même nous présenter le point de vue de votre organisation dans le mémoire et ne pas nous surprendre avec des conclusions qui n'étaient pas dans le texte. Mais de toute façon, vous parlez de vos fédérations. Je vous avoue que j'ai souvent entendu parler de Sports-Canada, mais j'ai moins souvent entendu parler de Sports-Québec. Voudriez-vous nous expliquer un peu vos fédérations? Sans doute qu'il y a des fédérations dans les communautés autres que les communautés francophones qui peuvent peut-être avoir des idées un peu différentes de celles que vous véhiculez aujourd'hui. Pouvez-vous m'expliquer un peu où sont les fédérations et de quoi il s'agit? (20 h 30)

M. Rousseau: Oui. D'abord, pour préciser un petit peu pourquoi l'appellation Sports-Québec vous est moins familière. Rappelons-nous qu'il y a deux ans nous avons, dans un geste comme il s'en est fait dans d'autres sphères d'activités économiques et sociales au Québec, on a été appelés, effectivement, à fusionner des organismes provinciaux. Il y avait, dans le milieu du sport, la Société des sports du Québec et la Société des jeux du Québec. L'une était chargée du programme des Jeux du Québec que vous connaissez sûrement; l'autre, Société des sports, est un organisme de regroupement et de représentation des fédérations sportives. Ces deux organismes-là étant fusionnés depuis peu, il est normal que vous en connaissiez les fruits mais peut-être encore un peu moins bien la corporation. Une rencontre comme celle d'aujourd'hui nous permettra sûrement de mieux s'afficher sur le plan québécois.

Vous demandez: Quel est le rôle, plus spécifiquement, d'une fédération? Une fédération

est-elle, d'abord, liée au chapitre international par la fédération d'un pays souverain? Il y a une fédération internationale, il y a une fédération canadienne et il y a, de cette fédération canadienne là, des pendents qui sont des fédérations provinciales. La fédération est actuellement responsable de la régie de son sport. C'est elle qui, sur le plan des réglementations... Prenons un exemple comme au hockey ou au baseball. C'est la fédération qui, dans la pratique de jeu, va déterminer, effectivement, des modalités de fonctionnement et de déroulement de ces règles de jeu là, des règlements. Elle a également, en matière de prévention et de sécurité, à établir aussi des règles de fonctionnement qui soient, par la suite, sanctionnées et connues de la part de ses associations, de ses clubs et, ultimement, de ses pratiquants.

Donc, les fédérations sont un peu le pendant, si vous voulez, d'un parti qui aurait à convenir de certaines règles de fonctionnement, tant au niveau des règlements que dans les modalités de pratique d'un sport et de regroupement des individus qui sont assortis à ce sport-là. C'est elle également qui est responsable de la formation de ses officiels, de former ses entraîneurs et assurer une meilleure qualité de services au niveau des pratiquants sportifs.

M. Holden: Est-ce que...

Mme Gendron (Michèle): Et Sports-Québec regroupe 58 fédérations sportives québécoises.

M. Holden: Combien?

Mme Gendron: 58. Dans 58 sports différents. Et Sports-Québec a le mandat de les représenter dans les champs d'intervention communs.

M. Holden: Est-ce que les fédérations sont pancanadiennes et...

Mme Gendron: Elles sont québécoises.

M. Holden: Vos fédérations sont québécoises...

Mme Gendron: Elles sont québécoises.

M. Holden: ...mais est-ce qu'elles ont des attaches avec des fédérations ailleurs dans le Canada?

M. Rousseau: Oui. La très large majorité de ces fédérations-là a un pendant canadien et, par système démocratique encore une fois, s'exprime sur la scène internationale mais par le biais d'un intervenant supplémentaire, qui est la fédération canadienne.

M. Holden: En préparant votre mémoire, avez-vous consulté vos fédérations?

M. Rousseau: Avec nos fédérations québécoises?

M. Holden: Oui.

M. Rousseau: Non. Le temps de délai qui était le nôtre pour pouvoir rédiger ce mémoire nous a amenés à regrouper et à identifier des intervenants, cependant, qui provenaient de l'ensemble du milieu québécois. Si vous l'avez remarqué dans la présentation, on a...

M. Holden: J'ai vu les noms, oui.

M. Rousseau: Vous avez les noms et également les provenances. Vous allez voir qu'il y a des gens, là, au chapitre des athlètes, au niveau des officiels, au niveau de l'encadrement sportif des entraîneurs, le sport handicapé, le sport étudiant, le sport fédéré. Même les médias étaient aussi représentés, compte tenu du rôle qu'ils jouaient chez nous. On s'est volontairement exclu, quelqu'un, un représentant en provenance du ministère, voulant se garder là-dedans toute la liberté d'action et de réflexion et de décision possible. Ne pas se mettre là-dedans, en situation de conflit, là, quelqu'un du niveau gouvernemental.

M. Holden: Une question finale. Vous dites que vous faites la proportion de 60 000 000 \$; avec les 25 %, vous avez 15 000 000 \$. Ça se peut, par hasard, que ce soit un peu plus de 15 000 000 \$, n'est-ce pas?

M. Rousseau: C'est probable. C'est possible.

M. Holden: C'est probable?

M. Rousseau: Peu probable. C'est possible, mais je pense que cette équation-là devrait traduire... Si on avait ces chiffres-là, ça nous aurait fait plaisir de vous les présenter. Malheureusement, tel n'est pas le cas. Encore là, par honnêteté intellectuelle, on est allé au prorata, mais je n'aurais rien de garanti là-dessus.

M. Holden: Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je vous amènerai à la page 7 de votre mémoire, sur le rôle politique du sport. Peut-être, contrairement à ceux qui m'ont précédé... Il me semble que le mode d'emploi se trouve dans ce chapitre et que la conclusion, que vous avez davantage explicitée dans votre présentation, repose sur les avancées que vous faites dans cette page-là. Quand vous dites que le sport est un instrument de solidarité, que c'est un moyen d'expression de la fierté collective, que c'est une confrontation qui se substitue aux guerres – c'est peut-être pour ça

qu'on a les Blue Jays et les Expos, Canadiens et Maple Leaf, je ne sais pas – que c'est un outil de promotion, que c'est un instrument d'intégration sociale important, est-ce que, dans votre pratique, vous vous rendez compte ou vous percevez que le fait que les sportifs québécois, dans les confrontations internationales, portent la feuille d'érable rouge, est-ce que, pour le recrutement, la mobilisation, si je peux dire, il y a là une différence? Autrement dit, si c'est ça, le sport ou le rôle politique du sport, dans le fait que les Québécois et les Québécoises aient à assumer leur rôle politique en étant sur la scène internationale, est-ce qu'il y a là un stimulant supplémentaire intéressant?

Ceci étant dit, je veux seulement rappeler ma petite expérience personnelle quand, à l'ouverture des jeux de 1976, j'étais sur la rue Leclerc qui est juste à côté du Stade olympique. On avait bien des problèmes de circulation, etc. Mais il me semble qu'on était quelques-uns à découvrir quelques pays, rien que dans la présentation. Les îles du Cap-Vert, moi, je n'avais jamais... Je pensais qu'on disait "joualvert", "calvaire", mais "Cap-Vert", je ne pensais pas que ça existait. Bref, il y a effectivement un rôle. Alors, dans la pratique, est-ce que vous sentez que, comme Québécois, on pourrait en susciter davantage s'il y avait cette "assumption"-là?

M. Thibault (Pierre): L'expérience que nous avons très largement avec nos athlètes et les cadres sportifs qui les soutiennent sur la scène internationale est que, même lorsqu'ils portent la feuille d'érable, comme vous l'avez mentionné il y a quelques instants, j'ai l'impression, je pense et je suis persuadé que mes collègues vont partager la même opinion, on se sent d'abord et avant tout Québécois. Je pense qu'ils respectent le maillot ou les vêtements, les couleurs qu'ils portent sur la scène internationale. C'est important. On est présentement Canadiens. On fonctionne dans un contexte où ces athlètes-là ont passé un processus de sélection. Ils sont appuyés par des subventions fédérales canadiennes. Ils représentent le Canada, et c'est légitime. Mais en leur for intérieur, pour plusieurs d'entre eux, je dirais que la majorité des Québécois qui sont sélectionnés et qui représentent le Canada aux grands événements internationaux, aux championnats du monde, aux Jeux olympiques, panaméricains, du Commonwealth, etc., ces athlètes-là, majoritairement, se sentent d'abord et avant tout Québécois.

Donc, si nous revenons à la question du rôle politique du sport, on reconnaît évidemment que le sport n'est pas une activité ou un système en soi complètement clos, renfermé par rapport à la société environnante. Au contraire, le sport a un rôle politique extrêmement important et il sert... Lorsqu'on dit qu'il se substitue aux guerres, en fait, c'est très clair. Ça permet d'établir des relations, une compétition ou une concu-

rence pacifique entre les nations, entre les pays, entre les équipes. Ça se passe entre des villes, entre des régions, entre des provinces, entre des pays et c'est sans doute une fonction importante.

Mais plus que ça encore, finalement, le sport est un élément de la culture mais entendue dans le sens, dans la définition la plus étendue et la plus large. Ce qui fait qu'à partir du moment – et comme Sports-Québec l'indique dans la position que nous exprimons ici ce soir – où on souhaite, où on préfère, en termes d'expression ou de réalisation d'un système sportif achevé, réaliser cet objectif-là à l'intérieur d'un Québec souverain, d'un Québec autonome, avec les prérogatives que ça implique, ça veut dire aussi qu'il y a une fierté. Il y a une possibilité de mieux achever les objectifs de ce système sportif autonome à l'intérieur d'un Québec souverain et, par le fait même, éventuellement – ça prend un certain temps, il faut être réaliste – voir peut-être deux, trois Sylvie Fréchette, voir deux, trois Gaétan Boucher, Pierre Harvey et compagnie. Parce qu'il faut reconnaître quand même que, lorsqu'un athlète doit s'éloigner de sa province, s'éloigner de la région qu'il connaît, des endroits où il fait ses études et où il travaille, doit s'expatrier à un centre national d'entraînement à Vancouver ou à Calgary, ce n'est pas à son avantage. Il doit s'acclimater à un environnement qu'il ne connaît pas la plupart du temps. Bref, ça pose un certain nombre de problèmes. Alors, toutes ces conditions-là peuvent être beaucoup plus contrôlées et mieux encadrées, finalement, par les gens qui pensent le système sportif québécois et par les gens qui veulent assurer la réalisation d'une meilleure performance.

Mais, évidemment, on ne parle pas seulement de haute performance. Il faut aussi se rappeler que la grande majorité des Québécois sont des gens qui s'intéressent d'abord et avant tout à la pratique sportive pour eux-mêmes, pour le plaisir, pour l'activité physique, et ça, il faut aussi considérer cette chose-là.

M. Larose: Oui. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Mme Hovington, c'est à vous.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Alors, ça me fait plaisir de vous recevoir, Sports-Québec, surtout que j'ai bien connu M. Rousseau, le directeur général, et Mme Gendron, lors de la tenue des Jeux du Québec à Matane, déjà en 1989. Ça fait tout près de deux ans qu'on ne s'est pas revus. Ça me fait d'autant plus plaisir qu'on se revoit ce soir à la Commission Bélanger-Campeau. Je vous souhaite la bienvenue, d'ailleurs, au nom de ma formation politique.

Je trouve ça intéressant, parce que vous

présentez un volet ou, si vous voulez, plus qu'un volet, un secteur de la vie du Québec dont on entend parler pour la première fois à la Commission Bélanger-Campeau, le secteur du sport. C'est important, parce que dans votre mémoire, vous dites, entre autres: Il y a 2 000 000 de Québécois non membres d'une fédération qui pratiquent un sport; 2 000 000 sur 6 000 000, c'est quelque chose. 780 000 personnes pratiquent un sport fédéré et sont affiliées à une fédération. 500 000 jeunes pratiquent un sport en milieu étudiant. Plus de 60 000 personnes agissent comme entraîneurs et instructeurs sportifs. 400 000 agissent comme bénévoles. En fait, c'est important, le sport au Québec. C'est pour ça que votre témoignage, ce soir, prend une importance très grande. Même si vous disiez qu'il y avait un grand conflit au Moyen-Orient et qu'il y avait **Les filles de Caleb**, je pense qu'on peut quand même intéresser certaines personnes, ce soir, à notre...

Vous dressez une liste d'avantages, dans votre mémoire, qui est intéressante. M. Brassard parle seulement des désavantages et des inconvénients du fédéralisme, mais à la page 14, vous parlez aussi des avantages du système actuel. Je pense qu'il faut parler des deux, et c'est ce que vous avez fait, et je trouve ça bien. Parce que vous dressez une liste d'avantages de chacun des systèmes... et cette liste est si bien faite qu'elle pousse à espérer quasiment un système qui prendrait les meilleurs avantages des deux pour en faire un nouveau. Je pense que ce serait... Vous comparez en fait le fédéralisme actuel et la souveraineté, et le consensus actuel qui se dégage, en tout cas, après deux mois et demi de concertation et d'écoute, c'est qu'il y a un nouveau système qui se dégagerait qu'on pourrait appeler, comme Mme Nicole Duplé l'a fait – un de nos experts qu'on avait invités – un fédéralisme minimal, c'est-à-dire qu'il y aurait une autonomie du Québec, mais aussi une mise en commun de certains pouvoirs. Alors, est-ce que ce serait utile à Sports-Québec, ce nouveau système d'un fédéralisme minimal, et à quoi ça ressemblerait, ce meilleur des deux mondes que je vous disais tout à l'heure, des avantages des deux, vu sous l'angle de Sports-Québec?

M. Rousseau: Je pense, Mme Hovington, qu'on a exprimé les avantages d'un système québécois à l'intérieur de notre document, et qu'il traduit fort bien, de façon très éloquente les avantages qu'on perçoit dans un système autonome. Il m'est difficile de répondre à votre question, et je vous avouerai que la première réaction que j'aurais à en avoir, à titre d'exemple, c'est un peu comme l'individu qui est confronté à faire un choix de vivre avec deux femmes. Il y aurait là, semble-t-il, effectivement, des gros avantages de chacune d'entre elles. Mais il est confronté, à un moment donné, à tirer un choix et à prendre le meilleur des partis. Je

pense que c'est ce qu'on a fait à l'intérieur de la Commission. On l'a fait en toute conscience. Et l'exercice que vous me demandez, il est bien sûr que peut-être je pourrais en tirer, m'en tirer, oui... il y a un avantage là, tiens... voilà un avantage qui est là, qui n'est pas, effectivement, qu'on ne retrouve pas dans un système autonome. Mais ce qu'on a fait, je pense qu'on a établi tout ça sur un tableau, on a regardé les avantages pour, les avantages contre, de l'une et l'autre des situations, et on a le mérite de reconnaître aujourd'hui que la souveraineté nous apporterait, avec les quelques inconvénients que ça sous-tend, un nombre d'avantages plus grand que d'inconvénients. À ce chapitre-là, c'est comme ça qu'on les a listés. Mais je le répète, de vouloir maintenir un système, les deux, le fédéralisme renouvelé ou statutaire, ne change rien de notre réalité. On se devrait toujours de passer par un intervenant supplémentaire qui est au niveau canadien, et dans les choix de société, compte tenu de notre valeur, compte tenu de notre patrimoine, compte tenu de notre culture, il n'en demeurera pas moins, comme vous l'avez dans le domaine de l'éducation, vous aurez effectivement à composer avec des réalités qui ne sont malheureusement pas, effectivement, partagées par tous sur l'ensemble du territoire canadien, et particulièrement dans un contexte où vous avez une majorité de Canadiens à l'extérieur du Québec qui sont malheureusement d'expression autre que la majorité qu'on retrouve au Québec.

Mme Hovington: Est-ce pour ça que vous avez seulement une femme avec vous ce soir? Quand vous comparez...

M. Rousseau: Non, je vais vous dire que de ce côté-là, on avait probablement...

Mme Hovington: ...la vie avec deux femmes...

Mme Gendron: C'est parce qu'il a fait ses choix.

Mme Hovington: Il a fait son choix. Vous soutenez...

M. Hamel (Jacques): J'aimerais peut-être... Si vous permettez...

Mme Hovington: Oui?

M. Hamel: ...je pourrais peut-être ajouter à cette réponse-là que, contrairement à d'autres secteurs d'activités où il y a toutes sortes de possibilités de compromis entre le système actuel qu'on connaît, le régime fédéral et une autre proposition un peu à l'opposé, la souveraineté du Québec, l'indépendance du Québec, appelons-la franchement ce qu'elle est en termes de proposi-

tion. En ce qui nous concerne, nous, aux sports, si on met de côté la pratique récréative du sport qui, elle, peu importe le système politique, va continuer à s'exprimer, à se réaliser indépendamment du régime politique en place au Québec et au Canada... Si on met ça un peu de côté et on regarde surtout ce qui est touché par l'élément représentation, structures, au niveau provincial et national canadien présentement, alors là, nous, on n'a pas le choix. C'est l'un ou l'autre. Il peut y avoir certainement des aménagements, il peut avoir des modifications à la fédération canadienne présentement. Mais si ces modifications-là font que le pays reconnu à l'égard de l'ONU et des autres nations, des autres pays, c'est le Canada, alors il va continuer à y avoir une équipe canadienne.

On se voit comme plus ou moins à l'aise d'aller voir nos amis du Canada anglais, au sein des associations canadiennes ou à côté des associations canadiennes en parallèle, et dire: Nous réclamons un tiers ou 26 % des postes d'athlètes sélectionnés pour participer à tel championnat du monde, à tels Jeux olympiques. On ne peut pas... Il n'y a pas d'équité sur le plan strictement de valeur sportive. Il faut gagner sa sélection. Et ce n'est pas sur une base d'arguments politiques qu'on obtient un poste comme athlète réputé pour ses performances, pour participer ou représenter le pays. Donc, c'est un peu ça, la difficulté qu'on a. C'est qu'on ne peut pas vous dire: Oui, bon, peut-être telle ou telle possibilité. Ou c'est le Canada qui est le pays qui va être les couleurs de l'athlète ou ça va être le Québec. Et, dans ce sens-là, on ne peut pas vous dire: Bon, on souhaite peut-être tel aménagement. Alors, on n'est même pas inconfortable là-dedans. On se dit: C'est clair pour nous. On a l'avantage, pour nous, d'être dans une situation très très claire.

Mme Hovington: Moi, j'avais cru comprendre...

Le Président (M. Jean Campeau): Madame, juste une dernière intervention très courte.

Mme Hovington: S'il vous plaît, merci. J'avais cru comprendre que...

Une voix: S'il vous plaît, merci.

Mme Hovington: ...vous préféreriez le statu quo si vous n'aviez pas les conditions... Dans votre conclusion, vous dites, par exemple: S'il existe... Un Québec autonome serait viable dans la mesure où il existe une volonté politique d'en garantir l'accès, une responsabilité des intervenants sportifs et une injection de 35 000 000 \$. Si vous n'avez pas ces conditions-là, est-ce que je comprends bien que vous voulez rester dans le statu quo actuel? C'était les conditions sine qua non?

M. Thibault: C'est-à-dire qu'on connaît les conditions dans lesquelles on opère présentement, sur le plan structurel, sur le plan politique, sur le plan financier. On ne peut pas... Je ne pense pas qu'honnêtement on doive placer comme a priori que si vous ne nous garantisiez pas très clairement tel montant lors d'un éventuel référendum ou d'une élection générale au Québec, on va voter de telle ou telle façon. La preuve en est, c'est que Sports-Québec, c'est suffisamment avancé pour dire que, en tenant compte de cette nuance qui est quand même importante, de cet élément qui est important au niveau de l'une des priorités politiques au chapitre culturel ou de la représentation québécoise sur la scène internationale, je veux dire... Bon, bien, en tenant compte de ça, ça prend ça pour assurer cette représentation-là. Et on n'a pas posé comme a priori absolu que, s'il n'y a pas 35 000 000 \$, on recommande à tous nos membres de voter contre une éventuelle souveraineté du Québec. La question ne se pose pas tout à fait dans ces termes-là.

M. Rousseau: J'ajouterais que...

Le Président (M. Jean Campeau): Oui?

M. Rousseau: ...indépendamment... Si vous me permettez... Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Si c'est très court...

M. Rousseau: 30 secondes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

M. Rousseau: Indépendamment de la question monétaire là-dedans, les avantages marqués dans un système autonome nous permettent à ce moment-là d'assumer un plus grand leadership. Une prise en main comme telle de notre réalité qui va faire en sorte que ce défi, où on aura à sensibiliser, à convaincre tantôt les hommes politiques, nos gouvernements en place pour occuper une place prépondérante, on a la conviction de pouvoir l'obtenir.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dureault, M. Sauvageau, M. Moffat, Mme Gendron, M. Rousseau, M. Thibault et M. Hamel, merci de vous être présentés devant cette Commission qui étudie l'avenir politique et constitutionnel du Québec et merci de nous avoir mieux fait comprendre votre organisme qui est Sports-Québec.

M. Rousseau: Merci beaucoup, M. le Président, et à tous ses membres également.

(Reprise à 20 h 51)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous accueillons maintenant l'Union québécoise pour la conservation de la nature. Nous recevons M. Pierre Gosselin et M. Christian Simard. Je comprends que vous vous partagez l'intervention, M. Gosselin étant le premier.

Union québécoise pour la conservation de la nature

M. Gosselin (Pierre): Merci, M. le coprésident. Nous vous remercions, MM. les coprésidents et les membres de la Commission de nous permettre d'exprimer nos vues sur l'importante question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

L'UQCN regroupe 100 organismes de diverses natures oeuvrant en conservation et en environnement dans tout le Québec, ce qui représente environ 60 000 adhérents. Nous comptons en plus 6000 membres individuels et nous publions un des rares magazines environnementaux au Québec qui s'appelle *Franco-Nord*. Nous sommes aussi affiliés à l'Alliance mondiale pour la conservation de la nature et au Fonds mondial pour la nature.

Notre action de conservation et de protection environnementale prend ses assises sur les trois principes de la stratégie mondiale de la conservation qui ont été énoncés par la Commission mondiale sur l'environnement, aussi appelé le rapport Brundtland. Ces principes sont: le premier, le maintien des processus écologiques essentiels à la vie. Un exemple de ça, de ravages qui ont été faits au Québec ces dernières années, nous en avons un à Québec, c'est la construction d'autoroutes sur les berges du Saint-Laurent, qu'il s'agisse du boulevard Champlain ou de l'autoroute Dufferin-Montmorency qui ont fait disparaître des marais très importants pour l'épuration du fleuve et qui font qu'aujourd'hui, on aurait peut-être besoin de construire une seule usine d'épuration des eaux usées à Québec plutôt que deux. Ce sont des processus épurauteurs essentiels à la vie en plus d'abriter de nombreuses espèces animales.

Le deuxième principe est la préservation de la diversité génétique et je pense que beaucoup de Québécois l'ont compris à l'heure actuelle, eux qui tiennent à préserver leur identité génétique comme peuple à travers le monde. Le troisième principe est l'utilisation durable des ressources, qu'il s'agisse des espèces et des écosystèmes, et ça s'applique ici à des ressources aussi vitales que l'eau, la forêt ou les sols agricoles. Nous nous appuyons aussi sur les principes de fonctionnement du développement durable qui ont été mis de l'avant dans le rapport Brundtland à la suite de la constatation de la dégradation généralisée de l'environnement à travers le monde. Les priorités sont: la protec-

(Suspension de la séance à 20 h 50)

tion des droits des générations futures quant à l'environnement, notre habitat, la vigilance quant aux enjeux macro-écologiques comme l'effet de serre – et on a écouté aux nouvelles dernièrement l'importance du réchauffement de la planète ces 10 dernières années – la responsabilité de tous envers la protection de l'environnement et la mondialisation du phénomène de protection de l'environnement, et donc, des enjeux avec le tiers monde.

Au point de vue constitutionnel, notre position est appuyée sur une consultation étendue par sondage auprès de nos membres et a été aussi présentée en assemblée générale annuelle. Les principaux points qui nous frappent dans ce domaine sont celui des doubles juridictions, des doubles législations souvent sur les mêmes objets, qui, selon nous, ont favorisé les débats sur les responsabilités de chacun et dans plusieurs cas ont empêché d'intervenir efficacement sur les questions de fond. On a vu aussi dans les dernières consultations publiques sur le plan vert du fédéral que les citoyens en général savaient très mal où s'adresser, qui était responsable de quoi et lorsqu'ils avaient un problème, ne savaient comment le régler de façon efficace.

Sur le principe qu'une meilleure gestion doit s'effectuer le plus près possible des gens, nous pensons qu'un seul palier de gouvernement pourrait être une façon intéressante d'améliorer l'efficacité des interventions. Mais nous voulons situer cette prise de position dans un contexte un peu plus international, un peu plus mondial, étant donné que certains enjeux ne dépendent pas que de nous. Les habitudes de consommation des occidentaux que nous sommes, qui consommons avec très peu... une très petite partie de la population mondiale... de l'ordre de 40 % à 50 % de ces ressources, ces habitudes de consommation vont se modifier uniquement par une application stricte du principe pollueur-payeur qui peut se transmettre dans le prix des produits et faire changer un consommateur au niveau individuel, mais qui souvent peut s'appliquer mal au niveau d'une grande entreprise, d'où la nécessité, dans un contexte de compétition internationale, d'avoir un niveau de contrôle sur ces grandes entreprises multinationales et sur les gouvernements, qu'ils soient de niveau supranational, de niveau international.

On pense donc, comme la Commission mondiale sur l'environnement, que ce niveau de contrôle international doit être renforcé de façon extrêmement importante, d'où le titre de notre mémoire qui s'appelle "Souveraineté-association avec la planète", et non pas uniquement éventuellement avec le Canada, pour des problèmes de la nature de l'effet de serre ou de la protection de la couche d'ozone ou du transport et de l'élimination des déchets dangereux.

M. Simard (Christian): Bon. Nous avons exprimé certaines réserves sur l'efficacité de la

gestion environnementale dans le cadre de l'actuelle Constitution canadienne. En fait, le dédoublement continué des interventions... Là-dessus, vous avez d'ailleurs en annexe de notre mémoire un exemple des 15 principales lois à l'environnement, où 8 proviennent du Québec, 7 du fédéral, je crois, et sur lesquelles il y a beaucoup de recoupements.

Donc, le dédoublement nous semble dangereusement inefficace devant l'ampleur des problèmes et l'urgence d'agir. Pour plus de cohérence, il n'y a cependant pas d'objection théorique à ce que les interventions étatiques soient sous la responsabilité principale du gouvernement fédéral, mais ce serait ignorer l'identité culturelle du Québec.

Une analyse de certaines caractéristiques de la société québécoise nous amène à penser qu'un Québec souverain serait apte à proposer des solutions innovatrices pour la protection de l'environnement. En voici quelques-unes. Les universités ainsi que les institutions de recherche et d'enseignement du Québec, par leur situation particulière à la confluence des cultures américaine et européenne, contribuent de façon originale à la recherche de solutions aux problèmes environnementaux. Le financement populaire des partis politiques au Québec favorise une plus grande indépendance des institutions politiques face aux grands producteurs. C'est une caractéristique quand même assez unique de notre société. La protection du territoire agricole, bien que d'application inégale, est une caractéristique unique en Amérique du Nord qui permet la protection et l'utilisation durable des ressources. Certaines institutions québécoises, comme le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, mieux connu sous le pseudonyme du BAPE, sont à l'avant-garde dans le domaine des évaluations environnementales et de l'examen public des impacts environnementaux. Les taxes sur l'essence de l'État québécois, bien qu'impopulaires, ont un effet dissuasif et luttent plus efficacement qu'ailleurs contre la pollution des automobiles.

Le Québec a aussi, et je pense que c'est très important dans le contexte actuel, une longue tradition antimilitariste qui laisse espérer que les ressources habituellement consacrées à la production d'armements sont consacrées à combattre la dégradation de l'environnement et la pauvreté. Selon la Commission mondiale sur l'environnement et l'économie, et je cite: "parmi les dangers qui confrontent l'environnement, le plus grave est incontestablement l'éventualité d'une guerre nucléaire ou d'un conflit militaire de moindre ampleur, mais avec emploi d'armes de destruction massive." Il nous apparaît donc important que soit exclu de toute forme de souveraineté-association avec le reste du Canada, qui pourrait émaner de la présente Commission, le partage des dépenses et responsabilités militaires.

(21 heures)

Pour ces raisons et sans doute bien d'autres plus intangibles, comme l'attachement des Québécois à leur patrimoine culturel et naturel, l'UQCM considère qu'un Québec plus souverain et maître de ses politiques pourrait constituer un acteur positif pour la protection de l'environnement autant sur notre territoire que sur la scène internationale.

Pour ce faire, le développement durable doit cependant être inscrit dans une future constitution québécoise. Rien ne garantirait, en effet, qu'un Québec souverain poursuivant le même type de développement qu'au cours des 30 dernières années constituerait une amélioration notable pour notre environnement immédiat et celui de la planète.

Pour que notre société prenne résolument le virage écologique et puisse servir de modèle pour les sociétés occidentales - Pourquoi pas? Un petit pays comme la Suède a longtemps servi de modèle pour les pays occidentaux - il faudra inscrire dans une future constitution notre adhésion au principe du développement durable. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dans son rapport, définit le développement durable comme la recherche d'une réponse aux besoins du présent sans compromettre la possibilité de répondre à ceux des générations futures.

Pour qu'il y ait développement durable, la qualité de la croissance doit changer afin de la rendre moins sujette aux matières et aux énergies et plus sensible aux effets sur l'environnement. Je vous renvoie, dans le mémoire, à des principes opérationnels du développement durable parce que souvent, cette notion-là est un peu servie à toutes les sauces. Et plus pratiquement, il est indiqué, entre autres, que le développement durable implique nécessairement de limiter l'échelle de production: que les progrès technologiques ne doivent pas servir uniquement à augmenter la production totale, mais plutôt à augmenter l'efficacité de la production; que les ressources renouvelables doivent être exploitées sur une base vraiment renouvelable; et, quatrième, une ressource non renouvelable ne peut être exploitée qu'à un rythme et à un prix qui permettent son remplacement par des ressources renouvelables.

Et c'est ce genre de choses qui devraient être inscrites comme projet de société ou dans une constitution pour qu'elle puisse vraiment refléter que l'environnement est une valeur importante pour les Québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Alors, la première intervention va à M. Robert Benoit.

M. Benoit: MM. Gosselin et Simard, merci d'être avec nous ici ce soir. Il est heureux que vous soyez venus nous rencontrer, les gens de l'environnement, et nous rappeler nos respon-

sabilités comme citoyens du monde. Et bien entendu, que vous nous rappeliez aussi qu'il y a un héritage qu'on devra laisser à nos enfants; et le plus propre il sera, le mieux tout le monde s'en trouvera. Mais on est mieux de commencer à y penser maintenant.

Il y a, dans votre mémoire, deux courtes questions. La première, vous dites, à la page 7, alors que vous voulez rapatrier tous les pouvoirs dans le domaine de l'environnement au Québec: "Il n'est pas facile de faire payer une entreprise pour une pollution si ses concurrents en sont exemptés." Je prends pour exemple que le concurrent soit dans une autre province ou dans un autre État. Aux États-Unis, ça va être un peu compliqué. Ce dont vous nous parlez comme problème serait d'autant plus existant à partir du moment où le Québec aurait ses règlements, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick auraient chacun leur règlement en environnement. Est-ce que ça ne jouerait pas contre ce que vous proposez, de rapatrier tous ces pouvoirs-là au Québec?

M. Gosselin: Parce qu'il s'agit de comptabiliser de façon plus ou moins différente ce qu'on appelle les profits. À l'heure actuelle déjà, au Canada, le Québec et l'Ontario coordonnent énormément leurs politiques de réglementation en matière industrielle ou en matière de réglementation environnementale en général. Ce qu'on dit, finalement, c'est qu'il faut renforcer la coopération au niveau international, de façon majeure. Et il faut, de temps en temps, qu'un pays prenne l'initiative pour montrer la voie. Ce sont des choses qui se sont produites dans le passé. Des pays comme la Hollande, à l'heure actuelle, sont des grands innovateurs en termes d'initiatives. Et la Suède en est un autre.

Aux États-Unis, ça se fait au niveau des États, que ce soit la Californie ou l'État du Vermont, plus près de chez nous. Alors, ce qu'on dit, c'est qu'il y a une nécessité de coordination intense, de toute façon, qui est dans le décor. Et qu'au Québec, en plus, on a certains avantages de notre société, que ce soit le financement des partis politiques ou certaines traditions qui nous permettraient, dans certains cas, de prendre les devants et de servir de modèle. C'est un peu le sens de notre intervention.

M. Simard: Parce que la compétition se fait, à ce niveau-là, davantage au niveau international qu'entre les provinces qui ont des réglementations semblables. Donc, le fait pour le Québec d'être acteur souverain au niveau international lui permettrait d'agir au niveau de la négociation de traités internationaux. Il devrait aussi, comme tout autre État, accepter un partage des pouvoirs avec des grandes institutions internationales. Mais, la compétition... Je vous donne l'exemple ici de l'aluminerie Alcan dont le directeur général ou le président a dit: "Si ça chiale trop,

on va aller au Venezuela." En fait, la question est beaucoup plus le transport transfrontalier de substances toxiques vers le tiers monde, la capacité, par exemple, d'aller au Mexique pour produire certaines choses si les normes environnementales sont plus faibles, et, pour une entreprise, d'être parfaitement à la hauteur dans les sociétés occidentales avancées et parfaitement inconsciente et irresponsable dans certaines sociétés.

M. Benoit: Parfait. Deuxième question et la dernière. Vous nous parlez d'une charte de l'environnement dans votre mémoire. On a entendu cette position-là à différentes occasions depuis deux mois. Plusieurs groupes de jeunes sont venus nous en parler. Vous ne parlez pas d'une charte précisément, mais je pense que c'est à peu près à ça que vous pensez. Un. Qu'est-ce qui nous empêcherait en ce moment d'avoir une charte? On a eu une Charte de la langue française, par exemple, et on est toujours dans la Fédération canadienne. Qu'est-ce qui nous empêcherait, dans le système actuel, d'avoir une charte de l'environnement au Québec? Et, deux, pourriez-vous me dire de façon précise ce qu'il y aurait dans cette charte-là? Est-ce qu'il y en a des exemples dans d'autres pays? Et même j'irais jusqu'à vous demander, est-ce qu'il vous serait possible de déposer à la Commission un exemple d'une charte de l'environnement que nous pourrions regarder éventuellement?

M. Gosselin: D'abord, on a examiné l'intérêt d'avoir une charte et je pense que devant l'expérience vécue ces dernières années des diverses chartes québécoises et canadiennes, ça nous a éloignés un petit peu de cette option d'avoir une charte. L'intention n'est pas de confier au juge le pouvoir que nous croyons devoir être assumé plutôt par les élus du peuple, ce qui est en train de se produire avec l'application des chartes au Québec et au Canada. Ce qu'on dit plutôt c'est, en guise de symbole de l'orientation nouvelle de la société québécoise, d'inscrire en préambule d'une constitution certaines grandes directions qui nous semblent extrêmement importantes. Ce qui veut dire que la réalisation concrète de ces orientations-là se ferait tout simplement par les lois habituelles de l'Assemblée nationale du Québec et non par le biais d'une charte. C'est le sens de notre proposition. Les exemples de chartes qui existent à travers le monde, il y en a sûrement qui sont...

M. Simard: Dans le rapport Brundtland, il y a un chapitre complet de propositions de chartes.

M. Gosselin: Oui, et il y a aussi les 28 pays membres de la zone Europe de l'Organisation mondiale de la santé, qui, lors de leur avant-

dernière assemblée, quelque part il y a huit ou dix mois, ont adopté une charte commune de l'environnement et de la santé au niveau des ministres de l'environnement et de la santé. On pourra vous faire parvenir cette charte-là qui, évidemment, ne lie pas les pays membres de la même façon que les lierait une insertion dans le préambule de la constitution, mais qui est néanmoins très intéressante comme approche. C'est une déclaration de principe.

M. Benoit: Merci, MM. Gosselin et Simard.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Alors, il faut comprendre que vous avez opté, au nom de l'Union québécoise pour la conservation de la nature, pour la souveraineté. Vous l'avez fait lors d'un débat, nous dites-vous dans votre mémoire, en assemblée générale qui a d'abord suivi un sondage, et ce sondage, vous nous en donnez quelques éléments dans votre mémoire. Vous nous dites que parmi les 21 organismes répondants, 90 % ont jugé peu efficace, ou pas du tout efficace, l'actuel partage des juridictions en matière d'environnement; 66 % ont jugé que l'ensemble de la juridiction environnementale devrait être sous la responsabilité principale du Québec contre 24 % pour un nouveau partage des pouvoirs avec le fédéral. Et vous nous dites qu'à la question: Croyez-vous qu'un Québec autonome et souverain serait souhaitable pour réaliser un projet d'écociété basé sur les principes du développement durable, 89 % des répondants ont dit que cela serait très souhaitable ou souhaitable, contre 9 %. Alors, c'est donc muni de ce sondage, doit-on comprendre, que vous avez élaboré votre mémoire.

M. Simard: En fait, il y a eu des a priori des discussions qui ont eu lieu parmi les représentants des membres et on a voulu vérifier auprès de nos membres, d'ailleurs on l'a vérifié de deux façons: par le sondage et lors d'un débat-midi au moment de notre assemblée générale annuelle, et aussi par un sondage auprès de nos organismes et auprès de nos membres individuels. L'un et l'autre sondage a donné des résultats étonnamment similaires. Et donc, allant avec ces trois paliers de vérification, on semblait tous avoir à ce moment-là une analyse quand même assez semblable de la situation mais généralement, au niveau environnemental, notre position se résume sur trois paliers. Individuellement, il y a des choix de consommateurs qui doivent être faits pour sauvegarder l'environnement, choix de consommateurs qui doivent être encouragés au niveau de l'État national, éventuellement un Québec souverain, par une forme de taxation aux produits dommageables pour

l'environnement, par des mesures d'encouragement, par un aménagement du territoire et des villes en fonction de l'environnement. Ceci dit, il y a un problème de pollution internationale et l'enjeu international, comme l'effet de serre, qui doit être compris au niveau international et sur lequel on doit agir avec d'autres institutions. À ce moment-là, le Québec, comme tout autre État, doit faire part d'une certaine humilité de ses propres pouvoirs pour les confier à des organismes internationaux qui peuvent, à ce moment-là, traiter ces problèmes-là.

Mme Harel: Il y a vraiment beaucoup de choses intelligentes dans votre rapport. J'ai appris beaucoup en le lisant, notamment cette idée de fond que vous développez d'une souveraineté-association avec la planète... ce que vous venez de signaler, c'est-à-dire la nécessité de confier à des organismes supranationaux le soin de contrôler, justement, notamment à cause de l'effet de serre et, en fait, à cause de la mondialisation des enjeux environnementaux. Il n'est pas simplement question maintenant de la mondialisation de l'économie mais, évidemment, d'abord de l'écologie. Alors, ça, c'est bien développé.

Jusqu'à maintenant, vous savez, dans cette Commission, au départ, il était question des pouvoirs qu'on rapatrie. Après, on a pu identifier qu'il y avait déjà des pouvoirs qu'on avait, par exemple l'habitation ou la culture, mais qui étaient comme détournés, à cause du pouvoir fédéral de dépenser. Vous, vous nous dites: "Personne n'avait rien prévu en matière d'environnement, ni les Pères de la Confédération, alors, ça n'a jamais été attribué. Ce n'est pas une compétence partagée ou une compétence exclusive; ce sont les deux qui piétinent en même temps le même jardin. Vous nous dites que ça se fait parfois pour des raisons de surenchère politique. Vous nous dites notamment que des 15 principales lois à caractère environnemental, 8 ont été adoptées par le gouvernement canadien, 7 par l'Assemblée nationale. Vous nous faites la démonstration que, dans certains secteurs, tout le monde légifère, puis que dans d'autres secteurs, personne ne légifère. Bon. Il y a à un chevauchement inquiétant. J'aimerais vous entendre sur les conséquences que ça peut avoir en matière d'environnement. Prenez peut-être l'exemple de Grande-Baleine.

M. Simard: Oui. D'ailleurs, dans le mémoire, on l'aborde, cet exemple-là. Il est essentiel de voir, effectivement, les conséquences. Souvent, trop de lois, trop de règlements dans un même domaine d'activités, souvent même au niveau des juges, il n'y a pas énormément de jurisprudence en environnement et, à ce moment-là, on peut comprendre qu'une personne qui aurait agi contre l'environnement pourrait avoir à être taxée presque d'agressivité législative et réglementaire.

Pour les magistrats, il y a tendance à laisser passer à ce moment-là, à cause des zones grises, des zones de chevauchement tellement grandes où la discussion se fait beaucoup plus sur qui a juridiction, comment on va expliquer le règlement, que sur le fond même de la question, c'est-à-dire la protection de l'environnement.

On l'a dans beaucoup de cas au niveau de la protection des bassins des Grands Lacs et du Saint-Laurent; on l'a au niveau du cas de Grande-Baleine où, en apparence, c'est une intervention favorable que le fédéral fait au niveau de la protection de l'environnement mais qui, au bout du compte, est peut-être une source de confusion plus grande qui peut, à la limite, justifier un coup de force qui va à l'encontre de l'environnement parce que, à ce moment-là, il y a deux façons d'évaluer. Il y a trop d'évaluation et, au bout du compte, il n'y a pas une évaluation sereine, indépendante et parfaitement comprise par la population, mais plusieurs évaluations, basées sur plusieurs désirs d'intervenir. Et au bout du compte, un nationalisme mal compris va favoriser contre le fédéral qu'il n'y ait pas d'évaluation sur un projet avec énormément d'impact sur l'environnement. Et ça, là-dessus, j'ai beaucoup apprécié l'intervention d'un des membres de cette Commission, M. Bouchard, lorsqu'il a dit que si le fédéral intervenait, c'est parce que, peut-être, le gouvernement actuel avait mal géré la crise au niveau de Grande-Baleine, mais que ce n'était pas une question, fondamentalement, que c'était parce que le Québec en soi ou un Québec souverain le ferait mal. Mais c'est une question, à ce moment-là, d'une porte, et j'ai trouvé ça quand même honnête d'une personne qui est foncièrement nationaliste.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Harel.

Mme Harel: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Simard, M. Gosselin, merci de nous avoir rappelé l'importance de l'environnement et de la conservation de la nature. De ce fait même, merci pour votre contribution aux travaux de cette Commission pour l'avenir du Québec.

(Suspension de la séance à 21 h 15)

(Reprise à 21 h 17)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant l'Association québécoise des professeurs et professeurs de français. M. Michel Thérien est le porte-parole. Si vous voulez bien, M. Thérien, nous présenter les gens qui vous accompagnent.

Association québécoise des professeures et professeurs de français

M. Thérien (Michel): La vice-présidente, Mme Huguette Lachapelle, la présidente du comité des politiques linguistiques, Mme Claudette Chalfour qui, elle, est aussi la porte-parole de l'AQPF au Mouvement Québec français, M. André Savageau, le trésorier de l'Association et M. Louis-Marie Ouellette, le directeur aux comités.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous avez, M. Thérien, cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Thérien: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier la Commission de permettre aux professeurs de français de faire entendre leur voix ce soir à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, dont les délibérations et les recommandations pourraient tant influencer l'histoire de notre peuple. Comme nous l'écrivons dans notre court mémoire, l'AQPF poursuit, entre autres objectifs, celui de s'engager pédagogiquement, socialement et politiquement dans la défense et la promotion de la langue française au Québec et de promouvoir la culture québécoise et la francophonie. Notre point de vue porte essentiellement sur les liens entre une politique de la langue et notre avenir constitutionnel.

La loi 101, qui avait suscité tant d'enthousiasme et de fierté chez les enseignants, s'est vite vue attaquée de toutes parts par les tribunaux fédéraux. Bien plus, une loi concurrente, la loi C-72, oppose sur le même terrain deux pouvoirs contradictoires et démontre que le Québec ne dispose pas vraiment, en matière linguistique, des pouvoirs qui lui permettraient d'accorder et de faire une politique de société distincte. Mais la langue est aussi liée à d'autres dimensions de notre vie collective. Si le Québec contrôlait vraiment son immigration, il pourrait, entre autres, déterminer le nombre d'immigrants qu'il veut accueillir et accorder son immigration à sa politique professionnelle et de main-d'œuvre. De plus, il pourrait plus facilement implanter le français dans les milieux de travail, notamment et même dans les entreprises de 50 employés et moins. En matière de politique culturelle et de communication, le Québec doit ambitionner de contribuer au développement de l'identité québécoise au centre de laquelle se trouve sa langue officielle.

Enfin, le Québec a un rôle international à jouer, notamment au sein de l'espace francophone. Nos entreprises ont besoin de nouveaux marchés. Nos universités doivent compter sur des échanges scientifiques et nos regroupements d'entraide internationale ont besoin de l'appui du gouvernement. Seule une véritable politique qui assure au Québec son caractère distinct lui permettra de jouer ce rôle sur la scène interna-

tionale. En d'autres mots, la langue est au cœur de notre identité et de notre devenir collectif.

Aussi, nous recommandons les pleins pouvoirs en matière de politique linguistique, d'immigration, de formation professionnelle, de politique de la main-d'œuvre, de politique des communications et des industries et de relations internationales. Ces six recommandations ont été votées en assemblée générale à l'unanimité des membres présents et une septième recommandation, qui recommande la pleine souveraineté politique a aussi été votée le 2 novembre, à l'unanimité. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous débutons la période des interventions avec Mme Christiane Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Alors, j'aimerais souhaiter la bienvenue à l'Association des professeurs de français. Puisque vous abordez votre mémoire dans le cadre de l'importance de la langue pour la survie du peuple, j'aimerais quand même... Vous avez omis ou, enfin, vous n'avez pas voulu vous prononcer pour un statut politique comme tel. Enfin, je ne l'ai pas vu. J'aimerais vous entendre sur le statut politique que vous aimeriez voir au Québec, pour, effectivement, protéger notre langue.

M. Thérien: Comme je vous l'ai dit, au moment où nous avons fait ce mémoire, les recommandations n'avaient pas été votées en assemblée générale. Et, à l'assemblée générale, le 2 novembre 1990, à Sherbrooke, en assemblée générale, à l'unanimité, l'AQPF a voté pour la souveraineté politique, c'est-à-dire un État autonome, indépendant.

Mme Pelchat: Est-ce que, cette souveraineté, vous jugeriez bon qu'elle soit accompagnée d'une association quelconque avec le reste du Canada?

M. Thérien: Ce serait à voir. Je veux dire que l'important, c'est d'abord d'asseoir la pleine souveraineté et ensuite on décidera de s'associer avec qui on voudra. Je dirais que, jusqu'à un certain point, pour ce qui nous intéresse en matière de politique linguistique, une association ou toute association est, jusqu'à un certain point, secondaire.

Mme Pelchat: Dans une éventuelle souveraineté du Québec, ce matin, on a entendu M. Laforest, un expert, qui venait nous dire, que, selon lui, si on était dans un Québec souverain, il accepterait d'accorder aux minorités telles que la minorité anglophone le droit d'affichage dans leur langue, par exemple, particulièrement à Montréal. Mon collègue, Jacques Brassard, a confirmé que, pour sa part, il accepterait aussi que l'on donne le droit aux anglophones d'af-

icher dans leur langue à Montréal, entre autres, et dans les autres régions du Québec. Est-ce que l'Association des professeurs souscrirait à cette...

M. Thérien: Vous savez que l'Association, l'AQPF, a toujours été associée — elle est aussi membre fondateur du Mouvement Québec français — et que nous avons vigoureusement défendu l'affichage en français. On se rappellera la belle formule de Michel Tremblay, pour parodier la loi 178, dire que le Québec avait un visage à deux faces. L'AQPF est pour un visage à une face, c'est-à-dire l'affichage unilingue français.

Mme Pelchat: Au niveau des...

M. Thérien: Parce que l'affichage, c'est la vitrine, et ça a une importance extrêmement importante, notamment à Montréal.

Mme Pelchat: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons à M. Brassard.

M. Brassard: Merci. Alors, j'ai eu une réponse, parce que j'allais vous signaler que, en tant que membre du Mouvement Québec français, ce dernier était venu plaider ici pour la souveraineté du Québec. Vous me signalez que lors de votre assemblée générale, c'est chose faite à l'unanimité. Vos membres ont appuyé également cette orientation du Mouvement Québec français dont vous êtes membres...

M. Thérien: Nous sommes, en quelque sorte, signataires de ce manifeste. Et M. Bouthillier, quand il est venu le présenter ici, Mme Chalifour représentait l'AQPF, il était au courant et il a pu affirmer devant vous que tous les membres participants au Mouvement Québec français avaient voté la souveraineté.

M. Brassard: Une petite remarque, en passant, pour ma collègue de Vachon. Oui, dans l'hypothèse où un Québec souverain, on pourrait peut-être examiner ou envisager des concessions en matière d'affichage, mais à la condition que la prépondérance du français soit toujours clairement reconnue et affirmée.

Cela étant dit, je ne sais pas, je pense que c'est le frère Untel qui, au début des années soixante, avait dit que enseigner le français au Québec, c'était presque un travail de missionnaire. Il y a eu depuis la loi 101, mais vous nous signalez à juste titre que la loi 101 a subi des assauts assez graves, de la part des tribunaux en particulier, et que plusieurs de ces chapitres ont été annulés ou invalidés. Il y a également la loi C-72 dont vous mentionnez l'existence qui est une loi fédérale ayant une vision incompatible en quelque sorte avec celle véhiculée par la loi 101. Est-ce que, à partir de tout ça, les reculs aussi

ou, en tout cas, la stagnation qu'on connaît en matière de langue de travail, je pense même à un certain recul — en tout cas on ne constate plus de progrès de ce côté-là, sur ce front-là depuis un bon bout de temps — est-ce que, compte tenu de tout ça, le travail de professeur de français dans nos écoles est redevenu un travail de missionnaire?

M. Thérien: Disons que c'est une belle mission, mais je dirais que les professeurs de français, comme la société en général en tout cas ou un bon nombre de membres de la société, sont convaincus que l'école n'est pas le seul agent de francisation et que si elle demeure encore l'instrument privilégié pour franciser et éduquer la jeunesse et disons le peuple, l'ensemble, appelons ça l'environnement législatif et l'environnement langagier, est aussi extrêmement important. Dans notre mémoire, on parle rapidement de la loi C-72. Dans le livre de Michel Plourde, il est dit: Pour comprendre l'opposition de la loi C-72 à la loi 101, on peut imaginer que, dans la même entreprise, le Commissaire aux langues officielles et le président de l'Office de la langue française sont dans la même porte et il y a un combat entre les deux pour savoir lequel des deux va ou franciser ou bilinguiser l'entreprise. Les petites entreprises qui ne sont pas visées par la loi sont aussi des milieux qui ne favorisent pas la francisation. Il est évident que ces conditions-là ne favorisent pas l'apprentissage du français à l'école et, jusqu'à un certain point, la tâche de professeurs de français en est rendue plus complexe, ce que vous appelez bellement "une mission".

M. Brassard: Est-ce que vous iriez jusqu'à dire que l'école demeurant sans doute un agent de francisation mais que, ailleurs dans l'environnement, le français est en train de reculer actuellement, de connaître des reculs graves et que s'il n'y a pas un redressement majeur, significatif de la part de l'État pour rétablir les choses et corriger les choses dans cet environnement autre que le système scolaire ou autre que l'école, est-ce que, d'ici un certain temps, on risque de ne plus pouvoir opérer un redressement. Certains vont même jusqu'à craindre qu'on connaisse un certain processus de "louisianisation" à plus ou moins long terme et qu'un redressement ne soit plus possible. Est-ce que vous êtes de cet avis?

(21 h 30)

M. Thérien: Chose certaine, on a besoin de vigueur dans ce domaine-là et un des exemples les plus frappants, c'est la situation des écoles à forte concentration d'élèves allophones. Il est quand même aberrant que, dans des écoles, il y ait 85 % d'élèves dont la langue maternelle n'est pas le français. Il est assez difficile de demander à l'école de franciser cette jeunesse-là où 85 % des élèves n'ont pas, comme première langue, le

français. Comment se fait-il que la langue commune ne soit pas le français? Mais, la langue commune n'est pas le français parce qu'on a une autre langue commune dans ces écoles-là, et je n'ai pas besoin de la nommer. Et comment se fait-il que les allophones parlent plus volontiers la langue anglaise? Comment se fait-il que, pour eux, la langue commune est l'anglais? C'est notamment, dans une large mesure, parce que la langue qu'ils vont parler dans les petites entreprises qui vont les employer, c'est soit leur langue maternelle ou la langue anglaise. Le message que voudrait transmettre le discours — appelons-le scolaire — n'est pas du tout le message que transmet le discours de la vie courante où, pour gagner sa vie, il est peut-être plus facile de parler anglais. Quand voit-on, dans les offres d'emploi des journaux que la maîtrise de la langue française sera un des critères importants pour obtenir cet emploi? Vous regarderez en fin de semaine, par curiosité. On voit plutôt l'inverse: La maîtrise et la connaissance des deux langues officielles sont recherchées.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Brassard? Parfait. Nous allons, si vous voulez bien, passer à M. Libman.

M. Libman. Merci, M. le Président. Il faut souligner qu'aujourd'hui, le 17 janvier, c'est une journée historique. C'est aujourd'hui que le Parti québécois prononce qu'il va reconnaître, dans un Québec souverain, le droit d'affichage. M. Jacques Brassard l'a dit. Alors, moi, je vais appuyer le geste de M. Brassard, si à son congrès annuel cette année à la mi-mars, c'est lui qui fait mention à son congrès annuel qu'ils adoptent ça dans leur propre constitution.

M. Brassard: Est-ce que je dois comprendre que Equality Party va devenir un parti souverainiste?

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Non.

Le Président (M. Jean Campeau): J'ajouterais: Est-ce que M. Libman va déménager dans votre comté et voter pour vous?

Une voix: Pas de problème!

Le Président (M. Jean Campeau): En attendant, vous posez votre question.

M. Libman: C'est un engagement, hein?

Une voix: Mutuel.

M. Libman: O.K. Deuxièmement, ma première question, vous dites que votre assemblée générale avait voté unanimement pour la souveraineté.

Combien de membres est-ce qu'il y avait à cette assemblée générale, juste pour savoir?

M. Thérien: Il devait bien y avoir 10 % des membres.

M. Libman: Et vous êtes combien de membres?

M. Thérien: 1500.

M. Libman: 1500? Alors, à peu près 150 personnes par unanimité. O.K.

Ma deuxième question est sur la question d'intégration et d'adaptation des allophones, mais vous parlez dans votre mémoire de ça. Quelle est votre conception de l'intégration des allophones? Est-ce que c'est seulement une question pour eux, leur apprentissage du français, leur usage habituel du français? Pour vous, qu'est-ce que ça veut dire, le succès de l'intégration des communautés culturelles dans la société québécoise?

M. Thérien: Bien, je dirais que c'est très simple. C'est la maîtrise de la langue commune pour participer au développement de la société québécoise. Si les allophones sont enfermés dans leur ghetto communautaire, ils ne participeront pas au développement du Québec et à la construction du Québec. Il y a une tentation de la ghettoïsation et il n'est pas sûr... En tout cas, je ne veux pas parler pour les communautés culturelles, c'est leur responsabilité. Mais il n'est pas sûr qu'elles ont avantage à rester dans leur ghetto. La maîtrise de la langue commune pour être participants à part entière au développement du Québec et notamment à sa dimension culturelle, pour nous, c'est une condition sine qua non de l'intégration des communautés allophones. Et la langue commune, c'est dans la loi, hein? La langue commune, c'est le français.

M. Libman: O.K. Alors, ce n'est pas une question d'assimilation. C'est une question de maîtrise de la langue et, comme vous dites, plus d'ouverture vers les traditions, vers le caractère de la société québécoise. Je présume que c'est ça votre réponse.

M. Thérien: Bien, je dirais une participation au devenir et au projet collectif québécois. Devenir un citoyen à part entière et non pas rester dans son ghetto.

M. Libman: O.K. Deuxièmement, vous faites une déclaration un peu forte. Si vous dites que le fédéral, par ses tribunaux, a réduit progressivement une part importante de la prérogative de la loi 101, vous réalisez certainement que les tribunaux du Québec aussi ont renversé, ont disputé certains articles et c'est par appel à ces décisions des tribunaux québécois que ces jugements ont été amenés en Cour suprême.

M. Thérien: Oui. Que ce soit par appel ou pas, le fait est là.

M. Libman: Vous reconnaissez ça. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Une intervention rapide de M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. C'est juste un éclaircissement que je veux avoir sur votre mémoire qui conclut dans le dernier paragraphe, avant que vous en veniez à vos recommandations. Vous nous dites: Nos entreprises ont besoin de nouveaux débouchés. C'est parce que votre mémoire est concentré presque uniquement, en fait uniquement sur la langue. Vous dites: Nos entreprises ont besoin de nouveaux marchés. Vous dites: Seule une politique vigoureuse qui assure au Québec son caractère distinct lui permettra de jouer ce rôle sur la scène internationale.

On sait tous que la langue qui est utilisée dans les affaires est surtout et très majoritairement la langue anglaise. Vous préconisez la langue française et vous en avez contre la loi C-72 qui préconise le bilinguisme. Alors, comment raisonnez-vous qu'on a besoin de nouveaux marchés et qu'une politique vigoureuse va nous aider sur le marché international si on élimine la langue anglaise? J'aimerais ça que vous m'expliquiez ça.

M. Thérien: On pensait, notamment aux industries de la langue et aux entreprises, j'appellerais ça comme ça, pédagogiques. Le rôle d'un président d'une association comme la nôtre, c'est de se promener un peu dans le monde et de faire connaître la culture québécoise. Je puis vous dire qu'il y a une expertise québécoise en matière de pédagogie des langues - c'est notre domaine, vous m'excuserez d'en parler - en matière d'enseignement de la langue française et qu'en Afrique, en Amérique du Sud, vous savez qu'il y a de nombreuses universités en Amérique du Sud...

M. Beaudry: Je ne vous parle pas des universités, là. Je vous parle des entreprises. Est-ce que je me suis...

M. Thérien: C'est un marché de manuels, de matériel didactique...

M. Beaudry: Ah! vous ne me parlez pas des entreprises commerciales.

M. Thérien: Il faut voir Hatier, Hachette, et j'en passe, dans les congrès internationaux qui vendent leur salade.

M. Beaudry: Oui, mais c'est la petite proportion. Tout de même. Ceux qui font affaire avec les États-Unis, comme vous le savez, ceux

qui font affaire avec le reste du Canada, ce sont les provinces qu'on a qualifiées d'anglaises continuellement ici. Le gros du marché du Québec est avec le reste du Canada et les États-Unis où on a la langue anglaise. Je comprends que Hachette, en France, parle français. Mais le gros du marché québécois est avec les provinces anglaises ou les États-Unis. Alors, comment, par votre politique, dites-vous que vous allez améliorer ces débouchés-là sur les nouveaux marchés si vous éliminez cette langue-là?

M. Thérien: Non, je ne l'élimine pas. De toute façon, entre parenthèses, des pays comme le Japon ont investi le monde de leurs produits et n'ont pas imposé au monde entier de parler le japonais.

M. Beaudry: Non, non, je ne dis pas ça.

M. Thérien: On peut répandre notre...

M. Beaudry: Je ne dis pas ça, mais ils font affaire quand même avec la langue anglaise généralement s'ils viennent aux États-Unis.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Vous aviez un commentaire, Mme Pagé, ou pas de commentaires?

M. Beaudry: Merci, M. le Président.

Mme Pagé: Je pense que j'expliquerais à M. Beaudry qu'on peut faire beaucoup d'affaires en français et, quand on vend des manuels, on fait des entreprises commerciales. Et c'est vrai qu'on a un marché avec le reste du Canada anglais et qu'on a un marché avec les États-Unis, mais les Franco-Américains sont venus nous dire qu'on pourrait faire des affaires en français aussi avec les Franco-Américains et les francophones hors Québec seraient très contents de pouvoir compter sur une expertise québécoise en termes de manuels scolaires, de cahiers de pratique pédagogique, tout comme les pays d'Afrique francophone également.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Thérien, avez-vous quelque chose à ajouter? Alors, ça va. Merci, Mme Lachapelle, M. Thérien, Mme Chalfour, M. Sauvageau et M. Ouellette. Merci de votre mémoire, merci d'être venus discuter avec nous ce soir avec conviction et merci de votre rapport à notre Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Une voix: Demain matin, 9 h 30.

Le Président (M. Jean Campeau): Demain matin, nous recommençons à 9 h 30.

(Fin de la séance à 21 h 40)